



**Journal du Grand Conseil
du canton de Berne**

**Session du
1^{er} au 4 septembre 2014**

**Procès-verbal des délibérations
au sens des articles 10 et 11 du
Règlement du Grand Conseil**

Année 2014 / Cahier 4

www.be.ch/journaldugrandconseil

Généralités

Allocutions de la présidente.....	689
2014.RRGR.757 Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts)	689
Motions d'ordre.....	823
Urgence des interventions parlementaires	878

Actes législatifs

2013.RRGR.1246 Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification)	
2 ^e lecture	721
Vote final	724
2013.RRGR.558 Loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)	
1 ^{re} lecture	748
Vote d'ensemble	752
2013.RRGR.912 Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles)	752, 755
Vote final	759
2014.RRGR.15 Arrêté du Grand Conseil fixant le nombre de postes d'ecclésiastiques rémunérés par le canton	819
Vote final	821

Rapports

2014.RRGR.762 Rapport 2013 de la Commission de gestion interparlementaire (CGIP) de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch (EIPH)	690
2014.RRGR.763 Commission de gestion interparlementaire de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch (EIPH). Rapport additionnel de mai 2014 en réponse à l'actualité	690
2014.RRGR.21 Projets de la Direction de l'instruction publique dans les domaines du controlling de la formation et du conseil aux institutions de formation. Rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil	759
2014.RRGR.634 Rapport de gestion 2013 de l'Université de Berne	760

Elections

2014.RRGR.797 Election d'un député ou d'une députée des Verts à la fonction de membre suppléant ou suppléante de la CIRE et de la CFor	731
2014.RRGR.798 Election d'un député ou d'une députée de l'UDF à la section IV de la CJus	731
2014.RRGR.758 Election d'un juge suppléant ou d'une juge suppléante germanophone de la Cour supérieure, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016.....	731
2014.RRGR.761 Election d'un juge spécialisé commerçant ou d'une juge spécialisée commerçante fran-	

cophone (bilingue) du Tribunal de commerce, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016.....	731
--	-----

Autres affaires

2014.RRGR.688 Arrêté du Grand Conseil concernant le plan des sessions de 2016.....	690
--	-----

Concessions

2014.RRGR.596 Office des eaux et des déchets (OED). Commune d'Innertkirchen, droit de force hydraulique n° 16101, Aar et ses affluents Projet 2013 – KWO Plus – Centrale Grimsel 1E, adaptation et extension de la concession globale du 12 janvier 1962.....	697
2014.RRGR.584 Convention d'amortissement entre les Forces motrices de l'Oberhasli SA et le canton de Berne concernant la construction de la centrale Grimsel 1E ; autorisation de signer la convention...	698

Motions

2014.RRGR.10114 080-2014 Bernasconi (Malleray, PS). Garder son lieu d'origine lors de fusion de communes	709, 713
2014.RRGR.10117 092-2014 Bühler (Cortébert, UDC). Radars routiers: non au détournement fiscal, oui à la sécurité	720
2013.RRGR.1349 005-2014 Bühler (Cortébert, UDC). Le canton de Berne impose les frontaliers à la source	798
2014.RRGR.605 110-2014 Gasser (Bévilard, PSA). Gel de l'augmentation des effectifs de classe	773
2014.RRGR.67 030-2014 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Ecole intégrative: ramener le calme et économiser	783
2014.RRGR.169 055-2014 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Reporter la scolarisation pour faire des économies sans réduire la qualité....	788
2014.RRGR.585 106-2014 Klopfenstein (Biel/Bienne, PLR). Gens du voyage venus de l'étranger	821
2014.RRGR.11128 143-2014 Knutti (Weissenburg, UDC). Non au démantèlement des hôpitaux publics	733
2014.RRGR.219 060-2014 Knutti (Weissenburg, UDC). Moins de bureaucratie dans l'agriculture	794
2014.RRGR.59 023-2014 Kohli (Berne, PBD). Plus de femmes aux postes de cadre.....	800
2014.RRGR.581 105-2014 Leuenberger (Trubschachen, PBD). Collection Gurlitt: pas de financement avec l'argent des contribuables	766
2014.RRGR.555 104-2014 Moser (Landiswil, UDC). Mettre un terme à l'élaboration de la nouvelle stratégie OAN	790

Table des matières de la session de septembre 2014

2013.RRGR.1358 010-2014 Müller (Bowil, UDC). Réduction des effectifs à l'Office de la culture	779
2014.RRGR.802 153-2014 PS-JS-PSA (Aebersold, Berne). Retards dans l'introduction du MCH 2	692
2014.RRGR.10111 071-2014 PS-JS-PSA (Ammann, Meiringen). Interdire l'exploitation commerciale des bateaux hydrojet dans le canton de Berne	714
2014.RRGR.11109 027-2014 PS-JS-PSA (Müller, Langenthal). Aide sociale matérielle et prestations complémentaires: adaptation des loyers au taux de référence	742
2014.RRGR.10120 117-2014 Sancar (Berne, Les Verts). Traitement des demandes de naturalisation déposées sous l'ancien droit	704
2014.RRGR.62 026-2014 UDC (Brand, Münchenbuchsee). EOS 2: publication des propositions de la CFIN et des cadres de l'administration	805
2014.RRGR.167 053-2014 Zuber (Moutier, PSA). Participation financière accrue du canton aux coûts de l'assainissement des sites pollués	698

Postulats

2014.RRGR.88 040-2014 Wenger (Spiez, PEV). Adaptation de la grille des salaires	812
---	-----

Affaires traitées en procédure écrite

Questions

2014.RRGR.630 Questions des membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif	828
--	-----

Interpellations

2014.RRGR.71 035-2014 Aebi (Hellsau, UDC). Contrôles dans l'agriculture	865
2014.RRGR.78 039-2014 Bachmann (Nidau, PS). Procédure simplifiée pour l'installation de panneaux solaires	842
2014.RRGR.20 014-2014 Berger (Aeschi, UDC). Adaptation de la législation cantonale à l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur le droit foncier rural	864
2014.RRGR.19 015-2014 Berger (Aeschi, UDC). Coûteuses stratégies	874
2014.RRGR.73 036-2014 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl). Conséquences financières du <i>Lehrplan 21</i>	859
2014.RRGR.276 063-2014 Daetwyler (Saint-Imier, PS). Aménagement des zones 30, la créativité est-elle possible?	844
2014.RRGR.322 087-2014 Daetwyler (Saint-Imier, PS). Qualité des prestations des CFF en trafic régional	845
2014.RRGR.274 062-2014 Daetwyler (Saint-Imier, PS). Conséquences de la votation du 9 février sur les écoles et instituts de formation bernoises	861
2014.RRGR.11108 037-2014 Dunning (Biel/Bienne,	

PS). Financement du bilinguisme au Centre hospitalier de Bienne	857
2014.RRGR.10115 077-2014 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Pas de drogues dans la cour de récréation	852
2013.RRGR.11110 008-2014 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Concilier travail et famille: une tâche publique?	854
2014.RRGR.10112 056-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Allocation des ressources de la police cantonale bernoise et hiérarchie des préoccupations sécuritaires	849
2013.RRGR.1259 333-2013 Graber (La Neuveville, UDC). Extension des champs de réflexion et d'action de l'Assemblée interjurassienne au canton de Neuchâtel en cas de décision politique favorable au maintien de cette institution	853
2014.RRGR.46 019-2014 Graber (La Neuveville, UDC). Harmonisation du degré secondaire II de la partie francophone du canton de Berne avec la Suisse romande	858
2014.RRGR.497 101-2014 Imboden (Berne, Les Verts). Création des places nécessaires pour les gens du voyage	869
2014.RRGR.91 043-2014 Imboden (Berne, Les Verts). Protection des données: app pour Berne?	873
2014.RRGR.272 061-2014 Klopfenstein (Corgémont, UDC). PA 2014-17: contributions pour paysages ...	867
2014.RRGR.60 024-2014 Kropf (Berne, Les Verts). La mise à l'arrêt de la centrale de Mühleberg en 2019 est-elle garantie?	842
2014.RRGR.10116 046-2014 Kropf (Berne, Les Verts). Transparence autour des événements qui se couent l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement	848
2014.RRGR.63 028-2014 Müller (Langenthal, PS). Impôts impayés: comment le canton récupère-t-il son dû?	876
2014.RRGR.13 012-2014 Muntwyler (Berne, Les Verts). Energie éolienne: un temps d'arrêt dans le canton de Berne?	840
2014.RRGR.168 054-2014 Muntwyler (Berne, Les Verts). Installations solaires: moins de bureaucratie	843
2013.RRGR.1257 332-2013 PS-JS-PSA (Wüthrich, Huttwil). Statut fiscal particulier appliqué à certaines entreprises	863
2013.RRGR.1348 004-2014 Riem (Iffwil, PBD). La bureaucratie et le potentiel des énergies renouvelables	872
2014.RRGR.69 034-2014 Röstli (Kandersteg, UDC). Protection des troupeaux: le tonneau des Danaïdes?	867
2013.RRGR.10103 006-2014 Sancar (Berne, Les Verts). Asile: les ratés de l'encadrement et de l'hébergement	846

2013.RRGR.1177 296-2013 Schär (Lyss, PS). Dossiers des enfants placés	838
2014.RRGR.212 057-2014 Schmid (Achseten, UDC). Souffrances des chevreuils équipés d'émetteurs ...	869
2013.RRGR.1304 001-2014 Schori (Spiegel, UDC). Séparer clairement zones à bâtir et territoires non-constructibles	871

Demandes de crédit 2014

Chancellerie d'Etat

2014.RRGR.492 Programme « gestion des affaires et archivage électroniques » (GAE). Réalisation et introduction, crédit-cadre 2015-2022	696
Vote final	697

Instruction publique

2014.RRGR.639 Fondation bernoise de design. Subventions cantonales 2015 à 2018. Crédit d'objet ...	761
Vote final	766

Police et affaires militaires

2014.RRGR.10126 Office de la population et des migrations (OPM); hébergement et encadrement des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA) dans le canton de Berne. Crédit d'engagement pluriannuel allant de 2015 à 2019; autorisation de dépenses; crédits d'objet pour l'hébergement des RMNA et pour l'institution de curatelles de représentation et de tutelles en leur faveur (arrêté collectif)	698
Vote final	704

Santé publique et prévoyance sociale

2014.GEF.23 Autonomisation des institutions psychiatriques cantonales	725
Vote final	729

Travaux publics, transports et énergie

2014.RRGR.644 Barrage de Port: remplacement du système de commande et adaptation des installations électriques et mécaniques ; crédit d'engagement pluriannuel.....	698
2014.RRGR.643 Université de Berne. Remise en état, Mittelstrasse 43. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation.....	698

Liste des annexes

Lois

- N°20 2013.RRGR.1246 Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la 2^e lecture
- N°21 2013.RRGR.558 Loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)
Proposition du Conseil-exécutif et de la commission pour la 1^{re} lecture

Arrêtés du Grand Conseil

- N°22 2013.RRGR.912 Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles)
- N°23 2014.RRGR.15 Arrêté du Grand Conseil fixant le nombre de postes d'ecclésiastiques rémunérés par le canton

Demandes de crédit

- N°19 Demandes de crédit de la session de septembre 2014



Lundi 1^{er} septembre 2014, 13 heures 30 – 16 heures 30

Première séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 154 députés. Excusés : Burren Andreas, Egger Martin, Gfeller Niklaus, Schöni-Affolter Franziska, Studer Peter, von Greyerz Nicola

La présidente. Mmes et MM. les députés, je vous demanderais de prendre place, il est 13 heures 30. C'est avec joie que je constate que vous avez répondu présents à la convocation à cette session de septembre 2014. Cette session sera en principe courte, très courte. Je vous demande donc d'être prêts à chaque instant pour intervenir quand c'est à vous de parler. Je vous rappelle aussi que nous avons le jeudi après-midi et le lundi après-midi de la semaine prochaine en réserve. Comme vous avez pu le constater au mois de juin, nous avons quand même réussi, avec le nouveau droit parlementaire, à atteindre une certaine efficacité tout en faisant, il me semble, du très bon travail. J'aimerais encore vous préciser que dans les débats réduits vous disposez de deux minutes. Au mois de juin, cela se situait entre deux et trois minutes. Il s'agissait, pour vous et pour moi aussi, un peu d'un camp d'entraînement. Cette fois-ci, je serai plus sévère, mais je n'ai pas envie de vous couper la parole, lorsqu'à deux minutes, la lampe s'allumera vous saurez qu'il est temps de terminer; à deux minutes et dix secondes, je couperai le micro, sans vous interrompre.

Toutes les commissions se sont constituées depuis le mois de juin et d'après ce que j'ai entendu, cela se passe assez bien. Un très bon climat règne dans ces commissions et j'espère que nous pourrions continuer comme cela. N'oubliez pas que ce mercredi soir, il y aura une session du soir, et que le lundi 8 septembre, de 10 heures à 12 heures, il y aura un cours sur les finances. J'espère que la plupart d'entre vous seront présents à ce cours. Je ne parle ici pas seulement des nouveaux députés, mais aussi des anciens. Ce cours a été placé en septembre pour que vous soyez prêts pour les discussions du budget du mois de novembre. Comme vous le savez, nous avons aussi, avec le nouveau droit parlementaire, de nouvelles possibilités pour influencer les finances, avec la motion financière et nous prendrons connaissance du plan intégré mission-financement.

Comme vous avez aussi pu le constater, depuis le mois de juin, il s'est passé beaucoup de choses dans le canton de Berne. Je mentionnerai ici les inondations qui ont touché notre canton et surtout l'Emmental. Nos pensées vont aux personnes touchées par ces inondations et un grand merci aux sauveteurs, aux parents, aux amis, à la police, à la Protection civile et les pompiers pour leur engagement lors de ces événements. J'aimerais ici aussi mentionner l'engagement des responsables du premier camp cantonal

de scouts qui a eu lieu à Täuffelen durant deux semaines. Pour les responsables, cela a été quelque chose d'exceptionnel quand on pense qu'il y avait 2000 enfants qui ont participé à ce camp. Aux responsables de ce premier camp cantonal bernois, un grand merci. J'ai également été surprise, durant l'été, par la visite des jeunes socialistes, qui m'ont apporté, un dimanche après-midi, un prix, le prix de l'austérité, pas pour moi, mais afin de vous le remettre (*la présidente place le prix sur son pupitre pour le montrer à l'assemblée*). Le voilà. Ce prix a été donné au Grand Conseil suite aux mesures budgétaires décidées en 2013. Donc, chers collègues, je vous remets ce prix!

A côté de cela, nous avons également eu des moments de réjouissance cet été, en particulier les très bons résultats de nos lutteurs bernois, qui sont restés pratiquement imbattables tout au long de l'été, en particulier à la Fête de lutte à St-Imier. J'aimerais ici aussi évoquer la performance de Munjinga Kambundji aux Championnats d'Europe d'athlétisme à Zurich. A tous ces athlètes, bravo!

Enfin, je vais passer à des communications internes. Je vais commencer par les mauvaises nouvelles. Tout d'abord, comme certains d'entre vous l'ont appris dans les journaux, notre camarade députée Mme Franziska Schöni-Affolter s'est fait renverser à vélo par un vélo. Malgré d'assez graves blessures, elle se remet petit à petit. Je lui ai téléphoné hier soir et son rétablissement est en bon chemin, mais va prendre un petit peu de temps, donc elle sera absente durant toute la session. Mme la directrice des finances est de nouveau à l'hôpital, elle a fait une rechute et sera donc absente durant cette session et sera remplacée par M. Rickenbacher. A toutes les deux, à Mme Simon, à Mme Schöni, de tout cœur, un bon rétablissement. Enfin, j'ai aussi de bonnes nouvelles. Mme la députée Sarah Gabi Schönenberger a mis au monde une petite luna Sophie le 30 juin. Félicitations au papa et à la maman (*Applaudissements*). Sur ce, je déclare la session de septembre 2014 ouverte.

Affaire 2014.RRGR.757

Entrée d'un nouveau membre au Grand Conseil. Monsieur Bruno Vanoni (Les Verts)

La présidente. Nous passons à l'assermentation de M. Bruno Vanoni, qui remplace M. Urs Muntwyler, qui a donné sa démission le 30 juin 2014 pour causes professionnelles. M. Muntwyler a été parmi nous durant 20 mois. M. Vanoni, je vous prierais de prendre place. Je prie toutes les personnes présentes dans cette salle de se lever pour cette assermentation, les personnes sur les tribunes et la presse également.

Monsieur Bruno Vanoni prête serment.

(*Applaudissements*)

Affaire 2014.RRGR.688

Arrêté du Grand Conseil concernant le plan des sessions de 2016*Proposition du Bureau*

I.

Le Grand Conseil, après avoir entendu le Conseil-exécutif et sur proposition du Bureau du Grand Conseil, arrête le plan des sessions de 2016:

Session de janvier	du 18 au 28 janvier 2016
Session de mars	du 14 au 24 mars 2016
Session de juin	du 30 mai au 9 juin 2016
Session de septembre	du 5 au 15 septembre 2016
Session de novembre	du 21 novembre au 1 ^{er} décembre 2016

II.

Le mercredi soir de la première semaine et le mardi soir de la seconde semaine de session sont réservés aux séances du soir, qui durent de 17 heures à 19 heures (art. 4, al. 4 RGC). Au moment de la préparation du programme de la session, le Bureau du Grand Conseil fixe l'horaire des séances et décide s'il y a lieu de tenir des séances du soir (art. 25, al. 2 RGC).

III.

Le présent arrêté entre en vigueur dès son adoption par le Grand Conseil.

La présidente. Nous passons donc tout de suite à l'affaire n°2, Arrêté du Grand Conseil concernant le plan des sessions 2016. Y a-t-il quelqu'un qui aimerait s'exprimer sur ce plan des sessions 2016? – Ce n'est pas le cas, donc je considère ce plan comme accepté tacitement.

Affaire 2014.RRGR.762

Rapport 2013 de la Commission de gestion interparlementaire (CGIP) de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch (EIPH)

Affaire 2014.RRGR.763

Commission de gestion interparlementaire de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch (EIPH). Rapport additionnel de mai 2014 en réponse à l'actualité*Délibération groupée*

La présidente. Nous passons à l'affaire n°3, Rapport 2013 de la Commission de gestion interparlementaire de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch. M. Hadorn a la parole pour la Commission de la sécurité. Je vous rappelle ici que nous sommes en débat réduit, au cas où quelqu'un voudrait s'exprimer ensuite.

Christian Hadorn, Ochlenberg (UDC). Ich mache ein kleines Resümee der beiden Jahresberichte, die Sie alle erhalten und sicher auch exakt durchgelesen haben. Ich sage Ihnen ganz kurz etwas über das Organigramm, den allgemeinen Hauptbericht 2013 und noch etwas zum Zusatzbericht. Das Konkordat der Polizeischule Hitzkirch wurde am 25. Juni 2003 gegründet. Die Interkantonale Polizeischule Hitzkirch IPH der Kantone Aargau, Baselland, Basel-Stadt, Bern, Luzern, Nidwalden, Obwalden, Solothurn, Schwyz, Uri und Zug konnte im alten Kloster und Lehrerseminar von Hitzkirch in Luzern Einzug nehmen. Der Kanton Luzern war einerseits froh, diese Liegenschaft loszuwerden, und angesichts der zentralen Lage mussten auch die Berner sagen: «De gömer haut uf das Hitzkirch ine.» Im Organigramm haben wir zunächst die Konkordatsbehörde. Diese wird gebildet durch alle Polizeidirektoren unter dem Präsidium des Polizeidirektors von Aargau, Herrn Regierungsrat Urs Hofmann. Weiter gibt es den Schulrat, der sich aus allen Polizeikommandanten zusammensetzt. Präsident des Schulrats ist unser Berner Polizeikommandant, Herr Stefan Blättler, und Christoph Tanner ist der Direktor der IHP.

Die IGPK ist die unabhängige Geschäftsprüfungskommission aller elf Kantone, vertreten durch je zwei Mitglieder. Wir vom Kanton Bern haben im Moment Adrian Wüthrich und meine Wenigkeit als Vertreter in diesem Gremium. Seit dem ersten Juni 2013 durfte ich das Präsidium dieses Gremiums übernehmen, nach dem langjährigen Präsidenten Markus Meyer. Es gibt weiter zwei Ausschüsse, den Unternehmensausschuss, der den Komplex von etwa 80 Mio. Franken betreut und dafür besorgt ist, dass die Investitionen für die Zukunft gemacht werden. Wir haben zweimal pro Jahr Sitzung mit der gesamten Kommission und zweimal Sitzung mit den Ausschüssen. Markus Meyer hat ganz zu Beginn das Sekretariat gleich selber erledigt. Das wurde irgendwann zu viel, und so versuchte man, dies dem Sekretariat der Polizeischule zu übergeben. Das war etwas zu engmaschig, und so fand man für diese Aufgabe Christian Moser, den ehemaligen Sekretär der OAK, der nun schon mehrere Jahre das Sekretariat betreut.

Das Jahr 2013 war das sechste volle Betriebsjahr. Wir starteten 2013 mit einem neuen Ausbildungskonzept. Ich würde sagen, das neue Konzept ist europaweit das modernste Polizeiausbildungskonzept. Es lohnt sich, wenn Sie dieses einmal genauer anschauen. Das grosse Thema war die Weiterbildung in den Korps, und dazu haben wir auch viele Fragen gestellt. Denn im Konkordat ist genau beschrieben, dass auch die Weiterbildung aller elf Korps in der Polizeischule Hitzkirch durchgeführt werden muss. Dort sind wir noch nicht ganz auf dem Stand, den wir anstreben.

Zur Nutzung der Infrastruktur durch Drittpartner. Dort konnten wir 2,5 bis fast 3 Mio. Franken Gewinn erwirtschaften, die unser Budget von 13 Mio. Franken pro Jahr natürlich gefestigt und dementsprechend die Kantone auch weniger belastet hat. Das Budget 2014 hat die Konkordatsbehörde auf 12 Mio. Franken reduziert. Dies weil man sagte, man müsse in allen Kantonen sparen, demnach könne man auch in der Polizeischule Hitzkirch sparen. Dementsprechend waren wir von der IGPK nicht allzu erbaut darüber. Wir haben interveniert und klar festgehalten, dass dies sicher für ein Jahr möglich sein werde, aber die 12 Mio. Franken würden längerfristig sicher nicht ausreichen, damit wir Reserven

bilden können. Wir haben beantragt, dass im Jahr 2015 wieder 13 Mio. Franken gesprochen werden, denn gemäss Konkordat würden uns nämlich 14,7 Mio. Franken zustehen. Nur weil wir von Anfang an mit Drittgeschäften etwas vorwärts machen konnten, mussten wir nicht das gesamte Budget ausschöpfen, das uns zugestanden hätte.

Bis Ende Jahr, das können Sie im Bericht nachlesen, verlief eigentlich alles in normalen Bahnen. Im Dezember war ich dann etwas erstaunt, als Herr Direktor Tanner vor der Sitzung zur Vizepräsidentin und zu mir kam, und sagte, er habe mit dem Schulrat und der Konkordatsbehörde ein kleines Problem. Er wolle uns einfach mitteilen, dass man in Verhandlungen stehe, damit wir dann nicht erstaunt seien, wenn wir davon erfahren. Es werde schon gut herauskommen, sagte er, und er werde dafür sorgen, dass alles wieder in normalen Bahnen verlaufe. Die Polizeikommandantenkonferenz der Zentralschweiz ist ein kleiner Verein. An dieser letzten Sitzung im Dezember forderte dieser Verein vor der Konkordatsbehörde und dem Schulrat einen grundlegenden Wechsel in der Polizeischule. Damit stellte man Christoph Tanner als Direktor in Frage, weil er aus Sicht des Vereins ganz klar zu viel Zeit mit Drittgeschäften verbrachte, statt mit Polizeiarbeit. Wenn man aber das Organigramm genau anschaut, sieht man, dass der Direktor für das Gesamte verantwortlich ist, und er hat sich mit der Schule so organisiert, dass die Polizisten, die Lehrerinnen und Lehrer der Korps, wirklich aus den Polizeikorps der elf Kantone kamen. Wir wurden dann von der Information durch Herrn Blättler und Herrn Hofmann überrascht, man wolle sich von Christoph Tanner trennen. Dementsprechend haben wir seitens der IGPK eine Anhörung der beiden Gremien verlangt. Darin warf man Christoph Tanner vor, er habe die Polizeischule tatsächlich vernachlässigt, wodurch das Vertrauen zu ihm nicht mehr vorhanden sei. Das konnten wir seitens der IGPK nicht verstehen. Daraufhin haben wir einen Zusatzbericht geschrieben; Sie können diesen lesen, es handelt sich um einen kleinen Kriminalroman. Darin hielten wir klar fest, dass von Seiten der Zentralschweizer Polizeikommandanten ein Mobbing und ein Rauswurf von Christoph Tanner vorbereitet worden war. Uns wurde gesagt, ab 1. April werde Urs Winzenried, der ehemalige Kriminaldirektor aus dem Aargau, den Schulbetrieb interimistisch übernehmen. Christoph Tanner stellte man frei. Nachdem man lange versucht hat, ihm etwas vorzuwerfen, behalf man sich mit der Floskel, wonach man ihm «in beidseitigem Einvernehmen» kündige. Die Folge davon war, dass wir drei Monate lang Kündigungsfrist bezahlt haben, und nun noch ein Jahressalär nachliefern müssen.

Wir von der IGPK waren sehr, sehr frustriert von diesem Vorgehen. Wir sind als Geschäftsprüfungskommission hier nur dafür zuständig, zu sagen, dass wir solches nicht mehr wollen. Das haben wir allen Beteiligten klar aufgezeigt. Wir wollen eine andere Instruktion und einen anderen Tonfall. Das soll geklärt werden. Dem neuen Direktor, der im Dezember gewählt werden wird, soll ein Organigramm vorlegt werden, und man soll ihn dieses auch unterschreiben lassen. Die erforderlichen Massnahmen in der Führung und im Schulrat haben wir deponiert, damit solche Geschehnisse in Zukunft wirklich nicht mehr vorkommen. Wir bleiben vonseiten der IGPK dran und erwarten bis im Dezember die Wahl des neuen Direktors. In einem persönlichen Gespräch habe

ich mich im Juni von Herrn Urs Winzenried informieren lassen, dass die Schule nicht darunter gelitten habe. Das war mir sehr wichtig. Entsprechend liegen wir jetzt aber leider nicht im Budget, weil nun eben genau diese Zusatzgeschäfte vernachlässigt wurden. SiK und IGPK empfehlen Ihnen nun, die beiden Berichte zur Kenntnis zu nehmen, und ich verspreche Ihnen als Präsident der IGPK weiter dranzubleiben und dafür zu sorgen, dass dies wieder in geordnete Bahnen geleitet wird.

La présidente. Si j'ai bien compris, vous avez donc parlé pour les deux rapports, M. Hadorn? – C'est bien cela. Y a-t-il quelqu'un qui aimerait s'exprimer sur ces deux rapports? – Y a-t-il un porte-parole de groupe qui aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas. (*A Madame Geissbühler qui souhaite s'exprimer:*) En tant qu'intervenante à titre personnel, ce n'est malheureusement pas possible, Mme Geissbühler, nous sommes en débat réduit.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich spreche zwar im Namen meiner Fraktion, aber eigentlich möchte ich vor allem etwas dazu sagen, weil ich mit Christian Hadorn in der IGPK bin. Er hat das Vorgehen vorhin ganz klar dargelegt und auch erläutert, welches die Haltung der IGPK dazu ist. Ich möchte hier nur noch ganz klar betonen, dass es natürlich schon einen Zielkonflikt ergibt, was man in der Schule macht. Die Schule mit den elf beteiligten Kantonen, der Kanton Bern stellt einen Drittel der Auszubildenden an der Schule, hat natürlich gewisse Bedürfnisse, und diese Bedürfnisse gilt es auszumitteln, um allen elf Kantonen gerecht zu werden. Das ist sicher der erste Zielkonflikt, den wir haben. Aber es ist ein lösbarer Konflikt, das kommt gut heraus. Der zweite Konflikt, den ich sehe, ist jener mit den Finanzen und auch, dass dieses Zentrum in Hitzkirch zwar Polizeischule heisst, aber, wie Christian Hadorn richtigerweise sagte, eben auch ein Seminarzentrum ist. Christoph Tanner hat es als bisheriger Direktor in einer sehr guten Art und Weise geschafft, dem Seminarzentrum Luft zu verschaffen, sodass wir dort wirklich Kundinnen und Kunden haben. Denn das senkt die Kosten für die Kantone. Ich bin erst seit einem Jahr bei der IGPK und sehe erst jetzt etwas hinein, aber offenbar ist nun das Niveau erreicht worden, auf dem es eben erst möglich ist, Drittaufträge hereinzubekommen ohne dass die Schule darunter leidet.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir haben die Schule gegründet, damit wir unsere Polizistinnen und Polizisten für den Kanton Bern ausbilden können. Deshalb möchte ich jetzt auch hier im Parlament klar sagen, dass wir diesen Auftrag nicht vor lauter Aufgaben im Drittmittelsektor aus dem Blickwinkel verlieren sollten. Ich kann ihnen einfach nur sagen, die Waffenplätze der Schweizer Armee werden durch einen Waffenplatzkommandanten geführt, und zusätzlich gibt es einen Schulkommandanten. Und bei der Polizeischule Hitzkirch muss ein und dieselbe Person beide Funktionen erfüllen. Direktor Tanner, der ein Manager war, hat das sehr gut gemacht, das möchte ich hier betonen, im selben Sinne, wie Christian Hadorn dies bereits sagte. Er hat das sehr gut gemacht. Auf der andern Seite müssen wir auch die Polizeikommandantinnen und -kommandanten verstehen, die wollen, dass ihre Leute an dieser Schule gut ausgebildet werden. Dann geht es natürlich nicht, dass

Ausbildungsplätze plötzlich an eine Drittfirma vermietet werden und dadurch die eigentliche Ausbildung leidet. Wenn ich jetzt sehe, wie diese Schule geführt wird, die nun wieder einen Schulkommandanten hat, so ist es ein ganz anderer «Groove» wenn man dort hinkommt. Es ist ein Kommandant da, der in der Polizeiuniform dasteht und damit auch wieder ein Vorbild ist für die Polizeiaspirantinnen und -aspiranten. Diesen Aspekt wollte ich hier nochmals beleuchten, nämlich dass es wirklich eine Gratwanderung ist, einerseits Drittmittel hereinzuholen und andererseits eine gute Ausbildung für unsere Polizistinnen und Polizisten im Kanton Bern zu gewährleisten.

La présidente. Y a-t-il encore quelqu'un qui aimerait s'exprimer à tout prix? – Ce n'est pas le cas. Nous passons donc au vote. Ceux qui acceptent la prise de connaissance du Rapport 2013 de la Commission de gestion interparlementaire de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote final (2014.RRGR.762)

Décision du Grand Conseil:

Prise de connaissance

Oui 134

Non 0

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté la prise de connaissance de ce rapport.

2014.RRGR.763 Commission de gestion interparlementaire de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch (EIPH). Rapport additionnel de mai 2014 en réponse à l'actualité

La présidente. Nous passons donc au vote suivant sur la Commission de gestion interparlementaire de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch, Rapport additionnel de mai 2014 en réponse à l'actualité. Ceux qui acceptent la prise de connaissance de ce rapport additionnel disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote final (2014.RRGR.763)

Décision du Grand Conseil:

Prise de connaissance

Oui 143

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté la prise de connaissance de ce rapport.

Affaire 2014.RRGR.802

N° de l'intervention: 153-2014

Type d'intervention: Motion

N° d'affaire: 2014.RRGR.802

Déposée le: 12.08.2014

Déposée par: PS-JS-PSA (Aebersold, Berne)
(porte-parole)
Cosignataires: 8
Urgence accordée: le 05.06.2014

Retards dans l'introduction du MCH 2

Le Bureau est chargé de présenter au Grand Conseil un rapport contenant les informations suivantes :

1. Une présentation détaillée et transparente des conséquences du report de l'introduction du MCH2, en particulier en ce qui concerne
 - l'établissement du budget et du plan financier,
 - les caisses de pension PCB et CACEB,
 - la quote-part de l'endettement (évaluation et amortissement des biens),
 - les finances des communes,
 - d'autres conséquences possibles.
2. Le rôle et la responsabilité de la Direction des finances s'agissant des problèmes avec l'application informatique SIF.
3. La date depuis laquelle la Direction des finances sait qu'en raison de ces problèmes, le MCH2 ne peut être introduit pour le 1^{er} janvier 2015, et la date à laquelle le Conseil-exécutif en a été informé.

Développement

L'introduction du MCH2 n'est pas un simple changement de mise en page, c'est un changement radical dans la présentation des comptes du canton. Ce changement entraînera des conséquences pour la planification financière de ces prochaines années, pour le canton (bilan et comptes) comme pour les communes.

La raison du report de l'introduction du MCH2 est l'état lacunaire du logiciel SIF. La FIN a en effet omis d'effectuer les adaptations pourtant urgentes de ce programme en fonction de la complexité accrue des spécifications. On voit donc une fois de plus que dans le domaine des systèmes informatiques, le canton de Berne est à la fois mal organisé et imprévoyant, alors que les systèmes devraient avoir été uniformisés depuis belle lurette. C'est ce que montre également le rapport de l'audit indépendant de l'informatique dans le canton de Berne, mené suite à une motion de la CFin et de la CHS (233-2012).

Bon nombre de cantons ont déjà introduit le MCH2. Berne s'étant déjà trouvé sur la sellette dans le contexte de la politique financière suisse (RPT), l'image d'un canton qui traîne les pieds n'est pas près de changer.

Motivation de l'urgence :

Le report du MCH 2 peut entraîner des conséquences financières essentielles dont il faut tenir compte dans le processus d'établissement du budget 2015 et du plan intégré mission-financement 2016-2019. Le Grand Conseil doit avoir connaissance de ces éléments avant le débat financier en novembre prochain.

Réponse du Bureau du Grand Conseil

La motion charge le Bureau de rendre compte dans un rapport au Grand Conseil d'un certain nombre d'aspects liés à la responsabilité des retards pris dans l'introduction du

nouveau modèle comptable harmonisé MCH2 et des conséquences qui vont en découler. L'intervention porte donc sur une affaire interne du Grand Conseil, et il incombe au Bureau d'y répondre (art. 61, al. 2, lit. b LGC).

La CFin s'est déclarée prête à examiner les différents points soulevés dans la motion. Si le Grand Conseil devait adopter ce texte, le Bureau du Grand Conseil chargerait la CFin de présenter le rapport demandé au Grand Conseil (art. 27, al. 2 RGC).

Dans ce qui suit, le Bureau renvoie aux indications de la CFin, qui expriment une position à laquelle il peut adhérer. Il est ainsi amené à proposer l'adoption du point 1 et le rejet des points 2 et 3 de la motion.

La CFin se déclare prête à admettre le point 1 de la motion et à présenter au Grand Conseil un rapport sur les conséquences du retard dans l'introduction du MCH2. Elle prévoit de présenter ce rapport dans un chapitre spécifique de son rapport sur le budget 2015 et le plan financier 2016-2018.

Les points 2 et 3 de la motion demandent que le rôle et la responsabilité de la Direction des finances dans le report de l'introduction du MCH2 soient analysés et que le temps écoulé avant que la Direction des finances ne décide d'informer le Conseil-exécutif soit établi. La Commission des finances souhaiterait que ce point soit rejeté.

Les problèmes que pose le SIF depuis un certain temps sont l'un des principaux éléments qui ont incité la CFin et la CGes (alors CHS) à déposer en 2012 la motion « Audit indépendant de l'informatique ». Le rapport, qui a été présenté dans l'intervalle, met l'accent sur le SIF, dont les experts recommandent le remplacement par un système courant de gestion intégrée (progiciel de gestion intégrée, PGI). A la session de juin 2014, les deux commissions de surveillance ont déposé une deuxième motion urgente (109-2014 « Audit indépendant de l'informatique: mettre les recommandations des experts en œuvre ») dans laquelle elles demandent que la priorité soit accordée à l'introduction d'un système PGI. Le Conseil-exécutif a examiné les conclusions du rapport et les demandes formulées dans la motion 109-2014, et il se propose de clarifier rapidement la question de l'introduction d'un système PGI. Ainsi, la thématique SIF et le remplacement du système sont actuellement en cours d'examen auprès des services compétents et il n'est donc pas nécessaire d'approfondir plus avant.

Si les points 2 et 3 sont adoptés malgré les recommandations de la Commission des finances, cette dernière se verrait dans l'obligation de requérir du Contrôle des finances un contrôle spécial de la Direction des finances. Il en résulterait auprès de toutes les parties concernées l'accaparement de ressources qui en réalité seraient mieux employées à la clarification de la suite dans la résolution du problème SIF. De plus, le fait que le Contrôle des finances se soit déjà saisi du problème dans son rapport sur les comptes 2013, qui est fort circonstancié, et qu'il en ait déjà informé la CFin militent contre l'engagement d'un contrôle spécial.

Proposition du Bureau:

Point 1: adoption

Point 2: rejet

Point 3: rejet

La présidente. Nous passons donc à l'affaire n°5, motion PS-JS-PSA, Retards dans l'introduction du MCH2. M. Michael Aebersold a la parole.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Zur Einführung von HRM2, dem harmonisierten Rechnungslegungsmodell, das aus den 80er-Jahren stammt. Ich möchte inhaltlich nichts dazu sagen, denn wir alle können ja am nächsten Montag an einer Veranstaltung der Finanzdirektion teilnehmen, an der dies unter anderem Thema ist. Heute geht es um die Einführung. In einem älteren Bericht des Amts für Gemeinden und Raumordnung (AGR) von Mitte Mai 2010 konnte man lesen, das Modell solle für politische Gemeinden auf Anfang 2014 hin eingeführt werden, für Kirchgemeinden, Gemeindeverbände und Regionalkonferenzen per Anfang 2015 und für andere Körperschaften auf 1. Januar 2016. Offenbar läuft der Kanton Bern nun unter «andere Körperschaften». Im ersten Punkt – und ich bin sehr dankbar, dass das Büro und hoffentlich auch der Rat diesen annehmen will – geht es darum, die Auswirkungen anzuschauen. Dies insbesondere beim Thema Abschreibungen. Das gibt Änderungen, welche Auswirkungen auf Finanzpläne, Budgets usw. haben. Da bin ich sehr dankbar, wenn Sie mir in diesem Punkt folgen.

Zum zweiten Punkt. Hinsichtlich der ganzen Problematik mit FIS (Finanzinformationssystem) wird auf bereits bestehende Vorstösse verwiesen, und mir leuchtet ein, dass man hier nun nicht noch eine eigene Übung macht. Ich werde aber den Punkt 2 dennoch in ein Postulat wandeln, damit er nicht vergessen geht.

Ich komme zum dritten Punkt. Darin geht es um die leidige Frage, wer die Verantwortung trägt. Das ist bei der Thorberg-Affäre so, bei der nun die GPK hinschaut, es ist im Asylwesen so oder auch beim Spitalinvestitionsfonds. Für uns ist klar, wo gehobelt wird, fallen Späne. Es geht uns hier nicht darum, Schuldzuweisungen zu machen, sondern darum, Lehren aus Fehlern zu ziehen. Das kann man in diesem Fall wahrscheinlich mit null Aufwand erreichen. Dafür braucht es ein Gespräch, ein, zwei Sätze, und dann ist die Frage gemäss Punkt 3 geklärt. Die FiKo sagt, sie möchte die Punkte 2 und 3 nicht entgegennehmen. Eine Begründung fehlt. Aber es geht ja hier nicht darum, ob man jetzt will oder nicht, sondern um eine Notwendigkeit. Kolleginnen und Kollegen, ich muss wirklich sagen, ich verstehe es nicht, wenn man diesen dritten Punkt nicht überweist; wenn der Grosse Rat als eigentliches oberstes Aufsichtsorgan nicht mindestens wissen will, was nicht gut gelaufen ist. Das verursacht wirklich null Aufwand. Ich bitte Sie also, auch Punkt 3 als Motion zu überweisen.

La présidente. Pour le Bureau, M. le premier vice-président Marc Jost prend la parole.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Hier handelt es sich um ein ratseigenes Geschäft, für welches die Antwort vom Büro des Grossen Rats verfasst wurde. Dies in Absprache mit der FiKo, bei der Informationen zu diesem Geschäft eingeholt wurden. Als der Vorstoss im Büro behandelt wurde, haben wir ihn nur als Motion beurteilt, nicht als Postulat, in das Ziffer 2 nun gewandelt wurde. In der Motion wird das Büro des Grossen Rats eingeladen, dem Grossen

Rat einen Bericht zur Verantwortung für die verspätete Einführung von HRM2 und zu deren Folgen vorzulegen. Grundsätzlich ist die FiKo bereit, sich mit den Motionsforderungen auseinander zu setzen, wie Sie der Antwort entnehmen konnten. Das Büro würde daher der FiKo den Auftrag zur Berichterstattung gehen, sollte der Grosse Rat dem so zustimmen.

Nun zu den verschiedenen Ziffern. Zu Ziffer 1: Die FiKo sieht vor, im Rahmen des Berichts zum Voranschlag 2015 und zum Aufgaben- und Finanzplan 2016–2018 hierzu ein separates Kapitel zu erstellen. Wenn der Rat Ziffer 1 annimmt, würde dies also in dieser Form umgesetzt. Die Umsetzung der Ziffern 2 und 3 lehnt das Büro hingegen ab. Der Motionär hat nun gesagt, dafür fehle ihm die Begründung. Es sind durchaus Begründungen vorhanden; Sie finden diese auch in der Antwort des Büros: Es wird darin auf verschiedene Vorstösse hingewiesen, die von unseren Aufsichtskommissionen gekommen sind; von der FiKo und damals noch von der OAK. Bei deren Behandlung wurde die Informatik und insbesondere eben auch FIS angeschaut, und es wurden Empfehlungen von externen Experten eingeholt. Diese werden derzeit umgesetzt, und das neue Enterprise Resource Planning (ERP) -System wird prioritär behandelt. Was geschähe, wenn der Rat den Ziffern 2 und 3 ebenfalls zustimmen würde? Es würde bedeuten, dass die Finanzkontrolle in der Finanzdirektion eine zusätzliche Sonderprüfung auslösen müsste. Diesen Mehraufwand hält das Büro des Grossen Rats nicht für verhältnismässig angesichts dessen, was dies in Aussicht stellt. Deshalb empfehlen wir, nur Ziffer 1 anzunehmen und die Ziffern 2 und 3 abzulehnen. Ebenfalls für die Ablehnung der Ziffern 2 und 3 spricht der Umstand, dass auch die Finanzkontrolle in ihrem Bericht zum Jahresabschluss 2013 bereits auf dieses Thema eingegangen ist. In diesem Sinn wurde das ebenfalls schon behandelt.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich nehme es vorweg: Die grüne Fraktion wird den Vorstoss in der nun vorliegenden Form unterstützen – der Motionär hat nun ja Ziffer 2 in ein Postulat gewandelt. Vielleicht trotzdem nochmals etwas dazu, was der eigentliche Inhalt des Vorstosses ist. Wir wissen alle, hinter dem ominösen Wort HRM2 verbirgt sich einiges. Es geht um ein neues Rechnungslegungsmodell für unsere Rechnung. Damit soll eine Standardisierung und Vergleichbarkeit mit anderen Kantonen oder Gemeinwesen ermöglicht werden. Aus dieser Sicht sind wir der Meinung es sei wichtig, dass der Kanton Bern dies einführt, und zwar so rasch als möglich. In Zusammenhang mit der Diskussion und der Informatiküberprüfung hat man aber tatsächlich festgestellt, dass der Kanton Bern im Bereich Informatik gewisse Probleme hat, die man nun genau anschauen muss. Warum macht ein solches neues Rechnungslegungsmodell Sinn? Ein Punkt, der relevant ist – und das ist nicht neu, das hat man in interkantonalen Vergleichen seit längerem beobachten können – ist, dass der Kanton Bern seine Vermögen in den Büchern unterbewertet hat. Solche Unterbewertungen führen dazu, dass man buchhalterisch mehr Schulden ausweist. Die grüne Fraktion ist daher sehr gespannt zu sehen, wie die Finanzen des Kantons Bern dann nach dem neuen Rechnungslegungsmodell genau aussehen werden. Denn dann – das wäre dann «sta-

te of the art» – wird die Vergleichbarkeit mit anderen Gemeinwesen gegeben sein. Das werden wir mit Interesse zur Kenntnis nehmen.

Die Motion verlangt eigentlich nur eines: Man will genau wissen, was eigentlich passiert, welches die Konsequenzen sind, wenn HRM2 jetzt noch nicht eingeführt wird. Das ist unserer Meinung nach für die Fragen, die jetzt anstehen – es wird ja jetzt um den Voranschlag und die mittelfristige Finanzplanung gehen – von grossem Interesse. Aus dieser Sicht unterstützen wir den Vorstoss. Trotzdem erlaube ich mir noch eine Bemerkung zur Form dieser Motion. Es ist eine spezielle Motion, weil sie sich direkt an uns, an den Grossen Rat, richtet. Eigentlich wäre es wahrscheinlich auch möglich gewesen, die inhaltlichen, materiellen Fragen der Motion, also insbesondere Ziffer 1, direkt dem Regierungsrat zu stellen. Denn eigentlich wäre er die richtige Auskunftsstelle, die einschätzen kann, welches die genauen Konsequenzen der verspäteten Einführung sein werden. Wir hoffen aber, dass es trotzdem möglich sein wird, die richtigen sachlichen Fakten hier auf dem Tisch zu haben, damit wir diese in die weiteren finanzpolitischen Diskussionen werden einfließen lassen können. Wie gesagt unterstützt die grüne Fraktion die Motion und auch das Postulat.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Dass HRM2 nicht wie geplant auf 1. 1. 2015 eingeführt werden kann, ist bekannt, und es ist ja bereits das zweite Mal, dass der Einführungstermin verschoben wird. Die Gemeinden müssen an ihrem Einführungstermin festhalten, und das stösst nicht immer auf Verständnis, wenn der Kanton selber seinen Termin nicht einhalten kann. Die Motion von Herrn Aebersold beinhaltet drei Punkte. Erstens: die Folgen der verspäteten Einführung von HRM2 seien aufzuzeigen, insbesondere bezüglich Budgetierung, Finanzplan, Pensionskassen, Schuldenquoten, Konsequenzen auf Gemeindefinanzen etc. Die FiKo hat sich ja bereit erklärt, dieses Anliegen des Büros des Grossen Rats entgegenzunehmen und dem Grossen Rat darüber Bericht zu erstatten. Die SVP-Fraktion unterstützt mehrheitlich den Antrag des Büros des Grossen Rats und der FiKo, deshalb bitte ich Sie um Annahme von Ziffer 1. Ziffern 2 und 3 lehnt die SVP-Fraktion einstimmig ab. Weitere Prüfungen hinsichtlich des Problems mit dem System FIS durchzuführen und weitere Abklärungen zu machen, wann die FiKo und der Regierungsrat über die Verschiebung der Einführung von HRM2 informiert worden sind, erachtet die SVP-Fraktion als nutzlos. Unsere Fraktion unterstützt also den Antrag des Büros des Grossen Rats und der FiKo, und ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun: Ziffer 1 Annahme, Ziffern 2 und 3 Ablehnung.

Anita Luginbühl-Bachmann (PBD). Auch die BDP-Fraktion nahm mit Erstaunen Kenntnis vom seltsamen Weg, den diese Motion genommen hat. Bereits im Geschäftsbericht der FiKo, den wir in der Junisession verabschiedet haben, war die Einführungsverzögerung von HRM2 ein Thema. Die FiKo unterstützte bereits damals das Vorgehen des Regierungsrats und gewichtete die ordentliche Abwicklung der Geschäfte höher als die datierte Einführung des neuen Rechnungslegungsmodells HRM2. Wir wissen alle, wie schwierig und aufwändig es ist, System- und Programmwechsel innerhalb einer bestehenden IT-Lösung bei

laufendem Betrieb vorzunehmen. Bereits in einem kleinen KMU-Betrieb kann das zu einem Unterbruch der Arbeit während Stunden führen und hat somit bereits dort nicht zu unterschätzende Folgen. Der Regierungsrat hat im April 2014 entschieden, dass bei der Einführung von HRM2 keine grösseren Pannen geschehen und insbesondere die Ordnungsmässigkeit der Rechnungsabschlüsse nicht gefährdet werden sollen. Die Finanzdirektorenkonferenz empfahl die Umsetzung innerhalb von 10 Jahren. Somit liegt der Kanton auch mit der Verzögerung im allgemeinen vorgesehenen Zeitplan. Innerhalb der gesamten Diskussion zur Pensionskassensanierung war die Einführung von HRM2 ein wesentlicher Teil. Die neue Rechnungslegung wird für den Kanton Bern und auch für sämtliche Gemeinden sicher Konsequenzen haben. Auch das Wissen um die Folgen der Verzögerung in den unter Punkt 1 aufgelisteten weiteren Themen kann nicht nur für den Rat ganz sicher von Interesse sein. Deshalb unterstützt die BDP Punkt 1. Die Punkte 2 und 3 lehnen wir jedoch ab, sowohl als Motion wie auch als Postulat. Der Gesamtregierungsrat hat – weil man frühzeitig erkannte, dass es unter Umständen zu Pannen und folgenreichen Schäden kommen könnte – im entscheidenden Moment reagiert und das Geschäft eben nicht um jeden Preis durchgezungen. Eigentlich, Michael, sollten wir dem Regierungsrat für sein vorausschauendes Handeln danken, anstatt jetzt mittels der beiden Punkte 2 und 3 auf einzelne Personen zu schießen.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die EVP empfiehlt hier einen sachdienlichen Umgang mit dieser Frage, und keine Polemik. Klar ist es unschön, wenn HRM2 im Kanton nicht zeitgleich mit den Gemeinden eingeführt werden kann. Und natürlich ist es auch unschön, wenn nach langer Vorbereitungszeit kurz vor der Einführung eine Zusatzschleife eingelegt werden muss. Der EVP ist es aber wichtig, trotzdem zu anerkennen, dass eben die Notwendigkeit dieser Zusatzschleife rechtzeitig erkannt wurde und diese nun auch mit allen Konsequenzen durchgeführt wird. Da haben die Finanzdirektion und die Leute von der Verwaltung eben rechtzeitig erkannt, dass man noch nicht soweit ist, und um wachsenden Schaden zu verhindern, sind die richtigen Massnahmen eingeleitet worden. Die FiKo wurde verschiedentlich über den Prozess von HRM2 informiert und wird die Thematik auch im Budgetprozess weiterverfolgen. Wir als Ratsmitglieder haben zudem die Möglichkeit der Info-Schulung am nächsten Montag. Dort werden wir weitere Informationen über HRM2 bekommen können. Eine sachliche Weiterverfolgung dieser Thematik rechtfertigt für die EVP nie und nimmer eine parlamentarische Untersuchung. Und genau eine solche würden wir auslösen, wenn wir die Ziffern 2 und 3 annähmen. Deshalb empfiehlt Ihnen die EVP, die Ziffern 2 und 3 abzulehnen.

Ob neben dem ordentlichen Verfahren noch ein zusätzlicher Bericht nötig ist, können wir mit Ziffer 1 bestimmen. Wir von der EVP sagen: Man kann, aber man muss nicht. Die FiKo ist ohnehin gefordert, den Budgetprozess sachdienlich vorzubereiten und die nötigen Informationen zu liefern.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion schlägt Ihnen vor, hier so abzustimmen, wie es der Motionär vorgeschlagen hat, nämlich die Punkte 1 und 3 als

Motion und Punkt 2 als Postulat zu überweisen. Es wurde gesagt, der Regierungsrat habe vorausschauend gehandelt. Man kann sich das natürlich schon so zurechtbiegen, dass er vorausschauend gehandelt hat. Aber man hätte natürlich frühzeitig dafür sorgen müssen, dass dieses Monsterprojekt so aufgegleist wird, dass es tatsächlich auf den festgelegten Zeitpunkt hin umgesetzt werden kann. Man hätte vorausschauend planen müssen. Offenbar hatte man es zu wenig detailliert untersucht, um dies zustande zu bringen. Die SVP-Sprecherin hat es vorhin gesagt: Die Gemeinden haben wir auch beauftragt, HRM2 auf den 1. 1. 2016 umzusetzen. Ich bin gespannt, was das AGR sagt, wenn die Gemeinden dann noch nicht so weit sind und mehr Zeit benötigen. Es nimmt mich wunder, wie der Kanton reagiert, wenn dann eine Gemeinde dieselben Argumente anführt wie der Kanton. Deshalb unterstützen wir den Vorstoss so, wie ich es einleitend sagte.

Die Folgen der verspäteten Einführung von HRM2 soll man dem Grossen Rat aufzeigen. Das muss kein riesengrosser Bericht sein, man soll aber aufzeigen und uns sagen, was letztlich die Folgen der Verschiebung um zwei Jahre sein werden. Vielleicht könnte man so ja die Schuldenbremse auf der Investitionsrechnung umgehen. Das ist auch eine offene Frage: ob die Schuldenbremse noch greift, wenn wir dann dank HRM2 die entsprechenden Aufwertungen haben. Das würde mich brennend interessieren und auch, welches die Auswirkungen von HRM2 auf die Abschreibungen in den kommenden zwei Jahren wären. Das sollte man dem Grossen Rat auch einmal aufzeigen. Ich weiss nicht, ob dies kommenden Montag an der Kurzschulung von Herrn Engel bereits gesagt werden kann. Wie gesagt, das Hauptargument ist klar. Der Bericht soll nur schon deshalb gemacht werden, damit wir den Gemeinden gegenüber signalisieren können, dass der Grosse Rat, der gesagt hat, die Gemeinden müssten HRM2 auf den 1. 1. 2016 einführen, auch dem Regierungsrat sagt: So geht es nicht, wir wollen klare Antworten, welches die Auswirkungen sind. Das ist ein Zeichen an die Gemeinden, damit wir diesen auch wieder in die Augen sehen können. Deshalb bitte ich Sie, die Punkte 1 und 3 als Motion zu unterstützen und Punkt 2 als Postulat.

Adrian Haas, Berne (PLR). Die FDP-Fraktion nimmt die Motion in Punkt 1 an und lehnt die Punkte 2 und 3 ab. Wir sehen natürlich ein wenig die Hintergründe der Motion. Wenn es einem nämlich nur darum gegangen wäre, die Fragen zu HRM2 beantwortet zu bekommen, dann hätte man diese ja auch an die Finanzdirektion richten können. Das hat man aber bewusst nicht gewollt. Wir spüren hier ein wenig das Motto heraus. Es ist ja lustig, dass derselbe Fraktionschef im Zusammenhang mit der Asylzentren-Beschaffung bezüglich Hans-Jürg Käser sagte – ich zitiere aus der Zeitung: «Ich schiesse normalerweise gerne gegen Käser, aber in der jetzigen Situation hat er das einzig Richtige getan.» Er schießt also gerne gegen Regierungsräte, und offensichtlich schießt man auch hier gern gegen Regierungsräte; diesmal soll es die Finanzdirektorin treffen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, als Parlament sollten wir langsam damit aufhören, immer das Haar in der Suppe zu suchen und wenn bei der Regierung einmal etwas nicht ganz optimal gelaufen ist, gleich die Flinte hervorzuholen und zu versuchen, auf sie zu schießen – und möglichst

noch eine parlamentarische Untersuchung vom Zaun zu reißen. Es ist nicht unsere Aufgabe, die Verwaltung zu führen. Unsere Aufgabe ist es, die Aufsicht über die Verwaltung zu haben, aber wir müssen nicht jedes Mal irgendwelche Schuldige zu konstruieren versuchen und Sonderprüfungen durchführen. Dies vor allem dann nicht, wenn es unverhältnismässig wäre, wie im vorliegenden Fall. Ich bitte Sie, die Punkte 2 und 3 abzulehnen. Den ersten Punkt kann man in der Finanzkommission gern darstellen.

Hannes Zaugg-Graf (pvl). Zu meinem Vorredner: Das wäre wohl auch etwas, das man zitieren dürfte, wenn es beim nächsten Mal darum geht, dass die bürgerliche Seite der links-grünen Regierung «a Charre fährt». Das müsste man sich also auch gleich merken, und das wird hier im Protokoll festgehalten. Wie es die meisten Vorredner taten, wird auch die grün-liberale Partei den ersten Punkt befürworten und die Punkte 2 und 3 ablehnen; Punkt 2 lehnen wir ebenfalls als Postulat ab. Das hat damit zu tun, dass wir nicht möchten, dass HRM2 letztlich zum Flughafen Berlin wird für unseren Kanton, indem man immer wieder mit neuen Terminen kommt und es immer weiter hinausschiebt. Wir möchten, dass die Kräfte jetzt möglichst auf das konzentriert werden, was wir wollen. Adrian Wüthrich hat etwas gesagt, was ich mir auch notiert habe: Auch mich nimmt sehr wunder, wie die entsprechenden Leute reagieren werden, wenn die Gemeinden damit kommen, und das betrifft nicht nur HRM2; als Gemeinde muss man häufig sehr schnell reagieren, aber der Kanton lässt sich dann Zeit. Mich nähme auch wunder, wie der Kanton reagiert, wenn eine Gemeinde kommt und sagt: Wir sind jetzt halt auch noch nicht bereit, wie der Kanton. Das ist eine interessante Frage, die man diesem Fragenkatalog vielleicht noch hätte anhängen können.

La présidente. Y a-t-il encore des porte-parole de groupe? – Ce n'est pas le cas. Y a-t-il des intervenants à titre personnel? – Ce n'est pas le cas. La liste est donc close. C'est à vous M. Schneider.

Alfred Schneider (UDF). Ich habe die Voten der verschiedenen Fraktionssprecher gehört und irgendwo frage ich mich, ebenso wie meine Fraktion es tut: Wo liegt eigentlich das Problem? HRM2 wird ohnehin eingeführt. Ob es nun so weltbewegend ist, wenn dies etwas früher oder etwas später geschieht? Wie gesagt wurde, kommt das wohl etwas auf den Goodwill an. Punkt 1 kann man aus der Sicht der EDU zustimmen, muss man aber nicht einmal, denn die FiKo ist dort ja ohnehin daran. Die anderen Punkte lehnen wir ab. Noch etwas zu den Gemeinden. Natürlich ist es unschön, wenn sich der Kanton nicht an den Termin hält, und die Gemeinden sollen dies dann tun. Aber ich habe etwas Interessantes festgestellt. Die Gemeinden sind teilweise sehr interessiert daran, HRM2 möglichst schnell einzuführen. Dies, weil sie darin gewisse Vorteile sehen, gerade im Abschreibungsbereich, die das Budget oder den Finanzplan entlasten. Ob das also wirklich so schlimm ist, kommt wohl etwas auf die Sicht des jeweiligen Finanzverwalters an, ob er dies gerne tut oder nicht. Dies nur als Nebenbemerkung.

La présidente. Le porte-parole de cette motion ne veut plus prendre la parole. Nous allons passer au vote. Je vous rappelle qu'il s'agit d'une motion à trois points et que le point 2 a été transformé en postulat. Nous allons donc voter point par point. Ceux qui acceptent le point 1 de cette motion disent oui, ceux qui le refusent disent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption	
Oui	136
Non	7
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté le point 1 de cette motion. Nous passons au point 2 qui a été transformé en postulat. Ceux qui acceptent le point 2 sous forme de postulat disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote (ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	47
Non	89
Abstentions	3

La présidente. Vous avez refusé le point 2 de cette motion. Nous passons au point 3. Ceux qui acceptent le point 3 sous forme de motion disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	48
Non	91
Abstentions	4

La présidente. Vous avez refusé le point 3.

Affaire 2014.RRGR.492

Programme « gestion des affaires et archivage électroniques » (GAE). Réalisation et introduction, crédit-cadre 2015-2022

Annexe 19

La présidente. Nous passons à la Chancellerie d'Etat, affaire n°6, Programme «gestion des affaires et archivage électroniques». Réalisation et introduction, crédit-cadre 2015–2022. Le chancelier est présent, soyez le bienvenu. Ce crédit est soumis au référendum financier facultatif. M. Jost de la Commission des finances, est-ce que vous voulez prendre la parole? – Non. Y a-t-il quelqu'un qui aimerait

prendre la parole? – M. le chancelier aimerait dire quelque chose.

Christoph Auer, chancelier d'Etat. Ich möchte nicht verlängern. Ich gehe davon aus, dass Sie das Geschäft kennen, da niemand etwas dazu sagt. Ich möchte dennoch kurz die Haltung der Regierung zu den vier Auflagen darlegen, mit welchen der Kredit gemäss Antrag der FiKo ergänzt werden soll. Die erste Auflage lautet dahingehend, dass sich die Justiz und die Dezentrale Kantonsverwaltung zu einem noch zu bestimmenden Zeitpunkt ebenfalls dieser kantonalen Lösung anschliessen sollen. Für die Regierung ist diese Auflage ein gutes, richtiges Signal. Es wäre falsch, wenn die elektronische Archivierung für die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft separat aufgebaut würde. Und es wäre auch falsch, wenn die Gerichtsbehörden, die Staatsanwaltschaft und die Dezentrale Verwaltung als einzige weiterhin ihre Unterlagen auf Papier ins Staatsarchiv geben würden. Wie die Justiz und die Dezentrale Verwaltung in das Projekt einbezogen werden, wird man noch genauer anschauen müssen. Möglicherweise wird es nicht nötig sein, dass diese Behörden dasselbe Geschäftsverwaltungssystem erhalten wie die restliche Verwaltung, weil sie mit ihren Fachapplikationen ja bereits ein Geschäftsverwaltungssystem haben. Es kann also vielleicht auch darum gehen, eine gute Schnittstelle zwischen den bestehenden Systemen von Justiz und Dezentraler Verwaltung und dem neuen elektronischen Archiv zu schaffen. Das wollte ich noch erwähnen.

Auch mit den drei anderen Auflagen, welche die FiKo zu diesem Geschäft vorschlägt, kann sich die Regierung einverstanden erklären. Sie hält diese für sachgerecht und richtig. Es geht darum, dass die Kontrolle sichergestellt werden soll, und dass die FiKo regelmässig über den Fortgang des Projekts informiert werden soll. Vor allem aber geht es auch darum, dass dieses grosse Vorhaben – immerhin geht es um 15 Mio. Franken – im Einklang steht mit dem Projekt UPI (Unabhängige Prüfung der Informatik im Kanton Bern), mit welchem die Informatik im gesamten Kanton analysiert wird. Es soll sichergestellt werden, dass man hier nicht parallel auf zwei verschiedenen Gleisen unterschiedliche Sachen macht, und auch darüber soll der FiKo regelmässig Bericht erstattet werden. Soweit meine Ergänzungen zu den von der FiKo beantragten Auflagen.

La présidente. Mme Gyga aimerait s'exprimer pour la Commission de justice.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD), présidente de la Commission de justice. Ich gebe nur noch kurz die Sicht der JuKo bekannt. Sie konnten den Antrag der FiKo lesen, in dem auch die JuKo angesprochen wird. Die Haltung der Regierung wurde Ihnen nun auch gerade erläutert. Die JuKo unterstützt natürlich die Anliegen der FiKo einstimmig, und deren Antrag deckt sich zudem mit den Anliegen sowohl der JuKo als auch der Justiz in Zusammenhang mit dem Projekt gemeinsame Grundversorgung ICT von JGK, Justiz und FIN. Wenn die FiKo mit dem zweiten Antrag zusätzlich fordert, dass die Regierung die notwendigen Rahmenbedingungen schaffen soll, damit das Projekt «Digitale Geschäftsverwaltung und Archivierung»

eben auch mit der ICT-Strategie kompatibel ist, so geht dies genau in die richtige Richtung. Die JuKo bittet das Parlament, den Antrag der FiKo zu unterstützen.

La présidente. Nous passons tout de suite au vote. Nous n'allons faire qu'un vote pour le crédit plus les quatre propositions de la Commission des finances, en une fois. Ceux qui acceptent la proposition de crédit du Conseil-exécutif avec les quatre charges disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote final (crédit et proposition de la CFIn)

Décision du Grand Conseil:

Approbation

Oui 124

Non 0

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.596

Office des eaux et des déchets (OED). Commune d'Innertkirchen, droit de force hydraulique n° 16101, Aar et ses affluents Projet 2013 - KWO Plus - Centrale Grimsel 1E, adaptation et extension de la concession globale du 12 janvier 1962

La présidente. Nous attendons Mme Egger-Jenzer quelques minutes, ne partez pas trop loin, il y aura tout de suite un vote.

La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'arrivée de Madame Egger.

La présidente. Je vous prie de reprendre place. J'aimerais également préciser que ce n'est pas la faute de Mme la directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Elle a été avisée un peu tard. *(La présidente agite sa cloche.)* Nous continuons avec l'affaire n°7, Office des eaux et des déchets. Commune d'Innertkirchen, droit de force hydraulique n° 16101, Aar et ses affluents. Projet 2013 – KWO Plus – Centrale Grimsel 1E, adaptation et extension de la concession globale du 12 janvier 1962. Est-ce que cette concession est contestée? – M. Kropf m'a dit que si elle n'était pas contestée, il ne venait pas parler. Elle n'est pas contestée, donc nous passons tout de suite au vote. Je vous précise que c'est soumis au référendum facultatif en matière de concessions. Ceux et celles qui acceptent cette proposition disent oui, ceux qui la refusent disent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Approbation

Oui 125

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté cette proposition à l'unanimité.

Affaire 2014.RRGR.584

Convention d'amortissement entre les Forces motrices de l'Oberhasli SA et le canton de Berne concernant la construction de la centrale Grimsel 1E ; autorisation de signer la convention

La présidente. Nous passons à l'affaire n°8, Convention d'amortissement entre les Forces motrices de l'Oberhasli SA et le canton de Berne concernant la construction de la centrale Grimsel 1E; autorisation de signer la convention. M. Kropf a également dit que s'il n'y avait pas de contestation, il ne prendrait pas la parole. Y a-t-il quelqu'un qui conteste cette concession? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc aussi tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette proposition disent oui, ceux qui la refusent disent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Approbation

Oui 129

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté cette proposition à l'unanimité.

Affaire 2014.RRGR.644

Barrage de Port: remplacement du système de commande et adaptation des installations électriques et mécaniques ; crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 19

La présidente. Nous passons à l'affaire n°9, Barrage de Port: remplacement du système de commande et adaptation des installations électriques et mécaniques; crédit d'engagement pluriannuel. M. Fischer, le porte-parole, ne veut pas prendre la parole si le crédit n'est pas contesté. Ce crédit est-il contesté? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent ce crédit disent oui, ceux qui le refusent disent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Approbation

Oui 132

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit à l'unanimité.

2014.RRGR.643

Université de Berne. Remise en état, Mittelstrasse 43. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

Annexe 19

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire n°10, Université de Berne. Remise en état, Mittelstrasse 43. Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation. C'est une demande de crédit qui est aussi soumise au référendum financier facultatif. M. Sommer, voulez-vous dire quelque chose? – Non. Est-ce que ce crédit est contesté? – Ce n'est pas le cas, nous passons donc tout de suite au vote. Ceux qui acceptent d'accorder ce crédit disent oui, ceux qui le refusent disent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Approbation

Oui 130

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce crédit à l'unanimité.

Affaire 2014.RRGR.167

Motion 053-2014 Zuber (Moutier, PSA) - Participation financière accrue du canton aux coûts de l'assainissement des sites pollués

La présidente. L'affaire n°11 a en fait été retirée à temps par le motionnaire. Malheureusement, il y a eu un problème, et l'affaire n°11 est encore inscrite sur votre programme, alors qu'elle a été retirée par le motionnaire à temps. Nous avons donc terminé les affaires de cette direction. Mme Egger, un grand merci, vous pouvez repartir (*hilarité*).

(*A Madame Brunner qui demande la parole:*) Mme Brunner, je m'excuse, mais nous étions en débat réduit et vous ne pouvez pas prendre la parole en tant qu'intervenante personnel.

Affaire 2014.RRGR.10126

Office de la population et des migrations (OPM); hébergement et encadrement des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA) dans le canton de Berne. Crédit d'engagement pluriannuel allant de 2015 à 2019; autorisation de dépenses; crédits d'objet pour l'hébergement des RMNA et pour l'institution de curatelles de représentation et de tutelles en leur faveur (arrêté collectif)

Annexe 19

Proposition de la Commission de la sécurité

Les crédits demandés se limiteront à deux ans. A partir de 2017, de nouvelles possibilités pour l'hébergement des RMNA doivent être trouvées et proposées au Grand Conseil.

La Commission de la sécurité propose au Grand Conseil un nouveau crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2015 et 2016 :

- Pour l'hébergement des RMNA (nouveau, périodique) : CHF 3 600 000 (crédit A)
- Pour l'institution de curatelles de représentation et de tutelles pour les RMNA : CHF 350 000 (crédit B)

Total : CHF 3 950 000

Proposition UDC (Knutti, Weissenburg)

Le crédit B (Institution de curatelles de représentation et de tutelles pour les RMNA) (nouveau, périodique) est biffé).

La présidente. Nous passons donc à la Direction de la police et des affaires militaires. M. le directeur de la police et des affaires militaires est présent, merci. Affaire n°12, Office de la population et des migrations; hébergement et encadrement des requérants d'asile mineurs non accompagnés dans le canton de Berne. Crédit d'engagement pluriannuel allant de 2015 à 2019; autorisation de dépenses; crédits d'objet pour l'hébergement des RMNA et pour l'institution de curatelles de représentation et de tutelles en leur faveur. M. Wenger a la parole pour la Commission de la sécurité.

Markus Wenger, Spiez (PEV), président de la commission. Wir befinden heute über zwei Kredite, bei denen es um die so genannten UMA, die unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden geht. Es geht also darum, wie man Kinder und Jugendliche, die ohne Begleitung durch ihre Eltern hier in der Schweiz Asyl suchen, beherbergt und betreut. Im Gegensatz zu erwachsenen Asylsuchenden muss man ihnen eine kindgerechte Unterkunft und Unterstützung zusichern. Der Regierungsrat hat dafür eine Arbeitsgruppe eingesetzt, die vier verschiedene Varianten geprüft hat, wie man dies machen könnte. Von den vier Varianten gab es verschiedene Untervarianten, und in diesem Prozedere wurde eine Lösung gesucht, mit welcher man einerseits die gesetzlichen Anforderungen an Unterkunft und Betreuung sicherstellen kann, andererseits aber möglichst wenig Geld benötigt, um dies zu tun. Die Variante 4, Spezialisierung, die Sie in Ihren Unterlagen finden, hat sich als die kostengünstigste herausgestellt, mit einem jährlichen Betrag von 3,6 Mio. Franken. Innerhalb der Kommission haben wir die verschiedenen Varianten diskutiert und nach Möglichkeiten und Lösungen gesucht. Dabei stellten wir fest, dass die 3,6 Mio. Franken halt immer noch viel Geld sind, um die Aufgabe zu erfüllen. Wir haben aber auch zur Kenntnis genommen, dass man zum Zeitpunkt der Entstehung dieses Papiers von 72 UMA sprach, während zum Zeitpunkt der Sitzung bereits 140 solcher Kinder und Jugendlichen hier bei uns waren. Wir gehen deshalb davon aus, dass der Gesamtbetrag entsprechend überschritten werden könnte, weil die Zahlen, die wir haben, natürlich auf einem tieferen Niveau basieren. Aber da niemand von uns voraussehen kann, was in den nächsten Monaten und Jahren tatsächlich passiert, kann man das auch nicht so genau beziffern. Wir fanden aber, wir möchten

den Kredit nun nicht einfach für fünf Jahre gewähren, sondern den Betrag nur für zwei Jahre frei geben. Dies, damit wir dann aufgrund der gemachten Erfahrungen und der weitergehenden Suche nach noch optimaleren Möglichkeiten diese Unterbringung in Zukunft kostengünstiger umsetzen könnten.

Wir sind nach Asylgesetz, Artikel 7, ebenfalls verpflichtet, diese Kinder zu betreuen; also durch eine Vertrauensperson, die eine Form von Vormund- oder Beistandschaftsfunktion übernehmen kann. Sie kann ebenfalls dafür schauen, dass alles seinen richtigen Gang geht. Dafür würde gemäss Kredit B ein Betrag von 350 000 Franken eingesetzt. Dabei geht es eigentlich nur darum, die dafür nötigen personellen Ressourcen sicherzustellen, damit die Kinder und Jugendlichen betreut werden können. Sinnvollerweise setzen wir natürlich auch dort dieselbe Frist, deshalb lautet auch hier der Antrag der Kommission, den Kredit B nur für zwei statt für fünf Jahre zu bewilligen.

Inzwischen wurden Abänderungsanträge gestellt. Von Seiten der SVP möchte man den Kredit B streichen. Dazu wird nachher Herr Knutti als Sprecher der Kommissionsminderheit noch etwas sagen. Weiter haben wir noch einen Antrag erhalten, der erst heute Mittag eingegangen ist, deshalb lese ich ihn hier vor: «Die anfallenden Aufgaben sind wie bisher über die Rechtsberatungsstelle für Menschen in Not zu regeln und nicht mithilfe neuer Stellen der JGK.» Die FDP stellt den Antrag, diese Aufgabe innerhalb unserer Verwaltung einer anderen Stelle anzugliedern, stellt jedoch den Kredit von 350 000 Franken nicht in Frage. Die Kommission macht Ihnen beliebt, beiden Krediten, A und B, für eine Dauer von zwei Jahren zuzustimmen.

La présidente. Il y a quelque chose qui m'a échappé. Y a-t-il encore un amendement qui va arriver? – Wird noch ein Antrag gestellt? – Nein, ich habe den Antrag der FDP noch nicht erhalten. – Gut, klären Sie das bitte noch ab. M. Knutti, vous avez la parole pour votre proposition d'amendement de biffer le crédit B.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC), rapporteur de la minorité de la commission. Wir erlauben uns zum Thema Beistandschaften für UMA einen Abänderungsantrag zu stellen, weil wir der Meinung sind, dass die Betreuung durch eine Vertrauensperson ebenso gut wahrgenommen werden kann, wie durch eine von der Kindes- und Jugendschutzbehörde (KESB) ernannte Beistandschaft. Im Vortrag wird beschrieben, im Asylverfahren gleiche die Stellung der Vertrauensperson einer Vertretungsbeistandschaft nach schweizerischem Zivilgesetzbuch. Aus unserer Sicht wird das Fuder mit dem Kredit B überladen. Die Asylgesetzgebung sieht nämlich nur die Einsetzung einer Vertrauensperson vor. Die Aufgaben einer Vertrauensperson sind vielfältig und entsprechen denjenigen eines Vormunds oder eines Beistands. Dabei geht es auch um die Sicherstellung einer gesetzlichen Vertretung der UMA während des gesamten Asylverfahrens. Gemäss Bundesrecht ist die Einsetzung von Beistandschaften nicht zwingend nötig. Es ist falsch, die Zuständigkeiten bei Vertrauensbeistandschaften für UMA während der Dauer des Asylverfahrens der KESB zuzuweisen, weil diese zu wenig über die nötigen Kenntnisse des Asylwesens verfügen. Dazu kommt, dass die entsprechen-

den Kompetenzen auch nicht aufgebaut und gesichert sind, weil der Bezug zu und die Vernetzung mit den Behörden und Gremien auf kantonaler- und Bundesebene fehlen. Umgekehrt sollen dann diejenigen Personen, welche die UMA im Asylverfahren begleiten, nicht für die Abklärungen bei den spezifischen Kindsschutzsituationen zuständig sein. In diesem Sinn bitte ich Sie, unserem Antrag zuzustimmen.

Le texte de la proposition PLR est distribué. La proposition est la suivante :

Proposition PLR (Müller, Berne)

Les tâches sont accomplies comme maintenant par le service de conseil juridique pour les personnes en situation d'urgence et non par du personnel occupant de nouveaux postes de la JCE.

La présidente. M. Müller pour le groupe PLR va nous déposer sa proposition.

Philippe Müller, Berne (PLR). Zunächst einmal zur Hauptvorlage. Die FDP unterstützt die Vorlage gemäss dem Änderungsantrag der SiK. Wir sind der Meinung, man solle die UMA nicht zusammen mit den üblichen Asylbewerbern – das sind in der Regel 18- bis 28-Jährige – in einem Heim wohnen lassen, weil sie dort Gefahren ausgesetzt sind. Dies gilt insbesondere für weibliche Asylbewerberinnen im Alter von 12 bis 14 Jahren, aber auch bei männlichen Jugendlichen würde wohl sehr schnell versucht, sie für spezielle Aufgaben einzusetzen. Und es würde einen riesigen Aufwand bedeuten, dort für solches die Polizei einzusetzen. Der Grundsatz, dass man sie getrennt in verschiedenen Heimen unterbringt, ist also unbestritten. Insofern unterstützen wir Variante 4 und den entsprechenden Änderungsantrag der SiK. Dieser kam auch deshalb zustande, weil auch wir in der FDP der Meinung sind, dass im Vortrag sehr viel von sozialpädagogischen Anforderungen und so weiter die Rede ist. Man könnte dies deshalb nochmals anschauen und prüfen, ob man den Aufwand vielleicht etwas kleiner gestalten könnte. Das wäre dann eine Variante zwischen Variante 1 und Variante 4, die im Vortrag enthalten sind. Deshalb möchten auch wir den Kredit vorerst für zwei Jahre sprechen.

Der Antrag, der den Vertretungsbeistands- und Vormundschaftskredit von 350 000 streichen will, wird von der FDP-Fraktion abgelehnt. Das sind gesetzliche Vorgaben, die wir zu erfüllen haben. Es geht darum, durch die Behörden eine Vertrauensperson zu stellen. Das ist in der Asylverordnung, Artikel 7, so vorgesehen. Diese Person muss vormundschaftliche Eigenschaften ausweisen können, und es muss auch gemäss ZGB eine Vormundschaft bestimmt werden können.

Nun zu meinem Antrag. Es tut mir leid, dass dieser so spät eingegangen ist. Ich stelle ihn hier nochmals mündlich. Ich habe gehört, es gebe eine nicht verbindliche Frist, die bis vergangenen Freitag dauerte. Man kann jedoch jederzeit Anträge stellen. Ich hoffe, dies stelle nun kein Problem dar, aber ich entschuldige mich für das späte Einreichen. Es geht um die Stellenausschreibung bei der JGK, die jetzt bereits vorgenommen wird. Das ist uns ein wenig in die Nase gestochen. – Offenbar wird der Antrag nun gerade

verteilt. – Wir sind der Meinung, man könnte dies auch anders lösen, nämlich über die Rechtsberatungsstelle für Menschen in Not. So müsste man dafür nicht extra diese zusätzlichen Stellen schaffen. Der Antrag lautet also: «Die anfallenden Aufgaben sind wie bisher über die Rechtsberatungsstelle für Menschen in Not zu regeln und nicht mittels neuer Stellen der JGK.» Soweit der Kompromissvorschlag der FDP. Ich danke für Ihre Unterstützung.

La présidente. Vous recevez à l'instant cette proposition par écrit. Il est clair qu'oralement, vous pouvez proposer quelque chose à tout moment, alors que si c'est par écrit il y aura un peu plus de chances pour que vous ayez des membres qui vous soutiennent. Nous passons aux porte-parole des groupes. Je vous demande de vous annoncer.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Es ist klar, das ist eine neue Aufgabe. Es geschieht vermehrt in der gesamten Welt, dass aus den armutsbetroffenen Ländern Jugendliche kommen. Ich bin froh mit dem neuen Konzept das uns der Herr Polizeidirektor vorgestellt hat, ein Konzept zu haben, das vielfältig auf diese Herausforderung reagiert. Dies nicht zuletzt dank der Institution die dahinter steht und sich in Zukunft vermehrt der UMA annehmen wird. Ich möchte Herrn Polizeidirektor Käser bitten, uns Grossrätinnen und Grossräten in Zukunft vielleicht auch eine Veranstaltung anzubieten, an der man uns die verschiedenen Varianten vorstellen könnte, wie man mit diesen Jugendlichen umgehen möchte. Da werden ganz neue Wege gesucht, und das finde ich spannend für uns als Grossratsmitglieder. Zum Antrag Knutti kann ich mich kurz fassen: Dieser Antrag ist rechtlich nicht möglich. Wir haben dieses Geld, und wir brauchen dieses Geld vom Bund her. Es käme uns in diesem Sinne zu teuer zu stehen, wenn wir diesen Jugendlichen gar keine Beistandschaft zur Seite stellen würden. Da können wir gar nichts machen.

Die FDP bitte ich, ihren Schnellschuss-Antrag zurückzuziehen. Ich sage Ihnen, es gibt gute Gründe, warum auch das kantonale Jugendamt (KJA) überlegt hat, diese Stellen neu bei der KESB zu führen, als zusätzliche Stellen. Da geht es nicht um mehr Geld. Jetzt führen Private die Beistandschaften. Ich bin selber relativ nahe an den Jugendlichen dran und sehe die Problematik, die entsteht, wenn man solche heikle, sensible Beistandschaften Privaten gibt. Was passiert? Es resultieren aus meiner Sicht tendenziell sehr einseitige Interessenvertretungen, und ich denke es ist wichtig, dass man dieses Geschäft und diese Thematik gut anschaut. Nicht zuletzt haben wir mit der GSoK (Gesundheits- und Sozialkommission) eine neue Kommission, in der wir diese Thematik auch anschauen können. Warum wollen sowohl das kantonale Jugendamt wie auch die POM den Kredit neu bei der KESB angliedern? Es geht also nicht um mehr Geld, sondern um eine reine Verschiebung. Dies weil man überzeugt ist, es sei sinnvoll, die Führung bei Kinderschutzmassnahmen als staatliche Aufgabe grundsätzlich nicht an Private zu geben. Ich bitte Sie daher, diesen Antrag zurückzuziehen, damit wir dann unter guten, sauberen Grundlagen solche Entschiede treffen können. Diese liegen übrigens in der Kompetenz der Direktionen und nicht in der unseren. Ich komme zum Schluss. Es ist ein guter Kreditantrag. Wir hätten das Geld sogar gern für vier Jahre gespro-

chen um sauber planen zu können. Aber wir sehen, dass angesichts der Herausforderungen zwei Jahre vielleicht sinnvoller sind. Wir bitten Sie, sowohl den Antrag Knutti wie auch den sehr dynamischen Antrag der FDP, der heute Mittag eingegangen ist, abzulehnen. Das ist noch nicht das Gelbe vom Ei. Lassen wir uns in der GSoK gut informieren, wo die Problematik liegt, dann haben wir vielleicht auch eine saubere Grundlage, um diese Fragestellungen anschliessend besser klären zu können.

Christoph Ammann, Meiringen (PS). Die Zahl der UMA steigt rasant an: von durchschnittlich 72 in den letzten Jahren haben wir inzwischen – Stand August – deren 140; Trend zunehmend. UMA ist die verwaltungstechnische Abkürzung für unbegleitete minderjährige Asylsuchende. Wenn man sich das konkret vorstellt, so sind dies Kinder und Jugendliche, Jungen und Mädchen unter 18 Jahren, die alleine auf abenteuerlichen und in vielen Fällen auch lebensbedrohlichen Wegen in die Schweiz gekommen sind. Liebe Kolleginnen und Kollegen, Eltern und Grosseltern in diesem Rat, man könnte sich vielleicht vorstellen, dass dies unsere Kinder oder Grosskinder wären. Diese UMA – ich komme jetzt wieder auf die verwaltungstechnische Ebene zurück – brauchen Betreuung und Schutz für die Zeit, in der das Verfahren läuft und sie in der Schweiz sind. Die Vorrednerin hat es aufgezeigt: Die Regierung hat zusammen mit der Verwaltung eine solide Grundlagenarbeit geleistet. Man hat vier Varianten sorgfältig geprüft. Man stellte fest, dass die einen zu teuer waren und aus finanziellen Gründen nicht in Frage kamen, während andere dem geltenden Recht in keiner Art und Weise genügten. Die Variante vier, die nun zur Debatte steht, ist die einzige, welche nach Auffassung der SP-JUSO-PSA-Fraktion den Kompromiss darstellt, den man gerade noch einigermaßen eingehen darf. Er hält rechtlich stand und bringt ein Mindestmass an Betreuung und Schutz.

Wenn die SVP nun einen Streichungs- oder Kürzungsantrag stellt, so ist dies ganz offensichtlich eine Mogelpackung. Man will zwar – das haben wir vom Antragsteller gehört – Vertrauenspersonen für die UMA, aber diese dürfen nichts kosten; und das bei den steigenden Zahlen, die ich vorhin erwähnt habe. Ein solcher Antrag ist einfach nicht seriös. Er ist nicht umsetzbar und auch aus rechtlicher Sicht nicht vertretbar, weil er dem Kinder- und Jugendschutz nicht genügt. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt einen solchen Antrag entschieden ab.

Auch der andere Antrag kommt mehr als seltsam daher: im letzten Moment – man erhält ihn in Papierform gerade noch eine Sekunde bevor man ans Rednerpult tritt. Und dabei greift er sehr tief in die operative Ebene ein. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Anträge der SiK, und ich mache Ihnen beliebt, doch seriöse Anträge zu unterstützen und nicht solche, die nicht umsetzbar sind oder über die man zuvor gar nicht sprechen konnte.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Es geht hier um minderjährige Asylsuchende. Wir sind verpflichtet, diese vorläufig aufzunehmen und unterzubringen. Es ist aus unserer Sicht richtig, dass man sie zentral und getrennt von den anderen Asylsuchenden unterbringt. Sie brauchen Betreuung und teilweise auch psychologischen Beistand. Es geht um einen

Maximalbetrag von 4,6 Mio. Franken für vier Jahre. Die BDP unterstützt beide Kredite und lehnt den Antrag SVP ab. Es geht hier um unbegleitete Kinder und Jugendliche. Zum Teil sind diese traumatisiert durch Krieg, Gewalt und Zerstörung. Sie benötigen Betreuung und Beistand. Sie kennen sich mit unserer Rechtsetzung nicht aus. Sie müssen von Amt zu Amt, und wenn sie keine Betreuung haben und nicht unterstützt und begleitet werden, finden sie sich nicht zurecht. Sie befinden sich in einer Notlage.

Diese Kinder haben dieselben Rechte, wie Kinder bei uns in der Schweiz. Wenn sie keine Eltern haben oder die Eltern sie nicht betreuen können, dann haben unsere, bzw. Ihre Kinder auch das Recht auf einen Beistand und eine Betreuung. Deshalb haben die UMA dieselben Rechte, wenn sie hier sind. Sie brauchen Orientierung in rechtlichen Fragen. Sie müssen wissen, wie sie sich verhalten müssen. Was passiert, wenn sie nicht betreut werden und sich selber überlassen bleiben? Wir riskieren, dass sie auf der Strasse landen, dass sie sogar in die Kriminalität abgleiten. Und wenn es dazu kommt, kosten sie uns ein Vielfaches dessen, worüber wir jetzt hier diskutieren. Wir sind überzeugt, dass es eine professionelle Betreuung braucht.

Noch zum Antrag SVP, der fordert, die KESB solle dies übernehmen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, schauen Sie einmal ins Budget 2015 der KESB. Dann sehen Sie vielleicht, wie deren Zahlen für das nächste Jahr aussehen. Wenn man ihnen noch mehr aufbürden oder überlassen will, so kostet auch dies ein Vielfaches dessen, worüber wir diskutieren. Deshalb lehnt die BDP-Fraktion den Antrag SVP ab und stimmt den Anträgen SiK und den Krediten zu. Zum Antrag FDP, der mündlich gestellt wurde. Geschätzter Philippe Müller, so geht es nicht! Sie kennen die Fristen, obschon es rechtlich vielleicht sogar standhält, dass man jederzeit Anträge stellen kann. Aber wenn eine Debatte bereits läuft und dann Anträge mündlich eingereicht werden, die man in den Fraktionen nicht diskutieren und zu denen man sich keine Meinung bilden konnte, so lehnen wir diese ab. Ich habe übrigens auch nicht gesehen, dass wir hier über einen Stellenetat oder über eine Anstellung einer Person diskutieren und abstimmen. Das ist nicht Bestandteil dieses Antrags. Deshalb lehnen wir diesen Antrag auch aus formellen Gründen ab, damit solche Machenschaften nicht einreissen. Ich bitte Sie, den vorliegenden Krediten und den Anträgen der SiK zuzustimmen und die beiden Anträge SVP und FDP abzulehnen.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Selon la Constitution fédérale notamment, l'Etat a une obligation d'apporter protection aux enfants et aux jeunes et de leur fournir assistance. Les requérants d'asile mineurs doivent donc être encadrés de manière spécifique. Reste à savoir maintenant de quelle manière et avec quels moyens. Un groupe de travail mandaté par le Conseil-exécutif s'est penché sur cette question et a présenté plusieurs options. Celle qui a été retenue par le gouvernement prévoit l'exploitation d'un centre d'hébergement spécialisé et la mise en place d'un réseau d'encadrement. Les subventions fédérales couvrent une partie des coûts et le canton doit financer le solde. Le groupe évangélique a entendu les discussions et les conclusions de la Commission de la sécurité qui propose d'accepter la solution et les crédits pour deux ans, le temps

de rechercher peut-être une autre solution plus proche d'une vision de la majorité bourgeoise. Nous soutenons donc l'octroi des crédits annuels de 3 600 000 francs à l'OPM pour l'hébergement et 350 000 francs à l'autorité de protection des enfants et des adultes pour les curatelles. Notre groupe rejette l'amendement Knutti UDC, car la désignation de personnes de confiance constituerait une infraction à la loi fédérale. Nous ne voulons pas entrer dans cette direction et vous recommandons d'en faire de même. Maintenant, concernant l'amendement PLR de dernière minute, nous jugeons que ce n'est ni le moment ni l'endroit pour entrer en matière sur cette proposition. Nous votons ici le crédit et nous souhaitons que le Conseil-exécutif définisse lui-même ensuite qui aura les tâches attribuées.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Die grüne Fraktion stimmt für den Antrag der SiK. Wir stimmen dem Kredit für die UMA zu und auch dem Kredit für die Führung der Beistandschaften und Vormundschaften. Eigentlich wollten wir den Kredit für fünf Jahre. Aber zwei Jahre sind besser als gar nichts, denn die UMA, sie sind da. Nach einer langen, beschwerlichen Flucht gelangen die Kinder und Jugendlichen in die Bundesaufnahmезentren, wo sie ein Asylgesuch stellen. Sie sind ohne Eltern unterwegs, deshalb nennt man sie unbegleitete minderjährige Asylsuchende, kurz UMA. Von den Bundesaufnahmезentren werden die UMA nach einem fixen Schlüssel den Kantonen zugeteilt. Der Kanton muss die Kinder und Jugendlichen unterbringen, schützen und fördern. Das verlangen die Eidgenössische Bundesverfassung, die Kinderrechtskonvention und auch das Zivilgesetzbuch. Die POM hat uns dazu vier Varianten vorgelegt und empfiehlt Variante vier mit Spezialisierung. Nach dieser Variante sollen die Kinder und Jugendlichen in einem speziellen Zentrum untergebracht werden; in einem Heim, wo die Mitarbeitenden Fremdsprachenkenntnisse haben, die Situation in den Herkunftsländern kennen und wissen, was die UMA auf der Flucht erlebt haben. Durch diese Zentralisierung wird eine hohe Fachkompetenz der Betreuenden erzielt. Es wird abgeklärt, was den Bedürfnissen der UMA am meisten gerecht wird. So können teure Fehlplatzierungen vermieden werden. Und wenn hier von Bedürfnissen die Rede ist, so geht es um das Allernötigste, also Wohnen, Essen, Tagesstruktur und Unterricht. Vorgesehen ist, das UMA-Zentrum Bäregg in Bärau weiterzuführen.

Auch dem Anliegen des Kantons, zu sparen, wird mit dem Vorschlag der POM Rechnung getragen. Da das Zentrum für die Unterbringung aller UMA besorgt ist, fallen wenig bis keine weiteren Kosten an. Aus diesem Grund ist diese Variante unter dem Strich die günstigste. Es geht hier um gut dreieinhalb Millionen für 72 UMA. Wir haben also eine Lösung, die dem Kindeswohl gerecht wird. Wir haben nicht mehr auf dem Tisch, als das Bundesrecht von uns im Minimum verlangt und wollen dies zudem auf eine günstige Art umsetzen. Das Geschäft kann nicht aufgeschoben werden. Die POM braucht Zeit, um den Betrieb auszuschreiben und mit den neuen Betreibern Verträge abzuschliessen.

Beim Kredit B geht es um Beistände und Vormunde die den UMA gestellt werden müssen. Die Asylgesetzgebung verlangt dies in Artikel 7 Absatz 2 der Asylverordnung. Zudem erhalten die UMA eine Vertrauensperson zugeteilt. Diese

Vertrauenspersonen werden dann auf Antrag in einem formellen Akt durch die KESB zum Beistand oder Vormund der UMA. Heute stellt die Berner Rechtsberatungsstelle für Menschen in Not die Vertrauenspersonen. Die POM hat mit ihr einen Leistungsvertrag. Nun braucht es zusätzlich 350 000 Franken für die Führung der vormundschaftlichen Mandate. In der Folge sollen diese 350 000 Franken der JGK überschrieben werden. Aus diesen Gründen stimmen die Grünen dem Antrag gemäss der SiK zu und lehnen den Antrag der SVP von Thomas Knutti ab.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Ich glaube, nach so vielen schönen Voten erträgt es noch ein paar kritische Worte zu diesem Geschäft der Asylpolitik. Die Asylpolitik ist seit mehreren Jahren eine riesengrosse Baustelle oder gar Maschinerie geworden in unserem Land. Ich wage sogar zu sagen, wir haben eine halbe Industrie daraus gemacht. Die monatlichen Asylgesuche sind zwischen April und Juni dieses Jahres um 50 Prozent gestiegen, und das müsste dringend wieder in akzeptable Bahnen gelenkt werden. Vergleichszahlen zu unseren Nachbarländern machen deutlich, dass die Schweiz vom Zustrom Asylsuchender überdurchschnittlich betroffen ist. Die Schweiz hat aktuell rund 21 500 Asylgesuche. Hätte die Schweiz im Verhältnis zu Deutschland gleich viele Asylgesuche, so wären dies rund 10 800.

Doch jetzt zum Geschäft über Jugendliche, die sich ohne elterliche Obhut in der Schweiz befinden und in einem Asylverfahren sind. Dass es für die genannten Jugendlichen sehr schwierig ist, weit weg von der Heimat, ohne Eltern, auf der Flucht und auf der Suche nach einem besseren Leben, das anerkennt auch die SVP-Fraktion. Auch wir wünschen diesen Flüchtlingen ein besseres Zuhause und vor allem mehr Sicherheit. Eine Mehrheit der SVP ist deshalb davon überzeugt, dass die zugewiesenen minderjährigen Asylsuchenden in einem UMA-Zentrum, wie es in der Bäregg betrieben wird, besser und fürsorglicher betreut werden können, als in einem Durchgangszentrum. Die erwähnte Mehrheit unserer Fraktion ist aber auch der Meinung, dass nach Ablauf der zwei Jahre weitere Varianten zur Unterbringung von UMA zu prüfen sind; vor allem brauchen wir eine kostengünstigere Variante. Wir werden auch keine weiteren Nachkredite akzeptieren. 4,6 Mio. Franken, bzw. 3,6 Mio. Franken, so denke ich, sind viel Geld für die Unterbringung von Asylbewerbern.

Eine Minderheit unserer Fraktion, der ich ebenfalls angehöre, ist der Meinung, dass die nur kurz im Vortrag erwähnte Variante 1 hätte gewählt werden sollen, und man die UMA in den bestehenden Durchgangszentren oder in Privatwohnungen unterbringen sollte. Die Kosten könnten bei dieser Variante vollumfänglich aus Bundessubventionen gedeckt werden, und oberstes Ziel muss es doch sein, dass die Asylbewerber wieder in ihre Heimatländer zurückkehren, um sich dort eine Zukunft aufzubauen. Ich denke auch, dass die Jugendlichen, die längst keine Kinder mehr sind – oder kann man als Kind einfach durch die ganze Welt reisen? –, lieber in einem Durchgangszentrum untergebracht würden, wo sie noch andere Asylbewerber kennen und mit ihnen sprechen könnten, als alleine und verlassen in einem UMA-Zentrum. Mir ginge es jedenfalls so. In anderen Kantonen wird diese Variante ebenfalls angewendet. Die Attraktivität

sinkt mit dem Ausbau und dem geforderten Geld jedenfalls nicht. Ich bitte aber auch den Regierungsrat, beim Bund Druck zu machen, dass im Asylwesen das Dublin-Abkommen strikt eingehalten wird. Wie gesagt, wird eine Mehrheit dem Verpflichtungskredit 2015 und 2016 zustimmen, und eine Minderheit lehnt ihn ab. Noch ein Schlusswort zu Jakob Etter: Wir haben nicht gesagt, wir wollten dies bei der KESB ansiedeln. Wir wollen es eben nicht bei der KESB ansiedeln.

Ernst Tanner, Ranfluh (UDF). Als EDU-Fraktion unterstützen wir den Antrag der SiK, die 3,6 Mio. Franken für zwei Jahre zu beschliessen. Damit hat man Zeit, wie es auch Thomas Knutti gesagt hat, um eine günstigere Lösung zu suchen. Zum Kredit B. Die Vertretungsbeistand- und Vormundschaft bei der KESB anzusiedeln, halten wir für eine Luxuslösung. Vertrauenspersonen, wie sie bisher eingesetzt wurden, müssten eigentlich ausreichen. Den Antrag der FDP unterstützen wir, damit nicht die überlastete KESB den Vertrauensbeistand übernimmt.

La présidente. Nous passons la parole à M. Müller, pour la proposition d'amendement qu'il aimerait retirer et après M. le porte-parole de la commission aura la parole, M. Wenger, et ensuite M. Knutti pour la proposition d'amendement.

Philippe Müller, Berne (PLR). Es war interessant zu sehen, wie viel Bewegung – im wahrsten Sinne des Wortes – ein solcher Nebenantrag auslöst. Er ist, wie gesagt, etwas spät eingegangen, das tut mir Leid, er ist aber nicht zu spät eingegangen, das muss an sich möglich sein. Ich sehe aber, dass dieses späte Eingehen auch inhaltliche Konsequenzen haben könnte. Wir ziehen den Antrag daher zurück. Wir wären aber froh, wenn der Polizeidirektor diese Frage in der Regierung einbringen würde, damit man dort nochmals prüfen kann, wo dies anzusiedeln ist. Im Übrigen beschliessen wir das Ganze nun für eine Dauer von zwei Jahren. Danach stellt sich diese Frage ja unter Umständen wieder. Der Antrag ist also zurückgezogen.

Markus Wenger, Spiez (PEV), président de la commission. Danke, Philippe. Ich bin sehr dankbar, dass die FDP diesen Antrag zurückgezogen hat. Denn die Situation ist ja die, dass wir mit den 350 000 Franken im Kredit B eigentlich die bestmögliche Lösung wollen. Im Vordergrund steht nicht, wer genau dies ausführt. Ich bin überzeugt, dass die Regierung eine gute Lösung finden wird, um die UMA in einer guten Art betreuen zu können. Ich möchte noch darauf hinweisen, dass man durch die beiden Anträge jetzt vielleicht ein wenig eine Unsicherheit entstanden ist, wonach es beim einen Antrag nur darum ginge, innerhalb der Direktionen etwas zu wechseln. Beim ersten Votum von Thomas Knutti hätte man meinen können, es gehe darum, dass jemand anderer dies übernehmen soll. Tatsache ist aber, dass man gemäss dem Antrag der SVP, die 350 000 Franken nicht zu sprechen, kein Geld hat, um dies irgendwo zu machen. Das ist doch der wesentliche Unterschied. Ich bin dankbar, wenn ich Sie in diesem Zusammenhang nochmals darum bitten kann, die beiden Anträge der SiK, 3,6 Mio. Franken für die Unterbringung und 350 000 Franken für die Betreuung, für zwei Jahre gutzuheissen.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich bedanke mich für die Diskussion. Der Staat ist gemäss der Bundesverfassung und der Kinderrechtskonvention dazu verpflichtet, Kinder und Jugendliche besonders zu schützen und ihnen die Fürsorge zu gewähren, die zu ihrem Wohlergehen nötig ist. Kriegerische Auseinandersetzungen, politische Unruhen und wirtschaftlich-soziale Perspektivenlosigkeit treiben nicht nur Erwachsene, sondern eben auch Kinder und Jugendliche, manchmal ohne elterliche Begleitung, in die Flucht oder zur Auswanderung nach Europa und in die Schweiz. Es ist klar, dass Westeuropa das Paradies ist, und in diesem Paradies ist die Schweiz das Schlaraffenland; das ist so. Die unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden, die UMA, sind in unserem Land und in unserem Kanton kinds- und jugendschutzkonform unterzubringen. Das MIP (Amt für Migration und Personenstand) führt seit der Übernahme der Zuständigkeit für die Asylsozialhilfe von der GEF ein UMA-Zentrum. Dieses besteht heute in der Bäregg, auf der Bärau. Es bietet etwa 50 Plätze. Die Anzahl UMA, die dem Kanton Bern zugewiesen werden, hat in den letzten Jahren natürlich immer geschwankt. Manchmal waren es 25–30, manchmal 80. Rund zwei Drittel von ihnen sind im Zentrum Bäregg untergebracht. Die Übrigen werden in kostenintensiven, kantonal subventionierten Institutionen, manchmal auch in privaten Institutionen, platziert. Der Regierungsrat hat am 25. Juli dieses Jahres die Notlage in der Unterbringung und Betreuung von Asylsuchenden erklärt. Dies, weil ausserordentlich viele Asylsuchende, in diesen Monaten vor allem aus Syrien und Eritrea, nach Europa und weiter in die Schweiz und in den Kanton Bern reisen; darunter auch massiv mehr UMA. Aktuell befinden sich deshalb seit Juni über 140 UMA im Kanton Bern, das heisst, doppelt so viele als im Durchschnitt in den letzten Jahren. Nur rund ein Drittel von diesen können derzeit im UMA-Zentrum Bäregg untergebracht werden. Es ist eben nicht ganz so digital, wie Herr Knutti es beschrieben hat; man kann nicht einfach sagen: Das ist die Anzahl, so viele haben wir und fertig. Ganz so einfach ist es nicht. Die Schwankungen der Asylströme sind schwierig vorherzusehen. Jeder neue Konflikttherd irgendwo auf dem südöstlichen oder südlichen Teil dieses Planeten hat früher oder später Auswirkungen auf Westeuropa und auch auf die Schweiz.

Zudem sind die besonderen Rechte von Kindern und Jugendlichen etwas Spezielles: Da ist es eben nicht wichtig, welchen Pass die Kinder und Jugendlichen besitzen. Dass es Kinder und Jugendliche, Minderjährige sind, steht im Vordergrund. Das steht auch in den Bundesgesetzen im Vordergrund, und an diese haben wir uns zu halten. Die interdirektionale Arbeitsgruppe hat eine Lösung erarbeitet. Frau Machado hat gesagt, die POM unterbreite Ihnen vier Varianten. Es ist nett, dass Sie das so sagen, aber jetzt ist es eben die Regierung, die Ihnen die vier Varianten unterbreitet. Und die Regierung hegt eine klare Präferenz für die Variante, die hier im Antrag steht. In der Kommission wurde intensiv diskutiert. Für mich ebenso wie für die POM – hier ist es nun tatsächlich die POM, weil sie die Verantwortung trägt – ist es wichtig, dass wir das Geschäft heute verabschieden können. Denn wenn wir diese Aufgabe ausschreiben, benötigen unsere Partner eine gewisse Sicherheit. Wir können nicht bis im November warten, bis wir vom Parla-

ment erfahren, wie es laufen soll, und erst dann ausschreiben, für den Start am 1. Januar 2015. Deshalb ist es wichtig, dass heute ein Entscheid gefällt wird. Mir ist der Spatz in der Hand heute – sprich: zwei Jahre – lieber, als die Taube auf dem Dach, die dann vielleicht – ich betone: vielleicht – im November zu haben wäre. Deshalb kann ich mich auch im Namen der Regierung für den Antrag der SiK auf zwei Jahre aussprechen, und ich bedanke mich, wenn Sie diesem so zustimmen. Wir werden dieses Geschäft rechtzeitig, etwa in anderthalb Jahren, wieder einbringen. Dann werden wir die neuen Zahlen vorliegen haben, die dereinst aktuell sein werden, und wir werden auch anderthalb Jahre Erfahrungen gemacht haben, die wir dann in die Beurteilung für die Zukunft werden einfließen lassen können.

Ich möchte noch ein Wort zum Antrag von Herrn Knutti sagen. Das ist nicht freiwillig. Das ist ein ganz entscheidender Punkt. Einzelne unter Ihnen werden das Rechtsgutachten gelesen haben, das in den Unterlagen ist oder das man herunterladen kann. Dieses sagt ganz klar aus, dass die gesetzlichen Bestimmungen auf Bundesebene, nämlich das Zivilgesetzbuch und das Asylgesetz, solche Vorgaben machen. Es steht also nicht zur Diskussion, ob man Minderjährige verbeistanden oder unter Vormundschaft stellen will, sondern lediglich, ob der Kanton das nötige Geld sprechen will für die UMA. Das sind die 350 000 Franken. Und es ist ganz entscheidend, dass wir auch diesen Punkt des Kreditantrags heute überweisen können. Wir brauchen dieses Geld, damit die Beistandschaften funktionieren können.

Noch ein Wort zum zurückgezogenen Antrag der FDP von Herrn Müller. Dieser hat einen Zusammenhang mit der Tatsache, dass bei den Stellenausschreibungen des Kantons Bern aktuell bei der JGK für diese Aufgabe Stellen ausgeschrieben sind. Das können Sie alle sehen. Wir haben aber ein Stellenmoratorium im Kanton Bern. Deshalb ist dies nicht ganz ohne. Tatsache ist einfach, dass diese Aufgabe bisher von der Rechtsberatungsstelle für Menschen in Not wahrgenommen wurde. Das ist eine externe Institution, die nicht auf der Lohnliste des Kantons Bern figuriert. Neu will die JGK Leute einstellen, um dies innerhalb des Kantons Bern machen zu können. Das ist möglich, es wird mit diesen 350 000 gemacht werden. Ich erlebe einfach sehr häufig, gerade im Parlament, dass man sehr gerne möglichst viele Externe mit Aufgaben beauftragt, damit diese eben nicht auf der Lohnliste des Kantons stehen. Das ist der Hintergedanke dieses Antrags. Ich nehme zur Kenntnis, dass er zurückgezogen wurde, aber es ist klar, dass die POM durch das MIP mit der JGK in Zukunft auch eng zusammenarbeiten muss, wenn es um die UMA geht. Aber sie werden eben unter der Gesetzgebung der KESB betreut, und diese ist bei der JGK angesiedelt.

Zusammengefasst bitte ich Sie nochmals, dem Antrag der SiK auf zwei Jahre für den Betrag gemäss Kredit A, die 3,6 Mio. Franken, zuzustimmen, und ich bitte Sie, den Antrag Knutti abzulehnen, damit auch der Kredit B, die 350 000 Franken bewilligt werden kann.

La présidente. Je suis désolée, j'ai oublié les intervenants à titre personnel. Y a-t-il vraiment quelqu'un qui veut venir dire quelque chose? Ce n'est pas le cas, super. Nous allons donc passer au vote. Tout d'abord, nous allons voter sur la proposition de M. Knutti, oui ou non au crédit B de 350 000

francs. Puis, nous prendrons en deuxième vote, la période de deux ans ou de quatre ans. Et finalement, nous prendrons le crédit total ou le crédit de 3 600 000 francs. Ceux qui sont d'accord avec la proposition de l'UDC de biffer le crédit B de 350 000 francs disent oui, ceux qui ne sont pas d'accord disent non.

Vote (proposition UDC, biffer le crédit B)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	46
Non	97
Abstentions	4

La présidente. Vous avez refusé la proposition de l'UDC. Maintenant nous passons à la période. Ceux qui sont d'accord pour une période de deux ans disent oui et ceux qui veulent une période de quatre ans disent non.

Vote (proposition CSéc, durée de 2 ans)

Décision du Grand Conseil:

Approbation	
Oui	101
Non	45
Abstentions	2

La présidente. Vous avez donc accepté une limite de deux ans pour ce crédit. Nous passons donc au vote final, c'est-à-dire à un crédit de 3,95 millions pour une période de deux ans, et je vous rappelle que ce crédit est soumis au référendum financier facultatif.

Vote final

Décision du Grand Conseil

Approbation	
Oui	123
Non	17
Abstentions	6

La présidente. Vous avez accepté cette proposition.

Affaire 2014.RRGR.10120

N° de l'intervention:	117-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	02.06.2014
Déposée par:	Sancar (Berne, Les Verts) (porte-parole) Kipfer-Guggisberg (Stettlen, PBD) Siegenthaler (Thoune, PS) Streit-Stettler (Berne, PEV) Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Cosignataires:	14
Urgence accordée:	le 05.06.2014
Direction:	POM

Traitement des demandes de naturalisation déposées sous l'ancien droit

Le Conseil-exécutif est chargé de :

1. débloquent le traitement des demandes de naturalisation déposées avant l'adoption de l'initiative « Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale! » et de les traiter selon l'ancien droit ;
2. mettre en œuvre l'initiative « Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale! » pour les demandes déposées après la votation une fois obtenue la garantie de la nouvelle disposition de la part de la Confédération (Assemblée fédérale).

Développement

Suite à l'adoption le 24 novembre 2013 de l'initiative « Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale! », le Conseil-exécutif a décidé de mettre en œuvre les nouvelles dispositions dès le 11 décembre 2013.

L'initiative populaire occasionne une modification de l'article 7 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993. Pour cela, la nouvelle disposition constitutionnelle doit être garantie par la Confédération (Assemblée fédérale). Or cette garantie n'a pas encore été obtenue. De nombreuses communes ont donc suspendu le traitement des demandes de naturalisation. Les personnes qui ont déposé leur demande de naturalisation sous l'ancien droit et ont payé les émoluments correspondants attendent dans l'incertitude, pieds et poings liés. La façon de procéder du Conseil-exécutif n'a pas seulement désorienté ces personnes-là, mais aussi les spécialistes et les autorités communales.

Evaluer selon les nouvelles dispositions les dossiers des personnes qui ont déposé leur demande avant la votation est injuste. Et le fait que l'administration doive geler les demandes et donner aux personnes concernées des informations différentes de celles en vigueur au moment du dépôt est problématique.

Motivation de l'urgence:

Après l'adoption de l'initiative, le Conseil-exécutif a voulu mettre immédiatement en œuvre la législation sur la naturalisation dans sa nouvelle teneur. Comme l'initiative sur les naturalisations occasionne une modification de la Constitution, qui nécessite la garantie de l'Assemblée fédérale, de nombreuses demandes de naturalisation ont été suspendues. Le Grand Conseil doit indiquer de toute urgence si les demandes déposées avant l'adoption de l'initiative peuvent être traitées selon l'ancien droit.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif a déjà présenté un avis juridique exhaustif et argumenté dans sa réponse du 17 mars 2014 à l'interpellation 017-2014 Sancar.

Le 24 novembre 2013, le corps électoral bernois a adopté l'initiative populaire « Pas de naturalisation de criminels et de bénéficiaires de l'aide sociale! » à 55,8 pour cent. Il est de fait que la nouvelle disposition constitutionnelle est entrée en vigueur le 11 décembre 2013, au moment de la publication de l'arrêté de validation rendu par le Conseil-exécutif au sujet du résultat officiel de la votation. Vu son degré de précision, le nouveau droit est, dans sa majeure partie,

directement applicable, indépendamment de l'octroi de la garantie par l'Assemblée fédérale.

La plupart des dispositions légales nouvelles contiennent des dispositions transitoires qui définissent explicitement le traitement qu'il faut appliquer aux procédures en cours. Cependant, l'initiative dont il est question ici n'en comprend aucune. Dans de tels cas de figure, un principe général veut que l'on applique toujours le nouveau droit lorsqu'une modification intervient au cours d'une procédure de première instance. En outre, les personnes ayant déposé une demande de naturalisation sont soumises à des conditions dont l'examen se fait sur une certaine durée (p. ex. respect de l'ordre juridique, situation financière). C'est pourquoi le nouveau droit entraîne des répercussions sur l'ensemble des procédures en cours au 11 décembre 2013. Du reste, toute personne qui avait déposé une demande de naturalisation après l'aboutissement de l'initiative, en février 2012, devait considérer l'éventualité d'une modification des bases légales.

La motion demande l'instauration d'une solution transitoire qui s'écarte des principes généraux du droit. S'il l'acceptait, le Grand Conseil admettrait une entorse non indispensable aux conséquences juridiques de l'initiative, lesquelles sont pourtant déjà devenues perceptibles aux yeux du corps électoral. Cela serait délicat, tant d'un point de vue légal que sous l'angle politique et démocratique.

Le Conseil-exécutif estime qu'une intervention du Grand Conseil sur cette question ne serait pas indiquée: chaque personne candidate à la naturalisation peut, en cas de rejet de sa demande, former recours devant le tribunal administratif cantonal voire, en cas de nécessité, devant le Tribunal fédéral si elle estime que le droit n'a pas été appliqué correctement.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Nous passons donc tout de suite à la motion urgente de M. Sancar et nous serons en débat libre. M. Sancar, avez-vous pu vous annoncer? – Je prierais les porte-parole de groupe de tout de suite s'annoncer.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). In der Folge der Annahme der Einbürgerungsinitiative am 24. November 2013 hat der Regierungsrat beschlossen, die Initiative bereits ab dem 11. Dezember 2013 auf die hängigen Einbürgerungsgesuche – das heisst, rückwirkend – anzuwenden. Da die Volksinitiative eine Änderung der Kantonsverfassung erfordert, muss diese von der nationalen Versammlung gewährleistet werden. Dies ist bis heute nicht geschehen. Ein Problem ist auch, dass zum Teil mehrere Jahre vor der Abstimmung eingereichte Gesuche sistiert wurden, um sie nach den eventuellen neuen gesetzlichen Bedingungen zu prüfen. Der Regierungsrat hat also eine Initiative umgesetzt, die rechtlich gar nicht verankert ist. Deshalb wurde seit dem 1. Dezember 2013 kein Gesuch mehr behandelt, das mit der Initiative in Berührung kommt.

Viele Gesuchstellende haben aber bereits die Gebühren bezahlt und auf eine baldige Antwort gehofft. Ich wurde von mehreren Betroffenen kontaktiert. Es ist hoch problematisch, wenn diese Leute enttäuscht werden, oder wenn sie gar abgelehnt werden, weil ihre Gesuche verzögert behan-

delt wurden, wegen fehlendem C-Ausweis oder wegen früher bezogener Sozialhilfe, die sie nicht zurückbezahlen konnten. Eigentlich hätte die Regierung warten und das neue Einbürgerungsgesetz erst nach der Gewährleistung der Verfassungsänderung durch die nationale Versammlung in Kraft setzen können. Das Vorgehen des Regierungsrats finden wir problematisch und nicht richtig. Deshalb möchten wir, dass die bis vor dem Abstimmungsdatum eingereichten Gesuche nach dem alten Einbürgerungsgesetz geprüft werden, und wir bitten Sie um Ihre Unterstützung. Wir sollten diese Leute nicht enttäuschen. Danke für die Unterstützung.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die glp bedauert sehr, dass das Volk diese Initiative damals angenommen hat. Wir haben es von unserer Seite her verpasst, das Volk so zu informieren, dass es dazu Nein gesagt hätte. Aber das Volk hat entschieden, und der Volkswille ist für uns sehr wichtig. Die glp hat in dieser Sache zwei verschiedene Meinungen: die humanistische – also das Herz – und die rechtliche – den Kopf. Das Herz möchte die Gesuche eigentlich nach dem alten Recht prüfen lassen. Der Kopf sagt aber, dass wir am Rechtsstaat festhalten wollen, und dieser sagt: Wenn in einer Initiative keine Übergangsregelung enthalten ist, tritt die Initiative in Kraft, sobald der Entscheid im Kantonalen Amtsblatt veröffentlicht wurde, und das ist am 11. Dezember 2013 geschehen. Eigentlich haben diejenigen, die ihr Gesuch noch eingereicht haben, ja gewusst, dass es soweit kommen könnte. Da müssen wir, glaube ich, ehrlich sein. Die glp möchte ihre Haltung noch etwas unterstreichen mit drei, vier Aspekten. Wenn wir bei den Einbürgerungen der Leute mit den Abklärungen noch warten, nehmen wir gar niemandem etwas weg. Es verliert ja niemand etwas. Es ist niemand an Leib und Leben bedroht, der nicht jetzt gleich eingebürgert wird. Es gibt keine Härtefälle, und wir weisen auch niemanden aus. Darin sind wir uns wohl alle einig. Persönlich werde ich die Motion ablehnen, weil ich überzeugt bin, dass wir einzig den Volkswillen umsetzen wollen. Einmal trifft dies die Linke, einmal die Rechte und manchmal auch noch ein wenig die Mitte. Das Fazit aus der Sicht der glp lautet: Wir haben zwar ein gewisses Verständnis, dass man zuvor eingereichte Gesuche vielleicht noch nach altem Recht behandeln könnte oder sollte. Andererseits sagt hier eben der Volkswille ganz klar Nein. Ein Teil von uns wird die Motion annehmen, der andere Teil lehnt sie ab.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Herr Grossrat Sancar und Mitmotionäre verlangen, dass Einbürgerungsgesuche nach dem alten Einbürgerungsgesetz beurteilt werden. Es geht hier um die Initiative «Keine Einbürgerung von Verbrechern und Sozialhilfeempfängern». Die SVP-Fraktion ist hier einstimmig derselben Meinung wie die Regierung und lehnt die Motion ab. Es kann nicht sein, dass Entscheide, die eine Mehrheit der Bevölkerung getroffen hat, nicht ernst genommen werden. Es kann auch nicht sein, dass ein Volksentscheid, der einzelnen Parlamentsmitgliedern nicht passt, mit Motionen verzögert werden kann. Deshalb bitte ich Sie, die Meinung der Mehrheit der Bevölkerung zu akzeptieren und ebenso wie die SVP die Motion abzulehnen.

Philippe Müller, Berne (PLR). Hasim Sancar sagte, er wolle die Leute nicht enttäuschen, die zu ihm gekommen sind. Meine Damen und Herren, das ist nichts anderes, als Klientelpolitik, die er hier offenbart. Die Verfassungsbestimmung ist in Kraft, also gilt sie, und da gibt es auch keine Extrawurst für irgendwelche Parteien. Ich bin auch nicht immer einverstanden mit allem, was die Mehrheit beschliesst. Das ist einfach so. Das ist Demokratie, und das muss man akzeptieren. Nur, weil ich nicht einverstanden bin, heisst das noch lange nicht, dass ich gewillt wäre, unsere demokratischen Errungenschaften zu opfern. Es kann nicht sein, dass wir hier im Rat damit anfangen, über die Anwendbarkeit von rechtskräftigen Verfassungsbestimmungen zu dealen. Die FDP lehnt den Vorstoss einstimmig ab.

Anita Luginbühl-Bachmann (PBD). Die BDP hat den Vorstoss ähnlich behandelt, wie die glp, nämlich in zwei Teilen; juristisch und politisch. Juristisch ist klar, dass die Initiative am 24. November 2013 mit einem Stimmenanteil von über 55 Prozent angenommen wurde und bereits seit dem 11. Dezember 2013 in Kraft ist. Dies obwohl – als Klammerbemerkung – die Bundesversammlung sie noch prüfen muss, deshalb ist sie eben noch nicht definitiv in Kraft. Leider ist das Gesetz ohne Übergangsbestimmungen zur Abstimmung gelangt. Das war im Nachhinein gesehen wohl ein Fehler. Über dieses Thema hat niemand eine Diskussion verlangt. Die Situation der allgemeinen Euphorie an Eingaben von Initiativen zeigt aber, dass wir vermehrt bei der Umsetzung von Initiativen genau hier Probleme bekommen. Gibt es keine Übergangsbestimmung und muss zusätzlich der Bund noch sein Okay dazu geben, so geschieht innerhalb dieser Frist nichts. Wir blockieren ein System und haben ohne Übergangsbestimmungen eben quasi einen rechtslosen Zustand. Die Zweitwohnungsinitiative ist hier ein gutes Beispiel, das zeigt, dass irgendwann ein ganzer volkswirtschaftlicher Zweig, nämlich das Bauhaupt- und -nebegewerbe und der Tourismus innerhalb unseres Kantons die schmerzlichen Folgen dieses Zustands zu spüren bekommen wird. Aus juristischer Sicht ist die Sistierung der Behandlung von Einbürgerungsgesuchen, die vor der Abstimmung eingereicht worden waren, also nachvollziehbar. Nun folgt aber noch die politische Seite. Bei dieser stellt sich für uns auch die Frage der Verhältnismässigkeit. Der Katalog der Bedingungen, die erfüllt sein müssen, um ein Gesuch einzureichen, ist umfangreich. Darüber haben wir uns bereits in der gesamten Debatte um die Initiative gestritten, und daran ändert sich auch aus Sicht der BDP nichts. Ein Verbrecher wurde bereits vor der Abstimmung nicht eingebürgert, und wird dies auch nach der Abstimmung nicht. Der Knackpunkt liegt jetzt bei der Leistung der Sozialhilfe, und dort wird sich ja der Bund irgendwann – wir wissen nicht, wann – noch dazu äussern, ob dies rechtens ist oder eben nicht. Es soll also mit der Motion eine klare Linie zwischen 24. November und 11. Dezember gezogen werden. Ein Teil der BDP unterstützt die politische Meinung, aber es gibt auch einen Teil, der die juristische Meinung unterstützt. Ich habe vorhin von der Verhältnismässigkeit gesprochen. Leider habe ich keine Zahlen gefunden, die aufzeigen, um wie viele sistierte Gesuche es hier geht. Es dürfen ja nur diejenigen gezählt werden, die eben vor dem 24. November eingereicht wurden und pendent sind. Ich

persönlich gehe davon aus, dass es nicht deren tausende im gesamten Kanton sind. Die Entscheidungsbehörde kann die eingegangenen Gesuche doch prüfen, so, wie die Motionäre dies in Punkt 1 wollen. Wir sehen nicht wirklich Probleme, denn dabei geht es ja um ganz normale Gesuche. Sie können problemlos ganz normal geprüft werden. Sollten aber innerhalb dieses Prüfungsprozesses Unsicherheiten auftauchen, nämlich in Bezug auf Straftaten oder auf Leistungen und Sozialhilfe, so liegt es an den Behörden, hier klar und transparent zu kommunizieren, dass sich das Prozedere verlängert.

Noch zur Erinnerung: Wer sich einbürgern lassen will, lebt mindestens seit der vorgeschriebenen Zeit in unserem Kanton, ist integriert, spricht mindestens eine Amtssprache und hat zudem einen Ausweis vorliegend. Der letzte Abschnitt in der Antwort des Regierungsrats hinkt ein wenig. Die Gestuchstellende Person kann tatsächlich im Fall einer Nicht-einbürgerung Beschwerde erheben. Aber dafür muss sie zuerst eingebürgert werden, und genau das wurde ja eben sistiert; und zwar für alle, nicht nur für die in der Initiative erwähnten beiden Gruppen, nämlich Kriminelle und Sozialhilfebezüger. Diese Aussage hinkt aus unserer Sicht also. Aber Sie haben es gehört, wir sind gespalten. Ein Teil von uns sagt ja, ein Teil sagt nein.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Letzten November wurde die Einbürgerungsinitiative angenommen, wie wir bereits gehört haben. Die Frage ist nun also, was mit den Gesuchen geschieht, die vor Annahme der Initiative eingereicht worden sind. Viele Gesuche sind im Moment sistiert. Der Grund dafür ist, dass der Entscheid der Bundesversammlung noch hängig ist. Neben der Tatsache, dass die Gemeinden laufende Verfahren eingestellt haben, geht es hier in erster Linie auch um Menschen. Diese Menschen, die auf die Bearbeitung ihrer Gesuche warten, hängen zwischen Himmel und Erde. Es geht um Menschen, die integriert sind, Arbeit haben, Steuern bezahlen und, wie Anita Luginbühl auch erwähnt hat, mindestens eine Amtssprache sprechen. Eine Übergangslösung, wie sie die Motion vorsieht, ist daher aus unserer Sicht nichts als angebracht. Nicht zuletzt verstösst ja die Initiative selber auch gegen übergeordnetes Recht. Aus diesen Gründen unterstützen wir Grüne die vorliegende Motion.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Ich äussere mich hier als Einzelsprecher, obwohl ich auch die Motion mit unterschrieben habe. Ich möchte noch zwei, drei Gedanken einbringen, die nicht bereits erwähnt wurden. Anita Luginbühl hat nach meinem Dafürhalten in ihrem Votum gut zusammengefasst, was man von dieser Motion halten kann. Meine Vorrednerin sprach davon, dass sich die Gestuchstellenden derzeit zwischen Himmel und Erde bewegen. Man könnte auch sagen, sie hängen irgendwo zwischen Gemeinde, Kanton und Bund. Ein paar solcher Fälle gibt es eben schon. Wir haben ein dreistufiges Einbürgerungsverfahren. Als diese Motion bekannt wurde, haben sich auch Leute an mich gewandt und mir ihre ganz persönliche Situation geschildert. Unter anderen meldete sich jemand bei Vreni Kipfer und mir, der aus dem ehemaligen ostdeutschen Raum kam. Für ihn ist diese Einbürgerung nicht gerade nur eine Geschichte zwischen «hier nicht weggehen» und «es

wird ihm nichts weggenommen», wie dies vorhin gesagt wurde. Für ihn hat es ganz direkte Auswirkungen auf seine berufliche Situation und in diesem Zusammenhang auch auf seine familiäre Situation. Es gibt also mannigfaltige Gründe, die Individuen genau zu betrachten. Deshalb stimme ich der vorliegenden Motion nach wie vor zu. Denn es betrifft zwar zugegebenermassen quantitativ nicht sehr viele Leute. Man schätzt zwischen 100 und 150. Aber jede Person, die betroffen ist, hat nach meiner Wahrnehmung ein sehr grosses Interesse daran, das Einbürgerungsverfahren so zu Ende führen zu können, wie es vor Annahme der Initiative aufgegleist und versprochen worden war. Deshalb bitte ich Sie, der Motion zuzustimmen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion tut dies ebenfalls.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Ich spreche als Mitmotionärin. Ich stelle das Abstimmungsergebnis überhaupt nicht in Frage; das ist so. Aber die Dokumente sind eingereicht, der Kurs ist besucht, die Gemeinde stimmt zu, die Gebühren sind bezahlt – darf man in diesem laufenden Prozess die Spielregeln einfach so ändern? Wenn der Regierungsrat in seiner Antwort sagt, die Einbürgerungswilligen hätten wissen müssen, dass diese Initiative zur Abstimmung kommt, warum gilt das dann nicht für die Gemeinden? Dies namentlich, wenn eine Gemeinde, wie mir aus Dokumenten bekannt ist, die Einbürgerung am 9. Dezember gutheisst, und am 23. Dezember die Rechnung an das einbürgerungswillige Ehepaar schickt, wovon die Frau nur den B-Ausweis besitzt und nicht den C-Ausweis. Weshalb haben dann die Gemeinden nicht die Aufgabe, die Betroffenen darauf aufmerksam zu machen und stellen einfach Rechnung? Die Gesuche sind also sistiert, und die Leute warten jetzt, bis die Gewährleistung durch die Bundesversammlung erfolgt ist. Wann kommt diese? In der derzeitigen Septembersession sicher nicht. Im Dezember, oder vielleicht erst, wenn im Bundesparlament das neue Einbürgerungsgesetz verabschiedet wurde? Die Warterei kann zermürend sein; zumal dann, wenn die Gemeinde bereits zugesagt hat und der entsprechende Betrag bereits bezahlt ist. Warum ist es demokratiepolitisch heikel, bei all jenen, die ihr Gesuch vor dem Abstimmungssonntag eingereicht haben, die Sistierung aufzuheben und sie nach altem Gesetz zu behandeln? Für mich und hoffentlich für sehr viele in diesem Rat, ist ein wenig Mitmenschlichkeit wichtiger, zumal ja niemand zu Schaden kommt, wenn wir diese Motion annehmen. Ich danke für Ihre Zustimmung zur Motion.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich spreche hier als Mitmotionär. Kollega Müller – und wohl auch Kollega Hess, der sich noch äussern wird – möchte ich sagen: Es geht hier nicht darum, dass man den Volksentscheid nicht respektiert oder dass man etwas dealen möchte. Wir als Grosser Rat müssen uns im Nachhinein den Vorwurf machen, dass wir damals die Initiative und auch die Stimmung im Volk, die zu dem Ja führte, zu wenig ernst genommen hatten. Aber wir müssen auch dazu stehen, dass es hier keine Übergangsregelungen gibt. Und wenn man schon eine solche Vorlage hat, wäre eine Übergangsregelung eigentlich zwingend nötig. Doch diese gibt es halt hier nun einmal nicht. Der Regierungsrat hat das in seiner Ant-

wort geschrieben. Man kann nun sehr legalistisch argumentieren, und wenn man sich auf diesen Standpunkt stellt, muss man diese Motion ablehnen. Aber wie Herr Regierungsrat Käser einmal in einem Interview angetönt hat, kann man das auch in Zusammenhang mit dem übergeordneten Recht betrachten. Und aus dieser Sicht lässt sich festhalten, dass es auch eine juristische Argumentationslinie gibt, gemäss der man nun diese hängigen Gesuche – und von anderen sprechen wir ja nicht – durchaus noch nach altem Recht abschliessen kann. Ich bitte Sie, der Motion zuzustimmen.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Wenn man der Debatte zuhört, könnte man meinen, es sei mehr als lebenswichtig, wann genau man eingebürgert wird. Ich kann mich gut erinnern; als wir vor etwa einem oder zwei Jahren hier im Rat über Einbürgerungen gesprochen haben, wurde von vielen Leuten gesagt, der Schweizer Pass sei gar nicht so wichtig. Das ist noch gar nicht so lange her. Aber ob das nun ein Jahr früher oder später geschieht – sicher gibt es vereinzelt Härtefälle, aber meine Damen und Herren, vorhin haben wir bei den jugendlichen Asylbewerbern über ganz andere Sachen gesprochen, die wahrscheinlich wichtiger sind. Das hier ist für mich wirklich eine Bagatelle. Das Volk hat nun einmal so beschlossen, und wegen der paar wenigen Betroffenen eine solche Debatte vom Zaun zu brechen, finde ich übertrieben. Ich werde dazu sicher Nein sagen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion ist in dieser Sache geteilter Meinung. Die einen lehnen den Vorstoss eher aus formalen Gründen ab. Sie befürchten ein Präjudiz, wonach der Grosse Rat dann jedes Mal, wenn keine Übergangsbestimmungen vorhanden sind, einen solchen Beschluss fassen müsste. Ich habe dafür auch ein gewisses Verständnis. Aber als Mitmotionärin gehöre ich zur andern Hälfte der EVP-Fraktion und möchte daher aus dieser Sichtweise heraus etwas dazu sagen. Ich möchte hier in Erinnerung rufen, dass wir vor der Abstimmung vom 24. November 2013 mit Ausnahme der SVP alle die Nein-Parole gefasst haben zu dieser Initiative. Bei der vorliegenden Motion geht es nun darum, saubere Übergangsbestimmungen zu beschliessen, weil die Initiative darüber nichts aussagt. Das wurde bereits erwähnt. Die Verwaltung wartet jetzt offensichtlich darauf, dass wir hier einen Entscheid fällen und Klartext reden. Alle diese Leute, die vor der Abstimmung ein Einbürgerungsgesuch eingereicht haben, gingen davon aus, dass sie die Kriterien erfüllen und eingebürgert werden können. Einige von ihnen haben sogar schon die Zusicherung der Gemeinde erhalten, dass sie eingebürgert werden können. Sie haben auf Gemeindeebene auch bereits die entsprechenden Gebühren bezahlt. Ich habe mich erkundigt: Es sind 123 Gesuche, die nun auf kantonaler Ebene gestoppt wurden. Das sind nicht einfach 123 Personen, sondern meist stehen hinter diesen Gesuchen Ehepaare oder gar ganze Familien. Heute Morgen habe ich noch bei der Stadt Bern angerufen um zu erfahren, wie viele Gesuche dort hängig sind bzw. gestoppt wurden. Es sind ungefähr 100 Gesuche. Ich möchte Sie also dazu motivieren, die Motion anzunehmen, auch wenn die EVP-Fraktion wie gesagt in dieser Frage geteilter Meinung ist.

La présidente. S'il y a encore quelqu'un qui veut s'annoncer en tant qu'intervenant personnel, faites-le, autrement je vais clore la liste. M. Hess, c'est à vous.

Erich Hess, Berne (UDC). Sie alle haben in der neuen Legislatur einen Schwur oder ein Gelübde auf die neue Kantonsverfassung abgelegt. Sie haben darin gesagt, dass Sie diese achten und einhalten werden. Darauf haben Sie geschworen. Dieser Artikel war zu dem Zeitpunkt, da Sie dies geschworen haben, bereits in der Kantonsverfassung enthalten. Ich gehe absichtlich nicht inhaltlich auf dieses Geschäft ein, denn es ist ein reines Rechtsgeschäft, über das wir hier abstimmen. Würde dem zugestimmt, wäre dies aus meiner Sicht rechtsungültig, weil dies ein Verstoss gegen die Kantonale Verfassung wäre. Es ist ganz klar bei allen Rechtsgeschäften so: Wenn es Erneuerungen von Gesetzen gibt, und keine Übergangsbestimmungen festgelegt wurden, müssen alle erstinstanzlichen Gesuche oder Anträge nach dem neuen Recht beurteilt werden. Es besteht keine Rechtsunsicherheit. Die Gemeinden können diese Gesuche ablehnen; sie müssen sie nicht sistieren. Sie tun dies nicht, weil ihnen dazu im Moment noch der Mut fehlt, aber sie wären rechtmässig dazu befugt, diese abzulehnen. Denn theoretisch könnte die Bundesversammlung sogar sagen, sie lehne die Gewährleistung ab oder wolle diese nur unter gewissen Bedingungen vornehmen. Die Kantonsverfassung würde genau gleich weitergelten bis zu dem Zeitpunkt, da irgendjemand, der nicht eingebürgert würde, dies auf dem Gerichtsweg durchsetzen würde. Deshalb müssen wir nicht einmal auf die Gewährleistung des Bundes warten, um die Initiative umsetzen zu können. Geschätzte Grossräte, seien Sie so gut und betrachten Sie dies nicht inhaltlich. Es wurde auch gar nicht so wenig getan von Ihrer Seite, wie sie gesagt haben. Gerade kürzlich kam mir wieder ein Flyer in die Hand, der vonseiten der Gegner der Initiative in alle Briefkästen gelangt war. Deshalb: Sie haben viel getan, aber nun ist dies ein Artikel, der in der Verfassung steht, und ich bitte Sie, die Verfassung des Kantons Bern einzuhalten, wie Sie es geschworen haben.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Wenn ich Erich Hess und auch andere reden höre, denke ich, wir müssen uns überlegen, wie wir die Arbeit in unserem Staat teilen. Als jemand, der in meiner Gemeinde Einbürgerungsgespräche führt, muss ich auflisten welche Gesetze und Vorschriften eingehalten werden sollen, wenn jemand kommt, der eingebürgert werden will. Wir sind ja die ersten in den Gemeinden, die so ein Gesuch erhalten. Daher klären wir diese Leute natürlich auf, wie das Verfahren läuft. Und wir haben allen Betroffenen gesagt, wie es läuft, zum Zeitpunkt, da sie das Gesuch gestellt haben. Der Kanton Bern hat folgendes System: Wenn die Gemeinde entschieden hat, das Gesuch entgegenzunehmen, wenn sie es behandelt hat und sagt, dass es in Ordnung ist, dann leitet sie es weiter an den Kanton. Wenn diese Gesuche dann dort gesammelt werden und innert einer bestimmten Frist entschieden wird, dann kann die Gesuch stellende Person nichts dafür, wenn der Entscheid noch nicht gefällt worden war, als die Initiative angenommen wurde. Ich finde es daher nur gerecht, alle Gesuche, die vor der Abstimmung eingereicht wurden, eben noch nach altem Recht zu behandeln. Es betrifft wenige

Gesuche. Aber wenn wir zusammenarbeiten wollen, Gemeinden, Kanton und Bund, wäre es nur richtig, dass man diese Gesuche jetzt noch so behandeln würde, wie es die Motionärinnen und Motionäre fordern. Würden wir dies jetzt so beschliessen, und wäre jemand damit nicht einverstanden, bestünde ja immer noch die Möglichkeit, vor Bundesgericht abklären zu lassen, ob das denn auch wirklich rechtmässig und richtig ist. Aber wir können das hier beschliessen, das ist möglich. Ist dann jemand damit nicht einverstanden, könnte man immer noch vor Bundesgericht gehen. Ich habe hier nun absichtlich auch nicht inhaltlich sondern rechtlich argumentiert. Es ist aus rechtlicher Sicht möglich, hierzu ja zu sagen, und Sie können dies getrost tun.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires.

Die Regierung hat ihre Rechtsauffassung in dieser Sache bereits in der Antwort auf die Interpellation Sancar vom 17. März 2014 (Geschäft 2014.0036 I 017-2014) klar dargelegt. Das kann man dort nachlesen. An dieser Rechtsauffassung hat sich seither nichts geändert. Die Initiative ist direkt anwendbar. Ob einem das politisch oder vom Herzen her gefällt oder nicht, ist eine andere Frage. Aber diese steht hier nicht zur Debatte. Nach Auffassung der Regierung ist die Initiative direkt anwendbar. Nachdem ich der Diskussion zugehört habe, muss ich noch etwas korrigieren, was offenbar in mehreren Köpfen herumspukt. Es wurde von «sistiert» gesprochen. Seit dem 1. Mai 2014 sind keine Gesuche mehr sistiert. Seit diesem Datum werden alle Gesuche bearbeitet. Bis dahin hatte man sie sistiert, weil man zunächst den juristischen Weg finden musste, wie die Umsetzung der Initiative gestaltet werden sollte. Dies insbesondere vor dem Hintergrund des dreistufigen Modells, wie es hier mehrere Votanten richtigerweise erwähnt haben. Vor dem 1. Mai 2014 waren etwa 700–800 Gesuche beim Amt für Migration und Personenstand hängig. Das ist eine relativ grosse Zahl, das ist klar. Aber dies war deshalb so, weil sie von den Gemeinden her kamen; man bestätigte ihren Eingang und behielt sie dann dort, bis die Regierung die Sistierung aufhob. Und nun gibt es Fälle, namentlich solche, bei denen es um Sozialhilfeempfänger geht, die relativ komplex sind. Denn wenn diese Leute Wohnortwechsel vorgenommen haben, sogar über die Kantons Grenzen hinweg, dann ist es relativ aufwändig, bei den Gemeinden, bei denen sie ihre Papiere hinterlegt hatten, nachzufragen, wie denn ihre Situation in den letzten Monaten oder Jahren war. Deshalb dauert dies eine gewisse Zeit, das ist ganz klar. Aber sistiert sind seit 1. Mai 2014 keine Gesuche mehr. Und es ist auch nicht etwa so, Frau Grossrätin Streit, dass die Verwaltung auf einen Entscheid des Grossen Rats vom heutigen 1. September warten würde. Ich weiss nicht, woher diese Information kommt. Gar niemand wartet auf diesen Entscheid. Wir sind einfach gespannt, wie der Rat mit dieser Motion umgeht; ob er der Rechtsauffassung der Regierung folgt und die Motion ablehnt oder ob er dies nicht tut. Ich möchte um deren Ablehnung bitten.

La présidente. Est-ce que le motionnaire, M. Sancar, veut reprendre la parole? – Oui, vous avez donc trois minutes maximum.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Ich habe von der Sistierung gesprochen, aber ich habe erwähnt, dass es um Fälle geht, die wegen der Sozialhilfe oder fehlendem C-Ausweis mit der Initiative in Berührung kommen. Diese Fälle wurden natürlich gestoppt, und man wartet dort auf die Gewährleistung der Bundesversammlung. Ich zitiere dazu aus der elektronischen Ausgabe der «Berner Zeitung BZ» vom 25. November 2013: «So oder so ist die Initiative laut Käser frühestens dann anwendbar, wenn sie von der Bundesversammlung gewährleistet ist.»

La présidente. Nous passons tout de suite au vote sur cette motion « Traitement des demandes de naturalisation déposées sous l'ancien droit ». Ceux qui acceptent cette motion disent oui, ceux qui la refusent disent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 66

Non 77

Abstentions 2

La présidente. Vous avez refusé cette motion.

Affaire 2014.RRGR.10114

N° de l'intervention: 080-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 17.03.2014

Déposée par: Bernasconi (Malleray, PS)
(porte-parole)
Brand (Münchenbuchsee, UDC)
Tromp (Berne, PBD)
Giauque (Ittigen, PLR)
Kropf (Berne, Les Verts)

Cosignataires: 0

Urgence: refusée le 20.03.2014

Direction: POM

Garder son lieu d'origine lors de fusion de communes

Lors d'une fusion de communes, le nom de la nouvelle commune devient le nouveau lieu d'origine ou droit de cité. Ce qui veut dire que les personnes qui étaient auparavant originaires de ce lieu verraient leur lieu d'origine changer. Cet argument est avancé dans tous les projets de fusion comme étant suffisant pour refuser la fusion. Nous demandons au gouvernement de modifier la loi du 9 septembre 1996 sur le droit de cité cantonal et le droit de cité communal (Loi sur le droit de cité, LDC; RSB 121.1) afin de permettre à un ressortissant ou à un bourgeois qui le souhaite de conserver son ancien lieu d'origine lors de la fusion de sa commune.

Cela pourrait se faire sous la forme suivante :

Lieu d'origine : nouvelle commune (ancienne commune)

Exemple : Valbirse (Malleray).

Dans le canton de Neuchâtel, cette modification a été acceptée à l'unanimité par le Grand Conseil.

Afin de permettre aux fusions qui sont en cours de bénéficier de ce changement de loi, nous demandons un effet rétroactif pour les citoyennes et les citoyens qui le souhaitent.

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire avait déjà soumis cette demande, assortie de la même argumentation, dans la motion 145-2012 du 7 juin 2012, rejetée par le Grand Conseil le 24 janvier 2013. Avec le maintien de l'«ancien» lieu d'origine, placé entre parenthèses, le motionnaire et les cosignataires espèrent créer de meilleures conditions en vue de fusions de communes.

Conformément aux bases légales actuelles, le droit de cité communal détermine l'origine (art. 2, al. 2 de la loi du 9 septembre 1996 sur le droit de cité cantonal et le droit de cité communal, loi sur le droit de cité, LDC; RSB 121.1). Cela signifie par exemple que pour les communes de Büren zum Hof, Etzelkofen, Fraubrunnen, Grafenried, Limpach, Mülchi, Schalunen et Zauggenried, désormais réunies sous le nom de Fraubrunnen, il n'existe plus qu'un seul droit de cité communal et partant, un seul lieu d'origine (Fraubrunnen).

Le Conseil-exécutif comprend le désir du motionnaire et estime également qu'il convient d'encourager les fusions de communes et de supprimer d'éventuels obstacles. En cas de fusion, la perte éventuelle du lieu d'origine peut constituer un argument de nature émotionnelle. Quand bien même l'on ne saurait considérer qu'elle puisse constituer la principale raison de l'échec d'une fusion, la prise en compte du droit de cité peut contribuer à mener un tel projet à bien; le soutien accordé à la présente motion – provenant aujourd'hui de plusieurs partis – vient par ailleurs le confirmer, un an après le rejet de l'instrument précédent.

Pour cette raison, le Conseil-exécutif soutient la proposition du motionnaire d'ajouter à la nouvelle désignation communale, lors de fusions à venir, le nom de l'ancienne commune entre parenthèses, débouchant ainsi sur la création d'un nouveau lieu d'origine. Cela correspond à la solution adoptée par le canton de Neuchâtel, citée à titre de comparaison et de modèle dans la motion précédente comme dans la présente. Le point problématique est la création de lieux d'origine supplémentaires, dont les désignations peuvent en outre devenir très longues, en comparaison du système actuel (lieu d'origine unique). Enfin, la mention entre parenthèses peut pécher par sa lourdeur, dans les cas où la nouvelle appellation communale reprend les noms des communes fusionnées.

Exemple de fusion entre Forst et Längenbühl: la nouvelle commune porte le nom de Forst-Längenbühl. Le système actuel ne prévoit plus qu'un lieu d'origine: Forst-Längenbühl. Avec la nouvelle solution, il y aurait Forst-Längenbühl (Forst), Forst-Längenbühl (Längenbühl) et Forst-Längenbühl, pour les personnes récemment naturalisées ou acquérant le droit de bourgeoisie.

Estimant toutefois que l'avantage présenté par la fusion de communes est prépondérant et l'emporte sur les inconvé-

nients susmentionnés, le Conseil-exécutif soutient l'argument central de la motion.

Cependant, contrairement à ce que demande le motionnaire, il importe que le passage de l'ancien lieu d'origine à la nouvelle désignation avec les parenthèses s'applique obligatoirement à chacun, dans le sens de la solution adoptée par le canton de Neuchâtel. Un droit individuel de choisir la désignation de son lieu d'origine, susceptible d'induire confusion et malentendus, ne serait en effet pas pertinent. Il pourrait par exemple arriver qu'au sein d'une même famille, dont les membres avaient précédemment tous le même lieu d'origine, certains fassent usage de ce droit et choisissent une désignation différente. Cela étant, le problème posé par un tel droit résiderait avant tout dans l'accroissement des dépenses découlant de sa mise en œuvre aux niveaux des communes et du canton, puisque cette dernière entraînerait une augmentation des ressources en personnel, car ce droit devrait être exercé devant une autorité bernoise (p. ex. l'office de l'état civil du lieu d'origine). Par ailleurs, les communes devraient mettre à jour les données au contrôle des habitants. De ce fait, le Conseil exécutif s'oppose à un droit de choisir la désignation de son lieu d'origine, et rejette par conséquent la motion sur ce point.

Au reste, la motion demande l'instauration d'un effet rétroactif pour les communes se trouvant actuellement dans une procédure de fusion. Si la réglementation proposée par le motionnaire entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2015, les communes suivantes seraient à coup sûr concernées.

- Péry et La Heutte, qui deviendront Péry-La Heutte. Nouveaux lieux d'origine: Péry-La Heutte (Péry), Péry-La Heutte (La Heutte) et Péry-La Heutte.
- Châtelat, Monible, Sornetan et Souboz, qui deviendront Petit-Val. Nouveaux lieux d'origine: Petit-Val (Châtelat), Petit-Val (Monible), Petit-Val (Sornetan), Petit-Val (Souboz) et Petit-Val.
- Bévillard, Malleray et Pontenet, qui deviendront Valbirse. Nouveaux lieux d'origine: Valbirse (Bévillard), Valbirse (Malleray), Valbirse (Pontenet) et Valbirse.

Toutefois, selon le Conseil-exécutif, la mise en œuvre, puis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions au 1^{er} janvier 2015 n'est pas réaliste, car cela exigerait une modification de la LDC et, partant, le lancement et l'exécution complète d'une procédure législative. La mise en vigueur des nouvelles dispositions à une date ultérieure aurait pour conséquence que les fusions susmentionnées ne seraient plus considérées comme des procédures en cours, de sorte que les dispositions transitoires prévues ne leur seraient plus applicables.

En outre, l'objectif principal de la nouvelle réglementation étant d'encourager les fusions de communes, il ne se justifie pas d'assujettir des fusions déjà arrêtées ou conclues à une réglementation transitoire: dans de tels cas, les décisions ayant déjà été prises, une adaptation rétroactive des lieux d'origine ne pourrait avoir le moindre effet. Partant, le Conseil-exécutif rejette les réglementations à caractère transitoire ou rétroactif figurant dans la motion.

En résumé, le Conseil-exécutif estime qu'en vue des fusions de communes qui seront effectuées à l'avenir, l'on peut en principe accepter l'objet principal de la motion, qui réside dans l'ajout entre parenthèses de l'ancien nom de la commune à la désignation de la nouvelle commune issue de la

fusion. Le Conseil-exécutif en rejette toutefois les autres points, raison pour laquelle il recommande au Grand Conseil son adoption sous forme de postulat; il procéderait alors à sa mise en œuvre selon les explications ci-dessus.

Proposition:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons donc tout de suite à l'affaire n°14, motion de M. Bernasconi, Garder son lieu d'origine lors de fusion de communes. Nous serons en débat libre. M. Bernasconi, vous avez la parole.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Si je suis revenu à la charge une deuxième fois avec la même motion, c'est pour plusieurs raisons. La principale est bien sûr que certains bourgeois sont catégoriquement opposés aux fusions, car ils voient leur lieu d'origine disparaître de leurs papiers officiels. Et même si pour certains, ce point ne paraît pas important, je peux vous garantir que dans le Jura bernois, où les bourgeoisies sont encore bien implantées et très puissantes – vraiment j'insiste – cette perte du droit de cité a fait déjà échouer déjà plusieurs tentatives. Par exemple dans le cas de notre commune, c'était une fusion à cinq communes, une commune a déjà refusé et la quatrième s'est retirée, surtout pour cette perte du droit de cité. L'année dernière, cette même motion avait échoué pour seulement 13 voix, c'était la preuve que le parlement avait déjà pris conscience de ce problème. Le fait que le canton de Neuchâtel a accepté cette motion figurait dans mon argumentaire et non dans le texte de ma motion, c'est un point que je tiens à signaler et qui prouve aussi que le problème informatique a été réglé. Si je vous demande de maintenir la motion, c'est pour qu'il n'y ait pas d'inégalité de traitement entre les communes qui ont déjà fusionné et celles qui vont le faire. L'argument des coûts supplémentaires n'est à mon avis pas à prendre en compte, car comme on peut le voir dans la réponse du gouvernement, il n'y a pas un très grand nombre de communes ou de fusions qui seraient concernées, et de toute façon, ce service serait payant.

Je remercie toutefois le gouvernement d'avoir pris conscience de la problématique et d'accepter le point principal de la motion, mais il est primordial, pour les raisons que je viens de citer, que l'effet rétroactif soit possible. Comment régler le problème d'une commune qui viendrait rejoindre une commune qui a déjà fusionné, si les bourgeois de cette commune pourraient voir leur nom figurer sur leurs papiers et non les autres? En résumé, nous ne devons pas ici changer la loi, mais être d'accord avec deux points: premièrement que les bourgeois peuvent garder leur nom d'origine sous le nom de la nouvelle commune et deuxièmement, que cet effet soit rétroactif pour les communes qui ont déjà fusionné. Quant à laisser le choix ou non, je laisserai l'administration régler ce problème si ce n'est pas possible. C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir accepter mon intervention en tant que motion.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD). Wir haben das Anliegen der Motionäre gehört. Bereits im Januar 2013 hat der Grosse Rat dasselbe Begehren abgelehnt und damit festgelegt, dass bei einer Gemeindefusion der alte Heimatort verloren geht und damit wegfällt, und dass auch

kein Wahlrecht betreffend den Heimatort eingeführt werden soll. Als ich den Vorstoss gelesen habe, fragte ich mich: Was ist denn jetzt anders als vor zwei Jahren? Nichts bis wenig. Jetzt steht praktisch derselbe Vorstoss wieder zur Diskussion, mit der Änderung bzw. dem Zusatz, dass man nun auch noch rückwirkende Wahlmöglichkeiten beschliessen soll. Bei den abgeschlossenen Gemeindefusionen soll nachträglich geklärt werden, wer das alte Heimatrecht, bzw. den alten Heimatort rückwirkend doch noch behalten möchte. Eine Zwängerei, ein Durcheinander, Verwirrung, Missverständnisse – wer soll sich da später noch zurechtfinden? Das waren meine ersten Gedanken, als ich dann auch noch die Antwort der Regierung gelesen hatte. Die Argumente, welche die BDP bereits im Januar 2013 dargelegt hat, sind unverändert. Es würde eine unmögliche Bürokratie und einen beträchtlichen Mehraufwand verursachen, wenn der Staat nach einer Fusion bei jeder Bürgerin und jedem Bürger klären muss, wer noch den alten und wer den neuen Heimatort annehmen will. Nicht jede Bürgerin und jeder Bürger wohnt in dem Ort, in dem er oder sie heimatberechtigt ist. Und das Zivilstandsamt weiss notabene in der Regel auch nicht, wo die Leute wohnen. Das heisst, die Abklärungen, diese Nachfragen, müssten ja dann künftig noch Jahre später durch das Zivilstandsamt vorgenommen werden, wenn Heimatberechtigte vielleicht dereinst einen neuen Ausweis benötigen wegen einer Heirat, einer Scheidung oder ähnlichem.

Zudem sind in der Regel Einwohnerinnen und Einwohner einer Gemeinde nicht gleichzeitig auch heimatberechtigt, oder gar Bürgerinnen und Bürger einer Gemeinde, in der über einen Zusammenschluss abgestimmt werden muss. Was ist denn mit denjenigen, die ausserhalb wohnen und nichts zu dieser Heimatortgeschichte zu sagen haben? Wenn die Motionäre zusätzlich wieder die Bürgerinnen und Bürger in diesen Vorstoss hineinnehmen, so hat auch da nichts geändert. Eine Fusion einer Einwohnergemeinde bedeutet nicht gleichzeitig einen Zusammenschluss der betroffenen Burgergemeinde.

Nun möchten die Motionäre, dass dies sogar noch bei denjenigen Gemeinden gemacht werden soll, die bereits fusioniert sind. Zumindest bei diesen war ja wohl der Heimatort nicht ausschlaggebend für die Fusion – oder verstehen wir da etwas falsch? Überhaupt – und da spreche ich nicht nur für die BDP sondern auch aus meiner persönlichen Erfahrung – ist das Thema Fusion im Oberaargau ein Dauerthema. Keine Präsidentenkonferenz, keine Regionalversammlung, bei der dies nicht auf der Traktandenliste stünde. Wir haben viele kleine Gemeinden, das ist der Grund dafür. Aber kaum einmal höre ich, dass der Heimatort ein Grund für eine ablehnende Haltung wäre. Nein, Verunsicherung, Ängste und Sorgen sind in den kleinen Gemeinden vorhanden. Die Diskussionen drehen sich dabei in der Regel um Themen wie höhere Steuern, Verlust von gewachsenen Strukturen, Verlust der Dorfkultur, Ängste, vom «grossen» Partner nicht ernst genommen zu werden, Verlust von Infrastrukturen und Schulen und vieles mehr. Ob dies berechtigte Sorgen und Ängste sind, ist hier aber nicht Thema. Aber das Argument, man könnte eine Gemeindefusion unterstützen, wenn der alte Heimatort nicht verlustig ginge, ist sicher nicht stichhaltig. Und der bürokratische Aufwand, den diese Motion auslösen würde, ist nicht gerechtfertigt. Die BDP

lehnt deshalb die Motion wie bereits im Januar 2013 grossmehrheitlich ab. Eine rückwirkende Regelung und ein Wahlrecht, wie es die Motionäre verlangen, werden von der BDP grundsätzlich abgelehnt.

Hubert Klopfenstein, Biel/Bienne (PLR). Ich kann mich kurz fassen und werde nicht mehr als 50 Sekunden benötigen. Die FDP ist auch wenig begeistert von diesem Vorstoss, der ja weiss Gott nicht staatstragend ist. Er geht eher in Richtung «überflüssig». Dies, weil man im Jahr 2013 schon einmal genau dasselbe behandelt hat, und an sich sollte man alte Geschichten nicht nochmals aufrollen. Frau Gygax hat das absolut richtig gesagt. Die Motion ist nicht möglich, wegen der Rückwirkung. Da kann man der Regierung vollumfänglich folgen. Es ist einfach nicht möglich. Aber auch ein Postulat sehen wir nicht. Wir sehen nicht ein, weshalb man dieses Problem nun nochmals aufrollen und prüfen sollte, da wir ja schon einmal darüber befunden haben. Deshalb lehnt die FDP den Vorstoss sowohl als Motion wie auch als Postulat ab.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich bin zwar Mitmotionär, heute aber zugleich auch noch Fraktionssprecher, nachdem sich unser Fraktionssprecher für heute Nachmittag entschuldigen lassen musste. Wir haben den Vorstoss in der Fraktion behandelt. Es geht um ein Thema, das vielleicht nicht weltbewegend ist, Hubert Klopfenstein, aber offenbar sind die Heimateorte eben doch ein Thema bei Fusionen. Im Zusammenhang mit Fraubrunnen, wo gerade solch ein Verfahren lief, habe ich einen Monat später einen Anruf von jemandem erhalten, der gemerkt hatte, dass nun seine Identitätskarte und seine Niederlassungsbewilligung auf Fraubrunnen geändert wird, dabei hätte er doch gern Grafenried als Heimatort gehabt. Wenn das ein Punkt ist, mit dem man verhindern kann, dass Fusionen schwieriger werden, so kann man dieses Gesetz doch ohne Weiteres anpassen. Wir sind ja nicht unbedingt die Partei, die sich auf die Fahne geschrieben hat, Fusionen von Gemeinden zu verlangen. Aber wenn man sie auf diese Weise fördern kann, in dem man ein Hindernis wegnimmt, so schadet das sicher nicht. Das ist ganz in unserem Sinn. Denn so kann man nämlich die Fusionen von unten her fördern, wie wir das möchten, mit dem Einverständnis der Bürgerinnen und Bürger auch was die Heimateorte anbelangt. Noch zu dem, was Monika Gygax gesagt hat: Die Motion verlangt nicht, dass bei einer Fusion, die bereits stattgefunden hat, automatisch jeder den alten Heimatort zurückerhält. Wir schreiben hier ganz klar, dass die betroffenen Leute auf Wunsch den alten Heimatort in Klammern wieder beigefügt bekommen können. Es geht also um den Wunsch von einzelnen Leuten. Ganz sicher werden nicht alle diesen Wunsch haben. Roberto Bernasconi hat zudem gesagt, wer das möchte, solle dies auch selber bezahlen. Ich denke, es wäre ohne weiteres machbar, diese Möglichkeit für diejenigen zu schaffen, die das wollen. Es ist eine zusätzliche Möglichkeit. Lassen Sie das doch jetzt prüfen und überweisen Sie die Motion. Wir können ja dann anhand einer entsprechenden Gesetzesänderung noch darüber sprechen und die Details der Umsetzung behandeln. Ich bitte Sie, die Motion zu unterstützen.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Wie wir alle wissen, müssen sich viele Gemeinden mit dem Thema Fusion beschäftigen. Wir wissen auch, dass mit dieser Thematik viele Emotionen und Auseinandersetzungen verbunden sind. Bis Gemeindefusionen zustande kommen, muss immer ein langer und herausfordernder Weg mit vielen, vielen Stolpersteinen zurückgelegt werden. Was will die vorliegende Motion? Warum soll der Heimatort bei Gemeindefusionen stehen bleiben? Das zentrale Anliegen der Motion ist es doch, einen dieser vielen Stolpersteine aus dem Weg zu räumen. Jetzt ist es ja so, dass bei einer Gemeindefusion der neue Gemeindefusionenname zum neuen Heimatort wird. Das heisst, die Bürgerinnen und Bürger verlieren ihren ursprünglichen Heimatort und erhalten einen neuen. Heimatort wird der neue Name der neuen Gemeinde. Der Heimatort hat aber für viele Menschen einen grossen Wert und bedeutet auch eine Verbundenheit mit der Familiengeschichte. Ein Wechsel, ein Verlust des Heimatorts, kann deshalb auch ein Grund für die Ablehnung einer Fusion sein. Die Motionäre schlagen vor, dass der ursprüngliche Gemeindefusionenname in Klammern zusätzlich zum neuen Namen einer fusionierten Gemeinde weiterhin aufgeführt werden soll. Beispiele dazu sehen sie ja in den Unterlagen der Motion.

Das Aufführen des ursprünglichen Gemeindefusionennamens in Klammern soll aber nicht automatisch geschehen. Die Bürgerinnen und Bürger, respektive die Bürgerinnen und Bürger müssen den Wunsch, ihren bisherigen Heimatort beizubehalten, aktiv beantragen. Die Thematik des Heimatorts, bzw. die Befürchtung, diesen zu verlieren spielt auch bei jetzt bereits laufenden Fusionsprojekten und Diskussionen um Gemeindefusionen eine ganz wesentliche Rolle. Deshalb ist es eben wichtig, dass für die Möglichkeit, den Heimatort beizubehalten auf Wunsch auch eine rückwirkende Inkraftsetzung möglich sein muss. Für die Projekte, die jetzt diskutiert werden, ist dies sehr wichtig. Im Kanton Neuenburg ist dieses System angenommen worden und wird angewendet. Das bedeutet also, dass es administrativ möglich und organisatorisch handhabbar ist. Warum sollte es also im Kanton Bern nicht auch umsetzbar sein? Wir sind überzeugt, mit dem vorgeschlagenen System, den bisherigen Heimatort weiterhin in Klammern zu erwähnen, werde in vielen Diskussionen um Gemeindefusionen ein wichtiger Stolperstein aus dem Weg geräumt. Ein Themenbereich unter den Herausforderungen bei Gemeindefusionen fällt damit weg. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss und bittet Sie, dies auch zu tun.

La présidente. Il est 16 heures 30, je clos la séance pour cet après-midi. Je vous souhaite un bon après-midi et à demain matin, 9 heures précises.

Les délibérations sur cette affaire sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 29.

Les rédactrices:

Claudine Blum (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mardi 2 septembre 2014, 9 heures – 11 heures

Deuxième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach

Présents : 155 députés. Excusés : Aebersold Michael-Adrian, Desarzens-Wunderlin Eva, Müller Philippe, Schöni-Affolter Franziska, Studer Peter

Affaire 2014.RRGR.10114

Motion 080-2014 Bernasconi (Malleray, PS) - Garder son lieu d'origine lors de fusion de communes

Suite

La présidente. Je vous prierais de prendre place, nous aimerions commencer, il est 9 heures. Je salue M. le directeur de la police et des affaires militaires. (*La présidente agite sa cloche.*) La séance est ouverte. Nous nous sommes arrêtés hier à l'affaire 14 et M. Gsteiger prend la parole pour le groupe PEV. Je vous prierais ceux qui viennent en retard d'être un peu calmes.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Nous traitons une motion Bernasconi, Bernasconi II le retour, comme au cinéma. Quand on a une motion qui revient dans une deuxième législature, il faut se demander si c'est le motionnaire qui est têtue ou si c'est l'objectif qu'il vise qui est intéressant et qui doit avoir toute notre attention. Je crois savoir que Tino Bernasconi n'est pas têtue, s'il revient avec sa motion, c'est qu'il est porte-parole d'une bonne partie de la population qui souhaite en fait pouvoir avoir à l'avenir dans ses papiers le nom de sa commune d'origine, même après une fusion. En politique, il est vrai qu'il faut s'obstiner. Si les femmes ne s'étaient pas obstinées, je pense qu'aujourd'hui elles n'auraient pas le droit de vote. Donc cette obstination permet de revoir les choses. Les arguments restent, c'est vrai. Le PBD nous a dit hier soir qu'ils avaient pris une décision il y a deux ans, qu'ils avaient des arguments et qu'ils ne souhaitaient pas en changer. Mais nous pouvons changer notre vision des choses et la preuve est que l'administration a changé sa vision, puisque ce qu'elle ne pouvait pas prétendre faire il y a deux ans, quand cette motion est venue pour la première fois, maintenant elle est d'accord d'entrer en matière et de faire le nécessaire. Le Parti évangélique soutient cette motion sous forme de postulat majoritairement et quelques membres de notre groupe la soutiendront sous forme de motion. Je pense qu'il est important que le nom de certaines communes puisse perdurer, même après une fusion, même après que l'on a une nouvelle commune politique. Vous connaissez tous la situation de Verbier, en Valais, par exemple: on entend parler de Verbier, mais la commune c'est Bagnes, pas Verbier. Alors, je pense que

c'est important que les bourgeois de Verbier ou les bourgeois de Malleray ou de Bévillard puissent à l'avenir faire perdurer le nom de leur commune derrière le nom de l'entité fusionnée. Merci pour votre attention qui laisse encore un peu à désirer.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Ich habe Verständnis dafür, dass es für einige Personen sehr wichtig ist, stets denselben Heimatort zu behalten. Mir ist es nicht so wichtig, wo mein Heimatort ist, da ich ihn vielleicht gar nie brauchen werde. Diese Motion bringt mehr Verwaltungsaufwand, und das ist es der EDU nicht wert. Wir sind gegen zusätzliche Bürokratie, weil dies immer wieder neue Kosten verursacht. Die EDU-Fraktion lehnt die Motion wie auch ein Postulat ab.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Wir sind uns wohl einig – und es wurde schon von einigen Vorrednern darauf hingewiesen –, dass dies nicht der allerstrategischste Vorstoss ist, über den wir hier diskutieren. Zudem haben wir bereits einmal darüber diskutiert. Gleichwohl möchten wir Sie bitten, in doppelter Hinsicht mit einer gesunden Portion Pragmatismus an den Vorstoss heranzugehen. Erstens Pragmatismus im Hinblick auf das Ziel: Wenn man mit dieser relativ bescheidenen Veränderung dazu beitragen könnte, dass ein Fusionshindernis beiseitegeschafft wird, sollten wir das meiner Meinung nach tun. Es geht wohl vielen von uns ähnlich: Wir können uns nicht ganz vorstellen, was denn im Fall einer Fusion an einer allfälligen Veränderung des Heimatorts so tragisch sein soll. Wir müssen jedoch offensichtlich zur Kenntnis nehmen, dass dies für verschiedene Leute mit vielen Sentimentalitäten verbunden ist. Wenn man mit dieser unkomplizierten Änderung eine solche Fusionshürde beiseiteschaffen könnte, läge das aus meiner Sicht im Interesse des Kantons. Ich sprach von Pragmatismus in zweierlei Hinsicht: Pragmatismus ist auch angebracht im Hinblick auf die Art und Weise, wie wir diesen Vorstoss diskutieren und überweisen. Wenn wir ein Anliegen haben, das ohnehin mit einer Gesetzesanpassung umgesetzt werden muss, brauchen wir nun nicht so zu tun, als ob wir die endgültige Lösung in Stein meisseln würden. Wir werden vielmehr im Rahmen einer allfälligen Gesetzesberatung den konkreten Artikel formulieren müssen. Von daher wäre der Unterschied nicht so gross, ob der Vorstoss nun als Motion oder als Postulat überwiesen würde. Ich bitte deshalb den Rat, im Sinne eines Schritts Richtung Erleichterung von Fusionen in diesem Kanton dem Vorstoss zuzustimmen.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Eigentlich ist dieser Vorstoss der glp sympathisch. Jeder kann seinen Heimatort behalten; das Gefühl, dass man noch dorthin gehört, bleibt bestehen. Es hat also ein bisschen mit Nostalgie zu tun. Wer das will, soll das machen können. Wir möchten einer Gemeindefusion sicher nicht entgegenwirken oder sie sogar verhindern, nur weil man diese Möglichkeit nicht zulässt. Stellen Sie sich jedoch vor: Wenn ich nicht in derjenigen Gemeinde wohne, die auch mein Heimatort ist, habe ich dort ohnehin nichts zu sagen. Dessen müssen wir uns bewusst sein. Es würde also lediglich auf einem Papier stehen, dass ich von einem bestimmten Ort stamme, und das ist schön. Wir bitten den Rat, aufgrund der beiden Aspekte –

der Nostalgie und der Frage, was das eigentlich soll –, den Vorstoss als Postulat anzunehmen. Die Regierung soll sich überlegen, ob sie uns eine Gesetzesrevision vorschlagen soll. Anschliessend hat der Rat die Möglichkeit, genauer hinzuschauen. Ich bitte also um ein Postulat, die glp unterstützt das.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Cela est évidemment un problème de quelques communes du Jura bernois. Ich muss das so festhalten, denn sonst interessiert es niemanden in diesem Kanton. Interessanterweise gibt es auf Bundesebene eine Anfrage von Nationalrat Pierre-Alain Fridez. Die Antwort darauf erfolgte am 20. August 2014. Darin wird festgestellt, dass in zwölf Kantonen die Heimortorte im Rahmen einer Gemeindefusion in der neuen politischen Gemeinde aufgingen: in Aargau, Bern, Glarus, Graubünden, Luzern, Schaffhausen, Tessin, Zürich – et dans les Cantons romands comme Valais, Vaud, Jura et Fribourg. C'est vraiment un peu drôle. Zudem wird das Geschäft zum zweiten Mal in derselben Legislatur eingereicht. Jetzt liegt eigentlich nichts Neues auf dem Tisch. Die Regierung ist jedoch bereit, den Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen.

Nun komme ich zu den entscheidenden Punkten: Wir lehnen insbesondere die Wahlmöglichkeit ab, denn sie würde zu enormer Verwirrung führen. Letztlich hätte jeder auf seinem amtlichen Ausweis diejenige Bezeichnung der Gemeinde, die er für sinnvoll erachtet: zum Beispiel die Bezeichnung der ursprünglichen Gemeinde vorn und die der neuen Gemeinde hinten oder umgekehrt, allenfalls in Klammer oder sonst wie. Wenn man das will, muss man eine saubere Lösung finden. Deswegen beantragt die Regierung auch, den Vorstoss als Postulat anzunehmen. Die Forderung würde einen erheblichen administrativen Aufwand generieren, weil die Daten in den Einwohnerkontrollen aller betroffenen Gemeinden mutiert werden müssten. Der zusätzliche Personalaufwand ist nicht planbar, da nicht bekannt ist, welche Gemeindefusionen noch anstehen. Häufig läge bei der Erklärung des Heimorts und der entsprechenden Datenmutation eine zeitliche Dringlichkeit vor, denn die Frage des Heimorts würde sich erst stellen, wenn die Bürgerinnen und Bürger einen neuen Pass benötigen. Die Regierung lehnt auch eine rückwirkende Inkraftsetzung ab, denn diese hat nicht das Geringste mit zukünftigen Gemeindefusionen zu tun. Ich stelle fest, dass die Haltung des Grossen Rats nicht eindeutig ist. Gestern habe ich gehört, die SVP unterstütze den Vorstoss nun. Bei der letzten Beratung hatte sie das Anliegen grossmehrheitlich abgelehnt. Es ist etwas schwierig für mich, im Rat eine Haltung auszumachen. Deshalb erfolgt bekanntlich nachher eine Ausmehrung.

Der Antrag der Regierung, den Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen und noch einmal zu prüfen, welche Lösung man allenfalls vorsehen könnte, wäre aus meiner Sicht ein gangbarer Weg aus dem Dilemma, der in eine Gesetzesänderung münden könnte, wie sie Grossrat Kropf dargestellt hat. Deshalb appelliere ich an Sie, geschätzte Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die Haltung der Regierung zu unterstützen und den Vorstoss als Postulat zu überweisen. Merci beaucoup.

La présidente. Est-ce que le motionnaire aimerait reprendre la parole? – Oui.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Vous l'avez entendu, cela ne concerne pas un grand nombre de communes, donc les coûts seront tout à fait supportables et ces coûts doivent être pris en charge par les personnes qui le demandent. Je sais que ce n'est pas un problème du canton entier, nous l'avons dit, mais vraiment dans le Jura bernois, les bourgeoisies sont très puissantes et il ne s'agit là que des personnes, des bourgeois donc, qui habitent dans ces villages, et cela ne va pas représenter des milliers de cas comme cela semble être le cas. Ce changement de loi a été fait dans d'autres cantons, donc je pense que nous pouvons aussi le faire dans le canton de Berne, je maintiens la motion. Merci de la soutenir.

La présidente. Vous l'avez entendu, M. Bernasconi maintient sa motion intitulée «Garder son lieu d'origine lors de fusion de communes». Nous passons donc au vote. Ceux qui acceptent cette motion disent oui, ceux qui la refusent disent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	71
Non	64
Abstentions	7

La présidente. Vous avez accepté cette motion.

Affaire 2014.RRGR.10111

N° de l'intervention:	071-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	15.03.2014
Déposée par:	PS-JS-PSA (Ammann, Meiringen) (porte-parole)
Cosignataires:	17
Urgence accordée:	refusée le 20.03.2014
Direction:	POM

Interdire l'exploitation commerciale des bateaux hydrojet dans le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de créer les bases légales permettant d'interdire l'exploitation commerciale des bateaux hydrojet sur les lacs et les cours d'eau bernois.

Développement

Les lacs et les cours d'eau ainsi que leurs rives sont des espaces de détente.

Natation, voile, pêche, telles sont les activités de loisirs pratiquées dans les lacs et les canaux en particulier. Les compagnies de navigation les utilisent aussi à des fins commerciales. Les rives sont bordées de bâtiments historiques, de bistrotts et de restaurants, de chemins de randonnée. Ce sont là des activités calmes qui garantissent dé-

tente et sécurité pour tous ceux et toutes celles qui se trouvent dans l'eau, sur l'eau ou au bord de l'eau.

Les balades en hydrojet relèvent du tourisme d'aventure et n'ont rien en commun avec les aspirations des autres personnes. L'attrait de ces balades réside dans la vitesse des bateaux qui génèrent perturbations et risques pour la sécurité. Des limitations de vitesse ont déjà été imposées sur certains lacs et cours d'eau : 40 km/h sur le lac de Constance par exemple. Les hydrojets naviguant sur le lac de Brienz devraient circuler à 60 km/h hors des zones de rive, selon la société qui va proposer ces balades. Mais on sait que ces bateaux peuvent aller beaucoup plus vite. Or, le canton de Berne n'a imposé aucune limitation de vitesse sur les lacs et cours d'eau.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion demande la création de bases légales en vue de l'interdiction de l'exploitation commerciale de bateaux hydrojet sur les lacs et cours d'eaux du canton de Berne. Le Conseil-exécutif estime quant à lui que les bases légales actuelles sont suffisamment claires pour édicter d'éventuelles restrictions à la navigation sur les eaux bernoises. Concernant le lac de Brienz, une zone de protection de la faune sauvage existe déjà, pour l'instant à titre de protection contre la chasse exclusivement. Les perturbations causées par les bateaux à moteur (de conception classique ou de type hydrojet) se révèlent toutefois problématiques pour les oiseaux d'eau : à cet égard, l'aspect déterminant n'est pas le mode de propulsion, mais la vitesse des embarcations. Outre la question de l'atteinte à la nature, l'utilisation de bateaux hydrojet à des fins commerciales peut entraver d'autres types d'utilisation des lacs et cours d'eau.

Le Conseil-exécutif est par conséquent disposé à examiner de quelle manière la demande du motionnaire pourrait être mise en œuvre dans le cadre des dispositions légales en vigueur, par exemple en adaptant l'ordonnance du 26 février 2003 sur la protection de la faune sauvage (OPFS; RSB 922.63).

À la différence d'autres bateaux à moteur, les embarcations hydrojet ne sont pas propulsées par des hélices conventionnelles, mais par un jet d'eau sortant d'une turbine. Ce type de motorisation, autorisé par la législation fédérale sur la navigation intérieure, commence à se répandre en Suisse. Les embarcations qui en sont équipées doivent satisfaire aux mêmes conditions que les autres bateaux à moteur en ce qui concerne la construction, les nuisances sonores et les gaz d'échappement. Les règles de la navigation et les diverses obligations de prudence qui y sont liées sont en effet applicables à tous les navigateurs (voir à ce sujet la réponse du Conseil fédéral durant l'heure des questions du Conseil national du 17 mars 2014, «Bateaux hydrojet à grande vitesse sur les lacs suisses»).

Selon l'article 2, alinéa 1 de la loi fédérale du 3 octobre 1975 sur la navigation intérieure (LNI; RS 747.201), la navigation sur les voies d'eau publiques est libre dans les limites des dispositions de cette même loi. L'article 2, alinéa 2, lettre a de la loi du 19 février 1990 sur la navigation et l'imposition des bateaux (loi sur la navigation; RSB 767.1) autorise le Grand Conseil à limiter par décret la navigation sur certains plans d'eau ou cours d'eau bernois, en application du droit

fédéral, dans la mesure où l'intérêt public ou la protection de biens juridiques importants l'exige. De telles limitations ont d'ailleurs été ordonnées par décret du 18 décembre 1991 sur les restrictions à la navigation (décret sur la navigation; RSB 767.11).

L'adoption de nouvelles restrictions ou d'interdictions doit notamment se faire dans le respect des principes de la proportionnalité et de l'égalité devant la loi. Conformément aux bases légales actuelles, de telles mesures s'appliqueraient par conséquent aussi bien aux bateaux hydrojet qu'à tous les autres bateaux à moteur.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons donc à l'affaire n°15 du PS-JS-PSA « Interdire l'exploitation commerciale des bateaux hydrojet dans le canton de Berne ». M. Amman, vous ne vous êtes pas annoncé – vous avez la parole.

Christoph Amman, Meiringen (PS). Der Vorstoss, den wir heute beraten, war im Frühling entstanden und eingereicht worden, und zwar unter dem Eindruck von Ankündigungen von Jetbootbetreibern auf dem Brienzersee. In einem Internetauftritt konnte man damals lesen, dass von «Unforgettable Thrills», «360°-Kurven», «Adrenalin» und so weiter die Rede war. Zusammen mit vielen Bürgerinnen und Bürgern quer durch den ganzen Kanton hatte ich selbst die Befürchtung, dass es mit einem solchen Angebot zu massiven Störungen auf einem See in unmittelbarer Nähe zum Weltkulturerbe der Unesco kommen könnte, wo man einen sanften Tourismus kennt und der schon rein von der Gewässerfläche her nicht auf Nutzer ausgerichtet ist, die in dieser Art und Weise die Segler, Motorbootfahrer, Stand-up-Paddler und Kanufahrer stören. Mittlerweile ist eine Saison vorbei, und meine Befürchtungen sind zum grossen Glück nicht in dem Ausmass eingetroffen, wie man es erwarten musste. Das könnte verschiedene Gründe haben. Auf der einen Seite haben offensichtlich die Betreiber «Kreide gefressen»: Sie haben gemerkt, dass ein politischer Gegenwind weht, und haben sich entsprechend vorsichtig verhalten. Das muss ich positiv festhalten. Auf der anderen Seite haben wir – und das ist wohl der Hauptgrund – eine Saison hinter uns, in der es bekanntlich gar keinen Sommer gegeben hat. Alle Unwetter- und Hochwassernachrichten der letzten Wochen und Monate führten uns das eindrücklich vor Augen. Was bleibt also? Wir haben nach meinem Dafürhalten nach wie vor keinen Erfahrungshintergrund und keinen Handlungsspielraum auf kantonaler Ebene. Es gilt nach wie vor die eidgenössische Gesetzgebung, und diese ist offen und liberal. Wer ein Schiff hat, das den technischen Voraussetzungen genügt, kann auf einem Berner Gewässer damit mehr oder weniger machen, was er will. Deshalb bin ich auch heute noch der Überzeugung, dass mein Vorstoss ein berechtigtes Anliegen aufnimmt, indem ich eine Gesetzeslücke auf kantonaler Ebene schliessen will.

Wer den Motionstext genau gelesen hat, hat gesehen, dass meine Idee nicht einfach ein radikales Verbot ist, vielmehr habe ich eine Kann-Formulierung gewählt. Damit hat der Gesetzgeber jeden Handlungsspielraum, zuzulassen, was er will, und einzuschränken, was er nicht will. Ich bin davon überzeugt, dass wir das Thema auf eine Art und Weise

erledigen können, die einen sanften Tourismus möglicherweise auch mit Jetbooten auf Berner Gewässern weiterhin ermöglicht, wenn wir heute diesen Vorstoss als Motion überweisen. Dort, wo Störungen provoziert werden und wo Störungen daher kommen, die wir nicht wollen, kann der Kanton indessen eingreifen. Ich bitte den Rat deshalb, in der Diskussion diese Kann-Formulierung entsprechend zu würdigen und in seine Überlegungen miteinzubeziehen. Zudem konnten Sie sehen, dass es um den gewerblichen Betrieb geht und nicht um das generelle Thema «Jetbootantrieb von Schiffen». Die Motion will ganz sicher nicht, dass das Polizeiboot auf dem Bielersee verhindert wird, das heute schon zu Rettungs- und Sicherheitseinsätzen unterwegs ist und auf einen solchen Antrieb angewiesen ist. Soweit meine Ausführungen zu diesem Vorstoss. Ich bin gespannt auf die Diskussion.

Peter Flück, Unterseen (PLR). Der Motionäre hat soeben gesagt, was der Vorstoss wirklich will: Er will den gewerblichen Betrieb von Jetbooten verbieten. Alle übrigen Jetboote dürften demnach auf bernischen Gewässern fahren. Für mich ist es eine Grundsatzfrage, ob das richtig sei oder nicht. Ich frage mich zudem, ob es richtig ist, dass wir das hier im Rat entscheiden. Damit kündige ich auch schon an, dass ein allfälliges Postulat für uns ebenfalls nicht infrage kommt. Geschätzter Christoph: Wenn du heute sagst, es könne sein, dass die Bootsbetreiber Kreide gefressen hätten und den Jetbootbetrieb nun deshalb so führen, wie sie das tun, nämlich absolut legal und vernünftig, dann stimmt das eben gerade nicht. Du hättest gescheitert gewartet, bis der Betrieb stattfindet, und nachher einen Vorstoss eingereicht: Dann hätten wir nämlich gewusst, wovon wir sprechen. Das Boot erfüllt die gesetzlichen Auflagen in Bezug auf Geschwindigkeit, auf Abgastests und Dieselpartikelfilter vollumfänglich. Es ist das sauberste Boot auf dem Brienzersee und damit auch auf anderen Gewässern in diesem Kanton. Auch der Wellenschlag bietet keine Probleme. Geschätzter Christoph: Im Verein Pro Flugplatz setzen wir zwei uns im Vorstand für einen Betrieb mit F18-Jets ein. Diese Jets erzeugen grossen Lärm. Bezüglich Lärm hat das Jetboot mit den F18 nur den Namen gemeinsam. Es ist meilenweit vom Lärm entfernt, den die F18 erzeugen. Es gehört zu denjenigen Booten, die nicht mehr Lärm erzeugen als die Motorboote auf dem Brienzersee. Die beiden Jungunternehmer, die seit ihrer Jugend stets in Bönigen die Ferien verbrachten und schon damals mit Pedalos auf dem See waren, haben zwei Angestellte. Sie haben ein touristisches Angebot kreiert, das seinen Platz bereits bestens gefunden hat. Während Christoph Amman sagt, die Erfahrungen würden fehlen, stelle ich fest, dass bis heute mehr als 300 Bootsfahrten stattgefunden haben. Diese Erfahrungen sind also da, wir brauchen nicht noch mehr zu erfahren. Gäste zwischen 3 und 85 Jahren haben das Boot bereits benutzt und durften miterleben, wie die Jetbootbetreiber etwas über den See erzählen sowie über das Fischerdorf Iseltwald und sehr viel über das Parkhotel Giessbach, aber auch über das Wasser, das nicht nur ein wichtiges Lebensmittel ist, sondern auch sehr attraktiv für die Touristen. Gäste aus aller Welt schätzen das Angebot. Die Seepromenade in Bönigen, welche die Gemeinde hergerichtet hat, ist endlich besetzt; die Restaurants darum herum profitieren

von diesem Angebot und werden besser gefüllt. Die BLS-Schiffahrt hat den Betreibern ein Gebäude zur Verfügung gestellt, damit sie ihr Angebot dort umsetzen können. Die BLS-Schiffahrt unterstützt den Betrieb des Jetboots ausdrücklich. Für die Fischer und die übrigen Bootsfahrer auf dem Brienzersee ist das Jetboot überhaupt kein Problem. Im Gegenteil: Sie sagen, es sei so leise, dass man meist erst merke, dass es da sei, wenn es bereits vorbeigefahren sei. Der Gemeindepräsident von Bönigen, alt SP-Grossrat Herbert Seiler, sagt, dass es weder seitens der Behörden noch der Bewohner negative Rückmeldungen zu vermelden gebe.

Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, weshalb wollen wir einander Steine in den Weg legen? Weshalb wollen wir mit einem Vorstoss Jungunternehmer am Schaffen von Innovationen hindern? Das, Christoph, sind deine Worte anlässlich einer 1.-August-Rede. Die FDP will Innovationen fördern und niemandem Steine in den Weg legen – vor allem dann nicht, wenn die gesetzlichen Auflagen erfüllt und Arbeitsplätze geschaffen werden. Die beiden Jungunternehmer haben nämlich vor, im kommenden Jahr den Betrieb mit einer Verbesserung des Angebots auszubauen und 350 weitere Stellenprozente zu schaffen. Ich stelle also fest, dass die gesetzlichen Auflagen erfüllt sind und dass weder Lärm noch Wellenschlag ein Problem sind und ebenso wenig der Betrieb auf dem See. Ich bitte den Rat daher im Namen der FDP und des Gemeindepräsidenten von Bönigen, im Namen von Interlaken Tourismus und eines grossen Teils der Anwohnerinnen und Anwohner des Brienzersees, vor allem aber auch im Namen der beiden Bootsbetreiber, die Motion oder allenfalls ein Postulat abzulehnen.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD). Jetboot: ein sehr schnelles, extrem lautes rotes Boot, das mit Leuten, die alle in roten Schwimmwesten stecken, auf dem Meer oder hier auf dem See herumkurvt. Die Leute schreien und kreischen, das Meer oder hier eben der See wird aufgewirbelt, und jeder, der in der Nähe schwimmt oder mit dem Boot unterwegs ist, muss sich in Acht nehmen, weil er in den Wellen des vorbeipreschenden Boots so richtig durchgeschüttelt wird. So habe ich es in Erinnerung von früheren Ferien am Meer. Und ich dachte, so sei es auch auf dem Brienzersee, als ich von dieser Motion hörte und las. Dieser gewerbliche Jetbootbetrieb hat sich wie notabene auch alle anderen Seebenutzer, ob gross oder klein, an die bestehenden gesetzlichen Vorschriften, an die Verkehrsregeln auf dem See und an alle Anordnungen zu halten. In diesen gesetzlichen Vorschriften sind auch die Sanktionen und die Folgen geregelt, wenn diese Regelungen nicht eingehalten werden. Weshalb sollte also der Grosse Rat zusätzliche Grundlagen schaffen, um genau diesen gewerblichen Jetbootbetrieb verbieten zu können? Wären diese Aufregung und diese Motion wohl ebenfalls entstanden, wenn das Jetboot gar nicht angeschrieben wäre? Wenn es statt rot schwarz daherkäme und wenn die Passagiere keine auffälligen Schwimmwesten tragen würden? Das waren meine Gedanken, nachdem ich vor Kurzem einmal selbst vor Ort war und mich umgesehen habe. Ich war erstaunt ob dem, was ich dort zu sehen und zu hören bekam: Diese Boote werden nicht durch Bootsschrauben betrieben, sondern durch einen Wasserstrahl. Diese Antriebsart ist recht

verbreitet auf den Schweizer Gewässern, und ich konnte mich davon überzeugen, dass die Boote viel weniger Wellen aufwirbeln als ein vergleichbares herkömmliches Boot. Deshalb können sie auch kaum das Ufer und damit die Natur, die Tiere und die Menschen stören, weil einerseits die Bootstouren gar nicht in der Nähe der Ufer durchgeführt werden und weil andererseits ein gesetzlicher Minimalabstand auch von diesen Seebenützern eingehalten werden muss. In Ufernähe dürfen sie sowieso nur sehr langsam fahren.

Wenn sie diese Vorschriften nicht einhalten, kann man sie nach den heutigen gesetzlichen Grundlagen bereits sanktionieren und strafen. Und das ist auch richtig so. Zudem habe ich den Lärm, den dieses Boot verursacht, überhaupt nicht so erwartet. Ich wage sogar zu behaupten, dass das Jetboot leiser ist als viele andere Motorboote auf unseren Schweizer Seen. Zudem darf das Jetboot erst nach 300 Metern richtig Gas geben. Vom Ufer aus haben wir es denn zu meinem Erstaunen praktisch gar nicht mehr wahrgenommen. Den Zug dem See entlang hörten wir in dem Moment auf jeden Fall viel besser. Vor rund zehn Tagen nahm ich an einer Klassenzusammenkunft meiner ehemaligen Gemeindeschreiberausbildung teil. Auch etliche Gemeindeschreiber aus dem Oberland waren anwesend, und ich habe sie alle auf das Jetboot-Thema angesprochen. Keiner hat sich über Lärm beklagt, über ungebührliches Fahren oder andere Reklamationen, welche die Gemeinden hätte zur Kenntnis nehmen müssen. Sie lobten vielmehr die Initiative dieser Jungunternehmer: Der Tourismus im Oberland könne nur profitieren, wenn mit derartigen neuen, guten Ideen und Angeboten dem Gast wieder mehr geboten werden könne und dieser wieder vermehrt im Kanton Bern und speziell im Oberland Ferien mache.

Die BDP ist klar der Meinung, dass in dieser Angelegenheit keine Gesetzeslücke besteht. Wir haben bereits heute eine Handhabe, falls sich die Jetbootbetreiber nicht an die Regeln halten würden und damit die Befürchtungen des Motionärs eintreten. Den Vorstoss, der einzelne Seebenutzer verbieten will, ohne dass diese sich rechtswidrig verhalten, lehnt die BDP mit einer Ausnahme ganz klar ab. Auch das Postulat würden wir ablehnen, allerdings mit zwei Ausnahmen.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Der Motionär verlangt in seinem Vorstoss die Schaffung der gesetzlichen Grundlagen, damit der gewerbliche Betrieb mit Jetbooten auf bernischen Gewässern verboten werden kann. Er begründet dies damit, dass Rundfahrten mit Jetbooten für Action-Tourismus stehen und nicht im Einklang mit den Bedürfnissen der übrigen Nutzer hinsichtlich Sicherheit und Umwelt sind. In seiner Antwort führt der Regierungsrat aus, dass ausreichende und klare gesetzliche Grundlagen bestehen, um Beschränkungen der Schifffahrt auf bernischen Gewässern festlegen zu können. Die SVP-Fraktion ist einstimmig der Ansicht, dass die Schifffahrt – und dazu gehören auch die Jetboote – durch das Binnenschifffahrtsgesetz und die Binnenschifffahrtsverordnung ausreichend geregelt ist. Es gibt keinen einzigen Grund, zusätzliche gesetzliche Grundlagen zu schaffen. Schon gar nicht für einzelne Schiffstypen oder Bootstypen wie die Jetboote. Dies im Sinne der Rechtsgleichheit. Dazu ist Folgendes zu sagen: Das Binnenschifffahrtsgesetz, das in der Schweiz sehr

strenge Regelungen aufweist, regelt in Artikel 10 bereits die Betriebssicherheit der Schiffe, zu denen auch die Jetboote gehören. In Artikel 11 wurden Vorschriften über die Erfordernisse des Gewässer- und des Umweltschutzes erlassen. Und Artikel 22 schliesslich regelt generell die Sorgfaltspflicht, damit niemand gefährdet wird und die Umwelt nicht gestört wird.

Liebe Frauen und Männer, es ist keineswegs so, dass mit einem Schiff jeder machen kann, was er will. Wir haben klare, strenge Regeln und Vorschriften. Zum Schutz des Ufers gilt beispielsweise der Uferzonenschutz. Das heisst, dass 300 Meter ab dem Ufer in den See hinein eine generelle Geschwindigkeitsbeschränkung von 10 Stundenkilometern gilt. Widerhandlungen werden sehr streng geahndet. Zu den Jetbooten gilt es noch zu sagen, dass es sich um Boote handelt, die durch einen Wasserstrahl angetrieben und gelenkt werden. Aufgrund der fehlenden Schiffschraube ist das Unfallrisiko speziell gering. Die Jetboote erfüllen auch sämtliche gesetzlichen Vorschriften betreffend Lärm und Abgase und weisen zudem einen speziell geringen Wellenschlag auf. Wie gesagt, macht es überhaupt keinen Sinn, Vorschriften für einzelne Schiffstypen zu erlassen. Dieser Vorstoss im Sinn der allgemeinen Verbotspolitik bedeutet einen grossen Schaden für den Tourismus. Der Grundsatz der Verhältnismässigkeit wird verletzt. Die SVP-Fraktion beantragt dem Rat die Ablehnung der Motion. Auch ein allfälliges Postulat würden wir entschieden ablehnen.

La présidente. Comme certains d'entre vous ont pu le réaliser, Mme Andrea Pieren ne s'appelle plus Andrea Pieren, mais Andrea Gschwend. Elle s'est mariée le 16 août. On la félicite de tout cœur, et nous lui souhaitons beaucoup de bonheur. Bravo, Madame! (*Applaudissements*)

Meret Schindler, Berne (PS). In der Motion Ammann geht es nicht darum, einen aufkeimenden Wirtschaftszweig zu unterbinden. Wir sind deshalb froh, dass dieses Jahr der Betrieb dieser Jetboote so moderat angelaufen ist. Ich möchte Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, nicht an das Wetter in diesem Sommer erinnern. Es ist jedoch anzunehmen, dass es mehr von diesen Jetbootausflügen geben hätte, wenn das Wetter schöner gewesen wäre. Es kann auch nicht sein, dass wir auf den Goodwill von einzelnen Betreibern angewiesen sind. Und hier haben wir eine Gesetzeslücke. Die Motion von Herrn Ammann will diese Gesetzeslücke schliessen. Ich möchte noch auf die Antwort des Regierungsrats hinweisen. Die Wildschutzzone zu verbreitern, kann keine Option sein, sonst konzentriert sich das Problem im Seezentrum. Deshalb brauchten wir vermehrte Überlegungen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt deshalb sowohl die Motion als auch ein allfälliges Postulat.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Die glp ist grundsätzlich für eine liberale Lösung. Das heisst: Wir wollen nicht mehr Gesetze und Verbote, als nötig sind. Wir sehen das hier ein Stück weit als ein präventives Gesetz, das einmal umgesetzt werden soll. Man will etwas in die Wege leiten für den Fall, dass irgendwann einmal irgendetwas wäre. Aus unserer Sicht sind Jetboote nicht grundsätzlich schlecht. Entscheidend sind vielmehr der Faktor Umwelt, der Faktor Lärm und der Faktor Gefahren. Eigentlich ist sehr vieles

bereits geregelt. Klar wäre es schön, wenn man im Kanton oder sogar schweizweit für alles einheitliche Regelungen hätte. Damit wäre alles sehr viel einfacher. Sicher müssen wir jedoch jede neue Situation mit Augenmass prüfen. An und für sich kann man das heute schon. Die Regierung schreibt in ihrer Antwort aber, dass sie bereit ist, Anpassungen des Wildschutzgebiets Brienzersee – und darum geht es hier vor allem – vorzunehmen. Wir sind jedoch ein Kantonsparlament, das für den ganzen Kanton entscheiden muss. Der Regierungsrat sieht also gewisse Möglichkeiten. Die glp ist hier sehr gespalten. Wir werden demnach «das ganze Fruchtbäumchen» drücken: Es gibt sowohl Enthaltungen wie auch Annahmen und Ablehnungen des Postulats – wir sprechen wenn schon von einem Postulat und nicht von einer Motion.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Ich bin nicht ganz so inneröstlich verwurzelt, ich komme aus der Nähe von Thun. Von daher war ich diesen Sommer eigentlich Touristiker. Aus diesem Grund bin ich auch heute etwas touristisch gekleidet. Meine Frau und ich wanderten diesen Sommer einmal von Bönigen nach Brienz. Zurück fuhren wir mit dem Dampfschiff, mit der «Lötschberg». Wir genossen es sehr, und sogar die Sonne zeigte sich. Als ich einmal auf den See blickte, sah ich dort ein rotes Boot. Plötzlich dachte ich, das sei nun wohl das berühmte Jetboot, das vor allem durch Presseberichte und durch die Motion von Christoph Amman bekannt wurde. Ich war ganz enttäuscht, dass ich keinen Lärm hörte. Zwischenhinein schlug das Boot eine Art Pirouette, dann stand es wieder still. Wir dampften schliesslich weiter und ich hakte das Jetboot ab. Später ergab sich die Gelegenheit, einmal mit dem Jetboot zu fahren. Ausser einer Fraktion waren wohl alle vertreten. Monika Gyga hat es schon erwähnt. Auf der Fahrt wurde uns auch gesagt, es sei noch nie jemanden schlecht geworden. Ich war wohl der Erste, dem hinterher etwas schwindlig war. Es war aber sehr spannend. Auch dieses Mal war ich jedoch etwas enttäuscht, denn das Boot bringt nicht einmal 60 Stundekilometer zustande, wie es in der Motion heisst. Wenn es geladen ist, schafft es gut 50 Stundekilometer. Und im Hafen in Bönigen gibt es anscheinend Boote, die wesentlich schneller fahren.

Item, ich musste mich vom Lärm und allem her fragen, wo denn das Problem liege. Ich hatte fast ein wenig den Eindruck, dass Christoph Amman der Presseberichterstatter auf den Leim gegangen war und etwas zu früh geschossen hat. Damit komme ich auf den Punkt: Aufgrund der ersten Erfahrungen, die man mit dem Jetboot nun hat, ist es nicht angebracht, nun schon wer weiss was alles an Gesetzesänderungen in die Wege zu leiten. Man kann ohne weiteres noch eine Weile zusehen, wie sich die Sache entwickelt. Auch die EDU-Fraktion sieht keinen Bedarf, die Gesetze zu ändern. Die Rückfahrt mit der «Lötschberg» von Brienz fand übrigens an jenem Tag statt, als es gegen das Brienzer Rothorn hin so heftige Gewitter gab und der Mühlebach über die Ufer trat. Wir sahen schon während der Wanderung nach Brienz, dass er sehr viel Wasser führte und in einem riesigen Wasserfall in den Brienzersee floss. Das zeigt auch ein bisschen die Verhältnismässigkeit. Da kann sich ein Unwetter mit verheerenden Auswirkungen ereignen – und sorry: Aber was ist dagegen das Jetboot? Und noch

etwas anderes: Wir sagen dem Gewerbe oft, es müsse Marktlücken suchen. Und die Betreiber des Jetboots haben tatsächlich eine Marktlücke gesucht und gefunden. Das wurde in einigen Voten auch angetönt. Ich finde es mühsam, wie schnell man bei uns solche Eigeninitiativen mit irgendwelchen Vorschriften gleich wieder abwürgen will. Auch von daher sehen wir keinen Handlungsbedarf. Wenn das Geschäft plötzlich derart florieren würde, dass zehn solche Jetboote voll ausgelastet auf dem Brienzersee herumsausen würden, könnte man wieder darüber reden, ob es vielleicht gewisse Regelungen braucht. Im Moment finden wir es unnötig und lehnen sowohl die Motion wie auch ein Postulat ab.

Christine Häslar, Burglauenen (Les Verts). Wenn wir schon beim Tourismus sind: Ich wünsche Ihnen allen heute einen wunderschönen Tag und freue mich darauf, dass wir heute noch etwas anderes machen dürfen und damit auf die Verhältnismässigkeit zurückkommen und darauf, was es ausserhalb dieses Saals alles gibt. Mir gefällt es, dass sich Christoph Amman und Peter Flück hier über Jetboote unterhalten. Etwas mehr Mühe habe ich damit, dass sie sich für diejenigen Jets einsetzen, die Peter Flück vorhin erwähnt hat. Und doch sind selbst jene Jets für gewisse Leute im Berner Oberland ein touristisches Angebot. Das lässt sich nicht von der Hand weisen. Es gibt tatsächlich Leute, die auch wegen der Militärjets hierher kommen. Es sind zwar nicht wahnsinnig viele Leute, aber es gibt solche. Christoph Amman hat etwas sehr Wichtiges gesagt, das wir nicht ausser Acht lassen dürfen: Er hat vom sanften Tourismus gesprochen. Ich halte den sanften Tourismus für etwas sehr Erstrebenswertes und bin froh um jedes Angebot, das wir irgendwo im Kanton Bern, in der Schweiz oder gar international haben, das sanften, überlegten und nachhaltigen Tourismus bringt. Leider ist die Realität etwas anders: Gerade auch im Berner Oberland verdienen wir mit dem unsanften Tourismus am meisten Geld. Es sind die zahlreichen Menschen, die kommen, die zahlreichen Menschen, die man transportiert, denn es braucht eine gewisse Masse und eine gewisse Kapazität, damit so etwas für viele Arbeitsplätze funktionieren kann. Auch dessen müssen wir uns bewusst sein. Mir ist es immer wieder wichtig, auch zu sehen, wie es wirklich ist. Trotzdem gibt es im Berner Oberland, das nun mehrmals erwähnt wurde, viel sanften Tourismus. Und es ist gut, dass es ihn gibt. Ich weiss nämlich, dass Sie alle ihn auch immer wieder suchen und froh sind, dass es ihn gibt. Gerade unter diesem Blickwinkel ist das Anliegen von Christoph Ammann sehr verständlich.

In den touristischen Regionen haben wir auch Angebote, die weit weg von dem sind, was wir eigentlich anstreben und anbieten wollen: vom sanften Tourismus. Das wissen wir alle auch. Manchmal kämpfen wir mit den Auswirkungen davon. Eine der Auswirkungen, die uns Sorgen bereitet, ist beispielsweise das masslose Bauen. Es gibt aber auch ganz konkrete Angebote im touristischen Bereich, zum Beispiel das Base Jumping im Lauterbrunnental. Ich kann Ihnen versichern, dass sehr viele Leute daran keine Freude haben, insbesondere diejenigen, die jeweils helfen müssen, wenn etwas passiert ist. Wenn es plötzlich auf jedem See Jetboote gäbe und zwar sehr viele davon, sähe es wohl auch ganz anders aus. Deshalb finden wir es richtig, dass

man genau hinschaut und sich überlegt, ob es eine gesetzliche Regelung braucht, und wenn ja, welche, um solche Betriebe zu erlauben, mit Rahmenbedingungen zu erlauben oder unter Umständen dort zu verbieten, wo es zu weit geht. Die grüne Fraktion unterstützt daher einstimmig ein Postulat und freut sich, wenn das im Interesse des sanften Tourismus, den wir alle immer wieder wollen, auch noch weitere Ratsmitglieder tun.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Der Tourismus in der Schweiz, insbesondere im Berner Oberland, ist eine Symbiose. Die Natur ist ein wichtiges Gut, und die Ökologie und die Wirtschaftlichkeit sind sehr stark aufeinander angewiesen und miteinander verzahnt. Vor diesem Hintergrund darf man das eine nicht gegen das andere ausspielen, sondern muss immer das Ganze sehen. Im Vorfeld haben bei Christoph Ammann die Alarmglocken im Zusammenhang mit den roten Booten wohl etwas früh geläutet, denn der Antrieb eines Schiffs und der Umstand, ob es gewerblich oder privat genutzt wird, sind bei diesen Fragen nicht ausschlaggebend. Der Schutz von Uferregionen ist hingegen wichtig. Ich denke dabei auch an verschiedene Vogelarten, an Nistplätze, auf die es zu achten gilt. Die Differenz dieser Punkte führte auch in der EVP-Fraktion zu Diskussionen. Wir kamen zum Schluss, dass wir die Motion ablehnen werden. Mit einem Postulat würde Christoph Ammann allerdings beim einen oder anderen Vertreter unserer Region etwas punkten. Ich habe erwähnt, dass die Symbiose von Ökologie und Wirtschaftlichkeit wichtig ist. Ich sehe interessanterweise auch in diesem Geschäft eine gewisse Symbiose, indem der Vorstoss von Christoph Ammann für das regionale Bedürfnis, dort ein Projekt vermarkten zu können, eine sehr gute Marketingwirkung hatte. Vermutlich wurde dank diesem Vorstoss überaus intensiv über das Projekt gesprochen, und möglicherweise konnte die Marketingwirkung der Politik den schlechten Sommer überbrücken.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Als die Dampflokomotiven aufkamen, erfolgte der Ruf nach einem Verbot, weil die Kühe nichts mehr fressen würden. Ich verstehe einiges von Dampflokomotiven, denn sie waren früher, als ich noch Zeit hatte, eines meiner Hobbys. Am meisten zu denken gab mir bei diesem Vorstoss der erste Satz. Man erkennt ein neues Phänomen und ruft sogleich nach einem Verbot. Das ist symptomatisch für unsere Zeit, geschätzte Damen und Herren. Man ruft sofort nach einem Verbot, «damit der gewerbliche Betrieb verboten werden kann». Nun ist es jedoch so, dass das Jetboot bezüglich Abgasen das sauberste Schiff auf dem gesamten Brienzersee ist. Es hat auch keine Schiffschraube: Es wird also nie jemand durch die Schiffschraube eines Jetboots ums Leben kommen. Leider heisst es «Jetboot». Das kam im Votum einer Grossrätin aus dem Ob- und Nidwalden wunderbar zum Ausdruck. Es heisst zwar «Jetboot», hat aber keine höhere Geschwindigkeit als andere Boote. Das neuste Boot unserer Seepolizei auf dem Thunersee von 2011 ist kein Jetboot, sondern hat einen konventionellen Schiffsschraubenantrieb und verursacht mehr Abgase, mehr Lärm und mehr Wellengang als das Jetboot. Das ist einfach eine Tatsache. Und nun ruft man nach einem Verbot.

Erlauben Sie mir folgende Feststellung: Es ist auch bezeichnend, dass von einer «Gesetzeslücke» gesprochen wird. Jetzt haben wir doch tatsächlich eine Gesetzeslücke! Das ist ja wahnsinnig! Das ist die Haltung von manchen Leuten. Jemand sagte, es sei leider in den Kantonen unterschiedlich geregelt. Dabei ist genau das Binnenschiffahrtsgesetz ein eidgenössisches Gesetz! Es ist eben gerade auf allen Seen gleich! Wenn nun die Regierung dem Grossen Rat das Postulat beantragt, bezieht sich dieses auf den zweiten Abschnitt der Antwort. Ich bitte Sie, die Antwort noch einmal zu lesen. Man könnte beispielsweise prüfen, ob in der Verordnung über den Wildtierschutz etwas Zusätzliches geregelt werden könnte. Aber, meine Damen und Herren, diese Regelung wäre nicht nur für Jetboote gültig, sondern für alle Boote, namentlich weil die anderen Boote mehr Lärm und mehr Wellengang verursachen. Ich appelliere etwas an Ihr Augenmass. Man kann den Vorstoss als Postulat überweisen. In dem Fall kümmert sich die Regierung um die Wildtierschutzverordnung; das ist allenfalls der Handlungsspielraum. Ich möchte keinesfalls den Eindruck erwecken, die Regierung sehe ein eigenes Gesetz für die Binnenschiffahrt im Kanton Bern vor oder vielleicht nur auf dem Brienzersee. Das ist nicht die Idee der Regierung. Ich bitte Sie in dem Sinn, dem Antrag der Regierung zu folgen.

Christoph Amman, Meiringen (PS). Ich danke für die Diskussion und stelle mit einer gewissen Befriedigung fest, dass ich offenbar auch etwas Positives gemacht habe, indem zum Beispiel meine 1.-August-Reden noch Jahre später gelesen werden, oder indem ich mit meinem Vorstoss zum Wirtschaftsförderer mutiert bin. Die Farbe Rot ist mir durchaus sympathisch. Sie können davon ausgehen, dass ich mich da nicht habe beeinflussen lassen. Doch nun werde ich gleich wieder ernst: Worum geht es mir? Herr Polizeidirektor, Ihr Energieanfall hat mich zwar beeindruckt, aber vermutlich haben Sie mir nicht richtig zugehört. Ich gehöre nicht zu denen, die sofort nach einem Verbot schreien, wenn irgendetwas Neues kommt. Ich habe vorhin ausgeführt, dass ich kein sofortiges Verbot will, sondern erwarte, dass sich der Kanton einen Handlungsspielraum gibt «für den Fall, dass», wie es Christoph Grimm, der Vertreter der glp, beschrieben hat. Das will ich. Ich will auch keine Jungunternehmer plagen, die ihre Sache in dem Sinn recht machen, dass sie ein Angebot schaffen, für das eine Nachfrage besteht und bei dem es keine Störungen gibt. Den Handlungsspielraum möchte ich aber in der gleichen Weise, wie es ihn in anderen Kantonen auf kantonaler Ebene ebenfalls gibt, Herr Polizeidirektor. Denken wir an den Bodensee: Dort gibt es eine generelle Geschwindigkeitslimite. Eine solche kennen wir im Kanton Bern nicht; wir brauchen sie nach meinem Dafürhalten im Kanton Bern auch nicht. Was ich damit aber sagen will: Es gibt eine kantonale Hoheit und damit auch den Handlungsspielraum für den Kanton Bern. Nun hat mir Christine Häslar bereits gesagt, was ich machen muss. Ich habe in dem Sinn gar keinen grossen Handlungsspielraum mehr. Sie unterstützt das Postulat und hat dies dem Rat auch schon wärmstens empfohlen. Ich sehe, dass der Rat in dieser Sache nicht mit Vollgas weiterfahren will, dass er jedoch bereit ist, gewisse Anliegen aufzunehmen. Ich wandle deshalb den Vorstoss in ein Postulat und

hoffe, bei denjenigen Fraktionen, die sich so vehement gegen die Motion geäußert haben, nun dennoch die eine oder andere Ja-Stimme zu provozieren, damit wir in einem guten Sinn weiterfahren können.

La présidente. Vous l'avez entendu, la motion a été transformée en postulat. Nous allons donc voter sur un postulat. Ceux qui acceptent ce postulat disent oui, ceux qui le refusent disent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet du postulat

Oui 63

Non 87

Abstentions 2

La présidente. Vous avez refusé ce postulat.

Affaire 2014.RRGR.10117

N° de l'intervention: 092-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 22.03.2014

Déposée par: Bühler (Cortébert, UDC)
(porte-parole)

Cosignataires: 0

Direction: POM

Radars routiers: non au détournement fiscal, oui à la sécurité

Le Conseil-exécutif est chargé de proposer les modifications législatives et/ou comptables visant à ce que les recettes du canton ressortant des amendes d'ordre, des amendes et des peines pécuniaires liées aux contrôles de vitesse sur les routes ne soient plus affectées à la caisse générale du canton, mais restituées sous une forme appropriée et peu bureaucratique au moins une fois par année à la population résidente du canton de Berne dans son ensemble ou à une catégorie à définir de cette dernière.

Développement

Les automobilistes circulant dans le canton de Berne ont constaté que la fréquence des contrôles de vitesse a augmenté de manière exponentielle depuis l'an 2013. Visible-ment, le canton a acquis ou à tout le moins utilise de nombreux appareils de contrôle de vitesse supplémentaires, tels que les remorques semi-mobiles grises qui sont visibles depuis quelque temps au bord des routes et autoroutes.

Vu le contexte financier tendu qui prévalait en 2013 et prévaut encore à ce jour, on ne peut réprimer l'impression que le canton a considérablement augmenté les contrôles afin de remplir les caisses de l'Etat et ainsi assainir le budget sur le dos des automobilistes.

Or, selon les déclarations officielles, les contrôles radar sont destinés à augmenter la sécurité routière. Considérant que les contrôles supplémentaires précités ont lieu très souvent à des endroits dépourvus de tout danger spécifique, le but détourné de ces mesures apparaît tout autre : il devient en l'occurrence presque exclusivement fiscal.

Le but de la présente motion est d'extraire ces recettes du compte général de l'Etat. Les sommes encaissées pourraient dès lors être restituées à la population résidente du canton, par exemple à la manière de la restitution de la taxe CO₂ par le biais des caisses maladie, ou encore aux détenteurs de véhicules routiers, ou à toute autre catégorie à définir de la population.

Avec ce système, l'incitation à détourner les contrôles de vitesse à des fins fiscales disparaîtra. Ainsi, les contrôles de vitesse n'auront plus lieu qu'avec des motivations liées à la sécurité routière.

Réponse du Conseil-exécutif

Les prescriptions relatives au trafic routier et les limitations de vitesse prévues par la loi ont pour but de garantir aux usagers de la route une circulation aussi fluide que possible, tout en limitant au minimum le nombre d'accidents. C'est la raison pour laquelle les limitations doivent être respectées partout et en tout temps – même lorsqu'il n'y a pas de contrôle de police. De plus, il est démontré que l'intensité de tels contrôles joue un rôle essentiel dans le respect des limitations de vitesse.

Or, malheureusement, les usagers de la route ne sont pas tous conscients des règles et des limitations de vitesse en vigueur. Pour les faire respecter, la Police cantonale bernoise (POCA) procède à des contrôles de la circulation et de la vitesse sur l'ensemble du réseau routier public du canton. Elle utilise à cet effet des installations fixes de contrôle de la vitesse et des feux de signalisation, mais déploie aussi des agents ou positionne des radars mobiles pour mesurer la vitesse.

Les communes ayant conclu un contrat sur les ressources avec la POCA en vertu de l'article 12c, alinéa 2 de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1) – 17 à l'heure actuelle – peuvent aussi exploiter elles-mêmes des installations fixes de contrôle de la vitesse et des feux de signalisation (art. 8, al. 3 LPol). Au cours des dernières années, un grand nombre d'entre elles ont en outre fait l'acquisition de radars semi-mobiles complémentaires, qu'elles utilisent de façon autonome tout en percevant les amendes générées. C'est sur l'intérieur des localités qu'elles mettent l'accent dans leurs contrôles, vu les dangers particuliers qui règnent à ces endroits, mais elles ne négligent pas pour autant le reste du réseau routier. Les remorques évoquées dans la motion sont souvent postées par les communes ou à leur demande à l'intérieur des localités, par exemple aux abords d'écoles ou de passages pour piétons ou à d'autres endroits sensibles. Elles servent à protéger l'ensemble des usagers de la route et leur utilisation est tout à fait pertinente, aussi sur des routes à fort trafic. L'inobservation des limitations de vitesse constitue en effet une cause non négligeable d'accidents, éventuellement combinée à d'autres paramètres.

Il convient en outre de souligner que le respect des limitations contribue notablement au maintien de la fluidité du trafic (et à la prévention des bouchons et des accidents qui peuvent en résulter). C'est d'ailleurs pour cette raison que l'on installe de plus en plus de signalisations de vitesse dynamiques sur les autoroutes.

Les recettes générées par les amendes ont un caractère secondaire et ne constituent pas l'objectif principal des contrôles du trafic. Le montant inscrit au budget n'a du reste pas été atteint entre 2010 et 2012. Enfin, on retiendra que nombre de citoyens et de communes se prononcent clairement en faveur de tels contrôles. Les usagers de la route qui se comportent correctement n'ont en effet pas de conséquences financières à redouter.

Pour ce qui est du remboursement des amendes demandé dans la motion, on rappellera que les sommes concernées constituent des sanctions pénales, et non des taxes d'incitation à l'instar de la taxe sur le CO₂. Ne serait-ce que pour cette raison, il ne serait pas sensé de les restituer à la population cantonale (dans son ensemble), puisqu'elles profiteraient aussi aux personnes qui ont commis des infractions. Cela paraît choquant, d'autant qu'il ne serait pas possible de priver ces personnes de remboursement, les procédures d'amende d'ordre étant anonymes.

Enfin, comme les recettes des amendes sont versées dans la caisse générale de l'État, on retiendra qu'elles bénéficient indirectement aux citoyens, qui reçoivent des prestations de la part de l'administration. De plus, le traitement des amendes d'ordre et le prononcé d'amendes dans le cadre de procédures pénales génèrent déjà un certain volume de travail pour le personnel et les infrastructures. Dans ce contexte, la restitution des montants correspondants ne serait pas indiquée.

Pour les raisons qui précèdent, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire n°16, motion de M. Bühler, UDC, Radars routiers: non au détournement fiscal, oui à la sécurité. M. Bühler, vous avez la parole. Vous ne vous êtes pas annoncé.

Manfred Bühler, Cortébert (UDC). En constatant le soutien considérable qui se dessinait à cette motion, j'ai décidé, après mûre réflexion, de la retirer. Je tiens néanmoins à dire deux choses qui sont importantes à mes yeux par rapport à cette problématique. La première est que la réponse du Conseil-exécutif, dans son argumentation, m'a fortement déçu. Le Conseil-exécutif dit non à cette motion, notamment en argumentant que les automobilistes fautifs profiteraient de la rétrocession qui est demandée dans la motion. Dans le même temps, le même Conseil-exécutif se félicite pourtant que les tâches étatiques puissent être, au moins en partie, financées par le produit des amendes. Je constate donc que les automobilistes fautifs profitent, aujourd'hui déjà, d'un financement de tâches étatiques à travers les amendes. Donc finalement, la situation ne changerait pas, aujourd'hui déjà, ces automobilistes fautifs profitent de prestations étatiques. Que cela se fasse par des prestations ou par une rétrocession, comme je le propose, ne changerait

rien. Cette argumentation n'est donc pas du tout convaincante. Le deuxième point que je tiens à relever ne concerne pas la motion directement, mais la réponse à l'interpellation de ma collègue Anne-Caroline Graber, qui a posé quelques questions quant à l'allocation des ressources de la Police cantonale. La réponse à cette interpellation montre des choses importantes, et qui finalement confirment le soupçon que j'avais et qui était à la base de la motion, c'est-à-dire que l'on assainit les finances du canton à travers un supplément de contrôles et d'amendes. Quelle est la réalité des chiffres? Entre 2012 et 2013, les heures de contrôles routiers de la Police cantonale ont augmenté de 15 pour cent, c'est quand même assez considérable, quand on considère qu'il n'y a pas de problème de sécurité routière aigu qui s'est posé dans cette même période, et les recettes – tenez-vous bien – ont augmenté de 30 pour cent, en passant de 29 à 38 millions entre 2012 et 2013. Vous voyez donc que le problème est réel, que le soupçon d'assainissement des finances sur le dos des automobilistes se confirme par des chiffres. Néanmoins, le projet de motion n'étant pas encore tout à fait mûr sous cette forme, comme je l'ai dit, je la retire, mais ne vous inquiétez pas, je reviendrai.

La présidente. Vous l'avez entendu, cette motion a été retirée. Nous changeons donc de Direction et j'accueille le directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Avant de commencer, j'ai deux informations importantes. Tout d'abord, les élections qui étaient prévues jeudi matin se dérouleront mercredi matin, donc demain matin, parce que j'ai toujours l'espoir que jeudi matin nous ne serons plus là. Deuxièmement, comme vous le savez, Mme Simon est absente et que c'est donc M. Rickenbacher qui va la remplacer. Après la Direction de l'économie de M. Rickenbacher, nous passerons tout de suite à la Direction des finances, avant la Direction de la justice, comme cela M. Rickenbacher ne viendra qu'une fois. M. Neuhaus viendra donc tout à la fin.

Affaire 2013.RRGR.1246

Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification)

Annexe 20

Seconde lecture

La présidente. Nous passons donc à l'affaire n°17. Nous avons des modifications sur la loi sur l'aide sociale et nous sommes en deuxième lecture. Je demanderais au porte-parole de la Commission des finances, M. Iseli, de prendre la parole.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), président de la Commission des finances. Wir behandeln die zweite Lesung eines ASP-Geschäfts. Ich bin selbst schuld, dass es so weit kam. In der letzten Session hatte ich jedoch das Gefühl, dass das Geschäft klar in die Kommission zurückgenommen werden muss, wenn es eine substantielle Änderung gibt. Die Kom-

mission tagte am 26. Juni. Es gab folgendes Vorgehen: In der Session hatte Thomas Rufener zwei Anträge betreffend FILAG gestellt. In der Debatte zog er seine Anträge indessen zurück, weil er die eine Lesung nicht gefährden wollte. Danach ging ein Antrag von Ueli Studer (SVP) ein, wonach das Gesetz auf den 1. Januar 2015 in Kraft gesetzt werden soll. Dieser Antrag wurde angenommen. Damit erhielt das Gesetz eine Änderung. Die Anträge von Thomas Rufener wurden in der Vorberatung zur zweiten Lesung in Absprache mit den Parlamentsdiensten angenommen. Er durfte sie in der Kommissionsberatung stellen. In der Kommission selbst wurden die beiden Anträge jedoch abgelehnt und nicht weiterberaten. Somit ist es nicht mehr legitim, seine Anträge in den Rat zu bringen. Man hat sich von der Verwaltung aufzeigen lassen, was es bedeutet, wenn die Inkraftsetzung auf den 1. Januar 2015 erfolgt. Die Kommission hat den Antrag beraten und kam zum Schluss – wie aus dem Vortrag ersichtlich wird –, wieder auf die Variante des Regierungsrats zu wechseln. Uns wurde aufgezeigt, dass es zu Härtefällen bei Sozialhilfeempfängern und EL-Empfängern kommen könnte, wenn sie innerhalb von so kurzer Zeit die Wohnung wechseln müssten, denn günstige Wohnungen gibt es zu wenige. Die Mehrheit der Kommission entschied, das so zu akzeptieren. Somit lautet der gemeinsame Antrag von Regierung und Kommission in der zweiten Lesung: Inkraftsetzung auf den 1. Januar 2016, wie es ursprünglich der Fall war. Soweit die Berichterstattung aus der Kommission. Ich bin gespannt auf die Debatte.

Délibération par article

I. et II.

Adoptés

III.

Proposition UDC (Studer, Niederscherli)

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Manchmal kann man aus einer Maus einen Elefanten machen. Und das könnte man bei diesem Geschäft vielleicht denken. Sie erinnern sich alle, dass wir in der Junisession mit 76 gegen 72 Stimmen beschlossen haben, das Gesetz auf den 1. Januar 2015 umzusetzen. Nun sind wir in der zweiten Lesung, das muss man akzeptieren, das ist so: Der Entscheid wurde rückgängig gemacht. Man will das Gesetz wieder auf den 1. Januar 2016 in Kraft setzen. Das kann ich durchaus nachvollziehen, das ist alles demokratisch. Dennoch verursacht dies bei mir einzelne Fragezeichen. Wenn eine Mehrheit des Rats beschliesst, das Gesetz auf den 1. Januar 2015 umzusetzen, bin ich der Meinung, dass die Regierung und die Kommission das zur Kenntnis zu nehmen haben und vielleicht eine paar Ideen entwickeln, wenn sie davon ausgehen, dass dies für die Betroffenen, aber auch für die Angestellten zu Härtefällen führen könnte. Ich erwarte, dass man Ideen hat. Zudem gibt es für Härtefälle immer auch Übergangsfristen. Aber: bei Weitem nichts. Nur eine ganz dünne Vorlage. Man hat sich also nicht einmal überlegt, ob man eine Übergangsfrist festlegen könnte, damit die Motion,

die im Juni 2015 erfüllt werden muss, tatsächlich erfüllt werden könnte. Nein, man hat keine gescheiterten Ideen entwickelt. Das finde ich sehr schade. Ich finde es auch schade, dass sich die Kommission das ebenfalls nicht überlegt hat und nicht gesagt hat, die Mehrheit des Rats habe 2015 gewollt. Es könnte ja auch Mitte 2015 sein – keine Ideen.

Herr Regierungsrat, ich kann mich gut erinnern, dass Sie in Ihrem Votum sagten: «Husch, husch will Herr Studer immer alles.» «Husch, husch»: Ich hätte erwartet, dass Sie «husch, husch» ein paar Ideen entwickeln und uns hier eine Übergangslösung vorschlagen würden, aber: nichts. Also bleibt mir gar nichts anderes übrig, als den Antrag noch einmal zu stellen und noch einmal zu schauen, wie das Parlament darüber abstimmt. Ich bitte diejenigen, die mich im Juni unterstützt hatten, das heute noch einmal zu tun. Und dann wird man es halt «husch, husch» machen müssen, weil man keine anderen Ideen hatte. Ich versuche den Antrag durchzubringen. Sollte es nicht möglich sein, gibt es immer noch meine Motion, die umgesetzt werden muss. Ich bin sehr gespannt, wann man denn das machen will.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Es handelt sich grundsätzlich, wie Ueli Studer vorhin ausgeführt hat, tatsächlich um eine beschlossene Angelegenheit. Ich kann deshalb an seine Worte anknüpfen. Auch uns ist bewusst, dass es bei der Umsetzung in der Tat Schwierigkeiten geben wird und dass sich wohl nicht alle auf den 1. Januar 2015 werden organisieren können. Wir gehen jedoch davon aus, dass dann das Sozialamt einspringen wird. Die Leute werden nicht in ein Loch fallen. Die Einsparungen, die eigentlich vorgesehen wären, werden vermutlich entsprechend geringer ausfallen. Dennoch bleibt der Druck vorhanden, und viele werden sich vorher organisieren müssen. Deshalb sind wir für die Inkraftsetzung am 1. Januar 2015 und nicht 2016. Wir hätten auch einer Lösung Mitte Jahr zustimmen können, wie Ueli Studer vorhin ausgeführt hat. Eine solche steht im Moment allerdings nicht zur Diskussion.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Gemäss dem Antrag von Herrn Studer wird diese Frage nun noch einmal diskutiert. Das ist sein gutes Recht. Es ist aber auch das gute Recht der vorberatenden Kommission, zu begründen, warum sie dem ursprünglichen Antrag der Regierung folgen will. Das hat der Kommissionspräsident vorhin ausgeführt. Ich erinnere daran, liebe Kolleginnen und Kollegen, dass die Inkraftsetzung der Änderung des Gesetzes über die öffentliche Sozialhilfe vom Regierungsrat auf den 1. Januar 2016 beantragt worden war. Auch das Sparvolumen, das damals kalkuliert wurde, geht von diesem Rahmen aus. Was wir jetzt machen und was in der letzten Session die Mehrheit des Grossen Rats beschlossen hat, ist eine schnellere Inkraftsetzung.

Zwei Argumente sprechen aus Sicht der grünen Fraktion dafür, bei der ursprünglichen Version zu bleiben, die wir letztes Mal auch unterstützt hatten. Wir wurden darüber informiert, dass für viele Leute die Fristen zu kurz sind. Man kann zwar sagen, man könne Übergangsregelungen treffen und könne das aus anderen Kässeli zahlen, aber es ist immer dieselbe Staatskasse. Von daher ist es wichtig, hier einen guten Übergang zu machen. Betroffen sind insgesamt rund 1000 Personen: häufig ältere Menschen,

solche, die eine Ablösung in eine andere Finanzierung benötigen. Das kann man nicht von einem Tag auf den andern machen. Die Ausführungen der zuständigen Direktion liessen uns zum Schluss kommen, dass es sachlich und fachlich nicht richtig wäre, hier Härtefälle zu produzieren. Von daher unterstützt die grüne Fraktion das ursprüngliche Vorgehen der Regierung, die Inkraftsetzung auf den 1. Januar 2016. Wenn die vorberatende Kommission, die doch bürgerlich dominiert ist, zum selben Schluss kommt, ist das sicher ein Argument dafür, dass dies sachlich der richtige Weg ist.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Wir sprechen hier nur noch über den Einführungszeitpunkt einer ASP-Massnahme, die auch seitens der EVP befürwortet worden war. Die Massnahme war aber von Anfang an mit Wirkung ab 2016 vorgesehen. Erst im Laufe der Verfahren wollte man das auf 2015 ändern. Die Frist wurde für nötig erachtet, um den Betroffenen und auch den Gemeinden die nötige Zeit für die Reorganisation zu geben. Für die EVP gibt es zwei Gründe, weshalb sie an der Frist von 2016 festhalten will. Erstens ist es zu kurzfristig und nicht redlich, wenn wir nun innert drei Monaten eine Umsetzung verlangen wollen. Zweitens – und das scheint uns fast wichtiger – entfaltet die Sparmassnahme, die wir damit anpeilten, ihre Wirkung nur, wenn wir genügend Zeit geben, um Alternativen in der persönlichen Situation zu suchen. Wenn diese Zeit nicht vorhanden ist, passiert genau das, was vorhin bereits angesprochen wurde: Es kommt zu einer Verschiebung von einem Kässeli ins andere, sprich in die Sozialhilfe. Damit wird genau die Sparmassnahme, die wir eigentlich anpeilten, nicht erreicht. Es gibt also für die EVP keine Gründe, diese Massnahme bereits 2015 in Kraft zu setzen. Vielmehr soll sie, wie ursprünglich vorgesehen, auf dem normalen Weg 2016 in Kraft treten. Deshalb lehnen wir den Antrag Studer (SVP) ab.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Es ist richtig, dass im Juni eine knappe Mehrheit des Rats die Inkraftsetzung auf den 1. Januar 2015 beschlossen hat. Doch nun sind wieder drei Monate vergangen, und damit wird die Zeit noch knapper. Da die BDP bekanntlich eine Partei ist, die das Machbare vor das Wünschbare stellt, sind wir ebenfalls der Meinung, dass es nicht machbar ist, in diesen drei Monaten etwas zu machen, das nicht realistisch ist. Deshalb schliessen wir uns der Meinung der Kommission an und sind einstimmig für Einführung auf den 1. Januar 2016.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Es wurde gesagt, man habe den Startschuss quasi erst im Juni vernommen und nun mit der zweiten Lesung sei alles viel zu kurz. So ist es einfach nicht, es tut mir leid. Der Startschuss war vor eineinhalb Jahren mit der Annahme der Motion Studer erfolgt. Man kann natürlich jetzt schon sagen, die Frist sei zu kurz. Das ist doch klar, wenn man immer wieder zuwartet und die Motion Studer nicht zum Anlass nimmt, um entsprechende Massnahmen in einem zeitlichen Umfang einzuleiten, den man erwarten darf. Sie werden sich kaum wundern, dass ich seitens der SVP nichts Neues sagen kann: Die SVP wird einstimmig den 1. Januar 2015 unterstützen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Ich habe es bereits gestern gesagt: Die glp mag keine Schnellschüsse, die nicht diskutiert werden können und in der Kommission sauber abgeklärt wurden. Beim letzten Mal stimmten wir dem Antrag Studer zu. Dies nicht zuletzt auch aufgrund meiner Erfahrung aus der Praxis, wonach es sehr wohl möglich sein müsste. Ich war froh, dass der Präsident der Finanzkommission das Geschäft zurücknahm und die Kommission es noch einmal beraten hat. Das ist aus meiner Sicht sauberes Arbeiten. Wenn heute die Finanzkommission zum Entscheid kommt, dass es nicht geht, dann habe ich vielleicht eine andere Meinung. Ich beuge mich jedoch der Meinung der Finanzkommission. Wenn wir beginnen, die Qualität und die Arbeit von Kommissionen zu hinterfragen, dann haben wir im Rat einen schwierigen Stand. Ich hätte mich sehr gut mit einem Antrag auf Mitte Jahr anfreunden könne; ein solcher liegt indessen nicht vor. Für mich wäre das ein klarer Auftrag gewesen – auch als Feedback an die Finanzkommission –, der hätte diskutiert werden müssen. In Anbetracht dessen, dass er aber nicht vorliegt, sind wir nicht bereit, erneut einen Schwenker zu machen, sondern gehen nach dem Motto «Schwamm drüber» vor: In der Finanzkommission war das Thema entsprechend diskutiert worden, und man präsentierte uns ein sinnvolles Resultat. Daran halten wir uns. Die glp wird dem Antrag ganz klar zustimmen.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Einen grossen Teil der Zuschüsse nach Dekret machen die hohen Mietzinse von Menschen mit Ergänzungsleistungen aus. Das Budget der Ergänzungsleistungen sieht für Einzelpersonenhaushalte maximal 1100 Franken sowie für Paare und Familien 1250 Franken vor. Diese Beträge reichen jedoch für die Mieten in den Städten nicht aus. Insbesondere die EL-Beiträge für Familien sind für eine Wohnung in der Stadt sehr niedrig. Deshalb wurden auf nationaler Ebene verschiedene Vorstösse für eine Erhöhung dieser Beiträge eingereicht. Der Bundesrat hat sich mit dem Thema befasst und hat einen Vorschlag für eine Gesetzesänderung in die Vernehmlassung geschickt. Er möchte die Mietzinsbeiträge für EL-Bezügerinnen und -Bezüger erhöhen. Der Bundesrat möchte die angepassten Mietzinsbeiträge ab 1. Januar 2016 in Kraft setzen. Deshalb sind viele EL-Bezügerinnen und -Bezüger bis Ende 2015 auf den Zuschuss nach Dekret angewiesen. Wir brauchen das ZuD daher mindestens bis Ende 2015 und hoffen, dass der Bundesrat die angepassten Mietzinsbeiträge wie vorgesehen am 1. Januar 2016 in Kraft setzt. Daher bitte ich den Rat, dem Antrag des Regierungsrats und der Kommission zuzustimmen und den SVP-Antrag abzulehnen.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist es ganz klar, dass wir den Termin 1. Januar 2016 wollen. Das haben wir schon immer verlangt. Nun wird es erst recht knapp: Wir haben bereits September. Die betroffenen Gemeinden beziehungsweise die betroffenen Menschen müssten sich nun innerhalb von kürzester Zeit – man kann auch sagen, sie wüssten es schon lange – umstellen. Sehr viele Leute müssten für die Gelder, die wegfallen, neue Finanzierungsquellen suchen. Zwar sind aus eurer Sicht «nur» 1000 Personen betroffen. Aus unserer

Sicht sind das genug. Zudem sind es oft Personen in heiklen, prekären Situationen. Es handelt sich um verletzte Personen, die von dieser Massnahme betroffen sind. Deshalb sind wir klar der Meinung, dass diese Massnahme nicht vor dem 1. Januar 2016 umgesetzt werden kann. Wir bitten den Rat, den SVP-Antrag abzulehnen.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Nous parlons bien sûr aujourd'hui de l'abrogation du décret concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste. Comme il a été rappelé, et la plupart des éléments que je vais dire ont déjà été dits, il s'agit d'une mesure EOS, qui faisait partie d'un groupe de décisions à prendre au mois de juin, représenté par la Commission des finances accompagnée par les différents directeurs concernés par les sujets. C'est la seule mesure qui fait l'objet d'une deuxième lecture. D'un point de vue formel, si l'on regarde ça, on voit très bien que ce qui a été mis en place pour l'aspect juridique arrive maintenant et que, ainsi que je l'ai affirmé au mois de juin, M. Studer, j'ai été étonné de la précipitation dans laquelle vous vouliez avancer avec cette mesure, eu égard à la proportionnalité de la dureté de cette mesure pour certaines personnes. Je me rappelle que, précédant les discussions politiques au Grand Conseil, des structures telles que Pro Infirmis ou Pro Senectute étaient inquiètes des conséquences que cela pouvait avoir. Nous devons aussi respecter nos partenaires qui sont toutes les communes du canton, qui doivent mettre en œuvre de telles mesures, qui concernent mille personnes, des familles avec des enfants – c'était cela que je critiquais par rapport à la précipitation. Il est certain que si cette mesure est acceptée selon la proposition de la Commission – et je remercie la Commission pour la proposition qu'elle fait – à partir du 1^{er} janvier 2015 les services sociaux ne vont pas accorder de nouvelles allocations. Cela va être gentiment bloqué, cela va être une mesure qui va s'éteindre l'année prochaine pour s'assurer que la mesure soit complètement effective à partir du 1^{er} janvier 2016. Je rends le parlement attentif à certains cas de rigueur qui pourraient arriver si la mesure était faite trop rapidement et c'est pourquoi je propose encore une fois de suivre la proposition de la Commission et du gouvernement.

La présidente. Est-ce que le rapporteur de la Commission veut prendre la parole? – Non, ce n'est pas le cas. Est-ce que l'auteur de la proposition, M. Studer, aimerait reprendre la parole? – Alors c'est à vous.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Die Situation hat sich seit dem Juni halt ein bisschen verändert. Ich sehe das. Es kann durchaus sein, dass dieser Antrag heute nicht durchkommt. Ich möchte einfach noch anfügen, dass es wahrscheinlich um 1000 Personen geht. Wenn man nun meint, wir hätten vor diesen 1000 Personen keinen Respekt oder könnten deren Bedürfnisse nicht nachvollziehen, wäre das ein Trugschluss. Wir können durchaus nachvollziehen, dass es Leute gibt, die unterstützt werden müssen. Es gibt verschiedenste Institutionen, die sie unterstützen können. Ich möchte Philippe Perrenoud, dem Regierungsrat, aber auch den Kommissionen als Gesamtes Folgendes noch einmal mit auf den Weg geben: Wenn man schon erneut darüber

diskutiert und zu einem anderen Schluss kommt, könnte man eben auch Übergangsfristen diskutieren. Ich wäre durchaus bereit gewesen, eine Frist bis Mitte Juni 2015 ins Auge zu fassen. Ich finde, man hat keine Ideen und man will gar keine Ideen entwickeln. Ich wiederhole: Meine Motion muss bis im Juni 2015 umgesetzt sein. Das heisst, man hat ein halbes Jahr länger Zeit. Würde man heute zustimmen, hätte man ein halbes Jahr weniger Zeit. Hätte man indessen Ideen entwickelt, wäre man genau auf der Erfüllung der Motion gewesen und hätte eine saubere Sache gehabt. Ich überlasse es Ihnen, werte Kolleginnen und Kollegen, wie Sie abstimmen wollen: Das kann jeder selber machen. Wir werden sehen. Schliesslich wäre die Folge daraus, dass man etwas härter dreinfahren müsste.

La présidente. Nous allons procéder au vote. Ceux qui veulent accepter la proposition UDC, c'est-à-dire une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015, votent oui, ceux qui désirent adopter la proposition du Conseil-exécutif et de la Commission des finances, c'est-à-dire une entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, disent non.

Vote (proposition UDC)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	67
Non	79
Abstentions	3

La présidente. Vous avez accepté la proposition de la Commission des finances et du Conseil-exécutif, c'est-à-dire une entrée en vigueur en 2016. Nous continuons.

Titre et préambule

Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente. Nous passons donc au vote final. Ceux qui acceptent cette modification de loi disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote final (2^e lecture)

Décision du Grand Conseil:

Approbation	
Oui	109
Non	30
Abstentions	6

La présidente. Vous avez accepté ces modifications.

Affaire 2014.GEF.23

Autonomisation des institutions psychiatriques cantonales : projet et crédit d'engagement pluriannuel

Annexe 19

Propositions de la CSoc (Mühlheim, Berne)

Le projet d'arrêté du Grand Conseil est complété comme suit :

1. Le mandat (avec les précisions nécessaires concernant les buts, le calendrier et les étapes ainsi que l'organisation) est soumis à la CSoc à la fin 2014 au plus tard.
2. Le mandat énonce notamment des conditions générales précises et vérifiables basées sur la planification des soins (ambulatoire plutôt que hospitalier, proximité entre la psychiatrie et les soins somatiques, régionalisation et proximité des communes aux infrastructures hospitalières) et des prévisions sur les coûts qui en résulteront pour les établissements autonomisés, notamment en ce qui concerne les locaux et la caisse de pension.
3. L'association des partenaires de la collaboration au projet général à un stade précoce doit être assurée, notamment celle des partenaires du système de soins somatiques.
4. Au moment des étapes définies dans le mandat du projet, la CSoc est consultée sur l'avancement du projet.
5. Avant le lancement de la phase B, et avant la fin 2015, les résultats de la phase A sont soumis à la CSoc. Ils feront notamment état de prévisions concernant les capacités prévues dans les régions.

Proposition Burkhalter, Rümli (PS)

Rejet du crédit.

La présidente. Nous continuons avec l'affaire n°18, Automatisation des institutions psychiatriques cantonales. Il s'agit d'une demande de crédit soumis au référendum financier facultatif et nous sommes en débat réduit. Mme Mühlheim, porte-parole de la Commission de la santé et des affaires sociales (CSsoc), a la parole.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), rapporteuse de la commission. In Anbetracht dessen, dass wir eine begrenzte Debatte führen, werde ich versuchen, mich kurz zu fassen. Ich darf etwas mehr als 2 Minuten sprechen. Das Geschäft könnte man mit «Was lange währt, wird hoffentlich endlich gut» betiteln. Die Auslagerung der Psychiatrie ist kein neues Geschäft. Zum ersten Mal wurde 2007 im Zusammenhang mit der Motion von Franziska Fritschy-Gerber diskutiert, dass es sinnvoll wäre, die Psychiatrie zukunftsgerichtet in eine andere Struktur zu überführen. 2011 folgte der entsprechende Bericht zur Motion. Dort sprach sich der Grosse Rat deutlich gegen den Antrag der Regierung und für die Ausgliederung der Psychiatrie aus. Nicht zuletzt erkannte man schon damals, dass die finanziellen Aspekte, insbesondere auch die Frage, in welcher Form man die Liegenschaft mitgeben wolle, eine Knacknuss ist, die wir in Zukunft noch werden bewältigen müssen. Im Jahr 2013 wurden in der Schlussabstimmung zum Spitalversorgungsgesetz indessen klare Zeichen gesetzt. Der Artikel wurde klar definiert. Man diskutierte noch, ob diese Ausgliederung analog den anderen Spitälern in eine AG oder in eine öffentlich-rechtliche Gesellschaft überführt werden soll. Die Mehrheit des Rats sprach sich klar für eine AG analog den somatischen Spitälern aus.

Nun stehen wir vor der konkreten Umsetzung. Diese Umsetzung weist jedoch etwas sehr Spezielles auf: Wer schon länger im Rat ist, weiss, dass normalerweise zuerst ein Bericht kommt, anhand dessen man die Strategie der GEF vertieft anschauen kann, und dass danach ein klarer Auftrag und ein klarer Projektierungskredit für die Umsetzung folgen. Das wurde so gemacht, als es darum ging, das Spital Netz Bern mit der Insel zusammenzuführen. Das hat sich aus meiner Sicht auch bewährt. Dieses Geschäft ist jedoch speziell, weil das Vorprojekt im eigentlichen Sinn und das Hauptprojekt in einem einzigen Kredit von 2,95 Mio. Franken zusammengefasst sind. Das haben wir zu akzeptieren. Die Vorgaben, welche die GSok dem Rat beantragt, sind denn auch in diesem Licht zu sehen.

Die GSok hat dem Geschäft klar ihr Vertrauen ausgesprochen. Das zeigt aber, dass dieses Geschäft eigentlich gewisse Schwierigkeiten hat. Es ist sehr sinnvoll, dass die GEF uns beantragt, eine regionale Psychiatrieauslagerung vorzunehmen: Nicht ein grosser Block, sondern drei ausgegliederte Kliniken gemäss den unterschiedlichen Bedingungen sowohl im Jura, in Bern und im Mittelland sollen die Zukunft sein. Insbesondere in der Projektphase A lehnt sich die Strategie an die Versorgungsplanung an. Dort hat der Rat zum letzten Mal 2011 eine enge, verbindliche und vermehrte Zusammenarbeit zwischen Psychiatrie und somatischen Spitälern beschlossen. Bisher haben die somatischen Spitäler selbst Psychiatriebetten aufgebaut. In einem weiteren Schritt geht es nun darum, nicht nur einen einseitigen Aufbau von neuen Betten zu betreiben, sondern darum, dass diese Kliniken mit ihren somatischen Partnern in eine enge, verbindliche Zusammenarbeit eintreten sollen. Ein grosser Teil von uns geht aus verschiedenen Gründen davon aus, dass es nicht um eine Fusion handeln wird. In welcher Form diese Zusammenarbeit jedoch stattfinden soll, soll in der Projektphase A genauer geprüft werden. Wenn man jetzt schon weiss, dass die drei Kliniken sicher nicht dieselbe Form haben werden, wird man allen drei Regionen eine eigene Projektleitung zur Verfügung stellen, die gemeinsam mit der Region und mit den somatischen Spitälern die Frage der Zusammenarbeit klärt.

Das Projekt weist zwei Phasen auf: eine erste mit 1,7 Mio. Franken für eine vertiefte Analyse der Strategie. Dort geht es darum, die Stossrichtung der Versorgungsplanung umzusetzen: Rückbau der stationären Plätze versus Ausbau der ambulanten Plätze steht in der Strategie, ausserdem die Integration von Psychiatrie und Somatik und nicht zuletzt, dass auch eine enge, verbindliche Zusammenarbeit der Kliniken mit ihren somatischen Spitälern aufgebaut werden soll. Die zweite Projektphase hat indessen «Fleisch am Knochen»: Dort geht es um die grossen Knacknüsse, nämlich um die Liegenschaften, die gemäss Vorschlag in Form von Miete den neuen, ausgelagerten Betrieben mitgegeben werden sollen. Man muss die Ressourcen anschauen, welche die neuen Konglomerate haben, zudem Liegenschaften, Personal und IT. Man muss all die konkreten Massnahmen ja nach regionaler Gesamtstrategie prüfen und umsetzen. Das Geschäft birgt finanzielle Risiken. Es ist jedoch ein zukunftsgerichtetes Geschäft, weil wir mit grosser Wahrscheinlichkeit sagen können, dass die jetzt bestehenden Psychiatrien mit der Einführung der neuen Fallpauschale in der Psychiatrie auf

2017 sonst eine schlechte Ausgangslage hätten. Es ist eine zukunftsgerichtete Vorlage, und deshalb hat sich die ganze Kommission trotz verschiedener Vorbehalte hinter die Vorlage gestellt.

Ich komme zu den fünf Anträgen der GSoK. Ich habe einmal salopp der Presse gegenüber gesagt, Vertrauen sei gut, aber Kontrolle sei besser. Die fünf Anträge, die hier vorliegen, wurden von der Kommission fast einstimmig angenommen, denn wir sind überzeugt, dass wir zum jetzigen Zeitpunkt gewisse vertiefte Abklärungen und damit die entsprechenden Antworten noch nicht haben. Aus diesem Grund und weil es uns wichtig ist, diese Punkte zu klären, präsentieren wir dem Rat folgende Vorgaben: Zu Punkt eins: Das Wesentliche, damit das Projekt gut aufgegleist wird und gut vorankommt, ist der Projektauftrag. Er lag noch nicht vor, ist aber das A und O für den weiteren Verlauf. Deshalb muss er bis Ende 2014 vorliegen. Wir haben ein sehr ambitiöses Zeitmanagement. Wir gehen davon aus, dass es der GSoK vorgelegt wird. Projektauftrag ist aber nicht gleich Projektauftrag: Wir wollen darin klare, verbindliche, präzise und überprüfbare Rahmenvorgaben, die sich auf die Versorgungsplanung abstützen. Zu Punkt drei: Wir stellten fest, dass es Sitzungen mit den drei Psychiatriekliniken gab, die im Übrigen alle vorbehaltlos diese Art der Ausgliederung unterstützen. Wir stellten jedoch ebenfalls fest, dass die GEF bisher keinen offiziellen Kontakt mit den somatischen Spitälern hatte. Aus diesem Grund verlangen wir einen verbindlichen, klaren Auftrag, damit dies baldmöglichst geschieht. Zu Punkt vier: Das Geschäft dauert lange. Es gibt, wie gesagt, verschiedene Fragestellungen. Aus diesem Grund will die GSoK bezüglich der Meilensteine nicht nur informiert, sondern konsultiert werden. Es ist klar, dass wir uns nicht auf die operative Ebene begeben werden. Ebenso klar ist indessen, dass wir über die Konsultation Einfluss nehmen können wollen, wenn wir den Eindruck haben, das Geschäft laufe nicht so, wie es aufgegleist und uns versprochen wurde. Die stärkste Form wäre dabei eine Kommissionsmotion. Wir gehen heute aber davon aus, dass dies nicht nötig sein wird. Zu Punkt fünf: Weil dieses Geschäft speziell daherkommt und wir erst nach einer Phase A sehen werden, was in der Umsetzung genau geplant ist, erwarten wir von der GEF, dass sie die Projektphase A in Form eines kleinen Berichts auch der GSoK zur Verfügung stellt. Dort müssen nicht zuletzt auch klare Aussagen zu den in den Regionen geplanten Kapazitäten gemacht werden. Nach dem Bericht ist auch der GEF klar, dass in dem Sinn in den Regionen eigentlich eine Angebotsvereinigung stattfinden muss, weil sich mit der neuen Art des Zusammenschlusses auch neue Möglichkeiten und Synergien ergeben. Ich komme zum Schluss: Das Geschäft wurde mit 16 gegen 1 Stimme von der GSoK verabschiedet. So beantragen wir es dem Rat. Uns war Folgendes wichtig: Wir betrachten dieses Geschäft als Nagelprobe und als neuen Pilot: Es soll in Zukunft gewissermassen die Verbindlichkeit und die Zusammenarbeit zwischen GSoK und GEF postulieren. An diesem Geschäft wird sich zeigen, wie unsere Kommission arbeitet und mit welcher Verbindlichkeit wir mit der GEF zusammenarbeiten können. Wir sind überzeugt, dass es gut kommt, und danken der GEF jetzt schon, dass sie bereit war, alle Anträge der GSoK vorbehaltlos zu übernehmen.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Als Angestelltenvertreter teile ich die Euphorie meiner Vorrednerin überhaupt nicht. Ich verstehe auch nicht, weshalb die GSoK so blindlings auf dieses Geschäft eingetreten ist. Wir erachten die Ausgliederung der Psychiatrie nach wie vor als Fehlkonzeption. Wir sind nicht überzeugt, dass dies im Somatikbereich ein Erfolgsrezept war. Wir sind sicher, dass das Geschäft mehr Nachteile hat als Vorteile. Die Psychiatrie wird durch diese Ausgliederung weder billiger noch besser werden. Vielmehr wird sie teurer werden. Ich bin auch enttäuscht, dass die GSoK offensichtlich die drei Direktoren angehört hat, aber nicht das Personal. Es geht um 2200 Stellen. Ich kann Ihnen versichern, dass 99 Prozent dieser Leute gegen die Ausgliederung sind. Sie wollen beim Kanton bleiben. Sie werden keine bessere Welt erleben, indem man die ganze Sache ausgliedert. Es ist auch klar, dass bei einer Ausgliederung, einer Privatisierung stets dasselbe passiert: Die Löhne der Kader steigen und die Löhne der Basis sinken. Deshalb verstehe ich nicht, dass die Kommission das Geschäft fast einstimmig unterstützt. Ich bitte den Rat, den Kredit abzulehnen – nicht weil ich gegen das Geschäft wäre, sondern weil ich gegen die Ausgliederung der Psychiatrie bin. Ich kann diesem Geschäft nicht zustimmen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl), rapporteuse de la commission. Ich nehme noch kurz zum Antrag Stellung. Wir haben ihn nicht in dieser Art diskutiert, sondern haben ihn als Fragestellung, ob man den Kredit mit dieser Argumentation überhaupt zurückweisen könne, nur indirekt überflogen. Es zeugt von einem speziellen Demokratieverständnis, wenn man versucht, ein Geschäft, bei dem der Grosse Rat der Ausgliederung dreimal mit einem klaren Ja zugestimmt hat, über eine Kreditablehnung rückgängig zu machen. Wenn man nicht will, dass die Psychiatrie ausgegliedert wird, muss man eine Motion einreichen und Artikel 138 SpVG rückgängig machen. Wir hatten einen klaren Auftrag, der umgesetzt werden musste. Von daher ist es ein Umsetzungskredit. Ich bitte den Rat seitens der GSoK, den Antrag Burkhalter abzulehnen.

Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Die Grünen waren schon vor eineinhalb Jahren bei der Beratung zu den Änderungen des Spitalversorgungsgesetzes gegen die Verselbstständigung der psychiatrischen Dienste. Bereits damals wiesen wir darauf hin, dass sich der Grosse Rat immer wieder beklagt, es gebe zu wenige Steuerungsmöglichkeiten gegenüber der Spitallandschaft. Wir waren damals und sind heute überzeugt, dass die öffentlich-rechtlichen Anstalten alle Voraussetzungen aufweisen, um ihre Leistungen in der Psychiatrie zu erbringen. Wir sind zudem nach wie vor überzeugt, dass sie gegenüber einer Verselbstständigung bedeutende Vorteile haben. Einer der wichtigsten Punkte ist der personalrechtliche Aspekt. Es ist unbestritten, dass öffentlich-rechtliche Anstellungsverhältnisse für das Personal wesentlich mehr Sicherheit bieten, als dies in den privatrechtlichen Arbeitsverhältnissen der Fall ist. Der Grosse Rat hat damals entschieden, und deshalb müssen die Grünen heute etwas unterstützen, das ihnen gegen den Strich geht. Dennoch arbeiten wir mit. Ob die Verselbstständigung zu den gewünschten Kostenreduktionen führen wird, wird die Zukunft zeigen. Im Projektablauf

sollte nicht vergessen gehen, dass bei dieser Verselbstständigung primär die Menschen im Vordergrund stehen sollten. Der Mensch muss im Mittelpunkt bleiben: sowohl die Patientinnen und Patienten wie auch das Personal.

Die Mehrheit der grünen Fraktion beisst heute also in diesen sauren Apfel. Wir behalten uns aber vor, nach Abschluss der Phase B, wenn der Kreditantrag für die Ausstattung der selbstständigen Institutionen mit dem nötigen Eigenkapital in den Rat kommt und die Gesamtschau und die Auswirkungen bekannt sind, allenfalls diesen künftigen Kreditantrag abzulehnen. (*La présidente demande à l'oratrice de conclure.*) Heute sagen die Fraktionsmitglieder Ja zum Kredit und zu den Anträgen der GSoK.

La présidente. Je vous rappelle que nous sommes en débat réduit.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Ich betone es bewusst noch einmal: Sieben Jahre hat es gedauert. Vor sieben Jahren hat die FDP mit der Motion «Liberale Lösungen für den Kanton Bern – der Kanton führt keine Institutionen der Psychiatrieversorgung» das Ganze ins Rollen gebracht. Die FDP ist jetzt natürlich zufrieden – nicht weil es so lange gedauert hat, sondern dass es nun endlich zur Umsetzung kommt. Die Zeitachse ist jetzt sicher sportlich, aber das gibt den nötigen Druck. Man hätte auch früher beginnen können. Umso rascher müssen nun die Details des Projektauftrags gemäss Abänderungsantrag GSoK vorgelegt werden, damit man zügig starten kann. Die einzelnen Institutionen wollen das bekanntlich, und das ist sehr positiv. Sie sind bereit für die Umsetzung. Die FDP wird dem Kreditgeschäft zustimmen und natürlich auch sämtlichen Anträgen der GSoK.

Ich möchte noch auf zwei Punkte hinweisen: Den regionalen Patientenpfaden und Versorgungsketten muss man stark Rechnung tragen. Der Patient soll auch künftig – aber immer mehr – regional, also möglichst nahe beim Wohnort, versorgt werden können. Die strategische Ausgliederung entlang den Spitalversorgungsregionen ist daher genau der richtige Weg. Und zur Trennung von Psychiatrie und Akut-somatik: Dabei handelt sich wirklich um etwas Geschichtliches, denn im Alltag ist die Somatik sehr nahe bei der Psychiatrie. Zudem bitte ich alle, die am Geschäft beteiligt sind, künftig nicht mehr von «Betten» und «Behandlungsplätzen» zu sprechen, sondern von «Anzahl Fälle». Das ganze Tarifwesen, das kommen wird, wird nämlich die Anzahl Betten, die man braucht, automatisch regeln. Also zukünftig bitte nur noch von «Fällen» sprechen. Die neue Abgeltungspauschale wird die Bettenzahlen und die Strukturen in den Häusern automatisch regeln. Der Markt wird dafür sorgen. Die Akut-somatik hat gezeigt, dass dies gut funktioniert. Wir müssen dafür sorgen, dass das Versorgungsmodell weiterhin abgestuft sein wird. Man muss nicht überall alles machen. Das Hochspezialisierte wird vorzugsweise an einem Ort konzentriert. Ich bitte den Rat, diesem Geschäft zuzustimmen. Es handelt sich um eine gesetzliche Vorgabe. Wir haben den Auftrag, sie umzusetzen.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Das Geschäft der Verselbstständigung der kantonalen Psychiatrischen Dienste steht heute aus verschiedenen Gründen an.

Erstens ist es schon lange ein Thema, wie wir gehört haben: 2006 wurde es als Motion eingereicht, 2007 im Rat behandelt und über die Jahre hinweg immer mal wieder verstärkt über eine andere Motion aufgenommen. Zweitens ist es sozusagen beschlossene Sache. Mit dem Spitalversorgungsgesetz haben wir einen verbindlichen Rahmen geschaffen und haben diese Verselbstständigung bis zum 1. Januar 2017 festgelegt. Die EVP-Fraktion steht hinter dem Gedanken der Verselbstständigung. Wir wurden ermutigt durch die Aussagen der Experten, sprich der drei Direktoren der betroffenen Kliniken, die alle diesem Weg positiv und sehr engagiert gegenüberstehen. Es gibt indessen auch ein Aber. In gewisser Weise sind wir auch skeptisch. Wir haben trotz allem ein seltsames Bauchgefühl. Die ersten negativen Auswirkungen der totalen Verselbstständigung im akutsomatischen Bereich haben wir erlebt und erleben sie auch in dieser Session, inklusive der zum Teil verzweifelten Versuche, die verlorene politische Einflussmöglichkeit wiederherzustellen. Aber eben, es ist nun einmal beschlossene Sache. Wir haben es schon einige Male gehört.

Die EVP-Fraktion will nun einen Beitrag leisten, um gute Rahmenbedingungen zu schaffen, damit unsere drei Betriebe gesund und stark in die Selbstständigkeit entlassen werden können. Wir favorisieren den eingeschlagenen Weg mit der strategischen Ausgliederung. Das ist immerhin die Grundlage der Versorgungsplanung mit ihrem Ziel der Regionalisierung und der personenzentrierten Aufgabe. Zu den Anträgen: Wir unterstützen die GSoK-Anträge und lehnen den Antrag Burkhalter ab. Wir freuen uns auf die Meilensteine, die wir in der neuen GSoK werden behandeln können, und dass wir das ganze Geschäft mitbegleiten können.

La présidente. Chers collègues, je vous rappelle que nous sommes en débat réduit: le temps de parole est deux minutes.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Als Sprecherin der BDP nehme ich zu diesem Kreditgeschäft gerne wie folgt Stellung: Wir stellen heute mit der Geldsprache die Weichen für die zwei Projektphasen A und B. Bereits vor sieben Jahren wollte der Grosse Rat in diese Richtung. Bei der Revision des Spitalversorgungsgesetzes, in Kraft sei 1. Januar 2014, wurden Nägel mit Köpfen gemacht. Daraus entstand der Auftrag, per 1. Januar 2017 die Psychiatrischen Dienste zu verselbstständigen. Nun liegt uns der entsprechende Kreditantrag vor. Die drei noch staatlich geführten Institutionen PZM, UPD und SPJBB sind wichtige Pfeiler für die psychiatrische Versorgung in unserem Kanton. Die BDP unterstützt den Weg mit den Projektphasen A und B. Die Abstützung, die von den Institutionen sowie der GEF und der GSoK ausgeht, zeigt die Richtung. Der Zeitplan ist sportlich und ehrgeizig, soll aber möglichst eingehalten werden. Deshalb unterstützen wir den Kredit mit den fünf Ergänzungen der GSoK. Mit Punkt eins wollen wir, dass bis Ende 2014 der Projektauftrag vorliegt. Bis 2017 geht es nicht mehr lange. Da braucht es klare Ziele und Forderungen. Wichtig ist sicher auch Punkt drei. Die Zusammenarbeitspartner müssen so früh wie möglich eingebunden werden. Die strategische Ausgliederung ist auch aus unserer

Sicht sinnvoll. *(La présidente agite sa cloche.)* Sie erfüllt auch die Vorgaben der Versorgungsplanung. Hinschauen muss man auch bei möglichen und künftigen baulichen Massnahmen. Der fachliche Support muss gewährleistet sein. Wir können im Prozess keine Verzögerungen brauchen. Die Kommission muss mitwirken können, um den politischen Willen sicherzustellen. Auch soll Transparenz geschaffen werden. Ein Ziel ist natürlich, die Mehrkosten nicht aus dem Ruder laufen zu lassen. Die BDP-Fraktion empfiehlt dem Rat, den Kredit mit den fünf ergänzenden Punkten der Kommission anzunehmen. *(Le temps de parole étant écoulé, la présidente coupe le micro.)*

Tanja Sollberger, Berne (pvl). Die glp unterstützt diesen Verpflichtungskredit ebenfalls ganz klar. Wir waren immer eindeutig für die Auslagerung der Psychiatrie. Wir nehmen den Bericht zur Kenntnis, allerdings kritisch. Wir hätten es begrüsst, wenn man vor dem Kredit eine sorgfältige Strategieplanung gemacht und erst in einem zweiten Schritt den Kredit beantragt hätte. Zeit genug wäre vorhanden gewesen. Das wurde bereits mehrmals gesagt. Seit 2007 wird vom Grossen Rat gefordert, dass die Psychiatrie ausgelagert wird. Die glp unterstützt jedoch den Kredit und auch alle Anträge der GSoK, die das Projekt eng begleiten möchte.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Laut dem Spitalversorgungsgesetz ist die Verselbstständigung der Psychiatrischen Dienste bis 1. Januar 2017 sicherzustellen. Das war eine demokratische Entscheidung, wie hier schon mehrmals dargelegt wurde. Das ist ein sportliches Ziel. Wir verselbstständigen aber nicht nur um der Verselbstständigung willen, auch der Ablauf sollte ein Ziel sein. Die Verselbstständigung sollte zum Ziel haben, mindestens eine Qualitätssteigerung zu bringen, eine kundenorientierte Nutzung von Synergien zu ermöglichen, eine langfristige Kapazitäts- und Angebotsplanung vorzunehmen, Kosten einzusparen sowie für die Zukunft gerüstet zu sein. Das sollten die Gründe sein, weshalb wir das tun. Um all das zu erreichen, ist eine effiziente Planung wichtig, welche die Ziele und die Möglichkeiten genau aufzeigen soll. Noch schwieriger als im allgemeinmedizinischen Bereich ist es in der Psychiatrie, Ziele sowie messbare Punkte und Kontrollen zu definieren. Es wurden diverse Varianten geprüft. Die Variante «Strategische Auslagerung», das heisst Zusammenschluss jedes Betriebs mit komplementären Partnern aus der Versorgungsregion, scheint die sinnvollste zu sein. Besonderes Augenmerk müssen wir jedoch auf die Verwendung der Gebäude und die Eingliederung in die Pensionskassen richten. In der Projektphase A werden Strategien und strukturelle Lösungen gemäss Versorgungsplanung 2011–2014 ausgearbeitet. Kostenpunkt: 1,7 Mio. Franken. In der Projektphase B wird die Umsetzung dieser Strategien vorbereitet. Geschätzte Kosten: zirka 1,25 Mio. Franken. Die SVP stimmt dem mehrjährigen Verpflichtungskredit fast einstimmig zu. Damit die sportlichen Vorgaben jedoch erreicht werden, stimmen wir auch den Kommissionen zu. Diese sind notwendig, damit wir die sportliche Vorgabe erreichen und die Meilensteine kontrollieren können. Dem Antrag Burkhalter stimmen wir nicht zu. *(Le temps de parole étant écoulé, la présidente coupe le micro.)*

Reto Müller, Langenthal (PS). Es ist fast nicht möglich, in 2 Minuten ein Fraktionsvotum zu einem derart wichtigen Geschäft zu halten. Die anderen haben es versucht, ich werde es ebenfalls versuchen. Selbst wenn man sich bei einem Geschäft einig zu sein scheint, kann man der Presse entnehmen, dass man sich doch nicht so einig ist respektive dass die Motivation für die Einigkeit nicht überall dieselbe war. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion betrachtet die GSoK nicht als Aufsichtskommission der GEF oder von deren Direktor, Philippe Perrenoud. Wir verstehen die Rolle der GSoK als die eines vorberatenden Organs des Grossen Rats oder auch des Regierungsrats. Das würde wohl auch eher dem Kommissionsreglement und dem Gesetz entsprechen als der Meinung einzelner Grossrätinnen und Grossräte. Deshalb sind wir froh, dass wir das Geschäft beratend weiterbegleiten können, und stimmen den Kommissionsanträgen zu. In der Presse wurde auch gesagt, es handle sich um eine nebulöse Vorlage. Das finden wir nicht weiter schlimm, denn astrophysisch betrachtet, entsteht aus jedem Nebel letztlich ein Stern. Das hoffen wir über alle Fraktionen hinweg auch betreffend der Auslagerung der Psychiatrischen Dienste. Dies, weil wir, wie Sie von Matthias Burkhalter vernehmen konnten, der Auslagerung in Aktiengesellschaften im Prinzip kritisch und ablehnend gegenübergestanden haben. Entsprechend hat er auch seinen Ablehnungsantrag begründet. Die Mehrheit der Fraktion muss jedoch zugeben, dass die Auslagerung in die AGs im Spitalversorgungsgesetz vom Grossen Rat definitiv beschlossen worden ist. Ich wage deshalb zu behaupten, dass auch nur ein verhältnismässig kleiner Teil der Fraktion für den Antrag von Matthias Burkhalter ist. Die Mehrheit und auch die Mitglieder der GSoK aus der SP-JUSO-PSA-Fraktion setzen sich heute pragmatisch dafür ein, dass wir die Spielregeln und Rahmenbedingungen dieser Auslagerung für alle Beteiligten klar definieren und somit auch für die Kliniken, welche die Auslagerung letztlich operativ umsetzen, eine Planungssicherheit auch für die Zeit nach dem 1. Januar 2017 erreichen. Wir wollen Konkurrenzsituationen dieser Betriebe vermeiden. Aus unserer Sicht braucht es die Sicherstellung der psychiatrischen Versorgung in allen Regionen. Dafür setzen wir uns heute ein. *(Le temps de parole étant écoulé, la présidente coupe le micro.)*

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Auch die EDU-Fraktion unterstützt diesen Kredit, ebenso die Anträge der Kommission. Den Antrag von Matthias Burkhalter lehnen wir ab. Positiv für mich als GSoK-Mitglied ist der Start zu vermerken: Es herrscht Einigkeit zwischen Kommission, Regierung und auch den betroffenen Institutionen. Das ist aus meiner Sicht eine gute Voraussetzung für die Umsetzung. Bedenken sind indessen absolut berechtigt. Die EVP-Sprecherin hat vorhin erwähnt, dass man bei den somatischen Spitälern gewisse Dinge fast wieder rückgängig machen möchte. Hier geht es jedoch um drei Institutionen. Die Anzahl ist wichtig und sie sind zentraler. Zum anderen habe ich mich schon in der Kommission geäussert, und das hat auch die Kommissionsprecherin gesagt: Ein Brocken wird sicher noch die Frage der Liegenschaften sein. Da brauchen wir uns nichts vorzumachen. Wir dürfen nicht über- rascht sein, wenn da auch finanziell noch einiges auf uns

zukommen wird. Grundsätzlich sind wir aber ebenfalls der Meinung, man müsse nun vorwärtsmachen, müsse es umsetzen und positiv daran arbeiten.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Tout d'abord, j'aimerais remercier le travail qui a pu être fait en commission sous la présidence de Katrin Zumstein et la CSoc sous la présidence de Mme Mühlheim. Je remercie les différents intervenants. Vous allez bientôt partir en course, donc je ne vais pas prolonger la discussion et parler moins de deux minutes. Je remercie pour les interventions qui acceptent ce crédit. Moi j'ai un mandat à remplir avec la loi que j'ai reçue. Désolé Matthias Burkhalter, mais la loi elle est ce qu'elle est et j'ai besoin de ce crédit. Avec les propositions que la commission a faites, j'arrive à bien vivre, comme l'a dit la députée Mühlheim, cela correspond de toute façon au travail qu'on doit faire et si cela peut injecter plus de confiance de certains membres de la commission, je ne peux en être que ravi. Je vous recommande donc d'accepter ce crédit, avec les propositions d'amendement qui ont été apportées.

La présidente. Nous passons aux choses sérieuses. Nous allons voter. Tout d'abord, nous allons voter sur ce crédit de 2 950 000 francs. Ceux qui acceptent ce crédit disent oui, ceux qui le refusent, comme M. Burkhalter l'a demandé, disent non.

Vote (proposition du Conseil-exécutif et de la commission / proposition Burkhalter, Rümligen PS)

Décision du Grand Conseil:

Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la commission

Oui	127
Non	14
Abstentions	4

La présidente. Vous avez accepté ce crédit. Nous allons voter maintenant sur les propositions d'amendement. J'aimerais les prendre en bloc. Est-ce que quelqu'un est contre le fait de voter en bloc sur les cinq amendements de la CSoc? – Ce n'est pas le cas, nous faisons donc un seul vote sur ces cinq amendements. Ceux qui acceptent ces amendements disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote final (demande de crédit et propositions 1 à 5 de la CSoc)

Décision du Grand Conseil:

Approbation

Oui	135
Non	1
Abstentions	8

La présidente. Vous avez accepté ces cinq amendements. Nous avons donc fini avec cette affaire. Il est 11 heures, nous arrêtons ici la session d'aujourd'hui. Je vous souhaite

à tous une bonne course d'école, profitez-en, mais soyez demain en pleine forme. La séance est close.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures.

Les rédactrices:

Priska Vogt (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mercredi 3 septembre 2014, 9 heures – 11 heures 45

Troisième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 156 députés. Excusés : Schöni-Affolter Franziska, Sollberger Tanja, Trüssel Daniel, von Greyerz Nicola

Affaire 2014.RRGR.797

Election d'un député ou d'une députée des Verts à la fonction de membre suppléant ou suppléante de la CIRE et de la CFor

Affaire 2014.RRGR.798

Election d'un député ou d'une députée de l'UDF à la section IV de la CJus

Affaire 2014.RRGR.758

Election d'un juge suppléant ou d'une juge suppléante germanophone de la Cour suprême, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Affaire 2014.RRGR.761

Election d'un juge spécialisé commerçant ou d'une juge spécialisée commerçante francophone (bilingue) du Tribunal de commerce, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Délibération groupée des affaires électorales
2014.RRGR.797, 2014.RRGR.798, 2014.RRGR.758 et
2014.RRGR.761

La présidente. Il est 9 heures. Je vous prie de prendre place. (*La présidente agite sa cloche.*) J'espère que vous avez passé un bon après-midi. La récréation est terminée, nous recommençons ce matin à travailler sérieusement. La séance est ouverte. Je vous rappelle que nous commençons ce matin par les élections. (*La présidente agite sa cloche.*) Nous avons quatre élections. Première election, election d'un député ou d'une députée des Verts à la fonction de membre suppléant ou de membre suppléante de la CIRE et de la Commission de la formation. La deuxième election est celle d'un député ou d'une députée de l'UDF à la section 4 de la Commission de justice. Ces deux élections seront distribuées dans une enveloppe. Puis nous passerons à la troisième election, celle d'un juge suppléant ou d'une juge suppléante germanophone de la Cour su-

prême pour la mandature jusqu'au 31 décembre 2016. Il s'agit d'une fonction accessoire. La quatrième election est celle d'un juge spécialisé commerçant ou d'une juge spécialisée commerçante francophone du Tribunal de commerce pour la mandature jusqu'au 31 décembre 2016. Ces deux élections seront distribuées dans une enveloppe. Je prierais donc d'abord les Verts de présenter leur candidat, puis l'UDF, puis s'il faut, les porte-parole des groupes. Qui est le porte-parole des Verts? – N'y a-t-il personne qui est porte-parole des Verts? – Est-ce qu'il y a un porte-parole pour le candidat UDF? – Je vous demande de vous annoncer. M. Schwarz va présenter le candidat UDF.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU-Fraktion schlägt Ihnen Alfred Schneiter zur Wahl in den Ausschuss IV der Justizkommission (JuKo) vor. Ich werde Ihnen nun seine Tätigkeit und seine Leistungen näherbringen. Alfred Schneiter ist seit 17 Jahren Mitglied des Grossen Rats und somit nach Hans-Jörg Pfister das zweitamtsälteste Grossratsmitglied und entsprechend bekannt. Grossrat Schneiter gehört dem Ausschuss IV bereits seit vier Jahren an. Zwar verfügt Alfred Schneiter nicht über eine juristische Ausbildung, dafür aber über einen grossen Erfahrungsschatz und über eine gute Menschenkenntnis. Letztere ist besonders im Rahmen der Vorstellungsgespräche von Vorteil. Es dürfte der mehrheitlich neu zusammengesetzten Kommission gut tun, einen bisherigen, erfahrenen Grossrat in ihrer Mitte zu haben, der die Abläufe bestens kennt. Zudem dürfte es auch im Interesse der grossen Fraktionen liegen, dass wir als kleinste Fraktion in diesem Gremium vertreten und damit besser vorbereitet und informiert sind. Deshalb freuen wir uns, wenn Sie die Wahl von Alfred Schneiter unterstützen. Vielen Dank.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD), présidente de la Commission de justice. Ich möchte Sie informieren, weshalb wir erstmals in dieser Form jemanden in den Ausschuss IV der JuKo wählen müssen. Das Reglement besagt, dass jede Fraktion mit einem Mitglied im Ausschuss IV vertreten sein muss. Die EDU ist nicht in der JuKo vertreten. Nach neuem Reglement erfolgt die Wahl in den Ausschuss IV das erste Mal in dieser Form. Sie haben die Empfehlung für die Wahl von Alfred Schneiter seitens der EDU erhalten. Alfred Schneiter gehört dem Grossen Rat seit Langem an, weshalb die JuKo seine Wahl ebenfalls unterstützt.

Bettina Keller, Hinterkapellen (Les Verts). Ich habe zuerst gedacht, im Sinne einer Straffung unseres Programms nichts sagen zu müssen. Dennoch möchte ich Ihnen den vorgestern als Grossrat vereidigten Bruno Vanoni zur Wahl als Ersatzmitglied für die Kommission für Staatspolitik und Aussenbeziehungen (SAK) sowie für die Bildungskommission (BiK) empfehlen. Er ist hochkompetent und wird diese Kommissionen bereichern.

La présidente. Y a-t-il encore quelqu'un qui aimerait s'exprimer? – Ce n'est pas le cas. Est-ce que nous pouvons distribuer les enveloppes?

La séance est interrompue brièvement.

La présidente. Je pense que vous avez tous voté. Donc je demanderais aux scrutateurs ou scrutatrices de reprendre les enveloppes, s'il vous plaît.

La séance est interrompue brièvement.

La présidente. Les enveloppes ont été ramassées. Nous passons donc tout de suite aux élections 3 et 4. Est-ce que Mme la présidente de la Commission de justice aimerait dire quelque chose? Est-ce qu'un membre de la Commission de justice aimerait dire quelque chose? – Non, ce n'est pas le cas. M. Klopfenstein, c'est à vous.

Hubert Klopfenstein, Biel/Bienne (PLR). (*La présidente agite sa cloche.*) Als Ausschussleiter des Ausschusses IV der JuKo nehme ich kurz zu den Ergänzungswahlen Stellung. Heute ist es, angesichts der verschobenen ordentlichen Wahl, nicht sehr kompliziert. Es geht um die Ergänzungswahl eines Ersatzmitglieds für das Obergericht deutscher Muttersprache bzw. um die Wahl eines Suppleanten oder einer Suppleantin. Wie Sie wissen, haben wir das SVP-Mitglied Christian Josi anlässlich der Junisession zum Obergerichter gewählt. In der Folge ist nun die Suppleantenstelle vakant. Der Ausschuss IV kann Ihnen mit Frau Sara Schödler eine sehr geeignete Kandidatin vorschlagen und empfiehlt sie Ihnen als Suppleantin zur Wahl. Allerdings lag uns nur eine Kandidatur vor und wir hatten somit keine grosse Auswahl. Offenbar ist es nicht mehr sehr beliebt, als Suppleant oder Suppleantin an einer Unterinstanz zu wirken. Wir werden in Zukunft dafür besorgt sein müssen, wieder mehr Kandidaturen zu erhalten.

Bei der zweiten Wahl geht es um die Stelle eines zweisprachigen kaufmännischen Fachrichters. Dazu brauche ich nicht viel zu sagen: Diesbezüglich gilt das Vorschlagsrecht der kantonalen Volkswirtschaftskommission (VWK). Für diese Stelle können wir Ihnen Herrn Reto Kummer bestens empfehlen. Sie können also Frau Sara Schödler als Suppleantin und Herrn Reto Kummer als kaufmännischen Fachrichter wählen.

Ein paar Worte zur heute nicht stattfindenden Wahl: Wir haben die Wahl eines Regionalrichters zu einem Beschäftigungsgrad von 100 Prozent verschoben. Diesbezüglich finden Abklärungen betreffend die Stellenprozente statt. Das entsprechende Gutachten ist in Auftrag gegeben, und wenn alles gut läuft, werden wir diese Stelle am Regionalgericht Thun im November dieses Jahres besetzen können.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Ich erlaube mir, kurz das Wahlverhalten der SVP bekannt zu geben. Bei der dritten Wahl geht es um die frei gewordene Stelle von Herrn Christan Josi, den wir in der letzten Session als Obergerichter gewählt haben. Frau Sara Schödler hat mich anlässlich des Ausschussgesprächs sehr überzeugt. Ihr Lebenslauf hat zudem auch die ganze SVP-Fraktion überzeugt, weshalb wir Frau Schödler einstimmig wählen werden. Dennoch möchte ich an dieser Stelle erwähnen, dass es sich eigentlich um einen verloren gegangenen SVP-Sitz handelt. Somit sind wir bei den Suppleanten am Obergericht untervertreten. Trotzdem werden wir die Kandidatin der SP einstimmig zu wählen. Ich bitte Sie bzw. vor allem die SP, in Zukunft wieder unsere Kandidaten zu wählen. Bei der vierten Wahl

unterstützen wir ebenfalls einstimmig die Kandidatur von Herrn Reto Kummer.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Die BDP-Fraktion hat die Kandidatin für die Stelle eines Ersatzmitglieds am Obergericht zu einem Vorstellungsgespräch eingeladen. Wie wir bereits gehört haben, war die Auswahl nicht sehr gross. Offene Fragen sind zu unserer Zufriedenheit beantwortet worden. Wir danken der Bewerberin für das Interesse an der offenen Stelle sowie für ihre Bewerbung. Wir sind überzeugt, dass Frau Sara Schödler für die zu besetzende Stelle sehr geeignet ist. Sie bringt die dafür erforderlichen Voraussetzungen mit. Aufgrund ihrer Qualifikation, den Bewerbungsunterlagen sowie des persönlichen Vorstellungsgesprächs unterstützt die BDP-Fraktion die Wahl von Frau Schödler einstimmig.

Ebenfalls aufgrund der Bewerbung sowie gestützt auf die Stellungnahme der Fachverbände unterstützen wir die Kandidatur von Herrn Reto Kummer für die Ergänzungswahl als kaufmännischen Fachrichter.

Adrian Wüthrich, Hutwil (PS). Ich möchte es nicht unterlassen, Ihnen seitens der SP-JUSO-PSA-Fraktion unsere Kandidatin Sara Schödler wärmstens zur Wahl zu empfehlen. Wie bereits erwähnt, wurde sie vom Ausschuss als sehr geeignet eingeschätzt. Vielleicht ist auch ihre kompetente Kandidatur der Grund, weshalb nicht weitere Bewerbungen eingegangen sind. Dies lassen wir einmal so stehen. Ich mache Ihnen beliebt, Frau Schödler als Ersatzmitglied für das Obergericht zu wählen. Wir unterstützen ebenfalls die Wahl von Herrn Reto Kummer als Fachrichter.

Ich möchte es nicht unterlassen, an dieser Stelle unserer Hoffnung Ausdruck zu verleihen, dass JuKo und Obergericht eine Lösung finden werden, um die zur Diskussion stehenden Teilzeitstellen zu schaffen. Damit sollte die Wahl der beiden Personen ermöglicht werden, welche besagte 100-Prozent-Stelle in Personalunion übernehmen möchten. In diesem Sinn möchte ich alle daran beteiligten Personen motivieren, in diese Richtung zu wirken.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich fasse mich kurz: Für die vier zu besetzenden Funktionen wählen wir die vorgeschlagenen Kandidatinnen und Kandidaten. Diese sind alle sehr geeignet. Eine kurze Bemerkung zur angerissenen Diskussion rund um die Frage des Jobsharings: Wir halten ein Jobsharing für eine Richterstelle für ungeeignet. Wir haben in dieser Sache Gespräche mit verschiedenen Behörden geführt. Man kann einen einzelnen Fall nicht im Jobsharing durch verschiedene Leute betreuen lassen. Anders verhält es sich mit der Fallaufteilung; dabei übernimmt ein Richter die einen und ein weiterer die anderen Fälle. Dies entspricht aber keinem Jobsharing, sondern zwei Teilzeitstellen.

La présidente. Je n'ai donc plus de porte-parole de groupe. Je demanderais donc aux scrutateurs et aux scrutatrices de distribuer les bulletins de vote.

La séance est interrompue brièvement. A l'issue du dépouillement, la présidente proclame les résultats.

Résultats des élections de la session de septembre 2014

Affaire 2014.RRGR.797 Election d'un député ou d'une députée des Verts à la fonction de membre suppléant ou suppléante de la CIRE et de la CFor

Bulletins distribués : 137, bulletins rentrés : 136, dont 23 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 113, majorité absolue : 57. Est élu :

Bruno Vanoni par 113 voix

La présidente. Félicitations! (*Applaudissements*)

Affaire 2014.RRGR.798 Election d'un député ou d'une députée de l'UDF à la section IV de la CJus

Bulletins distribués : 137, bulletins rentrés : 137, dont 6 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 131, majorité absolue : 66. Est élu :

Alfred Schneiter par 131 voix

La présidente. Félicitations! (*Applaudissements*)

Affaire 2014.RRGR.758 Election d'un juge suppléant ou d'une juge suppléante germanophone de la Cour suprême, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 146, bulletins rentrés : 145, dont 4 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 141, majorité absolue : 71. Est élue :

Sara Schödler par 141 voix

La présidente. Félicitations! (*Applaudissements*)

Affaire 2014.RRGR.761 Election d'un juge spécialisé commerçant ou d'une juge spécialisée commerçante franco-phonie (bilingue) du Tribunal de commerce, pour la mandature jusqu'au 31.12.2016

Bulletins distribués : 146, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue : 73. Est élu :

Reto Kummer par 144 voix

La présidente. Félicitations! (*Applaudissements*)

Affaire 2014.RRGR.11128

N° de l'intervention: 143-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 30.06.2014
 Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC)
 (porte-parole)

Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC)
 von Känel (La Lenk i.S., UDC)
 Egger (Frutigen, pvl)
 Schwarz (Adelboden, UDF)
 Cosignataires: 0
 Urgence accordée: le 04.09.2014
 N° d'ACE : 956/2014 du 13 août 2013
 Direction: SAP

Non au démantèlement des hôpitaux publics

Le Conseil-exécutif est chargé d'intervenir auprès des responsables des centres hospitaliers régionaux (CHR) pour que

1. jusqu'à la votation sur l'initiative sur les sites hospitaliers, aucune fermeture de service ne soit décidée ou exécutée ;
2. le service d'obstétrique de l'hôpital de Zweisimmen reste en exploitation au moins jusqu'après la votation.

Développement

L'initiative sur les sites hospitaliers déposée avec 25 945 signatures valables réclame le maintien de l'offre hospitalière actuelle. Les conseils d'administration de divers CHR tentent actuellement de fermer des services, juste avant la votation sur l'initiative. Les communes sont mises sous pression pour accepter ces décisions. Le Conseil-exécutif doit faire en sorte que jusqu'à la décision populaire, aucune adaptation structurelle ne soit mise en œuvre dans les hôpitaux publics.

Le service d'obstétrique de l'hôpital de Zweisimmen est actuellement menacé de fermeture. Or la distance jusqu'à la maternité et le temps nécessaire pour y parvenir sont des facteurs décisifs pour le bien-être et la survie de la mère et de l'enfant à naître. Si le service d'obstétrique de Zweisimmen est fermé, certaines femmes devront faire jusqu'à 70 kilomètres pour accoucher ! Manifestement, certaines personnes préfèrent risquer le décès de la mère et de l'enfant que de maintenir l'exploitation du service d'obstétrique.

Le Conseil-exécutif doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre un terme au démantèlement de l'hôpital de Zweisimmen, voire à sa fermeture.

Motivation de l'urgence :

Le Conseil-exécutif doit mettre un terme le plus vite possible aux menées de certains responsables hospitaliers.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Point 1

Certes, tout changement apporté au paysage hospitalier fait des remous. Néanmoins, le Conseil-exécutif est d'avis qu'il ne faut pas pour autant bétonner les structures hospitalières existantes mais qu'il convient de les adapter à la demande, à l'évolution démographique et médicale ainsi qu'aux ressources financières. Selon lui, il importe avant tout d'assurer

des soins médicaux accessibles à tous, conformes aux besoins, de bonne qualité et économiques.

Le changement fondamental de système appliqué depuis peu dans toute la Suisse (révision de la LAMal portant sur le financement des hôpitaux) induit un renforcement de la concurrence entre les établissements hospitaliers et peut, de ce fait, entraîner des changements structurels importants, notamment pour les hôpitaux de soins somatiques. L'introduction du nouveau système de rémunération des prestations (forfaits par cas liés aux diagnostics DRG dans le secteur des soins aigus somatiques), le financement des investissements en fonction des prestations de même que l'égalité de traitement entre hôpitaux publics et privés sont autant d'éléments qui durcissent nettement la concurrence entre les fournisseurs de prestations. Le nouveau système de financement implique également pour les hôpitaux la nécessité d'adapter leur taux d'occupation à l'infrastructure, faute de quoi ils pourraient être déficitaires (ou du moins certains de leurs secteurs). Dans certains cas, il peut même arriver qu'une restructuration de l'offre de l'hôpital (ou d'une division) s'impose.

Le Grand Conseil lui-même a repris les principes de droit fédéral lors de l'élaboration de la loi sur les soins hospitaliers (LSH) en dotant les centres hospitaliers régionaux (CHR) du statut de sociétés anonymes de droit privé disposant d'une large autonomie sur le plan de l'exploitation, tout en s'accommodant des conséquences possibles pour le canton au niveau de la gestion d'entreprise. Une démarche qui a été confirmée et soutenue lors de la dernière révision de la LSH, qui entendait réduire au maximum l'influence de la politique et de l'administration.

Le Conseil-exécutif ne voit pas l'évolution dynamique du paysage hospitalier du canton de Berne comme un problème en soi. Compte tenu du changement de système pour les prestations du domaine de l'assurance de base, le gouvernement a déjà décidé, lors de la planification des soins 2011-2014 selon la LSH, d'assurer la prise en charge dans les zones rurales par une concentration régionale et de renforcer la concurrence entre hôpitaux publics et privés dans la région de Berne (voir p. 93 de la planification des soins). Ces stratégies s'étant révélées satisfaisantes, elles seront maintenues à l'avenir.

Accepter l'exigence formulée au point 1 revient à contredire les principes du droit fédéral en matière de liberté de concurrence et de liberté entrepreneuriale des hôpitaux (art. 25 LSH). Pareille atteinte à la marge de manœuvre de certains établissements impliquerait des désavantages ainsi qu'une inégalité de traitement entre les CHR et les autres hôpitaux. La garantie des soins au niveau régional, mission des CHR, doit toutefois être assurée conformément à la planification des soins (compte tenu d'éventuelles autres offres hospitalières).

Le Conseil-exécutif propose dès lors le rejet du point 1.

Point 2

Ce point soulève un sujet primordial qui ne concerne pas uniquement le service d'obstétrique de Zweisimmen : la question du financement à long terme des prestations d'une division (ou d'un domaine) qui, au vu du bassin de population et surtout de l'évolution démographique, peine à remplir les critères de qualité et de rentabilité en raison du faible nombre de cas à traiter.

Dans le canton de Berne, celui-ci varie considérablement d'un secteur à l'autre, en fonction de l'évolution démographique. La planification des soins 2011-2014 (voir p. 84 ss) fait état de l'influence de l'évolution démographique sur le nombre de cas à traiter et de prévisions annonçant un recul en obstétrique, mais une hausse en gériatrie aiguë et soins palliatifs. Il faut s'attendre à ce que cette tendance se poursuive, notamment dans les régions rurales du canton de Berne, comme celle de l'Oberland Ouest, qui enregistre depuis des années une diminution du nombre de femmes en âge de procréer (de 15 à 44 ans)¹. Par conséquent, il y a lieu de tenir compte de l'évolution démographique ainsi que du nouveau système de financement des hôpitaux dans la prise en charge de la population bernoise (voir point 1 de la motion). Il est à noter qu'en raison du nombre peu élevé de cas d'obstétrique à traiter, le personnel n'a guère la possibilité d'exercer de manière continue les processus assurant la qualité des soins. L'interdépendance entre le nombre de cas et la qualité de la prise en charge en obstétrique est attestée scientifiquement². Dans ce domaine comme dans d'autres, des conditions et des exigences minimales³ doivent être remplies afin de garantir cette qualité. Il s'ensuit que les coûts de base fixes sont aussi élevés dans un site enregistrant un nombre faible de naissances comme Zweisimmen (env. 120 en 2013) que dans ceux qui en comptent un nombre plus important (env. 1000 naissances à Thoun ou Bienne, p. ex. en 2013).

La planification de l'offre hospitalière du canton de Berne se fonde sur celle des soins qui prescrit depuis 2013 une distance maximale jusqu'à l'hôpital le plus proche assurant des prestations médicales de base (paquet de base chirurgie et médecine interne). Ces dernières étant nécessaires à la couverture des soins à Zweisimmen, elles sont mentionnées dans la liste cantonale des hôpitaux de soins aigus somatiques. Il revient toutefois au CHR Simmental-Thun-Saenenland AG (STS AG) d'organiser les autres mandats de prestations, une compétence accordée par la législation fédérale sur l'assurance-maladie (voir point 1 de la motion). Selon le Conseil-exécutif, la fermeture du service d'obstétrique de Zweisimmen ne met pas en danger la couverture sanitaire de la région même si elle est regrettable pour les personnes concernées. Le gouvernement s'est déjà prononcé début juillet 2014 (ACE 875 du 2 juillet 2014)⁴ au sujet du site de Zweisimmen et de la situation de la prise en charge dans la région concernée.

En cas d'adoption de l'initiative populaire sur les sites hospitaliers, l'offre en médecine interne, chirurgie et gynécologie/obstétrique devra être assurée dans les sites hospitaliers publics concernés : Aarberg, Frutigen, Langnau, Moutier, Münsingen, Riggisberg, St-Imier et Zweisimmen dans la mesure où ces prestations étaient proposées au moment du

¹ Projection de l'évolution démographique du canton de Berne, scénario moyen : recul de 14,8% entre 2006 et 2030.

² Voir Gerber, A & Rossi, R. (2010). Neonatologische Versorgung – Fallzahlenregelung. Monatsschrift Kinderheilkunde, 158(4), 356-363.

³ [Modalités d'application de la classification GPPH à la liste des hôpitaux 2014 du canton de Berne pour les soins aigus](#)

⁴ «Retten wir das Spital und die Geburtshilfe Zweisimmen» (uniquement en allemand)

dépôt de l'initiative le 24 juin 2013 (voir art. 3, al. 2 de l'initiative⁵).

Accepter l'exigence formulée au point 2 reviendrait à anticiper de manière prématurée la décision populaire et signifierait une inégalité de traitement entre le CHR STS AG et les autres hôpitaux du canton de Berne (voir point 1 de la motion).

Le Conseil-exécutif propose dès lors le rejet du point 2.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Nous allons passer à l'affaire 19. Je salue M. le conseiller d'Etat Perrenoud. M. Knutti a déposé une motion d'ordre pour sa motion «Non au démantèlement des hôpitaux publics». M. Knutti, vous pouvez expliquer votre proposition brièvement.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Ich erlaube mir, folgenden Ordnungsantrag zu stellen: Traktandum Nr. 19 soll nicht in reduzierter, sondern in freier Debatte behandelt werden. Artikel 89 der Geschäftsordnung des Grossen Rates (GO) sieht vor, dass Richtlinienmotionen nicht zwingend in reduzierter Debatte behandelt werden müssen, zumal es sich um eine Kann-Formulierung handelt. Im einmal erhaltenen «Büchlein» steht Folgendes: «Eine reduzierte Debatte eignet sich für Gegenstände, die entweder weitestgehend unbestritten sind.» Das vorliegende Geschäft ist wohl nicht «weitestgehend unbestritten». Deshalb bin ich der Auffassung, dass eine freie Debatte geführt werden sollte. Uns geht es nicht darum, möglichst viel zu schwatzen. Ich bin froh, wenn Sie meinen Antrag unterstützen.

La présidente. Nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent la proposition de M. Knutti votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	108
Non	32
Abstentions	4

La présidente. Vous avez accepté la proposition de M. Knutti. Nous passons donc en débat libre. M. Knutti, c'est à vous.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Danke für die Unterstützung, werte Frauen und Männer. Die Geschichte rund um die Spitäler in unserem Kanton ist seit mehreren Jahren voll im Gang. Man glaubt tatsächlich, mit Spitalschliessungen viel Geld sparen zu können. Gerade in meiner Region, wo das Spital Zweisimmen seit sieben Jahren unter Beschuss steht, könnte man gut und gerne ein Buch darüber schreiben oder ein Theaterstück aufführen. Bevor ich mich zur Motion äussere, möchte ich Ihnen besagte Geschichte in vier Akten vortragen. Erster Akt: Vor zehn Jahren entzieht man der Bevölkerung alle bisherigen Rechte, indem man

mit den bislang öffentlichen Spitälern Aktiengesellschaften gründet. In unserem Fall handelt es sich dabei um die Spital STS (Simmental-Thun-Saenenland) AG in Thun. Zweiter Akt: Alle vier Jahre wird auf kantonaler Ebene eine Versorgungsplanung erstellt, welche festlegt, welches Spital welche Leistungen erbringen darf und welche Fallzahlen erforderlich sind. Dies mit dem Ziel, die Kosten zu senken und die Qualität zu steigern. Dritter Akt: Um in der Region Simmental-Saenenland unerwarteten Widerstand zu brechen, wird das Projekt «Medizinische Grundversorgung Simmental-Saenenland» (MeGSS) installiert, mit dem Ziel, Ärzteschaft und Politiker der Region einzubinden. Unter diesem Deckmantel wurde am 23. Juni eine Investition von 30 Mio. Franken für einen Spitalneubau in Zweisimmen vorgestellt. Darin enthalten sind aber 6 Mio. Franken für den Anbau eines Altersheims und einer Gemeinschaftspraxis, welche ebenfalls sehr viel kosten werden. Die Bettenzahl wird von 40 auf 15 bis 20 Betten reduziert. Vierter Akt, die Umsetzung: Die in den Praxen unter Vertrag genommenen Ärzte werden zu Spitallieferanten für das Spital Thun. Somit werden Fallzahlen und Umsatz bei uns im Spital Zweisimmen nicht mehr erreicht. Dieses Konstrukt wird seitens des Kantons zur mustergültigen planwirtschaftlichen Gesundheitsversorgung erklärt, während das darunter leidende Volk zu schweigen hat.

Zum Glück gibt es Ärzte und Politiker, die dieses Spiel durchschaut haben. Mit der Schliessung der Geburtenabteilung im Spital Riggisberg ist eine neue, einfache Initiative zur Sicherstellung der medizinischen Grundversorgung entstanden. Innert kürzester Zeit wurden über 25 000 Unterschriften gesammelt, um von einem wichtigen Volksrecht Gebrauch zu machen. Natürlich löst die im Januar eingereichte «Spitalstandortinitiative» bei den Spitalverantwortlichen Ängste aus. Nun wird versucht, in den Spitälern möglichst viele Angebotsreduktionen vorzunehmen. Auf diese Weise will man im Falle einer allfälligen Annahme der Initiative gerüstet sein, damit das Volksbegehren überhaupt nicht mehr benötigt wird. Bei uns will man bekanntlich 30 Mio. Franken investieren. Allerdings bestehen noch keine Pläne, und ausser den zu investierenden 30 Mio. Franken weiss man nichts. Mit diesem Betrag will man ein 38-jähriges Spital sanieren, wofür es laut der Studie Schertenleib 5 Mio. Franken bedürfte. Ich zitiere aus der erwähnten Studie: «Der generelle Unterhaltszustand des Spitalgebäudes, Baujahr 1976, ist grundsätzlich gut.» Übrigens sind in diesem Spital zwei Operationssäle vorhanden, welche zur Führung einer Geburtenabteilung zwingend erforderlich sind.

Nun kann man in Bezug auf die Spitalpolitik – ungeachtet ob von rechter oder von linker Seite betrachtet – geteilter Meinung sein. Aber, geschätzte Frauen und Männer, wir dürfen doch nicht zulassen, dass solche Massnahmen vor einem bevorstehenden Volksentscheid ergriffen werden! Wir dürfen die Volksrechte nicht aushebeln! Ich verstehe die ganze Angst und Aufregung, was die Initiative anbelangt, ohnehin nicht. Die Bevölkerung wird es als Hüterin der Demokratie richten. Mir ist jedenfalls noch kein Volksentscheid bekannt, der unseren Kanton Bern total an die Wand gefahren hätte. Der Regierungsrat erwähnt in seiner Antwort auf unsere Motion klar und deutlich, dass im Falle einer Annahme der «Spitalstandortinitiative» das Leistungsangebot der Fachbe-

⁵ [Initiative populaire sur les sites hospitaliers](#)

reiche Innere Medizin, Chirurgie, Gynäkologie und Geburtshilfe an den betroffenen Spitalstandorten wieder angeboten werden muss. Sogar das seitens der Regierung in Auftrag gegebene Rechtsgutachten spricht klare Worte, dahingehend, dass die bei Einreichen der Initiative vorhandenen Angebote bei Annahme wieder aufgebaut werden müssen. Nun muss mir jemand erklären, weshalb ein Spital mit einer sehr guten Bausubstanz und zwei Operationssälen abgerissen und bei Annahme des Volksbegehrens wieder neu geplant und aufgebaut werden soll. Wir verlangen vom Regierungsrat nicht mehr und nicht weniger, als dass zuerst die Bevölkerung über die Spitallandschaft in unserem Kanton entscheiden soll. Die Spitäler gehören immer noch unseren Steuerzahlern und somit dem Kanton Bern. Allerdings wurde – wie die Praxis zeigt – mit der Revision des Spitalversorgungsgesetzes (SpVG) nicht glücklich gehandelt. Ich bitte Sie um Unterstützung der Motion.

La présidente. M. Schwarz, il faut d'abord que j'aie les porte-parole de groupe. Vous êtes porte-parole de groupe? – Excusez-moi, vous avez la parole.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich begründe meine Haltung von einer etwas anderen Seite als Thomas Knutti. Ich begreife es nicht, will doch die STS AG für 30 Mio. Franken in Zweisimmen ein neues Spital bauen. Allerdings soll es nicht möglich sein, dort ein Kind auf die Welt zu bringen. Eine Geburt ist im Normalfall der natürlichste Vorgang auf der Welt; es handelt sich weder um eine Krankheit noch um ein Gebrechen! Ich bin selber Vater von vier Kindern und war bei allen Geburten von Anfang an bis am Schluss «live» dabei. Für die Geburt des ersten Kindes hätte die Zeit gereicht, um meine Frau in ein Spital nach Winterthur zu fahren, wir wären immer noch zu früh gewesen. Damals drehten wir Runden um das Spital Frutigen, bis mir schwindlig war und das Kind endlich auf der Welt kam. Die Geburt meines zweiten Kindes verlief hingegen weit dramatischer: Zwischen Adelboden und Frutigen liegen zwar nur 16 Kilometer. Nach 8 Kilometern hatte ich jedoch das Gefühl, auf dem Beifahrersitz gehe es gleich los. Fragen Sie mich nicht, wie ich mich bei der Lichtsignalanlage «Wasserschwarz» verhalten hatte. Ich sah weder «rot» noch «grün», sondern fuhr einfach. Wir erreichten das Spital Frutigen, lösten aber weder ein Parkticket noch meldeten wir uns beim Empfang oder machten Halt beim Wartsaal. Wir gelangten direkt in den Gebärsaal, wo die Zeit nicht einmal reichte, um Wasser in die Badewanne laufen zu lassen, bis das Kind innerhalb einer Viertelstunde auf der Welt war. Denken Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, ich wäre als Vater am Spital Frutigen vorbeigefahren, wenn dieses keine Geburtsabteilung gehabt hätte? Ich hätte dieses Spital genauso angesteuert und gesagt, dass meine Frau ein Kind bekommt, egal ob jemand dafür ausgebildet ist, ein Kind auf die Welt zu holen oder nicht. Ich hätte meine Frau ohnehin abgeliefert. Das Spital muss also so oder so auf solche Fälle vorbereitet sein. Wollen wir im Simmental wirklich solche Situationen provozieren? Übrigens ist eine Fahrt von der Lenk nach Thun noch schlimmer als von Adelboden nach Frutigen noch schlimmer. Ich empfehle Ihnen, diese Strecke einmal bei winterlichen Verhältnissen zu fahren! Natürlich sagt man, «Nein, man kann im Spital Thun ein Zimmer reservie-

ren». Das klingt für mich so, als ob ich heute eine Identitätskarte bestelle, die ich dann am 30. Oktober abhole. Man kann also für ein bestimmtes Datum ein Zimmer reservieren. Vielleicht steht den Bauern sogar ein Stall zur Verfügung, sodass sie ihre Tiere mitbringen können! Ich vereinbare also einen Termin, und genau dann bekommt meine Frau das Kind. Was ist die Folge davon? Schwangerschaften werden künstlich eingeleitet oder es werden Kaiserschnitte gemacht. Das ist wirtschaftlich interessant, kann so eins nach dem anderen gemacht werden. Dennoch wissen wir genau, dass die natürliche Geburt für Mutter und Kind in den allermeisten Fällen nach wie vor das Allerbeste ist.

Nun komme ich von der emotionalen auf die politisch-sachliche Ebene: Ich habe die «Spitalstandortinitiative» nicht unterschrieben und habe eigentlich auch nicht vor, diese zu unterstützen. Aber, Herr Perrenoud, eine regional-verträgliche Lösung des Geburtswesens wird der Knackpunkt bei der Ausarbeitung eines Gegenvorschlags zur «Spitalstandortinitiative» sein! Ansonsten werden sich die Initianten über das Abstimmungsergebnis freuen können, während wir zurück auf Feld eins sind, was ich persönlich nicht möchte. Ein Blick in den Kanton Graubünden zeigt, wie man es bezüglich Finanzierung und Qualitätsanforderungen machen kann. Dieses Thema bewegt die Bevölkerung. In Adelboden hat man anlässlich einer offiziellen Umfrage der Gemeinde für das Leitbild erhoben, was die Bevölkerung beschäftigt. Eingegangen sind 500 ausgefüllte Fragebogen. Den ersten Platz belegte mit 78 Prozent «Medizinische Versorgung», noch vor dem zweiten Platz, «Touristische Entwicklung», und dem dritten Platz, «Wohnraum für Einheimische». Dies, obwohl Adelboden über zwei gut funktionierende Arztpraxen verfügt und mit dem Spital Frutigen gut abgedeckt ist. Ich halte die Antwort des Regierungsrats für politisch unklug. Ich hätte an seiner Stelle gesagt, «Gut, wir nehmen den Vorstoss in Form eines Postulats an, suchen das Gespräch mit den Spitälern und vereinbaren vor der Abstimmung ein Stillhalteabkommen». Verärgern Sie jetzt nicht noch mehr Leute! Die Region Riggisberg haben wir bereits verärgert und auch das Simmental. Die übrige Landbevölkerung wird sich mit diesen Regionen solidarisieren. Wie dann wohl die Abstimmung ausfällt? Aus diesen Gründen unterstützt die EDU-Fraktion die Motion. Ich hoffe, dass Sie dies ebenso tun können.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Was wagt hier eine Städterin, etwas über das Land zu sagen? Mir ist es wichtig, dass wir in Zukunft nicht alle Spitalfragen zu einer spitalpolitischen Brunnenvergiftung eskalieren lassen. Ich weiss, das Thema ist emotionsbeladen, aber gerade bei emotionalen Themen scheint es mir sehr wichtig, die Spielregeln, welche sich der Grosse Rat in den letzten Jahren gegeben hat, einzuhalten. Dies ist die Problematik der vorliegenden Motion; sie ist konträr zu wesentlichen Punkten, welche wir hier in Gesetzen oder Berichten festgelegt haben. Wir haben gemeinsam entschieden, dass der Regierungsrat den Spital-AG nicht an einer Stippvisite mit «Gipfeli» sagen kann, was sie zu tun haben. Zu Ziffer 1: Wir haben mit der Revision des SpVG klare Richtlinien festgelegt. Wir haben uns dafür ausgesprochen, dass die Regierung über eine klare Eigentümerstrategie, über die Wahl der Verwaltungsräte, Einfluss nimmt. Daran haben wir uns zu halten. Falls dies

jemand von Ihnen nicht will, soll er das SpVG mit einer Motion ändern.

Zu Ziffer 2: Wir haben gesagt, dass die vier im Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG) definierten Kriterien gelten sollen. Diese habe ich Ihnen letztes Jahr als Präsidentin der Spitalversorgungskommission vorgelesen. Die Zugänglichkeit zu einem Spital muss gewährleistet sein, ebenso die Bedarfsgerechtigkeit, die Qualität und die Wirtschaftlichkeit. Dies sind die vier entscheidenden Kriterien, welche wir in allen Versorgungsregionen sicherstellen wollen. Deshalb weist auch Professor Bernhard Rütsche klar darauf hin, Kollegen der SVP, dass nebst der Wahrscheinlichkeit, alles wieder aufbauen zu müssen, ein grosses Aber besteht: Man geht nämlich davon aus, dass zwei Kriterien – nämlich die Wirtschaftlichkeit und die Qualität – nicht gewährleistet werden können.

Kommen wir zum vorliegenden Punkt: Kein einziger Verwaltungsrat dürfte Interesse daran haben, in seinem Spital eine Angebotsreduktion vornehmen zu müssen. Lesen Sie den Bericht, auf welchen hier gerade auch im Zusammenhang mit der Neonatologie verwiesen wird. Darin wird klar festgehalten, dass dort, wo zu wenig Geburten stattfinden, eine viel höhere Mortalität vorhanden ist als andernorts. Dass die Qualität immer an oberster Stelle stehen muss, ist keine Frage von links oder rechts, sondern eine Klarheit.

Im Zusammenhang mit dem Basispaket ist wichtig, dass dessen Festlegung nicht an uns ist. Diesbezüglich hat man im Rahmen der gesamten Spital- und Versorgungsplanung definiert, was ein Basispaket eines Spitals abdecken muss. Kolleginnen und Kollegen, ich erinnere an den Ex-Kollegen aus der BDP, Enea Martinelli: Er hat von sich aus eine so genannte «Lex Zweisimmen» postuliert, welche als Parlamentsentscheid durchgekommen ist. Das Spital Zweisimmen ist gesichert. Dies, weil es den neuen Regeln betreffend die versorgungsnotwendigen Aspekte entspricht bzw. ein Spital innerhalb von 50 Kilometern erreichbar sein muss. Mit diesem Kriterium, welches ich «Lex Zweisimmen» nenne, hat man das Spital Zweisimmen als versorgungsnotwendig definiert. Wer behauptet, man wolle die Spitäler im Oberland langsam demontieren, begeht politische Brunnenvergiftung! Man hat ganz klar das Gegenteil beschlossen. Ich komme zum Schluss. Eine gute Grundversorgung ist wichtig. Ich verstehe die Problematik und die im Oberland vorhandenen Ängste. Wenn wir uns nicht an die Spielregeln halten, welche wir uns selber gegeben haben, desavouieren wir uns selber als Parlament. In diesem Sinn bin ich froh, wenn Sie alle mitmachen und die Motion klar ablehnen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). «Stopp den Angebotsabbau», «Keine weitere Angebotsreduktionen» – diese Stichworte sind in der vorliegenden Motion zu lesen – und sie klingen auf den ersten Blick gut. Sprichwörtlich handelt es sich aber um einen Wolf im Schafspelz. Die Grünen setzen sich für eine gute dezentrale Gesundheitsversorgung vor Ort ein. Wir haben auch Verständnis für die Sorgen der Bevölkerung, wenn es um Fragen der lokalen Spitalversorgung geht. Was die Motion fordert, ist hingegen eine Zementierung der Strukturen, nicht aber der Versorgung. Zudem verlangt sie eine Vorwirkung der hängigen «Spitalstandortinitiative». Die Motion ist widersprüchlich und in mehrfacher Hinsicht problematisch. Deshalb lehnt die grüne

Fraktion sie auch mehrheitlich ab. Wenn man die heutige Spitallandschaft – und damit sind die Standorte gemeint – zementieren will, kann man dies wollen. Es gibt aber auch Varianten. Diese sind dagegen nur unter der Voraussetzung möglich, dass gewisse Rahmenbedingungen eingehalten werden. Zwar ist der Erhalt der Strukturen, unabhängig der demografischen und medizinischen Entwicklung, möglich. Allerdings hat dies einen Preis in Form von Pflaster. Dieses braucht es zum Zementieren. «Pflaster» meine ich nicht auf einen Heilungsprozess, sondern auf die erforderlichen Ressourcen bezogen. Wir fragen die Motionäre an: Sind Sie bereit, mehr Geld in den Gesundheitsbereich zu investieren? Sind Sie bereit, auf das hinter uns liegende Sparprogramm zu verzichten? Sind Sie bereit, notfalls auch Steuererhöhungen in Kauf zu nehmen, um den Status quo zu zementieren? Hier sind die Motionäre – und vor allem die SVP – den Tatbeweis dahingehend schuldig geblieben, dass ihnen das Gesundheitswesen auch die entsprechenden Ressourcen und finanziellen Mittel wert ist.

Wie bereits von meiner Vorrednerin Barbara Mühlheim ausgeführt, geht eine Strukturhaltung bei gleich bleibenden Ressourcen zulasten der Qualität und auch des Personals. Dies ist für die Grünen inakzeptabel. Eine zweite Möglichkeit bestünde darin, die Spielregeln zu ändern. Liebe Motionäre, es ist durchaus möglich, die Verwaltungsräte wieder abzuschaffen. Dies ist im Moment so im Gesetz regelt. Es ist durchaus möglich, weniger Wettbewerb zu haben. Ich erinnere daran, dass die Bürgerlichen und insbesondere die SVP bei der Diskussion des betreffenden Artikels des SpVG in diesem Saal mehr Markt gepredigt haben. Wir Grünen waren diesbezüglich skeptischer. Die Motionäre erinnern mich an Goethes Zauberlehrling: «Die ich rief, die Geister, werd ich nun nicht los». Die Auslagerung in die Regionalen Spitalzentren (RSZ) wurde als Allheilmittel propagiert. Im Moment ist die entsprechende Bestimmung gesetzlich verankert, und man müsste das Gesetz ändern. Ich erinnere an das Votum des SVP-Fraktionssprechers vom 21. Februar 2005, nachzulesen auf Seite 95 des Tagblattes des Grossen Rats. Damals ging es darum, wie viel Privatisierung unser Gesundheitswesen verträgt: «In Bezug auf Artikel 36 ist die SVP der Meinung, privaten Trägerschaften solle es ermöglicht werden, ein regionales Spitalzentrum zu betreiben.» Und weiter: «Befürchtungen, private Trägerschaften würden nur ein Teilangebot machen, sind aus meiner Sicht unbegründet.» Damals war die SVP der Meinung, man werde es schon richten. Liebe Kolleginnen und Kollegen, das ist widersprüchlich!

Wir Grüne sind bereit, noch einmal auf grundsätzliche Fragen des SpVG zurückzukommen. Heute gilt es aber in der verabschiedeten Form. Wir fordern eine dezentrale Gesundheitsversorgung, welche über die baulichen Spitalmauern hinausgeht. Uns Grünen geht es um gesundheitspolitische, auch dezentrale Netzwerke zusammen mit Grundversorgerinnen und Grundversorgern mit ambulanten Angeboten. Dazu gehört auch die Geburtshilfe. Ich erinnere daran, dass wir vor rund einem Jahr einen Vorstoss über hebammengeleitete Geburten im Kanton Bern überwiesen haben. Die damalige Forderung bestand darin, dezentrale Angebote zu schaffen. Eine Fraktion lehnte die Motion ab, nämlich die SVP. Ansonsten fand der Vorstoss eine Mehrheit. Wir erwarten nun in dieser Sache innovative Lösungen vom

Regierungsrat. Das Anliegen, dass Frauen und Familien für Geburten ein gutes dezentrales Angebot haben, ist vorhanden. Dieses Angebot kann aber auch aus Netzwerken und aus in Verbund mit Praxen tätigen Hebammen bestehen. Es müssen nicht zwingend Geburtssäle sein, wie es vorhin kommuniziert worden ist. In diesem Sinn wird die grüne Fraktion die vorliegende Motion mehrheitlich ablehnen.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Die BDP nimmt zu dieser Richtlinienmotion wie folgt Stellung: Zu Ziffer 1: Diese Forderung hebt die Wettbewerbsfreiheit aus. Spitäler sind privatrechtliche Aktiengesellschaften mit weitreichender betrieblicher Autonomie. Die Versorgung der Bevölkerung muss gemäss Versorgungsplanung in allen Regionen sichergestellt werden. Dies sind Rahmenbedingungen des Gesetzes, welche für die AG gelten. Dieser Eingriff in die Unternehmen dürfte erst nach einer Annahme der «Spitalstandortinitiative» zum Tragen kommen. Die Geschichte nennt sich nicht «Spitalschliessungen», sondern «Unternehmungen und Wettbewerb». Die BDP spricht sich klar für den eingeschlagenen Weg aus und will nicht zurück zum Zustand von vor zehn Jahren. Zu Ziffer 2: Die Forderung, wonach die Geburtenabteilung bis nach der Abstimmung nicht geschlossen werden darf, ist nicht zu Ende gedacht. So müsste man noch andere Umstrukturierungen in anderen Abteilungen und Spitälern rückgängig machen. Entspricht dies dem Willen der Motionäre? Der Grosse Rat hat sich damals für Wettbewerb ausgesprochen und die Konsequenzen in Kauf genommen. Die vorliegende Forderung würde wieder ein Ungleichgewicht zwischen öffentlichen und privaten Spitälern schaffen. Die BDP will dies nicht, bevor nicht ein Volksentscheid an der Urne zustande gekommen ist. Aus diesen Gründen lehnen wir beide Ziffern der Motion ab.

Daniel Bichsel, Zollikofen (UDC). Die vorliegende Motion steht im Zusammenhang mit der eingereichten «Spitalstandortinitiative». Diese fordert die Aufrechterhaltung dessen, was zum Zeitpunkt des Einreichens, also im Januar 2014, Bestand hatte. Die SVP signalisiert in regelmässigen Abständen immer wieder ihre Bereitschaft, sich für die Anliegen des ländlichen Raums einzusetzen und sich gegen absehbare Zentralisierungstendenzen zur Wehr zu setzen. Sowohl mit der vorliegenden Motion als auch mit der Initiative wird nicht nur unsere Partei, sondern der gesamte Grosse Rat sehr gefordert sein. Gilt es doch hier, eine Interessensabwägung vorzunehmen zwischen wirtschaftlich-unternehmerischen Argumenten auf der einen Seite und regionalpolitisch begründeten Anliegen auf der anderen Seite. Die SVP-Fraktion zeigt Verständnis für die Sorgen der Motionäre betreffend die Schliessung der Geburtenabteilung im Spital Zweisimmen. Sie hat auch Verständnis dafür, dass die Initianten alles daran setzen, damit während der Zeitspanne ab Einreichen der Initiative bis zum Vorliegen eines gültigen Volksentscheides keine weiteren Nachteile in Kauf genommen werden müssen. Deshalb ist diese Motion nicht zuletzt als vorsorgliche Massnahme zu verstehen. Das bereits zitierte Rechtsgutachten vom Juni 2014 kommt zum Schluss, dass dasjenige Angebot massgebend ist, welches zum Zeitpunkt der Einreichung der Initiative bestanden hat und nicht das bei Inkrafttreten des Gesetzes

vorhandene. Wird nun zwischenzeitlich eine Geburtenabteilung geschlossen, muss diese bei Annahme der Initiative wieder neu eröffnet werden, was zu erheblichen Mehrkosten führen würde.

Ich teile Ihnen ebenfalls die Minderheitsmeinung der SVP-Fraktion mit: Eine Minderheit unserer Fraktion teilt die Haltung der Regierung, wonach zum jetzigen Zeitpunkt keine Vorwegnahme eines Volksentscheids erfolgen darf. Zudem hält die Fraktionsminderheit fest, dass die Annahme der Motion der Wettbewerbsfreiheit und der unternehmerischen Gestaltungsfreiheit der Spitalunternehmungen zuwiderlaufen wird. Die SVP-Mehrheit stimmt der Motion zu. Ein wichtiger Hinweis: Die Zustimmung zur Motion ist nicht mit einer inhaltlichen Stellungnahme zur «Spitalstandortinitiative» gleichzusetzen, sondern einzig als Sicherungsmittel zur Aufrechterhaltung des heutigen Angebots zu verstehen, bis ein rechtsgültiger Volksentscheid über die «Spitalstandortinitiative» vorliegt.

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Die Motionäre wollen mit ihrem Vorstoss offensichtlich den Weg für die «Spitalstandortinitiative» ebnen. Die FDP unterstützt diese Initiative mit überwiegender Mehrheit nicht. Dementsprechend wird sie auch den vorliegenden Vorstoss ablehnen. In unser im letzten Jahr hier verabschiedetes SpVG ist die auf Bundesebene vorgenommene Änderung der Spitalfinanzierung eingeflossen, darunter die freie Spitalwahl, das neue Tariffsystem, der Wechsel zu einer leistungsbezogenen Investitionsfinanzierung usw. Dies führt gezwungenermassen dazu, dass kleine Spitäler den gesetzlichen Vorgaben nicht mehr genügen können. Die in Form von Aktiengesellschaften bestehenden Regionalen Spitalzentren (RSZ) sind selber gefordert, ihre Strategie so zu gestalten, dass ihr Betrieb weiterhin existieren kann und – wie eben von Barbara Mühlheim in Sachen «Lex Zweisimmen» erwähnt – die regionalen Standorte mit sinnvollen Angeboten ausgestattet werden können. Genau dieses Vorgehen entspricht dem, was die grosse Mehrheit dieses Rates bei der Verabschiedung des SpVG-Revision unlängst gewollt hat. Allerdings gehen dieser Vorstoss und letztendlich auch die Initiative in eine komplett andere Richtung.

Wo liegt das Problem? Eigentlich wäre es sehr erstrebenswert, wenn wir alle unser Spital in nächster Nähe hätten. Auf der einen Seite geht es darum, wer dies letztendlich finanzieren kann, auf der anderen Seite um die Frage, ob die geforderte Qualität und Wirtschaftlichkeit entsprechend gewährleistet werden können. Spitalfremde Besonderheiten dürfen offenbar gemäss dem mehrfach genannten Gutachten abgegolten werden. Allerdings können die Besonderheiten betreffend das Einzugsgebiet klar nicht im Tarif nach KVG berücksichtigt werden. Dies würde bedeuten, dass der Kanton die regionalen Standorte mit genügenden Mitteln ausstatten müsste. Selbst dann könnten die im KVG verlangte Qualität und Wirtschaftlichkeit längerfristig nicht erreicht werden. Dies, weil die Fallzahlen – wie Bevölkerungsstatistiken deutlich zeigen – nicht erreicht werden können. Auf die entsprechend höhere Mortalität hat Barbara Mühlheim bereits hingewiesen. Qualität und Wirtschaftlichkeit sind objektive gesetzliche Kriterien, welche gemäss KVG erfüllt sein müssen, damit ein Spital überhaupt einen Leistungsvertrag erhält. Die Erhaltung von Spitalstandorten führt

zur Zementieren von ökonomisch ineffizienten Versorgungsstrukturen. Dies widerspricht dem Grundsatz der im KVG absolut geforderten Wirtschaftlichkeit diametral. Mit dem neuen SpVG wollte man – wie im KVG gefordert – die Wettbewerbsfreiheit verstärken. Ein Bestandesschutz, wie ihn Motion und Initiative verlangen, nimmt sämtliche Anreize, verhindert das richtige Handeln und letztendlich auch, Kosten zu sparen. Aus diesen Gründen lehnt die Mehrheit der FDP-Fraktion den vorliegenden Vorstoss ab.

Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (PS). Ueli Studer hat sich gestern darüber enerviert, dass die letztjährigen Beschlüsse bereits heuer wieder in Frage gestellt werden. Wahrscheinlich gilt dies nicht für die SVP. Ein Jahr vor der SpVG-Revision wurde im Zusammenhang mit der im Dezember 2012 von Peter Brand eingereichten dringenden Motion zuerst dafür plädiert und dann festgelegt, dass die Spitäler Eigenverantwortung für das Lebenszyklusmanagement übernehmen müssen und dass die RSZ privatrechtliche AG sein sollen. Weiter wurde gefordert, auf die Schaffung eines angeblich planwirtschaftlichen Ausgleichsfonds zu verzichten. Zudem wurde gesagt, dass seitens des Kantons weder Planwirtschaft noch Kontrolle notwendig sind. Auch die Spitäler Thun-Simental-Saaneerland werden als privatrechtliche AG geführt. Die Konsequenzen wurden mit der Einschränkung des Einflusses von Politik und Verwaltung in Kauf genommen. Bei nur 120 Geburten pro Jahr kann mit einem Rund-um-die-Uhr-Service nicht wirtschaftlich gearbeitet werden. Dass eine Geburtenabteilung deshalb geschlossen werden muss, entspricht der im Bundesrecht festgelegten unternehmerischen Gestaltungsfreiheit. Dass die RSZ, um wettbewerbsfähig zu sein, ihr Leistungsangebot auch der demografischen Entwicklung anpassen müssen, liegt auf der Hand. Dass sich ausgerechnet eine bürgerliche Partei für einen Abbaustopp einsetzt und einen Leistungsabbau verhindern will, erstaunt doch sehr! Handelt es sich hier um eine «Planwirtschaft à la SVP»? Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt die Motion in allen Punkten ab.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). «Zwei Seelen wohnen, ach! in meiner Brust» – leider kann ich diesen Satz nicht so schön und theatralisch vortragen, wie es unser Kollege aus der GLP manchmal tut. So dramatisch der Monolog des Doktor Faust, so dramatisch ist die Situation. Von vorne: Dem SpVG und folglich der Verselbstständigung der somatischen Spitäler im Kanton Bern zufolge geht theoretisch alles mit rechten Dingen zu. Ein Leistungsanbieter – also eine Unternehmung – rechnet und entscheidet in geordneten Bahnen, in seinem abgesteckten Gebiet. Nun kommt eine uns fordernde Ebene ins Spiel. Gefordert sind die Bevölkerung, die Politik, die betroffenen Frauen, Kinder und Familien. Mir scheint, als hätten wir einen klassischen Zielkonflikt zwischen der unternehmerischen Freiheit einerseits und dem, was uns im Rahmen der versorgungspolitischen Verantwortung obliegt andererseits: nämlich dem, was wir unter einer wohnortsnahen, bedarfsgerechten und allgemein zugänglichen medizinischen Grundversorgung auch im peripheren Gebiet verstehen. Um mich kurz zu fassen: Die EVP-Fraktion kann diese Motion leider nicht unterstützen, auch nicht in Postulatsform. Ich verzichte darauf, auf die einzelnen Ziffern einzugehen, sage aber

etwas sehr Grundsätzliches: Wir sehen eine verfahrenere Situation vor uns. Diese muss anders gelöst werden. Eine Möglichkeit bestünde zum Beispiel in der Anpassung der Tarife im Bereich der Geburtshilfe. Darüber haben wir bereits einmal diskutiert. Dies ist angedacht und wird sicher in Kürze wieder mit einem Vorstoss gefordert werden. Eine andere Möglichkeit haben wir vorhin auch gehört; sie liegt in der Änderung von Artikel 19 ff. SpVG. Wir haben diese Artikel selber beschlossen, man darf aber klüger werden. In den Artikeln 19 ff. wird geregelt, in welcher Art und Weise die RSZ arbeiten sollen, welche Freiheiten und Pflichten und welche Rechtsform sie haben. Ebenfalls geregelt werden die Beteiligung des Kantons und seine Mitsprachemöglichkeit. – Nun gut. Nichtsdestotrotz bleibt bei uns ein schales Gefühl zurück und eine latente Unsicherheit, ob der von der STS AG gefasste Entscheid, verantwortungsvoll ist. Eine Mehrheit der EVP-Fraktion kann die vorliegende Motion nicht unterstützen. Wir alle wünschen uns aber eine baldige politische Diskussion, welche die schwelenden Fragen der peripheren Grundversorgung nochmals aufnimmt.

La présidente. Nous passons aux intervenants à titre personnel. M. Kohler, vous avez la parole.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Ich bin in der Grundversorgung tätig. Nachdem wir über Wirtschaftlichkeit und Strukturzementierungen gesprochen haben, müssen wir auch die medizinischen Aspekte thematisieren. Verstehen Sie mich nicht falsch – ich bin selber Arzt. Es gilt aufpassen, wenn man den Tod von Frauen und Kindern in diesem Zusammenhang aufbringt. Es gibt nicht nur wirtschaftliche Aspekte und Strukturzementierungen. Genauso müssen wir über die medizinischen Inhalte sprechen. Sie müssen sehen, dass es immer schwieriger wird, die entsprechenden Fachkräfte für kleinere Standorte zu finden. Ich arbeite selber in einem Spitalverband. Wenn man mit einem medizinischen Problem in ein Spital kommt, möchte man, dass die entsprechenden Fachpersonen wirklich vor Ort sind. Ob eine Geburt normal verläuft oder nicht, weiss man zwar ungefähr. In Fall einer normal verlaufenden Geburt spielt also die grössere Distanz, um ein Spital zu erreichen, keine Rolle. Wenn man eine Risikoschwangerschaft hat, dann bitte, meine Damen und Herren, möchte man trotzdem ins nächstgrössere Spital, in welchem die ganze Infrastruktur während 24 Stunden verfügbar ist. Wir müssen aufpassen! Das Finden von Fachkräften wird wirklich immer schwieriger! Diese sind eine erforderliche medizinische Voraussetzung.

Blicken wir einmal nach Norwegen oder nach Schottland: Ist die Sterblichkeit dort höher? Stellen Sie sich die dortigen Distanzen vor! Wir verfügen über sehr gute Rettungsdienste. Wenn ich eine gebärende Frau hätte – und wie wir gehört haben, die Strassen schneebedeckt wären – würde ich nicht mein privates Auto nehmen, sondern in einem derart dringenden Fall die Rettungsdienste rufen. Wir müssen auch über medizinische Themen sprechen, anstatt nur die Strukturen zu zementieren, während man die Fachkräfte zunehmend nicht mehr findet. Dies ist ein aktuelles Thema. Wir dürfen nicht mit dem Tod von Frauen und Kindern argumentieren, obwohl dies furchtbar ist. Die Lösung besteht

allerdings nicht darin, die Strukturen zu zementieren. Wir müssen eine andere Lösung finden. In der Schweiz sind wir verwöhnt; die Distanzen sind kurz. Werfen Sie doch einmal einen Blick ins Ausland! Die Kindersterblichkeit ist in den entsprechenden Ländern sicher nicht grösser als bei uns.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Als neues Mitglied des Grossen Rates verzichte ich darauf, Diskussionen und Äusserungen aus der Vergangenheit zu kommentieren. Als Mitunterzeichnende dieser Motion kann ich die Antwort des Regierungsrats, welche die Ablehnung der Motion empfiehlt, nicht nachvollziehen. Hier wird doch das von 26 000 Personen gesetzte Zeichen, welche die «Spitalstandortinitiative» unterstützen, übergangen. Wer bereits einmal Unterschriften gesammelt hat, weiss, was es bedeutet, diese Anzahl an Unterschriften zusammenzubringen. Es handelt sich um eine rekordnahe Zahl. Gynäkologinnen und Hebammen aus der Region Simmental-Saanenland haben mehrmals deutlich auf die Distanzen hingewiesen, welche den werdenden Müttern zugemutet werden. Bei geringsten Komplikationen sind Mutter und Kind gefährdet. Für mich ist die Tatsache schockierend, dass sowohl seitens der GEF als auch seitens der STS AG das Argument der so genannten Morbidität und Mortalität als tragbare Parameter in die Entscheidungsfindung eingeflossen sind. In den Gesprächen mit verschiedenen Grossratsmitgliedern wurde mir immer wieder Folgendes gesagt: «Wenn ein Notfall eintritt, kann die betreffende Frau ihr Baby gleichwohl im Spital Zweisimmen auf die Welt bringen». Geschätzte Frauen und Männer, genau da geht es um die Qualität! Die Gynäkologinnen und die Hebammen – Letztere wären gar nicht mehr im Spital Zweisimmen tätig – sollen nur noch die so genannten schwierigen Fälle betreuen, während die normalen Geburten im Zentrum erledigt werden. Im Klartext: Zuerst muss etwas passieren, d. h. es muss zuerst zu Folgeschäden bei Mutter und Kind oder sogar zu einem Todesfall kommen, bis man im Kanton Bern die Entscheide zugunsten von Frau und Kind im ländlichen Raum fällt.

Gemäss den jüngsten Äusserungen von Frau Annamaria Müller, Vorsteherin des kantonalen Spitalamts, und von Herrn Regierungsrat Perrrenoud soll die Geburtshilfe im Kanton Bern nun doch zur Grundversorgung gehören. Dies haben wir entsprechend in den Medien gelesen, wobei eigentlich etwas anderes kommuniziert wurde. Nach der Schliessung der Geburtenabteilung des Spitals Zweisimmen bzw. nach der Begründung, wonach das Spital Zweisimmen versorgungspflichtig ist, wenn auch ohne Geburtshilfe, ist die Grundversorgung inklusive Geburtenabteilung offensichtlich nur für den restlichen Kanton gültig, nicht aber für die Region Simmental-Saanenland. Offensichtlich ist auch die Gantrischregion gefährdet. Um gebären zu können, wird den werdenden Müttern ein Anfahrtsweg von 70 Kilometern bzw. von anderthalb Stunden zugemutet! Das ist für mich nicht nachvollziehbar.

Christian von Känel, La Lenk (UDC). Herr Kohler, ich spreche jetzt nicht aus einem medizinischen Standpunkt, sondern als Grossrat und Gemeindepräsident der Gemeinde Lenk. Wenn es kritisch wird, sind wir dort rund 70 Kilometer von der Grundversorgung entfernt. Wir müssen das Ganze grundsätzlich überdenken: Die Zentralisierung wird

wieder weitergeführt. Was heisst das? Man hat viel Verkehr auf den Autobahnen und in den Städten. Trotzdem will man das Spitalangebot in den ländlichen Gebieten weiter reduzieren. Für uns bedeutet dies konkret, dass die Geburtenabteilung geschlossen und das ganze Angebot des Spitals Zweisimmen redimensioniert werden soll. Aus diesem Grund setzen wir uns für eine attraktive Spitalversorgung sowie für den Erhalt eines Spitalangebots in unserer Region ein.

Was wollen wir? Wir wollen eine attraktive Wohn- und Tourismusregion bleiben. Deshalb wollen wir für die junge Generation die Geburtenabteilung erhalten. Für die Wohnbevölkerung und für den Tourismus wollen wir das derzeit im Spital Zweisimmen vorhandene Angebot aufrechterhalten. In Spitzenzeiten halten sich über 40 000 Personen in unserem Gebiet auf. Nun will man das Spital auf 15 bis 20 Betten reduzieren. Angesichts dessen, dürfte es um unser Spitalangebot in Zukunft sehr kritisch stehen. Im Weiteren befinden sich während Spitzentagen 30 000 Personen in der Region Adelboden-Lenk. Insofern bereitet es uns wirklich Sorge, wenn wir unser Angebot nicht mehr aufrechterhalten können. Ausserdem haben wir immer mehr Zweitwohnungsbesitzer. Diese wollen im Alter vermehrt in unserer Region wohnen. Was wollen diese Leute im Alter? Ich bin diesbezüglich oft als Gemeinderatspräsident kontaktiert worden. Diese Leute wollen im Alter eine sehr gute Spitalversorgung in der Nähe haben. Dies wurde mir klar gesagt. Ist dieses Kriterium nicht erfüllt, verlassen diese Leute unsere Region. Damit würde das Gegenteil erreicht. Auch was die «Zweitwohnungsinitiative» anbelangt, sitzt uns der Kanton im Nacken und hält uns dazu an, den Erstwohnungsanteil zu erhöhen. Angesichts dessen hoffe ich auf Ihre Mithilfe, damit wir in unserer Region nach wie vor ein gutes Spitalangebot erhalten können. Deshalb hoffe ich auch, dass Sie unsere Motion unterstützen können.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Ich erlaube mir, auch ein paar Worte zu dieser Motion zu sagen. Ich spreche hier als Grossrat und nicht als Verwaltungsratsmitglied der STS AG. «Stopp dem Angebotsabbau», so lautet der Titel der Motion. Dass der Abbau bei der Geburtenabteilung des Spitals Zweisimmen schon vor Vorliegen des Volkssentscheids über die «Spitalstandortinitiative» vorgenommen wird, halte ich ebenfalls nicht für glücklich. Wir wissen, dass die erwähnte Studie klar besagt, dass nach einer Annahme der Initiative wieder ein Aufbau erforderlich wäre. Ich bin überzeugt, dass ein Wiederaufbau nicht mehr möglich wäre. Dies müssen wir klar sehen. Frau Mühlheim hat auf die Qualität hingewiesen. Weniger Geburten bedeutet nicht, keine Qualität zu haben. Wenn ich in meiner Branche eine Dienstleistung erbringe, die für mich nicht zur Routine gehört, bemühe ich mich umso mehr, weil ich keinen Fehler machen will. Genauso verhält es sich an der Geburtenabteilung. Zur Aussage, der Standort Zweisimmen sei gesichert: Werte Frau Mühlheim, wenn man das künftige Angebot zusammenstreicht, werden die Ärzte am Spital Zweisimmen keine Herausforderungen mehr haben und – den mir gegenüber gemachten Aussagen zufolge – ihre Stellen kündigen. Die Arbeitsgruppe MeGSS, an deren Finanzierung sich die GEF beteiligt hat, ist zur Entscheidung gelangt, dass die Geburtenabteilung gestrichen werden soll. MeGSS wird im

Weiteren auch festlegen, was die Ärzte in Zweisimmen anbieten dürfen. Die Bevölkerung und die Behörden befürchten nun, dass die STS AG derart viel abbauen wird, dass keine Ärzte mehr nach Zweisimmen kommen. Dies wird mit ein Grund sein für den Zusammenbau von Alterszentrum und Spital. Mein Bauchgefühl sagt mir, dass in fünf Jahren kein Spital mehr, aber noch ein Alterszentrum bestehen wird. Hier äussern sich derart viele Leute, die den ausgegebenen Franken für sich selber einsetzen. Eine Familie, bestehend aus Vater, Mutter und Kind, muss den Franken hingegen durch drei teilen. Eine Familie muss daher immer auf etwas verzichten. Wir haben heute viel zu viele Politiker, die das, was sie verdienen, für sich selber ausgeben können. Dies ist der Grund für eine Politik, die werdende Mütter dem Risiko aussetzt, 70 Kilometer bis zur nächsten Geburtsabteilung zu fahren.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Als Grossrat, der nicht aus Zweisimmen kommt, möchte ich sagen, dass es in dieser Motion nicht um Strukturhaltung geht, sondern in erster Linie um eine demokratiepolitische Frage. Der lapidare Hinweis in der Antwort des Regierungsrats, wonach keine Vorwirkung eingegangen werden darf, vermag nicht zu überzeugen. Meine Damen und Herren, die «Spitalstandortinitiative» wurde nicht erst gestern lanciert, und die Leute sammeln nicht erst heute Unterschriften. Diese Initiative hat die erforderliche Anzahl an Unterschriften zur Genüge erreicht, und in Kürze werden wir darüber abstimmen. Diese Initiative kann uns bei der Beurteilung der vorliegenden Motion nicht egal sein. Die «Spitalstandortinitiative» sieht bestimmte, als Grundversorgung definierte Leistungen für gewisse Standorte vor. Dazu gehört auch die Geburtsabteilung. Es wird mir niemand widersprechen, wenn ich sage, dass eine Geburtsabteilung nicht aus irgendwelchen Gründen einfach so geschlossen werden kann, um sie – in ein paar Jahren nach Annahme der «Spitalstandortinitiative» – ohne Weiteres wieder aufzuziehen. Ein solches Herunterfahren und Wiederaufbauen von Geburtshilfeleistungen ist mit massivsten finanziellen Aufwendungen verbunden. Es geht schlicht nicht an, heute mit dem diffusen Verweis auf eine Vorwirkung Leistungen der Geburtsabteilung zu reduzieren und dann die «Spitalstandortinitiative» mit der Begründung abzulehnen, dass ein Wiederaufbau der Leistungen, namentlich der Geburtshilfe, zu teuer sei. Dergleichen ist schlechter Stil.

Zum Schluss ein Hinweis zur Selbstständigkeit der RSZ. Ich bin doch etwas erstaunt, dass namentlich diejenige Seite, welche die Verselbstständigung seinerzeit abgelehnt hat, die Motion mit Verweis auf die Selbstständigkeit ablehnt. Ich möchte daran erinnern, dass sich die RSZ im Eigentum des Kantons befinden und primär formell privatisiert sind. Es ist noch nicht lange her, seit «PriceWaterhouse Coopers (PwC)» in der Analyse der Eigentümerstrategie des Kantons bezüglich der RSZ festgehalten hat, dass der Kanton seine Rolle als Eigentümer und als Regulator nicht sauber trennt. Anders gesagt, fliessen auch versorgungspolitische Erwägungen in die Eigentümerstrategie ein. Auch hier wird die Selbstständigkeit der RSZ durch versorgungspolitische Erwägungen in der Eigentümerstrategie tangiert. Es ist schlechter Stil, eine Landregion, die ein Bedürfnis anmeldet, mit dem Hinweis auf eine rein formelle Selbstständigkeit

abzuspeisen. Ich bitte Sie deshalb, der vorliegenden Motion zuzustimmen. Besten Dank.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. (*Monsieur Perrenoud s'exprime avec hésitation.*) Bonjour Messieurs et Mesdames les députés. (*Hilarité*) On ne dit pas «les députés» en français? – C'était alors le ton? C'était parce que je réfléchissais si je voulais parler en français ou en allemand ce matin.

Die hier im Grossen Rat gefallenen, verschiedenen Aussagen erstaunen mich doch sehr! Ich habe in meinem Leben schon viel Widersprüchliches erlebt. Was das Spitalwesen anbelangt, erstaunt es doch, wie rasch man die Meinung ändern kann! Ich habe bereits anlässlich der letzten Gesetzesvorlage im Jahr 2013 gesagt, dass in der vorberatenden Kommission der Wettbewerb und die KVG-Kriterien Wirtschaftlichkeit und Qualität mehr als betont wurden. In diesem Sinn wurde über die Spitalliste gesprochen, und seitens der Regierung wurden entsprechende Vorgaben gemacht. Ist man plötzlich von den selber gefassten Entscheidungen betroffen, will man diese wieder ändern. In Ordnung, damit kann ich leben. Wenn ich höre, dass der Vorschlag der Regierung unklug ist – bitte schön: Die Regierung setzt in diesem Bereich um, was der Grosse Rat ihr vorgeschrieben hat, nicht mehr und nicht weniger. Wir haben viel an Energie und Ressourcen investiert, um trotz strenger Vorgaben des Wettbewerbs in der Region Lösungen zu suchen. So haben wir uns auch Überlegungen zur medizinischen Grundversorgung gemacht. Als es um die Schliessung des Spitals Saanen zugunsten des Standorts Zweisimmen ging, hat man nach einer Nachfolgelösung für die Grundversorgung – angesichts der demografischen Entwicklung – unter anderem auch für die ältere Bevölkerung gesucht. Dies ist nicht einmal erwähnt worden. Die Spital STS (Simmental-Thun-Saanenland) AG, Herr Pfister, nimmt zum Beispiel 30 Mio. Franken aus der eigenen Tasche, sodass der Kanton ausser den KVG-bedingten 55 Prozenten nichts bezahlt. Diese Tatsache wird nicht einmal gewürdigt, sondern gesagt, die STS AG habe einen Trick angewandt, um den Standort Zweisimmen irgendwann schliessen zu können.

Alt Grossrat Enea Martinelli hat für die «Lex Zweisimmen» gesorgt. Er hat anhand der Distanz definiert, welche Spitalstandorte versorgungsnotwendig sind. Und siehe da: Zweisimmen und Frutigen haben sich als versorgungsnotwendig herausgestellt. Im entsprechenden Papier wurde auch das Thema der Geburtshilfe abgehandelt. Allerdings hat niemand bemerkt, dass die Geburtshilfe nicht im Basispaket der vom Grossen Rat verlangten Ausarbeitung der Spitalliste nach Zürcher Modell enthalten ist. Darin besteht der Unterschied, Frau Speiser! Die Geburtshilfe ist in der Grundversorgung enthalten, jedoch nicht im Basispaket des im Kanton Bern angewandten Zürcher Modells der Spitalliste. Man kann alles ändern. Dies hat aber Kosten zur Folge, geschätzte Grossrätinnen und Grossräte! Ich denke an die Diskussion von vergangenem November zurück, wo ich von Ihnen allen gerügt wurde, zu viel Geld auszugeben und auf die dumme Idee zu kommen, im Sozialbereich zu sparen. Bitte schön: mit dem KVG haben wir jetzt gesamtschweizerisch 1,3 Mrd. Franken an Geldern von den Versicherern auf die Kantone abgewälzt. Für den Kanton Bern sind dies 260

Mio. Franken, was viele Prozente der Steuerbelastung ausmacht. Wir hätten die Steuern um 3 bis 5 Prozent senken können. Jetzt kommt man mit einer «Spitalstandortinitiative», mit der man noch mehr Geld vom Kanton will. In Ordnung, kein Problem! Man kann die Steuern gerne erhöhen. Das entspricht aber nicht dem Grundtenor, den ich hier höre. Man will lieber das Gegenteil.

Wenn ich zusätzliche Vorschläge bringe, wie man Geld vom System für das System bzw. für einen Solidaritätsfonds verwenden könnte, sagt man mir: «Das kommt überhaupt nicht in Frage!» Es geht nun einmal nicht auf: Man will immer mehr Leistungen, aber weniger dafür bezahlen. Nun haben wir ein leistungsbezogenes System. Die Tarifpartner entscheiden über die Tarife. Als Kanton haben wir keinen grossen Handlungsspielraum. Wir müssen dafür besorgt sein, dass die Grundversorgung angesichts der im letzten Jahr angenommenen Gesetzesrevision garantiert ist, «Spitalstandortinitiative» hin oder her. J'aime bien les leçons de démocratie de M. Freudiger! Die «Spitalstandortinitiative» ist deponiert. Formell muss aber noch angewandt werden, was der Grosse Rat im letzten Jahr entschieden hat. Er hat letztes Jahr sogar mit einem Schachzug die Möglichkeit, ein Referendum zu ergreifen, verhindert. Die Antwort darauf ist nun die «Spitalstandortinitiative». Damals stand für mich immer die Überlegung im Vordergrund, wie das Gleichgewicht zwischen Stadt und Land zu halten ist. Dies hatte ich auch der Kommission gegenüber gesagt. Allerdings lautete die Antwort immer «Nein, man will gleich lange Spiesse zwischen den privaten und den öffentlichen Spitälern, auch wenn es sich um Aktiengesellschaften handelt». Nun hat man die Quittung erhalten. Wir werden einen Gegenvorschlag zur «Spitalstandortinitiative» erarbeiten. Um zu sehen, wie es weitergehen soll, werde ich auch mit einigen von Ihnen in Kontakt treten. Bis die Initiative im Grossen Rat beraten und der Volksabstimmung unterbreitet ist, dauert es noch lange. Wenn dann in den verschiedenen Spitälern aufgebaut werden muss, was inzwischen als Leistungsoptimierung verändert wurde, bedarf dies aber auch – wie von Grossrat Kohler erwähnt – entsprechenden Fachpersonals. Dieses zu finden, ist sowohl im Kanton Bern als auch gesamtschweizerisch eine echte Herausforderung, insbesondere auch für die Gynäkologie. Also müssen wir sehen, wie wir diese Herausforderung anpacken. Seien wir vernünftig! Die vorliegende Motion bringt uns nicht weiter, sie blockiert die Situation und widerspricht den letztjährigen, vom Grossen Rat gefassten Beschlüssen gänzlich. Ich bitte Sie, dem Antrag des Regierungsrats zu folgen. Danke.

La présidente. Est-ce que le motionnaire souhaite encore la parole? Vous avez trois minutes.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Besten Dank für die Diskussion. Ich stelle fest, dass wir viele Experten im Raum haben. Meine wichtigste Frage, nämlich weshalb man es zulassen will, ein 38-jähriges Spital abzureissen, ist mir weder von Seiten der STS AG noch von Herrn Regierungsrat Perrenoud beantwortet worden. Das SpVG wurde sowohl von Frau Mühlheim als auch vom Regierungsrat angesprochen. Es trifft zu, dass die SVP für Marktwirtschaft einsteht. Persönlich habe ich der SpVG-Revision in dieser Form zugestimmt. Dennoch muss ich heute offen und ehr-

lich sagen, dass ich damals aufgrund einer Falscheinschätzung falsch abgestimmt habe. Die Auswirkungen zeigen sich nun in der Praxis und somit, dass das, was wir damals beschlossen haben, wohl nicht richtig ist. In diesem Sinn erwarte ich auch von anderen Politikern, dass sie sich Überlegungen zur Frage machen, was richtig und was falsch ist. Angesprochen wurde auch die Qualität der Geburtenabteilung. Um die Qualität steht es – nach Erkundigungen bei den entsprechenden Fachpersonen – im Spital Zweisimmen sehr gut. Im Spital Scoul im Kanton Graubünden finden jährlich rund 49 Geburten statt. Auch dort ist es möglich, eine gute Qualität aufrechtzuerhalten. Natalie Imboden hat gesagt, die SVP müsse definieren, woher man das Geld nehmen soll. Natalie Imboden, es braucht nicht mehr Geld! Je mehr Eingriffe kostengünstig in den Land- anstatt in den Zentrumsspitälern vorgenommen werden, desto günstiger! Sogar der altbekannte Dr. Heim aus Frutigen hat gesagt, «Kleinere Spitäler arbeiten kostengünstiger. Bei einer Schliessung wird den Regionen und den Hausärzten das Netzwerk entzogen». Darin besteht das Problem! Katrin Zumstein hat gesagt, es bedürfe einer grösseren Bevölkerungsgruppe, um ein Spital betreiben zu können. Ja, das ist richtig. Herr Regierungsrat Perrenoud hat dies auch in der Medienmitteilung erwähnt. Er hat gesagt, es brauche eine Bevölkerungszahl von 200 000 bis 400 000 Personen, um ein Spital betreiben zu können. Genau das ist die Problematik: Man will keine Landspitäler mehr! Frau Annamaria Müller Imboden zufolge, für deren Aussagen ich dankbar bin, soll die Region Simmental-Saanenland zu einer Vorzeigeregion werden, dahingehend, dass eine Spitalgrundversorgung auch ohne Spital angeboten werden kann. Ich muss zum Schluss kommen und bitte Sie, die Motion zu unterstützen, anstatt den Volksentscheid abzuwarten.

La présidente. M. le directeur, voulez-vous encore une fois la parole? Non, nous passons alors tout de suite au vote. Ceux qui acceptent cette motion disent oui, ceux qui la refusent disent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 40

Non 103

Abstentions 10

La présidente. Vous avez refusé cette motion.

Affaire 2014.RRGR.11109

N° de l'intervention: 027-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 20.01.2014

Déposée par: PS-JS-PSA (Müller, Langenthal)
(porte-parole)

Cosignataires: 0

N° d'ACE: 870/2014 du 24.06.2014

Direction: SAP

Aide sociale matérielle et prestations complémentaires: adaptation des loyers au taux de référence

Le Conseil-exécutif est chargé de créer les bases légales et, si nécessaire, d'entreprendre d'autres mesures pour que :

1. les loyers financés par le canton par le biais de l'aide sociale matérielle soient adaptés au taux de référence ;
2. les loyers financés par le canton par le biais des prestations complémentaires soient adaptés au taux de référence ;
3. les économies d'environ 2 ou 3 pour cent des loyers bruts réalisées par l'adaptation au taux de référence soient déduites des coupes de 10 pour cent réclamées par la motion 260-2012 « Réduction des coûts de l'aide sociale » que le Grand Conseil a adoptée le 5 septembre 2013.

Développement

Le taux de référence appliqué pour l'adaptation des loyers a une nouvelle fois baissé puisqu'il se monte désormais à 2 pour cent. De nombreux locataires ont dès lors droit à une baisse de leur loyer. Les bailleurs devraient normalement adapter automatiquement les loyers, mais en pratique, il faut le plus souvent que les locataires fassent une demande.

Compte tenu de la nécessité pour lui d'économiser, le canton a tout intérêt à ce que les loyers qu'il cofinance par le biais des prestations complémentaires ou de l'aide sociale soient adaptés. L'an dernier, quand le taux de référence se situait à 2,25 pour cent, la ville de Langenthal a ainsi réclamé la baisse des 425 loyers des bénéficiaires de l'aide sociale en leur adressant une directive. Elle va ainsi économiser au moins 100 000 francs par an au profit de la péréquation financière et de la compensation des charges, ce qui correspond à environ 2 pour cent des loyers bruts financés par l'aide sociale matérielle. Le canton de Berne pourrait ainsi économiser au moins 2 ou 3 millions de francs par an en procédant de la sorte et en combinant la mesure avec les possibilités d'économie sur les prestations complémentaires, compte tenu du fait que le taux de référence a encore baissé. Il est difficile de donner des chiffres précis car on ne sait pas combien de services sociaux et de bénéficiaires de prestations complémentaires ont déjà exploité cette possibilité de faire des économies. La situation devra être clarifiée dans le cadre de la mise en œuvre de la motion. En vertu de l'article 8c, alinéa 1, lettre e de la loi sur l'aide sociale, les bailleurs louant des logements à des personnes percevant ou sollicitant des prestations d'aide sociale sont tenus de fournir des informations aux services sociaux, ces derniers ayant donc le droit d'obtenir ces informations. Cette disposition devrait être adaptée pour que les bailleurs appliquent automatiquement le taux de référence à l'adaptation des loyers ou pour que les locataires puissent déposer une demande.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion souligne à juste titre l'intérêt des pouvoirs publics à ne pas maintenir à un niveau inutilement élevé les loyers des bénéficiaires de prestations d'aide sociale ou de presta-

tions complémentaires (PC) et à rappeler les bailleurs à leur devoir. Mais la création de bases légales impliquée par sa mise en œuvre pose une série de questions de nature juridique et financière, lesquelles requièrent un examen attentif et une approche différenciée.

1. Appréciation juridique

1.1 Droit privé

Le rapport juridique établi entre le bénéficiaire de l'aide sociale ou de PC et le bailleur relève du droit privé. La compétence de légiférer en droit civil, et donc en matière de baux et loyers, appartient exclusivement à la Confédération, si bien qu'il n'est pas possible de créer les dispositions relevant du droit du bail souhaitées par le motionnaire, ni d'obliger directement le bailleur à procéder automatiquement à une adaptation de loyer si les conditions définies sont réunies.

1.2 Droit de l'aide sociale et des prestations complémentaires

Il n'existe entre le service social ou l'agence AVS et le bailleur aucun rapport de droit public ou de droit privé impliquant des droits et des obligations réciproques. Les propriétaires de logements loués à des personnes percevant ou sollicitant des prestations d'aide sociale sont uniquement tenus d'informer les services sociaux compétents, lorsque l'exécution de la législation sur l'aide sociale l'exige. Le service social peut ainsi s'enquérir du montant du loyer et de sa base de calcul auprès du bailleur. Mais il n'y a pas de lien juridique entre le bailleur et le service social allant au-delà de cette obligation à caractère unilatéral. Et le bailleur n'a pas à respecter un tel devoir d'information envers l'agence AVS.

Les bénéficiaires de l'aide sociale ou de PC et les services sociaux ou les agences AVS en charge du dossier sont en revanche liés par un rapport juridique de droit public. Leurs droits et obligations réciproques sont régis par la loi sur l'aide sociale du canton de Berne et par la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC). Le service social compétent a d'ores et déjà la possibilité d'enjoindre aux bénéficiaires de l'aide sociale de demander une réduction de loyer auprès de leur bailleur en cas de baisse significative du taux de référence. Les agences AVS ne peuvent pour leur part que signaler la chose.

1.3 Mise en œuvre juridique

Dans ce contexte, l'introduction d'autres dispositions légales dans le droit de l'aide sociale ou des prestations complémentaires en application de la motion apparaît soit inutile au vu des instruments existants, soit impossible dans la mesure où il s'agit du droit fédéral. Par ailleurs, aucune base légale n'oblige les locataires à informer les bailleurs de la perception de prestations d'aide sociale ou de PC. Si tel était le cas, il faudrait s'attendre à ce que certains de ceux-ci refusent de louer leurs objets à des personnes qu'ils savent dépendantes de l'aide sociale ou de PC, d'où un handicap supplémentaire pour ces dernières sur le marché du logement.

2. Appréciation financière

2.1 Charge administrative

Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale ou de PC doivent se faire aider – pour des problèmes de langue, de santé ou de méconnaissance de la procédure – pour faire valoir leur droit à une adaptation de loyer en cas de baisse du taux de

référence. Ils ont besoin d'un soutien spécialisé pour tout ou partie des démarches, que ce soit pour demander, remplir ou envoyer un formulaire, pour réunir les pièces à joindre au dossier, pour négocier avec le bailleur ou la chambre d'arbitrage, pour formuler et déposer une plainte ou encore pour trouver un avocat et financer la représentation juridique. C'est aux services sociaux, aux agences AVS ou à un service spécialisé tel que l'autorité de conciliation qu'il incomberait d'assurer ce soutien.

2.2 Conséquences financières

2.2.1 Aide sociale

En l'état actuel des connaissances, il n'est pas possible de procéder à une estimation fiable des coûts. La commune de Langenthal évalue les économies réalisées à 100 000 francs. Il y aurait cependant lieu de mettre ce gain en balance avec les charges de personnel supplémentaires. De même s'agit-il de considérer qu'en cas de hausse des taux de référence, les bailleurs seront plus vite enclins à relever les loyers qu'ils ne le seraient si les locataires n'avaient pas précédemment exigé une réduction.

2.2.2 Prestations complémentaires

Il convient de noter que, dans ce domaine, les dépenses reconnues ne comprennent pas forcément l'intégralité du loyer. Le maximum, fixé à l'article 10, alinéa 1 LPC, se monte à 1100 francs par mois pour une personne seule et à 1250 francs pour un couple (charges comprises). Beaucoup de bénéficiaires paient un loyer supérieur et assument la différence eux-mêmes. L'adaptation du loyer au taux de référence aurait donc une influence sur les finances cantonales moins importante dans le secteur des PC que dans celui de l'aide sociale.

3. Situation dans le domaine de l'aide sociale

3.1 Expériences communales

Plusieurs services sociaux du canton de Berne (Aarberg, Langenthal, Lyss, Münchenbuchsee, Nidau) ont invité en 2012 et 2013 leurs bénéficiaires de l'aide sociale à faire valoir leur droit à un ajustement du loyer en cas de baisse du taux de référence. Si les services qui ont systématiquement demandé une adaptation de loyer confirment que la démarche leur a coûté au départ un important travail administratif, ils soulignent aussi que le jeu en a doublement valu la chandelle, dès lors qu'il leur a valu des économies et leur a permis en outre d'établir une procédure bien rodée pour toutes les nouvelles inscriptions.

3.2 Projet de service de contrôle des locations à Bienne

La ville de Bienne veut lancer un projet destiné à aider les bénéficiaires de l'aide sociale à faire valoir leurs droits en matière de baux et loyers. Ce projet permettrait de réunir des expériences et de tirer des enseignements, y compris en lien avec le sujet de la présente motion.

4. Situation dans le domaine des prestations complémentaires

La Caisse de compensation du canton de Berne, en charge des prestations complémentaires, a déjà pris plusieurs mesures pour informer les bénéficiaires de la possibilité de demander l'adaptation de leur loyer au taux de référence. Elle met ainsi à leur disposition une lettre type et une marche à suivre.

Lors de séances d'information, les agences AVS, en contact direct avec les bénéficiaires, ont par ailleurs été invitées à leur signaler leur droit de solliciter une baisse de loyer.

5. Synthèse

Le Conseil-exécutif est conscient de l'intérêt des pouvoirs publics à réduire les frais de loyer qui est mis en avant dans la motion. Il convient d'encourager plus systématiquement l'adaptation des loyers des bénéficiaires de l'aide sociale ou de PC au taux de référence. Les services sociaux et les agences AVS n'ont pas de moyen d'action direct au plan juridique. Mais ils peuvent indirectement œuvrer en ce sens en informant les personnes concernées, en les conseillant et en les représentant. Les mesures en cours dans les deux domaines sont à poursuivre et à renforcer lorsque nécessaire.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif estime judicieux de vérifier s'il serait opportun d'enjoindre les 68 services sociaux bernois à rechercher systématiquement un ajustement des loyers au taux de référence. Il faudra pour ce faire tenir compte des possibilités légales actuelles et des spécificités communales. La SAP prendra aussi en considération le projet biennois de contrôle des locations.

Le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire n° 20, motion du PS-JS-PSA, Aide sociale matérielle et prestations complémentaires: adaptation des loyers au taux de référence. M. Müller a la parole.

Reto Müller, Langenthal (PS). Ich wandle meine Motion gleich zu Beginn in ein Postulat um. Dies, weil ich die in der regierungsrätlichen Antwort erwähnte Schwierigkeit der Umsetzung des Anliegens per Motion nachvollziehen kann. Für die bereits erfolgten, fundierten Abklärungen danke ich Ihnen sehr! Aus meiner Sicht bedarf es keiner weiteren Prüfung. Ich werde aber den Regierungsrat am Schluss darum bitten, die in seiner Kompetenz liegenden Entscheidungen in dieser Sache zu fällen, damit es auch wirklich vorwärts geht. Durch die Umwandlung in ein Postulat scheint im Vorfeld nur noch Ziffer 3 des Vorstosses umstritten zu sein. Wir werden vielleicht noch etwas darüber hören. Zudem werde ich auch unsere Haltung in Bezug auf Ziffer 3 bekanntgeben. Zu den Wohnkosten kamen im Jahr 2012 bei der wirtschaftlichen Sozialhilfe 26 Prozent an Nettoaufwendungen hinzu. Demzufolge fällt ein Viertel der Kosten der Sozialhilfe im Kanton Bern bei den Mieten der Beziehenden an. Aufgrund des anhaltend tiefen Referenzzinssatzes haben wir in Langenthal bereits im Jahr 2012 eine Anpassung vorgenommen. Auf den damaligen Verlauf gehe ich nicht näher ein. In der heutigen «Berner Zeitung» ist ein Bericht mit dem etwas reisserischen Titel «Wie die Sozialhilfe Millionen sparen könnte» abgedruckt. Im Grundsatz entspricht dies effektiv den Tatsachen. Der Referenzzinssatz befindet sich seit zweieinhalb Jahren auf einem dauerhaft tiefen Niveau. Weshalb nur 17 Prozent der Bevölkerung sich die Mühe gemacht haben, die Mieten entsprechend anpassen zu lassen, ist mir ein Rätsel. An dieser Stelle möchte ich auch lobend erwähnen, dass zum Beispiel die Schweizerischen Bundesbahnen (SBB) und die Wohnbaugenossenschaften in Langenthal sowie die meisten Pensions-

kassen die Mietzinse automatisch dem Referenzzinssatz angepasst haben, so wie es eigentlich im Mietrecht vorgesehen ist.

Ich teile die Auffassung der regierungsrätlichen Antwort auch dahingehend, dass es für eine Um- bzw. Durchsetzung des Mietrechts für unsere Klientinnen und Klienten wirklich Unterstützung bedarf. Die betroffenen Leute sind im Normalfall zu schwach, um sich durchzusetzen und zu ihrem Recht zu kommen. Folglich mussten sie die entsprechenden Briefe bei uns auf der Gemeinde unterschreiben; diese haben wir danach verschickt. Was den Datenschutz anbelangt, so war nicht ersichtlich, dass die Schreiben vom Sozialamt stammten. Manchmal ist die Einhaltung des Datenschutzes schwierig. (*La présidente agite sa cloche.*) Denn in der Regel werden die meisten Mieten direkt vom Sozialamt an den jeweiligen Vermieter überwiesen. Sie haben gesehen, wohin unsere Eingaben geführt haben. Für die paar wenigen umstrittenen Fällen mussten wir einen Rechtsbeistand hinzuziehen. In unserem Fall war dies Frau Grossrätin Katrin Zumstein. Sie wird selber noch darauf eintreten, weshalb ich sie auch nennen darf. Ihr Einsatz hat uns 15 000 Franken gekostet. Diesbezüglich sollte aus meiner Sicht auch die praktische Umsetzung des Postulats für diejenigen Gemeinden greifen, welche die Anpassung der Mieten für ihre Sozialhilfebeziehenden fordern. Zum einen hatten wir aufgrund der Beauftragung der Rechtsanwältin Aufwände im administrativen Bereich. Diese konnten wir durch die normalen Aufwendungen decken. Zum anderen fiel das Anwaltshonorar von Frau Zumstein an, welches wir zulasten der Stadt Langenthal unter «Honorare Dritter» verbuchen mussten. Dies, obwohl wir mit besagtem Vorgehen für den Lastenausgleich im Kanton Bern 8500 Franken pro Monat bzw. 100 000 Franken pro Jahr einsparen konnten. Wir haben dieses Geld somit allen anderen den Lastenausgleich mittragenden Gemeinden geschenkt – bitte, gerne geschehen! Aus unserer Sicht könnte der Kanton ein Anreizsystem für diejenigen Gemeinden oder Sozialdienste schaffen, welche die Anpassungen vornehmen. Auch wir würden eine nachträgliche Rückerstattung der Anwaltskosten in diesem Fall annehmen. Nur, damit dies noch gesagt ist! Besten Dank! – Herr Perrenoud hat schon genickt.

Ich würde es begrüßen, wenn Sie die Motion – jetzt in Form eines Postulats – unterstützen könnten. Somit könnte seitens des Kantons eine Verpflichtung zwecks Durchführung einer systematischen Angleichung oder Kontrolle der Mietverhältnisse in allen 68 bernischen Sozialdiensten vorgegeben werden. Die Einsparungen werden grösser sein als andere administrative Aufwände wie zum Beispiel das jährliche Umbuchen in die jeweils günstigsten Krankenversicherungen. Letzteres ist administrativ viel aufwändiger und bringt viel geringere Einsparungen. Ich bin ebenfalls sehr damit einverstanden, die Erfahrungen der Mietfachstelle Biel in die Prüfung von künftigen Lösungen für die Sozialdienste einfließen zu lassen.

Nun zu Ziffer 3. In dieser geht es um die Wurst bzw. darum, ob man eine Anrechnung gemäss der überwiesenen Motion «Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe» vornehmen kann. Diese forderte, bei den Sozialhilfekosten 10 Prozent einzusparen. Ich habe Ziffer 3 erst im Januar, kurz vor Einreichen des Vorstosses ergänzt. Im letzten Jahr haben wir mit den Sparmassnahmen beschlossen, unter anderem bei den

Integrationszulagen der Sozialhilfebeziehenden zu sparen. In der Folge haben wir im vergangenen Dezember seitens der Gemeinde Langenthal einen Brief an diejenigen verschickt, welche Integrationszulagen erhalten haben und ihnen mitgeteilt, dass sie nicht mehr 300 Franken, sondern nur noch 100 Franken erhalten werden. Ich habe etliche Reaktionen erhalten, unter anderem von Lernenden, von Gymnasiastinnen und Gymnasiasten, von Studierenden, von Alleinerziehenden und auch von arbeitenden Sozialhilfebeziehenden. Letztere konnten nicht verstehen, weshalb gerade sie, die sich bemühen und arbeiten, eine Kürzung von 300 auf 100 Franken hinnehmen müssen. Aus meiner Sicht hat diese Kürzung der Integrationszulage absolut die falschen Sozialhilfebeziehenden getroffen. Zwar können wir dies heute nicht rückgängig machen. Hinzu kommt, dass es derzeit auch von niemandem verlangt wird. Allerdings haben wir wirklich bei denjenigen Sozialhilfebeziehenden gespart, welche arbeiten oder eine Ausbildung absolvieren, um somit die Voraussetzungen zu schaffen, den Teufelskreis der Sozialhilfe zu durchbrechen.

Ueli Studer hat mit seiner Motion gefordert, das kantonale Sozialhilfegesetz (SHG) dergestalt anzupassen, dass die Sozialhilfe beim Grundbedarf, bei den situationsbedingten Leistungen und den Integrationszulagen um insgesamt 10 Prozent gekürzt wird. Ueli Studer, Sie haben damals auch gesagt, dass sie es der Regierung überlassen, in welchem der drei Bereiche gespart werden soll und dass dies nicht unbedingt beim Grundbedarf sein müsse. Das ist relativ schwierig umzusetzen. Ich habe einen Kuchen, welcher die Nettoaufwendungen des Jahres 2012 der wirtschaftlichen Sozialhilfe des Kantons Bern mit insgesamt 442 Mio. Franken enthält. 33 Prozent entsprechen dem Grundbedarf... (*La présidente demande à l'orateur de conclure, son temps de parole étant déjà dépassé.*) Ich schliesse mein Votum, pas de problème!

Katrin Zumstein, Bützberg (PLR). Wie Sie vornhin von Reto Müller gehört haben, habe ich damalige Sozialhilfeempfängerinnen und -empfänger vor der Schlichtungsbehörde in Burgdorf vertreten. Dabei ging es um nicht von den Vermietern gewährte Mietzinsherabsetzungen. Der Gang an die Schlichtungsbehörde war für die Mieter und Mieterinnen aus verschiedenen Gründen mehrheitlich nicht erstrebenswert. Sie mussten diesen Schritt auf Geheiss des Sozialamts tun, wenn dieses die Herabsetzung des Mietzinses verlangte. Dies war für die betreffenden Leute unangenehm, zumal sie sich zum Teil gut mit ihren Vermietern verstanden und dem Zusammentreffen vor der Schlichtungsstelle nicht unbedingt erfreut entgegengeblickt haben. Weil es sich um eine fixe Ausgabe handelt, spüren sie letztendlich selber nichts von einer Herabsetzung des Mietzinses. Dieses Vorgehen des Sozialamts warf damals grosse Wellen. Es wurden mehrere Zeitungsberichte darüber geschrieben, und – zu meinem Erstaunen – lagen die Sympathien seitens der Öffentlichkeit bei den Vermietern und den Sozialhilfeempfängern, aber sicher nicht beim Sozialamt. So hiess es etwa, der Aufwand, um die zum Teil geringen Herabsetzungen zu verlangen, sei unverhältnismässig. Weiter wurde gesagt, dass man als Vermieter unter diesen Voraussetzungen in Zukunft keine Sozialhilfeempfänger mehr als Mieter und Mieterinnen nehmen wolle. Auch ich persön-

lich wurde heftig dafür kritisiert, überhaupt eine solche Sache zu vertreten. Ich habe dann erklärt, dass es für mich grundsätzlich selbstverständlich ist, mich dafür einzusetzen. Dies einerseits, weil das Bundesrecht entsprechende Anpassungen der Mietzinse vorsieht, andererseits, weil die Mieten der Sozialhilfebeziehenden mit unseren Steuergeldern bezahlt werden. Dennoch ist mir bewusst, dass es zahlreiche Vermieter gibt, die den Fünfer gerade sein lassen. Ein solches Vorgehen von Seiten der Sozialämter dürfte sich also in Zukunft eher nachteilig auswirken, dahingehend, dass eine erneute Erhöhung des Referenzzinssatzes gleich an die Mieter weitergegeben wird.

Beschliesst aber ein Sozialamt, Herabsetzungen zu verlangen, muss bei allen Vermietern genau gleich vorgegangen werden. Ermessen und Sympathie sind in diesem Fall absolut nicht gefragt. Wir alle in diesem Saal verlangen im Bereich der fürsorgerischen Unterstützung eine sehr hohe Professionalität. Deshalb sind wir – auch im Bereich der Mietzinse, in welche ein Grossteil der Unterstützung einfließt – auf ein hochprofessionelles Vorgehen angewiesen. Die FDP unterstützt nebst den Ziffern 1 und 2, zu welchen ich nun Stellung genommen habe, auch Ziffer 3 in Form eines Postulats. Dort sehen wir nicht nur einen Anreiz für die Gemeinden, sondern ebenso für die Sozialhilfeempfänger selber. Diese erhalten so den Anreiz, allenfalls selber eine Mietzinsherabsetzung zu beantragen. Die technische Umsetzung – darüber habe ich mir gewisse Gedanken gemacht – wird sich indes sehr schwierig gestalten. Nichtsdestotrotz ist eine Überprüfung möglich. Die FDP unterstützt alle drei Ziffern des Vorstosses in Form eines Postulats.

Ueli Studer, Niederscherli (UDC). Werter Reto Müller, die SVP-Fraktion anerkennt das Anliegen Ihrer Motion, zielt sie doch auf die Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe ab. Allerdings denken wir, dass der Aufwand bei den Sozialdiensten nicht zu unterschätzen ist. Deshalb sollte man sich zurückerinnern, dass wir die Stellenprozente der Administrativmitarbeiterinnen der Sozialarbeiter erhöht haben. Dies geschah nicht nur aufgrund von Mehrarbeit, sondern auch als Folge der in Bezug auf die Qualität gemachten Auflagen. Die Sozialdienste Mietzinsreduktionen einfordern zu lassen, verursacht einen zusätzlichen Aufwand. Insofern bin ich nicht sicher, ob wir deshalb nicht wieder aus Ihrer Richtung eine Forderung nach mehr Stellenprozenten erhalten werden. In diesem Zusammenhang kommt mein altes Anliegen, die Sozialdienste umzubauen, wieder zu Sprache. Dennoch sollen die Sozialarbeiterinnen und Sozialarbeiter tatsächlich ihre Beratungen durchführen. Für versicherungstechnische und mietrechtliche Themen sollten jedoch Fachleute eingesetzt werden. Diesbezüglich kann ich mir durchaus eine Optimierung vorstellen. Ich halte die Antwort des Regierungsrats für sachlich und richtig. Deshalb verlangt die SVP-Fraktion, punktweise abzustimmen. Reto Müller, wir werden Ihr Postulat in zwei Punkten, unter folgender Bedingung, überweisen: Die GEF soll keinen grossen Aufwand haben, um das Postulat zu beantworten. Die Beantwortung soll im Rahmen der Revision des SHG erfolgen. Ich glaube, die GEF hat andere Aufgaben, als eine Postulatsantwort zu verfassen. Vielleicht kann der Fürsorgedirektor noch Stellung dazu nehmen. Ziffer 3 lehnen wir sowohl in Motions- wie auch in Postulatsform ab. Wie Sie selber gesagt haben,

trägt meine damalige Motion einen anderen Titel. Ich habe klar signalisiert, dass ich offen bin und die Diskussion mit der Verwaltung führen möchte. Reto Müller, diese Diskussion hat aber noch nicht stattgefunden. Solange diese nicht stattgefunden hat, bin ich nicht dafür, mein Motionsanliegen in ein Postulat zu integrieren. So hätte ich nämlich weniger Handlungsspielraum. Aus diesem Grund wird die SVP-Fraktion Ziffer 3 ablehnen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Wer sollte dagegen sein, wenn wir es schaffen, mit diesem Postulat Geld bei den Sozialhilfeempfängern zu sparen? Ich bin mir allerdings nicht sicher, ob sich dies de facto in der Praxis bewahrheiten wird. Wir sollten uns nichts vormachen: Der Markt steht sozial randständigen Leute nicht offen. Wenn ich sehe, wie viele meiner 210 Patienten in Wohnungen oder begleitet wohnen, dann muss ich sagen: Wer denkt, dass Suchtpatienten ganz einfach zu einer Mietwohnung kommen, irrt sich. Was dieses Segment anbelangt, wissen wir schon längst, dass wir unter Umständen – auch mit diesem rechtlichen Vorgehen – erfolgreich wären, allerdings nur für kurze Zeit. Denn diese Patienten sind nicht immer sehr einfach und wohnpfleglich. Unter Umständen stehen sie aus anderen Gründen sehr rasch wieder auf der Strasse. Wer meint, auf diese Weise viel Geld sparen zu können, irrt. Dies, weil ein grosser Teil der Leute nicht immer zu 100 Prozent über die so genannte Wohnkompetenz verfügt. Deshalb wird man nicht knallhart das Messer ansetzen können, um zu sagen, dass die Vermieter von Rechts wegen die Mietzinse gefälligst zu reduzieren haben. Dies auch aus dem Grund, dass die randständigen Leute, insbesondere in der Stadt Bern, meistens schon längst in ohnehin bereits preisgünstigen Wohnungen leben. Ich erinnere auch daran, dass wir vor ein paar Jahren beschlossen haben, gleich vorzugehen, wie bei den Krankenkassen: Demzufolge müsste jeder Sozialhilfeempfänger neu alle sechs Monate daraufhin überprüft werden, ob er bei einer der billigsten Krankenkassen versichert ist; wenn nicht, müsste diese gewechselt werden. Wir sind relativ rasch auf den Mund gefallen, als wir feststellten, welchen immensen Aufwand eine sechsmonatliche Überprüfung auf die billigste Krankenkasse verursacht. Dieser Aufwand wurde auch bei uns derart exorbitant, dass die sechsmonatliche Überprüfung rasch zugunsten einer höchstens einmal jährlichen Überprüfung aufgegeben werden musste. Damit will ich nur sagen, dass wir uns manchmal für genial halten, aber die Realität eine andere ist. Aus diesem Grund ist auch unsere Fraktion nur dann zur Überweisung des Postulats bereit, wenn dieses pragmatisch umgesetzt wird. Diese Möglichkeit hat mir der Generalsekretär eben bestätigt. Wir wollen keine neuen Berichte erhalten, sondern die jetzigen Pilotprojekte auswerten und – sofern sinnvoll – die neuen Erfahrungen in die laufende SHG-Revision einfließen lassen. Nicht mehr und nicht weniger soll geschehen. In diesem Sinn spricht sich die glp-Fraktion für eine Überweisung des Postulats aus.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion kann die Argumentation des Regierungsrats nachvollziehen. Zudem haben wir auch mit Organisationen, die sich um EL- oder Sozialhilfebeziehende kümmern, Kontakt aufgenommen. Daher unterstützen wir den von Reto Müller in ein Postulat

umgewandelten Vorstoss. Die Ausführungen zeigen deutlich, dass im Bereich der Mieten ein echtes Sparpotential vorhanden wäre. Dieses könnte genutzt werden, würden die Vermieter bei Senkungen des Referenzzinssatzes die Mieten automatisch senken. Man muss sich ebenso bewusst sein, dass die Mieten bei steigendem Referenzzinssatz auch wieder ansteigen würden. Die vom Regierungsrat formulierten rechtlichen Bedenken gilt es tatsächlich zu beachten. Wir haben verschiedene Gesetzesebenen und -bestimmungen, welche zu beachten sind; diese stehen aber teilweise im Widerspruch zu einander oder sind kantonale nicht beeinflussbar. Im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB) wird das Vertragsverhältnis zwischen Vermieter und Mieter geregelt, daneben bestehen das Bundesgesetz über Ergänzungsleistungen zur Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (ELG) sowie das kantonale Sozialhilfegesetz (SHG), welches einerseits Auskunftspflichten regelt, andererseits aber auch das Sozialhilfegeheimnis festlegt. Unter den Vermietern gibt es sowohl schwarze als auch weisse Schafe: Es gibt soziale Vermieter, welche Bedürftigen günstigen Wohnraum zur Verfügung stellen. Diese müssten in Zukunft die Mietzinsreserve klar im Mietvertrag deklarieren. Andere Vermieter nutzen hingegen die Mietzinslimiten der Sozialdienste schamlos aus, ohne angemessen für den Unterhalt der Wohnungen zu sorgen. Wie wir wissen, ist der Wohnraum – gerade für Sozialhilfe- und EL-Beziehende – knapp. Der Staat ist schliesslich ein zuverlässiger, regelmässiger Zahler. Deshalb werden wir das Projekt der Mietfachstelle Biel mit Interesse verfolgen. Dieses halten wir für eine gute Idee und hoffen, dass es zustande kommt.

Über den administrativen Aufwand haben wir heute bereits etwas gehört: AHV-Zweigstellen und Sozialdienste werden mit der Umsetzung dieser Forderung sicherlich zusätzlich belastet. Viele Kunden der AHV-Zweigstellen oder Klienten von den Sozialdiensten wären bei der Durchsetzung ihrer Ansprüche auf Mietzinsreduktion auf Hilfe oder sogar auf rechtliche Unterstützung durch die Schlichtungsbehörde angewiesen. Aus persönlicher Erfahrung weiss ich, dass dieses Prozedere nicht ganz einfach ist und ein gewisses Know-how erfordert. Bei den Sozialdiensten gibt es einige Beispiele, welche aufzeigen, dass sich die Erfüllung von Vorgaben des Kantons sehr aufwändig gestaltet. Das Beispiel der Krankenversicherungen ist bereits erwähnt worden. Ein weiteres Beispiel ist die Geltendmachung von Familienzulagen, bei welchen es um eine Umlagerung von der einen zur anderen Kasse geht. Es macht also Sinn, wenn der Regierungsrat die vorhandenen Möglichkeiten und finanziellen Auswirkungen sowie den administrativen Aufwand noch einmal genau überprüft und dann sinnvolle Massnahmen vorschlägt. Dass allfällige Kosteneinsparungen der Motion «Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe» angerechnet werden sollen, scheint uns eigentlich logisch. Denn genau darum geht es bei dieser Forderung, nämlich um die Optimierung der Kosten bei der Sozialhilfe. Hier geht es konkret um Mietzinskosten, welche Bestandteil der Sozialhilfekosten sind. Ueli Studer, Ihre Motion wäre bereits mit dem Titel gänzlich erfüllt.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD). Ich fasse mich kurz: Die BDP-Fraktion anerkennt das Grundanliegen des Motionärs, teilt aber auch die Überlegungen der Regie-

rung. Auch wurde bereits vieles von den Vorrednern erwähnt, welchem die BDP beipflichten kann. Die BDP-Fraktion ist froh, dass die Motion in ein Postulat umgewandelt worden ist. Dieser Prüfungsauftrag bietet der Regierung die Möglichkeit, die verschiedenen Knackpunkte zu klären. Aus diesem Grund wird die BDP alle drei Ziffern einstimmig als Postulat unterstützen.

Christine Schnegg-Affolter, Lyss (PEV). Auch die EVP-Fraktion stimmt allen drei Ziffern des Postulats zu. Wir sind der Überzeugung, dass Handlungsbedarf besteht. Dieser besteht mindestens im gleichen Ausmass wie bei den Krankenkassen. So müssen die Sozialhilfebeziehenden jährlich zu einer der zehn billigsten Krankenkassen wechseln, was einen nicht zu verachtenden Verwaltungsaufwand generiert. In der Begründung zeigt uns das Beispiel aus Langenthal deutlich, wie viel gespart werden kann, wenn Massnahmen ergriffen werden, um die Mietzinse dort nach unten zu korrigieren, wo die Vermieter zu Unrecht zu hohe Mieten verlangen. Weil die Umsetzung rechtlich und organisatorisch noch ein paar Unklarheiten aufweist, sind wir wie der Regierungsrat der Meinung, dass ein Postulat die richtige Form ist. Es ist notwendig, abzuklären, in welcher direkten oder indirekten Form der Kanton Bern seine Einflussmöglichkeiten geltend machen kann. Wir unterstützen auch Ziffer 3 des Postulats. Diesbezüglich schliesse ich mich der Argumentation von Andrea Lüthi an. Die Fraktion EVP hat die Motion Studer damals abgelehnt. Wir würden es sehr begrüssen, wenn die eingesparten Gelder aus dieser Forderung, nämlich die 10-prozentige Kürzung der Sozialhilfe, hier angerechnet werden könnten. Die Fraktion EVP beantragt Ihnen, alle drei Ziffern dieses Vorstosses als Postulat zu überweisen.

La présidente. M. Brönnimann vous avez la parole à titre d'intervenant personnel.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Ich erlaube mir, ein Votum aus Gemeindesicht zu halten. In Köniz läuft derzeit ein Pilotversuch. In diesem Rahmen klären wir 100 Dossiers ab. Die Stossrichtung ist die gleiche, wie sie der Motionär bzw. der Postulant fordert. Grossrat Studer hat zu Recht gesagt, dass man Fragen bezüglich Aufwand und Ertrag stellen könne. Diese Fragen haben wir uns in unserer grossen Gemeinden auch gestellt. Natürlich kann man auch sonst gewisse Grundsatzfragen aufwerfen. Einerseits haben wir in Köniz noch die heutige Debatte abwarten wollen. Andererseits stellen sich Timing-Fragen. Der Referenzzinssatz ist in den letzten Jahren immer gesunken. Nun hat man ihn auf dem gleichen Niveau belassen, wobei eine weitere Senkung um ein Viertel möglich ist. Die Senkungen werden ja jeweils auf Viertel gerundet. Nach der aktuellen Zins-tendenz könnte eine weitere Senkung möglich sein. Der nicht unbeträchtliche Aufwand wurde bereits angesprochen. Deshalb kann diese Prüfung nicht alle sechs Monate erfolgen, da dies unverhältnismässig wäre. Unsere Überlegung war, mit Blick auf das Timing, den tiefsten Zeitpunkt zu erwischen. Ebenfalls erwähnt wurde, dass sich gerade aus Sicht einer grösseren Gemeinde die Frage des Anreizes stellt. Es kann nicht sein, dass wir den Aufwand auf uns nehmen, um – überspitzt gesagt – «nur» den Kanton zu entlasten, damit dann alles im Lastenausgleich verpufft.

Dieses Problem stellt sich auch in anderen Bereichen. So sind wir zum Beispiel in Köniz der Meinung, dass wir im Bereich der Inkassohilfe eine vorbildliche Rolle einnehmen und etwas leisten. Auch dort stellt sich die Frage, was wir davon haben. Deshalb muss die Grundsatzfrage nach den Anreizen gestellt werden. Aus meiner Sicht gibt es ein weiteres wichtiges Argument, welches auf Kantonsebene geklärt werden sollte, nämlich das Argument der Rechtsstaatlichkeit. Klar, jede Gemeinde kann die Mietzinsreduktionen gestützt auf Bundesrecht einfordern. Trotzdem empfinde ich es als stossend, wenn es einzelne Gemeinden tun, andere hingegen nicht. Dies führt doch zu einer faktischen Ungleichbehandlung der Vermieter, was ungut ist. Als Gemeindevertreter haben wir es ein Stück weit in der Hand. Da diese Debatte nun geführt wurde, steht das Thema inzwischen sicher auf der Agenda jeder politischen Gemeinde. Deshalb erhoffe ich mir persönlich, dass alle Gemeinden mitziehen werden. Damit profitieren wir davon, einmal das historische Ereignis zurückgehender Lastenausgleichszahlen zu erleben.

La présidente. En tant qu'intervenant à titre personnel, M. le conseiller d'Etat.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je ne serai pas long. Je remercie les différents intervenants. Pour moi, c'est un vrai souci cette question d'adaptation des loyers. J'ai parfois eu l'impression que nous avions des abus de l'aide sociale, non pas par les bénéficiaires de l'aide sociale, mais par les propriétaires. Cela me paraît très clair, quand je vois le prix auquel sont loués certains taudis parce que les locataires sont à l'aide sociale, c'est un peu honteux. Donc je suis convaincu qu'il y a quand même de quoi faire ici. La question a été posée, mais on ne va pas quand même faire un énorme travail et «es Büro uftue», comme on le dit en allemand. Je crois que la notion de postulat est juste. On est ici en train de faire une expérience à Bienne, et c'est aussi pour cela que nous avons proposé de prendre cela comme postulat, parce qu'on est limité au niveau juridique: on va prendre les expériences qui sont faites à Bienne avec le projet qui est lancé pour voir ce qu'on peut mettre dans la loi qui arriverait en 2017. Il est aussi juste que l'on ait une équité de traitement pour toutes les communes dans le canton, qu'il n'y ait pas des communes qui aient des avantages et des inconvénients. C'est dans ce sens-là que je vous recommande d'accepter le postulat.

La présidente. M. Müller, vous avez la parole.

Reto Müller, Langenthal (PS). Frau Präsidentin, ich fasse mich so kurz es mir möglich ist. Ich danke Ihnen herzlich für die unterstützenden Voten aus fast allen Fraktionen zu den verschiedenen Punkten. Wenn man Aufwand und Ertrag anschaut – ich möchte zwar nicht das Gesagte wiederholen – ist der Aufwand für die Umbuchungen in die jeweils zehn günstigsten Krankenkassen verhältnismässig massiv höher als der Ertrag. Wie in meinem ersten Votum erwähnt, fordere ich keinen Bericht, sondern dass der Regierungsrat in seiner Kompetenz entscheidet, wie nach der Prüfung in diesen Punkten weiter vorgegangen werden soll. Zu Ziffer 3:

Dazu wollte ich sagen, dass es gar nicht möglich ist, im Sinne der Motion «Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe» in den drei Bereichen zu sparen, ohne dabei den Grundbedarf zu tangieren. Ansonsten können Sie dies gerne noch bei mir nachschauen kommen. Die Motion heisst «Kostenoptimierung bei der Sozialhilfe». So ist es; ich werde es Ihnen noch erklären. Der Titel der Motion Studer entspricht genau dem, was wir wollen. Ich habe das Mietrecht nicht gemacht. Ich habe Verständnis dafür, dass sich die Vermieter zum Teil an den Forderungen stossen. Das Mietrecht gilt. Wir wollen nichts anderes, als eine Prüfung, inwieweit das Mietrecht im Kanton Bern im Bereich der Sozialhilfe in allen Gemeinden angewandt werden kann. Vielen Dank.

La présidente. Nous passons donc au vote. Le motionnaire a transformé sa motion en postulat et nous votons point par point. Ceux qui acceptent le point 1 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:	
Adoption sous forme de postulat	
Oui	142
Non	4
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté le point 1 de ce postulat. Nous allons passer au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:	
Adoption sous forme de postulat	
Oui	140
Non	5
Abstentions	0

La présidente. Vous avez accepté ce point 2. Nous allons passer au point 3. Ceux qui acceptent ce point 3 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:	
Adoption sous forme de postulat	
Oui	96
Non	51
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté ce point 3. Nous prenons congé de M. le conseiller d'Etat Perrenoud.

Affaire 2013.RRGR.558

Loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)

Annexe 21
Première lecture

La présidente. Nous passons donc tout de suite à la Direction de l'instruction publique. Loi sur la Haute école pédagogique germanophone. Ich habe folgende Mitteilung von Grossrat Steiner-Brütsch erhalten: «Gemäss Artikel 15 Buchstabe c GRG werde ich beim Geschäft Nummer 21 in den Ausstand treten». Nous sommes en première lecture. Nous avons un débat d'entrée en matière. Mme Schmidhauser, porte-parole de la Commission de la formation, a la parole.

Débat d'entrée en matière

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR), rapporteuse de la commission. (*La présidente agite sa cloche.*) Kaum haben wir die Bildungskommission (BiK) zusammengesetzt, durften wir bereits das erste Gesetz vorberaten. Dieses ist kurz, weswegen wir uns auch eine kurze Diskussion erhoffen. Es handelt sich um die Revision des Gesetzes über die deutschsprachige Pädagogische Hochschule (PHG). Dies ist der Grund für den Ausstand von Herrn Steiner-Brütsch: Er wird der neue Leiter des Instituts Vorschulstufe und Primarstufe an der PHBern. Ich danke der Verwaltung und Regierungsrat Pulver für die gute Vorbereitung der Gesetzesvorlage sowie für die Informationen rund um diese Gesetzgebung. Die Basis der vorliegenden Regelungen, über welche wir abstimmen werden, bildet Artikel 63a, der Bildungsartikel in der Bundesverfassung (BV). Dieser sieht eine gewisse Koordination der Aufgaben auf Hochschulniveau vor. Gestützt darauf wurde mit dem Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz (HFKG) logischerweise zuerst ein Bundesgesetz erlassen. Mit diesem Gesetz werden wir uns vermutlich noch das eine oder andere weitere Mal beschäftigen, zumal dieses gewisse Punkte festlegt, zu welchen wir auf kantonaler Ebene nicht mehr sehr viel zu sagen haben. Das HFKG legt insbesondere auch die Zulassung zu den Universitäten sowie zu den Fachhochschulen und zu den PH abschliessend fest. Die vorliegende Gesetzesänderung nimmt eben primär die Bestimmungen des HFKG auf und setzt diese entsprechend für den Kanton Bern um – soweit dies überhaupt noch möglich ist.

Anlässlich unserer Kommissionssitzung vom 17. Juni war das Eintreten auf die Gesetzesänderung entsprechend unbestritten. Ebenso wurden sämtliche Gesetzesanpassungen einstimmig bzw. einmal mit einer Gegenstimme angenommen. Auf Letztere komme ich noch zurück. Bei zwei Artikeln lag aber ein Abstimmungsergebnis von 11 Ja-, 0 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen vor. Aufgrund dieser Enthaltungen komme ich nochmals auf die betreffenden Artikel zu sprechen. Ich schlage aber vor, gleich mit der Gesetzesberatung zu beginnen und keine Eintretensdebatte zu führen. Eigentlich hatten wir abgemacht, dass ich die einzelnen Gesetzesartikel erörtere, wie wir sie in der Kommission besprochen haben. Dies, weil das Eintreten an sich unbestritten war. Ich gehe die Beschlüsse der Kommission durch. Danach ist die Diskussion selbstverständlich offen.

Zu Artikel 4: Der Begriff «Forschung» wird neu durch «Forschung und Entwicklung» ersetzt. Damit sollen die Anpas-

sungen in Bereich der Fachhochschulen, welche einen praktischen Zugang sowohl zu Forschung wie auch Entwicklung haben, aufgenommen werden. Dieser Artikel war in der Kommission völlig unbestritten.

Zu Artikel 19 Absatz 2: Diese Änderung soll ermöglichen, dass im Bereich der PH Neuanstellungen auch mittels Aufträgen, d. h. ohne feste Arbeits- und Überzeiten, möglich sein sollen. Hierbei handelt es sich um eine bereits bestehende Praxis an den Universitäten und Fachhochschulen. Diese soll nun rechtlich korrekt verankert werden. Auch diese Änderung war in der Kommission unbestritten. Zwei Bemerkungen wurden ergänzend angebracht. Zum einen wünschten Kommissionsmitglieder, vor der zweiten Lesung den Entwurf der umzusetzenden Verordnung zu sehen. Zum anderen kam die Frage auf, weshalb die Bestimmung bezüglich der Aufträge ohne Überzeitregelung nur auf Stufe PH gefragt sei. Schliesslich sollte diese Frage für die gesamten Kantonsangestellten aufgeworfen und behandelt werden. Regierungsrat Pulver hat der Kommission gegenüber dargelegt, dass das Geschäft betreffend die Vertrauensarbeitszeit auch im Regierungsrat ein Thema sei, zurzeit aber noch nicht spruchreif sei. Daraufhin hat die Kommission der Vorlage mit 11 Ja-, 0 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen zugestimmt.

Zu Artikel 25: Dies war wohl der meistberatene Artikel der Gesetzesvorlage in der Kommission. Darin geht es um die Zulassung zu den Universitäten bzw. auch zu den Fachhochschulen und zur PH. Artikel 24 HFKG legt die Voraussetzungen, um an der PH zu studieren, an sich abschliessend fest. Allerdings besagt Absatz 2, dass unter gewissen Voraussetzungen Berufsmaturanden auf Stufe Vorschul- und Primarstufe aufgenommen werden können, wobei der Hochschulrat die Voraussetzungen festlegt. In der Kommission haben wir insbesondere darüber diskutiert, wie die Zulassung von Berufsmaturanden stattfinden soll. Dass die Berufsmaturanden im Kanton Bern einen grossen Anteil ausmachen, ist unbestritten. Von Kommissionsmitgliedern wurde gefordert, dass sich der Kanton für einen vereinfachten Zugang der Berufsmaturanden zur PH einsetzen soll. Heute machen die Berufsmaturanden entweder die «Paserelle Dubs», wodurch sie eine gymnasiale Maturität erlangen, oder sie legen eine Prüfung ab, welche ihnen den Zugang zur PH ermöglicht. Der Regierungsrat hat der Kommission anschliessend aufgezeigt, dass der Kanton seinen Einfluss im Rahmen des HFKG geltend machen und sich auch für einen verbesserten Zugang der Berufsmaturanden einsetzen will. Für diese soll nach wie vor eine Prüfung stattfinden. Diese könnte sich allerdings nach der Art der Berufsmatura richten. Demzufolge könnte in Abhängigkeit mit der Berufsmaturität allenfalls eine Sprach- oder eine Mathematikprüfung gefordert sein. In diesem Sinn will sich der Regierungsrat im neu geschaffenen Hochschulrat einsetzen. Weiterhin vom Kanton angeboten wird der Vorkurs der PH für Berufsmaturanden zur Vorbereitung der Prüfungen. Dies haben wir im Rahmen des ASP-Pakets im vergangenen November so beschlossen. Der Regierungsrat hat der Kommission jedoch überzeugend begründet, dass es nicht sinnvoll wäre, wenn der Kanton Bern im Moment eigene Zulassungsvorschriften erlässt. Dadurch würde die Anerkennung der Diplome schweizweit gefährdet bzw. mit einer grossen Rechtsunsicherheit behaftet. Vor diesem Hinter-

grund hat die Kommission auch Artikel 25 mit 11 Ja-Stimmen, 1 Nein-Stimme bei 4 Enthaltungen genehmigt. Noch zwei Sätze zu den Artikeln 39 und 64: In diesen geht es darum, dass der künftige Rektor der PH gewisse Delegationsmöglichkeiten erhalten soll, welche er bis jetzt nicht gehabt hat. Beide Artikel waren in der Kommission unbestritten. In der Schlussabstimmung hat die Kommission der Gesetzesvorlage mit 11 Ja-, 0 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen zugestimmt, wobei sich dieses Stimmenverhältnis aufgrund des eben Gesagten ergeben hat.

La présidente. Y a-t-il un porte-parole de groupe qui aimerait s'exprimer pour l'entrée en matière? – Ce n'est pas le cas. Nous entrons donc en matière et nous délibérons. Mme Wälchli, vous voulez vous exprimer pour le groupe? – Alors c'est à vous.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Die SVP stimmt der Änderung des PHG zu und unterstützt eine zweite Lesung, damit die Verordnung zur Beratung vorgelegt werden kann. Dies betrifft insbesondere Artikel 19, Buchstaben e und f, worin die Regelung der Abgeltung von Ferien- und Langzeitguthaben enthalten ist. Wir unterstützen die Integration der von den Bundesbehörden erarbeiteten Zulassungsbedingungen in das kantonale Recht. Erfreulich ist, dass der Ausbildungsgang der Fachmaturität neu pädagogisch richtig als Aufnahmekriterium anerkannt und somit in Artikel 24 HFKG festgelegt wird, was bis heute im kantonalen Recht nicht möglich war. Leider kann noch keine definitive Lösung für den Zugang der BMS-Absolventinnen und -Absolventen an die PH aufgezeigt werden, wie dies in der Motion Brönnimann gefordert wurde. Wie uns der Erziehungsdirektor in der Kommission zugesichert hat, ist er bemüht, die in Zusammenarbeit mit der PH ausgearbeiteten Lösungsansätze baldmöglichst dem Hochschulrat zur Beratung zu unterbreiten. Damit soll den BMS-Absolventinnen und -Absolventen unter bestimmten Voraussetzungen der Zugang ermöglicht werden. In diesem Sinn stimmt die SVP der vorliegenden Gesetzesänderung zu.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Diese Gesetzesvorlage ist aus Sicht der grünliberalen Fraktion unbestritten. Wie wir gehört haben, hat ein Punkt zu ziemlichen Diskussionen geführt. Käthi Wälchli hat die unsererseits überwiesene Motion betreffend die Zulassung der Berufsmaturanden bereits angesprochen. Liest man den Vortrag, nimmt der Regierungsrat diese Kritik zur Kenntnis, hält aber fest, dass es keinen rechtlichen Spielraum gibt. Er führt dies weiter wie folgt aus: «Der Regierungsrat wird sich [indessen] im Rahmen seiner Möglichkeiten für die Nichtbenachteiligung der Berufsmaturandinnen und -maturanden gegenüber den Absolventinnen und Absolventen einer Fachmaturität pädagogischer Ausrichtung einsetzen.» Mit unserer Motion wollen wir ihn etwas flankieren und auch anderen Kantonen signalisieren, dass sie sich wirklich über die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) einsetzen sollten. Man kann meinetwegen noch darüber diskutieren, ob es Sinn macht, die Berufsmaturanden im Bereich der Allgemeinbildung den Maturanden mit gymnasialer Maturität gleichzusetzen. Letztere wissen im Bereich der Allgemeinbildung sicher mehr als die Berufsmaturanden.

Wenn man aber das Kriterium aufnimmt, wonach eine Fachmaturität pädagogischer Ausrichtung den Zugang automatisch gewährt, müsste der Zugang konsequent auch den Berufsmaturanden gewährt werden. Natürlich ist es unbestritten, dass diese mehr Schullektionen besuchen und über eine andere Allgemeinbildung verfügen. Wir sind aber der festen Überzeugung, dass die Berufsmaturanden nicht an diesen Voraussetzungen scheitern sollten. Denn die Lebenserfahrung ist ebenfalls Bestandteil der Allgemeinbildung, welche aus unserer Sicht zur Zulassung zu einem PH-Studiengang qualifiziert. Die PH sollte den Qualitätsstandard nicht beim Zugang hochhalten, sondern wenn die Studierenden entlassen werden. Daran halten wir fest. Wir wollen ein sichtbares Zeichen setzen. Aus diesem Grund werden wir uns der Stimme enthalten.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Die BDP stimmt den Änderungen des PHG zu. Auch bei uns hat Artikel 25 betreffend die Zulassungsbedingungen zu reden gegeben. Wir sind zuversichtlich, dass sich der Regierungsrat beim Hochschulrat für eine Änderung einsetzen wird, damit die Berufsmaturandinnen und -maturanden bessere Zulassungsbedingungen erhalten. Demzufolge stimmen wir der vorliegenden Gesetzesänderung in erster Lesung zu.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Auch die EVP-Fraktion unterstützt die Anpassungen des PHG. Wie bereits von meinen Vorrednerinnen und Vorrednern erwähnt, möchten auch wir eine Gleichstellung von BMS und FMS. Wir halten dies für eine gute Massnahme gegen den Lehrermangel. Dadurch würde der Lehrerberuf insbesondere auch für Männer attraktiver. Wie ebenfalls bereits von meinen Vorrednern ausgeführt, verfügen die BMS-Absolventen über Lebenserfahrung, von welcher Absolventen einer gymnasialen oder einer Fachmaturität nur träumen können. Uns ist es wichtig, dass ein Lehrerkollegium aus Leuten mit verschiedenen Werdegängen zusammengesetzt ist, sodass diese alle ihre Kompetenzen einbringen können. Allerdings – und dies ist uns wichtig – muss die Qualität der Lehrerbildung gewährleistet sein. Dies steht für uns fest. In diesem Sinn möchten wir während des Ausbildungsgangs im Rahmen des ersten Studienjahrs überprüfen, ob die Personen geeignet sind. Uns ist klar, dass nicht der Kanton Bern alleine die Zulassungsbedingungen bestimmen kann. Wir erwarten aber vom Regierungsrat, dass er sich entsprechend beim Hochschulrat dafür einsetzt, dass die BSM-Absolventen in Bezug auf die Zulassung zur PH heraufgestuft und prüfungsfrei zugelassen werden.

Eva Baltensperger, Zollikofen (PS). Das meiste wurde bereits gesagt. Kurz zu der innerhalb der SP-JUSO-PSA-Fraktion stattgefunden Diskussion: Für uns sind die redaktionellen sowie die aufgrund übergeordneten Rechts notwendigen Anpassungen unbestritten. Wir haben uns bereits in der Vernehmlassung kritisch zum Thema der Zulassungsbedingungen geäußert. Wir stören uns nicht an der Erleichterung des Zugangs für die BMS-Absolventen, sondern am Zugang ohne Auflagen für Absolventen einer Fachmaturität pädagogischer Ausrichtung. Wir stören uns einerseits an der bereits erwähnten Ungleichbehandlung. Noch gravierender finden wir, dass andererseits nach relativ kurzer Zeit

der Wechsel von der Seminausbildung zur Ausbildung an einer Pädagogischen Hochschule stattgefunden hat, für welche bisher alle Studentinnen und Studenten die gleichen Voraussetzungen mitbringen mussten. Dies war mit dem Mehrwert verbunden, dass zwischen den verschiedenen Unterrichtsstufen eine Durchlässigkeit garantiert war. Vor diesem Hintergrund halten wir es für einen Rückschritt, wieder die alte Zuteilung zu haben, wonach man mit der einen Ausbildung an der Primar- und mit der anderen an der Sekundarstufe unterrichten kann. Gerade weil dieser Weg von mehr Frauen als Männern gewählt wird, befürchten wir, dass die vor allem bei der Primarstufe vorherrschende Frauenlastigkeit zementiert wird und die berechtigten, immer noch im Raum stehenden Lohnausgleichsforderungen zwischen den verschiedenen Unterrichtsstufen kaum eine positive Veränderung erfahren werden. Leider sind die Vorgaben seitens des Bundes eindeutig, sodass wir keine Einflussmöglichkeit haben. Ein Ausscheren kommt deshalb auch für die SP-JUSO-PSA-Fraktion nicht in Frage. Wir möchten diese Entwicklung aber kritisch beobachten und möchten, dass für den Lehrerberuf mehr als etwas Lebenserfahrung wichtig ist. Nichtsdestotrotz wird unsere Fraktion der Gesetzesänderung zustimmen.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Ich fasse mich kurz. Wir Grünen begrüßen die vorliegende Teilrevision des PHG. Im Zuge der Vereinheitlichung der Hochschullandschaft in der Schweiz sind diese Änderungen notwendig und sinnvoll. Die wichtigste Änderung, welche viel zu reden gibt, dürfte jene betreffend die Lockerung der Zulassungsbedingungen sein. Wir Grünen setzen uns schon lange dafür ein, dass die Zulassung für Absolventen der FMS pädagogischer Ausrichtung gelockert wird, sodass diese zugelassen werden können. Selbstverständlich sind wir auch der Meinung, dass die BMS-Abgängerinnen und -Abgänger zu erleichterten Bedingungen zugelassen werden sollen; aber eins ums andere.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wird das Wort seitens weiterer Fraktionen gewünscht? – Das ist nicht der Fall. Somit haben Sie die Möglichkeit, das Wort als Einzelsprechende zu verlangen. Nun hat Grossrat Vogt für die FDP-Fraktion das Wort.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Wir haben von den Vorrednerinnen und Vorrednern gehört, was am vorliegenden Gesetz geändert werden soll. Es handelt sich um Anpassungen an die Bestimmungen des Bundesgesetzes, darunter gesetzestechnische Änderungen betreffend die Arbeitszeiterfassung, die Aufnahmebedingungen der Maturanden und die Entlastung des Rektorats. Es sind dies aus unserer Sicht alles sinnvolle Anpassungen. Folglich ist klar, dass dieser Gesetzesänderung zugestimmt werden muss, was die Fraktion FDP einstimmig tun wird.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wünscht der Erziehungsdirektor das Wort? – Das ist der Fall, bitte Herr Erziehungsdirektor.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.

Es handelt sich nicht um eine grosse Gesetzesrevision, sondern um die Anpassung kleinerer Punkte sowie um einen Nachvollzug von Bundesrecht. Die Kommissionspräsidentin hat die verschiedenen Änderungen bereits dargelegt. Ich möchte nicht verlängern, aber auf denjenigen Punkt eingehen, mit dem Sie sich in der Diskussion besonders beschäftigt haben, nämlich die Zulassung zur Pädagogischen Hochschule. Im neu formulierten Artikel 20 Absatz 2 PHG verweisen wir lediglich auf die im Bundesgesetz geregelten Zulassungsbedingungen. Das neue Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (Hochschulförderungs- und -koordinationsgesetz, HFKG), welches voraussichtlich anfangs nächstes Jahr in Kraft treten wird, sagt in Artikel 24 Absatz 2, Zulassung zu den pädagogischen Hochschulen, Folgendes: «Sie verlangen für die Zulassung zur ersten Studienstufe für die Vorstufen- und Primarlehrerausbildung entweder eine gymnasiale Maturität oder eine Fachmaturität pädagogischer Ausrichtung oder unter bestimmten Voraussetzungen eine Berufsmaturität; der Hochschulrat legt die Voraussetzungen fest.». Auf diesen Passus verweisen wir im entsprechenden Artikel der hier beratenen Änderung des kantonalen Gesetzes. In Zukunft besteht natürlich – wie bisher – die Zulassung zu unserer PH mit der gymnasialen Maturität. Neu soll die Zulassung aber auch mit der Fachmaturität pädagogischer Ausrichtung möglich sein. Diese weiter gefasste Zulassung wurde zwar nicht von allen, aber dennoch breit, gewünscht. Zudem wird die Zulassung unter den vom Hochschulrat zu bestimmenden Voraussetzungen auch mit der Berufsmaturität möglich sein.

Sie haben sich mit der Frage der künftigen Zulassung von Berufsmaturandinnen und -maturanden an die PH befasst. Diesbezüglich werden wir uns für eine relativ liberale Handhabe einsetzen, immer unter der Voraussetzung, dass der Kanton Bern – gemäss dem nächsten Traktandum – Mitglied des Hochschulkonkordats sein wird. Dafür werde ich mich im Rahmen dieses Gremiums einsetzen. Weil es je nach Berufsfeld unterschiedliche Berufsmaturen gibt, fehlen den Berufsmaturandinnen und -maturanden unterschiedliche Inhalte im Vergleich zur gymnasialen Maturität. Insofern sollen die fehlenden Inhalte entweder im Rahmen der PH oder vorgängig nachgeholt werden. Folglich handelt es sich nicht um eine generelle Zulassungsprüfung, sondern um eine «sur mesure» auf die entsprechende Berufsmaturität des Berufsfelds zugeschnittene, mit welcher die gegenüber der gymnasialen Maturität fehlenden Lerninhalte nachgeholt werden sollen. Wir haben diesen Weg mit der PHBern besprochen und halten ihn für den sinnvollsten und liberalsten. An der Definition der «bestimmten Voraussetzungen» sind noch andere Kantone beteiligt. Wie ich der Kommission gegenüber erklärt habe, werde ich mich entsprechend im Sinne der erwähnten Richtung einsetzen. Dies dürfte auch mit dem übereinstimmen, was Sie möchten: Wenige Hürden für die Berufsmaturandinnen und -maturanden; dennoch sollen sie die ihnen fehlenden Inhalte nachholen. Nun bitte ich Sie, auf die Gesetzesvorlage einzutreten und diese in der vorliegenden Form zu verabschieden.

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

La présidente. Personne n'a contesté cette entrée en matière, je pense que cette entrée en matière est tacitement acceptée. Nous passons donc tout de suite aux délibérations par articles.

Délibération par article

I., art. 4, 5, 19, 25, 39, 64, 71
Adoptés

II. Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM):
Art. 21
Adopté

2. Loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB):
Art. 18, 60
Adoptés

3. Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni):
Art. 18
Adopté

III.
Adopté

Titre et préambule
Adoptés

Pas de demande réouverture de la discussion

La présidente. Y a-t-il quelqu'un qui aimerait encore s'exprimer? – Non, donc nous passons tout de suite au vote d'ensemble pour la première lecture. Ceux qui acceptent cette première lecture telle qu'elle nous est proposée disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote d'ensemble (1^{re} lecture)

Décision du Grand Conseil :

Approbation

Oui 112

Non 0

Abstentions 11

La présidente. Ce vote d'ensemble pour la première lecture a été accepté.

Affaire 2013.RRGR.912

Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles)

Annexe 22

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 22, Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles). Mme Baltensperger, porte-parole de la Commission de la formation, a la parole. Je vous rappelle que nous serons en débat libre.

Eva Baltensperger, Zollikofen (PS), rapporteuse de la commission. Worum geht es? Die Bundesverfassung (BV) gibt in ihrem Artikel 63 vor, dass Bund und Kantone gemeinsam für die Koordination sowie für die Gewährleistung der Qualitätssicherung im schweizerischen Hochschulwesen zu sorgen haben. (*La présidente agite sa cloche.*) Dafür bedarf es eines Bundesgesetzes, welches die von Bund und Kantonen an ein gemeinsames Organ zu übertragenden Zuständigkeiten regelt. Zur Umsetzung dieses Gesetzes, welches voraussichtlich am 1. Januar 2015 in Kraft treten wird, ist wiederum das vorliegende Hochschulkonkordat zwischen den Kantonen erforderlich. Dieses erlaubt, die vorgesehenen Kompetenzen an die neuen Organe zu delegieren. Ob wir dem Hochschulkonkordat beitreten wollen, müssen wir heute bestimmen. Dabei können wir nur den Beitritt beschliessen oder diesen ablehnen; inhaltliche Änderungen sind bekanntlich nicht möglich. Sobald 14 Kantone beigetreten sind, wovon mindestens 8 bereits Mitglied des schon bestehenden Konkordats sein müssen, wird das Hochschulkonkordat in Kraft treten. Weil mit dem Konkordat wichtige Kompetenzen des Kantons zur Hochschulkonferenz verschoben werden, sind die Mitwirkungsrechte und die Zusammensetzung des neu geschaffenen Hochschulrats von besonderer Bedeutung.

Dass 14 Kantonsvertretungen dabei sein müssen, gibt das Gesetz vor. Allerdings wird die Zusammensetzung im Konkordat geregelt. Einerseits sind die zehn Universitätskantone vertreten, welche bereits dem bestehenden Konkordat beigetreten sind. Andererseits sind vier weitere Trägerkantone vertreten, welche von der Konferenz der Vereinbarungskantone auf jeweils vier Jahre gewählt werden. Weiter regelt das Konkordat, wie die einzelnen Stimmen für die Beschlüsse im kleineren Hochschulrat gewichtet werden. Für den Kanton Bern ist dabei besonders interessant, dass er über die zweitgrösste Studierendenzahl verfügt, zumal es sich um eines der Gewichtungskriterien handelt. Die neu geschaffenen Organe müssen natürlich auch finanziert werden. Dazu äussert sich das Konkordat ebenfalls. Es bestimmt den Finanzierungsschlüssel für die von den Kantonen zu tragenden Kosten. 50 Prozent werden vom Bund übernommen. Von den weiteren 50 Prozent, welche an die Kantone übergeben werden, sind wiederum 50 Prozent nach der Anzahl Einwohnerinnen und Einwohner sowie 50 Prozent nach der Anzahl Studierender zu tragen. Aufgaben, welche der Rektorenkonferenz durch das Bundesgesetz entstehen, müssen die Hochschulkantone im Verhältnis zu ihren Studierenden übernehmen. Ausstehend ist noch die von den Organen gemeinsam zu schaffende Zusammenarbeitsvereinbarung. Damit diese unterzeichnet werden kann, müssen zuerst das Bundesgesetz sowie das vorliegende Konkordat in Kraft gesetzt sein.

Der Beitritt zum Konkordat war innerhalb der Kommission mehrheitlich unbestritten. Drei Punkte gaben aber Anlass zu Diskussionen. Erstens haben einzelne den Eindruck, dass die Einflussnahme des Parlaments zu stark eingeschränkt werde. Im Zusammenhang mit der Delegation von Kompetenzen an die neuen Organe ist die Befürchtung vorhanden, dass das Parlament künftig nur noch bereits gefasste Beschlüsse zu schlucken hat. Zweitens wurden Bedenken hinsichtlich eines möglichen «Gärtli-Denkens» geäußert, weil den einzelnen Kantonen in diesem Konkordat immer noch ein grosses Gewicht beigemessen wird. Dies, obwohl man den schweizerischen Hochschulbereich eigentlich enger koordinieren wollte. In diesem Zusammenhang sei das Stichwort «Hochschule Schweiz» erwähnt. Die radikale Variante bestünde darin, dem Konkordat nicht beizutreten, damit der Bund sensiblere Bereiche vorschlagen und diese nicht ohne Rücksicht auf die Kantone vorantreiben könnte. Verbunden mit der Befürchtung, allzu viele Kompetenzen abtreten zu müssen, war in der Kommission sowohl Verständnis als auch ein gewisses Unbehagen gegenüber dem vorliegenden Konkordatskompromiss vorhanden.

Drittens gab es ein weiteres Unbehagen gegenüber dem vorliegenden «Zwitter», fehlt nämlich mit diesem Konkordat eine saubere Trennung zwischen Kompetenzen des Bundes und der Kantone. Dies, insbesondere weil ein Bundesrat oder eine Bundesrätin den Vorsitz hat und somit über eine grosse Einflussmöglichkeit auf die kantonalen Aufgaben verfügt. Diesbezüglich hat sich der Kanton Bern – nach Aussage von Regierungsrat Pulver – für eine anderslautende Regelung eingesetzt, dahingehend, dass sich Bundesrat und Kantonsvertretungen wenigstens jährlich im Präsidium abwechseln würden. Offenbar blieb dieser Vorschlag chancenlos. Schliesslich ist auch die Frage der Qualitätssicherung ein zentrales Element. Letztere geht als Auftrag aus dem einschlägigen BV-Artikel hervor. Man war sich einig, dass die hohe Qualität, wie wir sie von unseren Hochschulen kennen, unbedingt erhalten bleiben muss. Wie dieses Ziel konkret zu erreichen ist, wurde noch nicht ausgiebig diskutiert. Immerhin hat man sich in der Kommission erhofft, dass die Voraussetzungen für Qualitätssicherung und Kontrolle mit dem Konkordat gut aufgegleist sind. Eine klare Mehrheit hat dem Beitritt zum Konkordat zugestimmt. Dies einerseits aus dem Grund, dass die Alternative, nicht beizutreten, einen ungewissen Ausgang zur Folge hätte und man andererseits als stimmungsgewichtiger Kanton nicht auf die Mitsprache in den neu zu schaffenden Organen verzichten möchte. Die Kommission empfiehlt Ihnen mit 13 Ja-, 0 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen den Beitritt zum Hochschulkonkordat.

La présidente. Il est 11 heures 45, vous allez pouvoir aller manger. Cet après-midi, nous commencerons tout de suite par les porte-parole de groupe. Je clos la séance.

Les délibérations sur cette affaire sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 11 heures 45.

Les rédactrices:

Catherine Graf Lutz (f)

Eva Schmid (d)



Mercredi 3 septembre 2014, 13 heures 30 – 16 heures 25

Quatrième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 154 députés. Excusés : Egger Martin, Grivel Pierre-Yves, Hamdaoui Mohamed, Schöni-Affolter Franziska, Trüssel Daniel, von Greyerz Nicola

Affaire 2013.RRGR.912

Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles)

Annexe 22

Suite

La présidente. Je vous prierais de prendre place. Nous allons commencer. Je vous rappelle que nous en sommes à l'affaire 22, «concordat sur les hautes écoles». Je prierais les porte-parole de groupe de s'annoncer. Mme Wälchi pour l'UDC.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Grundsätzlich unterstützt die SVP die Stärkung der Koordination und der gesamtschweizerischen Steuerung der Hochschulen. Das dient der Qualitätssicherung durch Bund und Kantone und ist so auch in der Bundesverfassung vorgesehen. Trotzdem lehnt eine Mehrheit das Koordinationsgesetz ab; eine Minderheit wird sich der Stimme enthalten oder zustimmen. Es wird befürchtet, dass eine allzu zentralistische Steuerung des Hochschulwesens auf Kosten der Autonomie, der Wettbewerbsfähigkeit der Hochschulen geht, wie das bei allen Konkordatslösungen der Fall ist. Den Kantonen verbleiben nur wenige Einflussmöglichkeiten. Es gilt zu bedenken, dass dadurch die Innovation gehemmt wird, was der Wirtschaft nicht zuträglich ist. Die Wirtschaft hat gemäss Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG) Artikel 15 lediglich ein Antragsrecht, verfügt jedoch über kein Stimmrecht in der Plenarversammlung. Hier hat das Bundesparlament eine Chance verpasst, die Wirtschaft auch in die Plenarversammlung aufzunehmen. Aus den genannten Gründen wird eine Mehrheit der Fraktion das Konkordat ablehnen. Eine Minderheit wird sich enthalten, und einige werden zustimmen.

Bettina Keller, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion stimmt dem Beitritt zum Hochschulkonkordat zu. Wir begrüßen es grundsätzlich, dass die Hochschulen mit diesem Konkordat weiter gestärkt werden. Insbesondere kann die Koordination zwischen den Hochschulen verbessert werden. Wir begrüßen auch die Zielsetzungen des Konkordats,

besonders was die Steigerung der Qualität in Lehre und Forschung betrifft. Wir teilen die Sorgen der SVP grundsätzlich nicht, sondern warnen hier vor einem Alleingang innerhalb der Schweiz. Es kann ja nicht sein, dass der Kanton Bern als zweitwichtigster Hochschulkanton dem Konkordat nicht beitrifft. Die drei gewichtigsten Kantone Zürich, Bern und Waadt können mit ihrer gesamten Stimmkraft im Hochschulrat die Mehrheit erlangen. Dadurch haben sie ein sehr hohes Gewicht.

Wir bedauern selbstverständlich, dass gewisse Anliegen des Kantons Bern, wie beispielsweise das Abwechseln des Präsidiums des Hochschulrats zwischen Bundesräten und Regierungsräten, nicht aufgenommen wurden. Trotzdem finden wir, es sei wichtig dem Konkordat beizutreten.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Die Mehrheit der FDP lehnt das Konkordat ab. Wir schliessen uns in wichtigen Punkten der SVP an und sehen gewisse Punkte nicht gleich wie die Grünen. Wie Eva Baltensperger vor dem Mittagessen gesagt hat, gilt es aufzupassen, dass die Universitäten ihre Kompetenzen nicht allzu stark in Richtung Gemeinwesen abgeben müssen. Wir danken dem Erziehungsdirektor für die Vernehmlassungsantwort. Er hat darauf hingewiesen, dass das Konkordat sehr wahrscheinlich nicht so schlank durch den Grossen Rat gehen wird. Im Kantonsrat von Zürich wurde darüber nicht einmal diskutiert, sondern es wurde direkt darüber abgestimmt. Das ist nicht weiter verwunderlich, wenn man sieht, dass der Kanton Zürich allein über 42 Stimmen verfügt. Es ist leider nicht so wie Kollegin Keller darstellt: Die nächsten zwei zusammen, Bern und Waadt, hebeln nicht einmal den Kanton Zürich aus. Es ist daher fraglich, ob das so richtig eingestellt ist. Wir begrüßen es, dass der Regierungsrat darauf hinzuwirken versucht hat, dass das Präsidium abwechselungsweise von einem Regierungsrat und einem Bundesrat innegehalten wird. Im Moment haben wir ein Gesetz, das dann funktioniert, wenn wir unserem Erziehungsdirektor vertrauen, dass er sich für den Kanton Bern einsetzt. Auch der momentane Chef des Departements für Wirtschaft, Bildung und Forschung (WBF) arbeitet für die Bildungspolitik. Gesetze und Konkordate sollte man nicht personenbezogen gestalten. Dadurch sieht die Mehrheit der FDP ganz klar mehr Gefahren als das erwünschte Licht im Tunnel. Die Strukturen werden nicht einfacher als heute. Das, was zurzeit bei Swiss Universities läuft, um die drei Rektorenkonferenzen zusammenzufassen, zeigt auf, dass es nicht einfacher wird. Einige unter uns haben Vorbehalte und lehnen das Konkordat daher ab. Eine Minderheit will das Konkordat. Die Begründung ist, dass man dort mitreden sollte, wo man Angst hat, unterzugehen. Die FDP ist somit gespalten; eine Mehrheit ist für Ablehnung.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Die BDP stimmt dem Hochschulkonkordat zu. Ein Grund ist Qualität durch Vereinheitlichung. Qualität hat nicht nur mit Geld zu tun, sondern damit, ob das System richtig ist. Weitere Gründe sind Transparenz bei der Hochschulfinanzierung. In der globalisierten Welt müssen unsere Hochschulen international konkurrenzfähig sein. Künftig soll es nur noch eine Hochschulkonferenz, einen Akkreditierungsrat und eine Rektorenkonferenz geben. Dieser Vereinfachung stimmen wir ebenfalls zu.

Stefan Oester, Belp (UDF). Die EDU ist bezüglich des Beitritts des Kantons Bern zum Konkordat eher skeptisch. Wir haben die Vor- und Nachteile gehört. Aus unserer Sicht ist das riesige Gebilde, das schwer zu steuern ist, nachteilig. Der Einfluss des Kantons Bern ist eher gering, gibt man der Punktetabelle Recht. Wir gewinnen auch den Eindruck, die Eigenständigkeit und die Wettbewerbsfähigkeit unseres Kantons würden eingeschränkt. Bei einer solch grossen, zentralistischen Organisation ist Autonomie nicht mehr gut möglich. Das sind die Gründe, weshalb wir vom Konkordat nicht begeistert sind, sondern dieses ablehnen werden.

La présidente. Je n'ai plus de porte-parole de groupe. Y-a-t-il encore des porte-parole de groupe? – Non, ce n'est pas le cas. A titre personnel, M. Guggisberg.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Die Koordination in der Hochschullandschaft ist wichtig. Das angesprochene Bundesgesetz und das Konkordat enthalten durchaus brauchbare Teile. Die Erlasse haben jedoch drei massive Schwächen. Wir delegieren gewichtige Kompetenzen weg von den Hochschulen an die Schweizerische Hochschulkonferenz, vor allem an den Hochschulrat. Das ist nichts anderes als zentrale Planwirtschaft. Autonomie und Wettbewerb gehen verloren. Zweitens hat die Wirtschaft im Hochschulrat gar keine Stimme. Genau die Wirtschaft ist an guten Abgängerinnen und Abgängern interessiert. Sie kann im Hochschulrat jedoch nicht mitstimmen. Das ist ein grosser Nachteil der Erlasse. Zum Stimmenverhältnis. Haben Sie auf Seite 20 nachgeschaut, wie das genau aussieht? Zürich, Basel und Genf, die metropolitanen Regionen, kommen zusammen auf 75 Stimmen. Bern hat deren 22. Selbst mit der Unterstützung der Waadt, von Freiburg, Luzern und Neuenburg kommen wir nur auf 67 Stimmen. Wir werden also von den metropolitanen Regionen in diesem Gremium grenzenlos vorgeführt. Das sind schon fast Zustände wie in der Regionalkonferenz Bern-Mittelland. Die Nachteile überwiegen also ganz klar. Zu Konkordaten können wir nur ja oder nein sagen, was ohnehin schlecht ist. Daher müssen wir hier nein sagen. Bedenklich ist auch, dass die Erziehungsdirektion in ihrem Vortrag gewissermassen droht, wenn der Kanton Bern dem Konkordat nicht zustimme, würden die Gestaltungs- und Mitwirkungsmöglichkeiten verloren gehen. Das ist in meinen Augen ganz klar falsch. Die entscheidende Gesetzgebung, nämlich Artikel 14 Absatz 3 des Bundesgesetzes über den Finanz- und Lastenausgleich (Filag) sagt ganz klar: Bei einer Allgemeinverbindlicherklärung haben alle Kantone die gleichen Rechte und Pflichten. Das heisst, man hat bestimmt auch Einsitz in den Gremien. Selbst wenn wir später feststellen, dass wir beitreten sollten, können wir das immer noch tun. Das ist jedoch der falsche Gegenstand für einen vorausseilenden Gehorsam, für ein einfaches Durchwinken, weil wir denken, wir müssten wahrscheinlich. Ich bitte Sie daher, den Beitritt zum Konkordat abzulehnen.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Je ne vais pas parler de voix du Nord, du Sud ou de l'Est ou de l'Ouest comme mon prédécesseur. Par contre, à l'instar du Conseil du Jura bernois lors de la procédure de consultation, j'ai constaté avec effroi que le site de St-Imier de la HE-Arc, dans le Jura

bernois, ne figure pas dans la liste des sites concernés par ce concordat. Pour la HE-Arc, on y mentionne tout, les sites du canton de Neuchâtel, donc la Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, pour la HES-SO, les sites dans le canton du Jura, pour la HEP-BEJUNE, les sites des cantons de Berne, Neuchâtel et Jura, par contre rien sur le site de St-Imier! Après la probable fermeture planifiée du site de St-Imier sur l'abandon des soins ES, sous la pression des cantons voisins de la HES-SO, la Direction de l'instruction publique nous prépare-t-elle un revira pour le site de la HE-Arc de St-Imier? La question reste ouverte. Tout en étant conscient que l'accord intercantonal sur les hautes écoles est une bonne chose pour les raisons évoquées précédemment, personnellement, je ne soutiendrai pas cette adhésion.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Die Eigenständigkeit der Institutionen ist etwas Wichtiges und in diesem Zusammenhang eben auch die Konkurrenz zwischen diesen Institutionen. Konkurrenz ist gesund. Aufgrund der Konkurrenz ergeben sich qualitativ auch Unterschiede zwischen diesen Institutionen. Und die Wirtschaft muss etwas dazu sagen können, auch betreffend Angebot. In den Zielen ist von der «Durchlässigkeit und Mobilität zwischen den Hochschulen» die Rede. Eine gewisse Durchlässigkeit macht bestimmt Sinn. Was mich stört, ist die «Vereinheitlichung der Studienstrukturen, der Studienstufen und ihrer Übergänge, sowie gegenseitige Anerkennung der Abschlüsse». Das führt zu einem Einheitsbrei. Es geht nicht darum, ob eine Universität oder eine Fachhochschule besser ist. Wenn wir durch einen Beitritt das Ganze vereinheitlichen, sehe ich keine Konkurrenz und keine Eigenständigkeit mehr. Ich sehe nicht mehr, dass unsere Wirtschaft im Entscheid kräftig mitreden kann, welche Studienabgänger wir brauchen. Passen wir also auf: Das ergibt einen Einheitsbrei, und das ist nicht sinnvoll.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich spüre und bin völlig überrascht, dass viele unter euch den Beitritt zum Hochschulkonkordat ablehnen wollen. Ich kann es ehrlich gesagt nicht verstehen. Niemand unter euch hat mir gesagt, was die Alternative ist. Wenn ihr das nun ablehnt, so bedeutet das, dass unser Regierungsrat in allen Diskussionen ausser vor ist. Er kann vielleicht bei den Sitzungen zuhören, auf einem «Schäm-di-Bänkli» sitzen, aber nicht mitstimmen, mitbestimmen. Ich kann das nicht nachvollziehen. Überlegt euch auch, welches Signal ihr damit aus dem Rathaus sendet. Ihr sagt damit, dass sich der Kanton Bern aus der Diskussion rund um die Vision der Hochschule Schweiz abmeldet. Ihr sendet aus, dass man das auch seitens der Universität Bern so sieht, dass man nicht mitmachen will. Das Konkordat ist sicher nicht perfekt. Es gibt immer Vor- und Nachteile – das kennt ihr aus euren Gemeindeverbänden. Es ist ein taugliches Instrument, so sah es auch die Kommission. Bis zu einem gewissen Grad kann ich nachvollziehen, dass man vor Europa Angst hat. Aber dass man nun auch noch vor den anderen Kantonen Angst hat, geht mir definitiv zu weit. Bitte stimmt dem zu, das ist nichts als vernünftig.

La présidente. A titre individuel, M. Siegenthaler. M. Siegenthaler vous avez la parole.

Heinz Siegenthaler, Rüti b. Büren (PBD). Ich bin nicht ganz neu im Grossen Rat. Bei einer Mittagsveranstaltung weiss man in etwa, ob man noch einen Kaffee trinken kann. Ich war überzeugt, dass ich noch bleiben kann. Für mich war klar, der Grosse Rat werde dem Konkordat zustimmen. Nun stelle ich fest, dass es ganz anders aussieht. In diesem Sinne ist das ein Lerneffekt – man hat ja nie ausgelernt. Ich bin darüber erstaunt, dass wir im Kanton Bern offenbar wieder einmal der Meinung sind, wir könnten das ohnehin viel besser als die andern Kantone. Vielleicht ist da auch der Hintergedanke, Berner Recht gehe über Schweizer Recht. Denken wir daran, wie viele Leute sich über den «Kantönligeischt» ärgern. Im Bildungswesen muss man endlich aufhören damit. Dort geht es um die Auszubildenden, um Kinder und Jugendliche, um unsere Zukunft. Und genau da will das Kantonsparlament den «Kantönligeischt» zelebrieren. Habt doch nicht Angst, es gibt doch keinen Verlust an Mitspracherecht! Es geht nur um die Koordination, um Rahmenbedingungen, die für alle gleich gelten. An einem Fussballturnier gelten die Regeln auch für alle, auch wenn sie einem vielleicht nicht passen. Es geht nicht darum, dass man die Mannschaft nicht selbst aufstellen könnte. Es geht nicht darum, dass man nicht selbst die beste Mannschaft – oder eben Universität – aufstellen könnte. Da wird nicht dreingeredet.

Auch die Bedenken der Wirtschaft verstehe ich nicht. Die Wirtschaft pumpt sehr viel Geld in die universitäre Bildung – zu Recht. Das respektiere ich sehr. Man wird gar nicht darum herum kommen, mit der Wirtschaft zu reden. Diese Ängste kann ich einfach nicht begreifen. Was die Präsidentin der Bildungskommission gesagt hat, kann ich voll unterstützen. Wenn man nein sagt, dann meldet man sich einfach ab. Man sagt: «Mit denen wollen wir gar nicht reden, wollen wir nichts zu tun haben.» Stellen sie sich das Zeichen vor. Und der dritte Punkt: Unser neues Parlamentsrecht funktioniert noch nicht so gut. Die Bildungskommission stimmt dem Konkordat bei wenigen Enthaltungen einstimmig zu. Die Wirkung der Kommission hat sich noch nicht entfaltet. Das Parlament ist auf dem Weg, anders zu entscheiden. Das darf man selbstverständlich. Auch das ist für mich eine Erfahrung, die ich mitnehmen kann. Ich bitte Sie, im Interesse des Kantons Bern, einer qualitativ guten und hochstehenden Bildung, dem Konkordat zuzustimmen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Heinz Siegenthaler hat mich doch etwas herausgefordert. Er sei nicht informiert gewesen. Vielleicht könnte er sich auch einmal beim Fraktionschef informieren, dann wüsste er nämlich, wie die Stimmung ist. Spass beiseite. Die Wirtschaft wurde angesprochen. Unsere Kritik hat überhaupt nichts mit «Kantönligeischt» zu tun. Wir befürchten, man stimme die Universitäten sehr stark aufeinander ab, worunter der Wettbewerb um die Bildungsqualität leiden wird. Es geht also nicht um «Kantönligeischt». Dass eine gewisse Konkurrenz und ein Wettbewerb unter den Universitäten in der Schweiz nach wie vor stattfinden, wäre eigentlich im Interesse der Bildung. Wir befürchten, das Koordinationsgremium trage letztlich zu einer Nivellierung bei. Das ist unsere Befürchtung. Mit Insichgekehrtheit hat das also nichts zu tun.

La présidente. Y-a-t-il encore des intervenants à titre personnel? – Ce n'est pas le cas, donc vous avez la parole M. le directeur.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. In den letzten Jahren habe ich von Ihnen häufig gehört, die Hochschulen sollten doch enger zusammenarbeiten. Ich habe jeweils ein wenig die Konkurrenz verteidigt. Die Bildungsinstitutionen sollten über eine gewisse Selbständigkeit verfügen. Daher haben wir auch mit der Bildungsgesetzgebung deren Autonomie gestärkt. Aus den Kommissionen, namentlich der Finanzkommission und der Geschäftsprüfungskommission, habe ich immer wieder die Frage gehört, warum die Hochschulen in der Schweiz nicht stärker zusammenarbeiten. Warum koordiniert man in der Schweiz die verschiedenen Studiengänge nicht stärker? Ich sagte jeweils «piano, piano». Sie haben diesen Wunsch immer geäussert. Daher bin ich eher etwas überrascht, dass diese Zusammenarbeit nun gerade von Ihnen in Frage gestellt wird.

Artikel 63a der Bundesverfassung beauftragt den Bund und die Kantone, gemeinsam «für die Koordination und Qualitätssicherung im Schweizerischen Hochschulwesen zu sorgen». Es heisst: «Sie schliessen Verträge ab, und sie schaffen gemeinsame Organe». Das ist der Auftrag, den Bund und Kantone seitens der Bundesverfassung haben. Das tun wir übrigens bereits heute. Wir haben bereits heute die Schweizerische Universitätskonferenz. Da gibt es ein Konkordat, und dafür bezahlen wir auch. Als bernischer Erziehungsdirektor bin ich Mitglied der Schweizerischen Universitätskonferenz, die ich auch während zweier Jahre präsidierte. Man hat versucht, seitens der verschiedenen Universitätskantone, zusammen mit den Nicht-Universitätskantonen, die Universitätspolitik zu koordinieren. Ferner gibt es den Schweizerischen Fachhochschulrat. Alle Kantone, die über eine Fachhochschule oder eine Pädagogische Hochschule verfügen, versuchen damit im Rahmen der Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK), ihre Themen zu koordinieren. Auch da ist Bern Mitglied; ich bin zurzeit Vizepräsident.

Neu hat man ein gemeinsames Organ geschaffen. Der Bund hat mit dem Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz (HFKG), das am 1. Januar 2015 in Kraft tritt, die Hochschulkonferenz geschaffen. Diese wird neu durch einen Bundesrat präsidiert. Das ist für mich schade, da ich dort nicht mehr Präsident werden könnte (*hilarité*). Das ist durch das Bundesgesetz definiert. In diesem Sinne haben wir Kantone etwas weniger Einfluss, indem das Organ per Definition durch einen Bundesrat präsidiert wird. Dort wird die Koordination für Universitäten, Pädagogische Hochschulen und Fachhochschulen gemeinsam angegangen. Das ist eigentlich noch gut. Neu gibt es eine Gesamtsicht auf die drei Hochschultypen, nicht mehr zwei verschiedene Konferenzen. Der Präsident wird Johann Schneider-Ammann sein. Ferner gibt es zwei Vizepräsidien aus den Kantonen. Das Organ wird durch das HFKG geschaffen, also durch ein Bundesgesetz. Die Mitgliedschaft der Kantone, ihre Stimmenverhältnisse und was die Kantone bezahlen, wird in einem Konkordat zwischen den Kantonen geregelt. Auch das steht so im Bundesgesetz. Es würde nun allgemein etwas überraschen, wenn der Kanton Bern – immerhin der zweit- oder

drittgrösste Hochschulkanton – sagen würde, er trete dem Organ nicht bei, stimme der Stimmenverteilung nicht zu und wolle finanziell nichts dazu beisteuern. Die Schweizerische Universitätskonferenz wird aufgelöst, und der Fachhochschulrat ebenfalls. Die betreffenden Konkordate werden abgeschafft. Da waren wir ja dabei, und bei dem neuen Gremium wären wir dann nicht mehr dabei. Anders könnte ich das Nein nicht interpretieren, als dass wir dort nicht dabei sein wollen.

Es ist richtig, dass die Konferenz auch ohne uns entsteht. Das Bundesgesetz definiert die Konferenz. Bundesrat Schneider-Ammann wird sich nicht davon abhalten lassen, die Konferenz zu präsidieren – auch wenn der Kanton Bern nicht beitrifft. Wir würden sagen, wir seien beim Konkordat nicht dabei, und wir bezahlen auch nicht. Es ist denkbar, dass der Bund das Konkordat anschliessend für allgemein verbindlich erklärt. Wir wären dann allenfalls gezwungen, dabei zu sein, trotzdem zu bezahlen, und wir könnten auch mitstimmen. Das ist möglich. Es würde jedoch einen Moment dauern, bis die Allgemeinverbindlichkeit durch den Bundesrat erzwungen würde. Das macht der Bund in der Regel nicht so gerne. In der ersten Phase wären wir meiner Meinung nach nicht dabei. Ich könnte wohl mit den Kollegen verhandeln und sagen: «Der Grosse Rat wollte dem Konkordat nicht beitreten, darf ich dennoch dabei sein und mitstimmen?» Vielleicht gäbe es eine Sonderlösung, indem wir nicht bezahlen, aber trotzdem mitstimmen könnten. Ich bin jedoch nicht ganz sicher, ob das funktionieren würde. Ich hätte auch ein gewisses Verständnis für Genf, Zürich oder Luzern, wenn sie sagen würden: «Nein; entweder bezahlt ihr, oder ihr stimmt nicht.»

Vor dem Mittag haben Sie mir gesagt, ich solle mich dafür einsetzen, dass die Berufsmaturanden möglichst ohne zusätzliche Prüfung die Pädagogischen Hochschulen besuchen können. Das entscheidet der Vorstand der Hochschulkonferenz, nämlich der Hochschulrat. Ob ich eine gute Ausgangslage hätte, wenn ich sage: «Wir Berner machen zwar nicht mit, aber ich möchte trotzdem sagen, wie man das mit den Berufsmaturitäten macht.» – Ich bin mir nicht ganz sicher, ob sie mich da mit offenen Armen empfangen würden. Mitmachen, ohne zu bezahlen – ich weiss nicht, ob das möglich wäre. Vielleicht würden die anderen Kantone das erlauben, aber ich halte es nicht für wahrscheinlich.

Zur Autonomie. Es ist richtig, das Bundesgesetz lässt vieles offen. Man versucht, in die Koordination zwischen den Hochschulen einzugreifen. Sie haben immer gewünscht, dass man insbesondere in den teuren Bereichen zwischen den Hochschulen besser koordiniert. Ich helfe sofort mit, da eher auf die Bremse zu stehen – das tue ich im Moment auch. Ich bin der Meinung, die Hochschulen sollten sich durchaus auch etwas konkurrenzieren. Dass die neue Situation zu mehr Einfluss auf die Hochschulen führt, ist gar nicht gesagt. Gerade im Bereich Fachhochschulen ist es heute so, dass der Bund jeden Studiengang jeder kantonalen Fachhochschule akkreditiert. Mit dem neuen Gesetz fällt das weg. Es werden nur noch die Hochschulen an sich akkreditiert, und die Studiengänge sind frei. Ich werde mich in der EDK dafür einsetzen, dass man auch bei den Pädagogischen Hochschulen untereinander die Studiengänge nicht mehr anerkennen muss. Die Autonomie soll auch hier gelten. Dazu brauche ich jedoch Einfluss.

Zum Stimmenverhältnis. Lars Guggisberg hat geschaut, ob wir uns zusammen mit den kleinen Kantonen gegen Zürich und Basel durchsetzen könnten. Mir ist es fast wichtiger, dass ich mich manchmal mit Zürich und Basel gegen die kleinen durchsetzen kann. In dieser Frage sind wir nämlich Hochschulkanton und haben eine gänzlich andere Interessenlage. Unsere Partner sind in der Regel Zürich, Basel oder Genf. Das sind Hochschulkantone mit grossen Universitäten. Wir haben uns eher dagegen gewehrt, dass uns Uri oder Thurgau sagen können, wie wir unsere Hochschulpolitik machen müssen. Wir bezahlen ganz andere Summen an unsere Hochschulen als diese Kantone. Zusammen mit Zürich, Basel, Genf haben wir eine andere Interessenlage. Die Rechnung müsste eine andere sein: Haben wir zusammen mit Zürich und Basel eine Sperrmehrheit? Die haben wir. Sie machen eine andere Rechnung. Ich bin nicht ganz sicher, ob das die richtigen Allianzpartner in dieser Frage sind. Diese Kantone haben keine Hochschule, während wir deren fünf haben. Wir sind der Hochschulkanton mit den meisten Hochschulen.

Von mir aus gesehen wäre es überraschend, wenn wir da nicht mitmachen würden. Ich würde davon ausgehen, dass wir in diesem Fall auch nicht dabei wären. Dann würde sich auch die Diskussion über die Einflussnahme hinsichtlich der Berufsmaturanden an den Hochschulen erübrigen. Ich hätte auf diesen Entscheid keinen grossen Einfluss mehr. Sie müssen entscheiden, ob Sie mitmachen wollen. Bis jetzt waren wir bei der Schweizerischen Universitätskonferenz und dem Fachhochschulrat dabei. Es wäre etwas Neues, wenn wir bei den Entscheidungsgremien nicht mehr dabei wären.

La présidente. La rapporteuse de la Commission de la formation ne veut plus prendre la parole. Nous allons donc passer au vote. Je vous rappelle que nous ne passons pas au vote article par article puisque c'est un concordat. Je vous prierais de prendre les pages 16 et 17 de la documentation, vous avez là sept points et nous votons sur ces sept points et ensuite nous passerons au vote final. Ceux qui acceptent le point 1 de cet arrêté sur le concordat sur les hautes écoles votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	95
-----	----

Non	46
-----	----

Abstentions	5
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté le point 1. Nous passons donc au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	104
-----	-----

Non	36
-----	----

Abstentions	5
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté le point 2. Nous passons au point 3. Ceux qui acceptent le point 3 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 121

Non 20

Abstentions 6

La présidente. Vous avez accepté le point 3. Nous passons au point 4. Ceux qui acceptent le point 4 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 131

Non 9

Abstentions 7

La présidente. Vous avez accepté le point 4. Point 5. Ceux qui acceptent le point 5 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 5)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 118

Non 22

Abstentions 6

La présidente. Vous avez accepté le point 5. Le point 6. Ceux qui acceptent le point 6 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 6)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 103

Non 36

Abstentions 8

La présidente. Vous avez accepté le point 6. Nous passons donc au point 7. Ceux qui acceptent le point 7 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 7)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 134

Non 6

Abstentions 4

La présidente. Vous avez accepté le point 7.

Titre et préambule

Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente. Nous passons donc au vote final. Ceux qui acceptent ce concordat votent oui et ceux qui le refusent disent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 97

Non 44

Abstentions 6

La présidente. Vous avez accepté ce concordat.

Affaire 2014.RRGR.21

Projets de la Direction de l'instruction publique dans les domaines du controlling de la formation et du conseil aux institutions de formation. Rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil

La présidente. Nous passons à l'affaire 23, «Projet de la Direction de l'instruction publique dans les domaines du controlling, de la formation et du conseil aux institutions de formation. Rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil». Avant de commencer j'aimerais vous informer que Mme Sandra Lager est ici par hasard aujourd'hui présente parmi nous. Je rappelle que Mme Lager est responsable du Service de conseil aux membres du Grand Conseil et Mme Lager a aujourd'hui aussi par hasard son anniversaire. Toutes nos félicitations! (*Applaudissements*) Nous continuons avec l'affaire 23. C'est une prise de connaissance et nous sommes en débat réduit. M. Flück, voulez-vous prendre la parole? – Alors c'est à vous.

Peter Flück, Brienz (PLR), rapporteur de la commission. Der Bericht geht auf eine Motion von Grossrat Näf mit dem Titel «Weniger Verwaltung statt weniger Unterricht» zurück. Die Motion wurde am 11. September 2012 überwiesen. Wenn im Bereich der Bildung Sparmassnahmen notwendig sind, solle in der Verwaltung, sprich im Bereich Controlling und Beratung, gespart werden, und nicht beim Unterricht. Zudem verlangt die Motion eine Liste aller Projekte im Bereich Bildungscontrolling und Beratung der Bildungsinstitutionen inklusive differenzierter Angaben zu den Kosten. Mit dem Bericht liegt diese Liste vor. Der Regierungsrat nimmt darin eine Bestandsaufnahme über das Bildungscontrolling und das Beratungsangebot, bezogen auf das Jahr 2012, vor.

In Kapitel 1 wird aufgezeigt, wie die Sparaufträge gemäss Ziffer 1 der Motion im Voranschlag 2013 und gemäss Ziffer 2 der Motion im Aufgaben-/Finanzplan 2014–2016 umgesetzt werden. Abgesehen von drei inzwischen abgeschlossenen Projekten realisiert die Erziehungsdirektion in den

fraglichen Bereichen keine Projekte mehr. Das Projekt «IQES online» ist ein Instrument zur Qualitätsentwicklung und Evaluation in Schulen. Die kantonale Finanzierung dieses Projekts wurde per 2013 eingestellt. In den Kapiteln 2 bis 4 wird nach Schulstufen aufgeschlüsselt aufgezeigt, welche Projekte im Bereich Controlling bestehen. Das Aufsichtsinstrumentarium der verschiedenen Bildungsstufen ist auf Seite 28 zusammengefasst.

Zur Volksschule. Es fanden 180 Controllinggespräche vor Schulinspektoren statt. Für freiwillige Kundenbefragungen waren keine besonderen Stellen vorhanden, respektive wurden keine solchen geschaffen. Im Bereich der Mittelschulen und der Berufsfachschulen fanden insgesamt 16 Reporting- und Controllinggespräche statt, bei den Berufsschulen und den höheren Fachschulen deren 31. Die Beratung von Schulen der Sekundarstufe II durch Berufsschulinspektoren und die Abteilung Mittelschulen wurde zum Teil extern gemacht, sofern das entsprechende Spezialwissen im Amt nicht vorhanden war.

Zu den Hochschulen. Im Controllingbereich wurden Leistungsaufträge erarbeitet. Zur Überprüfung der Zielerreichung wurden Reportinggespräche vom Amt für Hochschulen geführt. In der Beratung war vor allem die Pädagogische Hochschule aktiv. In Kapitel 5 werden die Ergebnisse zusammengefasst. Die Kosten für das Bildungscontrolling belaufen sich 2012 auf insgesamt auf 1,7 Mio. Franken, diejenigen für Beratung von Bildungsinstitutionen auf 3,2 Mio. Franken, was rund 0,1, bzw. 0,15 Prozent des Finanzvolumens für die Bildungsinstitutionen entspricht. Laut dem Regierungsrat verfügt der Kanton damit über ein schlankes, effizientes und kostengünstiges Management und Controlling. Die Geschäftsprüfungskommission hat der Erziehungsdirektion verschiedene Fragen unterbreitet. Der Erziehungsdirektor konnte diese Fragen im Plenum vollständig und zur Zufriedenheit der Kommission beantworten.

Ich komme zum Fazit. Der Vorstoss hat einen finanzpolitischen Hintergrund. Die Verwaltung soll im Bereich Steuerung und Controlling zum Sparen gezwungen werden, und eben nicht im Unterricht. Das ist sicher legitim. Die Geschäftsprüfungskommission hat aufgrund ihres gesetzlichen Auftrags als Oberaufsichtsorgan einen etwas anderen Blickwinkel. Für die Geschäftsprüfungskommission ist es wichtig, dass Instrumente vorhanden sind, um den Grad der Zielerreichung auch messen zu können, sodass sie ihre Aufsichtsfunktion auch wahrnehmen kann. Wie viel oder wie wenig dazu notwendig ist, ist eine politische Frage. Unabhängig von den Kosten sind wir der Meinung, die Dienstaufsicht solle entsprechend funktionieren können. Der Bericht zeigt auf, welche Controlling- und Aufsichtsinstrumente auf den verschiedenen Schulstufen existieren und welche Kosten damit generiert werden.

Im Frühjahr hat sich die Geschäftsprüfungskommission im Zusammenhang mit der Behandlung des Geschäftsberichts der Berner Fachhochschule (BFH) exemplarisch mit den Controllinggesprächen der BFH auseinander gesetzt. Zusammen mit dem vorliegenden Bericht stellen wir fest, dass wir einen vielfältigen Einblick gewonnen haben. Es wird sinnvoll, mit vernünftigen Aufwand und in finanziell erträglichem Ausmass kontrolliert. Die Geschäftsprüfungskommission beantragt Ihnen einstimmig, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen und die Motion abzuschreiben.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion nimmt den Bericht zur Kenntnis. Dieser wurde aufgrund der aus unseren Reihen stammenden Motion Näf erstellt. Wir sind sehr froh, dass der Regierungsrat den Bericht erstellt hat. Wir bedanken uns für die detaillierten Angaben. Ich möchte es nicht unterlassen, an dieser Stelle zwei, drei Bemerkungen zu machen. Uns ist es ein grosses Anliegen, dass die eigenen Bildungsinstitutionen sowie die Partnerinstitutionen kontrolliert und begleitet werden. Eine Begleitung ist ein Prozess, und dazu gehört eine Evaluation. Wenn man A sagt, muss man auch B sagen. Kommen aufgrund einer Evaluation Missstände an den Tag, sind diese zu beheben. Ansonsten führt man ein Controlling ins Blaue hinaus. Sie alle wissen, dass Fremdcontrollings sehr kostspielig sind. Ich sage nicht, diese sollten nicht durchgeführt werden. Im Gegenteil – wir wünschen, dass die Institutionen überprüft werden. Es gilt abzuschätzen, welche Partner ein solches Controlling durchführen. Es gibt bestimmt günstigere, welche diese Aufgabe genauso gut wahrnehmen könnten. Uns wäre sehr wichtig, dass das Controllinggeschäft nicht verloren geht. Die Geschäftsprüfungskommission sollte diese Thematik unter der Lupe behalten und sie zusammen mit dem Regierungsrat regelmässig anschauen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion nimmt den Bericht zur Kenntnis.

La présidente. Y-a-t-il encore des rapporteurs de groupe? – Non. M. le directeur? – Non plus. Nous passons donc tout de suite au vote. Nous avons une proposition commune de la Commission de la formation et du Conseil-exécutif, à savoir prendre connaissance de ce rapport et deuxièmement de classer la motion 020.20 de 2012. Ceux qui sont d'accord de prendre connaissance de ce rapport votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Prise de connaissance

Oui	124
Non	0
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté ce rapport.

Affaire 2014.RRGR.634

Rapport de gestion 2013 de l'Université de Berne

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 24, «Rapport de gestion 2013 de l'Université de Berne». Nous sommes en débat réduit et Mme Zäch pour la Commission de la formation a la parole.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS), présidente de la Commission de la formation. Der Geschäftsbericht 2013 der Universität Bern wartet mit viel Positivem auf. Mit entsprechender Freude hat die Bildungskommission (BiK) den Bericht denn auch zur Kenntnis genommen. Wir dürfen ruhig etwas stolz

sein auf unsere Universität. Das hat der Erziehungsdirektor bei der Behandlung in der Kommission zu Recht angemerkt. Die Universität macht ihre Sache gut. So lautete denn auch der Tenor in der Bildungskommission.

Dazu einige wichtige Kennzahlen. Die Universität Bern ist attraktiv. Die Studierendenzahlen haben erneut um über 5 Prozent zugenommen. An der Universität Bern studieren aktuell 17 000 Männer und Frauen. Es sind deutlich mehr Frauen als Männer. 2005 waren es rund 10 000 Studierende. Innerhalb von acht Jahren hat die Studierendenzahl um 7000 Personen zugenommen. Besonders gefragt sind die Masterstudiengänge. 40 Prozent aller Masterstudierenden stammen von ausserhalb des Kantons Bern. Sie wechseln nach einem Bachelor nach Bern, was die Qualität des entsprechenden Lehrangebots eindrücklich belegt.

Die Universität Bern hat sich auch im Bereich der Forschung ein weiteres Mal exzellent behauptet. Von acht nationalen Forschungsschwerpunkten wurden deren zwei der Universität Bern zugesprochen. Im einen Fall geht es um die Entwicklung des Planetensystems – darunter kann man sich ja noch etwas vorstellen. Im andern Fall geht es um Ribonukleinsäuren und ihre Auswirkungen auf Krankheiten – was immer das auch bedeuten mag. Das müssen wir ja auch nicht unbedingt wissen. Zudem hat die Universität ihre Strategie 2021 verabschiedet, die vier Teilstrategien umfasst. Sie will Volluniversität bleiben, sich auf fünf Themenschwerpunkte fokussieren, ihren Ruf als Lehruniversität stärken und den wissenschaftlichen Nachwuchs gezielt fördern. Die Vision der Strategie 2021 lässt sich in drei Worten zusammenfassen: Wissen schafft Wert.

Auch die Kennzahlen rund um die Finanzen lassen sich sehen. Die Universität konnte nochmals mehr Drittmittel organisieren. 2013 waren es total 240 Mio. Franken. Das ist im Vergleich zu den rund 300 Mio. Franken, die der Kanton beisteuert, beträchtlich. Damit verbunden ist der Wissens- und Technologietransfer in Kooperationen mit Wirtschaftspartnern aus dem privaten und öffentlichen Bereich. Diese Kooperationen haben um 14 Prozent zugenommen und zeigen die gute Vernetzung der Angehörigen der Universität und die Attraktivität ihres wissenschaftlichen Angebots auf. Es wurde ein Jahresergebnis erarbeitet, das um 10 Mio. Franken besser ausfällt als vorgesehen. Neu führt und steuert die Universitätsleitung ihren Finanzhaushalt selbst. Sie kann nun über das Geld selbst verfügen, ist dabei jedoch selbstverständlich an die Leistungsvereinbarungen und die entsprechenden Vorgaben der Erziehungsdirektion gebunden. Das Geld wird erstens in die Finanzierung der nationalen Forschungsschwerpunkte fliessen. Zweitens wird es endlich auch für die Verbesserung der Betreuungsverhältnisse eingesetzt. Voraussichtlich sollen damit 20 neue Dozierende angestellt werden. Das ist nicht nur der Erziehungsdirektion, sondern auch der BiK sehr wichtig. Wir möchten die Bildungsgelder möglichst in der Lehre einsetzen. Sie dürfen nicht in Verwaltung, Administration oder Technik versickern.

Das war einer unserer Diskussionspunkte: Wie schlank ist unsere Universität in Bezug auf die Verwaltung? Es stellen sich weitere Fragen. Wie lange kann sie weiter so wachsen? Was bedeutet das hinsichtlich der Infrastruktur und Betriebskosten? Gibt es dazu eine Strategie? Wie sieht es mit der chronischen Unterfinanzierung aus? Kann diese

allmählich aufgefangen werden, auch wenn der Kanton lediglich 36 Prozent beisteuert? Das ist die tiefste Quote, die ein Schweizer Kanton an seine Universität bezahlt. Geht das auch in Zukunft? Zeigt der 19. Februar bereits eine Auswirkung auf Erasmus und weitere europäische Forschungs- und studentische Austauschprogramme? Wenn ja, welche, und was kann man dagegen unternehmen? Zur Sache der Frauen, der Anzahl Professorinnen. Es sind ganze 20 Prozent. Das ist keine gute Zahl für eine Bildungsinstitution, in der notabene die weiblichen Studierenden in der Überzahl sind. Im administrativen Bereich ist das Verhältnis mit 62 zu 38 Prozent für die Frauen klassisch. Unsere Kommission hat also Fragen. Sie wird diese im Rahmen einer Sitzung mit Fachleuten der Erziehungsdirektion, vor allem aber auch der Universität diskutieren wollen. Wir sind an der Zukunft unserer Universität interessiert und werden uns je nachdem dazu verlauten lassen – selbstverständlich immer konstruktiv.

Heute aber empfehlen wir Ihnen einstimmig, den Geschäftsbericht 2013 zur Kenntnis zu nehmen, verbunden mit dem Dank an die Universitätsleitung und alle ihre Mitarbeitenden. Wie gesagt: Auf ihre Leistung können wir ruhig ein wenig stolz sein.

La présidente. Y-a-t-il des rapporteurs de groupe qui aimeraient s'exprimer? – Ce n'est pas le cas. M. le directeur, voulez-vous vous exprimer? – Non, ce n'est pas le cas. Nous passons tout de suite au vote. Ceux qui acceptent de prendre connaissance du rapport votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Prise de connaissance

Oui 126

Non 0

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce rapport à l'unanimité.

Affaire 2014.RRGR.639

Fondation bernoise de design. Subventions cantonales 2015 à 2018. Crédit d'objet

Annexe 19

Proposition UDC (Krähenbühl, Unterlangenegg)

Le montant du crédit est réduit à 300 000 francs.

Proposition PS-JS-PSA (Näf, Muri)

Le montant du crédit est porté à 360 000 francs.

La présidente. Nous passons à l'affaire 25, «Fondation bernoise de design. Subventions cantonales 2015–2018. Crédit d'objet». Mme Zäch est la porte-parole de la Commission. Nous avons ici deux propositions d'amendement,

Madame, vous avez la parole, mais vous ne vous êtes pas annoncée.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS), présidente de la Commission de la formation. Wir sprechen nun über die Berner Design Stiftung und den Verpflichtungskredit für die nächsten Jahre. Die Berner Design Stiftung war in diesem Rat vor noch nicht allzu langer Zeit ein Thema, nämlich in der Sondersession vor zwei Jahren. Aus Spargründen hat man beschlossen, den bisherigen Leistungsvertrag nicht einfach um vier Jahre zu verlängern, sondern diesen auf zwei Jahre zu beschränken. Das gilt somit auch für die jährlichen Kredite von 360 000 Franken. Gleichzeitig wurde das Amt für Kultur beauftragt, eine Nachfolgelösung für die Stiftung zu suchen. Diese sollte günstiger zu stehen kommen und sich vor allem auf die Sammlung konzentrieren. So viel zur Ausgangslage.

Die Abklärungen rund um die Stiftung haben in der Zwischenzeit stattgefunden. Sie wurden seriös geführt; davon konnte sich unsere Kommission überzeugen. Man hat nach Alternativen gesucht, aber schlicht keine gefunden, weil es eben keine gibt. Die Abklärungen haben gezeigt, dass die Berner Design Stiftung ihren Job zu sehr günstigen Bedingungen ausübt. Sie tut dies um zwei Drittel günstiger als andere, ähnlich gelagerte Institutionen. Das zeigt die Tatsache, dass die angefragten, möglichen Partnerorganisationen ihre eigenen Zahlen nur vertraulich herausgegeben haben, weil sie sonst allenfalls in ihren Parlamenten Angriffsfläche bieten würden. In der Kommission hat uns das Amt für Kultur die befragten Adressaten offen gelegt und damit volle Transparenz hergestellt. Uns hat daher nicht mehr lange beschäftigt, ob die Form der Stiftung die richtige sei. Für uns war klar, dass es nur Vorteile bringt, wenn wir die Stiftung weiterführen. Es ist eklatant: Unsere Berner Design Stiftung kann sich auf einen grossen Stock an künftigen Freiwilligen stützen, auf engagierte Kulturtäterinnen und Kulturtäter, die sich ehrenamtlich für die gute Sache einsetzen. Das ist letztlich ihr besonderer Schatz, der sie so günstig macht. Andere Faktoren, beispielsweise ein günstig vermietetes Depot, kommen hinzu.

Wir wollen also die Stiftung fortführen und Sie davon überzeugen – so denkt die BIK. Im Rahmen unserer Diskussionen erhielten wir die Chance, die Sammlung etwas genauer kennen zu lernen. Das hat unsere Überzeugung bekräftigt, dass wir dazu Sorge tragen müssen. Wir wollen das Erbe unserer Vorfahren sichern und in die Zukunft führen. Anhand konkreter Beispiele, die zurzeit in der Rathshaushalle ausgestellt sind, ist mir persönlich bewusst geworden, dass das Kunsthandwerk im Kanton Bern seit Jahrhunderten einen grossen Stellenwert eingenommen hat. Die aktuelle Sammlung geht auf das Jahr 1869 zurück. Die gute Form wurde gepflegt und gefördert. Man hat zum Beispiel neue Schnitztechniken und Sujets geschätzt und gesammelt. Das gilt auch für neue Keramikformen, beispielsweise des Langnauers Jakob Stucki, oder neuen Trachtenschmuck. Dieser entwickelt sich heute zum kräftigen und gleichzeitig filigranen Fingerring weiter – zum gebrauchen und anziehen, und gleichzeitig ist es ein besonderes Schmuckstück.

Darum soll die Sammlung mit ihren 10 000 Werken nicht nur bewahrt, sondern auch weiterentwickelt werden. Das geschieht in bescheidenstem Rahmen mit einigen tausend

Franken im Jahr. Es bestehen Aktivitäten rund um den «Designers Saturday» in Langenthal. Auch dort ist die Stiftung präsent und kann das aktuelle Berner Design einem nationalen Publikum präsentieren. Der «Designers Saturday» zieht gegen 20 000 Besucher an und stärkt die wichtigen Designfirmen in der Region Ob- und Nidwalden. Für unsere Kommission war der Einblick in die Tätigkeiten der Stiftung eindrücklich. Dass sie trotz ihrer Leistungen dazu bereit war, auf eine Kürzung des kantonalen Beitrags um rund 30 000 Franken einzutreten, zeigt ihr Engagement für ihre Sache. Daher will die Mehrheit der Kommission das Geschäft so durchwinken. Die Leistungsvereinbarung soll mit 330 000 Franken für die nächsten Jahre festgelegt werden. Den ehrenamtlich Engagierten danken wir für ihre Arbeit, und wir wünschen ihnen viel Freude bei ihrer künftigen Tätigkeit.

Ein Antrag verlangt eine weitere Reduktion des Jahresbeitrags auf 300 000 Franken. Ein anderer Antrag will mit dem bisherigen Beitrag von 360 000 Franken fortfahren, um die freiwillig Engagierten nicht zusätzlich unter Druck zu setzen. Die Kommission hat beide Anträge deutlich abgelehnt; diese werden heute jedoch wieder gestellt. Gemäss Rücksprache bleibt die Kommission bei ihrer Meinung. Das Kapitel soll jetzt abgeschlossen werden. Die Kommission will der Design Stiftung Vertrauen aussprechen, ihr Gewissheit zusichern und sie ihre Arbeit in Ruhe fortführen lassen. Dies im Interesse des früheren und heutigen Kunsthandwerks im Kanton Bern, das heute «Design» heisst und das der Langnauer Töpfer Stucki 1941 mit seiner Engobe-Technik wiederbelebt und neu entwickelt hat. Ich bitte Sie im Namen der Kommission, den Antrag der Regierung zu unterstützen – es ist auch der unsere.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Meine Vorrednerin hat es gesagt: Es gibt viele verschiedene Designgegenstände. Die Langnauer Töpferei gehört dazu. Aber auch das hier (*l'orateur montre son téléphone portable*), ein iPhone, ist Design. Das iPhone ist eine Designikone. Seit mir kürzlich das iPhone heruntergefallen ist, habe ich die «Spider-App» installiert. Leider bringe ich diese nicht mehr weg und warte daher gespannt auf das nächste iPhone, das iPhone 6, das nächste Woche lanciert wird. Beim iPhone interessiert immer, wie es aussieht. Das ist auch bei den Tablets, den iPads und den anderen Geräten, die ihr alle auf dem Tisch habt, der Fall. Apple beweist, dass man mit gutem Design Geld verdienen kann. Deshalb kann man sich mit Fug und Recht die Frage stellen, ob Design eine Staatsaufgabe ist. Und wenn ja, in welchem Umfang? Die Antwort des Regierungsrats auf diese Frage ist klar. Für ihn, und auch für die Mehrheit der Kommission, ist Design eine Staatsaufgabe. Der Kanton hat diese Aufgabe an die Design Stiftung delegiert.

Die Design Stiftung ist in drei Bereichen tätig. Sie stellt aus, fördert und sammelt. Bisher hat sie leider vor allem Gegenstände gesammelt, aber kein Geld – zumindest offiziell. Gemäss den Jahresrechnungen sind die Kantonsbeiträge von momentan 360 000 Franken praktisch die einzige Einnahmequelle der Design Stiftung. Eben stelle ich fest, dass ich Hochdeutsch gesprochen habe. Ich bin Anfänger und entschuldige mich dafür, es soll kein Präjudiz sein. Bei der Position «Beiträge Dritter, Sponsoren» ist eine Null zu lesen. Das ist nicht die ganze Wahrheit. In den vergangenen

Jahren hat die Design Stiftung Sponsorenbeiträge von bis zu 15 000 Franken erhalten. Nur sind diese in der Jahresrechnung nicht erschienen, weil es sich um ein so genanntes Sach- und Dienstleistungssponsoring gehandelt hat. (*La présidente signale à l'orateur que son temps de parole est écoulé.*) Wir stellen den Antrag auf Kürzung um 30 000 auf 300 000 Franken.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Werte Anwesende, mal schauen, ob ich es in den paar Minuten schaffe. Es geht hier um einen Kredit, bei welchem der Regierungsrat bereits eine Kürzung vorgenommen hat – wir konnten es nachlesen. Wir stellen diese Kürzung in Frage. Ich möchte vier Argumente dazu einbringen, warum man den Kredit bei 360 000 Franken belassen sollte. Wir haben es von der Präsidentin der BiK gehört: Es geht hier um Freiwilligenarbeit. Andere Kantone machen das professionell. Ich kann Ihnen sagen, dass das dort wesentlich teurer ist als im Kanton Bern. Die Leute des Stiftungsrats haben für die Design Stiftung «g'chrampfet». Wenn wir dort um 30 000 Franken kürzen, so ist das ein sehr schlechtes Zeichen für Leute, die sich im Prinzip freiwillig für die Berner Wirtschaft einsetzen. Wie Herr Krähenbühl angedeutet hat, ist das Design für unsere Wirtschaft unglaublich wichtig. Wenn wir das hier unterstützen, so ist das Wirtschaftsförderung. Entsprechend habe ich wenig Verständnis für die Kürzung.

Zum zweiten Argument. Wir haben letztes Jahr sehr lange über die Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP) diskutiert. Wir gingen davon aus, die Leistungen sollten generell auf 92 Prozent heruntergefahren werden. Im vorliegenden Bereich liegen wir unter 80 Prozent. Wollen wir mit der ASP-Philosophie wirklich konsequent sein, so geht es nicht auf, wenn wir hier weiter kürzen. Das dritte Argument ist die Wirtschaft, das Design – das habe ich bereits erwähnt. Zum letzten Argument. Wo kann die Institution sparen, wenn wir ihr Geld wegnehmen? Ich habe gehört, man könne beispielsweise bei der Präsentation sparen. Gleichzeitig soll man Fundraising betreiben. Ich möchte nun wissen, wie man Fundraising machen soll, wenn man nicht ausstellen kann. Sie werden kein Unternehmen finden, das bereit ist, einen Rappen zu spenden, wenn nicht auch eine Ausstellung stattfindet. Ich fasse zusammen. Wir bitten Sie, die Kürzung um 30 000 Franken nicht vorzunehmen und 360 000 Franken zu bewilligen.

La présidente. Entretemps, j'aimerais bien saluer les jeunes de Obersteckholz qui ont atteint leur majorité cette année. Ich habe ein Zettelchen mit zwei «Smileys» erhalten, ich solle bitte auf Deutsch begrüßen. Sprechen Sie kein Französisch? Also: Willkommen bei uns, liebe Jungbürgerinnen und Jungbürger aus Obersteckholz (*applaudissements*).

Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV). Den Antrag Krähenbühl habe ich bereits in der Kommission gestellt. Nun wird er vom Kollegen gestellt und liegt somit nochmals vor. In der Septembersession 2012 habe ich beantragt, der Kredit für die Design Stiftung sei auf zwei Jahre zu befristen, und es solle eine Nachfolgelösung gesucht werden. Der Antrag wurde überwiesen. Nun liegen die Varianten zur Zukunft der Design Stiftung vor. Die EVP-Fraktion geht mit

dem Regierungsrat einig, dass die Design Stiftung grundsätzlich erhalten werden soll. Das ist doch schon mal ein gutes Signal. Uneins sind wir uns in der EVP-Fraktion, wie hoch der jährliche Beitrag sein soll. Ein Teil der EVP-Fraktion unterstützt den Antrag des Regierungsrats, einen Kredit von 330 000 Franken zu sprechen. Damit wollen wir die Arbeit und das ehrenamtliche Engagement der Design Stiftung würdigen, und auch den Umstand, dass künftig Sponsorenbeiträge im Umfang von 30 000 Franken generiert werden sollen. Dieser Teil der EVP-Fraktion möchte der Stiftung nicht ein noch engeres Korsett anlegen.

Der andere Teil der EVP-Fraktion, und dazu gehöre ich auch, ist der Meinung, es sei durchaus möglich, den Beitrag um weitere 30 000 Franken auf 300 000 Franken zu kürzen. Das entspricht auch dem ursprünglichen Antrag der Erziehungsdirektion und dem vorliegenden Antrag Krähenbühl. Wie der Antragsteller ist dieser Teil der EVP der Meinung, dass beispielsweise für die Ausstellung «Bestform» Eintritt verlangt oder zusätzliche Sponsoren für diese Ausstellung gesucht werden könnten, sodass diese selbsttragend wäre. Zudem, und das konnte der Antragsteller nicht mehr darlegen, trifft es zu, dass Sponsoring-Beiträge im Umfang von 15 000 Franken bisher nicht als Einnahmen verbucht wurden. Damit erscheint das Sponsoring-Ziel von 30 000 Franken, das in den Unterlagen vermerkt ist, in einem etwas anderen Licht, da es bereits zur Hälfte erfüllt ist. Ich fasse zusammen. Ein Teil der EVP-Fraktion unterstützt den Antrag des Regierungsrats auf 330 000 Franken. (*La présidente coupe le micro.*)

La présidente. Je m'excuse, mais mes doigts sont trop larges pour appuyer sur le tout petit bouton qui est là. Mme Kipfer pour le PBD.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Die Erziehungsdirektion hat den Auftrag aus der Septembersession 2012, eine Nachfolgelösung für die Berner Design Stiftung zu suchen, umgesetzt. Sie legt uns ein Dokument vor. Darin werden vier Optionen aufgezeigt. Der Regierungsrat kommt zum Schluss, dass die dritte Option die beste Lösung ist. Das heisst: Der Kanton hebt den Leistungsvertrag mit der Stiftung nicht auf. Seien wir doch froh, dass sie das machen, und zwar mit viel Freiwilligenarbeit. Der Beitrag des Kantons wird um 30 000 Franken gekürzt – von 360 000 auf 330 000 Franken. Das schlägt der Regierungsrat im Einvernehmen mit der Stiftung vor. Wir von der BDP können diesem Beitrag an die Stiftung Berner Design zustimmen. Es bleibt jedoch ein «Aber». Nicht wegen der Stiftung an und für sich, sondern wegen des Aufwands dieser Übung. Alles in allem – Verwaltungsarbeit, Kommissionsarbeit etc. – kostet diese wohl mehr als die 30 000 Franken. Wir müssen uns in Zukunft gut überlegen, was wir zu Sparzwecken untersuchen lassen und wofür wir neue Lösungen suchen wollen. Wir stimmen dem Beitrag an die Berner Design Stiftung einstimmig zu. Die Anträge der SVP und der SP lehnen wir ab.

Bettina Keller, Berne (Les Verts). Die grüne Fraktion steht überzeugt hinter der Design Stiftung. Was sie leistet, ist uns den Betrag wert. Abklärungen haben gezeigt, dass es keine günstigere und schlankere Version für die Aufträge im Be-

reich Fördern, Präsentieren und Sammeln gibt. Ausserdem spart der Kanton, seit er 1995 die Aufgaben an die Stiftung ausgelagert hat, jährlich rund 600 000 Franken. Darum sagen wir zum heutigen Kantonsbeitrag und auch zum Frankenbeitrag ja. Wenn man das nicht will, so stellt man den Sinn einer solchen Stiftung ganz grundsätzlich in Frage. Ich habe einen persönlichen Bezug zur Stiftung. Meine Mutter war während mehrerer Jahre Präsidentin des Stiftungsrats. Daher kann ich Ihnen sagen: Es ist unglaublich, was dort an ehrenamtlicher und qualifizierter Arbeit durch den Stiftungsrat sehr günstig bis gratis für den Kanton geleistet wird. Wir würden die Leute, die das seit Jahren machen, sehr vor den Kopf stossen und enttäuschen, wenn wir jetzt noch mehr kürzen würden.

Einige unter Ihnen halten den Begriff «Design» möglicherweise für ungeeignet. Ihnen würde «Kunsthandwerk» oder «Gewerbe» besser gefallen. Heute ist einfach wichtig, dass ein Name auch international und auch in anderen Sprachen verstanden wird. Drei Grossrätinnen haben letzten Donnerstag die Gelegenheit ergriffen und ein beispielhaftes Designatelier in Thun besucht – Portenier und Roth. Zwei Frauen machen Mode, und sie wollen und können sich eben auch international positionieren. Das heisst dann eben «Design», auch wenn die Mode von Thunerinnen entworfen und von ehemaligen Näherinnen der Armee geschneidert wird. Ich bin ganz sicher: Hätten sich einige der Skeptiker unter Ihnen, und ich verwende bewusst die männliche Form, Zeit genommen, das Atelier in Thun zu besuchen, dann könnten Sie heute nicht mit gutem Gewissen den roten Knopf drücken. Die grüne Fraktion unterstützt sowohl den Antrag der SP wie auch jenen des Regierungsrats.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). Voici le point de vue du groupe socialiste. Le canton de Berne a délégué ses activités de collecte et d'encouragement à la Fondation bernoise de design. Celle-ci accomplit ainsi une tâche en lieu et place de l'administration cantonale. Le rapport du gouvernement démontre clairement que la réalisation de cette tâche par le biais de cette fondation est la solution la moins onéreuse. Les responsables de la fondation travaillent de manière bénévole pour accomplir une tâche cantonale. Dès lors, il est pour le moins saugrenu, en guise de remerciement, de les priver d'une partie de leur budget. Qui plus est, ceux-ci devront, dès lors, consacrer une partie de leur temps à chercher des soutiens financiers auprès de particuliers pour compenser cette réduction. Vous savez tous que cette recherche peut s'avérer fastidieuse. C'est pourquoi nous vous prions de soutenir l'amendement de notre collègue Roland Näf, afin de ne pas donner du travail supplémentaire à cette fondation, et de les remercier de manière tangible. Je vous remercie pour votre attention.

Beat Giauque, Ittigen (PLR). Die FDP teilt die Ansicht des Regierungsrats, was die Bedeutung des Modells Berner Design Stiftung anbelangt. Auf der Titelseite des Magazins der Migros vom 25. August dieses Jahres findet sich die Schlagzeile: «Schweizer Jungdesigner erobern die Laufstege». Im Magazin findet man einige Porträts von erfolgreichen Studierenden und AbgängerInnen aus der Szene, die im Ausland oder in Zürich studiert haben. Unten in der Rathaushalle sehen Sie, welche Bereiche die Stiftung abdeckt,

insbesondere aus dem ländlichen Raum, beispielsweise Keramik oder Trachten.

Nun liegen zwei Anträge vor, einer auf Kürzung und einer auf Beibehalten des ehemaligen Betrags. Der Regierungsrat hat bereits um 8,3 Prozent gekürzt. Zusammen mit dem SVP-Antrag hätten wir eine Kürzung von 16,7 Prozent. Das ist aus unserer Sicht zu massiv. Die Mittel sind bereits heute knapp. Die Rahmenbedingungen für Sponsoring sind relativ schlecht. Davon kann ich Ihnen ein Lied singen. Ich gehöre einer Organisation an, die für den kulturellen Bereich Geld sucht – man erhält fast kein Geld. Können durch Eintritte Einnahmen generiert werden? Das Kornhausforum kennt gewisse Rahmenbedingungen, die das verunmöglichen. Es handelt sich um einen zentralen Ort im Zentrum der Stadt und des Kantons. Wie bei einem Einkaufszentrum generiert die zentrale Lage Laufkundschaft. Andererseits können auch spezialisierte Leute, Interessierte, Schulen, Jugendliche dorthin gehen und auf die entsprechenden Ausbildungen angesprochen werden. Die Tätigkeiten und Ergebnisse können sichtbar gemacht werden. Die Auszeichnungen, die verteilt werden, sind in einem würdigen Rahmen zu präsentieren, wie das auch im Sport, im kulturellen Bereich oder der Wirtschaft der Fall ist.

Die Erhöhung haben wir im Detail nicht diskutiert. Das kommt für uns jedoch nicht in Frage. Wir sehen in der Lösung der Regierung einen guten Mittelweg. Wir lehnen sowohl die Kürzung als auch die Erhöhung ab. Ich zitiere nochmals aus der Migros-Zeitung: «Die Schweiz produzierte Mitte des letzten Jahrhunderts Kleider für ganz Europa. Dann verlor die Branche ihre internationale Ausstrahlung. Nun ist sie zurück.» Hoffentlich auch dank der abgelehnten Kürzung.

Stefan Oester, Belp (UDF). Es geht um den Kantonsbeitrag an die Design Stiftung. Neben dem Hauptantrag liegen zwei Änderungsanträge vor. Wir sind für den Kürzungsantrag auf 300 000 Franken. Warum ist die EDU eher für die Reduktion? Gemäss Vortrag lag der Kantonsbeitrag im Jahr 2007 bereits bei 300 000 Franken. Und auf diesem Niveau möchten wir ihn belassen. Im Zuge der Fusion wurden 360 000 Franken bewilligt. Anschliessend wurde eine Überprüfung verlangt. Die beste Lösung war, dass die Stiftung beibehalten wird. Die Betreffenden haben sich erkenntlich gezeigt und konnten durch Eigenleistungen eine Einsparung von 30 000 Franken bewirken. Die EDU ist der Meinung, man sollte auf den ursprünglichen Beitrag von 300 000 Franken zurückkommen. Diesem Vorschlag stimmen wir zu.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Design ist etwas sehr Wichtiges, auch in der Politik. Das zeigt sich zum Beispiel darin, dass der Daumen unserer hoch verehrten Präsidentin offensichtlich nicht für das moderne «Nifflizugs» gemacht wurde. Das hat sie nun schon einige Male gesagt. Dazu ein kleiner Tipp: Vielleicht mal mit dem Zeigefinger versuchen. Böse Zungen behaupten, es gebe Leute, die nur wegen ihres Designs in den Rat gewählt wurden. Bei andern ist es ganz eindeutig nicht das – nun blicke ich auf den Boden, sonst fühlt sich noch jemand betroffen. Nein, im Ernst, seitens der glp sind wir der Meinung, die Design Stiftung erfülle einen sehr wichtigen Auftrag. Tatsächlich ist das Design keine staatliche Aufgabe. Die Förderung und

insbesondere das Sammeln des Designs, das Erhalten und Zugänglichmachen – das ist eben sehr wohl eine Staatsaufgabe. Wir unterstützen daher den vorliegenden Antrag. Wir sind froh, dass man sogar noch um 30 000 Franken zurückgehen konnte, obschon bereits sehr viel gespart wurde und ehrenamtlich gemacht wird. Wir werden den Antrag der Kommission unterstützen.

La présidente. Y-a-t-il encore un porte-parole de groupe? C'est à vous Mme Zäch pour le groupe PS-PSA.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS), présidente de la Commission de la formation. Ich möchte etwas im Zusammenhang mit den ominösen 15 000 Franken berichten, die man eingenommen, in ein «Kässeli» gelegt und nicht richtig ausgewiesen habe. Bei den 15 000 Franken handelte es sich um Sach sponsoring, das neben den 360 000 Franken eingeworben wurde. Sach sponsoring ist beispielsweise, wenn ein Schreiner günstige Stellwände oder ein Glaser eine gute Vitrine erstellt. So ist das Geld in die Stiftung gekommen. Es handelt sich also um Sach sponsoring und nicht um Geld, das irgendwo herumliegt und verschwunden ist.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Design Stiftung geht auf einen Beschluss von Ihnen aus dem Jahr 1995 zurück. Die Kunstgewerbesammlung ist im Kanton Bern nicht in einem Museum ausgestellt, sondern eine selbständige Stiftung und dadurch eine günstige Lösung. 2012 erhielten wir von Ihnen den Auftrag, zu prüfen, ob auch andere und eventuell günstigere Lösungen möglich seien. Das haben wir gemacht. Sie finden die Ausführungen dazu im Vortrag. Eine Option wäre, die Stiftung aufzulösen. Was heisst das? Man könnte die Objekte aus dem Kunstgewerbe der letzten 150 Jahre wegwerfen, verkaufen oder verschenken. Das wäre wahrscheinlich nicht die Idee. Sie haben unten in der Vitrine gesehen, um was für Objekte es sich dabei handelt. Also müsste sie jemand anderes aufbewahren. Wir stellen fest, dass das wohl kaum günstiger zu stehen käme. Andere Kantone, die andere Lösungen haben, bezahlen in der Regel wesentlich mehr. Mit der Stiftung, der Lösung, die der Grosse Rat 1995 gewählt hat, erhalten wir für 330 000 Franken pro Jahr die Pflege und Erhaltung einer Sammlung von Kunstgewerbeobjekten aus unserem Kanton der letzten 150 Jahre. Wie Sie gesehen haben, geht das von Broschen und Trachten über Holzschnitzereien der Holzbildhauerschule Brienz bis hin zu modernen Designobjekten.

Auch in Zukunft soll das Design gesammelt und gezeigt werden. Schliesslich geht es auch um die Förderung. Von Zeit zu Zeit gibt es einen Designpreis, und es werden einzelne Projekte unterstützt. Das ist der kleinere Teil der Aufgabe. Die Punkte, die ich vorhin aufgezählt habe – das ist die staatliche Aufgabe. Hannes Zaugg hat es gesagt: Das Design an sich kommt immer von Privaten. Wir machen selbst kein Design; wir bezahlen nicht für die Herstellung von Design. Die Aufgabe der Stiftung ist das Sammeln, Dokumentieren, Zeigen und Fördern. Das kann die Stiftung auch darum so günstig machen, weil sehr viel Freiwilligenarbeit involviert ist. Andere Kantone haben zum Teil ein Kunstgewerbemuseum und stellen die Objekte aus. Das bedarf Profis, Mieten und Angestellte für den Unterhalt. Wir

haben das nicht. Unsere Sammlung wird durch einen Stiftungsrat und eine Präsidentin betreut. Die Mitglieder des Stiftungsrats verdienen nicht gross Geld von uns, sondern machen das als freiwillige Arbeit. Auch das ist ein wichtiger Aspekt, warum es im Kanton Bern günstig ist.

Nach der Überprüfung haben wir den Betrag von 360 000 Franken auf 330 000 Franken reduziert. Die SP-Fraktion möchte bei 360 000 Franken bleiben. Im Gespräch mit der Design Stiftung haben wir festgestellt, dass es eine Möglichkeit gibt, noch mehr Sponsoring zu generieren. Man muss sich allerdings bewusst sein, dass es im Kulturbereich, für Aufgaben wie das Sammeln von Objekten, nicht ganz einfach ist, Sponsoring hereinzuholen. Ich möchte nicht, dass die Leute, welchen man wirklich dankbar sein muss, dass sie die Design Stiftung für uns betreuen, noch mehr Aufwand für das Sponsoring betreiben müssen. Man hat gesagt, die 30 000 Franken können erreicht werden. Man hat einen Freundeskreis geschaffen und andere Massnahmen ergriffen, um die 30 000 Franken hereinzuholen. Beat Giaume hat es gesagt: Es ist nicht ganz einfach, in diesem Bereich zu Geld zu kommen. Ich verstehe, dass ein Antrag gestellt wird, bei 360 000 Franken zu bleiben. In Zusammenarbeit mit der Design Stiftung haben wir den Eindruck gewonnen, unser Vorschlag von 330 000 Franken sei vertretbar. So kann die Stiftung weiterfahren wie bisher.

Wenn wir nun noch mehr reduzieren, sagen wir der Stiftung im Prinzip: Danke, dass ihr das für uns sehr kostengünstig macht. Darum fahren wir nun mit dem Geld nochmals herunter. Und jetzt müsst ihr noch mehr Sponsoring hereinholen. Oder eine andere Variante: Ihr zeigt die Sammlung gar nicht mehr. Es wäre auch schade, wenn man die Sammlung nie mehr zeigen würde. Die Lösung mit den 330 000 Franken ist eine gute Kompromisslösung. Wir können mit einer günstigen Lösung weiterfahren. Der Kantonsbeitrag wurde reduziert. Das ist eine sinnvolle Lösung. Eine weitere Kürzung gemäss Antrag der SVP würde die Stiftung vor grosse Schwierigkeiten stellen. Es wäre auch keine Wertschätzung der Arbeit von Freiwilligen, die uns eine kostengünstige Lösung ermöglichen.

La présidente. Nous allons passer au vote. Comme vous avez pu le constater nous avons donc trois propositions de crédit. A hauteur pour l'UDC de 300 000 francs, pour le PS de 360 000 francs et pour le Conseil-exécutif et la Commission de la formation de 330 000 francs. Je vais donc d'abord opposer la proposition de l'UDC et la proposition du PS et la gagnante à la proposition du Conseil-exécutif et de la Commission de formation. Ceux qui acceptent la proposition de l'UDC, 300 000 francs votent oui, ceux qui acceptent la proposition du PS, 360 000 francs, votent non.

Vote (proposition UDC / proposition PS-JS-PSA)

Décision du Grand Conseil:	
Adoption de la proposition UDC	
Oui	72
Non	63
Abstentions	11

La présidente. Nous opposons donc la proposition de l'UDC, 300 000 francs à 330 000 francs pour la proposition du Conseil-exécutif. Ceux qui sont pour la proposition de l'UDC, 300 000 francs votent oui, ceux qui soutiennent la proposition du Conseil-exécutif et de la Commission de la formation votent non.

Vote (proposition UDC / proposition du Conseil-exécutif et de la CFor)

Décision du Grand Conseil:

Adoption de la proposition du Conseil-exécutif et de la CFor

Oui 53

Non 89

Abstentions 4

La présidente. La proposition du Conseil-exécutif et de la Commission de la formation a été acceptée. C'est donc un crédit de 330 000 francs qui a été accepté. Excusez-moi, nous devons encore passer au vote final. Ceux qui acceptent ce crédit de 330 000 francs votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil:

Approbation

Oui 113

Non 29

Abstentions 5

La présidente. En vote final, vous avez accepté ce crédit.

Affaire 2014.RRGR.581

N° de l'intervention: 105-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 22.05.2014

Déposée par: Leuenberger (Trubschachen, PBD)
(porte-parole)

Cosignataires: 0

Urgence accordée: le 05.06.2014

N° d'ACE: 953/2014 du 13.08.2014

Direction: INS

Collection Gurlitt: pas de financement avec l'argent des contribuables

Le gouvernement est chargé de faire en sorte que :

1. le Musée des Beaux-Arts de Berne ou une autre institution ne perçoivent aucune aide du canton, directe ou indirecte, qu'il s'agisse de
 - a. recettes fiscales,
 - b. fonds de loterie,
 - c. ressources humaines ou
 - d. autres prestations,
 - e. pour
 - f. la remise en état,

g. la documentation,

h. le catalogage,

i. l'exposition et la présentation de la collection Gurlitt ainsi que

j. la vérification de la provenance des œuvres (propriétaires légitimes, œuvres spoliées).

2. le Musée des Beaux-Arts de Berne ou une autre institution (ou ses représentants légaux) ne perçoivent aucune aide du canton, directe ou indirecte (recettes fiscales, fonds de loterie, ressources humaines, etc.) pour financer

a. des procès et

b. des expertises

permettant au Musée des Beaux-Arts de Berne d'entrer en possession de la collection Gurlitt ou d'en devenir propriétaire.

Développement

Feu Cornelius Gurlitt aurait légué sa collection inestimable au Musée des Beaux-Arts de Berne. Même si le legs n'a pas encore été accepté et que d'éventuels procès sont en cours, la sphère politique cantonale doit rapidement se prononcer sur les conséquences financières de ce legs au cas où le musée l'accepterait.

La collection de Cornelius Gurlitt est sans aucun doute un trésor d'une valeur et d'un rayonnement incomparables. Et le proverbe ne dit-il pas : « A cheval donné, on ne regarde pas les dents » ? La reprise de la collection dans son intégralité a cependant un coût financier considérable. Cela implique en effet de cataloguer et de conserver la collection, de construire des salles d'exposition et de faire toute la lumière sur la provenance des œuvres. Toutes ces dépenses, d'un montant inconnu, seraient à l'ordre du jour si le musée acceptait la collection.

Le Musée des Beaux-Arts est libre de répondre comme il l'entend à la volonté exprimée par le défunt dans son testament. Le canton de Berne n'est toutefois actuellement pas en mesure de contribuer financièrement à la reprise et au traitement de la collection. Le parlement doit l'annoncer explicitement.

Motivation de l'urgence:

Le Musée des Beaux-Arts et les personnes concernées ont besoin d'avoir rapidement l'assurance de la participation financière du canton.

Réponse du Conseil-exécutif

Le motionnaire demande au Conseil-exécutif de faire en sorte que le Musée des Beaux-Arts de Berne (ci-après MBAB) ou une autre institution ne bénéficient d'aucune aide financière et d'aucunes ressources humaines du canton pour entrer en possession du legs du collectionneur d'art allemand Cornelius Gurlitt, pour remettre en état, documenter, cataloguer ou exposer la collection Gurlitt ainsi que pour vérifier la provenance des œuvres.

Le MBAB a été désigné par testament légataire universel de Cornelius Gurlitt, collectionneur d'art décédé le 6 mai 2014. L'étendue de l'héritage n'est pas encore connue et fait actuellement l'objet d'investigations. La collection comprendrait entre 1300 et 1600 œuvres d'art parmi lesquelles des toiles, des gouaches, des dessins et des estampes du Mo-

dernisme classique et du XX^e siècle (Max Beckmann, Marc Chagall, Otto Dix, Ernst Ludwig Kirchner, August Macke, Franz Marc, Henri Matisse, Claude Monet, Emil Nolde et Pablo Picasso notamment). Elle comprendrait aussi des œuvres d'artistes ayant vécu entre le XVI^e siècle et le XIX^e siècle, comme Canaletto, Gustave Courbet, Pierre-Auguste Renoir, Carl Spitzweg et Henri de Toulouse-Lautrec.

Une partie des œuvres étaient considérées depuis 1945 comme disparues ; d'autres étaient inconnues des chercheurs en histoire de l'art. Un peu moins de 600 des œuvres retrouvées seraient issues de spoliations sous le régime nazi. Selon les médias, un accord signé entre M. Gurlitt, le ministère bavarois de la justice et le gouvernement allemand stipulerait que M. Gurlitt met les œuvres retrouvées chez lui à la disposition des autorités pendant une année afin d'effectuer les recherches nécessaires pour déterminer leur provenance. Les frais de ces recherches seront pris en charge par l'Etat allemand et le Land de Bavière. En matière d'art ayant fait l'objet de spoliations, il convient de trouver une solution juste et équitable vis-à-vis des ayants-droits. Cet accord reste valable même après la mort de Cornelius Gurlitt et s'applique à ses héritiers.

Le MBAB n'a pas encore décidé s'il allait accepter ou répudier la succession. Il a six mois pour le faire, ce délai courant dès l'ouverture du testament. La décision finale est du ressort du conseil de fondation du musée. Le canton jouant un rôle déterminant dans le financement de l'institution, il est représenté au sein du conseil de fondation et est, à ce titre, associé au processus décisionnel. Les dépenses qui découleront de cette décision seront à la charge du musée qui, en qualité d'institution culturelle d'importance nationale et dans le cadre du contrat de prestations conclu avec le canton de Berne pour les années 2014 et 2015, bénéficie de subventions d'exploitation annuelles de 6 180 000 francs. Le contrat de prestations scelle l'autonomie et la liberté d'entreprise du musée.

Compte tenu des éléments dont il dispose actuellement, le Conseil-exécutif estime qu'il convient que le MBAB soit en mesure de financer la remise en état de la collection grâce à l'actif successoral. C'est aussi la position exprimée par le musée.

Le Conseil-exécutif pense qu'il est encore trop tôt pour se prononcer en faveur ou en défaveur d'une éventuelle participation du canton dans cette affaire, comme l'exige le motionnaire, car tous les éléments n'ont pas encore été réunis. Une décision d'une telle portée ne pourra être prise que lorsque le MBAB aura pu évaluer avec fiabilité l'étendue et l'état de l'héritage, que l'importance de la collection aura été clarifiée et qu'il aura été possible de tirer les conséquences d'une acceptation de l'héritage pour le musée et la scène muséale bernoise.

En fonction des éléments et des éclairages collectés, le Conseil-exécutif n'exclut pas, a priori, de soutenir la scène artistique bernoise en participant, dans la limite de ses possibilités financières, aux frais de reprise et de présentation de la collection Gurlitt conformément aux législations sur l'encouragement des activités culturelles et sur les loteries. En exprimant dès maintenant des réticences, le canton risquerait en outre de décourager d'autres bailleurs de fonds, mécènes ou donateurs potentiels.

Pour toutes ces raisons, le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Je vous demanderais votre attention. Tout d'abord, pour les francophones, vous avez reçu ce matin une nouvelle version, car la version francophone que l'on avait reçue jusqu'à maintenant n'avait pas de points a, b, c, d, etc. Donc, la version que vous avez reçue ce matin fait foi, c'est la même, mais avec les lettres. Deuxièmement, M. Leuenberger, vous avez vu que cette motion a été acceptée sous forme de postulat par le Conseil-exécutif. M. Leuenberger est donc d'accord de transformer les points b, d, e, f, g et h en postulat. Que ce soit clair dès le départ. M. Leuenberger, c'est à vous.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich gehöre diesem Parlament schon einige Zeit an und habe schon verschiedene Vorstösse eingereicht. Die Reaktionen auf einen Vorstoss von meiner Seite waren noch nie so heftig und kontrovers wie beim vorliegenden. Eben hat mir ein Kollege auf der linken Seite erklärt, ich erhalte nächstens den Eiskübel über den Kopf geschüttet. Das zeigt doch klar, wie kontrovers die Kulturförderung in der Politik, aber auch in der Bevölkerung heutzutage geführt wird. In einer Zeit, wohlverstanden, knapper Staatsfinanzen. Die Sammlung Gurlitt ist zweifellos eine der bedeutendsten Kunstsammlungen, die in den letzten Jahrzehnten an die Öffentlichkeit gelangt ist. Ich mache keinen Hehl daraus: Sofern die Sammlung in der Schweiz ausgestellt wird, werde ich diese auch besuchen.

Trotzdem werfen einige Positionen dieser Sammlung bereits jetzt Fragen über ihre Herkunft oder die Rechtmässigkeit von Besitzern, respektive Eigentümern auf. Grundsätzlich gehe ich davon aus, solche Sammlungen sollten sich selbst finanzieren. Das haben übrigens auch die Verantwortlichen des Kunstmuseums und der Regierungsrat in der Motionsantwort im Grundsatz bestätigt und durchblicken lassen. Dabei ist auch der Verkauf von einzelnen Objekten aus der Sammlung als Option zu prüfen. Sogar über Lotteriegelder kann man diskutieren – dazu komme ich später noch. Ich bin dezidiert der Ansicht, es sollten keine Steuergelder des Kantons in Aussicht gestellt werden. In einer Zeit, da wir auf Antrag des Regierungsrats Lektionen streichen, Schulen schliessen oder bei der Spitex kürzen, wird die Ausrichtung von Steuerfranken an die Aufarbeitung der Gurlitt-Sammlung nicht verstanden. Dieser Entscheid kann vom Parlament heute bekräftigt werden.

Die Zeitung «Der Bund» hat am 20. Juni dieses Jahres getitelt: «Tschäppät träumt von einem Museum für Raubkunst.» Träume darf ein Mann haben. Träumereien sind nur dann schön, wenn sie ohne kantonale Steuermillionen verwirklicht werden können. Hinzu kommt, dass wir uns künftig grosse kulturelle Projekte in diesem Kanton gar nicht mehr leisten können. Mit meinen Forderungen möchte ich die Spielregeln für das Kunstmuseum und alle Betroffenen und Beteiligten, aber auch die Spielregeln für den Kanton frühzeitig vom Parlament festlegen lassen. Das Kunstmuseum muss wissen, welche Mittel der Kanton in Aussicht stellt oder erwartet werden können. Das ist eine wichtige Grund-

lage für die Entscheidungsfindung, ob das Legat angenommen soll.

Das Parlament hat in der Vergangenheit etliche Kunstgeschäfte beraten. Vielfach wird der Grosse Rat bei Kultur-, respektive Kunstfinanzierungen vor vollendete Tatsachen gestellt. Entweder stimmt ihr dem zu, oder aber das geplante Projekt, das bereits mit tausenden von Franken aufgeleiert ist, wird fallen gelassen. Eine solche «Vögeli friss oder Vögeli stirb»-Taktik ist für eine offene Diskussion über Kultursubventionen nicht gesund. Mit der Annahme des vorliegenden Vorstosses kann das Parlament frühzeitig die finanzpolitischen Weichen in diesem Bereich stellen. Ich habe ihn bewusst sehr offen formuliert. Zwischen verschiedenen Leistungen des Kantons kann differenziert werden. Umso mehr bin ich über die Antwort des Regierungsrats erstaunt, respektive enttäuscht. Zwischen den Zeilen ist zu lesen, dass grundsätzlich keine Steuergelder in Aussicht gestellt werden sollen. Hingegen ist für den Regierungsrat die Unterstützung aus Lotteriegeldern zu prüfen. Trotzdem will der Regierungsrat die Forderung auf den Verzicht auf Steuergelder nur als Postulat überweisen. Das ist inkonsequent und auch intransparent. Ein solches Verhalten kann nur dahingehend gedeutet werden, dass der Regierungsrat trotz anders lautenden Angaben die Beteiligung von Steuergeldern an der Aufarbeitung der Gurlitt-Sammlung plant.

Ich gehe mit dem Regierungsrat einig, dass es durchaus Sinn macht, Lotteriegelder zu prüfen. Ich wandle daher die Buchstaben 1 b, d, e, f, g und h ins Postulat. Somit gibt es da keine Differenzen. Die anderen Punkte, nämlich 1 a, c und i sowie Ziffer 2 bleiben als Motion bestehen. Es geht darum, auf Beiträge mit Steuerfranken zu verzichten, keine Personalressourcen des Kantons und auch keine Beiträge zur Abklärung von Raubkunsteigenschaften und zur Erlangung von Eigentum auf dem Prozessweg zur Verfügung zu stellen. Die Lotteriegelder hingegen, sowie den Vollzug durch Lotteriegelder stelle ich als Postulat zur Verfügung.

Ich würde die Gurlitt-Sammlung gerne in Bern begrüßen. Sicherlich wäre das eine grosse Chance für die Stadt, für den Kanton, aber auch für die ganze Schweiz. Aber, Kolleginnen und Kollegen, wir müssen uns auch bei der Kultursubventionierung je länger je mehr die Frage stellen, was wir uns noch leisten können, und ob uns das auch Steuerfranken wert ist. Im vorliegenden Bereich können wir willentlich auf Steuerfranken verzichten. Bei Lotteriegeldern gebe ich nach. Ich bitte Sie um Unterstützung und somit auch um ein klares Zeichen gegen aussen, wie die Spielregeln des Kantons Bern für die Sammlung Gurlitt festgelegt werden.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Als ich die Motion las, musste ich zuerst ein wenig schmunzeln. Null Unterschriften – ich stellte mir vor, wie Samuel morgens bei einem feinen Kaffee die Zeitung liest und irgendein Thema sieht, das aktuell werden könnte. So reicht er denn präventiv mal einen Vorstoss ein, ohne zu wissen, wie das weitergehen wird, ohne eine Ahnung zu haben, wie der Kanton involviert sein könnte. Ich musste auch ein wenig lachen, weil ich den Eindruck gewann, er übernehme ein wenig meine Rolle als Skeptiker, als Kritiker bei kulturellen Angelegenheiten, die hier behandelt werden. Als ich den Vorstoss genauer las, bin ich weitgehend zu gleichen Schluss gekommen, wie wir es nun vom Motionär gehört

haben. Das Anliegen der Motion ist berechtigt, namentlich aus Erfahrungen, die wir gemacht haben. Die meisten unter Ihnen waren damals noch nicht hier, oder Sie durften oder mussten noch nicht alle Erfahrungen machen, die wir mit grossen Geschenken im Kulturbereich gemacht haben. Insofern ist das Motionsanliegen berechtigt.

Die EVP hat wie der Motionär kein Interesse an einem kulturellen Leuchtturm, der die Öffentlichkeit in den nächsten 10, 20 Jahren immer mehr Geld kosten wird, weil nicht klar ist, wer welche Rolle innehat und wer was zu bezahlen hat. Zurzeit ist das Kunstmuseum als einer unserer Leuchttürme in einem guten Zustand. Es macht Sinn, dass das so bleibt. Es sollten nicht Risiken eingegangen werden, weil man denkt, der Kanton helfe dann schon. Ich denke beispielsweise an die Abklärungen rund um die Raubkunst. Werden da Dinge auf das Kunstmuseum zukommen, respektive auf den Kanton, weil dieser einen entsprechenden Leistungsauftrag vergeben hat? Wenn man von Anfang an weiss, wie die Spielregeln sein werden, wird man sich möglicherweise in gewissen Situationen anders verhalten. Daher begrüsst die EVP die Antwort der Regierung. Wir wären dankbar, wenn alles ins Postulat gewandelt würde, namentlich Ziffer 1 c. Bei den Personalressourcen würde es sich um einen starken Eingriff handeln, denn es kann ja durchaus sein, dass eine gewisse Unterstützung auf personeller Seite sinnvoll sein könnte. Was die Steuergelder anbelangt, sind wir mit der Motionsform einverstanden. In der gewandelten Form konnten wir den Vorstoss in der Fraktion nicht besprechen. Daher kann ich Ihnen nicht sagen, wie unsere Mitglieder bezüglich der Motion stimmen werden.

Ziffer 2 der Motion ist sehr umfassend; namentlich wird jegliche personelle Unterstützung verunmöglicht. Da bin ich eher skeptisch. Es ist sinnvoll, dass zu den Lotteriegeldern höchstens ein Postulat überwiesen wird. Dabei handelt es sich um einen Topf, der verschiedenste Möglichkeiten bietet, auch mit einmaligen Beiträgen ausserordentliche Dinge zu unterstützen. Würde eine Übernahme der Sammlung konkret, hätte der Kanton die Möglichkeit, in einzelnen Punkten Unterstützung zu leisten. Uns allen ist klar, dass das für alle kunstbeflissenen Leute eine Attraktion ist – wahrscheinlich auf der halben Welt oder darüber hinaus. Es ist eine Attraktion für den Tourismus, könnten die Bilder einmal in Bern gezeigt werden. Ein Türchen muss daher offen bleiben. Es muss jedoch abgegrenzt sein, und es dürfen keine Steuergelder sein.

Für mich persönlich steht die Motion auch in einem gewissen Zusammenhang zur Diskussion, die wir im Juni geführt haben. Wir haben die Zusammenarbeit vom Kunstmuseum mit dem Zentrum Paul Klee diskutiert. Seit Jahren fordern wir ein näheres Zusammenrücken. Wird die Übernahme der Bilder konkreter, wäre es sehr sinnvoll, wenn diese Zusammenarbeit spielte. Das Kunstmuseum sollte diese Sache nicht losgelöst vom Zentrum Paul Klee angehen. Ich könnte mir vorstellen, dass man eben nicht Herrn Tschäppäts Traum verwirklichen und ein eigenes Museum bauen muss, sondern dass man in Zusammenarbeit der beiden Institutionen durchaus attraktive Wege findet.

Beat Giaquie, Ittigen (PLR). Die FDP war über diesen Vorstoss doch etwas erstaunt. Der Motionär schreibt: «Einem geschenkten Gaul schaut man nicht ins Maul.» Wir

erhalten eher den Eindruck, dass er will, dass man den Gaul gar nicht in den Stall stellt oder auf die Weide lässt. Oder, nach einem anderen Sprichwort: «Wehret den Anfängen.» Wir werden den Eindruck nicht ganz los, dass beim Motionär vor allem Erinnerungen oder Befürchtungen wachgerüttelt wurden, wie sie auch vom Vorredner erwähnt wurden. Ich denke, er hat primär ans Zentrum Paul Klee gedacht. Hier geht es nicht um dasselbe. Vielleicht hat er auch an die Folgegeschichten gedacht. Wir haben schon mehrmals über eine Fusion oder Zusammenarbeit des Zentrums Paul Klee mit dem Kunstmuseum gestritten. Inzwischen sind Lösungen angedacht. Es geht hier aber nicht grundsätzlich nur um die Frage, ob das Raubkunst sei, sondern um eine ganz andere Dimension, um eine Erbschaft, die uns in dieser Form noch gar nie angetragen wurde.

Auf der anderen Seite sind wir auch über die Verweigerung und das Türzuschlagen in dieser Sache erstaunt. Was ist das für ein Signal nach aussen, ins Ausland, in andere Kantone, oder an einen Mäzen, der vielleicht ebenfalls namhafte Dinge hätte oder bereit wäre, Geld zu sprechen? Wir wissen es auch von Herrn Wyss und dem Kunstmuseum Bern. Dort laufen auch Dinge, aber wir haben auch gesehen, dass das Verständnis an eine Grenze kommt. Was ist das für ein Vorgang, der letztlich den «Brand» Bern ankrazt? Wenn man den Namen «Bern» in den Mund nimmt, ist es mit einem gewissen schalen Beigeschmack verbunden, wenn man im gleichen Atemzug hört, dass diese Leute keine Sammlung oder möglichst nichts dazu beitragen, aber auf der anderen Seite letztlich vom touristischen Angebot profitieren wollen. Das Signal nach aussen lautet: «Es ist gar nicht erwünscht. Behaltet das besser bei euch. Geht an einen andern Ort. Versucht es ja nicht noch einmal bei uns.» Diese Grundstimmung kann dann losgelöst auch auf andere Projekte überschwappen.

Eigentlich braucht es ein ganz anderes Signal, nämlich: Das ist eine Chance für den Kanton, die Region und die Stadt Bern, dass wir so etwas ausstellen können. Wir haben im Kanton einen innovativen Geist. Es ginge eigentlich darum, dieses Signal auch im kulturellen Bereich weiterhin nach aussen zu tragen. Es ist durchaus eine Herausforderung – wir wissen tatsächlich nicht genau, was damit noch verbunden sein wird. Auf der anderen Seite dürfen wir auch in diejenigen Leute, die sich mit der Thematik auseinander setzen, ein wenig Vertrauen setzen. Warum jetzt einfach abblocken, warum das Mauern gegen etwas Neues, bevor man überhaupt alle Details kennt? Eigentlich braucht es zuerst eine Lagebeurteilung. Die Vor- und Nachteile sind zu prüfen, und erst nach dieser Abwägung ist zu entscheiden. Klar sind viele Fragen nicht gelöst, was die Provenienzforschung anbelangt. Lange nicht alles, was sich in dem Erbe befindet, ist jedoch in dieser Kategorie anzusiedeln.

Das Angebot wird aus unserer Sicht unter profunder Leitung kritisch geprüft, und die Abklärungen laufen. Diese brauchen ihre Zeit. Was den Zeitpunkt anbelangt, sehen wir es gleich wie die Regierung. Es ist heute zu früh, einen grundsätzlichen Entscheid zu fällen. Es braucht seriöse Abklärungen. Wir von der FDP sagen damit auch nicht einfach ja zu allem, und dass wir dann bezahlen werden. Wir wollen zuerst die Arbeiten vorangetrieben haben. Wir wollen nicht von Anfang an sagen: «Ist nicht erwünscht, kommt gar nicht in Frage.» Die FDP lehnt sowohl die Motion als auch ein Pos-

tulat ab. In diesem Sinne spielt für uns die Unterscheidung Motion oder Postulat keine Rolle. Wir lehnen den Vorstoss integral ab.

Bettina Keller, Berne (Les Verts). Es ist doch eigentlich eine verrückte, unglaubliche Geschichte, die da geschehen ist. Wer sie in den Medien verfolgt hat, seit sie bekannt wurde, dachte dann und wann, es sei ein etwas übertriebener Krimi, der sich da abspiele: die Geschichte des 20. Jahrhunderts, mit Krieg, entarteter Kunst, Raubkunst, Judenverfolgung, Exil und Flucht. Die Geschichte eines Sammlers, der über Jahrzehnte im Geheimen versteckt, was seine Familie rettete. Und dann plötzlich die Nachricht, der Besitzer sei gestorben, und die Sammlung werde total überraschend an ein Kunstmuseum einer nicht-deutschen Stadt vererbt. Und nicht etwa nach Basel, mit seinem Beyerle-Museum, oder nach Zürich mit seinen Sammlungen, sondern hierher nach Bern.

Wir wissen heute nicht, wie das Kunstmuseum entscheiden wird. Was wir aber wissen, ist, dass sich das Kunstmuseum sehr genau überlegt und professionell abklärt, ob es dieses Erbe annehmen kann und will, und ob es sich das leisten kann. Es handelt sich finanziell und personell, aber auch vom Platzbedarf her, um eine grosse Sache. So etwas nimmt niemand leichtsinnig an.

Samuel Leuenberger, so hat man den Eindruck, hat allerdings nicht lange überlegt und kennt die Lösung in Form der detaillierten Motion bereits. Kein Steuerfranken, kein Lotteriefranken und keine Personalstunde sollen vom Kanton in irgendeiner Art im Zusammenhang mit der Gurlitt-Sammlung ans Kunstmuseum fliessen. Ich weiss, Samuel, du hast nun gewandelt. Am 22. Mai hast du das Anliegen jedoch als Motion eingereicht. Wir sind froh, dass du nun wenigstens einige wesentliche Punkte gewandelt hast. Wir müssen noch mehr Fakten und Aspekte in einen Entscheid mit einbeziehen. Wir entscheiden nicht gerne in Form von Schnellschüssen. Die Grünen können die gewandelte Motion im Prinzip als Postulat unterstützen, nicht jedoch diejenigen Punkte, die in der Motionsform verbleiben. Bei der Frage der Provenienzabklärung können wir uns auch vorstellen, dass das sehr spannende Aufgabenstellungen für die Universität sind. Sie könnte sich in Form von Dissertationen oder anderen Arbeiten beteiligen. Darum lehnen wir diesen Punkt als Motion ab.

Zum Schluss noch eine nicht ganz ernst gemeinte Frage, Samuel. Dürfte sich denn Regierungsrat Pulver bei einer Annahme des Punktes Personalressourcen mit dem Dossier gar nicht mehr befassen? Oder dürfte er das nur noch am Sonntagnachmittag tun, wenn er manchmal von der Politik einige Stunden frei hat? Dürfte er sich dann ehrenamtlich einige Gedanken zu diesem Thema machen? Du siehst: Das kann so nicht «verhabe», und das können wir als Grosser Rat doch nicht vorschreiben.

La présidente. Avant le prochain orateur, j'aimerais souhaiter la cordiale bienvenue au groupe UDC senior, conduit par son président, M. Graf. Soyez les bienvenus parmi nous. (Applaudissements).

Michael Aebersold, Berne (PS). Lieber Samuel, ich frage mich schon fast, ob du am falschen Ort sitzt. Du machst das

heute quasi zu einer Finanzdebatte. Wir entscheiden heute über keinen Kredit, nur damit das klar ist, sondern darüber, ob man hier ein komplettes «Njet» beschliesst, ein Denkverbot. Auf die finanziellen Aspekte komme ich dann noch zu sprechen. Je nachdem, worum es sich gerade handelt, wird das von euch unterschiedlich beurteilt. Als erstes ist mir durch den Kopf gegangen: «Gäng wi gäng, und ja nüt Nöis.» Besser, es bleibt alles beim alten. Lieber noch weiter in die Viehschauen investieren, von diesen muss man nicht träumen, die existieren real. Aber hier auf keinen Fall etwas wagen. So kommt der Kanton nicht weiter, Kolleginnen und Kollegen. Es ist eine riesige Chance für den Kanton Bern. Samuel Leuenberger, du bist zitiert worden, es sei eine geniale Chance für den Kanton Bern. Ich sage jeweils meinen Kindern, Chancen, die man nicht packt, gehen vorbei. Und das ist eine Chance, die wir packen oder vorbeigehen lassen können. Eine Chance kann man nicht in etwas Reales umsetzen, wenn man nicht auch etwas wagt. Auch hier schimmert die typische Schweizer Tradition wieder etwas durch: Ja nicht investieren, wenn man nicht weiss, dass Zins und Zinseszins wieder mehrfach zurückkommen, so dass man dann am Schluss noch etwas damit verdient hat und nicht etwa verloren. Ich streite nicht ab, dass es gewisse Risiken gibt. Abklärungen sind notwendig. Es ist unsere Pflicht, falls es hier um blinde Flecken aus der Nazi-Zeit geht, diese auszuleuchten, auch wenn es etwas kostet.

Es ist unbestritten, dass die Werke eine Investition in die Zukunft wären – ein bleibender Wert, unabhängig davon, was kommen wird. Auch in Deutschland wird das zurzeit abgeklärt und finanziert. Man hätte damit etwas, das nach Bern käme und leuchten und strahlen würde, und das über Jahrzehnte. Das kann man über die Investitionen, die wir beim Eidgenössischen Schwing- und Älplerfest oder beim Turnfest getätigt haben, nicht sagen. Dort haben wir locker zweimal eine Million Franken aus dem Lotteriefonds gesprochen. Hinzu sind Personalkosten von über einer halben Million Franken gekommen. Da spielte die Finanzlage des Kantons keine Rolle. Hier will man von Anfang an sagen: nichts. Du hast nun gewandelt, das ist mir klar. Bei den Personalkosten bleibst du bei der Motion. Wir sind ganz klar der Meinung, dass man es genau prüfen soll. Wir sind ebenso klar der Meinung, hier werde ein falsches Signal gesetzt, wenn man die Motion oder das Postulat unterstützt. Es kann ja auch sein, dass es beim Kanton juristisches Know-how gibt. Es gibt viele gute Juristen, die vielleicht beratend mitwirken können. Es stellen sich viele juristische Fragen, die abgeklärt werden müssen. Vielleicht wird einmal eine Taskforce gebildet, bei der man froh wäre, wenn jemand vom Kanton dabei wäre. All das soll nun ausgeschlossen werden. Wir verstehen das nicht ganz. Wir bitten Sie, den Vorstoss als Motion und als Postulat abzulehnen. Es bringt uns als Kanton nicht weiter, ist kleinlich und schlussendlich auch schäbig, wenn wir hier nicht ein gewisses Risiko eingehen wollen.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Vania Kohli, Berne (PBD). Der Umfang der Erbschaft ist immer noch Gegenstand der Abklärungen, wie wir bereits gehört haben. Das Kunstmuseum prüft momentan, ob es

das Erbe annehmen will oder nicht. Der Entscheid über Annahme oder Ablehnung liegt ja beim Stiftungsrat, wobei der Kanton in die Entscheidungsfindung eingebunden werden kann. Angestrebt wird – das konnte der Presse entnommen werden – mit den Aktiven aus der Erbschaft auch die Aufarbeitung der Sammlung zu finanzieren. Der Regierungsrat betrachtet die Fällung eines grundsätzlichen Richtungsentscheids, wie er vom Motionär gefordert wird, betreffend eines allfälligen Engagements des Kantons in diesem Geschäft für verfrüht. Je nach dem Ergebnis der Abklärungen soll aus der Sicht der Regierung ein Engagement des Kantons im Rahmen der Kulturförderung oder der Lotteriemittelgesetzgebung für den Kunstplatz Bern nicht a priori ausgeschlossen werden. Genau dieser Meinung sind die BDP und der Motionär auch.

Was die Mittel der Kulturförderung und des Lotteriegesetzes betrifft, folgen die BDP wie auch der Motionär vollumfänglich der Meinung der Regierung. Sie ist bereit, diese Punkte als Postulat zu überweisen. Was hingegen die Verwendung von allfälligen Steuergeldern und den Personaleinsatz – und dabei meinen wir nicht den Regierungsrat, sondern Mitarbeiter der Erziehungsdirektion – betrifft, bittet Sie die BDP wie der Motionär, die betreffenden sechs Punkte als Motion zu überweisen. Die übrigen Punkte sind als Postulat zu überweisen. Die BDP dankt allen, die so stimmen werden. Wir danken für den sorgfältigen Umgang mit den Steuergeldern.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Wir kommen direkt vom Jet-Boot auf dem Brienzersee zur Sammlung Gurlitt. Das ist wohl die Session der präventiven Vorstösse. Offenbar muss man dafür sorgen, dass man dann allenfalls, wenn etwas wäre, reagieren könnte. Es kommt wohl darauf an, welche Grundhaltung man hat – hier ist es mir wichtig, präventiv zu schauen, und dort ist es mir weniger wichtig. Das Zitat, das du verwendet hast, ist etwas falsch. Es gibt wohl kaum einen geschenkten Gaul, dem man so detailliert ins Maul schaut. Hier wird vermutlich sehr genau abgeklärt, ob da etwas dabei ist, das man annehmen darf oder nicht. Und genau dafür braucht es die Ressourcen. Ich fürchte daher nicht, dass etwas negativ auf den Kanton Bern zurückfallen könnte. Wir sehen deshalb den Sinn der Motion und auch des Postulats nicht ein. Wir hätten den Vorstoss allenfalls unterstützt, wäre er integral ins Postulat gewandelt worden. Denn wir sind der Meinung, das werde ohnehin gemacht – man muss das Ganze prüfen. In Form des Flickenteppichs lehnen wir den Vorstoss wie die FDP integral ab – sowohl als Motion wie auch als Postulat.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Die Gurlitt-Sammlung hat bereits grosses Interesse in den Medien geweckt. Wir haben schon sehr viel gehört – ich werde mich sehr kurz fassen. Es handelt sich definitiv um eine sehr grosse Sammlung, deren Umfang momentan nicht wirklich definierbar ist. Die Erbschaft zuhanden des Kunstmuseums Bern ist sicherlich eine Herausforderung. Die Vielfalt der Objekte schafft, wie wir gehört haben, unter anderem auch Unsicherheiten bezüglich des Aufwands, der sich ergeben kann – Aufwand in Form von Finanzen, von Personalressourcen usw., wie das vom Motionär zu Recht umschrieben wurde. Ob es allenfalls noch Rechtsstreitigkeiten mit den

Erben geben könnte, können wir nicht ermessen. Das Kunstmuseum prüft innerhalb von sechs Monaten die Annahme dieser Erbschaft. Die SVP-Fraktion hat Bedenken, ob die vorgesehenen sechs Monate ausreichen, um die Abklärungen vollumfänglich zu tätigen. Dass die Aufarbeitung der Sammlung einen Aufwand mit sich bringt, ist sicher. Wie sind auch der Meinung, dieser sollte über die Aktiven der Sammlung finanziert werden. Die SVP-Fraktion wird die Motion grossmehrheitlich ablehnen. Eine knappe Mehrheit wird auch das Postulat ablehnen.

Stefan Oester, Belp (UDF). Wir haben es schon mehrmals gehört: Einem geschenkten Gaul schaut man nicht ins Maul. Hier müssen wir das jedoch sehr wohl tun. Wir sind gut beraten, genau hinzuschauen. In der Vergangenheit haben wir verschiedene Beispiele erlebt, deren Folgen in Form von Nachtragskrediten regelmässig in den Rat kommen. Ein Geschenk, das grosse Kosten verursachen könnte, müssen wir gut anschauen und prüfen. Wir können daher den Ausführungen des Motionärs gut folgen. Vorher hinschauen ist besser, als die Faust im Sack zu machen und hinterher zu streiten. Es sind zwar nun womöglich etwas harte Leitplanken gesetzt. Wir müssen uns das jedoch gut überlegen. Die EDU wird daher den Anliegen des Motionärs folgen.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zu den Einzelsprechenden.

Ursula Brunner, Hinterkappelen (PS). Wir befinden uns hier im Berner Rathaus. Dieses Haus wurde ein Jahr nach dem grossen Brand, in welchem 600 Häuser in der Stadt vernichtet wurden, erbaut. Das war vor etwas mehr als 600 Jahren. Das Haus steht heute noch und ist ein Zeichen der architektonischen Baukunst, die noch heute weitherum beeindruckt. Hätte damals der Kleingeist geherrscht, der heute in diesen Hallen spürbar ist, könnten wir unsere Sitzungen nicht in einem solchen Haus abhalten. In diesem Sinne appelliere ich an den Geist der Erbauer dieses Hauses und an den offenen Geist von Ihnen, Grossrätinnen und Grossräte. Ich bitte Sie, dieser Motion eine klare Absage zu erteilen.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die Diskussion zeigt auf, wie kontrovers Kunstsubventionen diskutiert werden. Es ist nicht das einzige Mal, auch wenn es eines der ersten Male ist, dass eine leicht emotionale Debatte um Kunst- oder Kultursubventionen in diesem Parlament entsteht. Ich vermute, dass es in den Kunstsubventionen künftig vermehrt zu Verteilungskämpfen kommen wird. Diese Diskussionen werden vermehrt auch in der Bevölkerung aufkeimen. Den Kopf in den Sand zu stecken, zu sagen, wir versuchen es einmal und schauen dann, was geschieht, kann keine zukunftsgerichtete Politik sein. Genau aus diesem Grund habe ich den Vorstoss deponiert, in vollem Bewusstsein darum, dass er kontroverse Diskussionen auslösen wird. Ich finde es etwas schade, dass man auf die Angst oder den Respekt, dass wir hier künftig massiv Steuergelder in die Hand werden nehmen müssen, um allenfalls eine Kunstinstitution zu retten, in diesem Parlament nicht reagiert.

Ich habe gehört, man wolle Leuchttürme schaffen, man wolle etwas schaffen, das eine Ausstrahlung in die gesamte

Welt hinaus habe. Das ist sehr schön, wenn wir das wollen, und da helfe ich auch mit. Wir müssen uns aber die Frage stellen, was wir uns noch leisten können. Diese Frage konnte mir bis jetzt noch niemand beantworten. Mit dem lächerlichen Vergleich mit Viehschauen und Schwing- und Äplerfesten, und mit einem ins Lächerliche ziehen einer politischen Frage sind die Antworten nicht gegeben, die eigentlich im Vorstoss aufgeworfen werden. Diese Antworten bleibt das Parlament schuldig. Auch ist die Gurlitt-Sammlung sicherlich nicht mit dem Bau des Rathauses zu vergleichen. Die Antwort, wie wir künftig Investitionen, respektive Leistungen des Kantons finanzieren wollen, und ob das Parlament bereit ist, Steuerfranken in die Hand zu nehmen, um zu helfen, wird mit der Diskussion nicht gegeben. Ich halte in den Ziffern 1 a, 1 c und 1 i sowie in Ziffer 2 an der Motion fest. Die Ziffern 1 b, 1 d und 1 e bis 1 h wandle ich ins Postulat.

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Der Vorstoss Leuenberger will, dass ganz bestimmt gar kein Steuergeld und gar keine Personalressourcen der allfälligen Aufnahme und Pflege des Gurlitt-Erbes, falls dieses denn nach Bern kommen würde, zugute kämen. Macht ein Vorstoss in dieser Radikalität Sinn? Aus der Sicht des Regierungsrats und der Erziehungsdirektion sicher nicht. Worum geht es eigentlich, und worum geht es nicht? Wir haben von einem grossen Leuchtturm, einem neuen Museum und den Träumen von Herrn Tschäppät gehört. Wahrscheinlich hätte Herr Tschäppät Freude, dass seine Worte in diesem Saal so sehr zählen. Bis jetzt war in der Diskussion, die ich mit dem Kunstmuseum geführt habe, nie von einem neuen Museum die Rede. Gemäss unserem Kulturförderungsgesetz bin ich für das Kunstmuseum zuständig. Ich habe keine Signale seitens des Kunstmuseums erhalten, man wolle ein neues Museum machen. Das mag die Idee von politischen Vertretern im Raum Bern sein, und diese kann ja ganz gut sein. Aber darum geht es hier und heute nicht.

Es geht darum, dass das Kunstmuseum Bern als Alleinerbe einer wahrscheinlich sehr interessanten Sammlung eingesetzt wurde. Im Moment sind wir, respektive ist das Kunstmuseum Bern dabei, sehr sorgfältig abzuklären, was es heissen würde, wenn diese Sammlung nach Bern käme. Die Verantwortlichen haben gesagt, das müsste a priori ohne öffentliches Geld gehen. Es hat mich gefreut, das von einer subventionierten Kulturinstitution zu hören. Sie kommen nicht als erstes auf den Kanton zu und sagen, wir benötigen dann Geld, wir wollen ein neues Haus. Sondern sie wollen schauen, ob das ohne öffentliches Geld geht. Darum empfehle ich eigentlich ruhig Blut und seriöse Analysen. Das Kunstmuseum Bern ist sehr sorgfältig mit dieser Frage umgegangen. Es hat laufend mit mir Rücksprache genommen. Wie erwähnt finde ich es gut, dass sie von Anfang an gesagt haben, das müsste a priori ohne öffentliches Geld gehen. Und dann müssen wir nicht gleich mit einer derart radikalen Motion nachdoppeln, in der gesagt wird, in keinem Fall solle je ein Steuerfranken eingesetzt werden. Allenfalls aus dem Lotteriefonds, aber ganz sicher nie ein Steuerfranken. Es ist für uns beim Kulturförderungsfonds relativ

schwierig, zwischen Lotteriegeld und Steuerfranken zu trennen.

Das Kunstmuseum klärt ab, was die Sammlung überhaupt umfasst. In Rechtsfragen arbeitet es mit einem internationalen Anwaltsbüro zusammen, welches es wahrscheinlich aus dem Erbe bezahlen wird. Das Kunstmuseum muss das aus eigenen Mitteln finanzieren; sie werden dafür nicht an uns gelangen. Mit dem internationalen Büro wurden Verträge abgeschlossen, die regeln, welche Beträge bezahlt werden können und welche nicht. Ein Kostenrahmen wurde festgelegt. Es wird abgeklärt, welche Objekte unter dem Verdacht der Raubkunst stehen. Mit dem deutschen Staat ist man am abklären, ob dieser die Verantwortung übernehmen könnte, und in welcher Form. Ebenso wird abgeklärt, was möglicherweise entartete Kunst ist. Möglicherweise ist es genau das Konglomerat entartete Kunst, das hoch interessant ist und vielleicht sehr gut in die Sammlung des Kunstmuseums Bern passt. Welche übrigen Vermögenswerte bestehen? Wie sieht es mit der Erbschaftssteuer aus? Es gibt eine Reihe von Fragen. Das Kunstmuseum Bern weiss ganz genau: Bestehen grosse Risiken von Raubkunst, so geht es plötzlich um finanzielle Grössenordnungen, welche das Kunstmuseum Bern und auch der Kanton Bern nicht werden übernehmen können. Darum stehen sie ja auch mit mir im Kontakt.

Liebe Grossrätinnen und Grossräte, vielleicht haben wir die Chance, dass eine extrem wertvolle Sammlung nach Bern kommt. Vielleicht. In jedem Fall ist es eine der bekanntesten Sammlungen der Welt. Falls wir sie annehmen können, könnte das eine grosse Chance für den Berner Tourismus sein. Die Verantwortlichen vom Kunstmuseum wissen, dass wir nicht plötzlich Millionen für einen neuen Ausstellungsort, für den Unterhalt oder für die Raubkunst-Abklärungen zur Verfügung stellen können. Das ist nicht möglich. Ginge es um öffentliches Geld, dann um beschränkte Mengen für irgendein Teilprojekt. Es kann nicht darum gehen, irgendwelche grossen, neuen Abenteuer einzugehen. Angenommen, es würde dann in dem so beschränkten Umfang plötzlich daran liegen, dass man drei Millionen Franken an Steuergeldern einsetzen können müsste, damit die unheimlich wichtige Sammlung nach Bern kommt. Wollen Sie heute mit der Motion das Signal senden: Auf keinen Fall! Keinen Franken, auch wenn es um 100 000 Franken ginge, das kommt nicht in Frage – dann lieber gar nicht. Das müssen Sie heute entscheiden. Ich glaube, es wäre ein falscher Entscheid.

Wie gesagt geht es ganz sicher nicht darum, riesige Summen aufzuwerfen. Wir werden alles dransetzen, dass das aus dem Erbe finanziert werden kann. Das Kunstmuseum hat klar signalisiert: Falls grosse finanzielle Risiken auf uns zukommen, lehnen wir das Erbe ab. Angenommen, es ginge am Schluss um einen kleinen Betrag an öffentlichem Geld. Macht es Sinn, schon jetzt das Signal zu senden, auch an den deutschen Staat, wonach wir uns auf keinen Fall engagieren wollen? Ich glaube, das ist kein sinnvoller Schritt. Haben Sie auch ein gewisses Vertrauen. Wir sind sehr sorgfältig und wollen keine neuen Abenteuer eingehen. Ich bin, so glaube ich, bis jetzt keine Abenteuer im Kulturbereich eingegangen und bin mit dem Geld sehr sorgfältig umgegangen. Daher beantragen wir Ihnen, diejenigen Punkte abzulehnen, die nicht ins Postulat gewandelt wur-

den. Es wäre ein sehr schlechtes Signal gegenüber Deutschland, hier solche Motionen zu überweisen.

La présidente. Nous allons passer au vote. Nous votons point par point, donc cela va être un marathon de 11 votes à la suite. Nous commençons. Ceux qui acceptent le point 1 a en tant que motion votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 a sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	25
Non	122
Abstentions	0

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 a. Nous passons au point 1 b. Ceux qui acceptent le point 1 b en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 b sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	46
Non	102
Abstentions	0

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 b en tant que postulat. Nous passons au point 1 c. Ceux qui acceptent le point 1 c en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1 c sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	21
Non	125
Abstentions	2

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 c en tant que motion. Nous passons au point 1 d en tant que postulat. Ceux qui acceptent le point 1 d en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 d sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	41
Non	103
Abstentions	3

La présidente. Vous avez également refusé ce point 1 d. Nous passons au point 1 e en tant que postulat. Ceux qui acceptent le point 1 e en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 e sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 42

Non 105

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 e. Nous passons au point 1 f en tant que postulat. Ceux qui acceptent le point 1 f en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 f sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 37

Non 111

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé ce point. Nous passons au point 1 g en tant que postulat. Ceux qui acceptent ce en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 g sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 37

Non 110

Abstentions 0

La présidente. Ce point 1 g a été refusé en tant que postulat. Nous passons au point 1 h en tant que postulat. Ceux qui acceptent ce point 1h en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 h sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 35

Non 114

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 h en tant que postulat. Nous passons au point 1 i en tant que motion. Ceux qui acceptent ce point 1 en tant que motion votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 i sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 23

Non 121

Abstentions 4

La présidente. Vous avez refusé ce point 1 i en tant que motion. Nous passons maintenant au point 2 a en tant que motion. Ceux qui acceptent le point 2 a en tant que motion votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2 a sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 26

Non 122

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé ce point 2 a en tant que motion. Nous votons maintenant sur le dernier point, le point 2 b en tant que motion. Ceux qui acceptent en tant que motion le point 2 b votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2 b sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 22

Non 126

Abstentions 0

La présidente. Vous avez refusé le point 2 b.

Affaire 2014.RRGR.605

N° de l'intervention: 110-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 02.06.2014

Déposée par: Gasser (Bévilard, PSA)
(porte-parole)
Amstutz (Corgémont, Les Verts)
Gsteiger (Eschert, PEV)

Cosignataires: 6

Urgence accordée: le 05.06.2014

N° d'ACE: 966/2014 du 13.08.2014

Direction: INS

Gel de l'augmentation des effectifs de classe

Le Conseil-exécutif est chargé de

1. geler la mesure EOS « augmentation des effectifs de classe » jusqu'en 2017 ;
2. faire à ce moment une nouvelle appréciation de la situation pour décider de son maintien ou non.

Développement

Lors de la session de novembre 2013, le Grand Conseil avait adopté, dans le cadre des mesures EOS, une seule et unique mesure du panier 2 : l'augmentation de l'effectif moyen des classes, pour le faire passer à 19,7 élèves.

L'économie escomptée par cette mesure était de 4.5 millions de francs pour 2014, 11 millions jusqu'en 2017. Cette

mesure, adoptée par 81 voix contre 68 a été « tempérée » par « les cas de rigueur » (survie du site scolaire menacée, valeurs extrêmes entraînant des réorganisations disproportionnées, motifs socio-pédagogiques exigeant une prise en charge supérieure).

Lors du débat, il est apparu que la principale raison de cette mesure était uniquement de pouvoir équilibrer le budget.

Or, les comptes ont bouclé avec un excédent de 253 millions. L'urgence du rééquilibrage des comptes s'avère donc clairement infondée.

Signalons encore que les mesures du panier 2 étaient réputées irresponsables eu égard à la politique du personnel menée par le Gouvernement.

Par ailleurs, le SEJB (Syndicat des enseignants du Jura bernois) a remis une pétition au gouvernement le 4 avril dernier munie de 4 657 signatures qui demande le gel de cette mesure. Ces signatures, récoltées en l'espace d'un peu plus de trois semaines, démontrent les réelles inquiétudes des parents pour les conditions d'enseignement de leurs enfants. Rapportées à l'échelle du canton, cet appel représenterait près de 50 000 personnes !

Ce succès démontre, si besoin était, que la population est prête à faire des sacrifices pour conserver une école de qualité à taille humaine. L'exemple du Syndicat scolaire du Grand Val est à ce sujet exemplaire. Si la législation le permettait, les parents auraient financé eux-mêmes les leçons refusées par l'inspectorat scolaire.

Les grands centres urbains, surtout Berne et Bienne, souffrent également beaucoup de cette décision. Ces villes estiment qu'avec des moyennes supérieures à 20 élèves, elles contribuent déjà grandement à maintenir une moyenne cantonale élevée. N'oublions pas qu'à Bienne par exemple, la population scolaire est à 70% allophone ! Exiger des écoles urbaines des efforts encore plus importants crée un sentiment d'inégalité avec les écoles des régions rurales, majoritaires dans le canton.

Ainsi donc, le gel de cette mesure jusqu'en 2017 semble une mesure appropriée, qui plus est permettrait de redonner un peu de sérénité aux divers acteurs de la formation. Economiquement, cette décision est déjà supportée (cf. bénéfice de 153 millions réalisés).

Motivation de l'urgence :

Il faut que les inspections scolaires connaissent « les règles du jeu » suffisamment tôt pour les prévisions de la nouvelle année scolaire. C'est pourquoi, avec un traitement de la motion pendant la session de septembre, tous les acteurs concernés seront avertis assez tôt.

Réponse du Conseil-exécutif

Le 26 novembre 2013, le Grand Conseil a décidé, contre l'avis du Conseil-exécutif, de réduire le budget dédié à l'école obligatoire de 4,5 millions de francs en 2014 et de 11 millions de francs les années suivantes. Pour y parvenir, il compte augmenter les effectifs de classe dans le canton (mesure EOS 15.1 « augmentation des effectifs de classe »). Le précédent plan financier prévoyait déjà de réaliser 15 millions de francs d'économies en appliquant une mesure identique.

Pour que le nouvel objectif budgétaire arrêté en novembre dernier puisse être atteint sans compromis, il faudrait que la taille moyenne des classes bernoises passe de 18,5 élèves à 19,7 (0,7 élève grâce aux 15 millions de francs déjà prévus et 0,5 élève grâce aux mesures d'économies supplémentaires). Cette augmentation engendrerait la fermeture de 270 classes pour l'année scolaire 2014-2015.

Lors des débats au Grand Conseil, le Directeur de l'instruction publique a déjà attiré l'attention sur le fait qu'il était impossible de procéder à une augmentation supplémentaire des effectifs de classe pour l'année scolaire à venir sans mettre en péril la stabilité de la politique menée jusqu'à présent dans le domaine de l'école obligatoire.

C'est pourquoi le Grand Conseil a formulé des déclarations de planification concernant son arrêté budgétaire. Celles-ci exigent que la mesure d'économies soit réalisée de façon à gérer avec souplesse la catégorie inférieure des effectifs de classe, déterminée dans les directives de la Direction de l'instruction publique concernant les effectifs des classes, et à éviter les cas de rigueur. Ainsi, la suppression d'une classe ne doit pas compromettre la survie du site scolaire ou entraîner des réorganisations de classes disproportionnées. Enfin, il faut tenir compte des classes qui, pour des motifs socio-pédagogiques, exigent une prise en charge supérieure à la moyenne.

Le Conseil-exécutif suppose que le Grand Conseil a formulé ces déclarations de planification en sachant que les questions d'organisation scolaire touchent et intéressent une grande partie de la population. La pétition évoquée par les auteurs de la motion, avec laquelle 3657 personnes demandent le gel immédiat de l'augmentation des effectifs de classe, en est la preuve.

Le Conseil-exécutif souhaite poursuivre sa politique de stabilité en matière d'école obligatoire. Au cours des années scolaires 2014-2015 et 2015-2016, la Direction de l'instruction publique adaptera ainsi les effectifs de classe avec mesure, en adéquation avec les déclarations de planification formulées par le Grand Conseil et en tenant compte des conditions locales. Le Conseil-exécutif est conscient que certaines communes n'arriveront pas à exécuter immédiatement les consignes budgétaires du Grand Conseil car les situations varient grandement dans notre canton hétérogène. Comme par le passé, il est donc important qu'un dialogue soit établi sur place entre les directions d'école, les autorités communales et les inspections scolaires.

Comme dans sa réponse commune aux motions

— 065-2014 « Arrêt immédiat des économies dans les domaines des soins, de l'école obligatoire et du handicap » et

— 072-2014 « Abandon d'une partie des coupes budgétaires votées dans le cadre de l'EOS »,

le Conseil-exécutif constate que l'équilibre financier du canton de Berne reste précaire, malgré l'excédent des comptes de 2013 et la mise en œuvre des mesures d'allègement de l'EOS 2014.

Les excédents du compte de fonctionnement prévus dans le budget 2014 et dans le plan intégré mission-financement 2015-2017 se situent à peine au-dessus de la ligne rouge. Malgré des circonstances favorables, telles que de bonnes perspectives conjoncturelles, et certains effets durablement

positifs engendrés par les résultats des comptes 2013, il existe toujours des risques financiers.

Dans cette optique, le Conseil-exécutif ne souhaite pas altérer l'équilibre financier atteint en renonçant immédiatement à appliquer certaines mesures EOS. Au vu des perspectives stables, il a toutefois décidé de ne pas mettre sur pied un nouveau programme d'allègement budgétaire.

S'agissant de la mise en œuvre modérée de la mesure d'économies, le Conseil-exécutif est prêt à augmenter la taille moyenne des classes au cas par cas en tenant compte des conditions locales et propose au Grand Conseil d'adopter la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

Peter Gasser, Bévillard (PSA). J'ai l'honneur d'être le porte-parole de 4657 personnes de la région francophone. Au nom du syndicat des enseignants du Jura bernois, j'ai remis le 4 avril dernier une pétition au directeur de l'instruction publique qui demande le gel de la mesure «Augmentation des effectifs de classe». Vous avez tous lu le texte de ma motion, je ne vais donc pas répéter ici tous les arguments qui plaident, selon moi, en faveur du gel de cette mesure. Permettez-moi d'insister sur quelques points essentiels. Je suis persuadé que nombre d'entre vous, lorsqu'ils ont lu ma requête, ont eu le réflexe suivant: Nous avons déjà débattu de cette question, il ne faut pas constamment revenir en arrière, allons plutôt de l'avant! Je partage ce point de vue, et pourtant, je suis ici devant vous, à plaider l'adoption de cette motion. Dans les faits, ma requête est très différente des précédentes motions. Je ne demande pas l'abandon de cette mesure, mais le gel. Autrement dit, je vous prie d'accorder aux écoles une bouffée d'oxygène, une petite pause de deux ans dans la mise en œuvre. Ce serait un peu l'équivalent du sursis dans un procès. D'autre part, je me suis toujours refusé à mettre en opposition des mesures d'économie du domaine des soins ou du handicap avec d'autres mesures. Si je vous propose le gel de l'augmentation des effectifs de classe, c'est en premier lieu parce que c'était la seule mesure du panier 2 des mesures EOS qui a été appliquée. C'est une différence notoire.

D'autre part, c'est aujourd'hui que l'on ressent les premiers effets de la mesure, puisque celle-ci a déjà été appliquée pour la rentrée scolaire dans certaines écoles. Actuellement, il y a de nombreuses classes, en particulier dans les grands centres urbains, mais pas seulement, qui ont des effectifs de plus de 26 élèves. D'aucuns doivent se souvenir qu'ils ont vécu dans de telles classes, moi aussi d'ailleurs, et qu'ils ont malgré tout réussi. Mais ce raisonnement est un peu trop court. N'oubliez pas que les méthodes d'enseignement ont radicalement changé. L'époque du cours magistral où les élèves notaient soigneusement la divine parole, eh bien, elle est révolue. L'individualisation de l'enseignement est une réalité et celui-ci ne peut être garanti avec des effectifs trop importants.

À Zollikofen, beaucoup de classes comptent 26 élèves, à Malleray le cours de travaux manuels se déroule avec 28 élèves, etc. Les parents de tous bords, autrement dit vos électeurs, ne sont pas restés insensibles à cette situation. Et d'ailleurs, lorsque vous en tant que parents savez que la

future classe de vos enfants sera scindée en deux, qu'une partie des élèves sera regroupée avec le degré supérieur, et l'autre avec le degré inférieur, vous allez apprécier la situation très différemment. Cet exemple est réel, il vient de Bévillard, où un ancien membre radical du Conseil communal a d'ailleurs lancé une pétition pour refuser cette fermeture. Autre exemple encore avec les citoyens de Nidau, qui, contre l'avis de leurs autorités, ont voulu que les enfants francophones puissent continuer leur scolarité en français, à Bienne. Quand bien même, cela signifie des frais supplémentaires pour la commune. Ces exemples démontrent clairement que les citoyens sont régulièrement prêts à faire plus de sacrifices pour de bonnes conditions de formation. En leur nom, j'espère que leur appel sera entendu. Permettez-moi encore d'insister sur un dernier point: le nombre de signatures. J'ose espérer que ce nombre impressionnant de paraphes qui demandent le gel de cette mesure va vous émouvoir. Rapportées à l'échelle du canton, ces 4657 signatures francophones représentent 50 000 signatures. Enfin, n'oublions pas que les montants en jeu sont, malgré leurs conséquences désastreuses, extrêmement modestes. C'est pour toutes ces raisons que je qualifie de pertinentes, que je vous demande d'accorder le sursis aux écoles, afin que celles-ci puissent continuer à consacrer leur énergie pour donner le meilleur d'elles-mêmes, pour le bien-être à venir du canton. Au nom des parents, des élèves, des enseignants, et des 4657 signataires, je vous remercie pour votre écoute.

Christian Bachmann, Nidau (PS). Vor zwei Jahren wurde hier festgelegt, dass die mittlere Klassengrösse auf 19,2 Schüler angehoben werden soll. Dieser Entscheid hätte 150 Klassenschliessungen zur Folge gehabt. Bevor dieser Entscheid umgesetzt werden konnte, hat der Grosse Rat noch zugelegt und die Klassengrösse auf 19,7 Schüler angehoben, was weitere Schliessungen von 120 Klassen bedeutet hat. Allerdings wurde auch festgehalten, dass bei solchen Klassenschliessungen vor allem auf kleine Schulen und Klassen Rücksicht genommen werden sollte. Das hatte zur Folge, dass wir in den Städten und Agglomerationen wesentlich grössere Klassen haben als der angepeilte Durchschnitt. Es gibt heute viele Orte, an welchen die Klassen weit über 20 Schülerinnen und Schüler umfassen.

Ich bin froh, dass die Erziehungsdirektion diesen Sparauftrag bis jetzt mit Augenmass umgesetzt hat. Die Erziehungsdirektion steht jedoch in der Pflicht. Um den Druck auf die Erziehungsdirektion zu vermindern, möchte die Motion Gasser mit dem Moratorium eine Verschnaufpause einlegen. Der Entscheid zur Erhöhung der Klassengrösse wurde unter grossem Spardruck gefällt. Wir wissen, dass sich die Kantonsfinanzen ein wenig zum Positiven verändert haben. Lassen Sie auch aus diesem Grund mittels dieser Motion eine Verschnaufpause im Zusammenhang mit den Klassengrössen zu. Stimmen Sie der Motion zu. Wenn Sie die Motion annehmen, wird die Situation im Jahr 2017 überprüft. Ich bitte Sie, dem Antrag des Motionärs zuzustimmen.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Le groupe des Verts soutient unanimement cette motion, et ceci pour les quatre raisons suivantes. La motion ne conteste pas fondamentalement la décision que nous avons prise, à une courte

majorité, en novembre 2013. Cette motion, faut-il le rappeler, propose simplement de geler la mesure EOS jusqu'en 2017. Pour être en mesure d'assumer sa tâche d'éducation et de formation, notre corps enseignant doit pouvoir travailler dans la sérénité. Et ce n'est pas au moment où une certaine stabilité politique a été acquise dans le domaine de l'école obligatoire qu'il faut appliquer des décisions sans faire preuve de souplesse. L'effectif des classes a une incidence directe sur les conditions d'enseignement. Il peut favoriser, ou mettre en péril, un aspect humain indispensable à toute pédagogie. Or, à l'heure où de plus en plus de collègues sont contraints, suite à un burn-out, de prendre un congé maladie, il est primordial de ne pas aggraver la situation. A propos de burn-out, nous ferions bien une fois de nous interroger sur les incidences financières pour l'Etat de la mise en congé momentanée de collègues. Et, pour terminer, encore ceci, la réputation de notre système de formation n'est plus à faire. Il serait irresponsable d'appliquer sans état d'âme des mesures EOS tirées du panier 2, irresponsable de prêter les classes des milieux urbains, où la proportion d'élèves allophones est très élevée et nécessite un encadrement particulier. J'en appelle à votre bon sens et vous prie, à l'instar des Verts, d'accepter cette motion, et d'ainsi rendre possible une nouvelle appréciation de la situation.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC).

Der Regierungsrat hat in seiner Antwort erklärt, dass er in der Volksschule eine Politik der ruhigen Hand weiterführen will. Die Erziehungsdirektion will die Klassengrössen in den Schuljahren 2014/15 und 2015/16 mit Augenmass mit der Planungserklärung des Grossen Rats in Übereinstimmung bringen. Die Anpassungen sollen unter Rücksichtnahme auf die Bedingungen vor Ort erfolgen. Es geht nicht an, dass einzelne Massnahmen der Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP) herausgebrochen und auf Eis gelegt werden. Die Kantonsfinanzen sind nach wie vor nicht stabil genug, um das zu erlauben. Die SVP-Fraktion wird die Motion wie auch das Postulat ablehnen. Wir sind der Meinung, die Erziehungsdirektion habe mit der Planungserklärung zu dieser ASP-Massnahme genügend Spielraum, um die Klassengrössen situativ und mit Augenmass zu beurteilen.

Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV).

Das Thema Klassengrössen ist sensibel. Es ist eine Thematik, die das Potenzial hat, bei Schülerinnen und Schülern, Eltern, Schulleitungen, Lehrkräften und Behörden eine grosse Unruhe auszulösen. Die Thematik hat auch eine grosse Signalwirkung für die Berner Bildungslandschaft. Die EVP-Fraktion hat daher dieses Massnahme, die aus dem Topf zwei stammt, in der Novembersession 2013 vehement bekämpft. Wir haben damals deutlich gemacht, dass eine forcierte Erhöhung der Klassengrössen die Schulen stark unter Druck setzt, zu zusätzlichen Standortschliessungen führen wird und die Unterrichtsqualität gerade im Kindergarten und auf der Unterstufe leiden lässt. Denn es ist allen klar, dass die Klassengrösse einen wesentlichen Teil der Rahmenbedingungen der Volksschule und der Lehrkräfte darstellt. Daher beeinflusst sie indirekt die Leistungen. Konsequenterweise unterstützen wir heute den Vorstoss von Grossrat Gasser, sowohl als Motion wie allenfalls auch

als Postulat. Trotz umsichtiger Umsetzung der Massnahmen durch die Erziehungsdirektion und trotz überwiesener Planungserklärung im November erachten wir die beschlossene ASP-Massnahme immer noch als falsch und schädlich für die Schulen. Die Erziehungsdirektion hat 2012 mit der neuen Finanzierung der Volksschule bereits ein wirksames und genügendes Instrument entwickelt, um den Gemeinden einen finanziellen Anreiz zu liefern, die Grösse der Schulklassen zu optimieren. Dieser Prozess ist im Gange. Er führt in näherer Zukunft zu einer weiteren namhaften Erhöhung der Klassengrössen. Dieses Instrument genügt aus unserer Sicht. Es bedarf keiner weiteren Massnahmen diesbezüglich.

Wir wissen jetzt, dass die finanziellen Aussichten wieder besser aussehen. Wir erachten wir es daher als angezeigt, auf die heikle ASP-Massnahme zurückzukommen und diese jetzt zu sistieren. Die EVP-Fraktion unterstützt den Vorstoss von Grossrat Gasser. Die Massnahme vom November 2013 aus dem Giftschrack war unserer Meinung nach ein Schnellschuss mit einer falschen Motivation, nämlich einzig und alleine ein ausgeglichenes Budget zu erzeugen. Die Massnahme greift unnötig in einen Prozess ein, der längstens angestossen wurde, und der nach und nach immer spürbarer und messbarer wird. Es zeigt sich zudem, dass die vorgeschlagene, forcierte Erhöhung der durchschnittlichen Klassengrösse eben schlecht umsetzbar ist. Die Schulstandorte in der Stadt wie auf dem Land werden dadurch unnötig gefährdet. Geben wir den Gemeinden mit einem Moratorium mehr Zeit, um ihre Schulen selbst zu reorganisieren, und verzichten wir auf eine forcierte Erhöhung der Klassengrössen.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR).

Für die FDP war es schon immer richtig, für vernünftige Klassengrössen zu sorgen. Diesen Handlungsspielraum hat der Regierungsrat genutzt, als er uns die ASP-Massnahmen vorgestellt hat. Wie der Regierungsrat selbst sagt, hat er bereits vor der ASP eine durchschnittliche Klassengrösse von 18,5 angestrebt. Mit den ASP-Massnahmen kommt die Klassengrösse auf 19,7. Gemäss den Weisungen des Kantons an die Schulinspektoren muss eine Klasse mit 15 Kindern in der ersten Klasse überprüft werden. Die Normalgrösse liegt zwischen 16 und 26 Kindern. Das heisst, bei 27 Kindern sollte man wieder zu teilen beginnen – je nachdem auch früher. Bei der sechsten bis neunten Klasse sind 11 Kinder zu wenig. Eine Normalklassengrösse liegt somit zwischen 12 und 20 Kindern. Klassen mit über 21 Jugendlichen in der Oberstufe sollten überprüft werden. Streben wir nun Klassengrössen von 19,7 an, so liegen wir in der gesamten Volksschule im Normalschnitt.

Die einzige Ausnahme bilden die Gesamtschulklassen. Und es ist richtig, dass dort ein anderer Massstab angelegt wird, da es sich um Mehrjahrgangsklassen handelt. Es kann also vorkommen, dass man aufgrund von Klassenzusammenlegungen plötzlich Mehrjahrgangsklassen hat, die dadurch in Richtung Gesamtschulklassen gehen, und die daher anders betrachtet werden müssen. Ich bin überzeugt, die Schulinspektoren werden die Gemeinden weiterhin begleiten, die überlegen, wie sie ihre Schulen führen wollen, und mit ihnen zusammen saubere Lösungen entwickeln. Was der Grosse Rat über die ASP beschlossen hat, liegt immer noch im

Normalbereich. Die FDP lehnt den Vorstoss als Motion wie auch als Postulat ab.

Stefan Oester, Belp (UDF). Wieder liegt hier ein Rückkommen auf eine ASP-Massnahme vor. Die EDU ist aber der Meinung, wir sollten hier nicht einen einzelnen Zahn herausbrechen, sondern Lei halten. Die Sache ist noch nicht ausgestanden. Zudem haben wir die Antwort des Regierungsrats, die uns gut gefällt. Dort heisst es, das Anliegen solle mit ruhiger Hand angegangen werden. Wir haben bereits gehört, dass die Massnahmen umgesetzt werden – und zwar mit Augenmass und eher pragmatisch. Das reicht für uns. Aus diesem Grund lehnen wir die Motion ab.

Dass die Klassengrössen Diskussionen ausgelöst haben, haben bestimmt alle bemerkt. Ich möchte den Regierungsrat an dieser Stelle fragen, ob in Zukunft nicht eine andere Bemessung möglich wäre. Im Zusammenhang mit Klassengrössen bin ich von Schulleitungen angegangen worden, ob es nicht möglich wäre, die Klassengrössen anders zu definieren, beispielsweise über Lektionen pro Schülerin und Schüler. Damit würde der Handlungsspielraum der Schulen grösser und flexibler. Es wäre eine Zukunftsperspektive, die zu prüfen wäre. Zurück zur Motion. Die EDU lehnt sowohl eine Motion wie auch ein Postulat ab. Denn die Massnahmen greifen bereits. Das ist für uns gut so. Auch die Äusserungen verschiedener Schulleitungen, welche die anvisierten Klassengrössen bereits umgesetzt haben, bestätigen, dass die Massnahmen bis jetzt ohne Probleme verlaufen sind. Aus diesem Grund sehen wir hier keinen Handlungsbedarf und lehnen den Vorstoss ab.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Aus der Sicht unserer Fraktion stellt sich die folgende Frage. Wollen wir wirklich den Weg mit Augenmass situativ vor Ort, den wir dem Erziehungsdirektor via Planungserklärung als Auftrag gegeben haben, weiterverfolgen? Oder wollen wir nun, wie es Kollege Gasser vorschlägt, ein generelles Moratorium vorsehen? Unsere Fraktion ist der Meinung, der im letzten Jahr ausgehandelte ASP-Kompromiss müsse erhalten bleiben. Einige werden nun vielleicht sagen, das sei kein Kompromiss, da wir hart gerungen haben. Es wäre kontraproduktiv – auch im Hinblick auf die Finanzdebatte, die wir in der nächsten Session mit Sicherheit führen werden – würde man nun hier ein einzelnes Element herausbrechen. Wir Grünliberale als Fraktion und auch ich in meiner Funktion als zuständiger Gemeinderat in Köniz sind sehr zufrieden damit, wie die Erziehungsdirektion die Planungserklärung umsetzt. Wir sehen, dass zwar durchaus Druck erzeugt wird, indem vor Ort hingeschaut wird. Das wird jedoch nicht dogmatisch gemacht. Das ist die neue Qualität einer solchen Sparmassnahme.

Die Gemeinden haben sich bewegt, wo es möglich ist. Die Schulen haben sich bewegt. Es gab auch Situationen, in welchen sich Härtefälle ergeben hätten. Es wäre kontraproduktiv gewesen mit dem Rasenmäher nur auf die Klassendurchschnitte abzustellen. In diesem Sinne möchten wir an dieser Stelle dem Erziehungsdirektor und den zuständigen Leuten, die in der Erziehungsdirektion arbeiten, den Schulinspektoren, ein grosses Lob aussprechen. Gerade weil diese aus unserer Sicht so gut arbeiten, ist es eben nicht notwendig, mit der vorliegenden Motion ein Moratorium

einzuführen. Darum lehnt die grünliberale Fraktion die Motion ab.

Vania Kohli, Berne (PBD). Der Grosse Rat hat einen Budgetbeschluss gefällt, und er hat auch eine Planungserklärung gutgeheissen. Diese lässt in den entsprechenden Fällen eine flexible Handhabung zu und verhindert Härtefälle. Sämtliche Argumente wurden bereits vorgebracht. Ich verzichte auf eine Wiederholung. Die BDP-Fraktion lehnt die Motion einstimmig ab, ebenso ein allfälliges Postulat.

La présidente. Je n'ai plus de porte-parole de groupe, donc nous passons aux intervenants à titre personnel. M. Gsteiger, vous avez la parole et si quelqu'un aimerait encore s'annoncer, ce serait le moment.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). C'est à titre de co-auteur de cette motion que je prends la parole brièvement, pour insister sur le fait que cette mesure particulière EOS doit être prise justement comme une mesure particulière, parce que c'est aussi dans un contexte particulier que nous l'avons décidée. Je me permets de vous rappeler qu'en novembre 2013, nous avons repêché cette mesure dans le panier 2, pour réussir, après nos différents calculs, à équilibrer le budget, il nous fallait encore 4,5 millions d'économies. C'est là que l'on avait repêché cette mesure. Maintenant, c'est vrai, les finances cantonales semblent mieux se porter, mais ce n'est pas pour autant qu'il faut altérer l'équilibre financier, ce n'est pas un renoncement à cette mesure que nous vous proposons, mais c'est bien un moratoire. Et j'insiste là-dessus, c'est donc un temps de réflexion encore de deux ans dans l'application de cette mesure. Donc, favorisons s'il vous plaît les conditions d'enseignement, je vous prie de soutenir l'école et de soutenir cette motion, merci.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich möchte lediglich eines in den Raum stellen: Es wird so getan, als seien grössere Klassen per se schlecht. Ich habe eine Nichte, die nach den Sommerferien in die erste Klasse eingeschult wurde. Die Klasse umfasst 14 Kinder, darunter 10 Jungen. Meine Nichte wäre froh, wenn mehr Kinder in dieser Klasse wären und sie mehr «Gschpänli» vom gleichen Geschlecht hätte.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Es geht um die ASP-Sparmassnahme Klassengrösse. Der Vorstoss verlangt, dass man die Massnahme in der Umsetzung stoppt und auf dem jetzigen Umsetzungsstand einfriert. Ich möchte klar sagen, dass der Regierungsrat damals gegen diese Massnahme war. Daher haben wir sie in den Topf zwei getan und gesagt, wir fänden sie nicht gut. Ich habe diese damals auch bekämpft. Sie haben mir jedoch den Auftrag erteilt, diese Massnahme umzusetzen. Wir finden nun, die Massnahme in diesem Moment zu stoppen mache keinen Sinn. Ich erkläre nun warum. Als Postulat könnten wir es uns vorstellen. Damit würden Sie sagen: «Weiter so mit Augenmass wie bis jetzt.»

Sie haben mir im November einen doppelten Auftrag erteilt. Zum einen haben Sie das Budget der Volksschule um 11 Mio. Franken gekürzt, mit dem Auftrag, die Klassengrösse

zu erhöhen. Gleichzeitig haben Sie mittels Planungserklärungen gesagt: «Nid z'gäil!» Die Schulstandorte, die soziale Situation usw. seien zu berücksichtigen. Das können Sie nachlesen. Wir sind wie folgt vorgegangen – und damit kann ich auch gerade Herrn Oester antworten: Für jede Gemeinde haben wir zusammen mit den Schulinspektorinnen und Schulinspektoren die Zielgrösse an Lektionen festgelegt, die nicht überschritten werden darf. Würden wir diese Zielgrössen erreichen, könnte das vorgegebene Sparziel umgesetzt werden. So sind wir auf die Gemeinden zugegangen. Die Schulinspektorate haben sich mit jeder Gemeinde beraten. Die Situation vor Ort wurde genau angeschaut. Es wurden Lösungen mit Augenmass gesucht.

Es wurde beispielsweise das Wachstum der Schülerzahlen angeschaut. Haben wir vorübergehend einen schwachen Jahrgang? Haben wir eine besonders belastete Situation? Ist die topografische Situation zu berücksichtigen? Oder – und das ist in diesem Kontext vielleicht das Wichtigste – ist das Ziel nur in mehreren Schritten zu erreichen? Also nicht auf diesen Sommer, sondern vielleicht in drei Schritten bis in den Sommer 2016? Eine solche Staffelung über mehrere Jahre kommt relativ häufig vor. Mit dieser Art der Umsetzung, so glaube ich, haben wir Ihren doppelten Auftrag getreu umgesetzt.

Auf diesen Sommer hin konnten wir die Klassengrössen nach ersten Schätzungen von 18,5 auf 18,8 anheben. Das ist noch nicht der Wahrheit letzter Schluss. Gleichzeitig haben wir die Anzahl Lektionen gesenkt – auch das eine Antwort an Stefan Oester. An einigen Orten sind die Klassengrössen vielleicht nicht so stark angestiegen, aber es gibt zum Teil weniger abteilungsweisen Unterricht oder weniger Lektionen pro Schüler. Darum werden wir im ersten Schritt das Sparpotenzial ungefähr zur Hälfte erreichen. Im Sommer 2015 kommt ein nächster Schritt. Es geht um diejenigen Gemeinden, welche die Massnahme über mehrere Jahre hinweg staffeln. Wir sind bisher Schritt für Schritt vorgegangen. Wir möchten das daher nun nicht einfach einfrieren. Das wäre ein «Hüsch und hott». Diejenigen Gemeinden, die alles auf einmal umgesetzt haben, wären «di Bschiessene» – ich habe heute eine etwas saloppe Wortwahl. Diejenigen, die mehrere Schritte vorsehen, müssten diese nun nicht mehr umsetzen. Das möchten wir eigentlich lieber nicht. Ich kann Ihnen versprechen, wir werden auch die nächsten Schritte mit Augenmass umsetzen. Darum bedeutet das Postulat: Weiter so, ein Kurs mit Augenmass. Allerdings: weh tut es schon ein wenig. Das habe ich Ihnen im November gesagt. Diese Massnahme kann man nicht einfach so, ohne Probleme umsetzen, sondern es tut halt ein wenig weh. Aber wir sind diesen Weg nun gegangen. Ich glaube, wir werden sie nicht ganz umsetzen können. Einen grossen Teil werden wir jedoch irgendwie umsetzen können. Darum empfehlen wir den Vorstoss zur Annahme als Postulat und nicht als Motion.

Peter Gasser, Bévillard (PSA). Je constate que plusieurs d'entre vous ont justement à nouveau commencé à discuter de la mesure, or je ne la mets pas en cause, je vous dis qu'on en reparle dans deux ans, et qu'on fait une petite pause, c'est tout. Moi, je ne vais pas parler sur la mesure, parce que je ne veux pas refaire ce débat. C'est juste une petite pause que je vous demande. Deuxième élément, on

me dit que les communes qui l'ont déjà fait pourraient se dire que c'est injuste. Attention, je rappelle que certaines communes ont aussi fait cela pour des raisons peut-être un peu moins avouables, des économies financières qui les arrangeaient bien. Et puis, on peut dire que c'est le canton qui est méchant, c'est tellement pratique. Autre élément, je ne mets pas en doute, heureusement, nous avons une Direction de l'instruction publique qui est extrêmement intelligente et qui fait tout pour appliquer vos mesures certaines fois, que je qualifierais presque de stupides, avec beaucoup de modération et beaucoup d'intelligence. Donc, cela, je n'ai aucun souci là-dessus, heureusement que l'on a cela. Ce n'est pas le problème. Par contre, je me souviens de la discussion précédente avec notre collègue et l'Hôpital de Zweisimmen, qu'a-t-il dit? Il faut économiser. Coupons, coupons, coupons, coupons. C'est chez moi, ah zut, ne coupons pas. Merci pour la motion (*hilarité*).

La présidente. Vous avez entendu, le motionnaire tient à sa motion. C'est bien cela, vous n'avez pas transformé, vous tenez à votre motion? Donc, nous allons voter sur cette motion. «Gel de l'augmentation des effectifs de classe». Ceux qui acceptent la motion votent oui, et ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 56

Non 85

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé cette motion. (*La présidente agite sa cloche.*) Je n'ai pas encore levé la séance. Sur la tribune des visiteurs, nous avons les membres du Conseil communal de Wolfisberg, nous vous souhaitons la bienvenue et vous êtes accompagnés de notre directeur de la justice, soyez les bienvenus parmi nous (*applaudissements*).

Tout à l'heure, j'ai souhaité la bienvenue au premier groupe de l'UDC Seniors sur la tribune. Il y a encore un deuxième groupe qui est arrivé, vous aussi soyez les bienvenus parmi nous. (*Applaudissements*). La séance de cet après-midi est levée, bon appétit.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 25.

Les rédactrices :

Monika Hager (d)

Catherine Graf Lutz (f)



Mercredi 3 septembre 2014, 17 heures – 18 heures 53

Cinquième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 147 députés. Excusés : Bhend Patric, Egger Martin, Gabi Schönenberger Sarah, Gygax-Böninger Monika, Hamdaoui Mohamed, Mentha Luc, Schmidhauser Corinne, Schnegg Pierre-Alain, Schöni-Affolter Franziska, Speiser-Niess Anne, Trüssel Daniel, von Greyerz Nicola, Zuber Maxime

Affaire 2013.RRGR.1358

N° de l'intervention: 010-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 24.12.2013
 Déposée par: Müller (Bowil, UDC) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 23.01.2014
 N° d'ACE: 864/2014 du 24.06.2014
 Direction: INS

Réduction des effectifs à l'Office de la culture

Le Conseil-exécutif est chargé de réduire les effectifs de l'Office de la culture de 20 équivalents plein temps (EPT) en 2014.

Développement

Selon la réponse donnée à la question 9 de l'interpellation 191-2013, les effectifs de l'Office de la culture ont augmenté de 51,7 équivalents plein temps entre 2005 et 2013, passant de 82,3 EPT en 2005 à 134 EPT en 2013.

La forte activité de construction aurait justifié cette augmentation.

Comme la révision de la loi sur l'aménagement du territoire entre en vigueur en 2014, les projets de construction diminueront très certainement, raison pour laquelle il sera possible de réduire raisonnablement les effectifs de l'Office de la culture.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de direc-

tive) au sens de l'article 63, alinéa 3 de la loi du 4 juin 2013 sur le Grand Conseil (LGC ; RSB 151.21). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le motionnaire demande la réduction des effectifs de l'Office de la culture à hauteur de 20 équivalents plein temps (EPT) en 2014.

Les effectifs de l'Office de la culture se chiffraient à 131,29 EPT à la fin de l'année 2013 :

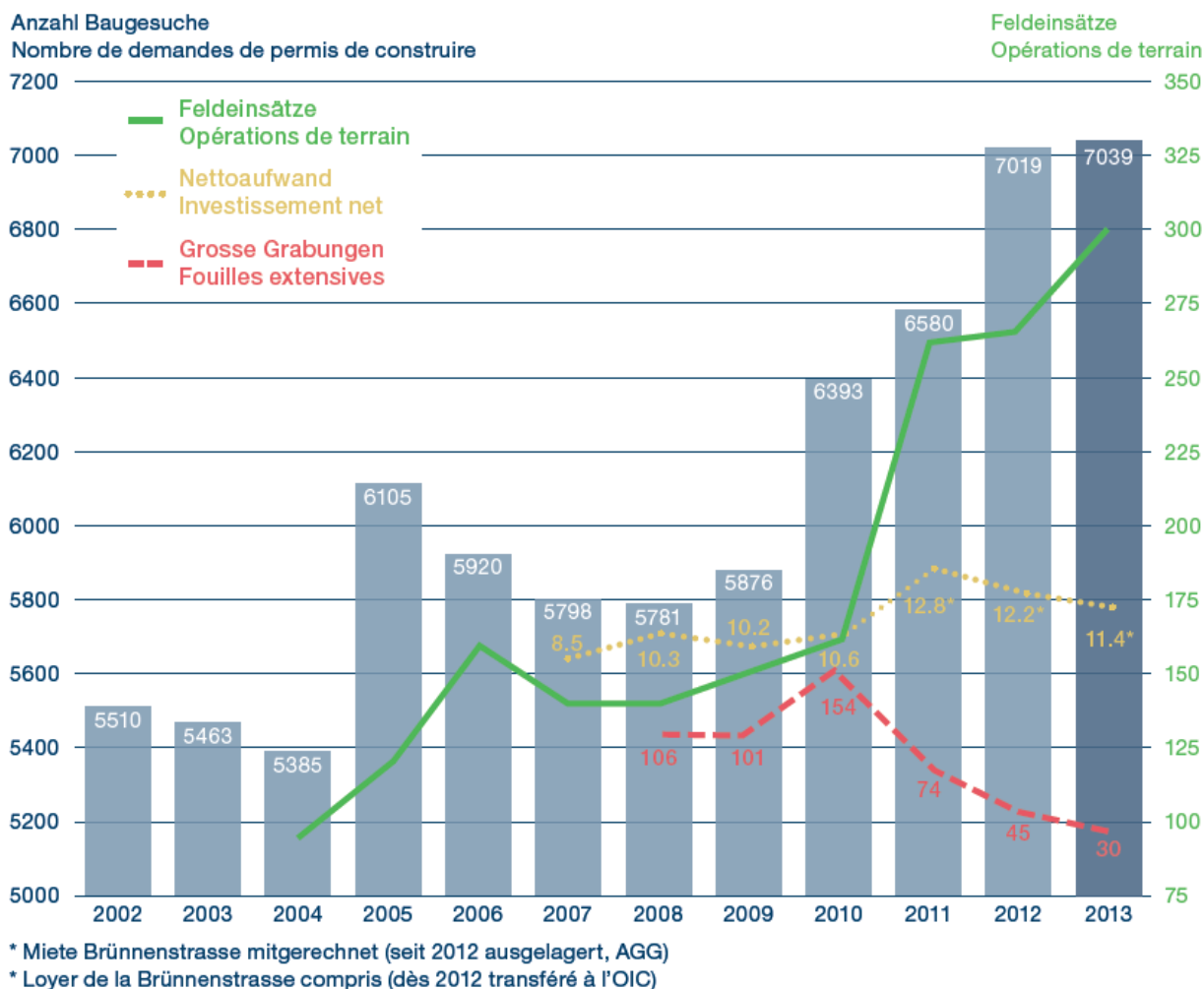
Année	Total office	Etat-major / sections des activités culturelles	Service des monuments historiques	Service archéologique
2011	143,80	18,32	40,08	85,40
2012	135,59	17,92	41,01	76,66
2013	131,29	17,05	40,29	73,95

Conformément à l'usage dans l'administration cantonale, le calcul des postes à l'Office de la culture s'effectue en fonction des tâches qui lui ont été assignées par la loi. L'étude réalisée par BAKBASEL dans le cadre de l'examen des offres et des structures (EOS) 2014 a révélé que les coûts du canton de Berne dans le domaine de la protection du patrimoine culturel étaient nettement inférieurs à la moyenne nationale (83 %). Le niveau de coût visé étant fixé à 92 pour cent, il n'existe dans ce domaine aucun potentiel technique d'économie.

Comme le Conseil-exécutif l'a déjà indiqué dans ses réponses aux interpellations 211-2012 Schmidhauser (Bremgarten, PLR) et 191-2013 Müller (Bowil, UDC), l'augmentation du nombre de postes au service archéologique au cours des années 2005 à 2010 s'explique principalement par la hausse du nombre de fouilles de sauvetage due à la forte activité de construction et au bas niveau des taux hypothécaires. En vertu de l'article 23 de la loi du 8 septembre 1999 sur la protection du patrimoine (LPat ; RSB 426.41), le Service archéologique doit effectuer des fouilles archéologiques de sauvetage quand des sites ou des lieux de découvertes archéologiques ne peuvent être conservés.

Un transfert interne des effectifs, entre le domaine de l'évaluation et de la conservation des découvertes archéologiques et celui des fouilles de sauvegarde n'aurait été ni opportun, ni efficace. Au contraire, il aurait supposé la mise en œuvre de mesures de formation et aurait entraîné des surcharges considérables dans ces deux domaines.

Entwicklung von Bau und Archäologie im Vergleich Evolution comparée de la construction et de l'archéologie



En 2013, avec 7 039 demandes de permis de construire déposées (2012 : 7 019), l'activité de construction a probablement connu son apogée dans le canton de Berne. Toutefois, les spécialistes qui étudient la conjoncture et les professionnels du bâtiment estiment que la baisse des demandes de permis de construire et donc le ralentissement de l'activité de construction ne devraient intervenir au plus tôt qu'à partir de 2015. Les raisons à cela sont complexes et ne sont pas uniquement liées à la loi sur l'aménagement du territoire entrée en vigueur en 2014.

Compte tenu de la situation financière tendue dans laquelle se trouve le canton et de l'augmentation du nombre d'interventions, le Service archéologique a commencé dès l'automne 2012

1. à imposer des critères de sélection plus stricts aux projets faisant l'objet de demandes de permis de construire dans un périmètre archéologique et donc à restreindre le nombre de rapports techniques devant être rédigés,
2. à réduire le nombre de fouilles en réalisant des opérations de terrain telles que sondages et suivi des terrassements et
3. à limiter les études scientifiques pour les grands projets. En d'autres termes, si l'étude de la succession des différentes couches de terrain ne révèle rien de particulier (p. ex. couches de remplissage), celles-ci sont dégagées en

bloc à l'aide d'une excavatrice et non couche par couche à la main (stratégie verticale) ou, si un site est découvert, il s'agira seulement d'en constater l'étendue au moyen d'une excavatrice et d'en récolter les vestiges (stratégie horizontale).

Cette manière de procéder a permis, malgré la nouvelle augmentation des demandes de permis de construire et le maintien de l'activité de construction à un niveau élevé, de réduire le nombre de fouilles et leur durée, de diminuer les effectifs et ainsi de faire baisser les coûts. Les dépenses nettes du Service archéologique (en tenant compte du loyer de la Brünnenstrasse) ont été réduites en 2013 : elles sont passées à 11,4 millions de francs (12,2 millions de francs en 2012 et 12,8 millions de francs en 2011).

Une éventuelle future réduction du nombre de demandes de permis de construire entraînera une décharge de travail pour le Service archéologique. Un recul de l'activité de construction permettra quant à lui une nouvelle baisse du nombre de fouilles archéologiques de sauvetage et se traduira par une réduction du personnel affecté aux fouilles au Service archéologique.

Une réduction des effectifs du Service archéologique de 20 EPT en 2014, alors que l'activité de construction conserve un niveau élevé, entraînerait d'importants retards dans les fouilles de sauvetage, bloquant les nombreux projets de

construction concernés et impliquant des coûts économiques élevés.

Pour ces raisons, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Je vous prie de vous asseoir. On a déjà perdu cinq minutes. Nous ouvrons la séance de ce soir. Nous passons à l'affaire 28. Vu qu'il y a toujours des questions, je vous informe sur le programme de demain. Nous sommes à l'affaire 28, nous allons finir ce soir la Direction de l'instruction publique et après, nous allons tout de suite prendre la Direction de l'économie publique. Nous continuons ce soir jusqu'à 19 heures en principe. J'aimerais absolument avoir fini demain à midi. C'est pour cela que ce soir, nous continuons normalement jusqu'à 19 heures; si c'est 18 heures 50, nous ne ferons pas venir le directeur de la justice, mais comme cela nous aurons fini demain à midi. Nous passons tout de suite à l'affaire 28 de M. Müller, UDC «Réduction des effectifs à l'Office de la culture». Je vous prierais donc de vous annoncer M. Müller, quant aux autres députés, j'aimerais bien que vous vous calmez un tout petit peu. Je vous rappelle que l'on est en débat réduit, il n'y a donc pas d'intervenant à titre personnel. M. Müller a la parole.

Moritz Müller, Bowil (UDC). Letzte Woche las ich in den Medien, dass die im letzten Herbst beschlossenen 257 Stellen, die wir aufgrund des Sparprogramms abbauen müssen, nicht in diesem Rahmen abgebaut werden. Nur gerade 90 Stellen würden durch den Regierungsrat abgebaut. Das gab mir wirklich zu denken, und ich habe mich gefragt: Was machen wir hier im Grossen Rat? Wir haben gekämpft, wirklich zusammen gekämpft, um ein Sparprogramm, nach den Richtlinien, nach dem Benchmark von 92 Prozent, durchzubringen.

Für mich ist klar, dass es ganz sicher noch Sparpotenzial im Amt für Kultur gibt. Wir dürfen uns hier im Grossen Rat nicht durch Drohungen einschüchtern lassen, dass dann das Bauen eingeschränkt wird, Bauprojekte verzögert werden und so weiter. Im Amt für Kultur gibt es mehrere Bereiche, die nichts mit der Bautätigkeit zu tun haben. Wie bereits gesagt wurde, sieht zurzeit zwar die finanzielle Situation im Kanton Bern ein bisschen besser aus. Aber dies ist vordergründig betrachtet. Wenn man tiefer analysiert, dann werden wir ganz sicher wieder ein Sparpaket schnüren müssen! Und für mich ist dann ganz klar, wir dürfen nicht mehr mit diesem Benchmark arbeiten! Wir müssen die Optik für sämtliche Bereiche öffnen.

Ich bitte den Regierungsrat und den Grossen Rat, sich nicht zurückzulehnen, sondern weitere Sparmassnahmen zu ergreifen und die beschlossenen umzusetzen. Wie wollen Sie sonst gegenüber der Bevölkerung begründen, dass Sie sparen, wenn sie jetzt diese Motion für den Abbau von 20 Stellen im Amt für Kultur ablehnen. *(La présidente signale à l'orateur que son temps de parole est écoulé.)* Gut, ich bin gespannt! Ich komme noch einmal, dann sage ich Ihnen noch das Übriggebliebene.

La présidente. Je suis désolée, mais vous ne pouvez plus revenir! M. Leuenberger pour le PBD, c'est à vous.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Wir haben grundsätzlich Verständnis für diesen Vorstoss von Kollega Müller. Die BDP hat schon immer proklamiert, dass man beim Sparauftrag ebenfalls Stellenprozente in der Zentralverwaltung prüfen muss. Wir halten an dieser Aussage fest! Nichtsdestotrotz sind wir der Meinung, dass dieser Vorstoss in Form einer Motion zu starr und zu eng formuliert ist. Wir haben jetzt Anfang September, Kolleginnen und Kollegen! Bei Kündigungen von Staatsangestellten gelten gewisse Kündigungsfristen, und da sind wir nicht ganz sicher, dass dieser Auftrag, den Personalbestand um 20 Vollzeitstellen zu reduzieren, im Jahr 2014 auch wirklich vollzogen werden kann.

Daher haben wir Sympathie für das Anliegen, dass man sehr genau hinschaut, wie man in der Zentralverwaltung Stellen abbauen kann. Wir sind aber eher der Meinung, dass bei der Denkmalpflege noch ein gewisser Handlungsbedarf besteht und im Stab des Amts für Kultur. Daher möchten wir hier keine starre Motion. Es ist sicher nicht das sinnvollste, wenn man diesen Vorstoss in ein Postulat wandelt! Das hat Kollega Müller auch festgestellt, sonst hätte er nämlich schon lange gewandelt. Trotzdem sind wir der Meinung, dass man diesen Vorstoss nicht als Motion überweisen kann, weil er zu starr ist und weil das Vorstossziel, wie gefordert, im Jahr 2014, gar nicht mehr erreicht werden kann. Wir würden allenfalls ein Postulat unterstützen. Ich weiss, ein Richtlinienpostulat ist sehr vage. Aber in der Form einer Motion lehnen wir diesen Vorstoss ab.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die vorliegende Motion enthält eine simple Forderung, kombiniert mit einer sicheren Konjunkturprognose für die Bauwirtschaft. Wenn doch die Politik immer so einfach wäre: Man nehme ein paar Zahlen, mische sie mit eigenem Bauchgefühl, verrechne sie mit einer Faustformel und schon liegt der Spareffekt auf dem Tisch! Als ob die Beamtendichte linear an Konjunkturdaten, Geburtenzahlen, Niederschlagsmengen etc. gekoppelt werden könnte. Dann müssten wir ja konsequenterweise nach grossen Niederschlägen, wie wir sie diesen Sommer hatten, im Amt für Umweltkoordination und Energie (AUE) neue Stellen fordern! Der Geist dieser Motion begegnet uns in Vorstössen, in unseren Fraktionsdiskussionen und etwa in Gespräch mit der Bevölkerung immer wieder. Gemeint ist eine diffuse, mit persönlichen Erlebnissen angeereicherte Vorstellung, dass im Personalbestand der Direktionen erhebliche Überkapazitäten bestehen würden. Ich gebe zu, dass wir uns auch in unserer Fraktion schon über einfache Diätrezepte mit Prozentzahlen unterhalten haben. Aber die meisten von uns, und vor allem gerade die Mitglieder der Exekutive hier im Saal, kennen das ungute Gefühl, das sich dann einstellt, wenn man einfach eine Zahl in die Luft hinaushängt. Intuitiv spüren wir nämlich, dass man mit einer schnellen Diätkur keine längerfristige Fitness erreichen kann.

Eine Stellenabbauforderung in absoluten Zahlen, ohne seriöse Abklärungen und Erhebungen, wird den Aufgaben und Leistungen der Verwaltungen – egal ob kantonal oder kommunal – nie gerecht! In der Logik der wirkungsorientier-

ten Verwaltungsführung – und ich bitte Sie doch, sich daran zu erinnern – müssten wir nämlich die Verwaltung über ihre Leistungen oder über die Produktesaldi steuern. Doch die Steuerung über die Stellenzahlen liegt nach Auffassung der EVP... (*La présidente signale à l'orateur que son temps de parole est écoulé.*) ... ganz klar im Kompetenzbereich der Regierung!

Mathias Müller, Orvin (UDC). Im Zeitraum 2005–2013 wurde das Amt für Kultur regelrecht aufgeblasen. Wenn wir im Jahr 2005 noch 82,3 Stellen hatten, waren es im Jahr 2013 bereits über 130. Das ist eine Zunahme von ungefähr 60 Prozent! Nun begründen wir diese Zunahme vor allem mit der Erhöhung der Anzahl Baugesuche. Das stimmt, die Anzahl Baugesuche hat zugenommen! Aber wenn man deren Zunahme im Zeitraum 2004–2013 betrachtet, waren es gerade mal etwa 30 Prozent. Somit ist diese Begründung nicht ganz gegeben. Meine Damen und Herren, ich bin überzeugt, dass beim Amt für Kultur ein Potenzial besteht, Stellen zu kürzen; nicht nur beim Archäologischen Dienst, sondern vor allem auch beim Stab und bei der Denkmalpflege. Ich denke, ein Kanton, der nicht gerade auf Rosen gebettet ist, muss zwischen wünschenswertem und notwendigem unterscheiden können. Meine feste Überzeugung ist, dass das Amt für Kultur sich diesbezüglich nicht wirklich im Bereich des Notwendigen befindet, sondern bestenfalls im Wünschenswerten. Es gibt andere Dinge wie Gesundheit, Bildung und so weiter, über welche man eher diskutieren kann! In diesem Sinne stimmt die SVP-Fraktion dieser Motion – abgesehen von einigen Enthaltungen – grossmehrheitlich zu und ich hoffe, die anderen tun dies auch.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Grundsätzlich bin ich auch der Meinung, dass beim Amt für Kultur im Bereich des Personals Einsparungen gemacht werden könnten. Das Anliegen sollte meines Erachtens jedoch im Rahmen des Budgets diskutiert werden. Die Motion Müller zielt in die falsche Richtung. Wie wir gelesen haben, könnte sie sich fatal auf die Bautätigkeit auswirken, wenn nämlich später wegen der Personalreduktion Baustopps verfügt werden müssten. Darum lehnt die FDP-Fraktion diese Motion mehrheitlich ab. Einem Postulat könnten wir allenfalls zustimmen.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Wir haben in den letzten Jahren hier im Grossen Rat mehrmals über Sinn und Zweck der Archäologie gesprochen. Wir haben auch häufig schon zu erklären versucht, weshalb die Archäologie so und so funktioniert, was ihre gesetzlichen Grundlagen sind und weshalb man bei Baugesuchen untersuchen muss. Dies hängt vor allem damit zusammen, dass heute innerhalb bestehender Orte gebaut wird. Es wird verdichtet. Wir sind wohl alle einverstanden, dass nicht Grünflächen überbaut werden, sondern erschlossene Gebiete.

Wenn Sie diese Tabelle hier anschauen (*l'oratrice se réfère au tableau figurant dans la réponse à la motion*), dann sehen sie die eindruckliche Zunahme der Baugesuche. Sie betreffen eben vor allem Flächen innerhalb von Siedlungsgebieten und verursachen dadurch Feldeinsätze, zum Teil Untersuchungen und zum Teil dann die grossen Grabungen. Sie sehen hier unten, wie die Anzahl der grossen Gra-

bungen im Verhältnis zu den Baugesuchen eindrucklich abgenommen hat.

Die Zahlen sind vor allem auch so schnell gestiegen, weil man die Stellen sehr vieler Personen, die vorher Teilanstellungen hatten, im Stundenlohn oder befristet angestellt waren, in richtige Stellen umgewandelt hat.

Die grüne Fraktion ist selbstverständlich gegen diese Motion und ich möchte mich auch ein bisschen wehren. Ich weiss, es gibt in der SVP einige Leute, die differenziert argumentieren, die auch zuhören können, die auch einmal etwas beachten kommen und die bereit sind, sich auf etwas vertieft einzulassen. Aber gerade das letzte Votum hat mich doch etwas erschreckt und ich hätte beim Votanten für die SVP etwas mehr Differenziertheit erwartet.

La présidente. Pour le pvl, M. Zaugg. S'il y a des porte-parole de groupe qui veulent encore s'annoncer, ce serait le moment. A vous M. Zaugg.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Moritz, du verzeihst mir, wenn ich dich nun irgendwo in die Ecke von Peter Eberhard stelle, der aus einem persönlichen Frust heraus sagte, jetzt müsse man dieser Lebensmittelkontrolle einmal 1 Mio. Franken entziehen und der damit durchgekommen ist. Ich werde den Verdacht nicht los, dass du einen gewissen Frust über bestimmte Dinge in der Kultur hast, die vielleicht tatsächlich falsch gelaufen sind und dass du nun hier einfach mal irgendwo pauschal etwas streichen willst. Wenn man sieht, dass es gerade im Stab und in der Kulturförderung insgesamt 17 Stellen gibt, wird klar, dass man sie nicht um 20 reduzieren kann! Weiter hiess es, auch in der Denkmalpflege kann man noch einsparen. Somit würde quasi das Ganze zu Tode gespart! Wenn man die Kurve betrachtet, sehen Sie, dass bereits eine Abnahme stattfindet. Somit ist die Erklärung des Amts für Kultur wohl richtig, dass ein Mehraufwand eben tatsächlich mit der Bautätigkeit und den damit zusammenhängenden Notgrabungen zu tun hat. Das heisst wiederum, dass die Zahlen weiter zurückgehen werden, wie Sie es auch richtig gesagt haben. Das heisst, es wird sich ganz automatisch weiter reduzieren, aber vielleicht nicht um die 20 Stellen. Aus diesem Grund lehnt die glp diese Motion und auch ein allfälliges Postulat – das ja wirklich nichts bringt – entschieden ab.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Die SP-Fraktion ist nicht grundsätzlich gegen den Abbau von Stellen. Stellen, die es nicht braucht, kann man selbstverständlich abbauen. Aber Sie sehen auch, dass die Erziehungsdirektion oder das Amt für Kultur gut unterwegs ist. 2011–2013 wurden bereits 12 Stellen abgebaut. Ich glaube, sie haben dort erkannt, welches die Zeichen der Zeit sind. Ich möchte noch etwas ergänzen: Der Archäologische Dienst und die Denkmalpflege sind nicht «nice to have»! Es sind nicht einfach Dinge, die man tut, weil sie Spass machen und es Kultur ist. Vielmehr sind es gesetzlich vorgeschriebene Aufgaben, die wir erfüllen müssen! Sie haben eine gesetzliche Grundlage! Zudem glaube ich nicht, dass die Zeit im Jahr 2014 noch reichen würde, diese Stellen abzubauen. Die SP-Fraktion lehnt sowohl die Motion wie auch ein Postulat ab.

La présidente. Je n'ai plus de porte-parole de groupe. M. le conseiller d'Etat, c'est à vous.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique.

Dieser Vorstoss möchte im laufenden Jahr 20 Stellen im Amt für Kultur abbauen. Im Rückblick sehen wir, dass die Personalzunahme im Amt für Kultur zwischen 2005 und 2011 im Archäologischen Dienst geschah. Aufgrund des neuen Gesetzes mussten befristete Stellen in unbefristete umgewandelt werden, wie Bettina Keller bereits darlegte. Der Haupteffekt bestand allerdings im Bauboom; Sie sehen das auf Seite 3 unserer Antwort. Das ist ja auch gut für unsere Wirtschaft. Der Bauboom jagte die Anzahl von 5500 Baugesuchen pro Jahr auf 7000 hinauf. So nahmen auch die Grabungskosten zu, weil es in den Siedlungsgebieten immer auch archäologische Funde gibt. Das erforderte Nachkredite und wir als Erziehungsdirektion haben reagiert. Ich bitte Sie, auch dies zur Kenntnis zu nehmen. Wir haben reagiert!

Man muss zuerst merken, dass etwas passiert und welchen Effekt der Bauboom hat. Als man den Nachkredit machen musste, meinte man zuerst, es handle sich um einen einjährigen Ausreisser. Danach gab ich eine Vorgabe: Nein, ich möchte keine Nachkredite mehr. Man muss etwas ändern! Nun haben wir eine neue Grabungsstrategie eröffnet. Ihre Auswirkungen sehen sie daran, dass die Kosten tatsächlich zurückgehen. Diese sind noch nicht dort, wo wir sie möchten, nämlich auf dem langjährigen Durchschnitt von 10 Mio. Franken. Wir sind noch unterwegs. Unser Ziel ist es, wieder zurück auf diese 10 Mio. Franken oder sogar darunter zu kommen.

Mit der neuen Grabungsstrategie ist das meines Erachtens möglich. Bei Grabungen untersuchen wir nun einen Teil korrekt nach den gesetzlichen Vorschriften und den andern Teil nur noch summarisch, aufgrund der Erkenntnisse aus dem ersten Teil. Dies ist eine unter mehreren Massnahmen. Das hat Kosten und Personal gesenkt und wir hoffen, schon im Jahr 2014 für die Produktgruppe Archäologie keinen Nachkredit mehr holen zu müssen. Nun muss man die Leute zuerst ausbilden und die Grabungsstrategie anwenden, um zu sehen, ob sie läuft. Daher kann man nicht ganz so schnell umsteuern. So sind wir also noch unterwegs. Aber ich hoffe, wir brauchen schon dieses Jahr keinen Nachkredit mehr. Ich bin optimistisch! Der Vorstoss möchte jetzt eigentlich undifferenziert um 20 Stellen reduzieren. Er nimmt nicht zur Kenntnis, dass wir seit 2011 zwölf Stellen innerhalb des Archäologischen Dienstes abgebaut haben. Ich glaube, man müsste schon auch zur Kenntnis nehmen, dass wir reagiert und gezeigt haben, dass wir mit diesen Kosten wirklich auch herunter kommen wollen. Steuern Sie daher bitte über das Budget, was Sie ja zusätzlich machen. Ich will dieses Budget auch einhalten, wie ich soeben dargelegt habe. Steuern Sie bitte nicht mit einer solchen operativen Vorgabe, die relativ schwierig einzuhalten ist und die wirklich eine Regierungskompetenz betrifft. Darum lehnen Sie bitte sowohl Motion wie Postulat ab!

La présidente. Nous passons au vote sur la motion Müller «Réduction des effectifs à l'Office de la culture». Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	42
Non	85
Abstentions	11

La présidente. Vous avez refusé la motion.

Affaire 2014.RRGR.67

N° de l'intervention:	030-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	20.01.2014
Déposée par:	Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole) Schlup (Schüpfen, UDC)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	805/2014 du 18 juin 2014
Direction:	INS

Ecole intégrative: ramener le calme et économiser

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes pour contrer les effets néfastes de l'école intégrative :

1. L'enseignement spécialisé sera dispensé aux enfants en difficulté en dehors des heures de cours. Les visites chez le médecin ou le dentiste auront également lieu en dehors des heures de cours.
2. Les deux premières années du degré primaire, chaque classe n'aura que deux enseignants ou enseignantes, l'un ou l'une des deux faisant office de maître ou de maîtresse de classe.
3. Les différences de salaire seront éliminées (enseignant-e spécialisé-e, maître-sse d'école enfantine, maîtresse de classe régulière).
4. L'enseignement supplémentaire (soutien pédagogique ambulatoire, logopédie, thérapie psychomotrice) sera dispensé si possible en petit groupe et non plus sous forme de cours particuliers et sera réduit au strict nécessaire (éliminer les effets pervers).

Développement

L'intégration des enfants ayant des difficultés dans les classes régulières de l'école obligatoire sème le trouble dans les salles de classe. Les enseignants et les enseignantes, mais aussi les élèves faibles, allophones ou présentant des troubles sont nombreux à être dépassés. Les offres de soutien sont de plus en plus sollicitées, ce qui coûte de l'argent. L'enseignement spécialisé étant dispensé pendant les heures de cours, les enfants manquent les leçons. L'individualisation des emplois du temps des élèves qui suivent des cours de soutien, les allées et venues, la coordination et les nombreux apartés perturbent fortement la classe. Toute cette agitation nuit à la concentration des enfants qui ont du mal à avoir de bonnes notes dans un tel

environnement. Raison pour laquelle les chiffres 1 et 2 de la présente motion doivent être mis en œuvre.

Il est choquant qu'une maîtresse d'école enfantine ou une maîtresse de classe régulière qui doit enseigner à une classe tout entière et donc préparer ses cours, corriger les copies, discuter avec les parents et ainsi de suite, gagne moins qu'une enseignante spécialisée. Bientôt, la moitié des élèves seront considérés en difficulté. Il faut à tout prix éviter d'en arriver là ! L'enfant qui suit l'enseignement spécialisé est stigmatisé.

Le système doit donc être corrigé, les effets pervers éliminés, l'ordre rétabli dans les classes et l'explosion des coûts freinée !

Réponse du Conseil-exécutif

Les points 1, 3 et 4 de la présente motion relèvent du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Dans ce cas de figure, le Conseil-exécutif dispose, lors de l'accomplissement du mandat, d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités. Il décide en dernier ressort.

L'école intégrative mentionnée par la motionnaire fait référence à l'article 17 de la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO), inscrit dans la LEO depuis 1993. Bien que le législateur ait eu pour objectif, grâce à cet article, de freiner l'admission croissante des enfants présentant des difficultés d'apprentissage ou des difficultés scolaires dans les classes spéciales de l'époque, près de 120 nouvelles classes spéciales ont vu le jour entre 1993 et 2007. Ces classes accueillaient en grande partie des enfants allophones. Ceux-ci étaient souvent orientés vers les classes spéciales de type D en raison de difficultés d'apprentissage dues à des problèmes de langue ou vers des classes spéciales accueillant des enfants souffrant de troubles de l'apprentissage (anciennes classes spéciales de type A). La hausse des admissions en classe spéciale s'explique essentiellement par le fait qu'à cette époque, aucun acte d'application (ordonnance ou ordonnance de Direction) ne permettait de favoriser la mise en œuvre l'article 17 LEO. Par ailleurs, rien n'incitait les écoles à intégrer dans les classes ordinaires les enfants nécessitant un soutien particulier plutôt qu'à les scolariser dans les classes spéciales. Bien au contraire : les directives concernant les effectifs des classes obligeaient les écoles à ouvrir une classe spéciale à partir de 6 ou 7 enfants.

Durant la même période (1993 – 2007), l'enseignement spécialisé¹ a été introduit dans les communes et a connu un développement constant en raison des besoins grandissants. Cet enseignement était généralement dispensé en dehors des salles de classe dans le cadre de cours particuliers ou de cours en petit groupe.

Depuis le 1^{er} janvier 2008, l'article 17 LEO est mis en œuvre dans le cadre de l'ordonnance du 19 septembre 2007 régissant les mesures pédagogiques particulières à l'école obligatoire (OMPP) et de l'ordonnance de Direction du 30 août 2008 régissant les mesures pédagogiques particulières à l'école enfantine et à l'école obligatoire (ODMPP). Depuis

lors, 245 classes spéciales ont été fermées ; on en compte environ 170 aujourd'hui.

Voici la position du Conseil-exécutif sur les points soulevés par la motionnaire :

Point 1

L'enseignement spécialisé fait partie des offres de soutien ordinaires proposées à l'école obligatoire. Il comprend les domaines suivants : soutien pédagogique ambulatoire, logopédie et psychomotricité. Pour les élèves qui souffrent d'un trouble de l'apprentissage, d'un trouble d'élocution ou d'un trouble moteur, il est important que cet enseignement soit dispensé à titre de soutien durant les heures de cours et non en sus de celles-ci, car cela représenterait un surcroît de travail pour l'élève. Pour être efficace, l'enseignement spécialisé doit être facteur de motivation. Les enfants concernés souffrent déjà suffisamment de leurs difficultés d'apprentissage ; ils n'ont pas besoin de suivre des heures de cours en plus.

A l'heure actuelle, l'enseignement spécialisé est dispensé le plus souvent dans la classe durant les heures de cours ordinaires. C'est en particulier le cas du soutien pédagogique ambulatoire. En revanche, il reste, comme par le passé, plus souvent dispensé en petits groupes en dehors de la classe pour la logopédie et la psychomotricité.

Le Conseil-exécutif a de nombreuses raisons, notamment pédagogiques, de penser qu'il ne serait pas judicieux d'organiser l'enseignement spécialisé en dehors des heures de cours. C'est en effet durant les premières heures de la matinée que les élèves sont les plus concentrés et les plus motivés pour travailler, qu'ils suivent l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécialisé. L'enseignement spécialisé perdrait considérablement en efficacité s'il ne pouvait être suivi qu'en fin d'après-midi après une longue journée de cours. Une telle mesure nécessiterait par ailleurs une augmentation de la durée d'enseignement journalière maximale dans le plan d'études. De plus, de nombreux élèves risqueraient d'avoir des heures creuses ou des heures d'attente car il est impossible que tous les élèves puissent se rendre en même temps à l'enseignement spécialisé après les cours.

Si l'enseignement spécialisé devait avoir lieu durant les après-midi libres, son efficacité serait également remise en question dans la mesure où les élèves concernés seraient moins motivés. Lorsqu'elles établissent leurs horaires, les écoles veillent, conformément au plan d'études, à répartir les heures de cours sur les différents jours de la semaine de manière à ce que les élèves puissent consacrer suffisamment de temps à leurs loisirs.

Pour des raisons d'organisation et de politique du personnel également, il n'est pas non plus possible de placer l'enseignement spécialisé en dehors des heures de cours ordinaires. Si ce point de la motion était réalisé, la plus grande partie de l'enseignement spécialisé ne pourrait plus avoir lieu qu'entre 7 h 30 et 8 h 15 et entre 15 h 30 et 17 h 30 ainsi que durant certains après-midi. Il y a de fortes chances pour que de telles conditions de travail défavorables aggravent encore l'actuelle pénurie d'enseignants et d'enseignantes spécialisés qualifiés et empêchent leur recrutement à plein temps.

En ce qui concerne les visites chez le médecin ou le dentiste :

¹ Soutien pédagogique ambulatoire, logopédie et psychomotricité

Nous savons d'expérience que les parents font tout leur possible pour placer ce genre de visites en dehors des heures de cours car il n'est pas non plus dans leur intérêt de faire manquer inutilement les cours à leur enfant. Mais il n'est pas rare que, pour des raisons de fonctionnement propres aux cabinets médicaux ou dentaires, les rendez-vous ne puissent être pris que pendant les heures d'enseignement. Tous les enfants ne peuvent pas être soignés après les cours. Interdire les rendez-vous chez le médecin ou chez le dentiste durant les cours nécessiterait la mise en place d'une réglementation dérogatoire compliquée difficilement contrôlable par les directions d'école. Les actuelles modalités de dispense donnant satisfaction, le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas nécessaire de prendre des mesures en la matière.

Point 2

La gestion du personnel et des ressources à l'école obligatoire est en principe du ressort des directions d'école. Dans quelques communes cependant, cette tâche incombe aux commissions scolaires. Il est de la seule compétence de la direction ou de la commission scolaire, de décider de l'affectation des postes à l'école obligatoire. Les communes qui souhaitent travailler avec un nombre aussi restreint que possible d'enseignants et d'enseignantes peuvent déjà le faire. Il est donc inutile d'adapter les bases légales à cet effet.

Le financement de l'école obligatoire est une tâche conjointe du canton et des communes assumée pour moitié environ par l'un et l'autre. En revanche, le recrutement des enseignants et enseignantes est de la compétence et de la responsabilité exclusives des communes. L'organisation et la direction pédagogique de l'école incombent également aux seules communes. Une réglementation cantonale limitant le nombre d'enseignants et d'enseignantes dans une classe porterait fortement atteinte à l'autonomie communale en la matière et entraînerait la suppression de nombreux postes à faible taux d'occupation, souvent au détriment des femmes travaillant à temps partiel. Une telle réglementation ne pourrait être adoptée qu'au prix d'une révision de la loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE) et de l'ordonnance du 28 mars 2007 sur le statut du corps enseignant (OSE)². Comme l'a déjà indiqué le Conseil-exécutif dans sa réponse à la motion 093-2013³, les écoles et les communes ont aussi la possibilité, si la situation l'exige et même en l'absence de nouvelles prescriptions cantonales en la matière, de prendre des mesures concernant le personnel. Dans l'état actuel des choses, le Conseil-exécutif entend par conséquent préserver l'autonomie partielle des communes pour toutes les questions liées à l'engagement du corps enseignant, un dispositif qui a donné de bons résultats. Il estime injustifiée l'instauration d'une réglementation plus restrictive par le canton.

Le Conseil-exécutif attire néanmoins l'attention sur le fait que la Direction de l'instruction publique entend, dans le cadre de la mise en œuvre de la motion Steiner-Brütsch,

mettre en place une expérience pédagogique qui consistera à ce que les écoles qui y participent soient libres d'affecter comme elles l'entendent les ressources à disposition. Elles devront néanmoins s'engager à assurer la qualité dans l'accomplissement de leur mandat de base et l'exécution des mesures pédagogiques particulières. La Direction de l'instruction publique attend de cette expérience, qui vise à réduire le nombre d'enseignants et d'enseignantes par classe, qu'elle lui fournisse des indications lui permettant d'apporter au système les correctifs qui sont nécessaires pour favoriser la gestion rationnelle des ressources. Le Conseil-exécutif propose par conséquent l'adoption de ce point de la motion sous forme de postulat.

Point 3

La révision de l'OSE adoptée par le Conseil-exécutif le 26 février 2014 permet d'éliminer l'écart salarial entre les enseignants et enseignantes d'école enfantine et les enseignants et enseignantes du degré primaire. A compter du 1^{er} août 2015, ces deux catégories d'enseignants se verront attribuer toutes les deux la classe de traitement 6. La suppression de cet écart se justifie par la formation suivie, qui débouche sur le même diplôme d'enseignement au degré primaire (degrés 1 à 8 selon HarmoS) de niveau bachelor, et par l'évolution des tâches incombant à ces enseignants et enseignantes⁴.

La formation à l'enseignement spécialisé requiert un diplôme d'enseignement ainsi que deux années d'expérience dans l'enseignement. Cette formation complémentaire dure six semestres en cours d'emploi et quatre semestres à temps plein. Elle est sanctionnée par un master. Les enseignants et enseignantes spécialisés disposent par conséquent d'une qualification supplémentaire que les enseignants et enseignantes de l'école enfantine et du degré primaire n'ont pas et qui leur permet d'exercer leur activité à l'école enfantine, au degré primaire et au degré secondaire I. Leur affectation à la classe de traitement 10 est donc justifiée. Le Conseil-exécutif ne voit donc pas, pour le moment, la nécessité de prendre des mesures dans ce domaine.

Point 4

L'enseignement spécialisé est en général dispensé en classe ou en groupe pendant les heures de cours ordinaires en dehors de la classe. L'admission à l'enseignement spécialisé est soumise à une procédure spécifique impliquant l'intervention du service psychologique pour enfants et adolescents (SPE) ou du service de pédopsychiatrie (SPP). Grâce à cette procédure, les enfants ne sont admis à l'enseignement spécialisé qu'en cas d'absolue nécessité. Le Conseil-exécutif estime par conséquent que ce point de la motion est déjà réalisé.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1: rejet

Point 2: adoption sous forme de postulat

Point 3: rejet

Point 4: adoption et classement

² Cf. art. 2, al. 5 LSE: « Le canton définit souverainement les conditions d'emploi du corps enseignant en tenant compte des besoins des communes. »

³ M 093-2013, Steiner-Brütsch, Langenthal, PEV, *Expérience pédagogique de réduction du nombre d'enseignants et d'enseignantes par classe*

⁴ Suite à la révision de la LEO, des formes d'organisation mixtes peuvent être mises en place à l'école enfantine et au degré primaire.

La présidente. Nous passons à l'affaire 22, motion de Mme Geissbühler, «Ecole intégrative: ramener le calme et économiser». Mme Geissbühler a annoncé qu'elle était d'accord de transformer le point 2 en postulat et elle accepte le classement du point 4 en tant que motion. Est-ce juste? – Madame, vous avez la parole, vous avez deux minutes.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Wie Sie gehört haben, beantrage ich die Punkte 2 und 4 wie die Regierungsrat. Zu Punkt 1: Durch die Integration von Kindern mit Defiziten in die Regelklassen der Volksschule tritt eine grosse Unruhe im Schulzimmer ein. Das gibt riesige Probleme, die wir als verantwortungsbewusste Politikerinnen und Politiker lösen müssen. Daher haben wir diesen Lösungsvorschlag vorgelegt.

Das Hauptproblem liegt darin, dass der Spezialunterricht während der regulären Schulzeit stattfindet. So verpassen die Kinder den Unterrichtsstoff ihrer Regelklasse. Die individuellen Stundenpläne der Kinder mit Förderunterricht, das Kommen und Gehen, aber auch das Koordinieren und die vielen Absprachen belasten nicht nur die Lehrpersonen, sondern den ganzen Unterricht. Auch für die Kinder ist es überhaupt nicht optimal. Die Konzentrationsfähigkeit wird durch diese Unruhe überstrapaziert und gute Schulleistungen sind in einem solchen Umfeld schwierig zu erbringen. Martin Schlup und ich können auch nicht nachvollziehen, dass Defizite der Kinder, durch die Schaffung neuer Defizite behoben werden, indem sie nämlich den Unterricht ihrer Klasse verpassen. Das erscheint uns als ein schlechter Weg. Daher fragten wir uns, ob man den Förderunterricht nicht an einem freien Nachmittag machen könnte. Die kleinen Kinder bis zur vierten Klasse haben drei freie Nachmittage.

Der Regierungsrat befürchtet, dass diese Kinder nicht gerne gehen würden. Aber meine Erfahrung ist anders. *(La présidente signale à l'oratrice que son temps de parole est écoulé.)* – Ja, aber ich habe ein bisschen mehr als zwei Minuten. *(La présidente le conteste et coupe le micro. Madame Geissbühler essaie de poursuivre sans micro, mais la présidente l'interrompt.)*

La présidente. Non! C'est deux minutes. Merci, Madame! *(Agitation dans la salle)* Je suis désolée mais c'est deux minutes. Mme Kohli, c'est à vous.

Vania Kohli, Berne (PBD). Zu Punkt 1: Uns erstaunt, dass sich jemand Pädagogin nennt, und dann verlangt, man solle Kinder mit einem Defizit auch noch bestrafen! Zu Punkt 2: Und dass ausgerechnet die SVP die Gemeindeautonomie im Volksschulbereich beschränken will, überrascht uns ebenfalls! Punkt 3 ist bereits erfüllt und jedes Wort unsererseits ist überflüssig. Und zu Punkt 4 gilt wieder das, was ich schon zu Punkt 1 gesagt habe. Das ist die Haltung der BDP-Fraktion. Mehr Worte sind nicht notwendig! Die BDP unterstützt sämtliche Anträge der Regierung vollumfänglich.

(Agitation dans la salle. Le prochain orateur, Monsieur Steiner-Brütsch, prend place à la tribune et s'apprête à prendre la parole, mais la présidente l'interrompt.)

La présidente. Un moment. La motionnaire a transformé sa motion en postulat. M. Steiner-Brütsch pour le PEV, vous avez deux minutes. *(Hilarité)*

Daniel Steiner-Brütsch, Langenthal (PEV). Zu den Punkten 1 und 3: Punkt 1 lehnen wir ab. Der Spezialunterricht gehört zum ordentlichen Angebot einer Schule und darf nicht in unattraktive und für die Beteiligten auch demotivierende Zeitfenster verschoben werden. Arzt- und Zahnarztbesuch in der schulfreien Zeit ist schlicht unrealistisch. In grösseren Gemeinden ist das nicht organisierbar. Ich denke da gerade an das Beispiel Langenthal das mich selber mit unserer Tochter betroffen hat. Dort hatte man gerade vor einer Woche einen Zahnarzttag.

Punkt 3 unterstützten wir als Postulat. In der Schulpraxis ist es wirklich stossend und erzeugt nicht selten schlechte Stimmung, dass eine Regellehrperson oder Klassenlehrperson deutlich schlechter entschädigt wird, als Heilpädagoginnen und Heilpädagogen. Selbstverständlich kann man die Unterschiede mit Ausbildungsabschlüssen und Erfahrungsjahren begründen. Aber diese Begründung ist unseres Erachtens zu kurzichtig und zeigt ein tiefer liegendes Problem: nämlich dass unser Gehaltsklassensystem die Berufsrealität, die Funktionen der verschiedenen Lehrerkategorien nur noch ungenügend abbildet. Unseres Erachtens müsste man einmal das gesamte Gehaltsklassensystem betrachten, revidieren und dabei auch Faktoren wie Belastung, Klassengrössen und Klassenzusammensetzung berücksichtigen. In diesem Sinne unterstützen wir dort das Postulat und wir wären auch bereit, das Gehalt der Klassenlehrpersonen an das Gehalt der Heilpädagoginnen und Heilpädagogen anzupassen. Also: Punkt 1 ablehnen; Punkt 3 Postulat.

Roland Näf, Muri (PS). Ich kann es ähnlich kurz machen, wie die Sprecherin der BDP-Fraktion. Wir folgen vollkommen der Argumentation des Regierungsrats. Sie ist kongruent. Nun ist der Vorstoss in ein Postulat gewandelt. Beim ersten Punkt macht das Prüfen keinen Sinn, die Punkte 2 und 3 kann man selbstverständlich prüfen.

La présidente. Là, vous m'avez surprise. *(Hilarité)*

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Weil die Motion nun gewandelt ist, sieht es auch bei uns ein bisschen anders aus. Punkt 1 lehnen wir sowohl als Motion wie auch als Postulat ab. Aber wir sehen auch, dass man Punkt 2 und 3 überprüfen kann. Doch Punkt 3 soll man nicht einfach nur für eine Lehrpersonengruppe überprüfen, sondern systematisch über alle Lehrpersonen, damit es nachher auch wieder in einem Zusammenhang steht. Dadurch kann man es auch so als Prüfauftrag sehen. Punkt 4 soll selbstverständlich gleichzeitig abgeschrieben werden.

La présidente. Pour les Verts, Mme Linder. Approchez Madame, c'est à vous.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Es geht hier schnell. Daher versuche ich auch, es so schnell wie möglich zu machen. Beim Punkt 1 folgen wir dem Regierungsrat und sind mit seiner Argumentation einig. Wenn man den Spezialunterricht auf die freien Nachmittage auslagern würde,

dann würde man eigentlich irgendwie auch dem Grundsatz der Integration zuwiderlaufen. Punkt 2 unterstützen wir als Postulat. Die Anforderungen in der Unterstufe wachsen stetig. Die Kinder kommen heute oft mit weniger Fähigkeiten und Fertigkeiten in die Schule als früher. Das Unterrichten in der Unterstufe ist daher wirklich ein Knochenjob. Wir sind gespannt auf den geplanten Schulversuch. Er wird Aufschluss bringen und man wird sehen, wo konkrete Massnahmen ergriffen werden können. Punkt 3 haben wir kontrovers diskutiert. Wir sind der Meinung, dass die Lohndifferenz zwischen verschiedenen ausgebildeten Lehrpersonen nicht einfach von heute auf morgen eliminiert werden kann. Wir sind aber bereit, diesen Punkt als Postulat anzunehmen und sehen auch die Notwendigkeit, das zu prüfen. Punkt 4 nehmen wir an und schreiben ab, wie die Regierung vorschlägt.

Donat Schneider, Lyss (UDC). Die SVP unterstützt die Punkte 1 und 2 als Postulat. Bei Punkt 3 sind wir geteilter Meinung; eine kleine Mehrheit ist dagegen. Punkt 4 sehen wir als Motion und schreiben ab, wie die Regierung. Bei Punkt 1 möchte ich doch noch mit zwei oder drei Argumenten aufzeigen, warum man diesen ganz gut als Postulat unterstützen darf. Als ich mich mit dieser Frage beschäftigt habe, ging ich im Schulhaus herum und fragte, wie das funktioniert. Ich war in einem Landschulhaus, wo eine Lehrerin im Teilpensum Integrativen Förderunterricht (IF-Unterricht) erteilt, der in drei verschiedenen Schulhäusern stattfindet. Ich bin auf einen unzufriedenen Vater und eine sehr unzufriedene Mutter gestossen, die beide ein Kind haben, das Förderunterricht zugute hat. Sie waren sehr unzufrieden, weil es natürlich nie für die richtige Lektion passt. Im Moment, wo die Lehrkraft für das Kind zuständig ist, befindet sich dieses nie genau in dem Fach, in dem es gefördert werden soll und wird daher im falschen Fach herausgenommen. Es sollte eigentlich Förderunterricht in Mathematik haben und wird dann in der Deutschlektion herausgenommen. Damit sind die Eltern natürlich sehr unzufrieden! Mit ihren Reklamationen gehen sie dann zur Klassenlehrerin. Die Klassenlehrerin ist nicht zufrieden, weil sie den Aufwand für die ganze Koordination hat, sämtliche Reklamationen erhält und dann auch noch weniger Lohn hat als die Förderlehrerin. Somit gibt es ohne Zweifel Missstände. Die SVP-Fraktion hat den Eindruck, dass die vorgeschlagene Lösung wahrscheinlich nicht die richtige ist, deshalb lehnen wir eine Motion ab. Doch gewisse Probleme gibt es tatsächlich. Darum meinen wir, dass man dies sicher als Postulat unterstützen soll und damit einen Hinweis gibt, dass die vorhandenen Probleme anzugehen sind. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss als Postulat zu unterstützen.

La présidente. (*La présidente s'adresse à Mme Geissbühler:*) Est-ce que j'ai bien compris, vous avez transformé tous les points en postulat? – Bon. M. le conseiller d'Etat, c'est à vous.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Ich gehe nur noch auf die beiden Punkte 1 und 3 ein, wo wir eine Differenz haben. Die Idee von Punkt 1, nämlich den Spezialunterricht für Kinder mit Defizit grundsätzlich ausserhalb der Regelschulzeit anzubieten, finden wir falsch.

Häufig ist der Integrative-Förderunterricht ja Unterstützung während dem normalen Unterricht. Es stimmt, dass dadurch Unruhe in der Klasse entsteht. Aber nun deswegen diese Zusatzunterstützung, für Schülerinnen und Schüler mit Schwierigkeiten, grundsätzlich in die Zeit ausserhalb des normalen Stundenplans zu verlegen, in den freien Nachmittag oder Samstag, erscheint mir schwierig. Das stigmatisiert diese Kinder zusätzlich. Wir möchten sie ja unterstützen, sodass sie dem Regelunterricht folgen können.

Arzt- und Zahnarztbesuche möglichst in die unterrichtsfreien Zeiten zu legen, kann man natürlich versuchen, aber man kann es auch nicht immer garantieren. Mir erscheint es schwierig, diesen Auftrag entgegen zu nehmen. Aber es ist richtig, dass im Rahmen der Integration immer wieder eine gewisse Unruhe entsteht. Wir haben den Gemeinden ein Modell übergeben, bei dem sie selber diese besonderen Massnahmen einteilen können, wie sie es richtig finden. Wir werden in den nächsten Jahren auch noch Feinjustierungen machen müssen. Vielleicht werden zum Teil auch wieder Klassen für besondere Förderung, also die früheren Kleinklassen, eingeführt. Ganz sicher muss man das, was mit der Integration unterwegs ist, gut anschauen. Aber diese Forderung hier, mit der schulfreien Zeit, scheint mir nicht sinnvoll. Darum empfehle ich Ihnen, diesen Punkt auch als Postulat abzulehnen.

Nun zu Punkt 3: Er will die Lohnschere zwischen Regelklassenlehrpersonen und den HeilpädagogInnen aufheben. Ich prüfe das gerne. Ich finde auch, dass Primarlehrpersonen mehr verdienen sollten! Aber ich muss ihnen einfach sagen, dass Primarlehrpersonen in der Lohnklasse 6 sind und HeilpädagogInnen in der Lohnklasse 10. Wenn ich diese angleichen will, dann gibt das jährlich einen zweistelligen – wenn nicht gar dreistelligen – Millionenbetrag an zusätzlichen Kosten. Wenn Sie wollen, kann ich das gerne prüfen! Aber die Möglichkeiten, diese beiden Einstufungen anzunähern, sind beschränkt. Ich kann nicht einfach die HeilpädagogInnen im Gehalt herunterholen, denn sie machen zusätzlich ein Masterstudium. Daher ist klar, dass sie in der Lohnsystematik des Kantons in ihrer heutigen Lohnklasse sein müssen. So müsste ich dann bei den Primarlehrpersonen hinaufgehen. Das fände ich natürlich einen ganz tollen Ansatz, und ich bin nicht einfach dagegen. Aber wie gesagt, das ist nicht unter einem zweistelligen Millionenbetrag pro Jahr möglich. Prüfen können wir das schon. Aber aus finanzpolitischen Gründen muss ich sagen: Das müssen wir anlehnen. Wir haben gesagt, dass wir die Kindergartenlehrpersonen mit der Lohnklasse 5 auf die 6 der Primarlehrpersonen heraufholen. Dieses Mengengerüst ist vertretbar und die Differenz relativ gering. Das verursacht etwa 4 Mio. Franken zusätzlichen Aufwand pro Jahr. Das haben wir gemacht. Aber für diesen Schritt hier, sehen wir keine Möglichkeit, auch wenn ich dies – ehrlich gesagt – sehr gerne tun würde!

La présidente. La motionnaire a donc transformé les points 1 à 3 en postulat et elle accepte la proposition du Conseil-exécutif d'adopter ce point 4 en tant que motion et de le classer. Nous allons passer au vote. Ceux qui acceptent le point 1 en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 36

Non 98

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé ce point 1. Nous passons au point 2 en tant que postulat. Ceux qui acceptent le point 2 en tant que postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 121

Non 14

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce point 2. Nous passons au point 3. Ceux qui acceptent ce point 3 en postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 31

Non 99

Abstentions 4

La présidente. Vous avez refusé ce point 3. Nous passons au point 4. Si vous acceptez ce point 4 en tant que motion, vous dites oui, si vous refusez, vous dites non.

Vote (ch. 4 sous forme de motion)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 103

Non 29

Abstentions 3

La présidente. Vous avez accepté ce point. Nous passons au classement. Ceux qui acceptent de classer ce point 4 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil:

Approbation

Oui 132

Non 2

Abstentions 0

La présidente. Vous avez classé ce point 4.

Affaire 2014.RRGR.169

N° de l'intervention: 055-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 17.02.2014

Déposée par: Geissbühler-Strupler
(Herrenschwanden, UDC)
(porte-parole)
Grabner (La Neuveville, UDC)

Cosignataires: 0

Urgence: refusée le 20.03.2014

N° d'ACE: 866/2014 du 24.06.2014

Direction: INS

Reporter la scolarisation pour faire des économies sans réduire la qualité

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les dispositions suivantes :

1. Faire connaître la possibilité d'un report de la scolarisation à toutes les personnes concernées afin que les besoins des jeunes enfants et la volonté des parents puissent être pris en compte sans complications et sans évaluation particulière au Service psychologique pour enfants et adolescents,
2. Réduire le temps de présence obligatoire des enfants à l'école enfantine à trois leçons par matinée.

Développement

Le 27 septembre 2009, les électeurs et électrices du canton de Berne ont adopté le projet d'adhésion au concordat HarmoS par tout juste 51,5 pour cent des voix. Le comité d'opposants était composé exclusivement de parents inquiets, de pédiatres et de maîtresses d'école enfantine hostiles à l'âge prévu pour la scolarisation, qu'ils jugeaient trop jeune. En raison de la faible majorité, la Direction de l'instruction publique a promis qu'elle s'emploierait à désamorcer la situation pour les enfants de quatre ans en prévoyant dans la loi sur l'école obligatoire que les parents peuvent faire entrer leur enfant en première année d'école enfantine un an plus tard (art. 22, al. 2, teneur du 12.3.2012). De toute évidence, les parents ne connaissent pas cet article, pas plus que les maîtresses de l'école enfantine, les directeurs d'école ou les psychologues et bon nombre de parents se sentent donc obligés de faire entrer leur enfant à l'école à quatre ans, quels que soient les besoins de l'enfant lui-même.

L'expérience réunie depuis l'introduction de l'école enfantine de deux ans et les horaires blocs de 8 heures à midi montre que des correctifs doivent d'urgence être apportés au système. Pour les enfants qui se rendaient dans un groupe de jeu et qui ont donc été encouragés conformément à leur évolution, les longues heures de présence à l'école dépassent leurs capacités. Les enfants qui à quatre ans, comme le veut la nature, étaient encore très attachés à une personne de référence doivent soudain partager la maîtresse avec un grand nombre d'autres enfants, ce qui peut conduire soit à la résignation, soit à la rébellion.

Nous savons que les enfants en âge préscolaire peuvent être très différents en ce qui concerne la motricité, les capacités cognitives, les compétences émotionnelles et sociales, différences qui finissent par s'égaliser jusqu'à la 6^e ou la 7^e

année, raison pour laquelle c'est l'âge choisi pour la scolarisation. Le plus souvent, les enfants ont six ans quand ils acquièrent la capacité d'écouter plus longtemps ou encore de jouer ou de travailler de manière autonome. C'est pourquoi, le temps de présence obligatoire doit être ramené à trois heures par matinée à l'école enfantine.

Cette adaptation permet non seulement de tenir compte des besoins des enfants mais aussi de faire l'économie de quelque 3 millions de francs, un effet secondaire bienvenu.

Réponse du Conseil-exécutif

La révision de 2012 de la loi sur l'école obligatoire (LEO) a ouvert le droit pour tous les enfants de fréquenter l'école enfantine pendant deux ans. Elle a en outre permis la création d'une base légale uniformisant l'âge de l'entrée à l'école enfantine dans tous les cantons germanophones. Ainsi, tout enfant qui a quatre ans révolus au 31 juillet entre désormais à l'école enfantine le 1er août suivant. L'ordonnance sur l'école obligatoire (OEO) règle toutefois la possibilité de scolariser les enfants plus tard. En vertu de l'article 2 OEO, les parents peuvent en effet faire entrer leur enfant à l'école enfantine un an plus tard. Ils communiquent pour cela ce choix à l'autorité compétente lors de l'inscription, à la suite de quoi la direction d'école leur propose un entretien préalable. Un tel report de la scolarisation est décidé par les parents et ne nécessite aucun examen par le Service psychologique pour enfants et adolescents.

Les horaires blocs ont été introduits dans les établissements de la scolarité obligatoire (école enfantine incluse) au moment de la révision de 2008 de la LEO. Cette révision avait été adoptée à l'unanimité par le parlement.

Le Conseil-exécutif répond comme suit aux deux demandes de la motionnaire.

Point 1 :

Dans le cadre de la révision de la LEO, la Direction de l'instruction publique a informé le public de manière détaillée sur la possibilité d'une entrée tardive à l'école enfantine. Elle a mis à jour les brochures d'information publiées à l'intention des parents et élaboré une notice concernant l'école enfantine.

La version actualisée de la brochure « L'école enfantine dans la partie germanophone du canton de Berne – Informations à l'intention des parents » contient un paragraphe « Entrée à l'école enfantine », qui présente le droit à un report de la scolarisation. En principe, cette brochure est transmise aux parents avant l'entrée de leur enfant à l'école enfantine.

http://www.erz.be.ch/erz/de/index/kindergarten_volksschule/kindergarten_volksschule/informationen_fuereltern/kindergarten/elterninformationen.html

La notice concernant l'école enfantine apporte des informations détaillées sur le report de la scolarisation mais aussi sur d'autres thèmes importants relatifs à l'école enfantine. Elle est consultable sur le site Internet de la Direction de l'instruction publique.

http://www.erz.be.ch/erz/fr/index/kindergarten_volksschule/kindergarten_volksschule/informationen_fuereltern/kindergarten.html

La version actualisée de la brochure « L'école obligatoire dans le canton de Berne » contient des informations fondamentales sur la fréquentation de l'école enfantine et du reste de l'école obligatoire et s'adresse à différents groupes cibles (parents, directions d'école et corps enseignant). Elle aborde notamment la possibilité de reporter l'entrée à l'école enfantine.

http://www.erz.be.ch/erz/fr/index/kindergarten_volksschule/kindergarten_volksschule/informationen_fuereltern/broschueren.html

Les deux brochures mentionnées sont disponibles en allemand et en français, mais aussi dans 15 des principales langues de la population migrante.

La possibilité pour les enfants d'intégrer l'école enfantine un an plus tard est en outre mentionnée parmi les informations relatives à l'inscription dans la feuille officielle d'avis publiée par les communes.

Par conséquent, le Conseil-exécutif estime que la demande de la motionnaire n'a pas lieu d'être.

Point 2 :

A l'occasion de la révision de 2008 de la LEO, les horaires blocs ont été introduits à l'école obligatoire (école enfantine incluse). En vertu de l'article 11a LEO, ils comprennent au moins quatre leçons par matinée. Les communes peuvent toutefois proposer un nombre plus élevé de leçons par matinée.

Le Conseil-exécutif n'estime pas opportune la demande de la motionnaire de réduire les horaires blocs à trois leçons par matinée, et ce pour les raisons suivantes.

Répercussions sociales

- Les horaires blocs permettent de mieux concilier vie professionnelle et vie privée. Ils répondent à une volonté politique du Grand Conseil. Si les horaires blocs devaient être réduits à trois leçons par matinée à l'école enfantine, contre quatre au minimum selon la réglementation en vigueur, de nombreux parents seraient contraints de demander à ce que leur enfant bénéficie de modules d'école à journée continue avant et/ou après les heures d'enseignement.

Répercussions financières

- Une augmentation du nombre de parents faisant valoir leur droit à des modules d'école à journée continue se traduirait par une augmentation des coûts dans ce domaine.
- Une réduction des horaires blocs entraînerait la nécessité de compenser l'heure en moins de la matinée par une heure l'après-midi, afin de respecter les directives du plan d'études, ce qui exclurait tout potentiel d'économie.

Considérations d'ordre pédagogique

- Si la demande de la motionnaire était satisfaite, les enfants auraient deux à trois après-midis d'enseignement en plus des six demi-journées actuelles (cinq matinées et un après-midi). Le fait d'organiser deux à trois après-midis d'enseignement supplémentaires à l'école enfantine aurait des conséquences pour les enfants et pour les communes dont les enfants sont confrontés à un trajet scolaire excessif : il resterait trop peu de temps libre à ces enfants l'après-midi et ils devraient parcourir le trajet scolaire quatre ou six fois de plus par semaine. Pour les communes, cela reviendrait à autant de transports scolaires à organiser et financer.

- Pour les enfants des parents contraints de faire valoir leur droit à des modules (supplémentaires) d'école à journée continue en raison de la réduction des horaires blocs, le fait d'être encadrés par des personnes différentes (à l'école enfantine et à l'école à journée continue) pourrait être mal vécu.

Répercussions sur les bases légales et sur les plans d'études

- Réduire à trois leçons les horaires blocs nécessiterait une révision de la LEO (art. 11a LEO).

Observations finales

- De nombreux parents sont satisfaits de l'offre d'enseignement actuelle à l'école enfantine et saluent l'existence des horaires blocs.
- Il est déjà possible pour les parents de permettre à leur enfant de fréquenter la première année de l'école enfantine avec un programme réduit. Si tel est leur souhait, ils en informent l'autorité compétente dans leur commune lors de l'inscription à l'école enfantine. Le temps d'enseignement peut être réduit d'un tiers au maximum, l'objectif étant de permettre à l'enfant une adaptation progressive jusqu'à ce qu'il suive l'enseignement dans son intégralité. Il n'y a donc aucune nécessité de réduire le programme d'enseignement pour tous les enfants.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1 : adoption et classement

Point 2 : rejet

La présidente. Nous passons donc à l'affaire 30, motion de Mme Geissbühler, «Reporter la scolarisation pour faire des économies sans réduire la qualité». Nous sommes ici aussi en débat réduit, Mme Geissbühler fait une petite déclaration et va retirer cette motion. C'est à vous.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC).

Zu Punkt 1 sage ich nichts. Punkt 2 mit den Blockzeiten hat eine Vorgeschichte. 2008 haben wir hier im Grossen Rat beim Volksschulgesetz beschlossen, dass auf der Primarstufe Blockzeiten von acht bis zwölf Uhr eingeführt werden sollen. Wir wussten damals noch nicht, dass dann 2009 das HarmoS mit 51,5 Prozent knapp angenommen wird. HarmoS bedeutet, dass schon 4-jährige Kinder – also solche, die am 31. Juli vier Jahre alt werden – im August in den Kindergarten gehen und ebenfalls Blockzeiten absolvieren müssen.

Diese Motion wurde gemacht, weil wir finden, dass solch kleine Bürgerinnen und Bürger einen positiven Einstieg haben sollten. Wir hören nämlich sowohl von Kindergärtnerinnen wie von Eltern, Kinderärztinnen und Kinderärzten, dass diese Kinder mit vier Stunden am Morgen total überfordert sind. Zudem können die Kindergärtnerinnen ihre älteren Kinder nicht gut auf die Schule vorbereiten.

Nun wagen aber die Kindergärtnerinnen nicht, dies den Behörden zu sagen und schon gar nicht dem Herrn Erziehungsdirektor, weil es dann heissen würde, es sei das Problem dieser Kindergärtnerinnen, wenn sie damit nicht umgehen können. Auch die Eltern wagen es beinahe nicht, zu sagen, dass ihre Kinder wieder das Bett nassen oder kein Mittagessen einnehmen, wenn sie nach Hause kommen und total erschöpft sind. Sie wagen auch nicht, dies zu sa-

gen, weil es sonst heisst: Ja, das ist das Problem der Eltern, die sich nicht von den Kindern ablösen können. Aber eigentlich gehen diese 4 Lektionen jeden Morgen vollständig an den Bedürfnissen der Kinder vorbei und wir sollten unbedingt dafür sorgen, dass man das korrigieren kann. Bis jetzt gingen die Vierjährigen vielleicht zwei Stunden pro Woche in eine Spielgruppe.

Dann hat sich der Herr Regierungsrat etwas widersprochen. Er sagte, man könne schon kürzen, aber dann müsse man am Nachmittag diese Stunden nachholen. Gleichzeitig heisst es in der Antwort, dass man einen Drittel der Lektionen eigentlich reduzieren könnte. (*La présidente agite sa cloche.*) Hier hat es demnach noch Optimierungspotenzial.

La présidente. La motion 13 a donc été retirée. Nous prenons congé de M. le directeur de l'instruction publique, je vous souhaite une bonne soirée, merci. Nous attendons le directeur de l'économie publique.

La séance est interrompue brièvement jusqu'à l'arrivée du conseiller d'Etat Rickenbacher.

Affaire 2014.RRGR.555

N° de l'intervention:	104-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	14.05.2014
Déposée par:	Moser (Landiswil, UDC) (porte-parole) Rösti (Kandersteg, UDC) Studer (Utzenstorf, PBD)
Cosignataires:	1
Urgence accordée:	le 05.06.2014
N° d'ACE:	967/2014 du 13.08.2014
Direction:	ECO

Mettre un terme à l'élaboration de la nouvelle stratégie OAN

1. Le Conseil-exécutif est chargé de mettre un terme à l'élaboration de la stratégie de l'OAN.
2. Le Conseil-exécutif expliquera à quoi la stratégie de l'OAN est censée aboutir.
3. Si les travaux devaient avoir progressé au point qu'il ne soit plus possible de les stopper, il faut faire marche arrière.
4. La suite de la procédure sera déterminée par tous les cercles concernés, notamment le milieu agricole.

Développement

Je salue la volonté de l'OAN et de la Direction de l'économie publique de permettre une utilisation efficiente des ressources limitées à l'aide d'une stratégie claire pour l'OAN. Je constate cependant qu'il vaudrait parfois mieux ne rien faire du tout.

Les réponses données à mon interpellation I 022-2014 sur la stratégie de l'OAN sont largement insatisfaisantes. Je n'ai pas obtenu de réponse à mes questions pourtant claires sur le processus et les cercles impliqués. Etre contraint de rechercher les réponses aux questions posées auprès d'autres entités que le porteur du projet ne contribue pas

vraiment à la popularité d'une stratégie. C'est l'expression tout à fait claire d'un refus de transparence. Une forte proportion des partenaires interrogés fait directement ou indirectement partie de l'administration (commissions d'experts). A aucun moment les importantes organisations de producteurs et productrices et les partis n'ont été consultés ou informés. Or, pour qu'une stratégie dans un domaine aussi vaste que l'OAN soit réalisable, elle doit bénéficier d'un appui beaucoup plus large. Faute de quoi on peut s'en passer complètement.

L'ébauche actuellement disponible a une teneur techniquement inacceptable et n'a rien d'une stratégie. Les orientations données sont agencées de manière confuse et agissent à des niveaux complètement différents. Les objectifs énoncés satisfont certes aux impératifs de la méthode SMART mais ne donnent pas vraiment de direction claire à l'OAN et à son action.

Motivation de l'urgence :

La stratégie OAN est déjà en cours d'élaboration.

Réponse du Conseil-exécutif

Remarques générales

La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). S'agissant de motions de ce type, le Conseil-exécutif dispose d'une marge de manœuvre relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités de réalisation du mandat. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Comme son nom l'indique, la stratégie de l'OAN est une stratégie de l'office, qui détermine comment celui-ci veut organiser ses tâches en fonction des dispositions légales et du cadre financier fixé par le Grand Conseil. La responsabilité pour une telle stratégie incombe donc à l'office lui-même et au membre du Conseil-exécutif auquel il est hiérarchiquement subordonné.

Un point fondamental de l'actuelle stratégie de l'OAN 2014 est l'équilibre entre l'exploitation et la protection des ressources. Ce concept a fait ses preuves et il est aujourd'hui reconnu. Le 9 septembre 2013, le directeur de l'économie publique a chargé l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN) de réexaminer sa stratégie. Cet examen s'est fait selon un processus clairement structuré, auquel les organisations et offices énumérés ci-dessous ont été associés:

- Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT)
- Office des immeubles et des constructions (OIC)
- Office de l'agriculture du canton de Fribourg
- Office de l'agriculture du canton de Soleure
- Office des eaux et des déchets (OED)
- beco Economie bernoise
- Berner Ala (*Société bernoise pour l'étude et la protection des oiseaux*)
- Fédération des chasseurs bernois (FCB)
- Association «Propriétaires de forêts bernois (PFB)»
- Fédération cantonale bernoise de la pêche (FCPB)
- Office fédéral de l'agriculture (OFAG)
- Office fédéral de l'environnement (OFEV)

- Office vétérinaire fédéral (OVF)
- Chambre d'agriculture du Jura bernois (CAJB)
- Centravo Holding AG
- Association faîtière des organisations bernoises de protection des animaux (DBT)
- Les délices de la région
- Toutes les commissions spécialisées du canton de Berne
- Administration des finances du canton de Berne
- Union professionnelle de la viande du canton de Berne
- Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL), Haute école spécialisée bernoise (HES)
- Association des pêcheurs professionnels du canton de Berne
- Office de coordination Pierres et Terres du canton de Berne (KSE)
- Office des forêts (OFOR)
- LOBAG
- Pro Natura Berne
- REBER, Ernst Sutter AG
- Office des ponts et chaussées du canton de Berne
- Société des vétérinaires bernois (VBT)

Ces offices et organisations couvrent le large éventail des tâches de l'office.

L'OAN dirige l'exécution, la formation et le conseil dans les domaines de l'agriculture, des affaires vétérinaires et de la nature.

Les travaux sur le contenu de la stratégie OAN 2020 sont achevés. Cette nouvelle stratégie poursuit sans interruption la stratégie OAN 2014 en la développant de manière cohérente.

Points 2 et 4

Il a déjà été répondu à la question relative à la procédure dans la réponse à l'interpellation 022-2014. Les offices, organisations et commissions spécialisées concernés ont bien été associés aux travaux. Plusieurs entretiens ont été menés avec la LOBAG, notamment sur des questions de mise en œuvre. La nouvelle stratégie de l'OAN devrait permettre d'exploiter systématiquement les potentiels reconnus et d'apporter des améliorations visibles d'ici à 2020. Les diverses activités de l'OAN sont regroupées en cinq objectifs d'intérêt général: production performante et durable de denrées alimentaires, soutien aux agriculteurs fournissant un service public, mise au point d'un concept de la relation homme-animal, promotion de biotopes dynamiques, et enfin transparence dans la mise en œuvre et services orientés vers la clientèle. La stratégie de l'OAN forme aussi la base de l'exécution de la Politique agricole 2014-2017 dans le canton de Berne. Les points 2 et 4 peuvent donc être adoptés et classés.

Points 1 et 3

Le processus d'élaboration de la stratégie OAN est presque achevé: il est impossible d'y mettre un terme ou de faire marche arrière. Le Conseil-exécutif propose dès lors le rejet des points 1 et 3 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1 : rejet

Point 2: adoption et classement

Point 3: rejet

Point 4: adoption et classement

La présidente. M. le directeur, bonjour. Nous passons à l'affaire 31, motion de M. Moser «Mettre un terme à l'élaboration de la nouvelle stratégie OAN». Nous sommes en débat réduit. M. Moser, vous retirez des points? – M. Moser retire les points 1, 2 et 3. Nous ne discutons plus que sur le point 4. M. Moser, c'est à vous.

Werner Moser, Landiswil (UDC). In dieser Motion geht es um die LANAT-Strategie 2020. In einer Interpellation habe ich gefragt, wer zur Erarbeitung der erwähnten Strategie beigezogen wurde. Leider habe ich nur folgende Antwort erhalten: «die involvierten Stellen». Aufgrund meiner Motion wurde mir diese Frage nun endlich beantwortet. Für mich trägt solches nicht zum Abbau von Bürokratie bei! Nun heisst es in der Motionsantwort, die Strategie sei nahezu abgeschlossen.

Zu den eingezogenen Ämtern und Organisationen: Die Landwirtschaft ist nur mit der LOBAG, sowie der landwirtschaftlichen Partnerorganisation im Berner Jura einbezogen. Bei 11 500 Bauernbetrieben! Dafür wurden viele Organisationen und Ämter befragt, die nicht so stark betroffen sind. Zweimal die Fischer, eine Grossmetzgerei, Centravo, also Abfallverwertungsgenossenschaft wurden dafür befragt. Ich frage, warum wurden keine Produzentenorganisationen befragt? Oder Labelorganisationen: weder Bio noch integriert produzierende Bauernorganisationen?

Ich akzeptiere, dass diese Strategie nahezu abgeschlossen ist. Deshalb ziehe ich die Punkte 1–3 zurück. Bei Punkt 4 erbitte ich aber Annahme und Nicht-Abschreibung, weil 11 500 Bauernbetriebe schlecht vertreten sind.

Hubert Klopfenstein, Biel/Bienne (PLR). Ich als landwirtschaftlicher Sachverständiger – ich bin auch entsprechend angezogen – halte folgendes fest: In unserer Fraktion hat man Sympathien für das Anliegen. Die richtigen Fragen wurden gestellt. In der Tat läuft etwas falsch, wenn man bei einer Strategie die wichtigsten Player nicht anhört, nämlich die Bauern oder Produzenten. Dafür hat man den Betonverband angehört. Das ist ja noch lustig, das kommt in der Strategie sicher gut heraus. Aber wie gesagt: Die Fristen sind natürlich vorbei. Punkte 1, 2 und 3 sind zurückgezogen. Es geht um Punkt 4. Meines Erachtens ist das ein vernünftiger Ansatz. Wir akzeptieren ihn und beantragen Punkt 4 ohne Abschreibung. Damit wäre ich unter den zwei Minuten. *(Hilarité)*

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Es reicht noch fast für mich! Der glp-Fraktion ist es wichtig, dass Strategien auch offen kommuniziert werden und bei Vernehmlassungen möglichst alle eingeladen sind. Das wurde scheinbar gemäss der Regierungsantwort hier gemacht, aber man kennt sie noch nicht. Wir können also das Anliegen des Motionärs verstehen. Wir sind der Meinung, dass diese Strategie erst einmal kommen soll und dann schreiben wir sie ab. Also wir unterstützen den Motionär und lehnen die Abschreibung ebenfalls ab.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). Die Punkte 1 und 3 hätten wir von der grünen Fraktion klar abgelehnt. Wir sind daher froh, dass sie zurückgezogen wurden. Punkt 4 werden wir annehmen und wir haben auch nichts dagegen,

wenn man ihn nicht abschreibt. Der Regierungsrat kann klar und transparent kommunizieren, wohin die LANAT-Strategie gehen soll.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Die BDP-Fraktion ging davon aus, dass die ganze Motion zurückgezogen und eine klarere Forderung nachgeschoben wird. Ich selber weiss, dass diese LANAT-Strategie ein Papiertiger mit äusserst schwammigen Vorstellungen ist, ohne konkrete und klare Vorgaben, wohin dieser grosse Agrarkanton gehen soll. Wie wir gehört haben, wurde kaum jemand von der praktizierenden Landwirtschaft in diesen Erarbeitungsprozess einbezogen. Dafür konnten viele Funktionäre von grossen Verbänden und Bundesämtern mitmachen, die zum Teil sehr, sehr weit von der Praxis entfernt sind.

Liebe Grossrätinnen und Grossräte. Ich bin jetzt ganz ehrlich und sage Ihnen jetzt, wo vermutlich das Problem liegt und was vermutlich der Grund für diese Motion war. Diese Motion ist ganz klar ein Misstrauensvotum an die Leitung des LANAT. Herr Rickenbacher, ich erwarte, dass Sie als Regierungsrat für das LANAT die Verantwortung übernehmen und eine Situation schaffen, die der Rolle des Kantons Bern als grösster Agrarkanton gerecht wird. Es reicht nicht, ein Papierchen zu kreieren, das man mit einer Menge von ökologischem Wunschenken füllt! Als Berner Bauern erwarten wir eine handfeste Strategie, die eine ökologische und produzierende Landwirtschaft fördert und den innovativen Bauernfamilien eine Zukunft aufzeigt. Die BDP-Fraktion ist nicht glücklich damit, wie diese Motion aufgelegt wurde. Sie teilt aber das Grundanliegen bezüglich der Kritik am LANAT. Wichtig ist das deutliche Deponieren dieser Kritik. Wie man dann über Punkt 4 entscheidet, ist für uns eigentlich sekundär.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Ich glaube, diese Motion oder dieses Anliegen ist schon fast in unserem Sinn beschlossen. Es geht mehr um die Differenz bei der Abschreibung von Punkt 4. Dort geht es nicht um die Strategie, sondern um die Umsetzung der Strategie, und wir haben eigentlich nichts dagegen, wenn man das mit den Betroffenen noch weiter klärt. Ein Teil unserer Fraktion wird Punkt 4 abschreiben, ein anderer Teil nicht. Wir sind allerdings beeindruckt von der grossen Liste der Organisationen, mit denen das LANAT die Strategie abgeklärt hat. Ich glaube, alle haben sich Mühe gegeben. Möglicherweise ist es ein Fehler, dass nicht alle direkt Betroffenen erwisch wurden. Diese Organisationen sollten sich auch melden. Abschreiben oder nicht abschreiben spielt für uns also keine grosse Rolle.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Wenn wir von der EVP-Fraktion die Antwort der Regierung auf die vorliegende Motion lesen und die Antwort der Regierung auf die erwähnte Interpellation, die im Frühling behandelt wurde, dann ist für uns eigentlich alles beantwortet. Das gilt insbesondere auch für Punkt 4 dieser Motion. Aus unserer Sicht gibt es nichts, das gegen eine korrekte Erarbeitung dieser Strategie spricht. Aus unserer Sicht wird diese Strategie nach allen Regeln der Kunst ausgearbeitet. Und wir stellen insbesondere fest, dass die wichtigen Gruppierungen, namentlich auch die LOBAG, in die Erarbeitung einbezogen wurden.

Auch wenn die Strategie noch nicht vorliegt, erlaube ich mir gerne noch ein Wort dazu: Wir halten fest, dass aus unserer Sicht diese Strategie die fünf relevanten Stossrichtungen ausgewählt hat. Wir von der EVP werden Punkt 4 abschreiben.

Hans Röstli, Kandersteg (UDC). Die SVP ist klar der Meinung, dass Punkt 4 nicht abzuschreiben ist. Es wurde dargelegt, wer Stellung nehmen konnte. Wenn man dabei gewisse Organisationen hinterfragt, ist das nicht ein Hinterfragen dieser Organisationen. Wir bemängeln, dass die landwirtschaftlichen Organisationen nicht einbezogen wurden. Wir haben sicher kein Problem mit sämtlichen Ämtern, die Stellung nehmen konnten. Aber wir haben Tierzuchtverbände, Gemüseproduzentenverbände, Obstproduzenten und Rübenproduzenten. Wir haben Alpwirtschaft und Käseproduzenten. Geschätzte Leute, das sind diejenigen, die sich mit der LANAT-Strategie auseinandersetzen müssen, Bauernfamilien die dahinter stehen können und müssen. Und diese Leute bezieht ihr in diese Strategie nicht ein! Geschätzter Res Rickenbacher, ich bitte dich, in Zukunft die betroffenen Leute auch einzubeziehen! Darum nehmt diese Motion in Punkt 4 an, aber schreibt sie nicht ab.

La présidente. Y-a-t-il encore un porte-parole de groupe? – Non. M. Rickenbacher, c'est à vous.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Herzlichen Dank für die Diskussion. Man lernt auch als Regierungsrat täglich wieder etwas dazu. Bisher war ich der Meinung, dass die LOBAG die 11 000 Bauernbetriebe im Kanton Bern vertritt. Deswegen dachten wir, dass mit der LOBAG die Bauernbetriebe einbezogen seien. Offensichtlich ist es aber nicht so, dass die LOBAG die Interessen sämtlicher Bauernverbände vertritt. Ich bin gerne bereit, diese Listen künftig mit Ihnen zusammen zu überarbeiten und dann zu überlegen, welche weiteren Organisationen man einbeziehen muss.

Ergänzend zur Antwort des Regierungsrats möchte ich hier noch einmal klar und deutlich festhalten, dass es sich bei der LANAT-Strategie nicht um eine Strategie des Regierungsrats handelt, sondern um eine Amtsstrategie. Daher kommuniziert auch nicht der Regierungsrat darüber, sondern das Amt, welches diese Strategie erarbeitet.

Zum Fraktionssprecher der BDP muss ich deshalb auch klar sagen: Es ist eben nicht eine Agrarstrategie! Vielmehr handelt es sich hier um die LANAT-Strategie, das heisst, eine Strategie für Landwirtschaft und Natur. Wir haben ja im Kanton Bern – noch vor meiner Zeit als Regierungsrat – bewusst den Entscheid getroffen, dass die Bereiche Landwirtschaft und Natur in einem Amt zusammengefasst werden. Deswegen ist es auch richtig, dass das Amt nicht einfach isoliert eine Landwirtschaftsstrategie erstellt, sondern eine Strategie für Landwirtschaft und Natur.

Herr Grossrat Stähli, ich möchte auch ganz klar in Abrede stellen, dass hier die Landwirtschaft nicht berücksichtigt wird. Sie haben in der Motionsantwort gesehen, dass wir in dieser Strategie fünf Stossrichtungen definiert haben. Die erste Stossrichtung zielt auf eine leistungsstarke und nachhaltige Nahrungsmittelproduktion. Sie sehen also, dass die produzierende Landwirtschaft in dieser Strategie des LA-

NAT an einem prominenten Ort berücksichtigt wird. Die zweite Stossrichtung ist die Förderung des Service Public vom Bauernhof. Auch das sind wichtige Dienstleistungen der Bauernfamilien im Kanton Bern. Zudem gibt es drei weitere Stossrichtungen, die eher im Bereich von Umwelt und Natur sind. Daher bin ich ganz klar der Meinung, dass auch die politischen Stossrichtungen ausgewogen sind, wenn man von einer LANAT-Strategie ausgeht, eben einer Strategie für Landwirtschaft und Natur.

Ich komme zur Frage des übriggebliebenen vierten Punkts. Ich muss Ihnen ganz klar sagen, dass die Erarbeitung dieser Strategie in der Endphase ist. Sie wird nach den Herbstferien kommuniziert. Ich weiss nach dieser Diskussion nicht mehr ganz genau, wie ich den vierten Punkt interpretieren muss. Wir haben ihn bei der schriftlichen Beantwortung der Motion folgendermassen interpretiert: In der Erarbeitung sollen die betroffenen Kreise einbezogen werden. Aus meiner Sicht wurde das gemacht, wenn Sie diese Liste betrachten. Die LANAT-Strategie ist jetzt in der Schlussphase und wird nächstens kommuniziert. Daher ist auch keine Änderung mehr möglich. Ich habe in der Diskussion herausgespürt, dass in der weiteren Umsetzung zusätzliche Kreise einbezogen werden sollen. Vorhin hat Hans Röstli eine Liste mit weiteren Organisationen aufgeführt, die einbezogen werden sollen. Wenn es dabei um die Umsetzung geht, dann habe ich keine Differenz. Dann wird man das machen. Daher könnte ich mit diesem Punkt sogar leben. Die Regierung hat Ihnen einfach die Abschreibung vorgeschlagen, weil eine Änderung in der Erarbeitung der Strategie nicht mehr möglich ist, da sie nahezu abgeschlossen ist. Daher überlasse ich es dem Grossen Rat, wie er sich bei der Frage der Abschreibung positionieren will.

La présidente. Nous allons donc voter sur ce point 4 de la motion «Mettre un terme à l'élaboration de la nouvelle stratégie OAN» D'abord, nous votons sur le point 4 pour une motion ou non, puis si vous acceptez le classement ou non. Ceux qui acceptent le point 4 en tant que motion disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote (ch. 4 de la motion)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	124
-----	-----

Non	6
-----	---

Abstentions	3
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté ce point 4. Nous passons donc au classement. Ceux qui acceptent le classement disent oui, ceux qui refusent le classement disent non.

Vote (classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	36
-----	----

Non	96
-----	----

Abstentions	0
-------------	---

La présidente. Vous avez refusé le classement de ce point.

Affaire 2014.RRGR.219

N° de l'intervention: 060-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 03.03.2014
 Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC)
 (porte-parole)
 Graber (Horrenbach, UDC)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 20.03.2014
 N° d'ACE: 892/2014 du 02.07.2014
 Direction: ECO

Moins de bureaucratie dans l'agriculture

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'alléger les formalités administratives dans l'agriculture ;
2. d'améliorer les contrôles menés dans les exploitations agricoles et de les réduire au strict nécessaire ;
3. de contrôler tous les cinq ans au plus les exploitations agricoles qui n'ont pas subi de changement radical ;
4. de réduire le nombre de personnes employées à l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN).

Développement

Maintenant que les Chambres fédérales ont approuvé la Politique agricole 2014-2017, les exploitations agricoles doivent s'attaquer à la première phase de la mise en œuvre. Pour nombre de paysans, les formalités administratives représentent une très lourde charge qui les oblige à solliciter le concours d'un conseiller. La question qui se pose est la suivante : voulons-nous des agriculteurs qui se transforment en bureaucrates ou qui se consacrent à l'exploitation des terres et à la production ?

La mise en œuvre de la Politique agricole 2014-2017 va malheureusement déboucher sur une agriculture extensive et de nombreux programmes qui vont devoir être contrôlés. Aux recensements du printemps et de l'automne va maintenant s'ajouter celui de l'hiver. Les diverses contributions qui peuvent être allouées vont faire gonfler l'appareil de contrôle : contributions au système de production (agriculture biologique, culture extensive), contributions SST, contributions à la biodiversité (qualité et/ou mise en réseau), contributions au paysage cultivé, contributions à la sécurité de l'approvisionnement, contributions de transition. Les exploitations d'estivage peuvent en plus prétendre aux contributions pour les surfaces herbagères et les surfaces à litière. Le canton exige des exploitants et exploitantes qui participent au projet de mise en réseau écologique et qui touchent des contributions de mise en réseau qu'ils participent à une séance de vulgarisation, faute de quoi ils perdent leur droit à la contribution. Les séances durent environ trois heures et ont lieu en groupe. Le canton verse 50 francs par participant. A l'avenir, un millier de séances de ce type seront organisées dans le canton de Berne.

Les mutations en profondeur de la politique agricole exigent un allègement de l'appareil administratif et non son contraire. Les contrôles dans les exploitations doivent être réduits au strict nécessaire et n'être menés que si

l'exploitation a subi des changements. En réduisant le nombre de contrôles, on renforce la confiance des exploitants dans les contrôleurs. Il ne faut pas renforcer les effectifs de l'Office de l'agriculture et de la nature, mais les réduire.

Réponse du Conseil-exécutif

Remarques générales

La crédibilité et l'efficacité de la politique agricole dépendent aussi de la transparence et de la simplicité avec lesquelles celle-ci est mise en œuvre. Dans le cadre de la procédure de consultation sur la Politique agricole 2014-2017 (PA 14-17), le Conseil-exécutif avait par conséquent déjà indiqué que la Confédération devrait s'assurer que le passage au nouveau système de paiements directs n'augmente pas le volume de travail administratif des exploitants et des cantons. En outre, dans sa prise de position rédigée pour l'audition relative au train d'ordonnances sur la PA 14-17, la Direction de l'économie publique avait signalé à la Confédération que les nouvelles conditions compliqueraient considérablement les travaux administratifs, notamment les contrôles, et lui avait demandé de procéder à des simplifications. Or, force est de constater que la Confédération n'a pas effectué de modifications essentielles en la matière.

Le canton de Berne a été le premier à séparer les contrôles de l'échelon administratif. Lorsqu'une délégation des contrôles est judicieuse et légale, il confie ces derniers à des organismes accrédités privés au moyen de conventions de prestations. En revanche, la haute surveillance prévue par la loi doit impérativement être effectuée par le canton. Les autorités d'exécution cantonales sont tenues de veiller au respect des dispositions contractuelles et des prescriptions fédérales relatives à l'exécution des contrôles.

Points 1 et 2 :

Les deux premières requêtes de la motion relèvent de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Dans ce cas, le Conseil-exécutif dispose d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités de réalisation du mandat. C'est lui qui décide en dernier ressort. Comme indiqué en introduction, le Conseil-exécutif soutient en principe les efforts de simplification des travaux administratifs dans le cadre de la PA 14-17. Toutefois, les conditions générales sont fixées par la Confédération. L'ordonnance fédérale sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles (ordonnance sur la coordination des contrôles ; OC-CEA ; RS 910.15) est déterminante en la matière. L'Office de l'agriculture et de la nature (OAN) veille à assurer une coordination aussi efficace que possible des contrôles dans le cadre des prescriptions fédérales. Il poursuivra ces efforts durant la mise en œuvre de la PA 2014-2017 et maintiendra son engagement auprès de la Confédération en faveur de meilleures conditions générales. Le Conseil-exécutif propose par conséquent d'adopter les deux premiers points de la motion sous forme de postulat et de les classer.

Point 3 :

La grande majorité des dispositions que l'OAN applique sont édictées par la Confédération. Ce dernier ne dispose donc que d'une marge de manœuvre limitée en la matière.

La fréquence des contrôles est déterminée par la Confédération. En principe, les contrôles de droit public ont lieu tous les quatre ans. Les cantons doivent coordonner ces derniers de manière à ce qu'en général, les exploitations ne présentant pas de manquements lors de contrôles antérieurs ne fassent pas l'objet de plus d'un contrôle de base par année civile. L'OAN respecte cette disposition à la lettre. La fréquence des contrôles requise par les motionnaires nécessiterait une modification de la législation fédérale. Ce point de la motion doit donc être rejeté.

Point 4 :

L'OAN a délégué les contrôles – à l'exception de certains d'entre eux relevant du Service vétérinaire – à des organismes accrédités. Il n'assure lui-même que la haute surveillance et la coordination des contrôles prévues par la Confédération. La vulgarisation pour la mise en réseau évoquée par les motionnaires découle également de dispositions fédérales et non cantonales. Ainsi, les coûts de personnel sont essentiellement générés au niveau des organismes de contrôle par des mandats découlant de prescriptions fédérales. L'efficacité du travail du personnel cantonal chargé de la haute surveillance et de la coordination des contrôles est évaluée en permanence. Malgré l'augmentation des contrôles liée à la mise en œuvre de la PA 14-17, les effectifs du personnel employé dans ce domaine n'ont pas augmenté. Ce point de la motion doit par conséquent être rejeté.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Points 1 et 2 : adoption et classement

Points 3 et 4 : rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 32. Motion de M. Knutti, «Moins de bureaucratie dans l'agriculture». Je vous rappelle que nous serons en débat libre, M. Knutti a la parole. Les porte-parole de groupe pourraient s'annoncer. A vous M. Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Nachdem das Parlament die Agrarpolitik 2014–2017 (AP 14–17) verabschiedet hat, sind wir jetzt in einer Umsetzungsphase und ich persönlich habe sehr viele Rückmeldungen von Bauern erhalten, die sagen: Wir sind halt nicht unbedingt Bürokraten, die gern stundenlang Formulare ausfüllen. Mir selber geht es natürlich auch so, aber das interessiert leider niemanden.

Der administrative Aufwand ist in den letzten Jahren in der Landwirtschaft stärker gestiegen. Wenn ich mit meinen Berufskollegen darüber diskutiere, was in unserer Landschaft mit der Bürokratie eigentlich besser wurde, dann werden wir ganz schnell ratlos und merken, dass sich die Natur eigentlich gar nicht gross verändert hat. Egal wie viele Programme, Vernetzungen, Kulturlandschaftsbeiträge, Versorgungssicherheitsbeiträge, Grün- und Streufläche oder ökologische Vernetzung gemacht werden. Ich persönlich habe letzten Frühling an einer Gruppenberatung teilnehmen müssen. Aber auch dann hat sich auf meinem Betrieb nicht viel geändert, ausser zusätzlichen Kosten.

Ich behaupte, dass unsere Landwirte eigentlich selber ganz genau wissen, welche Bewirtschaftung für ihren Betrieb die richtige sein sollte. Das ist natürlich nur ein Wunschenken

von mir. Wir Bauern sind leider ausgeliefert und müssen die Vorgaben erfüllen. Aber eigentlich könnte man Direktzahlungen nach Fläche, ökologischer Ausgleichsfläche, Ackerbau, Sömmerung und Tierhaltung abrechnen und fertig. Ich bin aber trotzdem mit den Antworten des Regierungsrats in den Punkten 1 und 2 zufrieden, nämlich dass der Bund bei der Umstellung auf das neue Direktzahlungssystem darauf hinarbeiten soll, dass für die Bewirtschaftenden kein zusätzlicher Verwaltungsaufwand entsteht. Somit ist Punkt 1 und 2 für mich korrekt. Ich bestreite aber selbstverständlich deren Abschreibung.

Punkt 3 ziehe ich zurück. Er sollte aber dringend auf Bundesebene angegangen werden. Ebenfalls ziehe ich Punkt 4 zurück. Dort sind wir uns in der Formulierung noch nicht ganz einig. Ich muss festhalten, dass man bei der Umstellung der Agrardatenerhebung in meiner Motionsantwort sagte, durch die elektronische Erfassung werde es eine grosse Arbeitserleichterung geben und der Aufwand in den Fachabteilungen der Verwaltung werde reduziert. Wie gesagt, Punkt 1 und 2 erhalte ich aufrecht, wie der Regierungsrat empfiehlt. Danke für die Unterstützung.

La présidente. Je n'ai encore pas de porte-parole de groupe. M. Reinhard pour le PLR. J'ai bien compris M. Knutti, vous avez retiré les points 3 et 4 et vous contestez le classement des points 1 et 2? – M. Reinhard, c'est à vous.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR). Wir haben von der FDP eine grosse Sympathie für diesen Vorstoss, aber für uns ist der Titel eigentlich viel zu lang. Der Titel «weniger Bürokratie» wäre nämlich ausreichend. Bei der Antwort des Regierungsrats spürt man auch eine gewisse Zurückhaltung. Er strebt nämlich nicht an, unnötige Bürokratie aufkommen zu lassen. Aber wir sehen es gleich wie Kollega Knutti: Punkt 1 und 2 sollte man die annehmen ohne sie abzuschreiben. Wir sind mit einer gewissen Kontrolltätigkeit einverstanden. Mit einer Kontrolle stellt man nämlich auch sicher, dass nicht eingehaltene Vorgaben irgendwann ans Licht kommen. Doch diese Kontrollen sollten, wie gesagt, mit gesundem Menschenverstand vorgenommen werden. Wenn man beispielsweise merkt, dass ein Betrieb gut arbeitet, dann muss man dort nicht viele Kontrollen machen und bei einem schlecht arbeitenden Betrieb mehr und nicht etwa umgekehrt. Wir sehen das auch wie mein Vorredner: Punkt 1 und 2 nehmen wir an, ohne Abschreibung.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Seitens der EVP-Fraktion haben wir grundsätzlich Verständnis für das Anliegen des Motionärs, der den administrativen Aufwand für die Landwirtschaftsbetriebe möglichst gering halten möchte. Wir verstehen, dass Kontrollen die Betroffenen verunsichern und zeitaufwendig sind. Das Anliegen, Kontrollen möglichst zu optimieren und auf ein Minimum zu beschränken, können wir gut nachvollziehen. Andererseits ist aber völlig klar, dass regelmässige Kontrollen die notwendige Transparenz bringen und damit auch die Glaubwürdigkeit der Landwirtschaftspolitik des Bundes stützen. Ich erinnere daran, dass in der Bevölkerung manchmal auch Vorbehalte gegen diese Direktzahlungen geäussert werden. Längst nicht alle Leute haben Verständnis für dieses wichtige Instrument der eidgenössischen Landwirtschaftspolitik. Solchen Vorbehalten

gegen Direktzahlungen kann mit dem Hinweis auf die regelmässigen Kontrollen gut entgegnet werden. Somit gibt es, auch aus Sicht der Landwirtschaftsbetriebe, gute Gründe für regelmässigen Kontrollen. Wir anerkennen die Bemühungen der Regierung, die Auflagen des Bundes im Bereich der Landwirtschaft möglichst effizient auszuführen. Wir werden darum die beiden verbliebenen Punkte dieser Motion auch als erfüllt abschreiben.

Christian von Känel, La Lenk (UDC). Mit der neuen AP 14–17 ist der administrative Aufwand stark angestiegen. Statt produzierende Landwirtschaft, ist die AP neu ökologisiert worden. Das bedeutet für uns Bauernfamilien einen sehr grossen administrativen Aufwand. Im Nationalrat wurden zwei Motionen eingereicht, um administrative Auswüchse zu stoppen, die Auflagen zu Lasten der Landwirtschaft generell zu reduzieren, das Direktzahlungssystem zu vereinfachen und die Kontrollverfahren zu straffen. Deswegen ist für uns wichtig, dass wir als grösster Agrarkanton auch aktiv mithelfen, die ganze Bürokratie herunterzufahren, die Kontrollen in den Landwirtschaftsbetrieben zu optimieren und sie auf ein Minimum zu beschränken. Aus diesen Gründen stellt die SVP-Fraktion einstimmig den Antrag, Punkt 1 und 2 dieser Motion anzunehmen. Zudem fordern wir den Regierungsrat auf, weiter aktiv mitzuhelfen, den administrativen Aufwand zu reduzieren. Aus diesem Grund stellen wir zusätzlich den Antrag, die Motion eben nicht abzuschreiben. Ich hoffe, dass Sie uns unterstützen können.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Der Regierungsrat wird hier aufgefordert, den administrativen Aufwand in der Landwirtschaft zu reduzieren. Das ist eine Herzensangelegenheit, sicher für alle Bäuerinnen und Bauern. Ich würde diese Forderung hundertprozentig unterstützen, und der Titel der Motion ist mir ausserordentlich sympathisch. Als Kantonsparlament haben wir aber leider nur beschränkten Einfluss auf die bürokratischen Abläufe und Kontrollorgane. Bekanntlich wird die Landwirtschaftspolitik vor allem auf Bundesebene definiert. Das heisst, dass Kontrollintervalle bei den meisten Kontrollen Bundessache sind und wegen den unzähligen Labels ein ganzer Strauss von Kontrollen anfallen. Die BDP-Fraktion unterstützt die Punkte 1 und 2 der Motion. Die Punkte 3 und 4 wurden ja zurückgezogen.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Ich habe noch nicht ganz verstanden, weshalb wir hier eine freie Debatte führen und vorher eine reduzierte. Für mich ist das Ganze noch wahnsinnig undurchsichtig. Ich hoffe, dass das Ratsbüro und der Grosse Rat einmal bereit sein werden, diese Regelungen zu ändern. Die SP-JUSO-PSA Fraktion hat absolut keine Mühe mit dem Antrag des Regierungsrats. Wir werden ihm folgen und wir sind insbesondere auch glücklich, dass Punkt 4 zurückgezogen wurde. Herr Rösti hat vorhin dem LANAT den Auftrag gegeben, mit zahlreichen Organisationen die Umsetzung abzuchecken, und gleichzeitig wollen Sie noch die Anzahl der Verwaltungsangestellten herunterfahren. Das geht für mich nicht ganz auf. Also ich glaube, diese Leute braucht man dort. Aber der Vorstoss wurde ja in diesem Punkt zurückgezogen. Daher besteht kein Problem, wir stimmen, wie es der Regierungsrat empfiehlt.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). Heute Abend wird viel «gebaut», daher kann ich bereits wieder hier vorne sprechen. Als ich diese Motion gelesen habe, «Weniger Bürokratie in der Landwirtschaft», dachte ich zuerst einmal: Ah, super, für mich als Bauer weniger Bürokratie! Nun kommen sicher gute Ideen, wie man diesen Aufwand abbauen kann. Leider wurde ich enttäuscht. Es kamen keine Vorschläge, sondern nur pauschale Forderungen, wie das Reduzieren der Anzahl von Verwaltungsangestellten. Solche Forderungen erinnern mich ein bisschen an Politiker, die fordern, man solle doch die Anzahl Bauern reduzieren, dann habe man den Verwaltungsaufwand auch gleich reduziert. Ich halte nichts von solchen Forderungen. Was die Anzahl Kontrollen betrifft, muss man festhalten, dass ein grosser Teil der Kontrollen in der Landwirtschaft nicht von Bund oder Kanton gefordert sind, sondern erst dann anfallen, wenn man für einen Grossverteiler zu produzieren beginnt. Wenn man SwissGAP Label-Anforderungen erfüllen muss, dann kommen wirklich viele Kontrollen. Mein Bio-Betrieb zum Beispiel wird einmal pro Jahr kontrolliert und das finde ich auch gut. Darum sind wir von den Grünen froh, dass die Punkte 3 und 4 zurückgezogen wurden. Die Punkte 1 und 2 werden wir annehmen und könnten auch damit leben, wenn sie nicht abgeschrieben würden. Für gute Ideen, wie man den administrativen Aufwand in der Landwirtschaft minimieren oder zumindest ein bisschen reduzieren und Kontrollen optimieren kann, sind wir immer offen.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Wir haben es immer wieder gehört, es geht um Aufwände. Aber es sind nicht nur die Aufwände, die von den Landwirten betrieben werden. Es ist nämlich auch der Aufwand des Steuerzahlers, der mit seinen Subventionen etwas zur Verfügung stellt, mit dem etwas produziert werden muss und das einem gewissen Qualitätsstandard entsprechen soll. Für uns ist es eine Selbstverständlichkeit, dass die Bürokratie nicht zu hoch ausfallen darf. Das ist logisch und das sehen wir auch so. Doch hier steht explizit auch, dass die Kontrollen auf ein Minimum heruntergesetzt werden. Ich denke da insbesondere an den Bereich Tierschutz. Wir haben erst gerade wieder Fälle bei der Schweinezucht gehabt, die in der Presse erschienen sind und wo wir sagen mussten: Ja gut, also da können wir nicht dahinter stehen! Da hätte es mehr Kontrollen gebraucht! Auch über die Landwirtschaftsstrategie 14–17 wurde gesprochen. Sie stellt vor allem zwei Aspekte ins Zentrum: Biodiversität zum einen und Qualität zum anderen. Daran wollen wir uns orientieren und das ist für uns eine Kernbotschaft. Alles in allem können wir uns aus diesen Gründen der Empfehlung des Regierungsrats anschliessen und werden uns dementsprechend entscheiden.

La présidente. Y-a-t-il encore des porte-parole de groupe? – Ce n'est pas le cas. Des intervenants à titre personnel? – M. Schlup de l'UDC.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Meine Vorredner haben von den Kontrollen gesprochen. Klar, wir haben nichts gegen Kontrollen, wenn sie sinnvoll sind. Es ist auch unser Anliegen, dass wir Qualität produzieren. Aber ich möchte Ihnen doch schnell an zwei Beispielen sagen, was man kontrolliert. Manchmal müsste man nicht fragen, wie oft man

kontrolliert, sondern was wir eigentlich kontrollieren wollen. Diese Woche habe ich zum Beispiel in einer E-Mail gelesen, dass man nun bald zwei Nährstoffbilanzen machen muss. Ich habe überhaupt nichts dagegen, wenn ich eine Nährstoffbilanz machen muss. Das mache ich schon seit 30 Jahren auf meinem Betrieb. Ich will ja wissen, ob ich meine Nährstoffe sinnvoll einsetze. Aber es soll mir jemand sagen, weshalb ich nun zwei machen soll. Für mich ist ja wichtig, dass ich plane, wo ich diesen Dünger einsetzen will. Ich schreibe alles auf und es ist mir auch klar, dass all das kontrolliert wird. Das ist für mich eigentlich gut, aber jede weitere zusätzliche Bilanz bringt mir nur noch mehr Papier und Kontrolltätigkeit.

Das zweite Beispiel: Diesen Frühling hatte ich eine Biodiversitätskontrolle. Ich habe ziemlich viele Hochstammbäume. Sie sind wunderbar für die Vögel. Da habe ich selber auch Freude dran, obwohl sie mehr Arbeit geben. Der Kontrolleur fragte mich, ob ich die vorgeschriebene Anzahl Vogelnester hätte. Ich konnte sie ihm natürlich zeigen. Aber als er mich dann fragte, ob ich sie auch regelmässig putzen würde, habe ich eigentlich keine Antwort mehr gegeben, sondern gedacht, wenn ich im Grossen Rat aufhöre, lasse ich mich dann zum eidgenössisch diplomierten Vogelnestputzer ausbilden. (*Hilarité*)

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Als Mitmotionär wollte ich eigentlich nichts sagen, aber Matthias Burkhalter hat mir einen Steilpass zugespielt, indem er etwas wegen dem beantragten Stellenabbau sagte. Wenn ich heute schaue, dann können wir gut ein paar Stellen abbauen, vielleicht nicht im LANAT selber, aber gerade der Abteilung Naturförderung (ANF). Ich habe den Jahresbericht der ANF gesehen. Für mich ist dieser Jahresbericht zu ausführlich und ich frage mich jeweils, wer diese Jahresberichte liest? Dort könnte man meines Erachtens gut, und nicht nur ein bisschen, einsparen. Dort könnte man ziemlich viel sparen. Punkt 4 der Motion ist ja jetzt zurückgezogen, aber ich werde höchstwahrscheinlich eine Motion einreichen und werde dann vielleicht am besten die Namen der Leute aufführen, die wir beim ANF oder beim LANAT abbauen. Danke. (*Agitation dans la salle*)

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich möchte Ihnen kurz aus der Sicht eines voll produzierenden Landwirts erzählen, was in der Landwirtschaft geschieht. Das ist kein Gejammer, sondern es sind einfach Facts und Tatsachen. Mein Betrieb produziert rund 600 Tonnen Kartoffeln, etwa 150 Tonnen Karotten, 150 Tonnen Getreide und dann haben wir noch einige Kühe und Schweine. Ich will nicht von den Kontrollen sprechen, aber wir machen SwissGap, und wir müssen SwissGap machen. Das gibt vermehrt Kontrollen, damit wir den Konsumentinnen und Konsumenten in Migros und Coop unsere Ware verkaufen können. Es handelt sich um eine Nachverfolgung in jedes Detail hinein. Wir haben draussen ein Büro. Dort sind Hängeregistraturen, fast so, wie in der Staatskanzlei hier in Bern. Das ist das eine. Das andere ist die Realität von 2014. Wir hatten einen sehr nasen Sommer. Rund 150 Tonnen Weizen sind ausgewachsen, mal 15 Franken pro hundert Kilo. Wir sind momentan am Kartoffeln graben. Letzten Freitag haben wir gelesen, dass ihr Preis um 15 Prozent gesunken ist. Das geschah

nicht wegen mir, sondern weil einfach viel zu viel Saatgetreide verkauft wurde, die Branchenorganisationen zu grosse Verträge gemacht haben und es jetzt halt wieder eine etwas bessere Ernte gibt. 15 Prozent auf 600 Tonnen Kartoffeln, letztes Jahr 53 Rappen das Kilo, dieses Jahr 44 Rappen das Kilo! Sie können das selber ausrechnen. Es gibt zusammengezählt etwa 70 000 Franken. Wenn der Milchpreis noch um 5 Rappen heruntergeht, ergibt das noch einmal etwa 30 000 Franken. Voila, nun können Sie herausfinden, was einem produzierenden Bauern heute geschehen kann – und irgendwie nehmen die Kontrollen immer noch mehr zu.

La présidente. Mme Fuhrer à titre personnel. Est-ce que je peux clore la liste des intervenants à titre personnel? – C'est le cas, donc je le fais. A vous Madame.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Ich habe eigentlich nicht vorgesehen zu diesem Geschäft zu sprechen. Ich hatte den Eindruck, wir sind gut in diese Diskussion gestartet und wir sind uns einig, die Punkte 3 und 4 wegzulassen. Die Punkte 1 und 2 werden von fast allen Seiten unterstützt. Die Abschreibung stand noch etwas in Frage, aber vom Grundsatz her war man sich hier im Grossen Rat einig. Wir haben einen grossen administrativen Aufwand und man möchte ihn optimieren und reduzieren.

Während der weiteren Diskussion, hat es mich dann doch etwas gejuckt, und mir scheint, dass die Agrarpolitik 14–17 tatsächlich viele Änderungen mit sich gebracht hat. Sie ist eine grosse Herausforderung für uns Bauern und Bäuerinnen und wir haben viele neue Elemente, neue Leistungen, die wir für die Gesellschaft erbringen können oder dürfen. Damit ist nun auch der Aufwand gewachsen. Wir haben ein System, das tatsächlich langsam auch an seine Grenzen stösst. Wir haben eine Gesellschaft und einen Staat, der die Landwirtschaft unterstützt. Man definiert die Leistungen die man von uns Bauern und Bäuerinnen will und das wird dann auch abgegolten, und das zu Recht. Es muss dann aber auch kontrolliert werden. Aber wie gesagt, das System stösst langsam an Grenzen, und gerade jetzt, bei der Einführung, haben wir wirklich einen grossen Aufwand. Aber man müsste meines Erachtens in diesem Gesellschaftsvertrag eben auch darlegen, was wir machen und wie wir das machen, wofür wir ein Entgelt erhalten. Wie mir scheint, sind wir uns einig. Punkt 1, den administrativen Aufwand zu reduzieren, ist unbestritten. Und dass man die Kontrolle optimieren will, nehme ich an, ist auch klar. Es ist aber auch klar, dass kontrolliert werden muss, wenn man hier eben etwas hat, das man gibt und man etwas dafür bekommt. Von dem her, nehmen wir doch die Punkte 3 und 4 an. In der Abschreibung wird es wohl unterschiedliche Meinungen geben.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich möchte auch hier für die Diskussion und für den Rückzug der Punkte 3 und 4 danken. Wir sprechen somit noch über die Punkte 1 und 2. Für den Regierungsrat und auch für mich persönlich war es immer wichtig, einen einfachen Vollzug dieser Kontrollen zu haben. Wir sind uns vermutlich einig, dass es solche Kontrollen braucht. Das ist ganz im Sinne der Konsumentinnen und Konsumenten,

welche die Kunden der produzierenden Landwirtschaft sind. Auf der andern Seite möchten wir, dass diese Kontrollen möglichst einfach sind.

Sie haben in der Motionsantwort gelesen, dass sich die Volkswirtschaftsdirektion beim Bund immer dafür eingesetzt hat, dass diese Kontrollen möglichst einfach sind und dass insbesondere auch der administrative Aufwand in der Landwirtschaft nicht steigt. Das habe ich auch im aktuellsten Fall, bei der Agrarpolitik 14–17, gemacht. Ich kann Ihnen sagen, es ist nicht immer ganz einfach, mit dieser Forderung auf Bundesebene Gehör zu finden. Dort ist man doch noch etwas weiter von der Landwirtschaft und von der Praxis weg, als das vielleicht bei uns der Fall ist. So gesehen, haben wir bei uns im Kanton auch alles unternommen, um die kantonal bedingten, administrativen Aufwände und Kontrollen so einfach wie möglich zu gestalten. Ich muss hier aber auch sagen, dass Verschiedenes von dem, was zum Teil in der Landwirtschaft nicht so positiv ankommt, auf Bundesebene entschieden wird und wir dort als Kanton im Vollzug natürlich keinen Spielraum haben. Vielmehr müssen wir die in der Bundesgesetzgebung definierten Spielregeln korrekt umsetzen. Was kantonal bedingt ist, können wir aber beeinflussen. Werte Grossratsmitglieder, ich lege meine Hand dafür ins Feuer, dass wir dort den Aufwand möglichst gering halten und die Administration auch nicht überborden lassen.

Nun verbleibt noch die Frage der Abschreibung dieser ersten zwei Punkte. Dazu muss ich Ihnen einfach sagen, dass es sich um eine Daueraufgabe handelt. Ich erwarte von meinem Amt und von meinen zuständigen Mitarbeitenden fortwährend, dass sie dafür sorgen, dass der administrative Aufwand eben nicht zu hoch wird und dass keine unnötigen Kontrollen gemacht werden. Deswegen ist es für mich ein bisschen schwierig, wenn der Grosse Rat diese Motion nicht abschreibt. Dann bleibt diese Motion einfach hängig und es stellt sich die Frage, bei welchem Geschäftsbericht – 2016 oder 2017 – wir diese Motion dann doch abschreiben müssen, obwohl diese Daueraufgabe eigentlich weiterhin besteht. Deswegen lade ich den Grossen Rat doch ein, der Abschreibung in diesen beiden Punkten zuzustimmen, denn sonst ist für uns eben nicht klar, welche Meinungsäusserung der Grosse Rat gemacht hat. Ich verbürge mich dafür, dass wir diese Daueraufgabe ernst nehmen und weiterhin den Aufwand möglichst gering halten, auch wenn diese Motion abgeschrieben wird.

La présidente. Est-ce que le motionnaire veut encore une fois la parole? – Non. Nous passons tout de suite au vote. Nous votons seulement sur les points 1 et 2 et sur le classement. Tout d'abord, ceux qui acceptent le point 1 en tant que motion votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption	
Oui	136
Non	0
Abstentions	3

La présidente. Vous avez accepté ce point 1 en tant que motion. Nous passons au classement de ce point. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	56
Non	79
Abstentions	3

La présidente. Vous avez refusé ce classement. Nous passons au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 en tant que motion votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption	
Oui	129
Non	4
Abstentions	4

La présidente. Vous avez accepté ce point 2. Nous passons donc au classement. Ceux qui acceptent le classement de ce point 2 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Rejet	
Oui	56
Non	80
Abstentions	3

La présidente. Vous avez refusé le classement. Nous avons donc fini avec la Direction de l'économie publique. Comme je vous l'ai annoncé hier, M. Rickenbacher a l'obligeance de remplacer Mme Simon qui est malade. Nous passons tout de suite à la Direction des finances, à l'affaire 35.

Affaire 2013.RRGR.1349

N° de l'intervention:	005-2014
Type d'intervention:	Motion
Déposée le:	17.12.2013
Déposée par:	Bühler (Cortébert, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	818/2014 du 18 juin 2014
Direction:	FIN

Le canton de Berne impose les frontaliers à la source

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes :

1. Procéder à une concertation rapide avec les cantons concernés par l'accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers du 11 avril 1983, afin de déterminer quels cantons envisagent de changer de système pour passer à une imposition à la source.
2. Prendre les mesures utiles afin que le canton de Berne impose dès que possible à la source les travailleurs frontaliers engagés dans des entreprises implantées sur le territoire bernois.

Développement

En Suisse, les frontaliers français sont imposés dans leur pays d'origine, sauf dans le canton de Genève, qui applique l'imposition à la source. Seule une part de la masse salariale de ces travailleuses et travailleurs est rétrocédée par la France à la Suisse dans le cadre d'un accord datant de 1983. Le canton de Berne, quant à lui, partage ces montants avec les communes concernées, notamment dans le Jura bernois et la région biennoise.

Des tensions politiques et économiques considérables existent à l'heure actuelle entre la France et la Suisse. Aux abois sur le plan financier, la France met sous pression la Suisse, que ce soit en imposant unilatéralement le régime de la sécurité sociale aux frontaliers, ou encore avec un accord sur les successions qui bat en brèche des principes du droit fiscal international au seul profit des finances publiques françaises. Par ailleurs, la France n'a pas encore rétrocédé à ce jour les montants échus pour 2012, qui auraient pourtant dû être payés au 30 juin 2013.

Avec le système d'imposition appliqué aux frontaliers, les cantons et communes suisses ne touchent qu'une maigre partie des revenus auxquels ils auraient droit s'ils appliquaient le système d'imposition à la source, comme le fait déjà le canton de Genève. A l'heure où le canton de Vaud envisage, selon la déclaration de son Conseiller d'Etat en charge des finances Pascal Broulis (Le Temps, 04.12.2013), d'appliquer lui aussi le système d'imposition des frontaliers à la source, et où une initiative populaire allant dans ce sens est pendante dans le canton du Jura, il apparaît opportun pour le canton de Berne d'agir dans le même sens.

Les recettes supplémentaires pour les caisses cantonales et communales seraient bienvenues et ne prêteraient en aucune façon la compétitivité fiscale du canton.

Réponse du Conseil-exécutif

L'accord du 11 avril 1983, qui a été conclu entre le Conseil fédéral, agissant au nom des cantons de Berne, Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Vaud, Neuchâtel et Jura, et le gouvernement de la République française et qui a été approuvé par les cantons concernés, prévoit que les salaires des travailleurs frontaliers sont imposables dans l'Etat où ils sont résidents moyennant une compensation financière de 4,5% de la masse salariale brute versée par l'Etat de résidence à l'autre Etat. Cette disposition s'applique aux frontaliers qui résident en France et travaillent en Suisse et vice versa⁵.

L'auteur de la motion voudrait que le canton de Berne examine, en concertation avec les autres cantons concernés, l'éventualité d'une dénonciation de cet accord et instaure l'imposition à la source des frontaliers⁶.

La même proposition a également été faite au Conseil fédéral (heure des questions au Conseil national, septembre 2013; objet [n° 13.54.19](#)). Dans sa réponse du 23 septembre 2013, le Conseil fédéral a souligné, à juste titre, la complexité des relations fiscales de la Suisse et de la France, en particulier dans la zone frontalière. La Suisse a également conclu des conventions relatives à l'imposition des frontaliers avec d'autres Etats voisins: elles ont été élaborées selon des modèles variés, afin de tenir compte des particularités régionales.

Le 12 décembre 2013, un conseiller national a déposé le postulat « Imposition des frontaliers » (objet [n° 13.4169](#)), qui charge le Conseil fédéral d'exposer dans un rapport les révisions qui s'imposent en matière d'imposition des frontaliers en Suisse. Dans son avis du 12 février 2014, le Conseil fédéral a rappelé qu'il a adopté, le 13 décembre 2013, un rapport sur le traitement fiscal des travailleurs frontaliers actifs en Suisse⁷. Le rapport a été établi en réponse au postulat « Imposition à la source des frontaliers. Reversement des recettes fiscales » (objet [n° 11.3607](#)), déposé par le conseiller national Meinrado Robbiani, et expose dans le détail le traitement fiscal des travailleurs frontaliers actifs en Suisse. Dans ce rapport, le Conseil fédéral constate que les accords concernant l'imposition des travailleurs frontaliers conclus par la Suisse avec les Etats limitrophes tiennent compte du contexte spécifique des relations transfrontalières avec chacun des pays concernés. Les règles différenciées sont le résultat de développements historiques des relations bilatérales économiques et commerciales dans les régions de frontière et seraient donc légitimées. Toutes les solutions retenues sont le fruit de compromis historiques et reflètent des particularités régionales. Le Conseil fédéral est de l'avis que les diverses règles adoptées sont importantes et qu'elles contribuent au développement et à la prospérité des cantons de frontière et des zones limitrophes. Il estime qu'il est néanmoins important de veiller à ce que ces solutions soient mises à jour si les conditions générales devaient changer.

En ce qui concerne les relations avec l'Italie, le Conseil fédéral a adopté, le 29 août 2012, un mandat qui prévoit l'ouverture de discussions au sujet de la convention relative à l'imposition des frontaliers.

Pour ce qui est de l'accord franco-suisse, le Conseil fédéral n'a pris aucune disposition à ce jour. Du point de vue du canton de Berne, il n'y a pas de motif de réviser l'accord franco-suisse pour le moment.

⁶ Dans le développement de sa motion, le motionnaire se réfère aux déclarations du ministre vaudois des Finances, Pascal Broulis, publiées dans un article du journal « Le Temps » du 4 décembre 2013. Selon lui, le canton de Vaud compte instaurer l'imposition à la source des frontaliers. Mais cela n'est pas exact. Le canton de Vaud veut seulement exclure de l'accord franco-suisse toute personne qui habite à plus d'une heure et demie de son lieu de travail en Suisse (cf. article paru dans « Le Temps » du 04.12.2013: <http://www.rts.ch/info/regions/vald/5425236-replique-de-pascal-broulis-aux-critiques-francaises-sur-les-frontaliers.html>).

⁷ Voir [communiqué de presse du DFF du 13.12.2013](#).

⁵ [Teneur de l'accord](#).

Proposition du Conseil-exécutif:
Rejet

La présidente. Motion de M. Bühler, «Le canton de Berne impose les frontaliers à la source». M. Bühler retire cette motion, mais il ne fait pas de déclaration. Cette motion est retirée sans déclaration.

Affaire 2014.RRGR.59

N° de l'intervention: 023-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.01.2014
Déposée par: Kohli (Berne, PBD) (porte-parole)
Imboden (Berne, Les Verts)
Cosignataires: 10
N° d'ACE: 815/2014 du 18 juin 2014
Direction: FIN

Plus de femmes aux postes de cadre

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter les bases légales (lois, ordonnances etc.) afin que les développements suivants soient possibles :

1. D'ici à l'an 2020, dans les entreprises et institutions dans lesquelles le canton est engagé financièrement et juridiquement de manière pertinente, les femmes soient représentées à 35 pour cent au moins dans les organes dirigeants supérieurs.
2. La promotion de l'égalité doit être ajoutée aux tâches incombant aux représentants et représentantes du canton (au sens de l'ordonnance du 24 août 1994)⁸ au sein des conseils d'administration, des conseils de fondation etc.
3. Il faut garantir qu'à moyen terme, il y ait une part d'au moins 40 pour cent de femmes parmi les cadres supérieurs de l'administration cantonale (classe de traitement 24 à 30). Cet objectif peut être atteint selon des étapes clairement définies (35% en quatre ans, 40% en huit ans), ou alors selon un objectif assigné pour le recrutement.

Développement

Dans l'administration cantonale et dans les établissements parapublics, les femmes sont très nettement sous-représentées dans les organes dirigeants, alors que l'on ne saurait contester qu'elles sont titulaires désormais d'excellentes formations et de bonnes qualifications professionnelles.

A propos du controlling des participations du canton de Berne,⁹ la liste des représentants et représentantes du canton par entreprise et par forme juridique montre que les sociétés anonymes et les établissements de droit public comptent un tiers de femmes pour 100 mandats (état : sep-

tembre 2012)¹⁰. On ne sait pas quelle est la part de femmes dans les sociétés anonymes et les établissements de droit public dont le canton est actionnaire majoritaire et quelle sorte de promotion de l'égalité y est assurée. Parmi les cadres supérieurs de BKW (le canton y est actionnaire majoritaire), on compte quatre femmes sur 85 postes, ce que la nouvelle cheffe de BKW se propose de changer (BZ 22.3.2013).

La Confédération a introduit un quota de femmes depuis le début de l'année 2014. Ce quota s'applique aux conseils d'administration et aux organes dirigeants supérieurs de 24 entreprises proches de la Confédération, des CFF à la SUVA en passant par l'Hôtel Bellevue, qui appartient à la Confédération. Il s'agit là d'organes dont les membres sont élus par le Conseil fédéral, qui se donne jusqu'en 2020 pour la mise en œuvre. Concrètement, il s'efforcera de cibler 30 pour cent quand il faut recruter. Si l'un des membres du Conseil fédéral propose néanmoins la candidature d'un homme alors que la proportion de femmes est insuffisante, il devra motiver sa proposition. Cela signifie que dans les organes où la part des femmes est trop faible, les candidatures féminines auront la préférence.

Selon les indicateurs relatifs au personnel de 2012, le personnel de l'administration cantonale compte une proportion de femmes de 47,9 pour cent. Alors qu'il y a 53 pour cent de femmes parmi le personnel sans fonction de cadre, le pourcentage est de 44.1 parmi les cadres inférieurs (classe 19-23). Parmi les cadres supérieurs (classe 24 à 30), la proportion de femmes est de 30.4 pour cent.¹¹

Réponse du Conseil-exécutif

Il est vrai que les femmes sont nettement sous-représentées dans les organes dirigeants alors que leur niveau de formation est aujourd'hui meilleur que jamais et que les universités comptent depuis longtemps une majorité d'étudiantes. Il est donc judicieux, y compris du point de vue économique, de maintenir dans le monde du travail des femmes qui ont suivi de longues et coûteuses formations et qui possèdent des diplômes de haute valeur, et de les employer à des postes de cadre. Le manque de personnel qualifié qui devrait résulter du changement démographique et le débat actuel sur l'immigration confèrent encore davantage de poids à cet argument. Le marché du travail va ainsi avoir de plus en plus besoin de femmes qualifiées et motivées que l'on trouve jusqu'à présent trop rarement à des postes élevés. Il est par conséquent d'autant plus important pour le canton de Berne d'être à l'avenir considéré comme un employeur attractif en particulier aussi par les femmes.

⁸ Ordonnance du 24 août 1994 sur les représentants et les représentantes du canton (RSB 153.15)

⁹ <http://www.fin.be.ch/fin/fr/index/finanzen/finanzen/beteiligungen.html>

¹⁰ Sociétés anonymes, fondations de droit public selon le controlling des participations du canton : BCBE, BEDAG, NKW, ALPAR, BLOS, BOB, RBS, CJ, MOB, Aare Seeland Mobil, STI, CHR, GVO, Université HES etc.

<http://www.fin.be.ch/fin/fr/index/finanzen/finanzen/beteiligungen.assetref/content/dam/documents/FIN/GS/fr/beteiligungen-liste-kantonsvertreter.pdf>

<http://www.fin.be.ch/fin/de/index/personal/anstellungsbedingungen/statistik.assetref/content/dam/documents/FIN/PA/de/geschlechterverteilung.pdf>

¹¹ <http://www.fin.be.ch/fin/de/index/personal/anstellungsbedingungen/statistik.assetref/content/dam/documents/FIN/PA/de/geschlechterverteilung.pdf>

Le Conseil-exécutif s'est exprimé à plusieurs reprises sur les thèmes abordés dans la motion, par exemple dans ses réponses

- à la motion 233/2004 Widmer, Berne (AVeS), « Représentation des femmes dans les organes stratégiques des entreprises et institutions dont le canton est actionnaire »,
- à l'interpellation 126/2007 Käser, Meienried (PS-JS), « Application rigoureuse du principe de l'égalité des chances »,
- à l'interpellation 002/2009 Balli-Straub, Langenthal (PS-JS), « Conseils d'administration : augmenter la représentation féminine »,
- à la motion 208-2009 Balli-Straub, Langenthal (PS-JS), « Augmentation de la représentation féminine dans les conseils d'administration »,
- au postulat 242-2011 Imboden, Berne (Les Verts), « Plus de femmes à la tête de l'économie bernoise », et
- à la motion 177-2012 Imboden, Berne (Les Verts), « Planification de la législature 2014 - 2017: plus de femmes aux postes à responsabilité ».

Point 1

Le canton ne dispose que de possibilités limitées pour réaliser cette exigence dans les institutions et les sociétés dans lesquelles il détient une participation. Il n'existe à l'heure actuelle pas de base légale à ce sujet et pour en créer, il faudrait d'abord déterminer de façon systématique la marge de manœuvre disponible au plan juridique. Sans oublier que les sociétés dans lesquelles le canton détient une participation sont pour la plupart des sociétés anonymes de droit privé régies par le Code des obligations.

Le Conseil-exécutif peut influencer directement là où le canton est représenté dans le conseil d'administration ou bien là où le Conseil-exécutif joue, directement ou indirectement (via l'assemblée générale), le rôle d'autorité de nomination des organes supérieurs de direction stratégique. Il y a bien longtemps que le Conseil-exécutif s'investit pour une répartition équitable des sexes lors des nominations. Le principe de l'égalité des chances entre hommes et femmes est également stipulé dans le profil d'exigences standard applicable aux membres des conseils d'administration et de fondation ainsi que dans les profils d'exigences spécifiques aux entreprises.

Ci-après, l'évaluation actualisée de la liste des représentantes et représentants du canton et des personnes nommées par le Conseil-exécutif en qualité d'autorité de nomination indique comment a évolué la répartition entre les sexes parmi les personnes directement nommées par le Conseil-exécutif entre 2005 et 2012 (voir aussi la réponse du Conseil-exécutif à l'interpellation 002/2009 Balli-Straub).

	Mars 2015	Mars 2009	Sept. 2012	Changement entre 2009 et 2012 (en %)
Institutions enregistrées	38	76	77	+1
Personnes enregistrées	80	230	268	+17
dont femmes	19	74	100	+35

dont hommes	61	156	168	+8
Proportion de femmes (en)	24	32		+16

La part des femmes dans des organes de direction stratégique a clairement progressé depuis 2005 (24%) et atteignait en 2012 le niveau tout à fait réjouissant de 37 pour cent. La répartition équilibrée des sexes n'est toutefois pas encore réalisée notamment dans certaines sociétés anonymes¹². Ainsi à la fin de l'année 2013, la proportion de femmes au conseil d'administration de BKW SA était-elle de 15 pour cent, au conseil d'administration de BLS SA, de 22 pour cent, de Bedag Informatique SA, de 14 pour cent et de la Banque cantonale bernoise SA de 12,5 pour cent (avec l'assemblée générale de 2014 la part de femmes devrait passer à 22%). Le Conseil-exécutif va poursuivre ses efforts pour que les sexes soient équitablement représentés dans les organes dirigeants de ces sociétés aussi. Mais comme il l'a déjà indiqué dans sa réponse à la motion 208-2009 Balli-Straub, le Conseil-exécutif estime que ce qui est déterminant pour siéger dans un tel organe, c'est surtout que le candidat ou la candidate dispose des qualifications requises aux plans personnel et professionnel. Selon lui, les organes stratégiques doivent être composés de manière à réunir les aptitudes et connaissances nécessaires à la conduite de l'entreprise et de l'institution. A ses yeux, un système rigide de quotas ne serait donc guère efficace. Le Conseil-exécutif reconnaît toutefois la persistance d'une nécessité d'agir et propose par conséquent l'adoption du point 1 de la motion sous forme de postulat.

Point 2

Le Conseil-exécutif a ordonnée le 15 janvier 2014 l'examen de l'indemnisation des représentants et représentantes cantonaux. Parmi les bases légales on trouve en particulier l'ordonnance du 24 août 1994 sur les représentants et les représentantes du canton (RSB 153.15). Le Conseil-exécutif est prêt à examiner, dans le cadre de ces travaux, si la demande exprimée dans la présente motion peut être mise en œuvre dans le même projet de révision, et alors dans quelle mesure. Aussi propose-t-il l'adoption du point 2 sous forme de postulat.

Point 3

Chez les cadres supérieurs de l'administration cantonale (classes de traitement 24 à 30) la proportion de femmes est passée de 23,4 pour cent en 2007 à 31,3 pour cent en 2013, augmentant ainsi de 8 points de pourcentage. En moyenne, la proportion de femmes a augmenté de 1,3 point de pourcentage par an. Vu l'évolution démographique et sociale du canton, le Conseil-exécutif part du principe que cette augmentation va se poursuivre. Si la proportion de femmes progresse de 1,3 point de pourcentage par an en moyenne, la part d'au moins 40 pour cent demandée par les auteurs de la motion devrait être atteinte en sept ans. Une proportion de femmes de 35 pour cent - comme elle est par exemple exigée aujourd'hui dans l'administration municipale

¹² A l'exception des centres hospitaliers régionaux, la liste ne contient que les représentants cantonaux directement nommés par le Conseil-exécutif, mais pas les autres membres du conseil d'administration nommés par l'assemblée générale.

de la ville de Berne - serait déjà atteinte en 2016 dans l'administration cantonale, si la progression actuelle se poursuivait telle quelle.

Une progression de la proportion de femmes parmi les cadres supérieurs ne peut résulter que des fluctuations naturelles. Etant donné que celles-ci sont en général plus faibles parmi les cadres supérieurs, il faudra donc davantage de temps pour augmenter la proportion de femmes. Fixer un objectif chiffré représenterait un signal négatif pour les personnes qui, en interne, pourraient assurer la relève des cadres, puisque leur plan de carrière dépendrait désormais davantage de critères formels plutôt que de leurs performances. Le Conseil-exécutif estime quant à lui que le critère prioritaire présidant au choix d'une personne pour pourvoir un poste de cadre vacant concerne ses performances et non son sexe. On sait par ailleurs d'expérience que peu ou pas de femmes se portent candidates à des postes de cadre, surtout dans des domaines techniques.

Comme il l'a déjà mentionné à plusieurs reprises, le Conseil-exécutif est favorable à une représentation équilibrée des deux sexes dans toutes les fonctions de l'administration cantonale. L'arrêté du Conseil-exécutif n° 1884 du 16 juin 2004 "Directives sur l'intégration de la perspective de l'égalité dans la politique du personnel du canton de Berne (Directives sur l'égalité)" affirme expressément le principe suivant : « A qualifications équivalentes, l'unité d'organisation engage le candidat ou la candidate du sexe sous-représenté. » Les unités administratives sont responsables de l'application des directives sur l'égalité. Il est par conséquent aussi de leur devoir de respecter le principe de l'équilibre entre les sexes.

Pour le Conseil-exécutif il est important qu'une bonne mixité règne parmi les cadres car ce facteur joue un grand rôle dans le succès d'une organisation. Différentes mesures ont par conséquent déjà été prises dans l'administration cantonale pour faciliter l'accès des femmes aux fonctions de cadre et pour leur permettre de mieux concilier activité professionnelle, vie de famille et les autres domaines de la vie. Citons par exemple des modèles d'horaires de travail souples et des possibilités de travail à temps partiel ou à domicile. Ces mesures portent déjà leurs fruits: fin 2013, plus de 64 pour cent des femmes cadres supérieurs de l'administration cantonale (classes de traitement 24 à 30) travaillaient à temps partiel.

Le Conseil-exécutif s'efforce de continuer à augmenter la proportion de femmes parmi les cadres supérieurs de l'administration cantonale et d'exploiter le potentiel des femmes hautement qualifiées. Il est prêt à rendre à nouveau les Directions et la Chancellerie d'Etat attentives au respect des directives sur l'égalité et à exiger qu'elles intensifient le recrutement de femmes. Lorsque le contexte le permet et que le poste s'y prête, les postes doivent en outre être mis au concours pour une occupation à temps partielle. Le Conseil-exécutif propose donc l'adoption du point 3 de la motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption sous forme de postulat

La présidente. Nous passons à l'affaire 36. Motion de Mme Kohli, «Plus de femmes aux postes de cadre». Mme Kohli je

vous prie de vous annoncer et je vous signale que l'on est en débat réduit. Merci Madame, c'est à vous.

Vania Kohli, Berne (PBD). Je ne suis pas connue pour avoir des longs débats. Zu Punkt 1: Es ist erfreulich, dass unsere Forderung in Bezug auf den Frauenanteil in den strategischen Führungsgremien schon 2012 mit 37 Prozent überschritten wurde. Allerdings habe ich diese Verwaltungsräte noch nachgerechnet und bin nicht auf so optimistische Zahlen gekommen, wie der Regierungsrat. Aber immerhin, die Entwicklung zeigt in die richtige Richtung. Wir sind auch der Ansicht, dass die notwendigen Qualifikationen für ein solches Amt primär entscheidend sind. Aber heute gibt es immer mehr solche qualifizierten und motivierten Frauen. Ebenfalls erfreulich ist, dass der Regierungsrat bereit ist zu prüfen, ob unsere Forderung unter Punkt 2 im Rahmen einer Verordnungsrevision einbezogen werden kann. Nun zu Punkt 3: Dort verlangen wir, dass im oberen Kader der Verwaltung mittelfristig mindestens 40 Prozent Frauen vertreten sein sollen. Hier haben wir bewusst keine Frist gesetzt und sind wie der Regierungsrat zuversichtlich, dass dieses Ziel noch vor 2020 erreicht werden kann. Darum wandeln wir die Motion in ein Postulat um und hoffen, in diesem Rat Unterstützung für dieses wegweisende gesellschaftspolitische Zeichen zu erhalten.

La présidente. Vous avez entendu que la motion a été transformée en postulat. Est-ce que le postulat est contesté? Oui. Mme Imboden, vous parlez en tant que motionnaire? C'est en ordre. Mme Imboden pour les Verts, c'est à vous.

Nathalie Imboden, Berne (Les Verts). Ich möchte gerne mit einem Zitat beginnen, das sehr zu dieser Thematik passt. Es ist vom ehemaligen Direktor des Schweizerischen Arbeitgeberverbands und geht um mehr Frauen in Führungspositionen. Er sagt, und ich zitiere in Hochdeutsch: «Damit mehr Frauen in Führungspositionen kommen, braucht es grundsätzliche Veränderungen in den Unternehmenskulturen und beim strategischen Denken. Hier muss sich das Bewusstsein durchsetzen, dass die Unternehmungen auf Frauen in den obersten Leitungsorganen nicht verzichten können und dass Frauen in diesen Gremien vorbehaltlose Anerkennung verdienen.» Liebe Kolleginnen und Kollegen, was unser Vorstoss will, kann man eigentlich nicht besser formulieren, als es der damalige Direktor des Schweizerischen Arbeitgeberverbands getan hat.

Die grüne Fraktion empfiehlt Ihnen, dieses Postulat zu unterstützen. Für die Grünen ist die angemessene Vertretung von Frauen und Männern auf allen Ebenen eine wichtige Forderung, und mit diesem gewandelten Vorstoss hat man die Möglichkeit, hier im Kanton, in unserem direkten Einflussbereich, einiges zu machen. Die Motionärin, Frau Kohli, hat es sehr klar gesagt: Eigentlich ist bereits einiges geschehen. Trotzdem ist es doch ein bisschen ernüchternd, wenn man die Fakten betrachtet. Der BKW-Verwaltungsrat hat elf Mitglieder, davon sind zwei Frauen, nämlich zwei Regierungsrätinnen. Das heisst, neben den Regierungsrätinnen gibt es keine weiteren Frauen, die sonst gewählt wurden. Der Verwaltungsrat der BLS hat zehn Mitglieder, davon sind zwei Frauen. Auch dort ist eine davon Regie-

rungsrätin. Die BEDAG-Informatik hat sieben Mitglieder und eine Frau. Die Berner Kantonalbank neun Mitglieder, davon sind zwei Frauen. Man sieht relativ klar, dass die Frauen in diesen Etagen ziemlich dünn gesät sind. Es hat sich einiges geändert. Bei den ausgebildeten Frauen gibt es sehr viele mit hoher Kompetenz. Ich komme zum Schluss: Die grüne Fraktion unterstützt den Vorstoss auch als Postulat und ist froh, wenn Sie hier mithelfen, einen Schritt in diese Richtung zu machen.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Die SVP-Fraktion lehnt diesen Vorstoss auch als Postulat ab. Weshalb dies? Wir haben heute bereits die gesetzlichen Grundlagen, welche die Gleichstellung regeln, in Form des Bundesgesetzes über die Gleichstellung von Frauen und Männern. Zur fixen Quotenregelung, welche die Motionärin in Ziffer 1 und 3 fordert, muss ich Ihnen als Frau, die selber einen Universitätsabschluss hat und gebildet ist, Folgendes sagen, liebe Frauen und Männer: Ich persönlich möchte aufgrund meiner fachlichen und persönlichen Kompetenzen in einer Funktion eingestellt werden. Ich möchte aufgrund meiner Qualifikationen geschätzt werden und nicht einzig und allein weil ich eine Frau bin. Ich persönlich hätte keine Lust irgendwo in einer Funktion als Quotengirl zu figurieren. Liebe Frauen und Männer, Qualität statt Quoten! Ein Arbeitsgeber, sei es in der Privatwirtschaft, im Kanton oder in öffentlichen Unternehmen, soll die Freiheit haben, sich für die Arbeitnehmerin oder den Arbeitnehmer zu entscheiden, der die besten Qualifikationen mitbringt oder der am besten in eine Struktur oder ein Team passt; und nicht aufgrund von formellen Kriterien, die man gar nicht beeinflussen kann, wie das Geschlecht der Person. (*La présidente agite sa cloche.*) Geschätzte Kolleginnen, geschätzte Kollegen, ich persönlich als ausgebildete Frau lehne diesen Vorstoss auch als Postulat entschieden ab, und dasselbe tut auch die SVP-Fraktion.

Ursula Marti, Berne (PS). Wir haben das Jahr 2014 und noch immer sind die Frauen im Kader massiv untervertreten. Es ist ärgerlich und bemühend, dass wir das immer wieder aufs Neue auf das politische Tapet bringen müssen. An den Qualifikationen kann es nicht liegen. Da haben die Frauen längstens aufgeholt. Woran liegt es dann? Die Frauen werden auch heute noch weniger gefördert und ermutigt. Sie werden weniger für höhere Posten angefragt. Sie haben weniger Seilschaften. Die Unternehmenskultur nimmt häufig nicht oder zu wenig auf ihre Bedürfnisse Rücksicht. Die Frauen stossen an die so genannte Gläserne Decke. Sie werden nicht befördert, auch wenn objektiv nichts dagegen spricht. Aber es passiert einfach trotzdem nicht. Von einer ausgeglichenen Verteilung sind wir weit entfernt. Die Zahlen zeigen es. BEDAG hat einen Frauenanteil von 14 Prozent, die Kantonalbank beschämende 12,5 Prozent und das, obwohl man eigentlich weiss, dass gemischte Kader die besseren Leistungen erbringen. Wir haben keine Lust, noch länger geduldig zu sein. Wenn Freiwilligkeit nicht zum Ziel führt, dann muss man halt die Spielregeln ändern oder Spielregeln einführen. Deshalb sind wir für Quoten und unterstützen diesen Vorstoss.

Hubert Klopfenstein, Biel/Bienne (PLR). Ich bin der erste Mann, der in dieser Debatte spricht. Logischerweise hat die FDP natürlich wenig Freude an diesem Vorstoss. Er ist für uns effektiv dépassé – pardon l'expression – und hat ein bisschen den Mief vom ewig Gestrigen. Das ist wirklich langsam durch, das Problem dieses Vorstosses. Wenn ich sehe, dass neue Gesetze gemacht werden müssen, neue Verordnungen, dann sträuben sich bei einem Freisinnigen natürlich die Nackenhaare. Wenn ich lese, man soll auf Unternehmungen Einfluss nehmen, dann ist das doch nicht möglich! Die Regierung schreibt da mit Recht, dass es sehr schwer ist, in kurzer Zeit Einfluss zu nehmen, und da ist die Postulantin oder die Motionärin recht naiv. Punkt 3, nämlich den Frauenanteil auf 40 Prozent zu erhöhen, ist nur bei natürlicher Fluktuation möglich.

Meine Damen und Herren, wir sind im Wandel der Zeit. Das hat sich doch geändert! Der Frauenanteil wurde doch in den Gremien, in den Unternehmungen sukzessive ohne Gesetz, ohne Korsett erhöht. Man sieht es zum Teil in der Regierungsantwort auf Seite 5. Wenn ich da meinen Bereich betrachte, die Justitia, wo ich ein bisschen Einblick habe, ist es genau gleich. Dort ist Frauenpower gekommen. In den Regionalgerichten haben wir über 50 Prozent Frauenanteil. Wir haben jetzt zum Teil Probleme mit den Prozentsen usw. Betrachten wir doch unsere Kommissionen; die Justizkommission, die Gesundheitskommission. Wir haben gute, tüchtige Frauen an die Kommissionsspitzen gewählt – nicht weil sie Frauen sind, sondern weil sie tüchtig sind. Sie sind natürlich auch eine Frau und hübsch, aber man hat sie zuerst einmal gewählt, weil sie tüchtig sind. Wir brauchen keine neuen Erlasse, meine Damen und Herren! Und ein bisschen burschikos ausgedrückt: Eine künstliche, weibliche Befruchtung in den Leitungsgremien brauchen wir nicht! Bitte lehnen Sie alles ab. (*Hilarité*)

Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD). Es gibt noch ganz andere Frauen, die nicht künstlich befruchtet werden! (*Hilarité*) Im 19. Jahrhundert wurden die Frauen von der höheren Bildung noch weitgehend ausgeschlossen. (*La présidente agite sa cloche.*) Ich bin froh, dass es nach 200 Jahren nicht mehr so ist. Doch wie schon vorher gesagt wurde: Es liegt nun mal in der Natur der Sache, dass die Frau die Gebärende ist, ob sie nun künstlich befruchtet ist oder auf natürlichem Weg. Einen grossen Teil der Arbeit als Familienfrau übernimmt sie auch. Aber es ist auch zu verstehen, dass sie ihr über Jahre angeeignetes Fachwissen in der Arbeitswelt umsetzen möchte. Das Familienbild hat sich halt bezüglich der Arbeitsteilung in den letzten Jahrzehnten gewaltig geändert. Leider ist es aber immer noch so, dass sich die Arbeitgeber schwer tun, Frauen an die Spitzen – sprich: an Führungspositionen – zu wählen. Die BDP-Fraktion ist auch dafür, dass das Anliegen der Motionärinnen endlich umgesetzt werden soll, doch ich frage mich, ob es mit Quoten und einer bestimmten Zeitspanne sinnvoll ist. Druck aufzusetzen und bis im Jahr 2010 die obersten Führungsgremien mit 40 Prozent Frauen zu besetzen, halten wir für einen falschen Ansatz. Wir sind derselben Meinung wie der Regierungsrat: Rahmenbedingungen schaffen mit Jobsharing... (*La présidente demande à l'oratrice de conclure.*) – ich bin gleich fertig –, Teilzeitarbeit, flexibler Ar-

beitszeit und Home Office. Die BDP unterstützt das Postulat!

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Die glp-Fraktion unterstützt das Postulat. Frauenquoten sind, wie wir sehen vor allem bei den Männern, ein emotionales Thema. Wir können aber dieses Thema aus Sicht der glp nicht losgelöst betrachten. Teil dieser Diskussion müssten eben auch Teilzeitstellen sein, Jobsharing und ausreichende Kinderbetreuungsplätze. Für die glp ist es klar ein Anliegen, dass mehr Frauen in Politik, Verwaltung und Privatwirtschaft arbeiten. Wir sind jedoch skeptisch, ob mit einer Quote dieses Ziel erreicht werden kann.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Die Motion wurde – Gott sei Dank – ja gewandelt. Nun sprechen wir über ein Postulat und ich darf im Namen der EVP-Fraktion sagen, dass wir dieses grossmehrheitlich unterstützen können. Unsere Fraktion hätte ein Problem mit den Zahlen in der Regierungsantwort, falls es eben eine Motion geblieben wäre. Ich möchte Ihnen noch einige Dinge zu Zahlen ganz generell sagen: In der Privatwirtschaft weiss man, dass Unternehmen ein besseres Outcome, also eine bessere Performance haben, wenn sie eigentlich eine gute Geschlechterdurchmischung in den oberen Kader haben. Das ist empirisch bewiesen. Der Kanton Bern hat in so vielen anderen Bereichen eine Vorbildfunktion, dass ich nicht sehe, weshalb er sie gerade hier nicht haben sollte. Wir haben die Möglichkeit und der Bund ebenso. Er macht es vor, er führt es ein. Wir sprechen – was den Bund betrifft – beispielsweise von einer Zielquote. Wenn es möglich ist, soll man die Leute vorschlagen. Wenn es nicht möglich ist, soll man gut begründen, weshalb nicht. Mit einem Postulat in diesem Sinn können wir eigentlich nur gewinnen. Ich danke für Ihre Unterstützung.

Andreas Rickenbacher, directeur-suppléant des finances. Ich stelle fest, dass die Antragstellerin ihre Motion in ein Postulat gewandelt hat. Daher besteht zum Antrag des Regierungsrats keine Differenz mehr; somit kann ich es relativ kurz machen. Der Regierungsrat hat ja zwei Funktionen: Auf der einen Seite ist er als Eigentümer von kantonalen Beteiligungsgesellschaften angesprochen. Auf der andern Seite ist der Kanton aber auch selber ein wichtiger Arbeitgeber. Für den Regierungsrat ist unbestritten, dass man in dieser Zeit, da qualifizierte Arbeitskräfte gesucht werden, in den nächsten Jahren speziell auf Frauen angewiesen ist. Der Regierungsrat und der Kanton haben deswegen auch bereits Massnahmen ergriffen, um Frauenquoten in der Staatsverwaltung, wo sie direkt Einfluss nehmen können, positiv zu beeinflussen: beispielsweise mit flexiblen Arbeitszeitmodellen, mit der Möglichkeit zu Teilzeit auch in höheren Chargen und auch mit Home Office. Diese Massnahmen zeigen – aus meiner Sicht als Regierungsrat – ein erfreuliches Ergebnis. Der Frauenanteil im oberen Kader des Kantonspersonals konnte in den letzten Jahren erhöht werden und betrug im Jahr 2013 gut 31 Prozent. Ich glaube, dass wir im Kanton Bern auf diesen Wert stolz sein dürfen. Der entsprechende Wert im Bereich der Beteiligungsgesellschaften ist ebenfalls gestiegen. Dort gibt es in den Verwaltungsräten insgesamt etwa 19 Prozent Frauen. Bei den

Beteiligungen des Bundes liegt der Anteil der Verwaltungsrätinnen bei 21 Prozent. Wir sind dort also vergleichbar. Daher hält der Regierungsrat an seinem Antrag fest, diese Motion als Postulat zu überweisen. Wir sind gewillt, auch in Zukunft die Quoten zu beachten und wo möglich mit geeigneten Massnahmen zu erhöhen. Das Thema von qualifizierten, motivierten Frauen im Kader muss weiterhin ein Thema bleiben. Deshalb lädt der Regierungsrat den Grossen Rat ein, diesen Vorstoss als Postulat zu überweisen.

La présidente. Nous allons passer au vote. On parle d'un postulat. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:	
Adoption sous forme de postulat	
Oui	67
Non	63
Abstentions	1

La présidente. Vous avez accepté ce postulat. Je vous remercie, la session du soir est close. Je vous souhaite une bonne rentrée et à demain matin, s'il vous plaît à l'heure, pile à 9 heures, merci.

La séance est levée à 18 heures 53.

Les rédactrices:
Sonja Riser (d)
Catherine Graf Lutz (f)



Jeudi 4 septembre 2014, 9 heures – 11 heures 22

Sixième séance

Présidence : Béatrice Struchen, Epsach (UDC)

Présents : 153 députés. Excusés : Gygax-Böninger Monika, Iannino Gerber Maria Esther, Mentha Luc, Schmidhauser Corinne, Schöni-Affolter Franziska, Sutter Walter, von Kaenel Dave

Affaire 2014.RRGR.62

N° de l'intervention: 026-2014
 Type d'intervention: Motion
 Déposée le: 20.01.2014
 Déposée par: UDC (Brand, Münchenbuchsee)
 (porte-parole)
 UDC (Blank, Aarberg)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 23.01.2014
 N° d'ACE: 835/2014 du 24.06.2014
 Direction: FIN

EOS 2: publication des propositions de la CFIN et des cadres de l'administration

Le Conseil-exécutif est chargé

1. de publier toutes les propositions faites par les cadres de l'administration et la Commission des finances au sujet de l'Examen des offres et des structures ;
2. de présenter les conséquences financières (et notamment le potentiel d'épargne) de chacune de ces mesures.

Développement

D'après le rapport EOS 2014, la Commission des finances et les cadres de l'administration ont déposé des propositions concernant l'EOS. Le Conseil-exécutif n'a toutefois pas accordé le sérieux nécessaire à l'étude des suggestions des cadres. Dans le rapport (p. 144), il se contente de faire la remarque lapidaire suivante : « Le Conseil-exécutif n'a pas encore trouvé le temps de les [les propositions soumises par des cadres] examiner jusque-là. » Une interpellation urgente du groupe UDC demandait quelles propositions avaient été concrètement déposées et quel était leur potentiel d'épargne. Le Conseil-exécutif n'a hélas pas répondu à ces questions en invoquant notamment comme arguments que « la qualité, la gamme et le niveau d'élévation varient fortement entre les quelque 100 propositions » et qu'« il s'agit donc en premier lieu d'idées exprimées spontanément par des individus (au sens d'un « remue-méninge ») et non de propositions mûrement réfléchies ». Voilà des arguments qui illustrent bien le respect que le Conseil-exécutif manifeste pour ses cadres et aussi pour les auteurs de l'interpellation !

Le Conseil-exécutif a adopté une attitude similaire concernant l'interpellation de l'UDC sur les propositions de la Commission des finances. Dans sa réponse, il a toutefois déclaré « qu'il est possible de suivre la majorité des propositions de la Commission des finances ». Mais les propositions n'ont pas été publiées comme le réclamaient les interpellateurs.

La situation des finances étant devenue encore plus critique après la décision de la Banque nationale de ne pas distribuer de dividendes – des dividendes qui sont inscrits au budget du canton, il est urgent de poursuivre l'étude de toutes les propositions d'économie. Elles pourraient en effet donner de bonnes impulsions : les cadres ont par définition une connaissance approfondie de leur unité et sont ainsi en mesure d'identifier les possibles améliorations des structures et des processus. Quant à la Commission des finances, c'est l'organe du Grand Conseil qui connaît le mieux les finances cantonales. Il faut donc impérativement publier les propositions pour que les membres du Grand Conseil puissent les apprécier politiquement et développer leurs propres propositions. La publication permet également de voir si les propositions applicables directement ont bel et bien été mises en œuvre ou si elles ont été reléguées au fond d'un tiroir. Enfin, les propositions pourraient servir de base de réflexion pour l'EOS 2.0.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif prendra tout d'abord position sur la demande formulée par les motionnaires de publier et de quantifier les propositions d'ajustement des offres et des structures de la Commission des finances. Puis, il indiquera la suite qu'il entend donner aux suggestions soumises par les cadres.

Propositions de la Commission des finances dans le cadre de l'EOS 2014 :

Les motionnaires soulignent à raison que, dans le cadre de l'examen des offres et des structures EOS 2014, la Commission des finances a présenté plusieurs propositions au Conseil-exécutif en vue d'alléger les finances publiques.

Dans sa réponse à l'interpellation 199-2013 UDC (Brand, Münchenbuchsee) « EOS: publier et analyser les suggestions de la Commission des finances », le Conseil-exécutif a indiqué que les propositions de la Commission des finances se situaient en majorité à un niveau très élevé et qu'elles exigeaient des éclaircissements approfondis pour déterminer si elles étaient réalisables, pour les quantifier, en déceler le potentiel d'allègement, délimiter les restrictions juridiques, établir les conséquences pour le personnel, etc. Il a estimé, à titre de conclusion intermédiaire, qu'il était possible de suivre la majorité de ces propositions.

Comme il s'agissait de propositions de la Commission des finances, le Conseil-exécutif ne se considérait pas autorisé, à l'automne 2013, à les publier dans sa réponse à l'interpellation 199/2013. Maintenant que la Commission des finances a fourni des informations sur certaines de ses propositions dans son rapport du 28 octobre 2013 sur le budget 2014, le plan intégré mission-financement 2015 à 2017 et l'EOS 2014, le Conseil-exécutif prend position ci-après sur l'avancement des travaux et la suite qu'il entend leur donner. Toutefois, il n'est toujours pas possible à ce

jour de quantifier les propositions de la Commission des finances comme le demandent les motionnaires, étant donné qu'une partie des travaux des projets n'en sont qu'à leurs

débuts (p. ex. projet « Audit indépendant de l'informatique ») et que la formulation des propositions est parfois relativement ouverte :

Proposition de la Commission des finances	Avancement des travaux / suite donnée par le Conseil-exécutif
1. Réduire la grande diversité des logiciels et des applications qui existent dans le domaine financier parallèlement au système principal FIS	Les propositions 1 à 4 de la Commission des finances sont examinées dans le cadre des travaux d'exécution des conclusions du projet « Audit indépendant de l'informatique dans le canton de Berne ». Une stratégie sera élaborée dans un sous-projet pour mettre en place un système ERP (Enterprise Resource Planning). L'introduction d'un tel système (comme p. ex. SAP) impliquerait en particulier de remplacer les applications FIS et PERSISKA actuelles, ce qui entraînerait une simplification du paysage des systèmes informatiques de l'administration cantonale. Cependant, l'introduction d'un système ERP serait aussi avant tout un projet d'organisation dans le cadre duquel il faudrait vérifier tous les processus transversaux dans le domaine des ressources pour déterminer les possibilités de normalisation et de simplification. Les travaux d'exécution de l'audit indépendant de l'informatique doivent débiter au troisième trimestre 2014 et il faudra étaler ce projet sur plusieurs années.
2. Étudier des solutions de remplacement du système d'informations financières FIS	
3. Étudier des solutions de remplacement du système d'informations sur le personnel PERSISKA	
4. Examiner la possibilité de centraliser / normaliser les fonctions transversales	
5. Examiner la possibilité de réduire les normes de construction des bâtiments et des ouvrages de génie civil	Le Conseil-exécutif et la Direction compétente vont discuter avec la Commission des finances des questions liées aux normes de construction et d'entretien des bâtiments et des ouvrages de génie civil. En ce qui concerne les bâtiments, la TTE a commandé une étude externe pour déterminer si le canton applique des normes trop élevées ou s'il a des coûts de construction excessifs. Le Conseil-exécutif informera la Commission des finances des résultats de cette étude.
6. Examiner la possibilité de réduire les normes d'entretien des bâtiments et des ouvrages de génie civil	
7. Identifier le potentiel d'économies éventuel sur les coûts indirects de personnel	Le Conseil-exécutif considère qu'il n'est guère approprié d'adopter des mesures d'économie en ce qui concerne les coûts indirects du personnel ¹ . Il a par conséquent renoncé, d'entente avec la Commission des finances, à réaliser un examen plus approfondi de la proposition.
8. Vérifier périodiquement les processus de réalisation des prestations	En vertu de l'article 101 de la Constitution cantonale et de l'article 2 de la loi sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration, le Conseil-exécutif considère que l'une de ses principales fonctions de direction consiste à réexaminer les structures et les processus en cas de changement significatif concernant les tâches essentielles. De ce point de vue, il ne voit dans la proposition de la Commission des finances aucune nécessité d'agir directement en ce qui le concerne. Le Conseil-exécutif estime en particulier qu'aucune mesure n'est susceptible de produire à court terme les allègements requis. Il a par conséquent renoncé, d'entente avec la Commission des finances, à réaliser un examen plus approfondi de la proposition.
9. Vérifier périodiquement l'efficacité des subventions cantonales	Il existe dans toutes les DIR/CHA des instruments pour vérifier l'efficacité des subventions cantonales. Les instruments appliqués varient selon le domaine et le montant des subventions. Vu les pratiques actuelles, le Conseil-exécutif estime qu'il n'y a pas d'urgence à approfondir la proposition de la Commission des finances dans le contexte de l'EOS 2014. La Commission des finances est d'accord avec cette position, mais elle se réserve la possibilité de revenir ultérieurement sur cette question.
10. Élaborer une stratégie d'investissement au niveau du canton ou plusieurs stratégies	Le Conseil-exécutif a déployé ces dernières années de nombreux efforts allant dans le même sens que la proposition de la Commission des finances, efforts qu'il va poursuivre également à l'avenir. Sa priorité à cet égard consiste en particulier à

¹ Voir la réponse du Conseil-exécutif à la motion 19/2011 UDC (Blank, Aarberg) « Réduction des coûts indirects de personnel »

au niveau des Directions	mettre en œuvre les conclusions du projet d'optimisation des marchés publics (OB BE) à partir de 2014. En outre, le Conseil-exécutif dispose d'ores et déjà, dans certains domaines d'investissement, de stratégies sectorielles et d'instruments de pilotage, en particulier : - stratégie de mobilité globale, - plan du réseau routier et crédit-cadre d'investissement routier, - arrêté sur l'offre et crédit-cadre d'investissement TP, - MIP+ dans le domaine des bâtiments Au niveau cantonal, les décideurs politiques disposent en outre du « plan d'investissement intégré » comme instrument d'information et de pilotage.
11. Réduire le niveau des investissements	Vu la situation financière difficile et le volume des investissements en progression constante depuis plusieurs années, le Conseil-exécutif a décidé de plafonner l'investissement net ordinaire à CHF 500 millions par an lors du processus de planification de 2012. Cette mesure a réduit la marge de manœuvre pour effectuer des investissements importants au plan stratégique (p. ex. infrastructures de transport, hautes écoles). Du fait de la poursuite du plafonnement de l'investissement net ordinaire lors du processus de planification de 2013, il a fallu aussi réduire la planification sectorielle dans de nombreux domaines, ce qui a nécessité d'adapter, de reporter et d'annuler des projets. Le Conseil-exécutif décidera dans le cadre du processus de planification 2014 (élaboration du budget 2015 et plan intégré mission-financement 2016 à 2018), en tenant compte des perspectives de politique financière pour les années à venir, s'il est possible de maintenir le plafond de l'investissement ordinaire à un niveau de CHF 500 millions ou s'il faut éventuellement l'abaisser. La Commission des finances et le Grand Conseil pourront se prononcer sur le niveau des investissements, comme d'habitude, lors des débats budgétaires de la session de novembre 2014.
12. Vue d'ensemble des prestations cantonales fournies à titre volontaire	Selon le Conseil-exécutif, toutes les prestations qui sont fournies par les Directions et la Chancellerie d'Etat reposent en principe sur un mandat légal. Bien entendu, il existe cependant dans de nombreux domaines une certaine liberté d'action et d'appréciation en ce qui concerne l'étendue et l'intensité des prestations fournies. Les dispositions légales prévoient d'ailleurs dans bien des cas expressément une certaine marge de manœuvre pour s'adapter avec souplesse aux conditions actuelles (p. ex. conjoncture économique ou situation sur le marché du travail). La liberté de choix porte donc en l'occurrence tout au plus sur l'étendue de la prestation, et non sur la question de savoir s'il faut ou non la fournir. Le Conseil-exécutif renonce, d'entente avec la Commission des finances, à réaliser un examen plus approfondi de la proposition. La Commission des finances est d'accord avec cette position, mais elle se réserve la possibilité de revenir ultérieurement sur cette question.
13. Améliorer la gestion cantonale des immeubles	Le canton de Berne ne dispose pas actuellement d'un système interdirectionnel centralisé de gestion des sites et des équipements. Les Directions et les offices ont des compétences propres dans ce domaine. Le Conseil-exécutif a chargé la TTE de lancer un projet pour déterminer les interfaces et la répartition des responsabilités entre l'OIC et les Directions utilisatrices. Les premiers résultats sont attendus pour la fin de l'année 2015. Dans ces conditions, le Conseil-exécutif renonce, d'entente avec la Commission des finances, à réaliser un examen plus approfondi de la proposition. La Commission des finances est d'accord avec cette position, mais elle se réserve la possibilité de revenir ultérieurement sur cette question.
14. Ajuster la répartition des coûts entre le canton et les communes dans le domaine des transports publics pour passer à 60%/40%	Les propositions de la Commission des finances concernant le budget 2014, le plan intégré mission-financement 2015 à 2017 et l'EOS 2014 (session de novembre 2013) comprenaient aussi notamment une déclaration de planification visant l'ajustement de la répartition des coûts entre le canton et les communes dans le domaine des transports publics. Un tel ajustement aurait impliqué de modifier la loi sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC) mais il aurait eu le même effet qu'un simple transfert de charges du canton vers les communes. La Commission des finances a retiré cette déclaration de planifica-

	tion avant les débats budgétaires. Dans ces conditions, le Conseil-exécutif ne voit pas d'urgence à ajuster la répartition des coûts entre le canton et les communes dans le domaine des transports publics. La proposition de la Commission des finances pourra éventuellement faire l'objet d'une nouvelle discussion à l'occasion d'une prochaine révision de la LPFC.
15. Renforcer l'application du principe des coûts complets dans les domaines où le canton offre des prestations facturables à des tiers	En décembre 2010, le Conseil-exécutif a décidé d'étudier différentes mesures à l'échelle du canton pour assainir les finances publiques, au titre du « programme d'allègement des finances de 2012 ». Par l'ACE 691 du 13 avril 2011, il a chargé les Directions et la Chancellerie d'Etat de procéder à des ajustements individuels des valeurs en points ou des barèmes dans l'ordonnance sur les émoluments afin de tenir compte du renchérissement de 14,6 pour cent accumulé depuis 1995, en respectant le principe de l'équivalence. Après la mise en œuvre du programme d'allègement des finances de 2012, le Conseil-exécutif considère que les marges de manœuvre dont il disposait jusque-là sont en grande partie épuisées. Il estime donc qu'il n'y a pas d'autres mesures à prendre dans l'immédiat dans ce domaine.
16. Réaliser des allègements dans le domaine de l'Église et dans celui des autorités judiciaires et du Ministère public	Autorités judiciaires et Ministère public : Du fait de leur indépendance institutionnelle, le Conseil-exécutif ne peut pas imposer aux autorités judiciaires et au Ministère public des allègements dans leur domaine. Églises : Suite à l'adoption, lors des débats budgétaires de la session de novembre 2013, de la déclaration de planification de la Commission des finances concernant la dotation des paroisses en ecclésiastiques, un AGC sur le nombre de postes d'ecclésiastiques rémunérés par le canton sera soumis au Grand Conseil durant la session de septembre 2014. De plus, le Conseil-exécutif prévoit de présenter au Grand Conseil un rapport sur les relations entre l'Église et l'État à la session de septembre 2015. La Commission des finances est informée de ces prochaines étapes et les approuve.

Propositions des cadres :

Dans sa réponse à l'interpellation 200-2013 UDC (Brand, Münchenbuchsee) « EOS: publier et analyser les suggestions des cadres », le Conseil-exécutif a indiqué concernant les propositions des cadres : « Il s'agit [...] en premier lieu d'idées exprimées spontanément par des individus (au sens d'un « remue-ménages ») et non de propositions mûrement réfléchies et pouvant être évaluées sous l'aspect politique, qui auraient été élaborées suivant un processus structuré et sur la base d'une procédure méthodique clairement définie, comme par exemple les mesures d'allègement de l'EOS 2014 » que le Conseil-exécutif a soumises au Grand Conseil.

Dans cette même réponse, le Conseil-exécutif a aussi estimé que, dans leur forme actuelle, les propositions des cadres n'étaient dans l'ensemble pas appropriées pour être, par exemple, soumises au débat politique au Grand Conseil. Il a néanmoins présenté les propositions des cadres à la Commission des finances, afin de déterminer avec elle quelle suite leur donner dans le cadre du dialogue de planification.

Le 19 mai 2014, la Commission des finances a informé par écrit le Conseil-exécutif qu'il lui fallait « ...un peu plus de temps en ce qui concerne les propositions des cadres ». Elle a indiqué que la Commission des finances nouvellement formée examinerait à nouveau ces propositions à partir de juin 2014 et qu'elle communiquerait ensuite les conclusions de ses discussions sous une forme appropriée au Conseil-exécutif.

Le Conseil-exécutif ne souhaite pas anticiper sur les conclusions de la Commission des finances. Comme il l'a annoncé, il se prononcera sur la suite à donner aux propositions des cadres d'entente avec la commission et en tenant compte des conditions générales de politique financière.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption et classement

La présidente. Je vous souhaite la bienvenue. J'aimerais bien que vous vous installiez, et que vous vous calmez un petit peu, j'aimerais commencer les débats. Donc, j'ouvre la séance. Nous nous trouvons à l'affaire 37, la motion de l'UDC « EOS 2: publication des propositions de la Commission des finances et des cadres de l'administration. » (*La présidente agite sa cloche.*) M. Brand a la parole, s'il s'était annoncé. (*Hilarité. Monsieur Brand retourne à sa place pour s'annoncer.*) – Merci, M. Brand. Nous sommes en débat libre.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Die Antwort auf diese Motion, die wir von der SVP-Fraktion aus eingereicht haben, ist symptomatisch für die Finanzpolitik der rot-grünen Regierung. Sie entspricht der Kommunikation der Regierung anlässlich der Präsentation des Voranschlags 2015. Wenn man sich die Kommunikation des rot-grünen Regierungsrats anhört, hat man den Eindruck, dass der Kantonshaushalt saniert sei und man sich zurücklehnen und weiterwursteln könne wie bisher. Man merkt deutlich, welche Mehrheitsverhältnisse in der Regierung herrschen. Es

ist schon unglaublich, wie leichtfertig der Regierungsrat mit der schwierigen Finanzsituation des Kantons umgeht. Wenn man den Finanzplan ab 2016 anschaut, sieht man, dass dieser schon wieder rote Zahlen aufweist, wenn man die Zahlungen der Nationalbank wegzählt, die ab 2016 bereits wieder darin stehen. Es ist etwas dreist, so zu tun, als sei der Kanton schon über den Berg. Schauen wir doch einmal die Steuerbelastung an, sowohl für die natürlichen Personen wie leider auch für die Unternehmen. Verglichen mit dem schweizerischen Durchschnitt ist die Steuerbelastung viel zu hoch. Konkret zur Motion: Wir wollen, dass das, was im Zuge der Angebots- und Strukturüberprüfung aufgegleist wurde, auch weitergeführt wird; nämlich die Prüfung der Angebote des Kantons. Wir wollen schauen, was wirklich zwingend ist, was der Kanton unbedingt tun muss, und was zur Kategorie «Wunschbedarf» gehört und worauf man verzichten könnte. Dies wäre eigentlich eine Daueraufgabe der Regierung. Doch wenn man die Kommunikation der Regierung betrachtet, ist man nicht ganz sicher, ob es der Regierung wirklich ernst ist damit.

Wir wollen, dass die Angebote des Kantons einer dauernden Überprüfung unterzogen werden, und zwar in einer Art und Weise, die diesen Namen verdient. Dabei können die Vorschläge der FiKo sowie der Kadermitarbeiterinnen und -mitarbeiter wertvolle Hinweise liefern. Die Vorschläge der FiKo sind in der Antwort auf die Motion gut dargestellt, allerdings fehlt die Darstellung der finanziellen Konsequenzen. Die Vorschläge der Kadermitglieder hingegen will der Regierungsrat nicht offenlegen. Es geht ja nicht darum, dass wir wissen wollen, wer was gesagt hat. Es geht darum, dass wir wissen wollen, wo das Kaderpersonal des Kantons Einsparungsmöglichkeiten sieht. Wer hat einen detaillierteren Einblick in die Verwaltung als das Kader? Dies ist genau das Problem von uns Grossräten: Unsere Flughöhe ist oft zu hoch. Wir sehen wichtige Details und Fakten nicht und können sie auch nicht sehen, weil wir nicht täglich im Betrieb sind. Es erscheint uns in höchstem Masse unfair, wenn der Regierungsrat sagt, die Vorschläge des Kaders seien nicht ausgereift und eigneten sich nicht für eine Offenlegung, es habe nur ein Brainstorming stattgefunden. Immerhin stammen diese Vorschläge vom Kader unserer Verwaltung. Man kann ruhig sagen, was das Kader meint. Immerhin haben sich die Kadermitglieder die Mühe gemacht, etwas zur Debatte beizutragen, und dieser Beitrag kann sehr wertvoll sein. Der Teil der Motion, welcher die Kadervorschläge betrifft, ist somit definitiv nicht erfüllt. Deshalb kann man diese Motion auch nicht abschreiben. Wir bestreiten die Abschreibung der Motion. Die SVP-Fraktion bittet Sie, diese Motion anzunehmen, aber nicht abzuschreiben.

La présidente. Je voulais encore saluer Monsieur le Directeur de l'économie. Madame Zryd a la parole pour le PS-JUSO-PSA. Je prie les porte-paroles des groupes de s'annoncer.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Peter, wir von der SP-JUSO-PSA-Fraktion haben durchaus Verständnis für deine Motion, wir unterstützen sie sogar, das kann ich vorwegnehmen. Doch wir möchten sie abschreiben. Ich erkläre jetzt, weshalb: Die SP steht ganz klar für Transparenz ein. Diese ist, wie du natürlich weisst, eines unserer Kernanliegen. Aber

was uns Mühe macht, ist, dass ihr nur das Kader mitreden lassen wollt. Was ist denn mit den anderen Angestellten? Diese könnten doch auch etwas dazu sagen. Uns erscheint es unfair, die Mitarbeitenden nicht einzubeziehen. Dies wäre der erste Punkt. Zweitens haben wir gehört, dass man vor allem Missstände aus anderen Direktionen aufgezeigt hat. Wir finden das Whistleblower-System gut, finden aber, man solle zuerst vor der eigenen Türe kehren. Der Regierungsrat sagt in seiner Antwort klar, dass er das Anliegen wahrgenommen hat und die Motion umsetzen will beziehungsweise schon umgesetzt hat. Er übergibt das Dossier gewissermassen der FiKo. Wir denken, dass es dort am richtigen Ort ist. Die FiKo hat jetzt Zeit, das Ganze anzuschauen und auszuwerten und uns anschliessend zu präsentieren. Ich denke nicht, dass es richtig wäre, wenn man namentlich auftreten und zum Beispiel sagen müsste, die Person X wolle die Grösse des Parlaments reduzieren, oder die Person Y findet, dass man in der Finanzdirektion zu lange Kaffeepausen mache. Der Personenschutz muss gewährleistet werden, aber man muss die Anliegen prüfen. Ich bin sicher, dass man im Rahmen der ASP noch Einsparungen machen könnte. Wie schon gesagt, wir sind bereit, diese Motion anzunehmen, bitten aber darum, sie abzuschreiben.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die Motionäre fordern eine Offenlegung aller ASP-Vorschläge und Ideen der Kadermitglieder und der FiKo-Mitglieder, inklusive der finanziellen Konsequenzen. Es darf hier die Frage gestellt werden, in welchem Interesse dieser Vorstoss eingereicht wurde und welche sachdienlichen Gründe es gibt, den nach bestem Wissen und Gewissen geführten ASP-Prozess von der effizienten Workshop-Struktur zwischen Regierung, FiKo und Verwaltung an die politische Öffentlichkeit zu zerren? Wo trauen wir dem Parlamentsbetrieb wirkungsvollere und sorgfältigere Lösungen zu? Bei der seriösen Kommissionsarbeit, oder auf der öffentlichen Plattform im Grossen Rat? Beim Thema ASP ist analytische Grundlagenarbeit gefragt, nicht ein öffentlicher Infoaustausch, der allenfalls noch schädlich sein könnte. Die EVP lehnt diese Forderung deshalb ab. Wir sind der Meinung, die Regierung habe eine gute Antwort gegeben, und befürworten bei Annahme der Motion deren Abschreibung. Ein letztes Wort noch an den Motionär: Hier geht es nicht um links oder rechts, und es geht auch nicht um einen Angriff auf den rot-grünen Regierungsrat, sondern darum, welches sachdienliche Verfahren wir in diesem schwierigen Prozess haben. Das sachdienliche Verfahren besteht eindeutig darin, dass wir das Ganze in den Kommissionen sauber ausdiskutieren können, ohne mit Details an die Öffentlichkeit gehen zu müssen. Ich bitte Sie, dies zur Kenntnis zu nehmen.

La présidente. Puisque vous êtes au centre de la salle, Mme Imboden, j'en profiterais pour vous souhaiter mes meilleurs vœux pour votre anniversaire. Toutes mes félicitations! (*Applaudissements*)

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Herzlichen Dank! Ich kann mich für die grüne Fraktion meinem Vorredner, Herrn Kipfer, anschliessen. Die grüne Fraktion kommt zum selben Schluss, dass das Vorgehen, welches die SVP vorschlägt, nicht sachdienlich ist. Wir teilen zwar die Einschätzung,

dass es sinnvoll ist, transparent zu machen, welche Diskussionen rund um die Finanzpolitik geführt werden. Doch ich appelliere an die Finanzverantwortlichen der SVP, zu bedenken, dass die Finanzkommission sowie die anderen Kommissionen den Auftrag haben, solche Fragen zu prüfen. Auch gibt es in den Kommissionen keine rot-grünen Mehrheiten, somit sollte dies kein Argument sein. Wir sind sehr einverstanden mit der Antwort der Regierung, welche darlegt, welche Vorschläge bereits geprüft wurden. Wir sind der Ansicht, dass der Transparenz hier Genüge getan ist. Bezüglich der Kaderangestellten muss man sich wirklich fragen, ob dies für die Finanzpolitik der richtige Weg ist. Der Antwort der Regierung ist ja zu entnehmen, dass die Vorschläge im Rahmen eines Brainstormings entstanden sind. Bis jetzt hat man gesagt, die Finanzpolitik sei ein Geschäft, welches von einer gewissen strategischen Flughöhe aus betrieben werden solle, damit der Kanton Bern wieder auf einen guten Weg kommt. Deshalb sind wir der Meinung, dass es nicht sachdienlich ist, spontan geäußerte Vorschläge aufzunehmen. Wir sind aber durchaus einverstanden, die Verwaltung und insbesondere das Kader in diesen Prozess einzubeziehen. Doch es ist wohl sinnvoller, dies im Rahmen eines strukturierten Verfahrens zu tun und auch ein klares Ziel festzulegen. Jede Direktion soll Vorschläge machen können zu der eigenen Arbeit, aber auch zur Arbeit anderer Direktionen, doch dies soll in einem geordneten Verfahren geschehen. Man kann zum Schluss kommen, dass es aus Kostengründen effizient wäre, den Grossen Rat abzuschaffen, das kann durchaus sein, aber vielleicht gibt es auch Gründe, den Grossen Rat nicht abzuschaffen, weil man die Demokratie über die finanziellen Ersparnisse stellt. Fazit: Die grüne Fraktion wird den Vorstoss in dieser Form nicht unterstützen. Falls er angenommen wird, plädieren wir für die Abschreibung. Ich denke, hier ist es sinnvoller, die Finanzpolitik mit den Kommissionen gemeinsam an die Hand zu nehmen, und nicht Finanzpolitik à la SVP in Form von Brainstormings zu betreiben.

Jakob Etter, Treiten (PBD). «Das Volk wird in der Krise innovativ». Ich sage dies, obschon ich nicht behaupten möchte, dass der Kanton Bern in einer Krise steckt. Doch wenn man die Liste betrachtet, welche die Kadermitarbeiter zusammengestellt haben, sieht man doch ein gewisses Sparpotenzial. Der Regierungsrat hat im letzten Herbst in vorausschauender Weise die ASP-Massnahmen unterbreitet. Sie erinnern sich noch an die langwierigen Diskussionen, welche wir in der letzten Novembersession hier im Rat geführt haben. Wir haben jedoch nur über die Vorschläge der Regierung diskutiert. Die FiKo hat Vorschläge unterbreitet. Die Kadermitglieder haben Vorschläge unterbreitet. Diese standen jedoch damals nicht zur Diskussion. Sie sehen die Liste der Vorschläge der FiKo in der Antwort auf diese Motion. Auch die Kadermitarbeiter haben eine ganze Reihe von Vorschlägen gemacht, welche durchaus prüfenswert sind. Diese sind nicht in der Motionsantwort aufgeführt. Es wurde zum Beispiel vorgeschlagen, die Anzahl Grossräte zu halbieren, oder die Anzahl Regierungsräte zu reduzieren. Es stehen etwa 100 Vorschläge auf dieser Liste. Zweifellos ist ein Sparpotenzial vorhanden, es sind jedoch auch nicht alle Vorschläge umsetzbar, das ist klar. Doch diese Vorschläge dürfen aus unserer Sicht nicht schublad-

siert werden, sondern sie müssen weiterverfolgt und allenfalls in ein späteres Sparpaket einbezogen werden.

Die Motion verlangt ja nicht, dass diese Vorschläge alle umgesetzt werden. Sie verlangt nur eine Offenlegung der Vorschläge, und sie will, dass diese Vorschläge auch ernst genommen werden. Dies erscheint mir richtig. Die Kadermitglieder haben sich Mühe gegeben und Überlegungen angestellt. Das Budget für das Jahr 2015 und für die folgenden Jahre sieht zwar positiv aus. Allerdings ist die Situation sehr labil. Es könnten verschiedene ungünstige Ereignisse eintreten. Die Wirtschaft könnte zum Beispiel stagnieren, oder die NFA-Gelder könnten ausbleiben. Heute stand ja in der Zeitung, der Bundesrat habe den Vorschlag gemacht, diese Mittel anders zu verteilen. Dadurch würde der Kanton Bern 90 Mio. Franken weniger einnehmen. Auch die Zinsen könnten steigen. All dies würde die Situation ändern. Aus diesen Überlegungen heraus unterstützt die BDP-Fraktion die Motion in beiden Punkten. Die Abschreibung der Motion, wie es die Regierung vorschlägt, können wir nicht unterstützen. Wir bitten Sie deshalb, diese Motion in beiden Punkten anzunehmen und die Abschreibung abzulehnen.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich darf mit Freude zur Kenntnis geben, dass ich diesmal den Worten Jakob Etters vollumfänglich zustimmen kann und die Position der SVP, welche ich darlegen werde, in genau dieselbe Richtung weist. Inhaltlich sind wir uns innerhalb der SVP einig. Es handelt sich um einen Fraktionsvorstoss. Wir haben ebenfalls mit Freude zur Kenntnis genommen, dass der Regierungsrat gewillt ist, diese Motion anzunehmen. Mit dem Abschreibungsantrag haben wir jedoch Probleme. In diesem Parlament diskutieren wir über sehr verschiedene Dinge. Manchmal habe ich den Eindruck, dass man über gewisse Dinge lieber nicht diskutieren möchte, wie zum Beispiel über die Jet-Boote auf dem Thuner- oder Brienzersee. Damit kann sich das Parlament dann eine halbe Stunde auseinandersetzen. Doch hier geht es um eine ernsthafte, wichtige Frage. Die finanziellen Probleme des Kantons sind alles andere als gelöst. Die SVP ist der Meinung, dass man alle Möglichkeiten ausschöpfen muss, und zwar so, wie es die Motion verlangt und wie es vom Regierungsrat übernommen werden soll. Insbesondere die Vorschläge der Kadermitarbeitenden sollen untersucht werden. Selbstverständlich sollen sie nicht veröffentlicht werden, doch die FiKo sollte das Potenzial eruieren.

Der zweite Punkt der Motion hält fest: «Es sind die zu erwartenden finanziellen Konsequenzen darzulegen». Im Moment befinden wir uns noch in einem Prozess. Die FiKo hat in einem Brief festgehalten, dass man noch Zeit brauche, doch der Prozess läuft. In diesem Zusammenhang erscheint es der SVP-Fraktion wichtig, dass man die Mitarbeit der Kadermitglieder ernst nimmt und nicht einfach sagt, es sei jetzt erledigt, die Finanzkommission erledige jetzt, was noch zu tun sei, und damit sei das Thema vom Tisch. Wir werden die Abschreibung einstimmig bestreiten, und ich bitte den Rat, dem zu folgen.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Die FDP findet es gut, dass das Kader ebenfalls Vorschläge dazu gemacht hat, wo man sparen könnte. Wie wir mit diesen Vorschlägen umgehen, ob man zum Beispiel die Namen der Personen

wissen muss, welche die Vorschläge formuliert haben, ist für uns weniger wichtig. Wichtig ist, dass man sie ernst nimmt und dass man sich dafür engagiert, sie umzusetzen. Auch von den übrigen Kantonsangestellten sind Vorschläge eingetroffen, die manchmal noch weiter gehen als jene des Kaders. Wir müssten den Mut haben, diese auch aufzunehmen und zu bearbeiten. Wir fänden es falsch, diese Motion jetzt abzuschreiben. Damit würden wir jenen, die die Vorschläge erarbeitet haben, ein falsches Signal geben. Deshalb nimmt die FDP die Motion an und lehnt die Abschreibung ab. Wir hoffen, dass diese Vorschläge dann in der FiKo und anschliessend hier im Parlament ernst genommen werden, und dass Schritte unternommen werden, um eine Verbesserung zu erreichen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich fasse mich kurz, das meiste wurde bereits gesagt. Wenn jemand wirklich weiss, wo gespart werden kann, dann sind dies die Angestellten. Nicht nur das Kader, sondern alle Angestellten. Diese zu fragen, gehört zu den besten Ideen, die hier bisher eingebracht wurden. Wir fragen uns jedoch, was damit genau bezweckt wird und in welcher Form man diese Vorschläge offenlegen will. Uns erschien die Erklärung der Regierung logisch. Wir haben hier klare Abläufe. Die Vorschläge gehen zuerst an die FiKo, welche sie erst einmal «aussiebt» und die wirklich relevanten Ideen aussondert. Wir würden dann nur diese erhalten. Mir ist es egal, ob diese relevanten Vorschläge nun von einem Kadermitarbeiter des Kantons stammen, der auch an den Fraktionssitzungen einer bestimmten Partei teilnimmt. Wenn der Vorschlag gut ist, ist er gut. Deshalb unterstützen wir die Abschreibung, so wie sie die Regierung vorgeschlagen hat.

La présidente. Y a-t-il encore des porte-parole de groupes? Ce n'est pas le cas. Ah, vous êtes intervenant à titre personnel, M. Löffel.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich war gut sieben Jahre lang Mitglied der Finanzkommission. Für mich war dies die lehrreichste Zeit, die ich bisher hier im Grossen Rat verbracht habe. Was hier im Saal passiert, ist auch interessant. Doch was hinter verschlossenen Türen in der Finanzkommission geschieht, ist noch eine Spur interessanter, denn es geschieht in einem vertraulichen Rahmen, in dem man über Dinge sprechen kann, ohne dass die Medienvertreter und das Plenum mithören. Wenn ich nun im Vorstoss lese, alle Vorschläge seien einzeln offenzulegen, und wenn ich dann noch höre, dass dies von der SVP, der BDP und der FDP gefordert wird, kann ich nur den Kopf schütteln. Diese Parteien haben in der Finanzkommission die Mehrheit und haben somit eben gerade den Auftrag, sich um die Finanzen des Kantons zu kümmern, Geschäfte vorzubereiten und sich mit der ASP intensiv auseinanderzusetzen. Die Finanzkommission muss Kreditgeschäfte an sich reissen und sich detailliert darum kümmern. Es kann doch nicht sein, dass alle Vorschläge aus der Verwaltung, auch von den gewöhnlichen Angestellten, offengelegt und breitgeschlagen werden. Was wird geschehen, wenn in Zukunft Leute um Mitarbeit angefragt werden und sie damit rechnen müssen, dass der Grosse Rat dann alle Ideen einzeln offenlegt und ausschachtet? Wie wirkt sich das aus,

wenn man zurückverfolgen kann, aus welcher Direktion welcher Sparvorschlag kam? Sie können sich vorstellen, wie konstruktiv die Leute dann noch mitarbeiten werden. Für mich ist dies ein Vorschlag, der weder zielgerichtet noch hilfreich ist. Als ich noch Mitglied der Finanzkommission war, war es so, dass die Verwaltungsangestellten und die Regierungsmitglieder den Raum verlassen mussten, wenn wir abstimmten. Ich weiss nicht, ob dies heute noch so gehandhabt wird. Doch wir haben es so gemacht, damit man offen miteinander diskutieren konnte. Der Präsident der Finanzkommission nickt gerade, ich würde gerne hören, was er zu diesem Vorstoss meint. Für mich ist die Forderung wirklich daneben, welche in dem Vorstoss steht. Es ist wie gesagt Aufgabe der Finanzkommission, sich detailliert um diese Vorschläge zu kümmern und die konstruktiven, Erfolg versprechenden Ideen weiterzuverfolgen. Doch es ist sicher nicht sinnvoll, die Ideen in der Öffentlichkeit breitzuschlagen.

Andreas Rickenbacher, directeur-suppléant des finances. Wir danken für die Diskussion, welche nun geführt wurde. Der vorliegende Vorstoss lehnt sich an die Interpellation an, welche Grossrat Brand bereits in der Novembersession eingereicht hat und die hier bereits diskutiert wurde. Anders als im letzten Herbst hat der Regierungsrat den Grossen Rat jetzt detailliert über die Vorschläge der Finanzkommission informiert. Dies hat einen speziellen Grund: Letztes Jahr hat sich der Regierungsrat nicht als legitimiert betrachtet, über die Vorschläge der Finanzkommission zu informieren, weil die Vorschläge noch innerhalb der FiKo diskutiert wurden. Nachdem die FiKo jedoch im Bericht zum Voranschlag 2014 diese Vorschläge selber publik gemacht hat, sprach aus Sicht der Regierung nichts mehr dagegen, diese in der Antwort einzeln aufzuführen. Was die Vorschläge der Kadermitglieder anbelangt, hat der Regierungsrat bereits im letzten Herbst in der Antwort auf die Interpellation Brand dargelegt, dass diese seiner Meinung nach nicht dazu geeignet sind, im Einzelnen öffentlich diskutiert zu werden. Sie sind wie gesagt im Rahmen eines Brainstormings entstanden. Der Regierungsrat ist der Meinung, dass es richtig war, diese Vorschläge der Finanzkommission zukommen zu lassen. Die Finanzkommission sollte in einer ersten Phase über diese Vorschläge diskutieren. Meiner Einschätzung nach war sich der Regierungsrat darin mit der Finanzkommission einig.

Am 19. Mai 2014 hat die FiKo dem Regierungsrat mitgeteilt, dass sie diese Vorschläge der Kadermitglieder in der neuen Legislatur – und somit in neuer Zusammensetzung – nochmals besprechen und die Regierung später über das Ergebnis der Diskussion informieren möchte. Es scheint mir sehr wichtig, dies hier nochmals festzuhalten. Auch aus Sicht der Regierung sind diese Vorschläge wichtig und wertvoll. Es ist nicht so, dass wir den Eindruck haben, die Vorschläge seien schlecht. Wir arbeiten eng mit unseren Kadermitarbeitenden zusammen, und es ist für uns wertvoll, wenn von dieser Seite Vorschläge kommen. Doch die Debatte über diese Vorschläge soll zwischen FiKo und Regierungsrat stattfinden. Angesichts dieser Ausgangslage ist aus Sicht der Regierung das weitere Vorgehen in Abstimmung mit der FiKo klar. Die FiKo ist mit ihren eigenen Vorschlägen beschäftigt, und auch bei den Vorschlägen aus

dem Kader ist die FiKo am Zug. Sie hat die Liste erhalten und wird wieder mit der Regierung in Kontakt treten. Ich möchte nicht im Einzelnen auf die Vorwürfe eingehen, welche vom Fraktionschef der SVP an die Regierung erhoben wurden. Es handelt sich dabei um politische Aussagen, welche wir schon im Eingangsvotum vernommen haben. Das Andere, Relevantere, sind die Resultate. Wenn man die Resultate der letzten acht Jahre anschaut, werter Herr Grossrat Brand, so sind diese eindeutig. Während sieben dieser acht Jahre hat man Überschüsse erzielt. Teilweise waren es substanzielle Überschüsse. Man hat dadurch aus eigener Kraft über eine Milliarde Franken Schulden abbauen können. Auch die Steuern hat man senken können. Dies sind die Resultate, alles andere sind politische Aussagen. Diese Regierung, Herr Grossrat Brand, lässt sich gerne an ihren Resultaten messen.

Ich sage jetzt noch etwas, das mit der Regierung nicht abgestimmt ist: Wenn ich es ganz sachlich anschau und die beiden Punkte der Motion betrachte, habe ich ein gewisses Verständnis dafür, dass man sagt, der zweite Punkt sei noch nicht abzuschreiben. Hier sind die Arbeiten im Gang, zum Teil ist die Regierung am Zug, und zum Teil die FiKo. Was jedoch den ersten Punkt angeht: Die Vorschläge der FiKo sind in der schriftlichen Antwort offengelegt. Die Vorschläge der Kadermitglieder sind einzeln gegenüber der FiKo, und somit Ihrem Organ, offengelegt worden. Hier ist die Finanzkommission am Zug, und sie ist das richtige Gremium, um über solche Vorschläge zu diskutieren. Der erste Punkt, meine Damen und Herren, ist wirklich erfüllt und kann abgeschrieben werden, und ich gebe zu, dass man über den zweiten Punkt diskutieren kann.

La présidente. L'auteur de la motion a la parole. Ce sont trois minutes.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Ich werde mir Mühe geben, damit du das Mikrofon nicht ausschalten musst. Ich habe nichts dagegen, Andrea Zryd, dass man auch die anderen Angestellten fragt. Wir haben einfach von den Vorschlägen der Kadermitglieder gewusst, doch wenn andere Angestellte auch etwas zur Angebotsüberprüfung beitragen wollen, ist dies toll. Dies ist ganz in unserem Sinn. Ich habe auch nicht gesagt, dass wir die Namen der Kadermitarbeitenden hören wollen, die Ideen eingereicht haben. Uns interessiert nur die Sache. Es geht uns darum, Vorschläge zu erhalten, wo man sparen und welche Angebote man abbauen kann. Woher die Vorschläge kommen, ist uns egal. Dies ist auch kein Misstrauensvotum an die Kommissionen. Dass die Finanzkommission diese Sache vorbereitet hat, finden wir super. Es ist uns an sich auch egal, wie detailliert die Informationen sind, die wir von der FiKo erhalten werden. Es gibt bestimmt Vorschläge, die man mit wenigen Worten beschreiben kann. Natalie Imboden, wenn man sagt, man wolle auf strategischer Flughöhe operieren, ist das manchmal praktisch, weil man nicht Stellung nehmen muss. Andererseits verlangst du von uns auch manchmal operationelle Vorschläge. Es kommt auf das Thema an, wie du argumentierst.

Der Regierungsrat möchte Punkt 1 abschreiben, doch dieser Punkt ist noch nicht erledigt. Er enthält die Vorschläge der Kadermitarbeitenden, und die sind zur Zeit nicht offen-

gelegt. Punkt 1 ist punkto Finanzkommission erledigt, jedoch nicht punkto Kaderangestellte. Deshalb bitten wir Sie, diesen Vorstoss als Motion zu überweisen und nicht abzuschreiben.

La présidente. Nous passons au vote. Motion «EOS 2: publication de la CFIN et des cadres de l'administration». Nous ferons cela en deux votes, primo si vous acceptez ou refusez la motion, et secundo nous voterons sur le classement. Ceux qui acceptent la motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 110

Non 38

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté cette motion. Nous passons donc au classement. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 67

Non 80

Abstentions 2

La présidente. Vous avez refusé le classement. Je passe ma place au premier vice-président.

Affaire 2014.RRGR.88

N° de l'intervention: 040-2014

Type d'intervention: Postulat

Déposée le: 26.01.2014

Déposée par: Wenger (Spiez, PEV)
(porte-parole)

Cosignataires: 8

N° d'ACE: 838/2014 du 24.06.2014

Direction: FIN

Adaptation de la grille des salaires

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier la grille des salaires des enseignants et enseignantes du canton de Berne et du personnel cantonal de manière à améliorer la situation salariale durant la première moitié de la vie active et à mieux l'adapter aux besoins.

Ce remaniement de la grille des salaires ne devra avoir aucune incidence sur les coûts (même salaire que maintenant sur toute la durée d'activité).

Développement

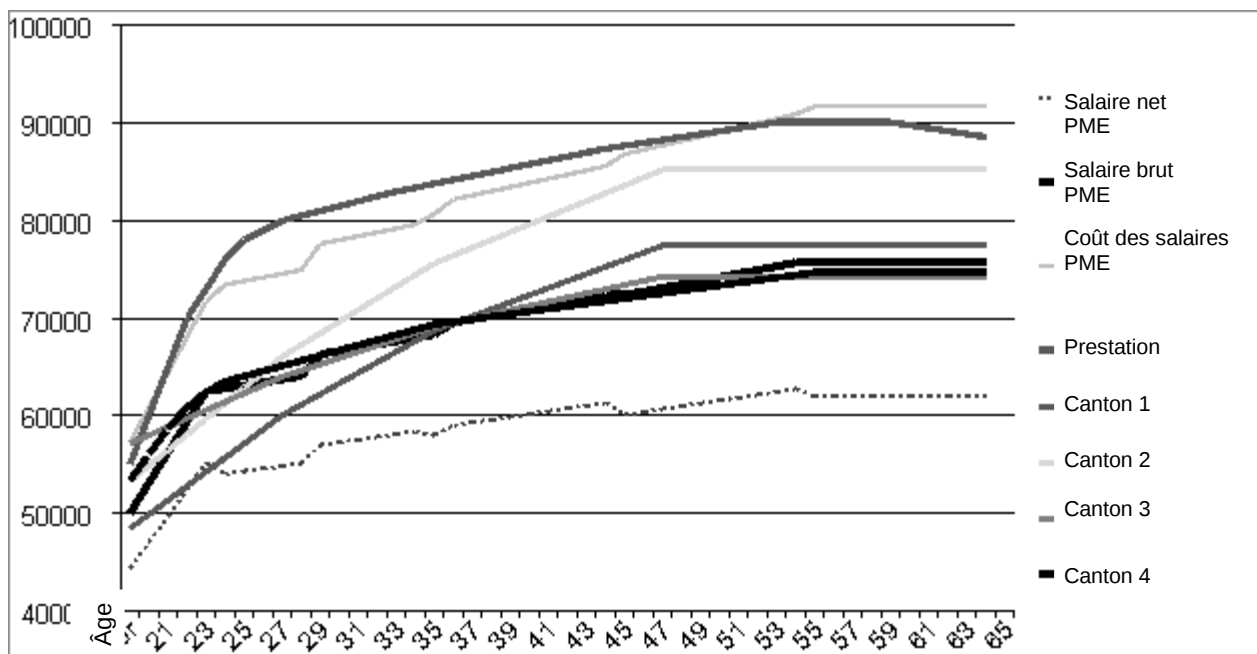
L'actuelle grille des salaires cantonale présente des inconvénients pour le recrutement de jeunes collaborateurs et

collaboratrices. Les employées et employés plus âgés disposent cependant d'un revenu plutôt généreux. Le modèle actuel n'est pas adapté non plus aux besoins, qui évoluent au cours de la vie.

La grille des salaires prévoit en effet une progression salariale de 60 pour cent entre le salaire le plus bas et le salaire le plus élevé à la même fonction. Or, cette hausse ne correspond ni aux besoins, ni aux prestations. La progression salariale, qui suit une courbe très raide, implique un salaire de départ bien trop bas. En contrepartie, le canton verse des salaires nettement plus élevés en moyenne que le privé pour un même emploi. Pour qu'un poste dans le public puisse attirer les trentenaires, il faudrait augmenter la grille des salaires de dix pour cent en moyenne. C'est justement à cette période de la vie que les besoins sont aussi les plus élevés en raison de la situation familiale. A partir de 55 ans, en règle générale les besoins diminuent ; or c'est dans cette phase de la vie que les salaires sont les plus élevés. Dans la plupart des métiers, la fin de l'activité s'accompagne également d'une baisse des performances. Il est toutefois difficile d'en tenir compte, même dans le privé.

Le ralentissement de la progression salariale faute de moyens budgétaires accentue encore cette défaillance du système. Les retraites coûtent plus cher à cause des salaires excessifs versés durant les dix dernières années de la vie active. Actuellement, une employée ou un employé cantonal gagne souvent davantage à la retraite qu'un jeune père ou une jeune mère de famille exerçant la même fonction.

Il est mentionné dans le rapport sur la « Révision de la loi sur le statut du corps enseignant » que le Conseil-exécutif a l'intention de rendre la progression salariale dégressive. Il veut augmenter le traitement de quatre échelons jusqu'à la 8^e année d'expérience, de trois échelons de la 9^e à la 16^e année et de deux échelons par la suite. Cette mesure sensée signifie un salaire moyen jusqu'à huit pour cent plus élevé qu'avec une augmentation linéaire. Si l'augmentation globale passait de 60 à 40 pour cent, les moyens libérés pourraient être investis dans une progression encore plus rapide en début de carrière. Le canton de Berne gagnerait en attrait sur le marché du travail et les salaires seraient plus adaptés aux besoins et aux performances.



Le salaire net dans les PME montre l'évolution des salaires versés pour un métier artisanal avec perfectionnement et de bonnes prestations mais sans changement de fonction.

Le salaire brut dans les PME sert de critère de référence pour le modèle cantonal.

Dans l'économie privée, les coûts du travail sont généralement proches des prestations. Dans les faits, les jeunes aident cependant à compenser la baisse des prestations de leurs aînés. Le tournant s'opère généralement après 55 ans et est accentué par un défaut de la LPP.

« Canton 1 » représente la courbe des salaires bruts à salaire global égal (sur toute la vie) d'après la grille des salaires cantonale (comme courbe noire PME).

« Canton 2 » montre où devrait se situer le salaire brut minimal du canton de Berne afin que ses postes soient compétitifs sur le marché du travail.

« Canton 3 » propose une variante, avec une progression de 30 pour cent au lieu de 60 pour cent pour le même salaire que « canton 1 ».

Une progression salariale dégressive telle que représentée par « canton 4 » serait encore plus en adéquation avec les prestations et les besoins.

Réponse du Conseil-exécutif

L'employeur canton de Berne dispose de deux systèmes de rémunération : l'un pour le personnel cantonal, l'autre pour le corps enseignant. Ces deux systèmes prévoient que chaque fonction est affectée à une classe de traitement selon ses exigences et ses charges, et que la progression individuelle du traitement au sein d'une classe intervient par le biais de l'attribution d'échelons de traitement. Pour le

personnel cantonal, cette progression annuelle repose en règle générale sur les résultats d'une évaluation des performances et du comportement ; pour le corps enseignant et certaines fonctions de l'administration cantonale, elle se fait sans ce type d'évaluation. La progression représente au maximum 60 pour cent du traitement de base pour le personnel cantonal, et 57,75 pour cent de celui-ci en ce qui concerne le corps enseignant.

Toutes les comparaisons salariales avec d'autres employeurs montrent qu'il existe un rapport systématique entre l'âge, ou l'expérience professionnelle, et le montant du salaire. Le canton de Berne dispose d'un système de classes, dans lequel les collaborateurs et collaboratrices sont affectés à une classe de traitement qui reste la même s'ils ne changent pas de poste. Le passage dans une classe supérieure intervient uniquement, pour le personnel cantonal, lorsqu'une personne prend une fonction qui présente davantage d'exigences et pour les membres du corps enseignant, lorsqu'une personne change de poste pour exercer une activité d'enseignement relevant d'un degré scolaire affecté à une classe supérieure, ou d'un type d'école ou domaine d'enseignement affectés à une classe supérieure.

Les systèmes de rémunération du canton de Berne – aussi bien pour le personnel cantonal que pour le corps enseignant – correspondent en de nombreux points à ceux d'autres administrations publiques, notamment en ce qui concerne l'écart entre le salaire minimal et le salaire maximal d'une même fonction. Les entreprises du secteur privé appliquent souvent d'autres systèmes de rémunération qui ne sont pas directement comparables à ceux du canton de Berne. De plus, il existe dans l'économie privée (contrairement au canton de Berne) des prestations complémentaires comme des bonus et autres allocations accessoires qui entrent dans le calcul du salaire. Les comparaisons salariales montrent que, dans le secteur privé aussi, le salaire peut augmenter parfois de façon considérable avec l'âge, même sans changement de fonction.

L'écart entre le traitement de départ et celui obtenu avant la retraite est, dans les faits, nettement inférieur à 60 pour cent chez le personnel cantonal et à 57,75 pour cent chez le corps enseignant. En effet, la proportion d'agents et d'agentes qui atteignent le traitement maximal de leur classe (c.-à-d. l'échelon 80) est faible, en particulier pour ce qui concerne le personnel cantonal : elle représente actuellement à peine trois pour cent. La majeure partie des membres du personnel cantonal les plus âgés touche un traitement nettement inférieur au maximum. Le Conseil-exécutif juge également inopportun de réduire les traitements des membres du personnel cantonal et du corps enseignant pour une autre raison : il ressort des comparaisons salariales avec d'autres cantons que pour de nombreuses fonctions, le salaire maximal théorique (et non réel, car le canton accuse un retard salarial considérable) se situe au niveau du marché de l'emploi et ne peut donc être abaissé. Quant au salaire de départ, il apparaît qu'il se situe lui aussi au niveau du marché. Le Conseil-exécutif considère par conséquent qu'il n'est pas indiqué de modifier les systèmes de rémunération. Le Conseil-exécutif considère en outre injustifiée l'affirmation émise dans le postulat quant à la baisse des performances des personnes arrivant en fin d'activité. D'une part, avec l'âge les performances ne dimi-

nuent pas mais changent. D'autre part, plus une personne avance en âge, plus son expérience professionnelle est grande et le rôle des agents plus âgés va devenir de plus en plus important sur le marché du travail à l'avenir (manque de personnel spécialisé, évolution démographique), ce qui nécessite de disposer de collaborateurs performants en conséquence.

Le Conseil-exécutif estime néanmoins qu'il est nécessaire d'adapter la progression des traitements dans les systèmes de rémunération existants. Il a souligné de façon répétée que les ressources financières mises à disposition doivent être suffisantes pour permettre le bon fonctionnement de ces systèmes, ce qui n'a pas été le cas au cours des quinze dernières années. La forte restriction des moyens consacrés à la progression des traitements a entraîné une progression très lente, même lorsque les performances étaient très bonnes. En conséquence, le personnel âgé d'environ 30 à 45 ans, en particulier, accuse un retard salarial particulièrement marqué par rapport au marché du travail après quelques années de service au canton de Berne. Les agents et agentes concernés ont certes généralement été engagés aux conditions du marché lorsqu'ils étaient jeunes, mais ils n'ont ensuite connu qu'une progression de traitement limitée, et insuffisante ces dernières années par rapport à celle de la concurrence, alors que chez d'autres employeurs, le personnel bénéficiait d'une forte progression de salaire précisément au cours de ces premières années d'activité. La problématique de la progression salariale insuffisante et de ses conséquences touche aussi le corps enseignant. Certains de ses membres âgés d'environ 30 à 50 ans connaissent des retards salariaux manifestes par rapport à d'autres cantons et employeurs.

La priorité du Conseil-exécutif consiste donc à mettre à disposition suffisamment de moyens financiers à l'avenir pour la progression salariale individuelle, afin de pouvoir garantir une augmentation suffisante des traitements. C'est aussi l'orientation suivie par la révision de la loi sur le statut du corps enseignant et de la loi sur le personnel qui a été adoptée lors de la session de septembre 2013. Le rapport sur cette révision législative évoque la progression dégressive des traitements du corps enseignant. Par arrêté du 4 décembre 2013, le Conseil-exécutif a fixé la progression individuelle dégressive des traitements des membres du corps enseignant prévue à l'avenir. Celle-ci est pour la première fois mise en œuvre pour la nouvelle année scolaire. Les membres du corps enseignant qui, le 1^{er} août 2014 (au début de l'année scolaire), n'ont pas encore atteint le traitement maximal de leur classe de traitement et ont une année de pratique à leur actif se voient octroyer le nombre d'échelons de traitement suivant: quatre échelons de traitement s'ils ont, à cette date, une à sept années d'expérience professionnelle; trois échelons de traitement s'ils ont, à cette date, huit à dix-sept années d'expérience professionnelle; deux échelons de traitement s'ils ont, à cette date, dix-huit années ou plus d'expérience professionnelle (jusqu'à ce qu'ils atteignent le maximum situé à 77 échelons). Il va maintenant falloir examiner, dans un souci d'égalité de traitement des deux catégories de personnel, comment adapter cette forme de progression salariale pour l'appliquer aussi au personnel cantonal en tenant compte de ses conditions particulières, comme par exemple la progression salariale

individuelle liée aux performances. Le Conseil-exécutif ne juge toutefois pas indiqué de remanier les deux systèmes de rémunération, en tous cas pas pour réduire le salaire des employées et employés plus âgés.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zum Postulat «Anpassung der Lohnskala». Ich bitte die Fraktionssprecherinnen und -sprecher, sich anzumelden und übergebe Herrn Grossrat Wenger, dem Urheber des Postulats, das Wort.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Wir haben im letzten November intensiv über die ASP gesprochen. Man hat ein paar Mal den Vorwurf gehört, es gebe keine richtige Strategie, sondern nur punktuelle Massnahmen. Ich habe mir hinterher Gedanken dazu gemacht, wie wir den Kanton Bern weiterbringen und den unterschiedlichen Bedürfnissen, die sich zum Teil diametral entgegenstehen, dabei gerecht werden können. Als Geschäftsführer eines KMU, als Verwaltungsratsmitglied einer Raiffeisenbank, als Vorstandsmitglied einer Non-Profit-Organisation sowie als Mitglied des Grossen Rats habe ich Einblick in vier Besoldungssysteme. Das System des Kantons Bern ist von diesen vier eindeutig das Schlechteste. Der lineare Besoldungsaufstieg von 100 auf 160 Prozent bewirkt, dass der Kanton Bern während der entscheidenden Lebensphase eher bescheiden entlohnt, und später, wenn der finanzielle Bedarf geringer ist, relativ grosszügige Löhne bezahlt. Dies hat zur Folge, dass wir im Vergleich etwa zu einer Raiffeisenbank rund zehn Prozent höhere Löhne bezahlen müssten, damit wir finanziell dieselbe Ausgangslage hätten in einer Lebensphase, in der sich viele Menschen beruflich festlegen. Dies ist allerdings nicht sinnvoll, wenn man knappe finanzielle Mittel hat.

Ich habe mich seit längerem mit dem Thema «leistungs- und bedarfsgerechte Löhne» auseinandergesetzt. Wir haben auch im Thuner Ethikforum festgestellt, dass sich der finanzielle Bedarf und die Leistung im Leben weitgehend parallel entwickeln. Dies ist insbesondere heute der Fall, wo die langjährige Erfahrung nicht mehr so eine grosse Rolle spielt. In meinem Unternehmen zum Beispiel arbeitet ein junger Ingenieur, der Mitglied der Geschäftsleitung ist. Bei gewissen Softwareproblemen stelle ich fest, dass ich mit meinen 57 Jahren Lebens- und 35 Jahren Berufserfahrung nicht mehr so flexibel bin wie er mit seinen 30 Jahren. Warum sagt man, jemand habe bis zur Lohnklasse 80 einen immer höheren Wert für einen Betrieb? Diese Kurve flacht irgendwann ab. Deshalb fordere ich in meinem Postulat, dass man im Kanton Bern einen steileren Lohnanstieg zu Beginn der Berufstätigkeit einführen soll, der dann später abflacht. Diese Modelländerung muss jedoch kostenneutral sein, sonst diskutiert man nicht mehr über das Modell, sondern durch die Hintertüre über eine Lohnerhöhung oder -senkung.

Die Forderung besteht darin, sich an die private Wirtschaft anzupassen. Dort gibt es mehr Flexibilität, um auf den Bedarf zu reagieren. Dadurch können wir gute Mitarbeitende in

einer entscheidenden Lebensphase – in der Regel zwischen 30–40 – rekrutieren. Der junge Polizist erhält vielleicht 500 Franken mehr als heute, doch mit 60 werden es zum Beispiel 1000 Franken weniger sein. Ein Beispiel, das mich motiviert hat, diesen Vorstoss einzureichen, ist Folgendes: Bei uns in Wimmis hat ein Fachlehrer der Fachhochschule Biel einen Kurs für seine Mitarbeiter angeboten. Wir haben uns dann noch über die ASP unterhalten. Er hat mir gesagt, es sei eigentlich verrückt, mit 35 Jahren habe er als Vater dreier Kinder 5700 Franken im Monat verdient. Heute, zwei Jahre vor der Pensionierung, verdiene er 11000 Franken, obwohl er nun keine grossen finanziellen Verpflichtungen und Bedürfnisse mehr habe. Genau aus diesem Grund müssen wir etwas ändern. Ich habe meinen Vorstoss nicht als Motion eingereicht, denn ich will keine konkreten Zeichen setzen. Ich möchte vielmehr bewirken, dass die Regierung das Thema gemeinsam mit den Sozialpartnern aufnimmt, diskutiert und ein neues Lohnmodell erarbeitet. Wir konnten dies letztes Jahr nicht in die Anstellungsreglemente aufnehmen, da es viel zu lange gedauert hätte. Doch wenn wir heute einen Kick-off ermöglichen und das Postulat annehmen, muss ein Prozess beginnen, der wohl ein paar Jahre benötigen wird. Es wird wahrscheinlich etwa zehn Jahre dauern, bis wir dort sind, wo wir hinwollen.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Unserer Meinung nach wurde dieser Vorstoss eher zur Unzeit eingereicht. Es ist noch kein Jahr her, dass wir in diesem Parlament ausführlich über eine Revision des Lohnsystems diskutiert und entsprechende Beschlüsse gefasst haben. Mit der Revision des Lehreranstellungsgesetzes und des Personalgesetzes wurde ein zukunftsweisendes Lohnsystem verabschiedet. Zu diesem Lohnsystem möchte ich sagen, dass es vom Postulant möglicherweise als zu starr aufgefasst wurde. Das Lohnsystem legt einen Minimal- und einen Maximallohn fest. Wie die Kurve zwischen den beiden Werten jedoch aussieht, ist offen. Bei der Umsetzung dieses Gesetzes haben wir gesehen, welche Probleme diese Offenheit mit sich bringt. Man kann einen linearen Lohnanstieg vornehmen oder den Lohnanstieg stark verzögern, wie es in diesem Kanton aus Spargründen lange gemacht wurde. Dadurch entsteht eine grosse Delle in der Lohnkurve. Angestellte mittleren Alters sind heute mit erheblichen Lohnrückständen konfrontiert. Dies ist nicht eine Frage des Lohnsystems an sich, sondern eine Frage seiner Anwendung. Im Rahmen der Anpassung des Personalgesetzes und des Lehreranstellungsgesetzes ist, wie mir scheint zu Recht, darauf hingewiesen worden, dass bei den Einstiegslohnen kein Problem besteht. Diese entsprechen dem Markt. Auch der Maximallohn hält einem Vergleich mit der Wirtschaft stand und bewegt sich durchaus in einem realistischen Bereich. Dies ist das Ergebnis verschiedener Untersuchungen. Der Kanton Bern hat jedoch Probleme mit der Lohnkurve. Dies ist allerdings nicht eine Frage des Systems! Gemäss Personalverordnung kann bei sehr guter Leistung, also bei einem A++, eine Lohnerhöhung von bis zu zehn Gehaltsstufen gewährt werden. Bei einem A+ sind es 6 Stufen und bei einem A theoretisch bis zu 3 Stufen. Es gibt somit verschiedene Möglichkeiten, Lohnerhöhungen zu gewähren. Was es braucht, ist die Möglichkeit, diesen Spielraum auszunutzen. Mit der Anpassung des Personalgesetz-

zes und des Lehreranstellungsgesetzes haben wir die richtigen Schlüsse gezogen, jetzt müssen wir sie nur noch umsetzen. Ich möchte zudem auf Folgendes hinweisen: Die personalpolitischen Diskussionen haben das Personal stark belastet. Es entstand ein grosser Druck. Zusätzlich zur unbefriedigenden personalpolitischen Situation hatten die Angestellten ständig das Damoklesschwert einer ungewissen Pensionskassensanierung über sich. Ich möchte davor warnen, dem Personal gleich wieder eine drohende Revision des Lohnsystems zuzumuten. Hier braucht es vielmehr Kontinuität. Ich möchte Sie bitten, dem Personal diese Kontinuität auch zu gewähren und darauf zu verzichten, eine unnötige Revision des Entlohnungssystems aufzugleisen. Die grüne Fraktion lehnt diesen Vorstoss deshalb auch als Postulat klar ab.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Ich kann mich Blaise Kropfs Worten vollumfänglich anschliessen. Der glp ist es wichtig, dass man gerechte Löhne bezahlt. Doch was heisst dies genau? Wie der Vorredner gesagt hat, haben wir letztes Jahr über das Lohnsystem gesprochen. Wir von der glp möchten die Diskussion nicht erneut aufrollen, es erscheint uns wichtiger, das System erst einmal zu konsolidieren. Es ist klar, dass wir die erwähnte Delle ausfüllen müssen. Dies ist wohl auch das Hauptanliegen des Postulanten. Uns würde eigentlich ein Modell vorschweben, bei dem man die Löhne der Kantonsangestellten mit 50 Jahren einfriere. Dies klingt im ersten Moment etwas seltsam. Wir würden jedoch gerne für alle Angestellten eine Altersentlastung einführen, wie sie bei den Lehrern bereits eingesetzt wird. Dies würde bedeuten, dass man mit 50 Jahren für denselben Lohn 4 Prozent weniger arbeiten müsste. Mit 54 wären es 8 Prozent und ab 58 dann 12 Prozent Pensenreduktion. Im Alter werden viele Menschen rascher müde und sind weniger leistungsfähig. Ein Bericht in der «Rundschau» von gestern Abend hat dieses Problem ebenfalls aufgezeigt. Ältere Menschen sind teuer und dadurch schwerer vermittelbar. Diesem Problem könnte man begegnen, und mit dem gesparten Geld könnte man die erwähnte Delle in der Lohnkurve füllen. Auch dies ginge bestimmt in die vom Postulanten gewünschte Richtung. Wir bringen diesen Vorschlag jedoch bewusst nicht ein, weil wir das neue Lohnsystem erst einmal umsetzen und konsolidieren wollen. Dieses bietet bereits eine gewisse Flexibilität. Die glp lehnt das Postulat deshalb geschlossen ab.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion nimmt etwas differenzierter Stellung. Der Postulant fordert zwei Dinge: Erstens einen rascheren Lohnanstieg in jungen Jahren, und zweitens eine kostenneutrale Umsetzung desselben. Der ersten Forderung stimmen wir zu, die zweite hingegen lehnen wir ab. Wir bitten den Herrn Vizepräsidenten deshalb darum, eine getrennte Abstimmung vorzunehmen. Für uns ist die Argumentation des Postulanten nicht ganz schlüssig. Die Begründungen entsprechen nicht ganz den Forderungen, und der Herr Regierungsrat geht auch nicht richtig auf die Forderungen ein, sondern vielmehr auf Dinge, die der Postulant in seiner Begründung aufführt. Dazu gehört zum Beispiel, dass der Postulant anführt, der Lohnanstieg solle nur noch 40 statt 60 Prozent betragen. Für uns ist dies nicht tragbar. Auch eine Lohnre-

duktion bei älteren Mitarbeitenden oder eine Einfrierung des Lohns, wie dies Christoph Grimm vorschlägt, wollen wir sicher nicht. Machen Sie die älteren Mitarbeiter des Kantons nicht schlecht! Die älteren Mitarbeiter haben einen kleineren Output, jedoch ein viel grösseres Outcome. Das heisst, sie arbeiten vielleicht etwas weniger eifrig, aber was dabei herauskommt, das kann man brauchen. Denken Sie daran, dass die älteren Mitarbeitenden weder schwanger werden noch Militärdienst leisten. Und wenn sie einmal krank sind, bleiben sie nur zwei Tage weg, während die Jüngeren gleich eine Woche frei nehmen. Weil ich auch schon 60 bin, stehe ich hier für die älteren Mitarbeitenden ein. Diese Leute sind wertvoll. Es ist nicht realistisch, ihre Löhne zu senken oder einzufrieren. Wir sind offen dafür, einen rascheren Lohnanstieg in den jüngeren Jahren einzuführen. Man kann das Lohnsystem überprüfen. Bevor wir das neue LAG eingeführt haben, hatten wir bei den Lehrpersonen am Anfang einen raschen Anstieg, dann ging es langsamer weiter und zuletzt ging es nicht mehr aufwärts. Man hat dieses System dann gekippt und durch ein System ersetzt, welches flexibler sein soll. Heute haben wir sehr wenige Rahmenbedingungen. Man kann einen nicht-linearen Anstieg umsetzen, und dies ist auch ganz in unserem Sinn. Aus meiner Sicht sollte dies geschehen. Es ist nicht eine Frage des Systems, sondern des Geldes, welches man in das System steckt!

Wir haben Sympathien für den ersten Teil des Postulats und bitten Sie, dem ersten Teil zuzustimmen. Es ist Ordnung, diesen zu prüfen. Doch jetzt haben wir ein System, welches einigermaßen funktioniert, aber einfach zu wenig alimentiert ist. Wenn man auf ein neues System umsteigen will, entstehen Zusatzkosten, denn man kann nicht einfach das heutige System tel-quel in ein neues überführen. Der Postulant hat vieles gut gemeint. Allerdings ist es wieder ein Postulat, welches aus dem KMU-Umfeld stammt. Manchmal geht vergessen, dass der Kanton Bern kein KMU ist, sondern ein Konzern mit 75 000 Mitarbeitenden, mit Lehrern, Verwaltungsangestellten und Leuten aus sozialen Berufen sowie aus dem Heimbereich. Vermutlich hat der Kanton Bern mehr Angestellte, als die Raiffeisenkasse Kunden zählt. Für uns ist es deshalb klar: Den Punkt 1 soll man prüfen, doch den Punkt 2, die kostenneutrale Umsetzung, soll man bitte ablehnen.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir haben zur Kenntnis genommen, dass eine punktweise Abstimmung verlangt wurde. Zur kostenneutralen Umsetzung soll separat abgestimmt werden.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Der Fraktionskollege Wenger stellt zwei wesentliche Forderungen: Erstens soll das Gehaltssystem in der ersten Hälfte der Erwerbszeit optimiert werden, und zweitens soll dies kostenneutral geschehen. Man kann zwar getrennt darüber abstimmen, aber meines Erachtens gehört dies zusammen. Andernfalls nehmen wir etwas auseinander und provozieren ein Abstimmungsergebnis, welches nicht dem Sinn dieses Postulats entspricht. Der Postulant verfolgt die Absicht, einen rascheren Lohnanstieg in jungen Jahren zu realisieren und die Kurve im Alter deutlich abzuflachen. Dies tut er ganz bewusst in Form eines Postulats, damit man dies einmal prüfen kann. Er gibt einen Denkanstoss. Die Regierungsantwort hingegen zeugt

eher von einem Denkverbot, was die Löhne älterer Mitarbeiter betrifft. Wir haben es auch von den Vorrednern gehört: Man sagt, man wolle diese Löhne nicht anrühren. Mit dem Postulat will Markus Wenger dieses Denkverbot aufheben. Auch das Denkverbot für die Erfahrungsstufen will er aufheben. Die EVP ist gegen Denkverbote und beantragt, diesem Postulat zuzustimmen und der Regierung eine Denksportaufgabe zu geben. Sie soll überlegen, wie das Gehaltssystem in diesem Sinne optimiert werden könnte. Die Ideen, die hier in den Raum gestellt wurden, können ebenfalls aufgenommen und diskutiert werden. Darum bitten wir Sie, dieses Postulat gleichsam als Denksportaufgabe zu unterstützen.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Ich hätte mir nicht träumen lassen, dass ich einmal mit Blaise Kropf einig gehen würde. Doch es ist richtig, was er vorhin gesagt hat. Wir sind uns darin einig, dass die Einstiegsgehälter oftmals zu tief sind und dass es schwierig wird, gut ausgebildete junge Leute anzustellen. Auch dass der Mittelbedarf im ersten Drittel des Erwerbslebens höher ist als kurz vor der Pensionierung, bestreiten wir von der SVP nicht. Doch lieber Markus Wenger, die Behauptung, dass die Leistungsfähigkeit gegen Ende der Erwerbstätigkeit generell abnimmt, habe ich mit Jahrgang 1946 einfach überhört, beziehungsweise überlesen. Man kann auch andere Kriterien ins Feld führen, wie beispielsweise die Erfahrung oder die Effizienz. Aus unserer Sicht hat der Regierungsrat mit dem geltenden System genügend Spielraum, um korrigierend einzuwirken. Zudem haben wir, wie schon gesagt wurde, im Herbst 2013 mit der Verabschiedung des Lehreranstellungsgesetzes bereits Weichen in die geforderte Richtung gestellt. Wir sind der Ansicht, dass zuerst die Wirkung der getroffenen Massnahmen abgewartet werden soll, bevor wir erneut an diesem System herumschrauben. Ausserdem ist es wahrscheinlich eine Illusion, zu glauben, dass die Forderung nach einer kostenneutralen Umsetzung realisiert werden kann. Dass das Ganze wohl nicht einfach umzusetzen wäre, stellt auch der Postulant in seiner Begründung fest, indem er auf Erfahrungen in der Privatwirtschaft hinweist. Die SVP wird somit dieses Postulat grossmehrheitlich ablehnen.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR). Die FDP bringt dem Grundgedanken des Postulanten eine gewisse Sympathie entgegen. Man kann durchaus darüber nachdenken, ob das Lohngefälle zwischen den älteren und den jüngeren Mitarbeitenden in der heutigen Form noch sinnvoll ist. Doch es geht nicht nur um den Lohn, sondern auch um die Sozialversicherungen. Es geht darum, was netto im Portemonnaie bleibt, wenn alles bezahlt ist. Die FDP wird beide Punkte des Postulats ablehnen. Wir sind davon überzeugt, dass man eine solche Diskussion über die Änderung der Lohnstruktur auf nationaler Ebene führen muss. Wenn man diese Änderungen nur bei den Lehrern und den Kantonsangestellten vornehmen würde, hätte man eine völlig neue Wettbewerbssituation. Jüngere Lehrer aus dem Kanton Solothurn würden plötzlich nach Bern ziehen und den Kanton wieder verlassen, wenn sie älter geworden sind. Wie gesagt, wir finden die Idee eigentlich gut, doch ist sie so nicht umsetzbar. Wir können uns in diesem Sinne den Vorrednern Ueli Jost und auch Blaise Kropf anschliessen. Es wurde schon alles gesagt. Wir lehnen dieses Postulat ab.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Der Postulant verlangt, man solle das Gehaltssystem der Lehrpersonen und des Kantonspersonals mittels geeigneter Massnahmen so anpassen, dass in der ersten Hälfte der Erwerbszeit ein bedarfsgerechter Lohn ausbezahlt wird. Die Umsetzung dieser Änderung soll jedoch kostenneutral erfolgen, was mit anderen Worten heisst: Was man den einen gibt, muss man den anderen wegnehmen. Dies kann sich sicher auch negativ auf die Betroffenen auswirken. Bekanntlich gibt es im Kanton Bern für die Lehrpersonen und die Kantonsangestellten verschiedene Gehaltssysteme. Jede Funktion ist einer Gehaltsklasse zugeordnet. Innerhalb dieser Klasse erfolgt die Entwicklung über Gehaltsstufen. Der Gehaltsaufstieg innerhalb einer Klasse kann maximal 60 Prozent des Grundgehalts betragen. Die jährliche Entwicklung soll sich auf die Resultate der Leistungs- und Verhaltensbeurteilung stützen. Der Lohn soll nicht einfach erhöht werden, weil man jung ist und das Geld gut gebrauchen kann. Es dauert viele Jahre, bis jemand den Maximallohn innerhalb einer Gehaltsstufe erreicht hat. Viele Mitarbeitende erreichen das Maximum bis zu ihrer Pensionierung nie. Eine gewisse Flexibilität besteht somit bereits im heutigen System. Dieses Lohnsystem wird in der Privatwirtschaft wohl kaum angewendet. Im Gegensatz zum kantonalen System kennt man in der Privatwirtschaft Zusatzleistungen wie Boni und andere Lohnnebenleistungen. Ein direkter Lohnvergleich ist somit kaum möglich. Der Einstiegslohn für junge Mitarbeitende beim Kanton Bern ist durchaus konkurrenzfähig. Die nachfolgende Lohnentwicklung kann jedoch nicht mehr mithalten. Dass der Kanton Bern bei der Besoldung einen Nachholbedarf hat, ist eine Tatsache, die sich sukzessive ändern sollte. Dazu sind finanzielle Mittel erforderlich. Ein Umbau des Gehaltssystems ist zurzeit nicht angesagt und wird auch von der Regierung abgelehnt. Ohne zusätzliche Mittel kann auch bei einem anderen Gehaltssystem keine wesentliche Verbesserung erzielt werden. Bei der Lehrerschaft wird im Sinn der Gesetzesänderung, welche wir letztes Jahr beschlossen haben, ein individueller und degressiver Gehaltsaufstieg möglich sein. Dies ist ein wichtiger Schritt in die richtige Richtung. In der Kantonsverfassung muss demnächst im Sinn einer Gleichbehandlung ebenfalls eine Anpassung erfolgen. Ein Postulat ist lediglich ein Prüfauftrag, doch der Inhalt dieses Vorstosses entspricht eigentlich nicht dem eines Postulats. Da wir keine unnötigen Kosten für Prüfungen auslösen wollen, lehnt unsere Fraktion dieses Postulat ab.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zu den persönlichen Voten.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Ich gebe hier ein persönliches Votum ab, welches die Volkswirtschaft betrifft. Vor längerer Zeit, noch bevor ich etwas von diesem Postulat wusste, habe ich mit Kollegen über Personalfragen gesprochen. Es ging dabei nicht darum, über den Lohn zu klagen, sondern es ging um die Frage, wie man junge Mitarbeiter einstellen kann. Von diesen Kollegen wurde ganz eindeutig signalisiert, dass sie Mühe hätten, junge Mitarbeiter mit einem 100-Prozent-Pensum anzustellen. Wir haben kein Problem mit Leuten, die Teilzeit arbeiten, denn wenn jemand zu 30 Prozent angestellt ist, ist es nicht so entscheidend, ob er bei

einer Vollzeit-Anstellung ein paar hundert Franken mehr verdienen würde. Doch für Leute zwischen 25 und 35, die meist Familienväter oder werdende Familienväter sind und eine Familie ernähren müssen, ist es tatsächlich entscheidend, ob sie pro Monat 1000 Franken mehr oder weniger verdienen. Im Verhältnis zur Summe, welche wir einer Person bezahlen, wenn sie den Maximallohn erreicht, sind wir hier ganz klar schwach auf der Brust. Hier bin ich der Meinung, dass wir unbedingt eine Anpassung vornehmen müssen. Was ist das Ergebnis dieser Situation? Es gibt viele Berufe, in denen wir nicht unbedingt einen Frauenanteil von 100 Prozent haben möchten. Ich bin absolut der Meinung, dass es nicht entscheidend ist, ob ein Mann oder eine Frau angestellt wird beim Kanton, verstehen Sie mich nicht falsch. Doch ich bin Mitglied einer Schulkommission. Wenn man nun eine Stelle ausschreibt, meldet sich in den seltensten Fällen ein Mann. Dies ist ein Problem. Dieses Problem hängt auch mit der Lohnstufe zusammen, die man in dem Alter erreichen kann, in dem man eine Familie ernähren sollte. Ich bin der Meinung, dass wir kein Problem haben mit der Gesamtlohnsumme, sondern mit den Einstiegsgehältern. Wir sollten guten Mitarbeitenden rasch eine Perspektive bieten, damit sie beim Kanton bleiben. Deshalb unterstütze ich diesen Teil des Postulats.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Ich übergebe das Wort nochmals dem Autor des Postulats, bevor der Herr Regierungsrat sprechen wird.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Ich denke, die Schlacht ist verloren, es spielt keine Rolle, ob der Herr Regierungsrat nach mir spricht. Ich bin froh um die Diskussion, die soeben stattgefunden hat. Sie hat gezeigt, dass ich im Grundsatz Recht habe, meine Forderungen jedoch im Detail abgelehnt werden. Wir haben gehört, dass man die Lohnkurve auch mit dem bestehenden Lohnmodell ändern kann. Dies ist selbstverständlich richtig. Das Problem besteht darin, dass wir gemäss meiner Excel-Tabelle ein Lohnsummenwachstum von 15 Prozent hätten, wenn wir die Delle ausbessern wollten. Es ist bei den KMU genau gleich: Wenn man an einem Ort etwas mehr ausgeben will, muss man anderswo auf etwas verzichten. In diesem Fall würde dies heissen, dass man zwischen 30 und 40 etwas mehr bekommt, und dafür ab 55 etwas weniger erhält. Ich verlange keinen Besitzstandesverlust für die älteren Mitarbeiter, doch ich fordere eine Plafonierung des Lohns. Es ist auch nicht so, Ueli Jost, dass die älteren Mitarbeiter einen Leistungsabbau erleiden. Doch sie haben auch keine Leistungssteigerung mehr, wie sie ihrem Lohnanstieg beim kantonalen Modell entspricht. Was würde es nun bedeuten, wenn der Kanton Bern diesen Weg alleine ginge? Es wäre genau das, was ich als Unternehmer dringend suche: Ein Alleinstellungsmerkmal. Eine Verbesserung auf dem Arbeitsmarkt führt zu einem Arbeitsmarktvorteil. Der Kanton Bern würde nicht hinterherhinken, sondern ginge voraus und hätte einen Vorteil. Ich nehme jedoch zur Kenntnis, dass ich mit diesem Postulat wohl das falsche Publikum anspreche. Ich muss wahrscheinlich auf ein jüngeres Parlament warten und die Sache dann nochmal einbringen.

Andreas Rickenbacher, directeur-suppléant des finances. Im Postulat wird die Lohnentwicklung des Kantonalpersonals und der Lehrkräfte thematisiert. Vorgeschlagen wird eine Angleichung der Lohnsysteme des Kantons an jene der KMU, wobei man genau schauen müsste, was bei den KMU im Einzelnen gilt. Der Lohnaufstieg jüngerer Mitarbeitender soll rascher erfolgen. Ich kann Ihnen sagen, dass dieses Anliegen vom Regierungsrat grundsätzlich gestützt wird. Der Grosse Rat hat im letzten Jahr auch seine Zustimmung gegeben zur Revision der Lehreranstellungsgesetzgebung und des Personalgesetzes. Dies lässt künftig einen verlässlicheren individuellen Gehaltsanstieg zu. Von daher ist das Anliegen von Herrn Grossrat Wyss eigentlich schon aufgenommen worden. Wir teilen diese Anliegen, welche Sie, Herr Wyss, hier geäussert haben. Der Regierungsrat kann jedoch nicht unterstützen, dass die Beschleunigung des Lohnaufstiegs der jüngeren Mitarbeitenden durch eine Reduktion der Löhne der älteren Angestellten finanziert werden soll. Dies hat verschiedene Gründe. Erstens: Es ist möglich, dass bei den KMU die Spannen zwischen dem höchsten und dem niedrigsten Lohn kleiner sind als beim Kanton. Man kann das Lohnsystem des Kantons nicht eins zu eins mit jenem der KMU vergleichen. Beim Kanton gibt es zum Beispiel Stellen, welche man fast lebenslanglich behalten kann. Dazu gehören Stellen an Schulen oder bei der Polizei. Mitarbeitende in solchen Berufen sollen auch zu einem späteren Zeitpunkt in ihrem Leben die Möglichkeit haben, aufzusteigen. Bei anderen Stellen wiederum steht der Kanton in einem Wettbewerb mit anderen, potenten Arbeitgebern. Dies wurde in der Diskussion auch erwähnt. Dazu gehören der Bund, die SBB oder andere grössere Unternehmen. Wenn jetzt ein erfahrener Mitarbeiter, der bereits etwas älter ist, austritt, weil er beim Kanton keine Perspektive mehr hat und der Lohn «gedeckelt» oder gar gesenkt wird, verursacht dies grosse Kosten. Dem Kanton geht Know-how verloren. Für den Kanton ist es unter Umständen nicht mehr möglich, geeignete Personen zu rekrutieren.

Der zweite Grund ist der Vergleich zwischen den Kantonen. Diese sind ja in gewissem Sinne auch unsere Konkurrenten. Dieser Vergleich zeigt, dass die Löhne der älteren Mitarbeitenden im Kanton Bern keinesfalls als überhöht bezeichnet werden können. Auch hier sind wir nicht auf Rosen gebettet. Ein dritter Grund, der gegen die Beschränkung des Lohnanstiegs spricht, besteht darin, dass die Leistungsfähigkeit der älteren, erfahrenen Mitarbeitenden nicht abnimmt. Von daher wäre es aus Sicht der Regierung falsch und ungerecht, den Lohn dieser Mitarbeitenden zu reduzieren. Dass der Kanton Bern mit seinem System nicht ganz falsch liegt, sieht man auch daran, dass die meisten Schweizer Kantone mit einem ähnlichen System operieren. Auch aus dieser Überlegung heraus sieht der Regierungsrat keinen Grund, unser System zu ändern. Zusammenfassend kann ich festhalten, dass der Regierungsrat gewillt ist, in den ersten Jahren des Berufslebens einen rascheren Aufstieg zu ermöglichen, sodass Mitarbeitende zwischen 30 und 45 auch im Kanton Bern marktgerechte Löhne erhalten. Dies kann jedoch nicht damit finanziert werden, dass man die Aufstiegsmöglichkeiten der erfahrenen Mitarbeitenden reduziert, denn auch diese sind für den Kanton wichtig. Wir, die Regierung, müssen mit der Verwaltung und mit Ihnen als

Mitglieder des Grossen Rats andere Lösungen finden. Aus diesem Grund lehnt die Regierung dieses Postulat ab.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zur Abstimmung. Wie angekündigt, gibt es zwei Abstimmungen. Zuerst stimmen wir über die Anpassung des Gehaltssystems ab. Falls dieser Punkt angenommen wird, stimmen wir noch über die kostenneutrale Umsetzung dieser Anpassung ab. Wer das Postulat zur Anpassung des Gehaltssystems annehmen will, stimmt Ja. Wer es ablehnt, stimmt Nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 56

Non 88

Abstentions 1

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben das Postulat abgelehnt. Damit entfällt die zweite Abstimmung. Wir sind somit am Ende der Geschäfte der Finanzdirektion angelangt. Ich bitte den Herrn Regierungsrat Rickenbacher, seiner Kollegin, Frau Regierungsrätin Simon, die besten Wünsche und Grüsse zu überbringen. Wir wünschen, dass sie möglichst bald wieder fit ist und im Regierungsrat mitwirken kann.

Affaire 2014.RRGR.15

Arrêté du Grand Conseil fixant le nombre de postes d'ecclésiastiques rémunérés par le canton

Annexe 23

La présidente Béatrice Struchen reprend la direction des délibérations.

La présidente. Nous passons à la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, bonjour M. Neuhaus. Affaire 33 «Arrêté du Grand Conseil fixant le nombre de postes d'ecclésiastiques rémunérés par le canton». M. Pfister a la parole pour la Commission des finances et j'aimerais aussi vous informer que, sur la table à l'extérieur, il y a une pétition qui a été déposée par M. Valentin Oehen et cette pétition est signée seulement par lui. M. Pfister, vous avez la parole et je vous rappelle que nous sommes en débat libre.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Wir haben hier eine Vorlage, welche dazu dient, über die Anzahl der vollamtlichen pfarramtlichen Stellen zu befinden. Diese finanziert der Kanton, weil der Kanton hierfür zuständig ist. Warum ist diese Vorlage jetzt hier? Letztes Jahr, während der Debatte zu den ASP-Massnahmen, hat die Finanzkommission eine Kürzung im Umfang von insgesamt 5 Mio. Franken vorgeschlagen. 2 Millionen davon wären auf das Jahr 2014 entfallen, und je 1 Million auf die Jahre 2015–2017.

Für die betroffenen Pfarrstellen und für die JGK wäre es nicht sehr einfach gewesen, dies blitzschnell umzusetzen, nicht zuletzt auch aufgrund der gesetzlichen Grundlagen. Deshalb haben wir heute diese Vorlage. Wir haben diese Pfarrstellen in die Finanzplanung aufgenommen. Wir hatten mit dem Synodalrat vorher keinen Kontakt, weshalb dieser sehr überrascht und auch frustriert war. Doch die Mitglieder des Synodalrats haben eingesehen, dass auch sie zu den Einsparungen beitragen müssen, und sie haben sehr konstruktiv dabei geholfen, eine Lösung zu finden. Die Lösung, welche wir heute präsentieren, ist das Optimum und erfüllt die Vorgaben. Es geht um 27,5 Pfarrstellen, welche in den kommenden Jahren abgebaut werden. Dabei soll niemandem gekündigt werden. Die Finanzkommission hat diesem Geschäft mit 14 gegen 0 Stimmen bei einer Enthaltung zugestimmt. Ich hoffe, dass auch das Plenum dieser Vorlage zustimmen kann.

La présidente. Je n'ai pas encore de porte-parole de groupes. Ce n'est pas contesté, il n'y a donc pas de groupes qui veulent la parole. (*Agitation dans la salle*) – M. Etter, c'est à vous. Ce n'est pas contesté, mais vous prenez quand-même la parole. Vous avez le droit.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Ich möchte diese Vorlage nicht etwa bestreiten, im Gegenteil, ich unterstütze sie und möchte nur ein paar Gedanken dazu äussern. (*La présidente agite sa cloche.*) Sie erinnern sich an die ominöse Tabelle mit dem Benchmark, welche wir letztes Jahr erhalten haben. Man hat dabei die Kosten vergleichbarer Kantone einander gegenübergestellt. Mit 191 Prozent waren die Kosten im Bereich «Kirche» in Bern beinahe doppelt so hoch wie in vergleichbaren Kantonen. Dass diese Zahl kirchenkritischen Grossrätinnen und Grossräten aufgefallen ist, hat uns nicht erstaunt. Für mich stellt sich hingegen die Frage, ob man die Kosten der einzelnen Kantone überhaupt vergleichen kann. In einigen Kantonen beispielsweise haben wir eine vollständige Trennung von Kirche und Staat. In anderen Kantonen wiederum bezahlt der Kanton den Gebäudeunterhalt der Kirchen, und so weiter. Es ist somit sehr fraglich, ob die Zahlen überhaupt vergleichbar sind bei so unterschiedlichen Systemen. Wer sich mit dem Thema befasst, stellt fest, dass es sehr schwierig bis unmöglich ist, diese Zahlen zu vergleichen. Jeder Kanton hat ein anderes Finanzierungssystem. Die BDP-Fraktion stimmt dem Antrag des Regierungsrats vollumfänglich zu. Wir sind auch einverstanden mit der Verlängerung der Frist für den Stellenabbau bis zum Jahr 2019. Die Gründe für die Verlängerung sind ja bekannt. Ich möchte an dieser Stelle jedoch Folgendes erwähnen: Wenn wir bis 2019 wie geplant Pfarrstellen abbauen, haben wir zwischen 2000 und 2019 15 Prozent aller Pfarrstellen abgebaut. Ich möchte sehen, an welchem Ort in der Verwaltung in diesem Zeitraum 15 Prozent der Stellen abgebaut worden sind. Wir warten gespannt auf den versprochenen Bericht zum Verhältnis von Staat und Kirche, welcher bis Ende Jahr erscheinen soll. Als überzeugter Protestant habe ich mich intensiv mit dieser Frage beschäftigt. Die Kirche besteht nicht nur aus der sonntäglichen Predigt und gelegentlichen Hochzeitsfeiern und Beerdigungen. Die Kirche – namentlich die Pfarrleute – übernehmen zahlreiche soziale Aufgaben. Die Kirche unterhält und finan-

ziert auch Ehe- und Familienberatungsstellen. Im ZGB Artikel 71 steht geschrieben, dass dies eigentlich Aufgabe des Kantons wäre. Die Kirchgemeinden unterhalten auch die Kirchen als Gebäude, was ebenfalls eine kantonale Aufgabe wäre. Wir müssten einmal eine Auslegeordnung vornehmen und schauen, wer was in welchem Umfang finanziert, wenn wir noch weiter über die Pfarrerröhne sprechen wollen. Wir stimmen dem Antrag des Regierungsrats zu, sind aber der Meinung, dass weitere Kürzungen in diesem Bereich nicht mehr zu verantworten sind.

Thomas Rufener, Langenthal (UDC). Ich bin nicht hier, weil ich dieses Geschäft bestreiten möchte, im Gegenteil. Doch es ist der Stellenwert des Geschäfts, der legitimiert, dass man etwas dazu sagt. Es handelt sich hier um eine ASP-Massnahme, welche durchaus auf Kurs ist, zumindest im Rahmen des Betrags, den man avisiert hat. Wir haben zur Kenntnis genommen, dass der Terminplan nicht eingehalten werden kann. Dieser Terminplan kann aus erklärba- ren Gründen nicht eingehalten werden. Es geht dabei um Kündigungsfristen und um längerfristige Abmachungen, die zum Beispiel im Zusammenhang mit der Fusion von Kirchgemeinden getroffen wurden. Wir können diesem Geschäft einstimmig zustimmen. Im Namen der Fraktion möchte ich auch meinen Dank für die Umsetzung dieses ASP-Geschäfts aussprechen. Man hat dieses Geschäft nicht einfach vollzogen, sondern in Absprache mit den beteiligten Landeskirchen und den kirchlichen Verbänden aufgegleist. Es wird von diesen Kreisen auch getragen. Dies erscheint mir wichtig. Wir haben im Kanton Bern eine besondere Ausgangslage mit unserer Regelung zu den kirchlichen Gütern und der Finanzierung der Geistlichen. (*La présidente agite sa cloche.*) Der Abbau wird auch Konsequenzen haben für die Zusammenarbeit der politischen Gemeinden mit den Kirchgemeinden. Einige Beispiele von betroffenen Aufgabenbereichen wurden bereits erwähnt. Doch ich denke, wir sind auf dem richtigen Weg mit diesem Antrag, welchen wir einstimmig gutheissen.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Je serai bref. Comme vous l'avez déjà entendu, la planification fixant le nombre de postes d'ecclésiastiques a été un processus de compromis et elle n'est en principe contestée par personne. A la Commission des finances, nous avons reçu les membres du clergé qui ont discuté avec nous leur proposition. Juste une précision concernant le Jura bernois, vous avez peut-être constaté qu'il n'y a pas de diminution de postes dans le Jura bernois, c'est simplement que ces diminutions ont déjà eu lieu pendant les années passées, et que, actuellement, cela correspond aux nouvelles choses. Par contre, une question que l'on devra se poser à l'avenir, c'est que si ce compromis a été trouvé, c'est parce que, également, il y a une pénurie dans ces emplois et que, dans un avenir proche, on n'aura plus assez de pasteurs et de curés dans nos paroisses.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Wir begrüßen die Vorlage. Als aus unseren Kreisen zum ersten Mal gefordert wurde, dass man bei den Kirchen auch hinschaut, hätte man den Eindruck gewinnen können, die Welt – oder vielmehr der Himmel – gehe unter, und eine Reduktion sei völlig unmöglich. Doch die Reduktion hat eben auch damit

zu tun, dass immer weniger Leute die wichtigen Angebote der Kirche in Anspruch nehmen. Wenn wir beispielsweise weniger Kinder haben, stellt auch niemand in Frage, dass es weniger Lehrer braucht. Deshalb musste man auch hier die Konsequenzen ziehen. Dies wurde richtig gemacht. Es ist klar, dass es vielleicht etwas mehr Zeit braucht. Auch damit können wir uns einverstanden erklären. Wir danken für diese Vorlage, und wir werden sie sicherlich annehmen.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Ich denke, es ist wichtig, dass wir als EVP-Fraktion unsere Meinung auch noch kundtun, wie es die anderen Parteien getan haben. Wir haben von Anfang an gesagt, dass wir es gut finden, dass die Kirchen sich auch an diesen Sparbemühungen beteiligen. Wir haben jedoch auch gesagt, dass dies auf einer guten Grundlage geschehen soll. Wir erwarten, dass das Zusammenspiel der Gesellschaft weiterhin funktioniert und dass sich die Kirche an den Massnahmen beteiligt, und wir begrüßen die vorge-sehene Umsetzung. Wir sind auch nicht erstaunt darüber, dass es etwas länger dauert, als es geplant war. Für uns ist der Bericht auch sehr wichtig, welcher im Jahr 2015 er-scheinen wird. Er dient dazu, das weitere Vorgehen festzu-legen. Es ist klar, dass die Anzahl der Mitglieder der refor-mierten, aber auch der katholischen Kirche einen Einfluss hat auf die Besoldungsstellen. Für uns von der EVP ist es wichtig, dass man diesen Weg geht, und dass man dies mit der nötigen Sorgfalt tut.

La présidente. C'est à M. Wüthrich à titre personnel. Vous avez trois minutes.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Ich möchte nur kurz daran erinnern, weshalb wir diese Pfarrstellen überhaupt bezah-len. Wir sprechen hier über ein Geschäft, welches die Folge eines Dekrets ist aus dem Jahr 1804, als der Kanton Bern die Kirchengüter übernommen hat. Das war gut so, wir könnten es uns heute gar nicht mehr anders vorstellen. Zum Thema Sparen möchte ich noch an Folgendes erinnern: Der Regierungsrat hat 1874 gesagt, die Summe der Pfarrstellen, welche der Kanton übernehme, sei etwas hoch. Sie sei etwas höher als es 1804 vereinbart worden sei. Wir müssen uns deshalb fragen, ob die Anzahl Stellen noch dem ent-spricht, was 1804 vereinbart wurde. Ich bin der Meinung, dass es eine rechtliche und eine politische Klärung braucht, um herauszufinden, was der Vertrag von 1804 für die heuti-ge Zeit bedeutet. Dann können wir darüber sprechen, ob wir noch weiter sparen sollen oder nicht. Es wurde vorhin vom BDP-Sprecher erwähnt, dass es unterstützungswürdig sei, was die Kirche im sozialen Bereich leiste. Dies sieht auch meine Fraktion so. Doch die Frage stellt sich, ob es richtig ist, dass wir die Kirchen im Kanton Bern unterstützen, indem wir Leute finanzieren, die religiöse Aufgaben übernehmen. Die sozialen Arbeiten gehören nämlich nicht unbedingt zum Pflichtenheft der Pfarrerrinnen und Pfarrer. Sie sollten einmal ein solches Pflichtenheft lesen. Diese Arbeiten werden von vielen Freiwilligen sowie von anderen professionellen Ange-stellten der Kirchen geleistet. Diese bezahlen wir nicht, wir bezahlen explizit die Pfarrerrinnen und Pfarrer. Wenn wir nun als Staat diese sozialen Aufgaben mitfinanzieren wollen, müssen wir dies anders angehen. In diesem Sinne hoffe ich, dass wir diese Diskussion mit dem erwähnten Bericht zum

Verhältnis von Kirche und Staat besser werden führen können. Es geht nicht darum, dass wir die Kirchen im Kanton Bern nicht mehr unterstützen wollen, sondern dass wir sie anders unterstützen. In jedem Betrieb sind diejenigen Personen am wichtigsten, die vorne an der Front stehen. In den Kirchen sind dies die Pfarrerinnen und Pfarrer. Ich finde, dass die Kirchen diese auch selber bezahlen und mit ihnen selber Arbeitsverträge aushandeln sollen. In diesem Sinne hoffe ich weiterhin auf die Gesprächsbereitschaft der Landeskirchen. Ich freue mich bereits auf die Diskussionen, die wir gemeinsam mit den Landeskirchen führen werden.

Marc Jost, Thoune (PEV). Ich ergreife das Wort, weil ich im Rahmen der ASP-Debatte für die EVP den Antrag vertreten habe, dass man den Bericht abwarten soll, bevor man Massnahmen in diesem Bereich ergreift. Der Kirchendirektor hat uns schon damals darauf hingewiesen, dass es nicht möglich sein werde, diese Massnahmen in der vorgesehenen Zeitspanne umzusetzen. Es ist einerseits gut, dass der Rat diese Einschätzung teilt und die Massnahme massvoll umsetzt. Allerdings bin ich beim Lesen des Vortrags des Regierungsrats über etwas gestolpert. Ich habe nochmal geschaut, welche Planungserklärung im letzten Herbst tatsächlich überwiesen worden ist. Jene der FiKo stand der Erklärung der bürgerlichen Fraktionen gegenüber. Gewonnen hat die Planungserklärung der SVP, BDP, FDP und EDU, welche eine kontinuierliche Senkung verlangt hat. Im Vortrag des Regierungsrates wird jedoch auf die Zahlen aus dem FiKo-Antrag Bezug genommen, welcher konkrete Zahlen genannt hat. Dies hat mich irritiert, weil es nicht so beschlossen wurde. Doch es ändert nicht viel an der Sache. Man kann den Begriff «kontinuierlich» ja auch so interpretieren. Nur hätte ich den Bericht gerne gehabt, bevor wir Massnahmen beschliessen. Deshalb werde ich mich der Stimme enthalten.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Ich wollte zuerst nichts sagen, doch da jetzt eine kirchenpolitische Debatte läuft, erlaube ich mir trotzdem, ein paar Worte hinzuzufügen. Das Wichtigste vorweg: Seit dem Jahr 2000 hat die Kirche bereits rund 15 Prozent eingespart. Wir können den Terminplan aus bekannten Gründen nicht einhalten, doch die ASP-Massnahme wird umgesetzt. Allerdings regt es mich auf, dass man immer nur von jenen spricht, die der Kirche den Rücken zuwenden. Die Kirchen haben noch rund 750 000 Mitglieder im Kanton Bern, welcher über rund eine Million Einwohner verfügt. Man sollte auch über jene sprechen, welche der Kirche nicht den Rücken zuwenden. Die Anzahl Katholiken ist sogar gestiegen, und die katholische Kirche übernimmt im Ausländerbereich eine wichtige Integrationsfunktion. Ich muss auch sagen, dass die Kirchen zu dem Abbau Hand geboten haben, obwohl das immer wieder anders kolportiert wird. Es wird behauptet, die Kirchen hätten sich mit allen Mitteln gewehrt und nur zähneknirschend zugestimmt, doch dies stimmt nicht. Sie tragen diese Sparmassnahme mit, auch wenn sie keine Freude daran haben. Auch ich habe keine Freude daran, dass der Bericht erst im nächsten Jahr in den Grossen Rat kommt. Mir wäre es lieber gewesen, wenn wir zuerst den Bericht gehabt und anschliessend Massnahmen beschlossen hätten,

doch die JGK trägt die Massnahmen loyal mit. Ich wäre froh, wenn wir sie im vorgesehenen Tempo umsetzen könnten. Wir wollen ja möglichst keine Abgangsentschädigungen und Übergangsrenten bezahlen, weil die Stellen zu früh gestrichen wurden. Ich bitte Sie deshalb, diesem GRB zuzustimmen.

La présidente. Nous passons tout de suite aux délibérations, article par article, sur cet arrêté sur le nombre de postes d'ecclésiastiques rémunérés par le canton.

Délibération par article

Art. 1–7

Adoptés

Titre et préambule

Adoptés

Pas de demande de réouverture de la discussion

La présidente. Nous passons au vote final sur cet arrêté. Ceux qui acceptent cet arrêté votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote final

Décision du Grand Conseil

Adoption

Oui	133
-----	-----

Non	4
-----	---

Abstentions	3
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté cet arrêté. J'aimerais aussi vous annoncer que le lundi 8 septembre une marche sera organisée par Mme Sandra Kunz et d'autres pasteurs pour montrer leur mécontentement. Cette marche commencera à la Waisenhausplatz à midi et se terminera à 14 heures à l'Hôtel du gouvernement. Une lettre sera remise à M. Neuhaus et à moi-même à cet effet.

Comme j'ai pu le constater, nous avons aussi des enfants sur la tribune des visiteurs, je vais parler en allemand, même si ce doit être les premiers enfants qui ont eu du Frühfranzösisch. Also, liebe sechste Klasse von Frau Schlapbach vom Schulhaus Pestalozzi, seid willkommen bei uns! Ich hoffe, ihr genießt diesen Moment mit uns. Alles Gute. (*Applaudissements*).

Affaire 2014.RRGR.585

N° de l'intervention: 106-2014

Type d'intervention: Motion

Déposée le: 30.05.2014

Déposée par: Klopfenstein (Biel/Bienne, PLR)
(porte-parole)

Cosignataires: 13

Urgence accordée: le 05.06.2014

N° d'ACE: 968/2014 du 13.08.2014

Direction: JCE

Gens du voyage venus de l'étranger

Le Conseil-exécutif est chargé d'intervenir politiquement auprès de la Confédération afin que la compétence de créer, exploiter et financer des aires de transit pour les gens du voyage venant de l'étranger revienne fondamentalement à la Confédération. Les plans directeurs cantonaux, en collaboration avec la Confédération et les cantons, permettront de garantir ces aires au sens de la législation sur l'aménagement du territoire.

Développement

Depuis la ratification de la convention-cadre du Conseil de l'Europe du 1^{er} février 1995 pour la protection des minorités nationales, les gens du voyage de Suisse ont le statut de minorité nationale. Depuis un arrêt rendu par le Tribunal fédéral en 2003, la Confédération, les cantons et les communes sont tenus, dans le cadre des tâches d'aménagement du territoire énoncées à l'article 3 LAT, de dégager les terrains nécessaires à la réalisation d'aires de transit pour les gens du voyage. Pour la création d'aires de transit, le canton de Berne dispose de stratégies et d'une fiche de mesure dans son plan directeur.

La problématique des gens du voyage suisses s'est récemment aiguisée du fait de l'actualité. Le canton de Berne est prêt à rechercher des solutions avec les communes et les gens du voyage suisses se sont montrés coopératifs et pragmatiques.

La situation est différente avec les gens du voyage venant de l'étranger. On ne peut pas demander au canton de Berne de rechercher des aires de transit, de les financer et de dégager des terrains aussi pour les gens du voyage venant de l'étranger. Si tant est qu'une telle responsabilité existe, alors elle incombe à la Confédération et les cantons doivent en être libérés.

La distinction entre les Yéniches suisses et les gens du voyage étrangers est justifiée et commande une approche différenciée. Tandis que les gens du voyage suisses se montrent coopératifs et sont acceptés en tant que minorité, on ne peut pas dire que les gens du voyage venant de l'étranger jouissent d'une grande popularité auprès de la population et des communes. Ne se tenant généralement pas aux habitudes suisses, ils font plutôt mauvais effet dans les communes. On pense notamment à l'état de désolation dans lequel ils laissent les aires de transit et à la hausse de la petite criminalité malheureusement constatée sur les territoires où ils s'installent momentanément. Il faut par ailleurs installer des aires de transit pour les gens du voyage étrangers le long des axes autoroutiers, dont la responsabilité incombe déjà à la Confédération et à l'OFROU.

Il ne peut donc pas revenir au canton de Berne de trouver des terrains ou de les mettre à la disposition des gens du voyage étrangers. Cette tâche doit incomber en premier lieu à la Confédération. La Confédération doit être responsable de la recherche, de l'exploitation et du financement d'aires de transit pour les gens du voyage venant de l'étranger. Elle doit collaborer étroitement avec les cantons pour que cette tâche soit garantie dans la législation sur l'aménagement du territoire. Les cantons doivent inscrire dans leur plan directeur les aires de transit dont l'emplacement est judicieux d'un point de vue national.

Le Conseil-exécutif est donc chargé d'intervenir auprès des autorités fédérales compétentes.

Motivation de l'urgence :

Les autorités fédérales ne prennent pas assez au sérieux les problèmes posés par les gens du voyage venant de l'étranger et l'aide apportée aux cantons dans la recherche de terrains adaptés appartenant à la Confédération est insuffisante.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

La motion Klopfenstein demande que le Conseil-exécutif intervienne politiquement auprès de la Confédération afin que la compétence de créer, exploiter et financer des aires de transit pour les gens du voyage venant de l'étranger revienne fondamentalement à la Confédération. Les plans directeurs cantonaux, en collaboration avec la Confédération et les cantons, doivent permettre de garantir ces aires au sens de la législation sur l'aménagement du territoire.

Dans son message au Parlement du 19 novembre 1997 (BBI 1998 1293, FF 1998 1033), le Conseil fédéral indique expressément que les gens du voyage constituent une minorité nationale au sens de Convention-cadre du Conseil de l'Europe du 1^{er} février 1995 pour la protection des minorités nationales (RS 0.441.1). Les membres de cette minorité doivent pouvoir cultiver et développer leur culture. Le Tribunal fédéral a en outre confirmé, dans son arrêt du 28 mars 2003, que les besoins des gens du voyage doivent être pris en compte dans le cadre de l'aménagement du territoire. Ce sont les cantons qui sont chargés, dans ce domaine, de garantir des aires de séjour et de transit pour les gens du voyage suisses.

La fondation «Assurer l'avenir des gens du voyage suisses», qui a été instituée par la Confédération, constate, dans son rapport intitulé «Les gens du voyage et l'aménagement du territoire – La situation en 2010», que «[l]a création de grandes aires de transit pour les gens du voyage étrangers est devenue une première priorité au regard des nombreux conflits. Ceci pourrait également améliorer indirectement la situation des gens du voyage suisses. La Confédération doit assumer un rôle de chef de file dans cette tâche de coordination d'aménagement du territoire très importante, et ce au niveau national».

A ce jour, la Confédération ne s'est toujours pas acquittée de cette tâche de coordination. Au niveau national, aucune stratégie n'a été élaborée et il ne semble pas non plus que des mesures aient été prises. L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire a déjà pris contact avec divers organes de l'administration fédérale, notamment l'OFROU, l'ARE et armasuisse, au sujet de la création de nouvelles aires de transit pour les gens du voyage étrangers dans le canton de Berne et revendiqué l'utilisation de divers emplacements potentiels sur des parcelles appartenant à la Confédération, le long des principaux axes de transit.

Jusqu'à présent, la Confédération n'a toutefois pas pu – différentes raisons ont été invoquées – mettre à la disposition du canton des terrains pour créer de telles aires.

Le Conseil-exécutif a chargé l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire de créer, d'ici à 2017, trois à cinq nouvelles aires de séjour et de transit pour les Yéniches suisses et une à deux nouvelles aires de transit pour les gens du voyage étrangers. Les Yéniches suisses demandent explicitement à disposer d'aires de stationnement séparées de celles mises à la disposition des gens du voyage étrangers – le plus souvent des Roms. Les Yéniches et les Roms n'appartiennent en effet pas au même groupe culturel et ont des besoins différents. L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire traitera prioritairement la création de nouvelles aires de séjour et de transit, comme le lui a demandé le Conseil-exécutif. Si certaines aires sont réservées aux Yéniches suisses, ce point devra être précisé dans un règlement d'exploitation. Il convient de mettre à la disposition des gens du voyage étrangers des terrains équivalents à titre d'aires de transit afin qu'ils ne soient pas discriminés.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif soutient la demande des motionnaires, à savoir qu'il souhaite intervenir politiquement auprès de la Confédération afin que la compétence de créer, exploiter et financer des aires de transit pour les gens du voyage venant de l'étranger revienne fondamentalement à la Confédération. Les plans directeurs cantonaux, en collaboration avec la Confédération et les cantons, doivent permettre de garantir ces aires au sens de la législation sur l'aménagement du territoire.

Proposition du Conseil-exécutif

Adoption

La présidente. Nous passons à l'affaire 34, Motion de M. Klopfenstein «Gens du voyage venus de l'étranger». Nous avons un débat réduit, mais j'ai une motion d'ordre de M. Haas.

Adrian Haas, Berne (PLR). Es geht hier darum, dass die Motion offensichtlich bestritten ist. Wenn wir eine reduzierte Debatte durchführen würden, könnte zunächst der Motionär sein Votum abgeben, anschliessend käme derjenige, der den Vorstoss bestreitet, und darauf könnte der Motionär nichts mehr sagen. Ich finde es wichtig, dass man diese Diskussion führen kann, deshalb wären wir der Auffassung, wir sollten zu diesem Thema eine freie Debatte führen.

La présidente. Vous avez donc entendu: M. Haas vous propose un débat libre, nous votons donc tout de suite. Ceux qui acceptent la proposition de M. Haas, un débat libre, votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (motion d'ordre Haas, Berne; débat libre)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	124
Non	10
Abstentions	2

La présidente. Vous avez accepté le débat libre. M. le motionnaire, M. Klopfenstein, vous avez la parole.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Ich danke für die Antwort des Regierungsrats. Die Regierung übernimmt mein Anliegen als Richtlinienmotion. Doch offenbar ist die Motion bestritten. Ich kann mir allerdings nicht vorstellen, warum so ein guter Vorstoss überhaupt bestritten werden kann. (*Hilarité*). Ich erkläre nun kurz, worum es geht: Ich trenne klar zwischen den Schweizer Jenischen und den ausländischen Fahrenden. In Biel-Nidau haben wir bereits Erfahrungen gesammelt. Mit den Schweizer Jenischen hat man sich gut arrangiert, die haben sich an die Vereinbarungen gehalten. Sie haben auch ihren Platz bezahlt. Heute stand in der Zeitung, dass es auch in Rohrbach im Emmental kein Problem mit Schweizer Jenischen gegeben hat. Also gilt «Swiss first». Um diese Leute hat sich der Kanton zu kümmern. Doch natürlich gibt es auch die ausländischen Fahrenden. Dies ist das eigentliche Übel, das darf man wohl sagen, ohne dass man rassistisch ist. Um diese ausländischen Fahrenden hat sich nun der Bund zu kümmern. Wenn überhaupt, dann hat er diese entlang der Autobahnen zu platzieren. Wir haben im Seeland auch Erfahrungen gemacht mit ausländischen Fahrenden, das sind die mit den langen Wagen mit gelben Kennzeichen. Sie besetzen einfach das Terrain und hinterlassen eine Sauerei, das darf man so sagen, pardon l'expression. Man weiss auch – das darf man ebenfalls sagen – dass die Anzahl Vermögensdelikte zunimmt, wenn diese Fahrenden an einem Ort sind. Das ist erwiesen, es gibt Zahlen dazu von der Kantonspolizei. Es ist nicht Aufgabe des Kantons, sich um die ausländischen Fahrenden zu kümmern, er muss sich um die Schweizer Jenischen kümmern. Deshalb ist die Strategie meiner Motion richtig. Der Regierungsrat will sie umsetzen und sich dann an den Bund wenden. Ich wäre froh, wenn man diesem Vorstoss zustimmen würde, und bin gespannt darauf zu erfahren, warum man diesen Vorstoss bestreiten kann.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Der Motionär hat gefragt, warum man diesen Vorstoss bestreiten kann. Zuerst möchte ich zwei allgemeine Gedanken zum Thema äussern. Wir haben in den letzten Wochen verschiedentlich von den Anliegen der Jenischen und anderer Fahrender gehört. Es handelt sich bei diesen Gruppen um anerkannte Minderheiten. Damit sie ihre gewohnte Lebensweise fortführen können, sind sie darauf angewiesen, Stand- und Transitplätze zu erhalten. Es ist wohl unbestritten, dass diese Lebensweise geschützt wird, etwa durch den Europarat oder durch Konventionen. Fahrende gehören zum europäischen und zum schweizerischen Kulturgut. Was nun diese Motion fordert, klingt auf den ersten Blick durchaus nachvollziehbar. Der Motionär will, dass die Standplätze für die internationalen Fahrenden vom Bund bereitgestellt werden. Warum haben wir von der grünen Fraktion hier gewisse Vorbehalte? Einerseits kommt es vor, dass sich die internationalen Fahrenden und die Schweizer Jenischen auf demselben Platz aufhalten und gut miteinander klarkommen. Von daher gesehen stellt sich für uns die Frage, ob es sich nicht um eine künstliche Trennung handelt.

Der zweite, wichtigere Grund besteht unserer Meinung nach darin, dass es nicht ganz einfach sein wird, einen Teil der

Fahrenden an den Bund zu «delegieren». Die Plätze liegen ja trotzdem auf Kantonsgebiet. Man wird nach wie vor mit den Gemeindebehörden über die Rahmenbedingungen verhandeln müssen, und man muss sich vor Ort mit den Nachbarn einigen. Wir sind nicht davon überzeugt, dass der Bund hier die bessere Ansprechstelle ist. Wir sind eher der Meinung, dass man in dieser Frage den Kontakt zur Bevölkerung suchen und ihre Bedürfnisse berücksichtigen muss. Dies kann der Kanton unseres Erachtens besser als der Bund. Doch man kann dieses Anliegen durchaus prüfen. Wir möchten einfach nicht, dass hier mehrere Stellen anfangen zu planen. Vielleicht ist es eine Lösung, dass man sagt, es brauche auch für die schweizerischen Fahrenden eine nationale Koordination. Vielleicht besteht die Lösung darin, dass eine Stelle die gesamte Verantwortung übernimmt. Doch eine Trennung zwischen «Einheimischen» und «Nicht-Einheimischen» löst das Problem unseres Erachtens nicht. Wir sind klar der Meinung, dass es eine bessere Koordination braucht. Wir möchten explizit sagen, dass wir froh sind, dass der Kanton Bern das Thema an die Hand genommen hat. Es wird ja in der Antwort festgehalten, dass der Kanton auch Transitplätze für ausländische Fahrende schaffen will. Doch wenn man diese Motion unterstützt, kommt die Bundesebene hinzu, die dann ihrerseits legisliert, was recht lange dauern kann. Uns ist es jedoch wichtig, dass man die Sache jetzt anpackt und rasch eine Lösung findet. Wir könnten den Vorstoss allenfalls als Postulat annehmen im Sinne von «zu prüfen». Doch es ist für uns nicht klar, dass dies die richtige Lösung sein soll, weshalb wir die Motion nicht unterstützen.

La présidente. (*Agitation dans la salle*) Vous avez demandé la discussion, soyez donc encore un petit peu attentifs pour une petite heure pour qu'on ait une bonne atmosphère dans cette salle.

Michael Rudin, Lyss (pvl). Es ist bei dieser Problematik ein bisschen wie beim Wetter: Es gibt kein «MeteoBern», es gibt ein «Meteo» für die ganze Schweiz. Hier ist es ähnlich. Es liegt in der Natur der Sache, dass sich die Fahrenden nicht an Kantonsgrenzen halten. Deshalb fände ich es gut, wenn wir eine gesamtschweizerische Strategie hätten. Wir haben das auch diskutiert und haben gewisse Sympathien für Natalie Imboden und ihre Fraktion. Wir sehen, dass hier eine gewisse Problematik vorhanden ist. Wir werden diese Motion jedoch trotzdem unterstützen, wie dies der Herr Regierungsrat vorgeschlagen hat. Wir werden sie annehmen. Allerdings haben wir auch den Eindruck, dass es längerfristig eine gesamtschweizerische Strategie braucht, damit wir eine gute Lösung finden und das Problem endlich in den Griff bekommen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Unsere Fraktion unterstützt diesen Vorstoss. Die Pauschalverurteilung, die der Motionär da teilweise vornimmt, können wir allerdings so nicht ganz unterschreiben. Da müsste man genauer hinschauen, man kann nicht alle ausländischen Fahrenden in denselben Topf werfen. Doch ich weiss auch von Kolleginnen und Kollegen, die in den Gemeinden für die öffentliche Sicherheit zuständig sind, dass es Probleme gibt und dass die beiden Gruppen teilweise nicht miteinander klarkommen. Allerdings gibt

es wirklich zu wenige Standplätze. Ich habe selbst in meiner Gemeinde nach Plätzen für die Fahrenden gesucht. Wir stellen auch fest, dass sich der Bund teilweise ziert und das VBS sagt, man habe keine Plätze. Vielleicht sagen sie das einfach, um keinen Ärger zu haben. Deshalb denken wir, dass der Vorstoss in die richtige Richtung weist. Man soll den Bund vom Grossen Rat aus ein wenig anstossen und Herrn Regierungsrat Neuhaus dabei unterstützen, beim Bund vorzusprechen. Wir unterstützen somit nicht die Begründung des Antrags, sondern nur den Inhalt.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Der Motionär verlangt, dass der Regierungsrat beim Bund interveniert, um die Zuständigkeit für die Schaffung, den Betrieb und die Finanzierung der Standplätze für ausländische Fahrende dem Bund zuzuweisen. Der Bundesrat hat festgehalten, dass die schweizerischen Fahrenden eine nationale Minderheit bilden. Es soll deshalb auch eine Aufgabe der Kantone sein, für die schweizerischen Fahrenden eine raumplanerische Sicherung von Durchgangs- und Standplätzen anzubieten. Hier zeichnen sich auch Lösungen ab, indem ab diesem Herbst vier neue Durchgangsplätze zur Verfügung stehen. Das neue Angebot erweitert die heutigen Kapazitäten um 45 neue Stellplätze. Weitere Standorte sind in Abklärung. Leider ist der Bund seiner Koordinationsaufgabe für die Erstellung und Sicherung von Standplätzen für ausländische Fahrende nicht nachgekommen. Es gibt auf nationaler Ebene nicht einmal ein Konzept dazu. Ich kenne diese Problematik aus eigener Erfahrung. Der Regierungsrat ist bereit, beim Bund politisch zu intervenieren, damit die Zuständigkeit für die Schaffung, den Betrieb und die Finanzierung von Standplätzen für ausländische Fahrende dem Bund zugewiesen wird. Die planungsrechtliche Sicherung soll in Zusammenarbeit von Bund und Kantonen über die kantonalen Richtpläne erfolgen, was wir richtig finden. Die BDP-Fraktion unterstützt die Motion einstimmig.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Ich möchte dem Regierungsrat dafür danken, dass er es hinbekommen hat, dass schweizerische Fahrende im Kanton Bern zwischen mehreren Standplätzen wechseln können. Auch den Gemeinden möchte ich dafür danken, dass sie mitgeholfen haben, Lösungen zu finden. Dies ist richtig und wichtig. Ich rede hier nicht gegen Ausländerinnen und Ausländer, doch die Einheimischen haben schlicht und einfach den Vorrang. Dass die ausländischen Fahrenden bei uns in der Schweiz auch einen Standplatz haben möchten, verstehen wir und finden wir auch wichtig. Doch es kann nicht sein, dass dies Aufgabe des Kantons sein soll und dass die Zuständigkeit dann über irgendeine interkantonale Vereinbarung geklärt werden muss. Wir möchten dem Regierungsrat ebenfalls den Rücken stärken, damit er sich beim Bund in diesem Sinn einsetzt. Deshalb nehmen wir die Motion an.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Die Fahrenden sind seit einiger Zeit sehr präsent in den Medien. Sie erinnern sich sicher noch an die BEA, und insbesondere an die Vorfälle vor der BEA. Im Motionstext steht, die inländischen Fahrenden seien sehr kooperativ. Ich würde dies, zumindest was diese Geschichte betrifft, nicht unbedingt unterschreiben. Doch es scheint, dass sich die Situation inzwischen

etwas beruhigt hat. Es zeichnen sich mit den einheimischen Fahrenden auch Lösungen ab. Man sieht das Licht am Ende des Tunnels. Es ist jedoch klar und wahrscheinlich sogar unbestritten, dass es sehr schwierig ist, solche Standplätze zu finden. Dies gilt nicht nur für den Kanton Bern, sondern für die ganze Schweiz. Die Erfahrung hat auch gezeigt, dass der Umgang mit den ausländischen Fahrenden ungleich schwieriger ist als jener mit den Inländern. Die rechtlichen Grundlagen sind klar: Der Bund ist dafür zuständig, Standplätze zu suchen, zu betreiben und zu finanzieren. Es kann nicht sein, dass der Kanton Bern und die anderen 25 Kantone eigene Lösungen finden sollen und diese Plätze dann auch noch betreiben und finanzieren müssen. Wir wollen nicht 26 Einzellösungen mit willkürlich verteilten Standplätzen, sondern ein Gesamtkonzept, wie es vorgesehen ist. Fazit: Die SVP-Fraktion wird den Vorstoss einstimmig annehmen. Vielleicht werden sich ein paar Mitglieder enthalten.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Stand- und Durchgangsplätze für Fahrende waren in der letzten Zeit ein heiss diskutiertes Politikum. Sie haben hohe Wellen geworfen. Als Nidauer kann ich hiervon ein Lied singen. Gemäss einem Bundesgerichtsurteil sind Bund, Kantone und Gemeinden verpflichtet, entsprechende Zonen für Standplätze auszuscheiden. Wir stellen fest, dass der Kanton seine Hausaufgaben gemacht hat. Ab Herbst stehen im Kanton Bern für Schweizer Fahrende vier neue Durchgangsplätze zur Verfügung. Anders sieht die Situation bei den Plätzen für ausländische Fahrende aus. Hier besteht ein klarer Handlungsbedarf. Es fehlt insbesondere an neuen Transitplätzen. Der Bund hat bis jetzt trotz der Bemühungen und Anfragen der kantonalen Regierung nicht Hand geboten, um Lösungen zu finden, und er nimmt seine Koordinationsaufgabe nicht wahr. Es ist leider eine Tatsache, dass ausländische Fahrende aufgrund ihres unterschiedlichen kulturellen Hintergrunds mehr Probleme verursachen als Schweizer Fahrende. Auch hier ist der Bund gefordert, Hand zu bieten und vorwärts zu machen, damit die benötigten Plätze möglichst bald realisiert werden können. Es geht vor allem darum, Konflikte mit der Bevölkerung zu vermeiden und alles in einigermaßen geordnete Bahnen zu lenken. Die EVP-Fraktion unterstützt deshalb die Forderung des Motionärs, dass der Regierungsrat beim Bund politisch interveniert, damit die Zuständigkeit für die Schaffung, den Betrieb und die Finanzierung der Transitplätze für ausländische Fahrende vom Bund übernommen wird. Als Parlament wollen wir hier ein klares Zeichen setzen und der Regierung den Rücken stärken. Wir gehen selbstverständlich davon aus, dass die Regierung den Vorstoss mit dem nötigen Fingerspitzengefühl umsetzen wird.

Erich Hess, Berne (UDC). Die Motion werde ich ganz sicher unterstützen. Doch grundsätzlich kann es nicht eine Aufgabe der öffentlichen Hand sein, für Standplätze und Durchgangsplätze für Zigeuner zu sorgen. Für mich sucht auch niemand eine Wohnung, es sei denn, ich bin ein Sozialhilfeempfänger. Einem Bauern gibt auch niemand mehr Land, nur weil er zu wenig hat. Es ist Sache der Zigeuner, so zu leben. Die Zigeuner sollen selbst mit den privaten Landbesitzern verhandeln. Sie sollen sich ganz sicher nicht

an die öffentliche Hand wenden und sagen, sie hätten gerne ein paar zusätzliche Standplätze. Wenn ich mit dem Wohnwagen irgendwohin fahren würde, erhielte ich von der Polizei eine Busse. Ich frage mich, wieso dies bei den Zigeunern anders sein soll. Ich als Privatperson muss auf einen Campingplatz gehen. Campingplätze haben wir nun wirklich in genügender Zahl. Auch Zigeuner können auf dem Campingplatz übernachten, wenn sie unbedingt während des ganzen Jahres von Ort zu Ort fahren wollen. Es ist auch nicht so, dass die Schweizer Zigeuner viel sauberer sind als die anderen. Wir haben in der Stadt Bern drei oder vier Zigeunergruppen, die in der Stadt herumziehen. Die meisten solchen Gruppierungen hinterlassen an jedem Platz eine Riesensauerei! Ich bitte Sie, diese Motion anzunehmen. Doch aus meiner Sicht ist dies keine Aufgabe der öffentlichen Hand.

La présidente. Est-ce qu'il y en a encore un intervenant pour les groupes? – Ce n'est pas le cas. Alors, les intervenants à titre personnel s'annoncent.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Für mich ist es eigentlich schön, dass es in der Schweiz auch für andere Lebensweisen Platz hat. Doch mich stört die Scheinheiligkeit, welche in den Medien, die aus Biel oder Bern berichtet haben, zum Ausdruck kam. Ich bin seit zehn Jahren dabei, dieses Problem in meiner Gemeinde zu lösen. Manchmal ist es ein Dürfen, mal eher ein Müssen, und zwischendurch erlebe ich auch lustige Dinge. Schüpfen ist wohl strategisch günstig gelegen, wir haben jedenfalls etwa zwei bis fünf Mal pro Jahr Fahrende bei uns. Da erlebt man einiges. Während der Diskussion hier drin habe ich festgestellt, dass viele unter Ihnen keine Ahnung haben. Wie wollen Sie Schweizer Fahrende von ausländischen Fahrenden unterscheiden? Unter den 10 bis 15 Wohnwagen, die jeweils ankommen, findet man die verschiedensten Autokennzeichen. Am häufigsten sind die Schweizer, die Deutschen, die Österreicher und die Franzosen. Doch die meisten Gruppen sind gemischt. Es ist auch nicht ganz einfach, bei diesen Leuten eine Ausweiskontrolle vorzunehmen. Doch ich habe auch gute Erfahrungen gemacht. Bei den meisten Gruppen gilt es, wenn man sich das Wort gibt. Da braucht man keinen Vertrag, von Papier halten sie nicht viel. Doch das Wort halten sie. Meist geht es ein wenig zu wie auf einem Bazar, doch es funktioniert. Wenn ich jedoch in den Medien höre, wie das alles reibungslos funktioniere, und wie man für diese Leute schauen solle, teile ich eher die Meinung von Erich Hess. Auch mir sucht niemand eine Wohnung. Wenn diese Leute sich anständig verhalten, finden sie einen Platz. Ich habe von der Scheinheiligkeit gesprochen. Wir haben bei uns ein Quartier mit einer «Multikulti»-Bevölkerung. Hier stehen die Leute für so etwas ein. Dies ist eigentlich sehr schön. Doch wenn die Fahrenden dann hier sind, und ein altes «Fahrenden-Mütterchen» in einem Garten zum Wasserhahn geht, um seinen Kanister zu füllen, rufen sie mich an und beschweren sich bei mir. Dafür habe ich dann kein Verständnis. Oder wenn die Kinder der Fahrenden mit herumliegenden Spielsachen spielen und es deshalb ein Riesentheater gibt, habe selbst ich als starker SVP-ler Mühe mit den Leuten. Das wollte ich noch sagen, weil es mich sehr stört.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Ich war als Polizeidirektor der Stadt Thun sehr direkt mit diesem Problem konfrontiert. Die Stadt Thun gehört zu den Gemeinden, die in enger und guter Zusammenarbeit mit dem Kanton zusätzliche Plätze für Fahrende bereitstellen konnte, notabene neben einem Durchgangszentrum für Asylbewerber, welches sich ebenfalls in Thun-Allmendingen befindet. Ich muss Ihnen, und insbesondere Erich Hess und auch Martin Schlup, der sein Votum sehr gut begonnen, aber leider nicht so gut beendet hat, etwas sagen: Die Probleme, die es gibt, negiere ich nicht. Es gibt auch Probleme zwischen ausländischen und inländischen Fahrenden. Auch das streite ich nicht ab. Diese gibt es in der Tat. Auf diesen recht engen Stand- und Durchgangsplätzen treffen ganz verschiedene Vorstellungen vom Leben aufeinander. Doch so einfach, Erich Hess, wie Sie es geschildert haben, ist es nicht. Die Jenischen sind eine anerkannte Minderheit, gegenüber der wir eine bestimmte Verpflichtung haben, ob Ihnen das nun passt oder nicht. Das ist zu akzeptieren und wahrzunehmen. Erich Hess, ich weiss nicht, ob Sie schon mal mit einem «Zigeuner», wie Sie sagen, ein Gespräch geführt haben. Ich habe es auf jeden Fall getan und habe dabei ähnliche Erfahrungen gemacht wie Martin Schlup. Hier muss ich ihn wieder rühmen. Es gilt, was man mit ihnen vereinbart. Sie halten nicht viel von Papier, doch sie sind zuverlässig. Sie sind sehr direkt im Umgang, aber das waren Sie in Ihren Voten auch; wahrscheinlich würden Sie sich ganz gut verstehen (*hilarité*). Vielleicht wäre es gut, wenn Sie mal miteinander reden würden, statt nur übereinander, Erich Hess. Ich bin sehr froh um diese Motion. Ich mache es gleich wie Adrian Wüthrich. Bei der Begründung bitte ich einfach um etwas Differenziertheit. An dieser Stelle möchte ich dem Kanton und insbesondere Christoph Neuhaus dafür danken, wie unkompliziert wir das Projekt in Thun-Allmendingen über die Bühne gebracht haben.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Vielen Dank für die Blumen! Ich gebe sie gerne zurück. Ich bin froh, dass du, Peter Siegenthaler, gesagt hast, was ich sonst hätte sagen müssen. Es gibt einen Bundesgerichtsentscheid aus dem Jahr 2003, der das Recht der Fahrenden auf angemessene Stand- und Durchgangsplätze anerkennt, ob dies nun den Einzelnen hier drin passt oder nicht. Ich lade alle dazu ein, die Fahrenden näher kennenzulernen, ich kann entsprechende Kontakte herstellen. Wie richtig festgestellt wurde, gilt bei den Fahrenden noch «Law and Order», und es werden traditionelle Familienbilder gelebt. Daran könnte mancher, der noch etwas skeptisch ist, Freude haben. Die Stand- und Durchgangsplätze werden auch nicht gratis zur Verfügung gestellt. Die Fahrenden bezahlen entsprechende Standgebühren. Und nur weil jemand einen Bau- oder Wohnwagen kauft, ist er noch lange kein Fahrender mit entsprechenden Rechten. Fakt ist auch, dass im Kanton Bern 30 Standplätze verschwunden sind. Deshalb gibt es diesen Druck, neue Plätze zu schaffen. Daran arbeitet die JGK seit Jahr und Tag. Schon mein Vorgänger hat daran gearbeitet. Aus der Betriebswirtschaft habe ich gelernt, ein Projekt, welches als Ganzes nicht durchkommt, in Teilprojekte aufzusplitteln. Hier betrifft dies die Standplätze für die einheimischen und für die internationalen Fahrenden. Wenn

Frau Grossrätin Imboden sagt, diese beiden Gruppen würden sich gut verstehen, dann lade ich auch sie herzlich ein zu einem Besuch. Ich habe andere Rückmeldungen erhalten. Dem muss man Rechnung tragen. Und warum wendet man sich an den Bund? Auch hier danke ich dem Grossen Rat für die Überweisung dieser Motion. Der Kanton wird die Ausführung übernehmen, doch der Bund muss uns helfen, für die internationalen Fahrenden, welche mit bis zu 100 Fahrzeugen unterwegs sind, grosse Plätze zu finden. Es braucht eine halbe oder sogar eine ganze Hektare Land, um all diese Fahrzeuge abzustellen. Dieses Land gehört zum Beispiel der Armasuisse oder der Astra, darauf hat der Kanton keinen Zugriff. Entlang der A1 und der A5 gibt es zudem Landstücke, welche dem Bund gehören. Wir haben uns deshalb immer wieder an den Bund gewandt. Das Bundesamt für Kultur hat nun eine Arbeitsgruppe auf die Beine gestellt, in die ich mich als Kantonsvertreter einbringen kann. Das Ziel besteht darin, mittel- bis langfristig gesicherte Plätze zu realisieren. Im Namen des Regierungsrates bitte ich Sie deshalb, dieser Motion zuzustimmen.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Ich kann mich kurz fassen. Natürlich bin ich nach wie vor für die Aufrechterhaltung meiner Motion, und so heftig ist sie ja nicht bestritten worden. Frau Imboden würde ich auf einer Richterskala für die Heftigkeit des Bestreitens eine 1 geben, es war ja eher eine Frage als eine Bestreitung. Sie haben gefragt, ob die Trennung in inländische und ausländische Fahrende Sinn mache. Für mich macht sie Sinn. Für die Schweizer Jenischen kann der Kanton zuständig sein, weil es hier wenige Probleme gibt. Doch für die ausländischen Fahrenden – Herr Hess hat hier den veralteten Ausdruck verwendet, ich sage aber «Fahrende» – ist der Bund zuständig. Ich kann es so formulieren: Wenn die ausländischen Fahrenden überhaupt in der Schweiz sein sollen, dann möchte ich, dass der Bund zuständig ist. Damit habe ich geschlossen, und ich bitte um Ihre Zustimmung.

La présidente. Nous passons à l'affaire 34 «Gens du voyage venus de l'étranger». Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	130
-----	-----

Non	10
-----	----

Abstentions	4
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté cette motion. Merci M. le directeur. Je vous demanderais encore dix minutes de patience. J'ai reçu le 1^{er} septembre la démission de M. Steiner-Brütsch. M. Steiner-Brütsch démissionne au 31 octobre 2014. Je vais vous lire, en allemand, deux passages de sa lettre. Tout d'abord, le pourquoi: «Bedingt durch die per 1. November 2014 erfolgte Wahl zum neuen Leiter des Instituts Vorschulstufe und Primarstufe (IVP) und Mitglied der Schulleitung der Pädagogischen Hochschule Bern (PHBern) trete ich als Mitglied des Grossen Rates zurück. Mit dem Rücktritt möchte ich Rollenkonflikte vermeiden, die

sich aus dem Grossratsmandat und der Leitungsfunktion in einer wichtigen Bildungsinstitution des Kantons Bern ergeben würden.» M. Steiner Brüttsch dit encore: «Die Zusammenarbeit mit der Regierung und der Verwaltung erlebte ich als lehrreich und wertvoll. Die Weibel, das Ratssekretariat und die Staatskanzlei zeigten sich stets sehr zuvorkommend und hilfsbereit, herzlichen Dank!»

M. Steiner-Brüttsch est en ce moment membre de la Commission de la formation et il a été un membre de la Commission des prestations complémentaires pour les familles à faible revenu, initiative parlementaire qu'il a déposée lui-même. Entre autres, il a été membre aussi dans l'élaboration de plusieurs lois, par exemple, loi sur la formation professionnelle, loi sur l'encouragement des activités culturelles. M. Steiner a aussi déposé, comme tout le monde ici, des interventions. J'ai calculé que vous en aviez déposé une environ tous les trois mois, M. Steiner, alors ce n'est pas le record. Vous avez des thèmes très différents, de l'exécution des peines, en passant par la patente de chasse à la réserve de chasse, la culture, qu'est-ce que le canton de Berne peut se permettre, et aussi, il est clair, tout ce qui est formation vous tient à cœur, par exemple, expérience pédagogique de réduction du nombre d'enseignants et d'enseignantes par classe, cela a aussi été un de vos thèmes. M. Steiner-Brüttsch, vous êtes pour moi un député calme, discret, mais par contre assez déterminé. Quand M. Steiner-Brüttsch a un but, il fonce et il essaie de l'atteindre à tout prix. M. Steiner-Brüttsch, je vous remercie pour votre engagement pour notre canton, passé, présent et puis, puisque vous restez en tant qu'employé du canton, aussi pour le futur. Je vous souhaite aussi plein de satisfactions dans votre nouvelle fonction, et mes meilleurs vœux au niveau tant privé que professionnel pour votre avenir, merci M. Steiner-Brüttsch. (*Applaudissements*).

Chers collègues qui ne comprenez pas très bien le français, mettez vos oreillettes, parce que cela va être important. Je vous ai dit lundi que la session de juin était un peu un camp d'entraînement. Nous sommes arrivés à cette session de septembre, où on a vraiment ressenti les effets de nos nouveaux droits parlementaires. J'ai entendu, j'ai compris que certains d'entre vous ont été frustrés quand je vous ai éteint le microphone, je m'en excuse, mais je vous fais remarquer que c'est aussi la règle du jeu. Nous avons ici une loi, c'est deux minutes, je vous l'avais dit, je vous avais averti lundi, et je vous rappelle que le Bureau vous propose un débat réduit, et comme maintenant deux ou trois députés l'ont fait, M. Knutti, M. Haas ce matin, vous avez à chaque instant la possibilité de demander ici, par motion d'ordre, un débat libre. Je pense que, avant de parler d'une éventuelle révision de cet article, laissons du temps au temps, commençons, essayons de nous habituer à ce mode de travail. Vos remarques sont aussi importantes, il faut aussi qu'on les accepte et que l'on essaie de faire mieux tous ensemble. Mais essayons encore un peu de mieux utiliser, vous comme nous au Bureau, les instruments que la loi nous donne, pour encore mieux travailler.

Je pense que vraiment dans l'ensemble, nous avons aussi fait un bon travail; là où on a peut-être fait cette semaine la plus grosse erreur, c'était pour l'autonomisation des institutions psychiatriques cantonales, peut-être qu'à ce moment-là on aurait dû faire un débat organisé pour que chaque

groupe, même si ce n'était pas contesté, puisse déposer son idée. On apprend tous, on est prêts à apprendre tous ensemble, et je pense quand même que c'est une bonne chose et que l'on y arrivera tous ensemble. J'aimerais vraiment vous expliquer encore quelque chose, car je pense que beaucoup d'entre vous n'en sont pas conscients. Si vous avez une motion à quatre points, c'est un exemple, et que vous aimeriez en retirer deux, pour être clair ici, vous retirez le deuxième et le troisième point, n'oubliez pas de venir nous l'annoncer avant, comme cela vous retirez vos points et, le cas échéant, vous pourrez revenir dans cette législature. Si vous dites seulement à la tribune que vous retirez vos points 2 et 3, vous ne pourrez plus revenir sur ces points pendant la législature. Soyez-en conscients, il me semble que cela aussi, cela n'a pas été très très bien compris. Je pense que nous avons fait du bon travail, dans une bonne ambiance, je vous souhaite un bel automne, je me réjouis de la session de novembre, et cette session est close.

Fin de la séance et de la session à 11 heures 22.

Les rédactrices:

Sara Ferraro (d)

Catherine Graf Lutz (f)

Annexe 1**Affaires de la session de septembre 2014 traitées selon la procédure écrite**

Affaire 2014.RRGR.630

Questions déposées par les membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif**Question 20****Wüthrich Adrian, Huttwil (PS) – Elections fédérales 2015 : financement de Smartvote par le canton de Berne ?**

Smartvote est une aide au vote en ligne. En Suisse, Smartvote offre ses services depuis 2003. L'application était à disposition également lors des dernières élections cantonales. Les coûts étaient supportés essentiellement par les partis. Smartvote était proposée pour les élections communales de Köniz, à la charge de la commune. Depuis sa création, Smartvote est devenu un outil important aux mains des électeurs et électrices, un service public dont plus personne ne peut plus, à l'ère digitale, imaginer devoir se passer. Une raison suffisante pour que le canton finance cette offre. L'indépendance de l'application est garantie, tout comme son suivi scientifique.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le gouvernement a-t-il déjà été en contact par le passé avec Smartvote ?
2. Le canton de Berne a-t-il déjà contribué financièrement à Smartvote ?
3. Le Conseil-exécutif est-il prêt à prendre l'initiative de proposer Smartvote en vue des élections fédérales 2015 et à assurer son financement (si c'est compatible avec la loi sur les marchés publics) ?

Réponse du Conseil-exécutif (CHA)

1. Non.
2. Non.
3. Le Conseil-exécutif n'a pas l'intention de proposer Smartvote lors des élections fédérales de 2015, ni de soutenir financièrement cet outil. Smartvote est une aide au vote en ligne bien utilisée par l'électorat, placée sous la responsabilité de l'association privée Politools et financée pour une bonne part par les dons des partis, des candidats et des candidates et des médias. Smartvote dresse le profil politique des candidats et des candidates sur la base d'un questionnaire pour aider les électeurs et les électrices à faire leur choix. Pour le Conseil-exécutif, c'est une tâche qui doit être l'apanage des partis, des candidats et candidates et des médias. Même si Smartvote a la réputation d'être politiquement indépendant, on ne peut exclure que le questionnaire suscite la critique. Par ailleurs, tous les candidats et candidates ne se plient pas à l'exercice. Dans ces conditions, le soutien financier du canton serait difficilement com-

patible avec le principe de la stricte neutralité de l'Etat lors des élections.

Question 6**Riem Bernhard, Iffwil (PBD) – Projet de tram Ostermundigen - Köniz**

Le Conseil-exécutif est prié de répondre à la question suivante :

Quel est le coût pour le canton de Berne du projet de tram Ostermundigen – Köniz, y compris la réfection d'infrastructures qui y sont liées (Eigerplatz, etc.), depuis le moment de l'étude jusqu'à l'achèvement des travaux et compte tenu des financements spéciaux (p. ex. le Fonds des investissements) ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

Le coût total du projet Tram Region Bern s'élève à 494 millions de francs environ. La part brute du canton de Berne se chiffre à 276 millions de francs. Conformément aux modalités de financement des transports publics, un tiers de ce montant sera refacturé aux communes bernoises. La part cantonale nette s'établit donc à 184 millions de francs.

Les coûts incluent les branches Ostermundigen - Berne et Berne - Köniz/Schliern, la desserte de Rüti et la transformation de l'Eigerplatz (hors T.V.A., exactitude des coûts de +/- 10 % ; niveau des prix de 2012).

Question 10**Etter Jakob, Treiten (PBD) – Tram Region Bern**

S'agissant du coût de la construction du Tram Region Bern, les indications les plus diverses sont en circulation.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le coût total de ce projet, à l'inclusion de la transformation de l'Eigerplatz ?
2. Comment se structure le total des coûts pour le canton de Berne entre les différentes périodes d'arrêté sur l'offre, qui couvrent quatre ans ?
3. Les 39 millions de francs qui seront prélevés sur le Fonds des investissements font-ils déjà partie intégrante du crédit de 85 millions de francs inscrit dans l'arrêté sur l'offre 2014 – 2017 ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

1. Le coût total du projet Tram Region Bern s'élève à 494 millions de francs environ. La part brute du canton de Berne se chiffre à 276 millions de francs. Conformément aux modalités de financement des transports publics, un tiers de ce montant sera refacturé aux communes bernoises. La part cantonale nette s'établit donc à 184 millions de francs. Les coûts incluent les branches Ostermundigen - Berne et Berne - Köniz/Schliern, la desserte de Rüti et la transformation de l'Eigerplatz (hors T.V.A.,

exactitude des coûts de +/- 10 % ; niveau des prix de 2012).

2. Les subventions d'investissement cantonales sont octroyées par l'intermédiaire du crédit-cadre pour les transports publics (et non de l'arrêté sur l'offre). Le financement de l'avant-projet a été couvert par le crédit-cadre 2006-2009. Le projet de construction et l'élaboration du dossier de mise à l'enquête ainsi que la branche Ostermundigen - Berne relèvent de celui de 2010-2013. La branche Köniz - Berne de même que le sous-projet Eigerplatz sont inscrits dans l'actuel crédit-cadre 2014-2017.
3. Toutes les subventions cantonales sont incluses dans les crédits-cadres d'investissement susmentionnés, qu'elles soient financées par l'intermédiaire du compte des investissements ou du Fonds de couverture des pics d'investissement.

Question 22

Machado Rebmann Simone, Berne (LAVerte) – Répartition des coûts supplémentaires du projet de Tram Région Bern

Au lieu des 212,6 millions de francs calculés en 2008 et qui ont servi de base à la demande de subvention adressée à la Confédération, les coûts de ce projet sont actuellement estimés à 495,9 millions de francs à en croire la documentation présentée en vue de la votation communale du 28 septembre 2014. Cette somme ne manquera pas d'augmenter encore, puisqu'à partir de 2012, le renchérissement et la TVA ne sont plus inclus dans l'estimation et que des domaines importants, notamment l'acquisition de matériel roulant ou l'agrandissement du dépôt, ne sont pas compris dans les calculs. De plus, l'expérience montre que les coûts des gros projets augmentent toujours au fil de la réalisation.

En conséquence de ces coûts supplémentaires, la participation de la Confédération n'est pas calculée selon le même taux que pour les projets du programme d'agglomération, soit 35 pour cent ; elle se limite à 87, 6 millions de francs, soit à peine 18 pour cent. Ce montant est fixe et il ne sera pas adapté en fonction du renchérissement ou d'autres facteurs. Ainsi, ces coûts devront être répartis entre le canton et les trois communes qui prennent part au projet, Berne, Köniz et Ostermundigen.

C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes :

1. Selon quelle clé les coûts supplémentaires du projet de Tram Région Bern seront-ils répartis entre le canton et les communes ?
2. Quelle sera la base légale de la répartition des autres coûts supplémentaires entre le canton et les communes concernées ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

1. Le Conseil-exécutif part du principe qu'il n'y aura pas de coûts supplémentaires pour le projet Tram Région Bern et veillera avec le maître d'ouvrage à ce qu'il en soit ain-

si. Si, contre toute attente, les coûts devaient être plus élevés que prévu, les coûts supplémentaires devraient être répartis entre les différents partenaires conformément à la clé convenue dans le cadre du projet et approuvés par les instances compétentes.

2. Une clé de répartition des coûts a été convenue entre les partenaires du projet. Elle est basée sur le cadre légal des responsabilités quant au financement des transports publics et tient compte des avantages retirés par chacun d'entre eux.

Question 15

Fuchs Thomas, Berne (UDC) – Tolérance de l'occupation de maisons

Un groupe de colocataires a occupé le bâtiment cantonal de la Murtenstrasse 34a. Or, l'immeuble est censé accueillir l'Institut de médecine légale et le Département de recherches cliniques de l'Université de Berne.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Pourquoi les occupants ne sont-ils pas dénoncés ?
2. Pourquoi la police ne fait-elle pas évacuer l'immeuble ?
3. Qui porte la responsabilité en cas d'accident, d'incendie, ou de dommages dans la maison occupée, qui est inhabitable ?

Réponse du Conseil-exécutif (TTE)

- 1./2. L'Office des immeubles et des constructions (OIC) compétent en la matière a, en premier lieu, renoncé à une dénonciation. Au lieu de cela, on tente de trouver une solution par la négociation. Des pourparlers sont en cours et visent une utilisation à durée déterminée du bâtiment, soit jusqu'au moment où le canton le démolira en vue de la nouvelle affectation de l'immeuble.
3. Le groupe de colocataires Serafin et Plum a souscrit une police d'assurance responsabilité civile privée pour l'utilisation du bâtiment et l'a présentée. Les responsabilités usuelles à assumer par le propriétaire sont garanties par des contrats d'assurance (assurance immobilière, etc.).

Question 4

Müller Reto, Langenthal (PS) – A quoi servent les commissions de l'asile ?

A l'article 4 LiLFAE (https://www.sta.be.ch/belex/f/1/122_201.html), on peut lire ce qui suit :

Délégation

¹ L'autorité compétente au sens de l'article 3, alinéa 2, lettre a peut déléguer l'octroi de l'aide sociale à des organismes responsables publics ou privés par le biais de contrats de prestations. Elle attribue à ces organismes les personnes désignées à l'article 3, alinéa 1. Ceux-ci peuvent rendre des décisions dans le cadre des compétences déléguées. La Direction de la police et des affaires militaires statue sur les recours.

² Le Conseil-exécutif fixe par voie d'ordonnance les conditions minimales pour la conclusion d'un tel contrat de prestations.

³ Pour les contrats de prestations selon l'alinéa 1, la Direction de la police et des affaires militaires institue une commission dont les membres sont des représentants et des représentantes des communes concernées. Elle définit les secteurs attribués aux organismes responsables.

⁴ La commission exerce une fonction de conseil pour les organismes responsables et examine toutes les questions importantes pour les communes portant sur l'exécution des contrats de prestations.

⁵ La commission oblige les communes à mettre à disposition des locaux d'hébergement dans le cas où les organismes responsables ne peuvent en trouver suffisamment sur le marché. La répartition se fait, dans la mesure du possible, en proportion de la population communale. La Direction de la police et des affaires militaires statue sur les recours déposés contre les décisions de la commission.

Les commissions ont pris leur travail dans toutes les régions désignées. Selon la LiLFAE, elles exercent une fonction de conseil pour les organismes responsables et elles agissent dans les cas où les communes doivent mettre des locaux à disposition. Le Conseil-exécutif a fait savoir dans un communiqué de presse² que les communes seraient contraintes de mettre en place des infrastructures supplémentaires : Une cellule de crise sera mise en place pour faciliter la collaboration cantonale et communale. L'exploitation du nouveau centre d'hébergement dans la région de Berthoud, p. ex., qui entre donc dans le rayon d'action de la commission de l'asile de l'Emmental-Haute-Argovie, a été confiée à un organisme responsable, la société ORS, qui vient ainsi s'ajouter à l'Armée du salut. Si l'on compte en outre l'hébergement des RMNA à Bärau, qui également relève de ce rayon d'action et qui est géré à titre transitoire par la société Zihler social development (ZSD), la commission de l'asile doit composer avec les intérêts de trois organismes.

Quel peut donc être le sens de ces commissions pour le canton et les communes si elles ne sont consultées ni sur le choix des sites ni sur celui des exploitants, pas davantage qu'elles ne sont informées des positions adoptées par le gouvernement ? Et quelles sont les principales attentes du Conseil-exécutif par rapport à la commission de l'asile en ce qui concerne la collaboration avec les organismes responsables ? Les commissions de l'asile n'ont ni été consultées ni directement informées par le Service des migrations en 2014.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Les options prises dans le cas de Berthoud sont-elles conformes aux dispositions légales en ce qui concerne les droits et les devoirs de la commission de l'asile ?
2. Pourquoi le Conseil-exécutif n'a-t-il pas préalablement consulté la commission des différentes régions dans l'optique de la création de places d'hébergement supplémentaires pour les requérants d'asile dans les communes ?

3. Comment se conçoit la collaboration de la commission de l'asile avec les organismes responsables, parfois nouveaux, engagés par le Conseil-exécutif dans les régions ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. Les dispositions légales invoquées à propos de l'hébergement de Berthoud ne s'appliquent pas aux situations d'urgence visées à l'article 2 de la loi cantonale du 24 juin 2004 sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi; RSB 521.1); or, c'est bien ainsi que le Conseil-exécutif a qualifié la situation actuelle en matière d'hébergement et d'encadrement des requérants d'asile par ACE du 25 juillet 2014. La nature même d'une situation d'urgence veut que l'on puisse s'écarter des procédures usuelles. Par manque de temps, il n'était pas possible de consulter la commission de l'asile en plus d'un nombre considérable d'autres organismes.

2. L'article 4 de la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20) charge les organismes d'aide sociale dans le domaine de l'asile de trouver des locaux d'hébergement en suffisance sur le marché. Il s'agit avant tout d'appartements privés utilisés pendant la phase II, et non d'hébergements collectifs. Ce n'est que lorsque les organismes d'aide sociale ne sont pas en mesure de trouver des logements sur le marché libre que la commission de l'asile peut obliger les communes à mettre des locaux à disposition.

En cas de procédure ordinaire, la commission de l'asile compétente est informée préalablement de l'ouverture d'hébergements collectifs conventionnels (tels que le centre de transit de Riggisberg).

3. L'unique nouveauté, dans cette situation, est que l'exploitant de l'hébergement d'urgence de Berthoud ne correspond pas à l'organisme d'aide sociale (en l'occurrence l'Aide aux réfugiés de l'Armée du Salut) chargé de la deuxième phase d'hébergement dans des appartements privés. L'élément décisif, dans ce cas de figure, sera la qualité de la collaboration entre ces deux entités lorsqu'il s'agira de transférer des personnes du centre d'hébergement en vue du passage à la phase II. Le centre d'hébergement d'urgence de Berthoud n'a ouvert que le 1^{er} septembre 2014; il est donc encore trop tôt pour décrire la collaboration entre l'exploitant du centre et la commission de l'asile. Le Conseil-exécutif est toutefois convaincu qu'elle ne posera aucun problème, d'autant que dans ce cas, l'exploitant reste le même pour la deuxième phase d'hébergement.

Question 5

Müller Reto, Langenthal (PS) – La radicalisation religieuse est-elle sous contrôle ?

Les médias parlent de la vie de fondamentalistes religieux, des personnes souvent très radicalisées, qui se laissent engager pour mener comme mercenaires ce qu'ils appellent une guerre sainte dans des pays étrangers. Leurs exi-

² http://www.rr.be.ch/rr/fr/index/der_regierungsrat/der_regierungsrat/medienmitteilungen.meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2014/07/20140725_1343_zivilschutzanlagenwerdenalstempo-raereasyunterkuenftegenutzt

gences et leur motivation pour adhérer à l'une des parties aux conflits sont inspirées de différentes religions³.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Y a-t-il dans le canton de Berne des personnes qui prennent part à l'un des conflits armés qui se déroulent actuellement dans le monde ?
2. Y a-t-il un monitoring des opinions et actions extrémistes de groupes religieux ou d'individus ou même de personnes revenant d'un djihad dans le canton de Berne ?
3. Quelles mesures préventives le Conseil-exécutif a-t-il prises pour agir contre les tendances extrémistes ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. Le Conseil-exécutif ne dispose pas d'informations de source sûre au sujet de la participation de personnes résidant dans le canton de Berne à des conflits armés. Il a toutefois des raisons de penser que des personnes pourraient avoir pris part aux conflits en Syrie, en Irak ou en Somalie, ou pourraient le faire à l'avenir.

La Confédération rassemble toutes les informations ou allégations, en provenance de Suisse comme de l'étranger, au sujet de personnes parties faire ce qu'on appelle le djihad. Les autorités fédérales disposent des connaissances factuelles nécessaires pour mener les enquêtes requises. Dans le canton de Berne, le domaine spécialisé Protection de l'État de la Police cantonale est l'organe d'exécution de la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI; RS 120); il accomplit principalement des mandats d'information qui lui sont confiés par la Confédération.

2. Le Service de renseignement de la Confédération effectue un monitoring du djihad.
3. En fonction des possibilités, le canton de Berne soutient la Confédération dans ses mesures préventives. À cet effet, l'organe cantonal d'exécution accomplit principalement des mandats d'information pour la Confédération, mais peut aussi être invité à participer à des entretiens avec des personnes présentant un danger potentiel.

Question 7

Graber Anne-Caroline, La Neuveville (UDC) – Qu'enregistrent les radars posés par la police cantonale bernoise le long des routes ?

A notre connaissance, la police cantonale bernoise dispose de trois types de radars placés le long des routes : les fixes, les fixes mobiles et les mobiles. Il existe encore d'autres types de radars dont certains peuvent être embarqués à bord de véhicules de police.

Le Conseil exécutif est prié de nous dire très précisément et de façon exhaustive ce qu'enregistrent ces radars (excès de

vitesse, passage à un feu rouge, absence de port de la ceinture de sécurité, usage d'un téléphone portable au volant sans un dispositif mains libres, identification des personnes, etc.), ce pour chacun des types considérés.

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

La Police cantonale dispose des systèmes de mesure suivants.

1. Surveillance mobile de la vitesse: il s'agit d'un appareil embarqué dans un véhicule permettant de mesurer la vitesse et la distance en suivant un véhicule. Les enregistrements vidéo peuvent attester d'autres infractions (p. ex. changement de voie imprudent, omission d'utiliser le clignotant, conduite instable).
2. Installation fixe de mesure de vitesse (radar avec surveillance): l'appareil est installé et une personne observe la circulation, par exemple, depuis un véhicule à l'arrêt, au moyen d'un écran d'ordinateur. Selon le point de vue des enregistrements (avant ou arrière), il est possible d'attester d'autres infractions (p. ex. absence de port de la ceinture de sécurité, utilisation du téléphone, lecture de bons de livraison, etc).
3. Installation fixe de mesure de vitesse (laser avec surveillance): la vitesse est mesurée au moyen d'un pistolet-laser.
4. Système de contrôle de la circulation: système de mesure vidéo permettant, par exemple, de mesurer depuis un pont la vitesse des véhicules et la distance qui les sépare. Pour ce faire, il faut procéder à un marquage sur la chaussée (emplacements de mesure standardisés). Les enregistrements vidéo pris de face permettent d'attester d'autres infractions (voir point 2). Le système est surveillé par des collaborateurs de la Police cantonale qui se trouvent dans un véhicule sur place spécialement équipé à cet effet.
5. Installation semi-fixe du contrôle de vitesse: il s'agit d'un appareil autonome sur trépied installé pour une durée de plusieurs jours au bord de la route; il permet de mesurer les excès de vitesse et de les attester au moyen de photographies. Les données enregistrées sont transmises au fur et à mesure. Selon le point de vue des enregistrements (avant ou arrière), il est possible d'attester d'autres infractions (voir point 2).
6. Installations fixes de contrôle de vitesse et des feux de signalisation: il s'agit d'appareils autonomes de surveillance de la vitesse et d'infractions à la signalisation. Les données sont transmises au fur et à mesure. Selon le point de vue des enregistrements (avant ou arrière), il est possible d'attester d'autres infractions (voir point 2).

Question 9

Krähenbühl Samuel, Unterlangenegg (UDC) – Pourquoi la Police cantonale ne met-elle pas de photos à la disposition des médias ?

A la différence d'autres corps de police cantonaux, la Police cantonale bernoise ne met à la disposition des médias aucune photo d'accidents ou d'autres événements. Au lieu de

³ (<http://www.derbund.ch/schweiz/standard/Schweizer-sammeln-Geld-fuer-Christen-Armee-in-Syrien/story/19727588>; <http://www.20min.ch/schweiz/news/story/-Der-Kampf-ist-eine-christliche-Pflicht--22092432>; <http://www.srf.ch/sendungen/rundschau/schweizer-im-dschihad-geheimdienstchef-seiler-europa-skeptiker>)

cela, l'agence « Newspictures » est très souvent sur place lors des interventions de la police et elle produit des images qu'elle propose ensuite aux médias à titre onéreux.

Dès lors, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Pourquoi la Police cantonale bernoise ne tient-elle pas de photos à disposition des médias ?
2. La Police cantonale informe-t-elle l'agence Newspictures lors d'accidents ou d'autres faits divers ?
3. La Police cantonale est-elle liée à Newspictures par un accord particulier ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. La Police cantonale met à disposition des médias des images d'événements relevant de sa compétence et s'attache à publier autant d'images que nécessaire. Dès qu'une procédure est ouverte, la publication d'informations et d'images ne relève plus de la compétence de la Police cantonale mais de celle du Ministère public.
2. La Police cantonale ne prend pas contact avec l'agence « Newspictures », laquelle bénéficie du même accès au service de presse de la police que d'autres médias.
3. Non.

Question 14

Fuchs Thomas, Berne (UDC) – Reitschule : la police ne réagit pas au tapage

Une fois de plus, la Reitschule à Berne a dégagé ces derniers jours un bruit infernal, et jusque dans le Rabbental, les voisins et riverains en ont perdu le sommeil. Les innombrables réclamations n'y ont rien fait, la police n'est pas intervenue sur place et il n'a pas été possible de joindre par téléphone les personnes responsables à la Reitschule.

1. Pourquoi la police n'est-elle pas intervenue malgré le grand nombre de réclamations ?
2. Quelles sont les conséquences quand les responsables à la Reitschule ne répondent pas au téléphone ?
3. Pourquoi la Reitschule bénéficie-t-elle d'une telle tolérance même dans le cas de tels abus ?

Réponse du Conseil-exécutif (POM)

1. Dans la nuit du 23 au 24 août 2014, de la musique a été diffusée à un volume sonore élevé devant la Reitschule. La centrale d'engagement de la Police cantonale a essayé d'intervenir à plusieurs reprises en appelant l'exploitant de l'établissement, lequel n'a toutefois jamais répondu.

Cette nuit-là, les patrouilles de police étaient déjà mobilisées par de nombreux autres événements, rendant ainsi une intervention dans les temps à la Reitschule plus difficile. Selon l'heure, une intervention dans les environs de l'établissement nécessite le déploiement de plusieurs patrouilles.

2. La ville de Berne est propriétaire du site de la Reitschule et a signé un contrat de prestations avec l'association de

l'établissement (*Interessengemeinschaft Kulturraum Reitschule, IKuR*). L'utilisation du téléphone est réglée dans une convention sur l'organisation, la communication et la sécurité conclue entre l'association et la ville, qui a par ailleurs été informée de l'incident. Les mesures doivent le cas échéant être prises par les parties au contrat.

3. Les interventions menées par la Police cantonale dans les environs de la Reitschule se déroulent de la même manière que lors d'incidents survenant dans d'autres établissements. Les incidents sont systématiquement signalés aux services compétents. La ville de Berne est compétente pour prendre les mesures nécessaires en cas de non-respect du contrat et les autorités judiciaires, pour les événements relevant du droit pénal.

Question 1

Zuber Maxime, Moutier (PSA) – Quelles hausses pour les primes de l'assurance-maladie dans le canton de Berne ?

Les propositions de hausses des primes de l'assurance-maladie calculées par les caisses pour l'an prochain ont été remises récemment aux ministres de la Santé des cantons suisses. Dans la presse dominicale (cf. « Le Matin Dimanche » du 17 août 2014), les conseillers d'Etat concernés des cantons de Vaud et de Genève dévoilent des hausses importantes (jusqu'à 14% dans certains cas) bien supérieures aux 4,5 pour cent en moyenne annoncés par SantéSuisse. Ces nouvelles hausses constituent une information importante de nature à former l'opinion avant la votation fédérale du 28 septembre prochain relative à l'initiative « Pour une caisse publique d'assurance-maladie ». Or, si la divulgation des montants se fera quelques jours avant le scrutin, les avis des nouvelles primes arriveront plus tard chez les assurés. C'est vraisemblablement ce délai qui a incité les deux ministres lémaniques à informer la population. La présente intervention vise à ce que les électeurs bernois soient aussi informés correctement ou, à tout le moins, nantis d'une tendance pour la progression de leurs primes.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles hausses de primes ont été calculées pour les assurés du canton de Berne, en général ?
2. Quelle est la situation détaillée pour les assurés du Jura bernois ?
3. Les caisses couvrant les assurés bernois envisagent-elles d'utiliser leurs réserves pour réduire ces hausses en vue d'embellir la situation ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

Le Conseil-exécutif comprend tout l'intérêt qu'il y a à connaître le plus tôt possible le montant des primes d'assurance-maladie pour l'année suivante. Et cet intérêt ne peut que croître avant la votation sur l'initiative en faveur de la caisse publique. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) transmet aux cantons au début du mois d'août les montants des primes de l'année suivante pour qu'ils don-

nent leur avis. Y sont joints les pronostics des assureurs sur l'évolution de leurs coûts. Les cantons ont une dizaine de jours pour se prononcer. A Berne, c'est la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) qui formule l'avis du canton. L'OFSP informe les cantons avant la publication des primes approuvées par ses soins, afin de leur permettre de préparer la communication. La SAP va commenter les primes prévues pour le canton de Berne, comme les années précédentes. Le Conseil-exécutif n'entend pas toutefois briser la confidentialité prescrite par l'OPSP en publiant les montants qui n'ont pas été approuvés, les primes moyennes et les budgets des assureurs. Il ne lui est donc pas possible pour l'heure de répondre aux questions posées.

Les derniers chiffres officiels de l'évolution des dépenses des assureurs-maladie figurent sur le site internet de l'OFSP à la page Monitoring de l'évolution des coûts de l'assurance-maladie.

Question 2

Guggisberg Lars, Kirchlindach (UDC) – Augmentation de la taille minimale des chambres en EMS

Dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur les foyers (OFoy), la taille minimale des chambres dans les EMS du canton de Berne passera à 16 m². Au lieu de pouvoir miser sur la qualité des soins afin de répondre le mieux possible aux besoins des personnes concernées, il faudra donc investir dans les infrastructures. Une telle mesure ne manquera pas de causer d'importants travaux dans un grand nombre d'EMS et donc d'entraîner des coûts supplémentaires qui devront être répercutés sur les pensionnaires de ces foyers. Comme une part considérable de ces personnes perçoivent d'ores et déjà des prestations complémentaires, ces prestations devraient encore augmenter et grèveront encore plus les budgets des contribuables.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Combien d'EMS du canton de Berne devront entreprendre des travaux pour se mettre aux nouvelles normes ?
2. Quels sont les coûts auxquels le canton et les foyers privés devront s'attendre pour ces travaux de transformation (planification incluse) ?
3. Quelles autres mesures prévues dans l'OFoy entraîneront l'augmentation des coûts ?

Réponse du Conseil-exécutif (SAP)

Une surface minimum est indispensable pour permettre des soins de qualité. Il faut de la place pour aider les personnes à se déplacer (de la chaise roulante au lit, p. ex.) ou pour que celles qui ont besoin d'un déambulateur puissent circuler. Les pièces trop petites demandent plus de personnel. Les EMS savent depuis 2004 que la taille minimale des chambres est de 16 m². Le programme-cadre des locaux reprend cette norme depuis 2006. Les coûts normatifs de séjour comprennent un forfait pour l'infrastructure de 32,55 francs par jour par personne en 2014, calculé sur une base de 18 m² de surface individuelle, qui permet

d'appliquer les prescriptions sans surplus de coût.

1. Pour répondre à l'interpellation de l'auteur sur l'explosion des coûts dans les EMS suite à l'augmentation de la taille minimale des chambres (I 151-2014), un recensement est en cours dans tous les établissements du canton. Le résultat permettra d'indiquer le nombre d'EMS nécessitant un aménagement.
2. Les rénovations servant uniquement à agrandir les chambres sont à éviter. Les prescriptions en la matière sont connues depuis 2004. Par ailleurs, un délai de dix ans est prévu pour l'adaptation aux nouvelles normes. Les EMS disposent ainsi d'une vingtaine d'années pour se mettre à jour lors des rénovations ordinaires. Il ne faut donc pas s'attendre à des frais supplémentaires pour le canton, les forfaits d'infrastructure rémunérant en effet les investissements des EMS.
3. La LAMal contient des prescriptions en matière de gestion de la qualité depuis 2003, qui seront confirmées par la révision de l'OFoy. Les établissements doivent être dirigés par des personnes disposant des qualifications adaptées. La rémunération cantonale se base sur les normes prescrites. Le coût qui en découlera pour le secteur du 3^e âge devrait donc rester marginal.

Question 11

Knutti Thomas, Weissenburg (UDC) – *Fachwerk*, revue du Service des monuments historiques

Récemment, plusieurs exemplaires de la revue *Fachwerk* du Service des monuments historiques ont été envoyés aux communes. Le conseil communal de Därstetten a réceptionné l'envoi, non sans étonnement.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Quel est le coût total de la production et de l'envoi de cette revue ?
2. Est-il prévu dans la loi que la revue soit livrée aux communes ?
3. Pourquoi la revue ne pourrait-elle être mise à disposition des personnes intéressées sur internet, à télécharger ?

Réponse du Conseil-exécutif (INS)

1. Le coût total de la production et de l'envoi de la revue *Fachwerk* s'élève à 15 082,20 francs. 5000 francs sont pris en charge par la fondation bernoise pour les monuments historiques (*Bernische Denkmalpflege-Stiftung*). Les 10 082,20 francs restants sont financés par le budget du Service des monuments historiques.
2. L'article 9 de la loi sur la protection du patrimoine (LPat ; RSB 426.41) prévoit que « les services spécialisés du canton informent le public de leurs activités ». Le Service des monuments historiques considère que les communes font partie du public. Par ailleurs, l'enquête menée en 2012 par la Direction de l'instruction publique auprès de la clientèle du Service des monuments historiques a révélé que les communes estimaient être trop peu informées du travail de ce dernier. C'est pourquoi le service leur a directement fourni la revue *Fachwerk*.

3. Avec *Fachwerk*, le Service des monuments historiques a modifié sa manière de rendre compte de ses activités. Il ne le fait désormais plus sous forme de livre mais sous forme de magazine. Ce nouveau format, plus succinct que l'ancien, lui permet de présenter son travail à une plus grande fréquence et de manière attrayante et ainsi de toucher un large public, comme le montrent les différentes réactions enregistrées. La première édition de la revue a été diffusée largement à dessein afin de la faire connaître au plus grand nombre.

Lors de l'élaboration de *Fachwerk*, le Service des monuments historiques avait songé à ne pas publier la revue au format papier. Il a cependant constaté que bon nombre d'intéressés n'avaient pas la possibilité de consulter des fichiers PDF et a donc décidé de produire une version papier. Les réactions recueillies jusqu'à présent indiquent que cette version est appréciée par le public.

Question 16

Bichsel Daniel, Zollikofen (UDC) – Introduction d'une limite de forêt statique dans le canton de Berne

La loi fédérale sur les forêts (RS 921.0) prévoit que dans les régions où les cantons veulent empêcher la croissance de la surface forestière, ils peuvent définir une limite de forêt statique même en dehors de la zone à bâtir. Les superficies qui se recouvrent de forêt hors de cette limite ne sont pas réputées forêt et pourront donc être défrichées sans autorisation. Dans la teneur révisée de l'ordonnance sur les forêts (art. 12a, RS 921.01) il est dit que cette limite statique peut être définie dans le plan directeur cantonal. Cela permet de contrôler dans les secteurs menacés de reboisement le respect des conditions auxquelles les surfaces peuvent être maintenues ouvertes et de garantir la coordination des mesures. De plus, les propriétaires n'ont plus de raison de faire des coupes préventives. Il s'agit souvent de surfaces importantes pour la variété des espèces ou pour le paysage. Différents cantons, notamment Thurgovie, ont déjà fait usage de cette possibilité.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. A-t-on prévu dans le canton de Berne de définir une limite de forêt statique dans le plan directeur ?
2. Si ce n'est pas le cas, faut-il s'attendre à une délégation de compétences aux communes afin qu'elles puissent inscrire cette limite dans leur plan d'affectation ?
3. Si rien n'est prévu dans ce sens, quelle en est la raison ?

Réponse du Conseil-exécutif (ECO)

1. Le plan directeur sera doté d'une nouvelle fiche de mesure (D_09) dans le cadre du réexamen dont il fait l'objet en 2014. Les communes du Plateau et des Préalpes pourront ainsi saisir et définir les limites de forêt statiques sur tout leur territoire dans le cadre de leur plan d'affectation.

La fiche de mesure D_09 explique en outre pourquoi il est inutile et impossible de prévoir des limites de forêts

contraignantes pour l'ensemble du Jura bernois et des Alpes. Dans ces régions, d'autres outils visant les mêmes objectifs sont à disposition.

Les passages remaniés et complétés du plan directeur feront l'objet d'une procédure de participation publique mi-septembre 2014.

2. Les compétences accordées aux communes dans le cadre de leur plan d'affectation doivent être définies dans le plan directeur.
3. ---

Question 17

Haas Adrian, Berne (PLR) – Système de pondération des trajets

Dans les milieux de la construction, la rumeur circule que dans le contexte de projets causant une importante fréquentation, le système de pondération des trajets sera incessamment supprimé, un tel système étant jugé dépassé.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Cette information est-elle correcte ?
2. Si oui, à quel moment cette abrogation aura-t-elle lieu ?
3. Et si oui, qu'est-ce qui viendra remplacer le système ?

Réponse du Conseil-exécutif (ECO)

Le système de pondération des trajets fait partie du plan de mesures de protection de l'air 2000/2015. Ce dernier est actuellement remanié pour la période 2015-2030. La procédure de participation pour le nouveau plan de mesures devrait débuter mi-septembre. Des informations sur l'avenir du système de pondération des trajets seront fournies à ce moment-là.

Question 8

Schnegg Pierre Alain, Champoz (UDC) – Transformation d'une Sàrl (Société à responsabilité limitée) en SA (société anonyme)

En cas de transformation par exemple d'une Sàrl (Société à responsabilité limitée) en SA (société anonyme), la LFus (société PME) a expressément prévu la renonciation à la vérification du bilan. Au RC du canton de Berne, dans certains cas, cette manière de faire n'est pas acceptée et le RC exige tout de même l'attestation de vérification.

La pratique adoptée par le RC (registre du commerce) du canton de Berne est donc plus restrictive que la LFus et génère des travaux administratifs supplémentaires et des coûts totalement inutiles pour les petites entreprises. Cette pratique va à l'encontre de la simplification des procédures administratives.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Cette pratique est-elle demandée par le canton de Berne ou s'agit-il d'une interprétation de la loi par le RC du canton de Berne ?

2. Que compte faire le canton pour faire respecter la LFus et ainsi simplifier les procédures administratives et réduire les coûts pour les petites entreprises ?
3. Quelles mesures de contrôle du RC le canton pense-t-il mettre en œuvre ?

Réponse du Conseil-exécutif (JCE)

Question 1:

En vertu de l'article 62, alinéa 2 de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (loi sur la fusion, LFus; RS 221.301), les petites et moyennes entreprises (PME) peuvent renoncer à la vérification du projet de transformation et du rapport de transformation moyennant l'approbation de tous les associés. Lorsqu'une entreprise souhaite faire usage de cette possibilité, elle est tenue, en vertu de l'article 136, alinéa 2 de l'ordonnance fédérale du 17 octobre 2007 sur le registre du commerce (ORC; RS 221.411), de produire une déclaration à cet effet en lieu et place du rapport de révision. La pratique de l'Office du registre du commerce du canton de Berne est donc conforme à la loi sur la fusion et à l'ordonnance sur le registre du commerce, qui permettent de renoncer à la vérification du projet de transformation (ainsi qu'à la vérification ou à la révision du bilan de transformation, à certaines conditions toutefois).

La loi sur la fusion ne précise pas si une entreprise doit faire réviser son bilan – et, partant, également son bilan de transformation – par un organe de révision. L'article 727, alinéa 2 du Code des obligations (CO; RS 220) prévoit que les PME peuvent y renoncer. Lorsqu'une entreprise est tenue de faire réviser ses comptes annuels en vertu d'une obligation légale ou statutaire, le bilan de transformation doit également faire l'objet d'une révision (cf. Rino Siffert / Nicholas Turin, Handelsregisterverordnung, 2012, n. 32 ad l'art. 136 ORC).

Le canton s'efforce, dans la limite de ses possibilités et de ses compétences, de simplifier les procédures administratives et de maintenir les coûts à un bas niveau pour les petites entreprises également. Les compétences législatives concernant l'exercice des activités économiques lucratives privées sont détenues avant tout par la Confédération (art. 95 Cst.; RS 101]). Les cantons sont, eux, tenus de mettre en œuvre le droit fédéral (art. 46, al. 1 Cst.). Le devoir de révision auquel sont soumises les entreprises est réglé de manière exhaustive par le droit fédéral, ce qui ne permet pas au canton d'accorder des facilités aux PME outre celles qui y sont contenues.

Question 3:

L'Office du registre du commerce du canton de Berne est surveillé par l'Office fédéral du registre du commerce (haute surveillance) ainsi que par l'Office de gestion et de surveillance du canton de Berne (surveillance administrative). Les décisions de l'Office du registre du commerce peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour suprême. Ces mesures de contrôle sont considérées suffisantes, et il n'existe aucune raison de douter de leur efficacité.

Question 13

Hügli Daniel, Bienne (PS) – Solution discriminatoire pour les gens du voyage

Le 26 août 2014, la JCE a informé que quatre nouvelles places de transit étaient désormais à la disposition des gens du voyage dans le canton de Berne. Or, il ressort des explications qui accompagnent cette information que ces places sont réservées aux gens du voyage suisses. C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. L'exclusion des gens du voyage étrangers des places de transit bernoises n'est-elle pas discriminatoire ?
2. Le canton n'a-t-il pas la responsabilité de tenir de telles places à la disposition des gens du voyage étrangers également ?
3. Le fait que les gens du voyage étrangers n'aient pas accès à ces places de transit n'est-il pas en contradiction avec l'article 12 de la Constitution fédérale, en relation avec l'article 7 Cst. et avec les arrêts du Tribunal fédéral ?

Réponse du Conseil-exécutif (JCE)

1. Les gens du voyage venant de l'étranger sont exclus des aires de transit provisoires récemment mises à disposition mais il s'agit là d'une solution transitoire qui concerne les villes de Berne et de Bienne pour une période limitée à fin août 2014. Ces places-là sont en effet uniquement destinées aux gens du voyage de Suisse. En raison des expériences parfois négatives réalisées avec des gens du voyage de l'étranger, les communes ne sont entrées en matière que sur la mise à disposition d'aires de transit destinées exclusivement aux gens du voyage de Suisse. Ces derniers sont d'ailleurs eux aussi d'avis qu'une utilisation mixte de ces aires n'est guère souhaitable. Les gens du voyage de Suisse sont considérés comme une minorité nationale au sens de la convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales. La protection particulière de cette minorité nationale justifie donc le privilège dont elle jouit par rapport à d'autres groupes.
2. Le canton de Berne est conscient de sa responsabilité et du fait qu'il doit également prévoir une à deux aires de transit sur son territoire pour les gens du voyage venant de l'étranger. Le Conseil-exécutif a d'ailleurs chargé l'administration de traiter cette question et renvoie à ce sujet à la réponse qu'il a apportée à la motion Klopferstein M 106-2014. Le gouvernement est d'avis qu'il incombe en premier lieu à la Confédération de rechercher, d'exploiter et de financer des aires de transit pour les gens du voyage venant de l'étranger, avec le soutien du canton. Cette vision s'explique également par le fait que les nouvelles aires d'accueil de ces personnes doivent être installées le long des axes autoroutiers internationaux et que ce domaine relève précisément de la Confédération.

3. Le Conseil-exécutif ne considère pas que l'on est en présence d'une violation de la dignité humaine (art. 7 Cst.) ou du droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse (art. 12 Cst.) si des gens du voyage venant de l'étranger ne peuvent pas (encore) séjourner dans le canton de Berne, mais qu'ils ont la possibilité de le faire ailleurs en Suisse sur des aires de transit mises à leur disposition par l'Etat. Le Tribunal fédéral a traité jusqu'à présent de la question de l'obligation faite aux autorités d'aménagement du territoire de mettre des aires de séjour à la disposition des gens du voyage de Suisse et a confirmé celle-ci. Selon le Tribunal fédéral, les plans d'affectation doivent prévoir des zones et des places adéquates, adaptées au séjour des gens du voyage de Suisse et correspondant à leur mode de vie traditionnel, qui bénéficie de la protection que leur confère la Constitution (arrêt du 28 mars 2003, 1A.205/2002).

Question 21

Seiler Michel, Trubschachen (Les Verts) - Prix des foyers pour enfants et adolescents

Le rapport de l'ACE 780/2014 concernant l'hébergement des requérants mineurs non accompagnés indique à la page 8 que les coûts pour un placement dans une institution privée et non subventionnée se chiffrent selon l'expérience à nettement plus de 480 francs par personne et par jour. L'auteur de la présente question souhaite savoir quels sont les tarifs des institutions privées et des institutions subventionnées.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Quel est le tarif journalier d'une institution privée pour enfants et adolescents dans le canton de Berne, avec et sans scolarisation ?
2. Quels sont les tarifs journaliers d'institutions subventionnées pour enfants et adolescents dans le canton de Berne, avec et sans scolarisation ?
3. Le canton de Berne tient-il une liste des tarifs des institutions privées et des institutions subventionnées ?

Réponse du Conseil-exécutif (JCE)

1. Les tarifs journaliers des foyers privés pour enfants et adolescents varient de 130 à 500 francs, selon le type et l'importance des prestations fournies. Le cas échéant, les frais de scolarité ou les coûts liés à l'intégration professionnelle, estimés à 100 francs environ, sont inclus dans ces tarifs journaliers.
2. Les tarifs que pratiquent les institutions subventionnées pour loger et encadrer les enfants et les adolescents dépendent du type d'institution et du groupe-cible concerné et diffèrent fortement, puisqu'ils se situent entre 140 et 800 francs par journée civile. La majorité de ces institutions facture toutefois des frais variant entre 150 et 300 francs par journée civile, auxquels s'ajoutent des frais de scolarité de l'ordre de 100 à 150 francs.
3. Le canton de Berne ne dispose d'aucune liste des tarifs des institutions privées. Depuis le 1^{er} mars 2014, conformément à l'ordonnance cantonale réglant le placement

d'enfants, L'adéquation de la structure tarifaire des foyers pour enfants et pour adolescents peut être vérifiée de cas en cas. A l'avenir, les tarifs devront être conçus sur la base des prestations définies et pouvoir être justifiés de manière transparente.

Comme le prévoit la Convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS), les frais déterminants budgétisés par les institutions subventionnées figurent sur une liste tenue par l'Office de liaison CIIS du canton de Berne.

Question 3

Haas Adrian, Berne (PLR) – Importance du forfait fiscal dans le canton de Berne

Depuis toujours, le Conseil-exécutif s'est déclaré en faveur du maintien de l'imposition selon la dépense (et de son resserrement), la dernière fois en 2011 lorsqu'il a présenté un contre-projet à l'initiative législative intitulée « des impôts équitables - pour les familles ». Or fin novembre prochain, les électeurs et électrices auront une nouvelle fois à se prononcer sur une initiative sur l'abolition de cette modalité d'imposition.

Dès lors, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quels impôts fédéraux, cantonaux et communaux versent aujourd'hui à la collectivité les personnes imposées selon la dépense, et quelles sont les autres taxes avec lesquelles on pense pouvoir compter pour les investissements et la consommation de ce groupe de personnes (TVA, impôts sur les gains immobiliers, impôt sur les mutations, impôt sur le revenu de personnes employées et de prestataires) ?
2. Le Conseil-exécutif est-il prêt à expliquer à la population, dans la perspective de la votation de novembre prochain, l'importance économique de l'imposition selon la dépense et à prendre position cette fois encore, dans l'intérêt du canton de Berne, contre son abolition ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

1. Les personnes imposées d'après la dépense sont un facteur économique: elles déclenchent des investissements importants, ont généralement des dépenses de consommation conséquentes et assurent des places de travail. Cela génère directement ou indirectement de nouvelles recettes (p.ex. taxe sur la valeur ajoutée, impôt sur les gains immobiliers). En 2013, 205 personnes au total étaient imposées d'après la dépense dans le canton de Berne. Elles ont versé au total 25,1 millions de francs d'impôts fédéraux, cantonaux et communaux. On peut admettre que les investissements et la consommation qu'elles déclenchent sont à l'origine d'autres taxes (p. ex. taxe sur la valeur ajoutée, impôt sur les gains immobiliers, droits de mutation, impôt sur le revenu d'employés et de prestataires de services, etc.) d'un montant au moins équivalent. Comparativement, ces personnes versent une part élevée des recettes fiscales.

2. Lors de la votation populaire cantonale du 23 septembre 2012, le peuple bernois s'est prononcé pour le maintien de l'imposition d'après la dépense et pour un renforcement simultané de la réglementation concernée. Le Conseil-exécutif a décidé de ne pas organiser de communication active dans la perspective de la votation fédérale du 30 novembre 2014 sur l'initiative «Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux)».

Question 12

Hügli Daniel, Bienne (PS) – Argent non déclaré dans le canton de Berne

Depuis début 2010, une amnistie fiscale permet aux contribuables qui possèdent une fortune ou un héritage non déclarés de faire amende honorable et de déclarer leurs biens sans s'exposer à des sanctions.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Quel est le nombre (fortune, héritage) des dénonciations spontanées dans le canton de Berne depuis l'entrée en vigueur de l'amnistie ?
2. Quelle est la somme totale des fortunes qui ont été déclarées ?
3. Quelle est l'évolution de cette somme totale à chaque année fiscale ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

1. Au total, il y a eu 2 690 dénonciations spontanées de 2010 au 31 août 2014.
2. Au 31 août 2014, la somme des fortunes déclarées spontanément sous le régime de l'impunité est de 1 048 millions de francs. Les fortunes déclarées spontanément dans le cadre de successions n'ont pas fait l'objet d'un comptage systématique. Depuis 2010, il y a eu environ 300 cas de rappels d'impôt chaque année permettant de récupérer en moyenne 4 millions de francs (par an).

	Nombre de dénonciations spontanées	Fortunes déclarées spontanément (en mio de CHF)
2010	560	85
2011	440	160
2012	460	250
2013	650	343
2014 (au 31.08)	580	210
Total	2 690	1 048

Question 18

Sutter Walter, Langnau i. E. (UDC) – Double imposition des biens immobiliers ?

Selon les médias, les propriétaires immobiliers bernois risquent la double imposition de la valeur locative de leur bien.

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes:

1. Combien y a-t-il de cas avérés de propriétaires dont la valeur locative a été imposée deux fois ?
2. Quelle est la raison de ce problème ?
3. Quelles mesures l'Intendance des impôts a-t-elle déjà prises le cas échéant pour résoudre le problème ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

1. Contrairement à l'impression qui pourrait se dégager des médias mentionnés, il ne s'agit là que de quelques cas isolés de taxation erronée.
2. Un certain nombre de déclarations d'impôt n'ont pas été correctement remplies. Dans de tels cas, un message d'alerte s'affiche chez l'agent qui doit procéder à la taxation et qui peut alors corriger l'erreur. Il peut dans de rares cas se produire que l'agent n'interprète pas correctement le message d'alerte, ce qui peut déboucher sur une taxation erronée.
3. Les automatismes existant dans le système de taxation de l'Intendance des impôts fonctionnent bien, de sorte qu'il n'est pas utile de modifier quoi que ce soit en la matière. L'Intendance des impôts va toutefois demander aux fournisseurs de logiciel de préciser davantage la spécification afin de réduire encore le risque de taxation erronée pour l'année fiscale 2014.

Question 19

Aebersold Michael Adrian, Berne (PS) – Transparence de la taxation pratiquée par l'Intendance des impôts

On a pu lire dans les journaux que l'Intendance cantonale des impôts a contrôlé les affaires offshore du groupe Amman et qu'elle n'a rien constaté d'illégal. L'entreprise de Langenthal a ensuite fait savoir que les taxations étaient conformes à la loi et donc correctes. La société a souligné que cette conclusion valait pour deux sociétés financières à Jersey et au Luxembourg, qui aujourd'hui n'existent plus. Le Conseil-exécutif est dès lors prié de répondre aux questions suivantes :

1. Où peut-on se procurer un document accessible au public avec la confirmation de l'Intendance cantonale des impôts selon laquelle il n'y a juridiquement rien à redire concernant les dossiers des affaires offshore du groupe Amman ?
2. S'il n'existe pas de tel document, pourquoi a-t-on alors pu lire dans les journaux que c'était précisément là le constat de l'Intendance des impôts ?
3. Le dossier de la soustraction fiscale et des affaires offshore est-il donc clos pour l'Intendance cantonale des impôts ?

Réponse du Conseil-exécutif (FIN)

1. En raison du secret fiscal, il n'existe pas de document accessible au public portant sur la taxation du groupe Ammann.

2. L'Intendance cantonale des impôts n'a fait aucune déclaration sur la conformité à la loi des taxations du groupe Ammann. Les déclarations de cette nature ne seraient pas admises en raison du secret fiscal. En revanche, l'Intendance des impôts a confirmé au groupe Ammann et à la Commission des finances qu'il n'y a légalement aucune possibilité de réexaminer les taxations entrées en force. L'Intendance des impôts n'est pas responsable de ce que rapportent les médias.
3. Le Tribunal fédéral a récapitulé la jurisprudence en matière de sociétés offshore dans son arrêt du 16 mai 2013 (jugements 2C_1086/2012 et 2C_1087/2012), qui rappelle les exigences fixées aux sociétés offshore. L'Intendance des impôts continuera de veiller à ce que les normes énoncées dans cet arrêt soient respectées. Le Conseil-exécutif s'exprimera de manière détaillée sur cette question dans ses réponses aux interventions [M 50-2014](#) Muntwyler (Les Verts, Berne) « Audit indépendant des affaires offshore de sociétés établies dans le canton de Berne » et [I 45-2014](#) Muntwyler (Les Verts, Berne) « Les recettes fiscales perdues du canton de Berne ».

Interpellations

Affaire 2013.RRGR.1177

N° de l'intervention: 296-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 13.11.2013
 Déposée par: Schär (Lyss, PS) (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 694/2014 du 28 mai 2014
 Direction: CHA

Dossiers des enfants placés

Le 11 avril 2013, une cérémonie s'est tenue en hommage aux enfants autrefois victimes de placements forcés ou d'internements administratifs. Depuis, les personnes concernées ont la possibilité de se tourner vers les services compétents cantonaux pour obtenir de l'aide pour prendre contact avec les autorités et les archives. Ces personnes nourrissent donc désormais l'espoir qu'elles trouveront dans leurs dossiers des informations sur leur passé. Or, il semblerait que ces attentes ne peuvent pas si facilement être satisfaites.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Où ces personnes peuvent-elles se renseigner sur le lieu de conservation de leur dossier ?
2. Existe-t-il des directives sur la conservation des dossiers des enfants placés ?
3. Des directives ont-elles été formulées à l'adresse des communes sur la manière dont elles doivent gérer la consultation des dossiers ?
4. Comment les communes ont-elles été préparées à répondre aux requêtes ?

5. De telles requêtes ont-elles déjà été présentées ? Si oui, combien, et avec quels résultats ?
6. La Table ronde qui a été instituée a pour mandat notamment de lancer, d'accompagner et de coordonner une vaste étude sur un chapitre sombre de l'histoire sociale suisse. Des instructions ont-elles formulées à ce propos à l'adresse des Archives de l'Etat et des Archives municipales et communales ?
7. Quels dossiers pourront entrer dans cette étude historique et comment pense-t-on garantir que les dossiers seront remis aux Archives de l'Etat et aux autres Archives et non détruits ?
8. Des chercheurs ont-ils déjà demandé accès à ces dossiers ? Si oui, avec quel résultat ?

Réponse du Conseil-exécutif

Préliminaire

Les Archives de l'Etat de Berne (AEB) ont pour tâche de conseiller les personnes qui cherchent des informations sur leur passé. Il faut cependant relever qu'il n'existe pas de dossier spécifique qui permette de reconstituer l'histoire du placement d'un enfant dans une famille ou une institution. Pour ce faire, il faut avoir accès à plusieurs sources, dont les principales se trouvent dans les communes. Comme il n'est pas évident de trouver du premier coup la juste commune, de telles recherches peuvent prendre un certain temps. Cela dit, le droit de demander des renseignements et de consulter des documents dans le cadre de la législation sur la protection des données existe depuis plus de 26 ans. On peut donc présumer que les administrations communales et les responsables des Archives connaissent très bien la mise en œuvre de ce droit. La réglementation légale est en outre précise et le besoin de la rendre concrète par des directives est faible.

1.

La Table ronde, qui réunit les représentants des victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et des membres des autorités, institutions et organisations concernées, diffuse depuis le mois de juin 2013 une liste des points de contact dans les cantons pour les personnes directement concernées par des mesures coercitives à des fins d'assistance et de placement extrafamilial jusqu'en 1981. D'entente avec l'Office des affaires sociales de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du canton de Berne (SAP), les AEB ont été désignées pour, dans le canton de Berne, aider les victimes à identifier les autorités de tutelle compétentes à l'époque, rechercher leurs dossiers, établir une demande d'accès à leurs dossiers et contacter si nécessaire d'autres autorités, institutions ou services d'archives. Les AEB s'acquittent depuis lors de cette tâche au plus près de leur conscience.

2.

Il y a plusieurs directives sur la conservation d'archives relatives au placement extrafamilial d'enfants.

Les documents les plus importants pour effectuer des recherches relatives aux personnes concernées par des mesures coercitives à des fins d'assistance et de placement extrafamilial se trouvent la plupart du temps dans les communes, car les affaires de tutelle sont de leur compétence.

La directive « Archives communales, délais de conservation des pièces » du 24 septembre 2007 (N° ISCB : 1/170.111/3.1) oblige les communes à conserver en permanence les procès-verbaux du conseil communal, de la commission de tutelle et de la commission des affaires sociales et à garder durant 30 ans les dossiers de tutelle. Cette directive émane de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT), responsable des archives communales pour les documents à partir de 1900. L'OACOT est en train de remplacer la directive par une « Ordonnance de Direction sur la gestion et l'archivage des documents des collectivités de droit public et de leurs établissements soumis à la loi sur les communes (ODArch Co) ». Il examine actuellement si les dossiers de tutelle qui sont clos et en possession des communes doivent être conservés en permanence.

En décembre 2009, par une décision adressée aux préfetures et aux autorités tutélaires, la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) a arrêté à titre préventif que les archives relatives à des personnes placées administrativement et les dossiers concernant des procédures de privation de liberté à des fins d'assistance (PLAFA) doivent être conservés en permanence jusqu'à nouvel avis.

D'autres sources concernant le placement d'enfants se trouvent dans les homes privés. Il y a une dizaine d'années, l'Office juridique de la SAP a fait un « Règlement sur l'utilisation des données relatives aux enfants et adolescents », qui demande à ces institutions de conserver les dossiers d'enfants et d'adolescents dix ans après leur départ et de les proposer ensuite aux AEB. Depuis lors, dans la pratique, seul le home « Schulheim Ried » (autrefois « Auf der Grube »), à Niederwangen, a proposé ses archives aux AEB, qui les a acceptées. Il est donc fort probable que dans les homes privés, une grande partie des documents concernant les personnes victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance n'existent plus, ayant été éliminés avant la publication du règlement de la SAP.

Concernant les dossiers des foyers d'éducation cantonaux de la SAP et de la Direction de la Police et des affaires militaires (POM), de la station d'observation pour adolescents de Bolligen, qui dépend de la JCE, et des établissements de Witzwil et de Hindelbank, ces institutions sont depuis 2010 tenues de proposer leurs archives aux AEB selon la Loi sur l'archivage du 31 mars 2009 (LArch ; RSB 108.1 ; art. 9). Par principe, les AEB confèrent aux dossiers des pensionnaires une valeur archivistique et les conservent en permanence pour cette raison.

3.

En 1995, un « Guide concernant la consultation des dossiers dans les communes » a été rédigé par la Chancellerie d'Etat (CHA) et par l'OACOT à l'intention des communes et leur a été distribué. Ce guide est aujourd'hui encore disponible en ligne. En le consultant, toute administration communale bernoise connaît la façon de procéder lors d'une demande d'un ancien enfant placé.

Lors de la réception des demandes, il faut distinguer s'il s'agit d'une requête d'un ancien enfant placé qui veut consulter ses propres données ou d'une demande d'un tiers (par exemple d'un journaliste) ou d'une démarche liée à un projet de recherche. S'il s'agit de la consultation par ancien

enfant placé des documents qui le concernent, l'article 21 de la Loi sur la protection des données lui garantit un droit d'accès total pour autant qu'aucun intérêt public prépondérant ni aucun intérêt de tiers qui soit particulièrement digne de protection ne s'y oppose (LCPD ; RSB 152.04 ; art. 21). La réponse des autorités doit être donnée dans les 30 jours suivant la réception de la demande, conformément à l'Ordonnance sur la protection des données (OPD ; RSB 152.040.1 ; art. 11). Pour les cas où les AEB accompagnent les démarches des personnes directement concernées par des mesures coercitives à des fins d'assistance et de placement extrafamilial, ce sont les AEB qui prennent contact avec les administrations communales et aident ces dernières à retrouver les documents et à les communiquer aux personnes.

Il n'est pas possible que des tiers consultent des documents concernant des personnes encore en vie. Les documents contenant des données personnelles sont à la libre disposition de tierces personnes trois ans après le décès de la personne concernée, suivant l'article 18 de la Loi sur l'archivage (LArch ; RSB 108.1 ; art.18), dans la mesure où le dossier a été clos il y a 30 ans (LArch ; RSB 108.1 ; art.17). Si la date du décès n'est pas connue, les documents deviennent librement accessibles au public à partir du 110^e anniversaire de la personne concernée.

Pour les chercheuses et les chercheurs, la consultation des documents concernant d'anciens enfants placés se conforme à l'article 15 de la LCPD (LCPD ; RSB 152.04 ; art.15) et à l'article 20 de la LArch (LArch ; RSB 108.1 ; art. 20). Les documents peuvent être communiqués à la recherche si elle poursuit un but sans relation directe avec les personnes intéressées, si les données seront anonymisées ou au moins utilisées sans référence directe aux personnes intéressées et si elle communiquera ses résultats de façon à ce que les personnes concernées ne soient pas identifiables. Les chercheuses et les chercheurs doivent en outre s'engager à ne pas transmettre les données à des tiers et à veiller à la sécurité des données.

4.

Les communes n'ont pas été particulièrement préparées à répondre aux requêtes de personnes ayant été, enfants, victimes de placements forcés ou d'internements administratifs. L'OACOT ne connaît pas l'existence de directives ou de circulaires à ce propos. Cela dit, il faut signaler que le droit de demander des renseignements et de consulter des documents dans le cadre de la législation sur la protection des données existe depuis plus de 26 ans. On peut donc présumer que les administrations communales et les responsables des Archives connaissent très bien la mise en œuvre de ce droit.

5.

Depuis le mois d'avril 2013, 60 personnes se sont adressées aux AEB (état au 1^{er} avril 2014). Pour 43 personnes, des documents ont pu être trouvés. Pour 25 personnes, il s'est agi de documents se trouvant dans des communes et concernant le placement dans une/des familles. Treize dossiers de foyers d'éducation cantonaux, conservés par les AEB, ont été copiés. La copie a été remise aux personnes concernées. Pour dix personnes, le placement dans un home privé a pu être identifié. Pour trois personnes placées dans les établissements de Witzwil et de Hindelbank,

leur dossier, conservé dans le fonds de la POM aux AEB, a été copié et les copies leur ont été remises.

6.

La volonté de la Table ronde de lancer, d'accompagner et coordonner une vaste étude sur les placements extrafamiliaux et les mesures coercitives doit prochainement se concrétiser. La Table ronde a formé le projet de faire réaliser une étude scientifique et un travail d'information auprès de la population sur les résultats de cette étude. Des informations plus concrètes seront données dans le rapport final qu'elle transmettra début juillet 2014 aux autorités politiques pour approbation.

La recherche utilisant des données à caractère personnel bénéficie dans le canton de Berne depuis de nombreuses années d'une pratique qui a parfaitement fait ses preuves. Voilà longtemps que les AEB permettent aux chercheuses et aux chercheurs, conformément à l'article 15 de la LCPD (LCPD ; RSB 152.04 ; art. 15) et sans paperasserie, de consulter des dossiers contenant des données personnelles et rendent ainsi possible la recherche en histoire contemporaine, ce qui dans d'autres cantons est inconcevable ou seulement réalisable avec de grandes restrictions. Cette pratique a été d'ailleurs confirmée en 2012 par un important jugement du Tribunal administratif relatif à la consultation pour un travail de recherche de documents sur l'histoire d'un parti politique de la commune de Muri (JTA du 19.01.2012, n° 100.2010.335U).

7.

Depuis le milieu des années 80, les AEB collectent fidèlement les sources historiques provenant de l'administration cantonale qui permettent de documenter le sort des enfants placés hors de leur famille. Elles collectent aussi les archives des homes privés si l'occasion se présente.

Les renseignements sur le placement d'enfant hors de leur famille se trouvent dans diverses sources, principalement dans les communes. La consultation des procès-verbaux du conseil communal, des commissions communales de tutelle ou des affaires sociales est riche d'informations. Les dossiers de tutelle envoyés aux préfectures, et de ce fait aujourd'hui conservés pour la plupart aux AEB, apportent des compléments d'informations bienvenus. Pour les enfants placés dans des institutions, les dossiers des foyers d'éducation cantonaux qui se sont conservés se retrouvent aux AEB (par exemple Aarwangen ou « Schloss Erlach »). Par les archives du secrétariat général de la POM et de la section pour l'exécution des peines et des mesures, des dossiers de jeunes placés dans les foyers d'éducation de Prêles et de Münsingen (Lory) ou dans les établissements de Witzwil et de Hindelbank sont disponibles. Les AEB possèdent des dossiers d'adolescents envoyés à la station d'observation pour adolescents d'Enggiststein puis de Bolligen. Les homes privés d'avant 1981, s'ils existent encore, disposent parfois du registre des enfants qui y ont été placés, rarement des dossiers. L'exception de la Fondation Viktoria de Richigen est à souligner. Leurs précieuses archives comprenant les dossiers des enfants depuis les années 20 du 20^e siècle seront données en été aux AEB. De même, le versement des archives du foyer d'éducation cantonal « Schlössli » de Kehrsatz est prévu aussi en été.

Les lois, ordonnances, directives et règlements mentionnés en réponse à la question 2 garantissent que les documents

relatifs aux personnes victimes de mesures coercitives à des fins d'assistance et de placement extrafamilial sont conservés en permanence dans les institutions cantonales, communales ou dans les homes privés.

8.

Des chercheurs ont-ils déjà demandé accès à ces dossiers ? Si oui, avec quel résultat ?

Peu de chercheurs demandent jusqu'à aujourd'hui à travailler sur la question. Il faut signaler deux importantes exceptions :

Tanja Rietmann a consacré son mémoire de licence et sa thèse de doctorat à une partie de la problématique : « *liederlich* » und « *arbeitsscheu* » : die administrative Anstaltsversorgung im Kanton Bern (1884-1981), Zurich, Chronos, 2013.

Marco Leuenberger, Lea Mani, Simone Rudin et Loretta Seglias ont réalisé une étude sur mandat du Conseil-exécutif : « *Die Behörde beschliesst* » - zum Wohl des Kindes ? Fremdplatzierte Kinder im Kanton Bern 1912-1978, Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern, Bd. 87, 2011.

En outre, quelques étudiantes et étudiants de l'Université de Berne ont consacré leur mémoire de licence ou leur travail de master à la situation en ville de Berne.

Affaire 2014.RRGR.13

N° de l'intervention:	012-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	05.01.2014
Déposée par:	Muntwyler (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	690/2014 du 28 mai 2014
Direction:	TTE

Energie éolienne: un temps d'arrêt dans le canton de Berne?

Dans la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération, l'énergie éolienne est évaluée à 4 TWh. L'objectif des cantons pour l'énergie éolienne est de 3 TWh et celui de l'interprofession « Suisse Eole » de 6 TWh. La production actuelle est d'environ 0,1 TWh. Il est frappant de constater que la plupart des installations se trouvent dans le canton de Berne (Jura bernois). Ces projets sont tous l'œuvre de BKW SA, ou plus précisément de ses succursales, dans les années 2001, 2005 et 2010. Les nouvelles installations se trouvent dans les cantons du Jura, du Valais, des Grisons et de Lucerne.

Il semble difficile d'attirer de nouveaux projets dans le canton de Berne, ce qui est problématique puisque le canton de Berne dispose de domaines ventés notamment dans le Jura, la région du Napf et les Préalpes. L'énergie éolienne est actuellement bon marché et abonde en hiver, ce qui est précieux pour la suite de la Stratégie énergétique 2050. Avec ses entreprises actives, le canton de Berne peut jouer un rôle de premier plan et augmenter sa création de valeur.

Les projets bernois se situent souvent à proximité immédiate d'autre cantons, ou dans des zones limitrophes (BE/JU, BE/NE, BE/LU, BE/FR, BE/VS, etc.). Comme on l'a appris lors d'un colloque sur l'exploitation de l'énergie éolienne qui s'est tenu à Berne le 6 décembre dernier, les cantons voisins compliquent la réalisation de ces projets.

On y a également appris que BKW SA, le meilleur exploitant d'énergie éolienne de Suisse jusqu'à présent, ne planifie plus de construire ses éoliennes qu'à l'étranger.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Pourquoi l'exploitation de l'énergie éolienne dans le canton de Berne stagne-t-elle ?
2. Combien de projets d'exploitation de l'énergie éolienne (>100 kW) sont actuellement à l'étude dans le canton de Berne ?
3. Quelle est la durée de réalisation des projets d'exploitation d'énergie éolienne (>100 kW) ?
4. Pourquoi le plus fervent promoteur de l'énergie éolienne dans le canton de Berne (BKW SA) ne prévoit-il et ne réalise-t-il plus aucun projet dans le canton de Berne, mais uniquement à l'étranger ?
5. Que peut-on faire pour hâter la réalisation de ces projets et en baisser les coûts (moins de bureaucratie, éventuellement) ?
6. Comment peut-on accélérer la procédure d'autorisation pour les projets intercantonaux d'exploitation d'énergie éolienne (>100kW) ?

Réponse du Conseil-exécutif

La révision 2012 du plan directeur cantonal a été l'occasion de redéfinir la base de planification pour l'exploitation de l'énergie éolienne dans le canton de Berne. La procédure pour la réalisation de parcs éoliens et de petites installations isolées a été déterminée dans la fiche de mesure C_21 intitulée « Promouvoir les installations de production d'énergie éolienne ». Cette dernière est complétée par le guide « Installations permettant d'utiliser l'énergie éolienne – Procédure d'autorisation et critères d'appréciation » (Office des affaires communales et de l'organisation du territoire, 2013).

1. Il serait prématuré de parler de stagnation pour l'exploitation de l'énergie éolienne dans le canton de Berne, car il faut un certain temps jusqu'à ce que les conditions générales de planification nécessaires à la réalisation d'un parc éolien soient créées. Selon la fiche de mesure C_21, les régions sont tenues, d'ici à 2018, de procéder dans le cadre du plan directeur régional à la coordination spatiale des parcs éoliens au sein des périmètres propices à l'implantation d'éoliennes désignés par le canton. Sur cette base, les communes doivent fixer les emplacements des différentes installations dans le cadre d'une procédure communale relative au plan d'affectation et lancer la procédure d'octroi du permis de construire.
2. Les autorités cantonales traitent actuellement trois grands projets d'exploitation de l'énergie éolienne, à savoir les parcs éoliens de la Montagne de Tramelan, de Montoz Pré-Richard et d'Eriswil. Viennent s'y ajouter deux projets intercantonaux : les parcs éoliens des Cer-

niers de Rebévelier/Lajoux (JU/BE) et de la Joux-du-Plâne-l'Echelette (NE/BE). Il convient aussi de mentionner les parcs éoliens de Scheltenpass et de Grenchenberg, qui seront réalisés sur le territoire soleurois mais à la limite cantonale bernoise, ce qui explique que le canton de Berne soit associé aux travaux de planification.

3. Il n'est pas possible de répondre à cette question actuellement car les valeurs empiriques font défaut. Comme le montre l'expérience tirée de projets comparables, la durée de réalisation dépend aussi fortement des participants au projet (en particulier de la rapidité d'exécution de l'étude, de la qualité des projets et des dossiers de demande ainsi que de l'implication de la population) et d'oppositions ou recours éventuels. La dernière étape d'aménagement du parc éolien de Mont-Crosin (renouvellement, voir question 4) est un exemple de planification bien préparée. Le dossier de demande de permis de construire a été soumis à l'examen préalable du canton le 9 mai 2012, mis à l'enquête publique le 5 octobre 2012, approuvé par la commune le 3 décembre 2012 puis autorisé par le canton avec octroi du permis de construire le 16 avril 2013.
4. Dans sa nouvelle stratégie de groupe « BKW 2030 », BKW mise sur le développement des énergies renouvelables, notamment la force hydraulique et l'énergie éolienne. BKW est en principe libre de réaliser ses installations de production là où les conditions générales ainsi que les conditions d'exécution et de production sont les mieux adaptées. Cela peut être en Italie ou en Allemagne, pays dans lesquels BKW possède plusieurs parcs éoliens ou y détient des participations. Dans le canton de Berne également, BKW investit toujours dans des installations éoliennes. Ainsi la société a-t-elle récemment remplacé au Mont-Crosin, site sur lequel elle exploite le plus grand parc éolien de Suisse, les quatre aérogénérateurs les plus anciens par des modèles de pointe. Grâce à ce premier renouvellement de Suisse qui a coûté 17 millions de francs, la production de 2014 devrait augmenter d'environ 40 pour cent. Par ailleurs, BKW planifie et réalise, via sol-E Suisse SA, le parc éolien de la Montagne de Tramelan et le parc éolien intercantonal des Cerniers de Rebévelier/Lajoux (JU/BE). Enfin, la société participe à plusieurs projets de parcs éoliens dans l'Emmental, lesquels se trouvent cependant au début de la phase de planification (mesures de la force du vent).
5. Le 28 septembre 2013, le Conseil fédéral a approuvé un rapport de l'Office de l'énergie, qui expose les motifs des retards dans la construction de centrales et d'installations de production d'électricité à partir d'agents renouvelables. Parmi les principaux motifs figurent les prescriptions complexes, les procédures et le manque de ressources des autorités, la qualité insuffisante des demandes et des projets ainsi que, et ce tout particulièrement pour l'énergie éolienne, les oppositions et les recours. Les mesures pour accélérer le développement de centrales et d'installations de production d'électricité à partir d'agents renouvelables font partie intégrante d'un train de mesures de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération. L'avenir nous dira s'il y aura lieu d'intervenir au niveau du canton.

6. Seuls deux projets intercantonaux concernent le canton de Berne, à savoir ceux des parcs éoliens des Cerniers de Rebévelier/Lajoux (JU/BE) et de la Joux-du-Plâne-l'Echelette (NE/BE). Ils ont bien avancé et sont prêts à être réalisés. La procédure d'octroi du permis de construire a toutefois été suspendue par les cantons du Jura et de Neuchâtel jusqu'à ce que leur planification en matière d'énergie éolienne soit consolidée. L'association de cantons voisins directement concernés à la planification et à la réalisation de projets est prescrite par la loi sur l'aménagement du territoire et fonctionne bien.

Affaire 2014.RRGR.60

N° de l'intervention: 024-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 20.01.2014
 Déposée par: Kropf (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Hofmann (Berne, PS)
 Cosignataires: 10
 Urgence: refusée le 23.01.2014
 N° d'ACE: 735/2014 du 4 juin 2014
 Direction: TTE

La mise à l'arrêt de la centrale de Mühleberg en 2019 est-elle garantie?

BKW a annoncé le 30 octobre dernier que la centrale de Mühleberg serait fermée en 2019 au plus tard. Cette annonce a donné un tour nouveau au débat énergétique dans le canton de Berne. C'est vrai en particulier en ce qui concerne la votation sur l'initiative « Mühleberg à l'arrêt ». Un bémol toutefois : la date annoncée pour la fermeture de la centrale est une simple déclaration d'intention de BKW, qui ne la lie en rien juridiquement. Le peuple bernois n'a donc pas la garantie que BKW respectera le délai annoncé. BKW pourrait très bien revenir sur sa décision librement consentie et envisager la poursuite de l'exploitation de la centrale.

Pour avoir des garanties, il faudrait que le détenteur de l'autorisation d'exploiter déclare à l'autorité (le DETEC) qu'il y renonce conformément à l'article 68, alinéa 1, lettre b de la loi sur l'énergie nucléaire (LENu). La date de mise à l'arrêt communiquée à l'autorité de surveillance, l'IFSN, n'est pas juridiquement contraignante puisque seul le DETEC peut retirer l'autorisation d'exploiter.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. BKW a-t-elle déjà déclaré à l'autorité compétente sa volonté de renoncer à l'autorisation d'exploiter, de sorte que l'exploitation de la centrale au-delà de 2019 sera juridiquement impossible ? Dans l'affirmative, quand ? L'autorité a-t-elle déjà donné sa réponse ?
2. Si BKW n'a pas encore fait sa déclaration à l'autorité : Le Conseil-exécutif est-il disposé, en sa qualité de représentant de l'actionnaire majoritaire, à intervenir au conseil d'administration de BKW ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif comprend la demande présentée par l'auteur de l'interpellation et partage son avis, à savoir que le peuple bernois doit pouvoir partir du principe que la centrale nucléaire de Mühleberg (CNM) sera mise à l'arrêt en 2019. C'est d'ailleurs ce que Madame Suzanne Thoma, la directrice générale de BKW, a confirmé récemment sans aucune réserve, en précisant devant la presse que la CNM serait définitivement découplée du réseau en 2019. La déclaration de renoncer à l'autorisation d'exploiter dont il est question dans l'interpellation ne peut cependant être la bonne solution, et ce pour des raisons purement formelles. Mais cela ne change rien à l'intention clairement affichée par BKW de fermer la centrale.

1. BKW n'a pas renoncé formellement à l'autorisation illimitée d'exploiter la CNM et ne pourra d'ailleurs pas le faire. Car l'autorisation d'exploiter doit conserver sa validité après la mise à l'arrêt définitive de l'installation jusqu'à ce que cette dernière ne soit plus soumise à la surveillance des autorités compétentes en matière d'énergie nucléaire. Elle constitue donc, avec la décision de mise à l'arrêt du DETEC, la base légale nécessaire aux travaux de désaffectation au sens de la loi fédérale sur l'énergie nucléaire.
2. Comme il est mentionné au point 1, l'autorisation d'exploiter doit rester valable pendant la phase de désaffectation et de démantèlement de la centrale également. Aussi n'est-il pas possible d'y renoncer tant que l'installation fera toujours l'objet d'une surveillance par les autorités compétentes, c'est-à-dire tant que le projet de désaffectation et de démantèlement ne sera pas achevé. Après la décision du conseil d'administration de mettre définitivement la CNM à l'arrêt en 2019, BKW a entrepris les travaux préparatoires en leur accordant une priorité élevée. Compte tenu des mesures déjà amorcées, il n'est, dans les faits, quasiment plus possible au conseil d'administration de revenir sur sa décision.

Affaire 2014.RRGR.78

N° de l'intervention: 039-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 22.01.2014
 Déposée par: Bachmann (Nidau, PS)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 912/2014 du 2 juillet 2014
 Direction: TTE

Procédure simplifiée pour l'installation de panneaux solaires

Les directives de juin 2012 intitulées « Installations de production d'énergies renouvelables non soumises au régime du permis de construire » dressent la liste des installations solaires soumises à autorisation et de celles qui en sont exemptées. Les installations qui recouvrent un pan entier du toit ou qui forment un seul rectangle ne requièrent pas de permis. Les installations qui ne sont pas de forme rectangu-

laire (formes en L, en U, en escalier, etc.) requièrent un permis de construire (chiffre 2.3.2 des directives).

Dans les faits, le canton accède généralement à de telles demandes. Le régime du permis de construire représente toutefois une charge administrative pour les communes et fait inutilement augmenter les coûts pour les maîtres d'ouvrage. Afin d'améliorer l'attractivité de telles installations, il faudrait limiter les obstacles administratifs et financiers au strict minimum.

Le Conseil-exécutif est chargé de répondre aux questions suivantes :

1. Ces directives se fondent-elles sur le droit supérieur ?
2. Ne peut-on pas simplifier la procédure afin de promouvoir de telles installations et de faire baisser leur coût ? On pourrait notamment exempter d'autorisation les installations solaires construites jusqu'à x cm du bord du toit et placées à une distance maximale de x cm du toit. Les objets C resteront soumis à autorisation.

Affaire 2014.RRGR.78

N° de l'intervention: 054-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 17.02.2014
 Déposée par: Muntwyler (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 912/2014 du 2 juillet 2014
 Direction: TTE

Installations solaires: moins de bureaucratie

Les capteurs solaires thermiques font l'objet d'une promotion exemplaire dans le canton de Berne depuis les années 80. Ces capteurs, dans la plupart des cas de moins de 10 m², sont généralement posés après-coup sur les toits des maisons, qu'ils soient plats ou en pente. Les capteurs combinés (chauffe-eau et chauffage solaire) se sont multipliés à partir du milieu des années 80. Dans ce cas, leur utilité est grande en hiver surtout et à l'intersaison. A l'époque, les capteurs étaient onéreux et peu efficaces (température de repos basse), raison pour laquelle ils étaient souvent installés sur le toit, dans un souci d'intégration. Sur les toits plats, les collecteurs étaient montés inclinés pour un maximum d'efficacité.

Les premières installations photovoltaïques raccordées au réseau ont été aménagées dans le canton de Berne à la fin des années 80. Ces installations sont plus grandes (10 à 60 m²) et posées à plat (l'inclinaison peut être aujourd'hui inférieure à 15 degrés) si bien qu'elles sont quasiment invisibles. Les installations orientées est-ouest ont aujourd'hui la faveur.

Dans la plupart des cas, les installations solaires n'étaient pas soumises au régime du permis de construire, il suffisait de demander une décision de constatation à la commune (recommandations de 1994 concernant la construction d'installations solaires). Ce qui revenait à dire que dans les communes d'agglomération et les communes rurales, aucun permis de construire n'était de fait nécessaire puisque les communes, la ville de Berne exceptée, exploitaient leur

marge de manœuvre. Ce n'est un secret pour personne qu'à l'époque les entreprises d'installations solaires évitaient soigneusement la ville de Berne pour s'épargner les formalités administratives. Ces formalités atteignaient en effet des proportions telles qu'il était impossible de facturer le temps investi au client ou alors celui-ci était découragé et abandonnait son projet, et l'entreprise avait alors mené l'étude pour rien.

Les nouvelles directives de juin 2012 sur les installations de production d'énergies renouvelables non soumises au régime du permis de construire ont changé la donne. La marge de manœuvre des communes est désormais restreinte car les directives renferment des prescriptions précises sur l'agencement des installations solaires. Dans la plupart des cas, un permis de construire est nécessaire avec ce que cela suppose de bureaucratie : formalités à accomplir par les entreprises et les maîtres d'ouvrage, retardement des projets préjudiciable compte tenu des modalités de décompte de la Confédération concernant le courant solaire. Et tout cela pour des installations qui devront être démontées et remplacées dans 25 à 40 ans à la fin de leur cycle de vie.

Pour éviter de devoir demander le permis de construire, l'entreprise ou le maître de l'ouvrage peut réduire la taille de son projet. Des calculs effectués par des étudiants de la haute école spécialisée montrent que dans bien des cas, moins de la moitié de la toiture est utilisée. Le potentiel du solaire n'est donc pas complètement exploité, ce qui est regrettable. Le coût s'en trouve en effet renchéri.

Le risque est mince que des installations « hideuses » puissent être aménagées si elles échappent au régime du permis de construire. Il n'y a pas de voiture véritablement « hideuse » (du moins en ce qui concerne l'aspect) car les consommateurs ne les achètent pas. Il en va de même en ce qui concerne le bâtiment et les installations solaires qui ont un caractère répétitif. Le marché se chargera de réguler les choses.

Les formalités que doivent maintenant accomplir les maîtres d'ouvrage (et les communes) du fait du permis de construire sont d'autant plus choquantes qu'en l'espace de 20 ans, le prix d'une installation solaire a été divisé par 5, voire par 10. Le courant solaire coûte aujourd'hui entre 10 et 15 centimes le kWh, si l'installation est efficace. Si l'on veut continuer à promouvoir le solaire, les autres coûts, en l'occurrence les coûts administratifs, doivent aussi baisser. Sinon les économies d'échelle seront anéanties.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles sont les bases légales de ces prescriptions détaillées ?
2. Ne pourrait-on pas éliminer les prescriptions superflues pour simplifier l'aménagement des installations solaires ?
3. Quand peut-on espérer une révision des directives et la correction des erreurs manifestes ?

Réponse commune du Conseil-exécutif

Les interpellations I 039-2014 et I 054-2014 portant sur les mêmes questions, elles font l'objet ci-après d'une réponse commune.

Le Conseil-exécutif est favorable à des procédures aussi simples que possible pour l'aménagement d'installations solaires. C'est précisément de cette volonté que découlent les directives « Installations de production d'énergies renouvelables non soumises au régime du permis de construire » de juin 2012. La révision partielle de la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (loi sur l'aménagement du territoire, LAT ; RS 700), qui vient d'entrer en vigueur, va encore permettre de nouvelles simplifications.

Question 1 (I 039-2014 et I 054-2014) :

Les directives « Installations de production d'énergies renouvelables non soumises au régime du permis de construire » se fondent à la fois sur le droit fédéral et sur le droit cantonal. En principe, aucune construction ou installation ne peut être créée ou transformée sans autorisation de l'autorité compétente (art. 22 LAT et art. 1a, al. 1 de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions, LC, RSB 721.0). Par ailleurs, l'article 18a LAT disposait jusqu'à fin avril 2014 que, dans les zones à bâtir et les zones agricoles, les installations solaires soigneusement intégrées aux toits et aux façades étaient autorisées dès lors qu'elles ne portaient atteinte à aucun bien culturel ni à aucun site naturel d'importance cantonale ou nationale. Enfin, l'article 6 du décret du 22 mars 1994 concernant la procédure d'octroi du permis de construire (DPC ; RSB 725.1), qui met en œuvre les prescriptions du droit fédéral, constitue la base légale des directives cantonales.

Question 2 (I 039-2014 et I 054-2014) :

Depuis peu, de nouvelles simplifications sont possibles sur le plan juridique. L'article 18a a notamment été reformulé dans le cadre de la révision de la LAT au 1^{er} mai 2014. Dans les zones à bâtir et les zones agricoles, les installations solaires suffisamment adaptées aux toits ne requièrent ainsi plus d'autorisation. Désormais, les projets doivent simplement être annoncés à l'autorité compétente. En vertu de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire, également révisée au 1^{er} mai 2014 (OAT ; RS 700.1), les installations solaires sont notamment réputées suffisamment adaptées aux toits si elles constituent une surface d'un seul tenant.

Question 3 (I 054-2014) :

Les directives cantonales devraient être examinées au regard des nouvelles prescriptions du droit fédéral à l'automne 2014 et adaptées là où cela se révélera nécessaire et possible. Il faudra notamment définir quelles formes d'installations solaires peuvent être considérées comme « d'un seul tenant ». D'autres simplifications sont parallèlement à l'étude. L'obligation d'annonce définie dans le droit fédéral pour les installations solaires non soumises au régime du permis de construire sera introduite lors de la prochaine révision de la législation cantonale sur les constructions. La procédure de consultation à ce sujet a été ouverte à la mi-juin 2014.

Affaire 2014.RRGR.276

N° de l'intervention: 063-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 10.03.2014
 Déposée par: Daetwyler (Saint-Imier, PS)
 (porte-parole)

Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 971/2014 du 13.08.2014
 Direction: TTE

Aménagement des zones 30, la créativité est-elle possible?

La population d'Orvin a rappelé récemment que le trafic routier traversant la localité était problématique : le village est sous protection et la route principale est étroite. Les milieux politiques régionaux et les services cantonaux compétents sont unanimes à admettre qu'un trafic d'environ 4 300 véhicules par année pose problème dans un tel contexte.

Une première mesure avait été prise voici quelques années avec la mise en place d'une zone 30. Toutefois, il apparaît qu'il n'est pas possible d'avoir des passages pour piétons dans les zones 30, sauf près des écoles.

Or, toutes les zones 30 ne répondent pas aux mêmes besoins et ne sont pas comparables. Les besoins sont en effet totalement différents suivant que l'on se trouve sur des routes de quartier, avec un trafic strictement local, et sans fonction de passage, ou sur une route de traversée de localité qui a également une fonction de transit.

On doit donc admettre que des normes tout à fait pertinentes dans des zones 30 « classiques », soit dans des routes de desserte de quartier, peuvent ne pas répondre aux besoins dans des cas tels que celui d'Orvin, unique dans le Jura bernois.

1. Serait-il envisageable de disposer d'une plus grande marge d'appréciation dans la conception des zones 30 ? Il semble en effet que même dans une zone 30, des passages pour piétons soient justifiés sur la route principale d'une localité.
2. Quelle peut être la marge de manœuvre ? Un projet pilote pourrait-il être envisageable ? Peut-on attendre de l'ouverture de la part des services de la Confédération ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est conscient que la réglementation fédérale, qui stipule que les passages pour piétons sont interdits dans les zones 30 suscite souvent une certaine incompréhension dans l'opinion publique. Les prescriptions fédérales relatives aux zones 30 sont cependant contraignantes pour les cantons, qui ne peuvent pas les assouplir à leur guise. Pour autant qu'il existe une marge de manœuvre au niveau légal, le Conseil-exécutif préconise une approche pragmatique, afin de tenir compte au mieux des particularités locales et des besoins de la population.

1. L'approbation des zones 30 relève de la compétence du canton. Les communes doivent quant à elles prouver au moyen d'expertises que les exigences légales sont remplies. C'est le droit fédéral qui définit la marge d'appréciation du canton ainsi que la norme SN 640 241 de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (VSS) déclarée obligatoire par la Confédération. Dans le cas d'Orvin, il s'agit d'une route secondaire, raison pour laquelle il a été possible de mettre en place une zone 30 pour la traversée de la localité.

2. La marge d'appréciation légalement admissible est faible et un projet incluant des solutions contraires au droit fédéral ne saurait être pris en considération. Aussi l'Office fédéral des routes (OFROU) a-t-il récemment refusé expressément de déléguer aux communes qui en font la demande la compétence de mettre en place des passages pour piétons dans les zones 30.
3. Il est encore impossible de dire si l'on peut s'attendre à de l'ouverture de la part des services de la Confédération n'est pas tranchée. Dans la réponse à la motion 13.4098 N. Masshardt, le Conseil fédéral s'est récemment déclaré prêt, dans le cadre d'une prochaine révision de la législation, à formuler des propositions pour faciliter la mise en place de zones 30. Par ailleurs, l'OFROU a confié à l'automne 2013 le remaniement de la norme précitée à la VSS. Mais cela n'aura probablement pas de conséquences sur les conditions en vigueur pour l'aménagement de passages pour piétons dans les zones 30.

Affaire 2014.RRGR.322

N° de l'intervention: 087-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 19.03.2014
 Déposée par: Daetwyler (Saint-Imier, PS)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 3
 N° d'ACE: 972/2014 du 13.08.2014
 Direction: TTE

Qualité des prestations des CFF en trafic régional

Après le désastreux épisode de l'engagement des rames Domino, on pouvait s'attendre à une amélioration des prestations dans le Jura bernois avec l'introduction des rames GTW qui permettent le système coupe-accroche, ce qui rendait à nouveau possible des relations sans changement de trains entre la vallée de Tavannes et Bienne, et devait contribuer à résoudre les problèmes de capacité aux heures de pointe, notamment entre Bienne et Sonceboz.

Force est de constater que trois mois après l'introduction de ce système, la situation est totalement insatisfaisante, même si le BLS pratiquait la coupe-accroche avec succès dans la région de Lucerne avec le même matériel.

A plusieurs reprises, et notamment dans les pointes du matin et du soir, le système ne fonctionne pas. Les passagers sont confrontés à des retards et doivent au départ de Sonceboz s'entasser dans une seule rame, la procédure d'attelage ne fonctionnant pas. Le soir, il arrive souvent que des trains au départ de Bienne ne peuvent être assurés qu'avec une seule rame, et donc une capacité notoirement insuffisante, la deuxième rame étant restée en rade à Sonceboz. L'information aux voyageurs ne fonctionne pas, et cela devient une loterie de savoir qui devra changer à Sonceboz ; parfois ce sont les voyageurs à destination de Moutier, parfois à destination de La Chaux-de-Fonds. Précisons encore que les CFF ne sont pas toujours capables d'assurer un changement sur le même quai.

Il arrive aussi qu'un train devant être assuré par deux rames accouplées, notamment à l'heure de pointe du matin, pour des raisons de capacité, ne circule qu'avec une seule rame, et que la deuxième rame suive comme train spécial 25 minutes plus tard.

En outre, lorsque le système fonctionne, certains accostages sont extrêmement brutaux, ce qui est particulièrement problématique pour des personnes souffrant du dos.

Il convient en outre de préciser que les GTW n'ont été transférées dans la région que pour le changement d'horaire, selon nos informations.

Cette situation conduit à l'exaspération de la clientèle, avec le risque qu'une partie en revienne à la voiture.

Ceci conduit aux questions suivantes :

1. Est-il exact que le matériel a été transféré au tout dernier moment dans la région, à l'exception d'une rame, ce qui était insuffisant pour pratiquer la coupe-accroche ?
2. Le canton est-il disposé à intervenir auprès des CFF, notamment dans le cadre de la commande des prestations de trafic régional, pour que ces derniers prennent les mesures qui s'imposent pour offrir des prestations décentes ?
3. Le Zürcher Verkehrs Verbund pratique depuis plusieurs années un système de bonus-malus avec les CFF. Le canton est-il disposé à introduire un système semblable dans le cadre du trafic régional indemnisé ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Les CFF sont responsables de l'exploitation des tronçons ferroviaires du Jura bernois. Ils ont racheté les rames GTW à BLS pour les utiliser sur les lignes Biel/Bienne–La Chaux-de-Fonds, Biel/Bienne–Sonceboz–Moutier et Moutier–Soleure. Jusqu'au changement d'horaire de décembre 2013, ces rames GTW circulaient sur les lignes BLS Langnau–Lucerne et Langenthal–Wolhusen–Lucerne.

Selon les informations fournies par les entreprises de transport impliquées, une rame a été remise aux CFF à des fins de formation quelques semaines avant le changement d'horaire. Puisque BLS avait encore besoin des autres rames jusqu'au changement d'horaire sur les tronçons mentionnés à l'ouest de Lucerne, il s'est entendu avec les CFF sur un transfert à court terme du matériel.

2. Oui, le canton et les CFF sont déjà en contact au sujet des problèmes décrits dans l'interpellation. Le canton entretient un échange régulier avec les entreprises de transport et, s'il a connaissance d'irrégularités, il demande des renseignements sur la qualité de l'offre, en particulier sur les retards ou les suppressions de trains.
3. Un système de gestion de la qualité est élaboré et testé actuellement sous la houlette de la Confédération. Il existe différentes solutions pour améliorer la qualité en cas de lacunes sur le long terme. Le système de bonus-malus représente en l'occurrence une option qui mérite d'être examinée.

Affaire 2013.RRGR.10103

N° de l'intervention: 006-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 20.12.2013
 Déposée par: Sancar (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence accordée: le 23.01.2014
 N° d'ACE: 859/2014 du 24.06.2014
 Direction: POM

Asile: les ratés de l'encadrement et de l'hébergement

Depuis quelques années, l'hébergement et l'encadrement des requérants et requérantes d'asile sont fortement incriminés. La direction choisie est peu claire, et ce que la politique et le terrain laissent transparaître est tout à fait problématique. Les autorités sont de plus en plus violemment critiquées dans différents domaines, en particulier concernant le centre d'hébergement de Hochfeld, et au lieu de faire la lumière sur cette affaire, les autorités cantonales ont mis de l'huile sur le feu. Et comme si cela ne suffisait pas, de nouveaux éléments indiquent que les soins et l'encadrement ne sont pas assurés comme ils le devraient dans le domaine. Cela est sûrement lié au fait que de nombreux spécialistes expérimentés ont quitté le Service cantonal des migrations, quelles qu'en soient les raisons. Une chose est sûre : un savoir considérable a été perdu et il devait être important pour l'assurance-qualité. Les efforts déployés pour garder le personnel n'ont manifestement pas suffi.

Comme la Confédération réduit les subventions à l'hébergement et à l'encadrement, le canton de Berne veut supprimer les cours d'allemand pour les requérants et requérantes d'asile qui se trouvent dans ses centres. Une erreur fatale qui lèserait tout le monde. Durant cette période de désœuvrement, les requérants et requérantes d'asile pourraient apprendre un tant soit peu la langue. La société en profite en retour, la compréhension et les échanges sont possibles, et cela aide les requérants et requérantes d'asile à avoir une occupation (p. ex. s'ils trouvent un emploi), même s'il faut bien admettre que c'est rarement le cas. Au lieu de cela, les autorités préfèrent ouvrir un domaine lucratif à des services de sécurité privés. Le canton de Berne prend la direction opposée : au lieu d'offrir un bon encadrement, des cours de langue et une occupation aux requérants et requérantes d'asile, il mise sur leur oisiveté et sur plus de surveillance par des sociétés de sécurité privées.

Les marchés publics du Service cantonal des migrations, compétent en la matière, sont en outre plus que douteux. Au nom de la flexibilité, le Service cantonal des migrations demande aux organisations de déposer leur offre dans un délai extrêmement court (p. ex. sous 10 jours), alors que les partenariats existent parfois depuis des dizaines d'années. Le Service cantonal des migrations presse également ces organisations de démarrer leur mission rapidement (p. ex. au 1^{er} janvier 2014) alors qu'il connaît l'évolution du financement consacré à l'encadrement depuis un an. La façon de faire du Service cantonal des migrations va contraindre certaines organisations partenaires à se retirer des centres,

à l'exemple de ce qui s'est passé à Thoun. Ce manque de professionnalisme laisse à penser que le Service cantonal des migrations souhaite écarter certains partenaires expérimentés. De nombreuses zones d'ombre demeurent : les offres reposaient-elles seulement sur des bases suffisantes ? Et qu'en est-il du subventionnement croisé d'autres domaines cantonaux avec des moyens destinés à l'asile ? On attend également des explications sur la fermeture de deux centres à Bienne. Le recul du nombre de demandes d'asile ne peut pas être l'unique raison. En outre, on sait désormais que même si le nombre de requérants et requérantes d'asile recule, les places doivent être conservées afin de maintenir une structure adaptée et le savoir-faire nécessaire pour pouvoir réagir, même à court terme, à une augmentation du nombre de demandes d'asile. Cela n'explique cependant toujours pas pourquoi deux centres ont été fermés à Bienne alors que l'opinion publique critique durement l'hébergement provisoire de Hochfeld et que la fermeture de ce centre est encore incertaine.

Nous critiquons enfin le fait que les organisations partenaires soient muselées par contrat : cela est contraire au principe de publicité et inacceptable en démocratie.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Où le Conseil-exécutif peut-il faire des économies afin de pouvoir maintenir les cours d'allemand dans les centres pour requérants et requérantes d'asile ? Est-il prêt à cesser de collaborer avec les services de sécurité privés travaillant dans le domaine de l'asile ou à réduire cette collaboration afin d'investir les économies ainsi réalisées dans des cours de langue ?
2. Le Conseil-exécutif est-il prêt à transférer la compétence d'adjudication des mandats relevant de l'asile à un organe politiquement légitimé, comme une commission ?
3. Le Conseil-exécutif est-il prêt à abandonner l'uniformisation de l'encadrement et à prolonger les contrats avec les partenaires actuels afin d'assurer une certaine continuité et de conserver le savoir-faire ?
4. Le Conseil-exécutif est-il prêt à modifier les termes de son contrat avec les organisations partenaires en matière d'asile de sorte que celles-ci soient libres d'émettre des critiques lorsqu'il le faut ?
5. Le Conseil-exécutif est-il prêt à promouvoir l'occupation et l'emploi de courte durée des requérants et requérantes d'asile et des personnes admises provisoirement ? Si non, pourquoi ? Dans l'affirmative, comment compte-t-il s'y prendre ?
6. Pour quelles raisons deux centres d'hébergement pour requérants et requérantes d'asile ont-ils été fermés à Bienne alors que le centre provisoire de Hochfeld est toujours ouvert malgré les violentes critiques dont il fait l'objet et bien que sa fermeture soit incertaine ?
7. Est-ce qu'il existe des subventionnements croisés de l'asile vers d'autres domaines ? Dans l'affirmative, pour quels montants et où va cet argent ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. La situation telle que présentée dans l'interpellation, laissant croire que le canton ne finance plus de cours de langues pour les requérants d'asile, ne correspond pas à

la réalité. En effet, le mandat d'octroi de l'aide sociale en matière d'asile, défini par la loi, comporte un aspect d'encadrement: les partenaires contractuels chargés de fournir cette aide sur mandat de l'Office de la population et des migrations (OPM) sont tenus d'offrir une structure journalière aux bénéficiaires conformément aux directives en vigueur, par exemple au moyen de cours de langue, financés par les forfaits destinés à l'encadrement. L'OPM donne carte blanche aux partenaires contractuels pour décider à quelles personnes proposer des cours linguistiques de base et en déterminer la durée: ils peuvent ainsi axer leur soutien sur les personnes qui disposent, à leurs yeux, des meilleures perspectives d'avenir en Suisse. Ils utilisent ainsi rationnellement les moyens financiers limités à leur disposition, selon une logique d'entreprise.

En revanche, les cours plus avancés ne sont plus financés. D'une part, il n'existe aucune base légale exigeant un tel enseignement, d'autant moins pour des personnes dont les perspectives de séjour en Suisse sont incertaines. D'autre part, les subventions fédérales ne prévoient pas de montants à cette fin: ces cours ne constituent pas un élément de la structure journalière, mais relèvent de l'intégration.

Un groupe de travail interdirectionnel ad hoc, composé de représentants de la Direction de la police et des affaires militaires (POM), et de celle de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, est chargé de mettre en évidence les compétences, l'organisation et le financement des tâches d'intégration en ce qui concerne les personnes relevant du domaine de l'asile.

2. et 3. La POM a décidé de suspendre provisoirement l'adjudication de mandats concernant l'aide sociale aux requérants, en raison de la restructuration de l'asile qui est en cours au niveau fédéral et sur le plan intercantonal, et qui devrait conduire à des changements fondamentaux dans le courant des trois prochaines années. Actuellement, la mesure dans laquelle les cantons sont tenus d'accorder cette aide sociale n'est pas clairement définie. Le 30 avril 2014, l'OPM a informé ses partenaires contractuels de sa décision et leur a communiqué les conditions applicables à la suite de la collaboration.
4. Le Conseil-exécutif estime qu'une telle démarche serait superflue. À l'article 4 de la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi sur l'asile et de la loi sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20), le Grand Conseil a en effet accordé à l'OPM la possibilité de confier l'octroi de l'aide sociale en matière d'asile à des organismes de droit public ou privé, par le biais d'un contrat de prestations. Les dispositions devant impérativement figurer dans ces contrats sont énumérées à l'article 9 de l'ordonnance du 14 octobre 2009 portant introduction de la loi sur l'asile et de la loi sur les étrangers (OILFAE; RSB 122.201). Conformément à ces contrats, les partenaires contractuels ne répondent à des demandes adressées par les médias qu'après en avoir référé aux services compétents de l'OPM. Le Conseil-exécutif n'y voit toutefois aucune restriction de la liberté d'expression des mandataires: cette procédure permet d'assurer que l'OPM soit, dans sa position de mandant, informé des questions posées

par les médias, qu'il puisse se concerter avec ses mandataires et soit également en mesure de communiquer sa position.

5. Il importe au Conseil-exécutif d'encourager – dans le respect des dispositions légales pertinentes – l'occupation et l'activité professionnelle des personnes relevant du domaine de l'asile. Pour celles bénéficiant d'une admission provisoire, il s'agit de promouvoir l'intégration sur le marché primaire du travail, conformément au mandat d'intégration prévu par la loi, alors que pour les requérants dont la procédure d'asile est en cours, il faut se tourner en premier lieu vers les programmes d'occupation d'utilité publique. L'OPM est disposé à augmenter sa participation à ces programmes, dans la mesure des capacités financières du canton. Même si l'OPM opère, en matière d'occupation et d'emploi de courte durée, une distinction entre un taux d'activité faible sur une longue période et un engagement à temps plein d'une durée de quelques jours, il facilite dans les deux cas de tels engagements en délivrant des autorisations de travail sans facturer d'émoluments.

6. Suite à l'intervention des responsables de la ville de Bienne, le centre d'accueil d'urgence de *Wasen* a dû être fermé au 31 décembre 2013 en raison de dommages aux locaux qui étaient dus à une utilisation soutenue sur une longue période.

Le centre d'accueil d'urgence de *Linde* a lui aussi subi des dégradations durant deux ans et demi de fonctionnement intensif. Comme la situation le permet, sa fermeture n'interviendra toutefois qu'après l'extension du bâtiment *im Eschenhof*, à Champion.

La fermeture de ces deux centres biennois a aussi été prononcée en vue du respect des exigences légales, qui prévoient que le contingentement des requérants d'asile sur le territoire cantonal doit être proportionnel à la répartition de la population.

L'utilisation du centre d'accueil d'urgence du *Hochfeld* – encore en bon état, malgré les nombreux hébergements – n'a été prévue qu'à titre provisoire. De ce fait, il sera fermé dès que des locaux de substitution en surface pourront être mis en service en ville de Berne. Cela ressort d'une prise de position conjointe des autorités de la ville de Berne et du Conseil-exécutif, communiquée en mai 2014.

7. La Confédération paie aux cantons les frais de l'aide sociale en matière d'asile. Ces subventions sont ainsi affectées à un but spécifique: il n'y a donc pas et ne saurait y avoir de subventionnements croisés, incompatibles avec le but visé par les subventions.

Le montant versé à l'OPM par la Confédération se compose du forfait mensuel global pour toutes les personnes requérant l'asile et celles bénéficiant d'une admission provisoire, du forfait unique de couverture des frais administratifs découlant de l'attribution de ces personnes au canton et du forfait unique relatif à l'aide d'urgence destinée aux personnes dont le renvoi a été prononcé et est entré en force.

L'OPM verse aux partenaires contractuels un forfait journalier par personne, qui permet d'assurer les besoins de base en matière d'alimentation, de vêtements et d'hygiène, ainsi que des prestations spéciales en cas de

besoin. L'OPM verse également aux partenaires contractuels un montant forfaitaire journalier d'hébergement. Enfin, il leur accorde un forfait pour les frais d'encadrement et d'administration (frais de personnel). Grâce à la différence entre ces trois montants et le forfait global reçu de la Confédération, l'OPM finance les coûts de la santé (primes de caisses-maladie, quotes-parts et franchises), ainsi que les frais de dentiste et ceux de l'hébergement spécial; enfin, il octroie un soutien financier à des programmes d'occupation d'utilité publique.

Affaire 2014.RRGR.10116

N° de l'intervention: 046-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 05.02.2014
 Déposée par: Kropf (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 20.03.2014
 N° d'ACE: 963/2014 du 13 août 2014
 Direction: POM

Transparence autour des événements qui secouent l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement

Après l'annonce de la suspension de Georges Caccivio de ses fonctions de directeur des Etablissements de Thorberg et l'ouverture d'une enquête externe, toutes les questions soulevées par Thorberg sont encore loin d'être réglées. Même avec l'extension, décidée le 4 février 2014, du champ de l'enquête externe à la procédure de sélection suivie en 2011 pour choisir la direction de l'établissement, des questions relatives aux compétences de direction à l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement et à la Direction de la police et des affaires militaires restent sans réponse. Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur les informations rendues publiques par les médias concernant les faits reprochés au directeur des Etablissements de Thorberg pour comprendre qu'il ne s'agit pas seulement d'une « affaire Caccivio », mais que l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement et la Direction de la police et des affaires militaires sont au moins tout autant concernés.

Dans un article du *Bund* daté du 1^{er} février 2014, le chef d'office Martin Krämer indiquait à ce sujet qu'il avait connaissance des liens de Georges Caccivio avec le Bistro Yucca. Il aurait cependant considéré que le passé de Monsieur Caccivio ne posait aucun problème. La procédure de sélection au poste de directeur des Etablissements de Thorberg s'est déroulée début 2011. Le 24 février 2011, la Direction de la police et des affaires militaires a publié un communiqué annonçant la nomination de Monsieur Caccivio. La procédure de sélection et la nomination ont donc eu lieu au beau milieu de l'enquête sur le meurtre d'une prostituée, à Bienne, commis le 11 octobre 2010. Le procès en première instance s'est tenu du 7 au 11 mai 2012.

Georges Caccivio a incontestablement comparu en tant que témoin dans cette affaire. Les articles parus dans les médias ne permettent toutefois pas de savoir quand et dans quel contexte (enquête de police, procès). Quoi qu'il en soit : on a du mal à imaginer qu'un cadre de l'administration cantonale (chef d'état-major à l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement ou directeur des Etablissements de Thorberg) témoigne dans une affaire de meurtre sans en informer ses supérieurs.

Rien que le fait de savoir que Georges Caccivio avait évolué dans la sphère du Bistro Yucca de Bienne, repaire potentiel de la petite criminalité, aurait dû conduire, lors de sa nomination au poste de directeur des Etablissements de Thorberg, à l'adoption d'accords écrits très clairs visant à éviter les conflits d'intérêts (p. ex. en instituant un reporting régulier). La sonnette d'alarme aurait dû retentir au plus tard lorsque l'on a su que Georges Caccivio avait témoigné dans cette affaire de meurtre ; il aurait alors fallu élaborer de tels modèles.

Et pourquoi de telles mesures n'ont-elles pas été décidées et mises en œuvre au plus tard en automne (ou décembre) 2013, lorsque le directeur de la police, Hans-Jürg Käser, avait assurément connaissance de ces accusations ? C'est également inexplicable.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est chargé des répondre aux questions suivantes :

1. Quand Georges Caccivio (GC) a-t-il révélé à son supérieur qu'il avait témoigné ou allait témoigner dans une affaire de meurtre ? Qu'a-t-il dit exactement ? Était-il clair que ce meurtre avait eu lieu dans le milieu de la prostitution, et plus précisément de la narco-prostitution ? Le fait même de témoigner dans une affaire de meurtre sur une prostituée a-t-il été discuté et pris en considération dans la procédure de nomination au poste de directeur des Etablissements de Thorberg ? Si non, pourquoi ?
2. Quand le conseiller d'Etat Hans-Jürg Käser a-t-il appris que GC avait comparu en tant que témoin dans une affaire de meurtre ? Quand Monsieur Käser a-t-il appris que ce meurtre avait été commis dans le milieu de la (narco-) prostitution ?
3. Lorsque GC a dévoilé à son supérieur qu'il avait comparu ou qu'il allait comparaître comme témoin (et qu'il était connu que ce meurtre avait été commis dans le milieu de la prostitution) : quelles mesures ont été prises à l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement sur la base de ces informations ? A-t-on élaboré des outils (p. ex. reporting régulier) et édicté des directives visant à éviter les conflits d'intérêts à la tête d'un établissement pénitentiaire ? Si non, pourquoi ?
4. D'une manière générale, comment les qualités des candidats et candidates à des postes particulièrement exposés de l'administration cantonale sont-elles analysées sous l'angle de la sécurité dans les procédures de sélection ou d'engagement ?
5. Quelles mesures visant à éviter les conflits d'intérêts ont été prévues et mises en œuvre en août 2013, lorsque le conseiller d'Etat Hans-Jürg Käser a eu connaissance des liens de GC avec le milieu de la (narco-) prostitution ? Si rien d'autre n'a été entrepris que des mesures à caractère purement informatif et communicatif, pourquoi ? A

l'époque, GC a-t-il aussi fait l'objet de mesures disciplinaires ? Si oui, lesquelles ? Si non, pourquoi ?

Réponse du Conseil-exécutif

Menée par le M. Benjamin Brägger, l'enquête administrative initiée début février 2014 par le conseiller d'État Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires, a trouvé sa conclusion le 26 juin suivant, à l'occasion de la présentation au public de ses résultats. Les réponses aux questions de l'interpellation émanent du rapport final du 20 juin 2014, dans sa version résumée et publiée; elles sont présentées ci-dessous dans les limites imposées par le secret de fonction et la protection de la personnalité.

1. Georges Caccivio a pris ses fonctions de directeur des Établissements de Thorberg le 1^{er} novembre 2011. La procédure de recrutement a eu lieu au début de l'année 2011. Auparavant, en 2010, M. Caccivio avait été témoin dans le cadre d'une procédure pénale et, à cette occasion, avait admis avoir eu une relation sexuelle avec une prostituée toxicomane. Il n'a pas informé son supérieur de ce témoignage ni de sa teneur, de sorte que la procédure de sélection d'un nouveau directeur pour Thorberg n'a pas pu en tenir compte. Cependant, contrairement à ce qu'affirme l'auteur de l'interpellation, le témoignage en question ne portait pas sur une affaire de meurtre.

2 et 3. C'est le 30 août 2013 que le directeur de la police et des affaires militaires a eu connaissance de ce témoignage datant de 2010. Comme cela a déjà été dit, ce dernier ne portait pas sur une affaire de meurtre et Georges Caccivio n'en avait pas informé son supérieur.

4. Les personnes candidates à un poste en lien avec la sécurité dans le domaine de l'exécution des peines et mesures doivent fournir un extrait récent de leur casier judiciaire, une attestation de l'office des poursuites et des références. Elles ne peuvent en principe pas faire l'objet du contrôle de sécurité approfondi relatif aux personnes effectué par la Confédération, faute de remplir les conditions légales à cet effet.

5. La personne qui faisait l'objet de la procédure pénale de 2010 et au sujet de qui M. Caccivio avait témoigné n'a pas été incarcérée aux Établissements de Thorberg. Il n'y a donc pas eu de conflit d'intérêts à ce niveau. Au surplus, ce n'est qu'au début de l'année 2013 que les supérieurs de M. Caccivio ont été informés d'un – et à ce moment, seul et unique – rapport sexuel que l'intéressé avait eu avec une prostituée toxicomane quelques années auparavant. Le directeur de la police et des affaires militaires a, quant à lui, ordonné une enquête interne sitôt qu'il a eu connaissances des reproches liés aux Établissements de Thorberg. Par ailleurs, aucune mesure disciplinaire n'a été prise puisque la législation bernoise sur le personnel n'en prévoit plus. Lorsque, début 2014, de nouveaux reproches graves se sont fait jour à l'encontre de Georges Caccivio, le chef de l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement a tout de suite engagé une procédure relevant du droit du personnel, laquelle a conduit l'intéressé à être suspendu immédiatement de ses fonctions par le directeur de la police et des affaires militaires.

Affaire 2014.RRGR.10112

N° de l'intervention: 056-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 24.02.2014
 Déposée par: Graber (La Neuveville, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 964/2014 du 13 août 2014
 Direction: POM

Allocation des ressources de la police cantonale bernoise et hiérarchie des préoccupations sécuritaires

Comme toutes les polices cantonales, celle de notre canton évolue dans un contexte difficile. Soumise à de fortes contraintes législatives et administratives, limitée par des ressources financières restreintes et confrontée aux aspirations parfois contradictoires des différentes catégories de la population, la police cantonale dispose de marges de manœuvre étroites quant à l'ampleur et à la nature des activités qu'elle déploie. La plupart des habitants de notre canton sont conscients de cette situation. Une partie notable d'entre eux estiment toutefois que la sécurité objective est insuffisante dans notre canton et que la police cantonale n'en fait pas assez pour remédier à cette situation délétère. Dans notre canton, des milliers de personnes ont en outre l'impression que notre police cantonale met bien plus d'empressement à traquer les excès de vitesse même modérés sur nos routes qu'à tout mettre en œuvre pour réduire les actes de violence et les cambriolages. Il s'ensuit une espèce de malaise répandu quant à la hiérarchie des préoccupations sécuritaires de la police cantonale.

Le rapport du Conseil-exécutif du 5 juin 2013 sur l'évaluation du projet « Police Bern » contient un grand nombre de renseignements très intéressants sur l'organisation et les activités de la police cantonale. Les statistiques de cette dernière sur toutes les formes de criminalité et même sur les excès de vitesse sont très instructives.

Au-delà de ces données et en complément à ces statistiques, nous souhaitons interpellier le Conseil-exécutif par le biais des questions suivantes :

1. Que représentent, en valeur absolue et en pourcent, les ressources en temps (heures de travail) de la police cantonale consacrées aux activités liées à la circulation routière (travail administratif compris) ?
2. Comment ces valeurs (celles en réponse à la question 1) ont-elles évolué durant les dix dernières années ?
3. Que représentent, en valeur absolue et en pourcent, les ressources en temps (heures de travail) de la police cantonale consacrées aux contrôles de la vitesse des véhicules sur les autoroutes et les autres routes (travail administratif compris) ?
4. Comment ces valeurs (celles en réponse à la question 3) ont-elles évolué durant ces dix dernières années ?
5. Sur un plan plus général, et pour autant qu'il soit possible de répondre à cette question, comment la structure des activités de la police cantonale bernoise a-t-elle évolué au cours des dix dernières années ?

6. Quelle a été l'évolution du produit des amendes d'ordre infligées pour les infractions à la LCR au cours des dix dernières années ?
7. Quelle a été l'évolution du produit des amendes infligées pour les infractions à la LCR dénoncées aux juges au cours des dix dernières années ?
8. Quelle a été l'évolution du produit des amendes d'ordre infligées pour les excès de vitesse sur les autoroutes et les routes au cours des dix dernières années ?
9. Quelle a été l'évolution du produit des amendes infligées pour les excès de vitesse sur les autoroutes et les routes dénoncées aux juges au cours des dix dernières années ?
10. Quelle a été, au cours des dix dernières années, l'évolution, en pourcent, du produit des amendes d'ordre infligées pour excès de vitesse par rapport au total des amendes infligées par les tribunaux bernois, tous niveaux confondus ?
11. Le Conseil-exécutif estime-t-il judicieuse et opportune l'allocation des ressources dont dispose la police cantonale entre les différentes missions qui lui sont confiées ?
12. Plus particulièrement, le Conseil-exécutif estime-t-il que la police cantonale alloue suffisamment de ressources en temps – et donc de moyens financiers – à la prévention et à la répression des actes de violence ?

Réponse du Conseil-exécutif

Il convient tout d'abord de mentionner que le nombre des accidents de la circulation diminue, et ce depuis des années. Cette évolution s'explique par divers facteurs; l'un d'entre eux, et non des moindres, est l'activité de contrôle menée par la police. Durant l'année 2013, 5999 accidents ont été répertoriés dans le canton de Berne, ce qui représente une diminution de plus de 300 cas par rapport à l'année précédente. Le nombre de décès déplorés sur les routes du canton, qui était de 37 en 2012, est tombé à 30 en 2013. Le nombre de blessés (3023 l'an dernier) restant par contre très élevé, il n'y a pas lieu de restreindre les activités de contrôle de la police.

Du fait de la mise en œuvre du projet Police Bern (police unique), il n'est pas possible de se fonder sur une évolution sur dix ans pour répondre aux questions de l'interpellant. De ce fait, l'analyse qui suit est fondée sur les chiffres des cinq dernières années, durant lesquelles l'organisation de la police unique était déjà achevée.

1. Chaque année, les divisions du front de la Police cantonale (POCA) consacrent environ 560 000 heures de travail au maintien et à la promotion de la sécurité routière dans le canton de Berne. À cet égard, leurs prestations relèvent de l'activité de contrôle (31%), de la prévention et des cours d'éducation routière (12%) et du traitement des dossiers (57%). Les heures de travail que la POCA consacre à la sécurité routière représentent 20 pour cent de son activité productive globale.
2. Durant les cinq dernières années, les ressources consacrées par la POCA à la circulation routière sont restées stables (environ 560 000 heures de travail par an).
3. et 4. Le relevé des temps de travail ne permettant pas de distinguer les activités de contrôle et les travaux

administratifs qui y sont liés, tel le traitement des dénonciations, il n'est pas possible d'établir une statistique au sujet de ces valeurs. Le tableau ci-dessous fournit toutefois quelques indications sur le temps consacré aux contrôles sur le terrain par les collaborateurs de la POCA⁴.

5. Avec l'introduction de la police unique (cf. réponse 6), les polices communales et municipales ont été toutes réunies au sein de la POCA. Du fait des importants changements survenus dans le corps de la police durant les dernières années, on ne peut se risquer à des comparaisons structurelles concernant cette période.
6. L'augmentation des recettes entre 2012 et 2013 s'explique par la diminution, en septembre 2012, du seuil de mesure applicable aux marges de sécurité légales, et non par un accroissement des ressources policières consacrées à cette activité durant la période considérée.
7. En raison des changements continuels du contexte de travail qui résultent de l'introduction de Police Bern, il n'est pas possible de tirer de conclusions directes en la matière. En outre, il faut savoir que certaines communes au bénéfice d'un contrat sur les ressources sont habilitées à percevoir elles-mêmes des amendes d'ordre et à comptabiliser les recettes qui en découlent: par exemple, celles de Bienne, Berthoud et Interlaken disposent de leurs propres caméras de surveillance pour le contrôle des feux de circulation et de la vitesse.
8. et 9. Aucun outil adapté n'étant disponible jusqu'en 2013, il n'était pas possible de procéder à de telles évaluations statistiques. Elles seront toutefois possibles à l'avenir, grâce à l'introduction d'un nouveau logiciel.
10. Faute de statistiques globales, il n'est pas possible de fournir de précisions à ce sujet.
11. et 12. Pour être en mesure de répondre aux besoins de la population et d'institutions publiques et privées, les quatre sections de la police régionale interviennent quotidiennement, sur les plans de la prévention et de la répression. Lorsqu'elle identifie des situations à risques, la POCA affiche une présence accrue, à des fins de prévention. Dans les domaines des vols par effraction et de la violence domestique, des efforts tout particuliers sont entrepris, permettant d'obtenir des résultats tant sur le plan répressif que préventif. Grâce au Service de prévention de la criminalité, dont le siège est à Berne, la POCA propose en outre des recommandations, formations, présentations et consultations sur des thèmes tels que la prévention de la violence et la protection contre les vols avec effraction. De ce fait, le Conseil-exécutif estime que l'actuelle répartition des ressources disponibles entre les diverses activités policières – dont font partie les tâches liées à la prévention et à la répression – permet d'atteindre les objectifs.

⁴ Les heures de travail relatives aux contrôles automatiques de la vitesse, effectués en l'absence des collaborateurs de la POCA, n'y figurent pas.

Nombre d'heures				
Année	Dans les localités	Hors localités / semi-autoroutes	Autoroutes	Total
2013	5 424	1 926	528	7 879
2012	4 517	1 746	401	6 665
2011	4 700	1 538	840	7 077
2010 ⁵	4 470	1 629	892	6 991
2009	4 225	1 235	454	5 913

Tableau 1: nombre d'heures effectuées par la POCA en matière de contrôles de vitesse (2009-2013)

Année	Montant net en CHF
2013	38 461 675
2012	29 474 674
2011	29 373 981
2010	31 181 790
2009	32 964 882

Tableau 2: recettes provenant des amendes d'ordre (2009-2013)

⁵ Année de l'achèvement du projet Police Bern.

Affaire 2014.RRGR.10115

N° de l'intervention: 077-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 17.03.2014
 Déposée par: Geissbühler-Strupler
 (Herrenschwanden, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 20.03.2014
 N° d'ACE: 860/2014 du 24.06.2014
 Direction: POM

Pas de drogues dans la cour de récréation

La consommation de drogue des élèves de notre canton est alarmante. Des enfants de plus en plus jeunes boivent régulièrement et fument cigarettes ou autres substances.

Les parents déplorent que leurs enfants puissent sans difficulté s'essayer aux drogues dans le périmètre de l'école après la classe, durant les pauses ou lorsqu'ils n'ont pas cours. Ce qui peut conduire à de funestes conséquences, troubles de l'apprentissage, agressions, violence et abandon de détritus dans l'espace public par exemple.

C'est pourquoi il faut prendre des mesures pour protéger nos enfants.

Afin de remédier à cette situation, différentes communes du canton des Grisons, Samedan par exemple, ont créé des zones sans drogues dans leurs établissements scolaires (école obligatoire, école professionnelle, école enfantine) et leurs salles polyvalentes et les ont signalisées par des panneaux représentant une bouteille et une cigarette barrées. Ces communes ont également adopté des ordonnances sur les amendes d'ordre qui s'appuient sur la loi cantonale sur la police. Dans les zones sans drogues, la consommation de tabac, d'alcool ou de drogues illicites est punie d'une amende de 100 francs. Selon les dires des citoyens et citoyennes ainsi que des autorités, ces mesures ont permis d'endiguer la consommation de drogues chez les enfants et les adolescents et de renforcer la protection de l'enfance et de la jeunesse. Les communes sont cependant habilitées à délivrer des dérogations lors de manifestations.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif serait-il prêt à interdire la consommation de drogues dans l'enceinte des établissements scolaires (école obligatoire, écoles professionnelles, écoles enfantines) et des salles polyvalentes à l'aide de mesures appropriées comme l'ont fait les communes grisonnes ?
2. Le Conseil-exécutif juge-t-il opportun d'introduire une disposition à cet effet dans la nouvelle loi sur la police ?

Réponse du Conseil-exécutif

Dans le cadre de la promotion de la santé, le Conseil-exécutif estime important de veiller à ce qu'il n'y ait pas de substances addictives dans les écoles. Compte tenu de la fonction exemplaire et éducative que revêtent les établis-

sements d'enseignement, il faut accorder une attention particulière à l'objet de la présente interpellation.

En ce qui concerne les stupéfiants (illégaux) tels que le cannabis, la situation juridique est clairement définie dans la loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants et les substances psychotropes (loi sur les stupéfiants, LStup; RS 812.121), qui en interdit toute consommation. L'introduction de nouvelles dispositions serait donc superflue.

Selon l'avis formulé dans l'interpellation, il est toutefois nécessaire de légiférer davantage en matière de substances addictives légales, en mettant la priorité sur l'alcool et le tabac. Actuellement, plusieurs lois cantonales, dont la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO; RSB 432.210) et la loi du 4 novembre 1992 sur le commerce et l'industrie (LCI; RSB 930.1), contiennent des dispositions en ce sens dans le but de protéger la jeunesse. La loi fédérale du 21 juin 1932 sur l'alcool (Lalc; RS 680) règle en outre la vente de boissons alcooliques aux jeunes. Il n'existe toutefois pas de dispositions régissant la consommation de tabac et d'alcool par les mineurs, ni les lieux où ces substances peuvent être consommées.

Comme dans d'autres cantons, il est en principe interdit de fumer dans les bâtiments scolaires du canton de Berne (art. 48, al. 5 LEO). La consommation d'alcool ne fait l'objet, quant à elle, d'aucune prescription légale; elle peut néanmoins être réglée, comme la consommation du tabac, dans le droit d'exploitation, exercé par les communes, qui se chargent de la surveillance des installations scolaires et des installations sportives de l'école, ainsi que de leurs équipements (cf. art. 9, al. 1 de l'ordonnance du 10 janvier 2013 sur l'école obligatoire, OEO; RSB 432.211.1). Dans de nombreuses communes, une interdiction de fumer a déjà été instaurée sur l'ensemble des périmètres des écoles, y compris les zones extérieures.

Dans le canton des Grisons, une telle interdiction a été étendue à l'ensemble du périmètre des écoles, et figure désormais à l'article 15a, alinéa 1, lettre b de la loi du 2 décembre 1984 sur la santé publique du canton des Grisons (*Gesetz über das Gesundheitswesen des Kantons Graubünden*; BR 500.000); l'interdiction de fumer s'applique aux périmètres intérieur et extérieur des écoles et des lieux de rencontre ou d'accueil pour enfants et jeunes. Les communes peuvent lever cette interdiction pour des motifs concrets dans des cas exceptionnels. Les infractions à cette interdiction peuvent par ailleurs être sanctionnées par une amende d'ordre de 50 francs. La ville de Coire a ajouté une disposition dans son règlement de police définissant des zones où la consommation de substances addictives est interdite.

1. Le Conseil-exécutif estime qu'il est pertinent d'interdire les substances addictives également à l'extérieur des bâtiments scolaires. Pour l'instant, les interdictions portant sur les périmètres des écoles relèvent de la responsabilité des communes. Aucune interdiction n'a été instaurée dans les zones intérieure et extérieure des bâtiments des écoles professionnelles et de degré secondaire supérieur; certaines d'entre elles ont donc inscrit des interdictions dans leur règlement interne. Quant aux écoles de degrés plus avancés, qui accueillent surtout des jeunes adultes, elles mettent aussi l'accent sur la prévention de

la dépendance et sur la promotion de la santé. Si une interdiction était instaurée au niveau cantonal, il faudrait prévoir des exceptions, notamment lorsque les bâtiments scolaires sont utilisés pour des manifestations extrascolaires en dehors des heures de cours.

Il convient en outre mentionner que certains périmètres d'école sont très vastes et peuvent englober des lieux de rencontre de quartiers. Une solution à l'échelle cantonale s'appliquant à tous les bâtiments scolaires, zones extérieures comprises, risquerait de repousser les jeunes vers certaines zones dans lesquelles apparaîtrait la délinquance. Il faut tenir compte de ce risque dans le cadre des réflexions menées sur cette question.

Enfin, il faut souligner que l'éducation des enfants – et donc la sensibilisation aux problèmes de dépendance – relève en principe de la responsabilité des parents. Les interdictions et les mesures de répression peuvent avoir un effet mais elles doivent être combinées à des mesures de prévention. Une telle approche est essentielle dans le domaine des addictions. À titre d'exemple, la fondation Santé bernoise apporte une contribution importante à la prévention des addictions en organisant des journées d'information et de formation et en apportant des conseils et un soutien aux formations. La Police cantonale contribue également à la prévention par le biais de modules, de formations et de conseils sur les dangers de la consommation de substances addictives. Pour conclure, il ne faut pas négliger le volume de travail qu'engendreraient des contrôles de police dans les zones où la consommation de substances addictives serait interdite.

2. La loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1) règle les actions de la police et ne constitue donc pas une base adéquate pour légiférer sur la question soulevée dans l'interpellation. Au vu des bases légales existantes, la seule solution envisageable serait d'ajouter une disposition dans la LEO. Il faudrait cependant, le cas échéant, élaborer une base légale pour les sanctions correspondantes. Toutefois, au regard des bases légales existantes, le Conseil-exécutif estime qu'une modification de la LPol ou de la LEO ne serait pas indiquée.

Affaire 2013.RRGR.1259

N° de l'intervention: 333-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 27.11.2013
 Déposée par: Graber (La Neuveville, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 460/2014 du 2 avril 2014
 Direction: CHA

Extension des champs de réflexion et d'action de l'Assemblée interjurassienne au canton de Neuchâtel en cas de décision politique favorable au maintien de cette institution

À une très forte majorité, le Jura bernois vient de s'opposer au lancement d'un processus qui aurait pu conduire à son intégration dans un nouveau canton du Jura.

71,85 pour cent des votantes et des votants du Jura bernois ont décidé de demeurer au sein du canton de Berne. L'ampleur de cette majorité, de même que celle d'un taux de participation au vote largement supérieur à 70 pour cent, montrent que le Jura bernois ne désire pas lier son destin institutionnel à celui du canton du Jura.

Il est vrai que le dossier du conflit jurassien au sens de l'Accord du 25 mars 1994 n'est pas encore clos, 55,4 pour cent de la population de Moutier ayant décidé de donner leur aval au processus évoqué.

L'article 11 de la Déclaration d'intention du 20 février 2012 précise que, lorsque le processus sera achevé, l'Accord du 25 mars 1994 deviendra caduc et l'Assemblée interjurassienne sera dissoute.

Plusieurs voix se sont déjà élevées pour souhaiter le maintien d'une Assemblée interjurassienne rénovée destinée à pérenniser les relations que d'aucuns estiment particulières entre le Jura bernois et le canton du Jura.

D'autres personnes pensent, à notre avis à juste titre, que les liens géographiques et fonctionnels entre le Jura bernois et le canton de Neuchâtel sont au moins aussi denses que ceux qui existent entre le Jura bernois et le canton du Jura. C'est particulièrement vrai pour toute la façade occidentale du Jura bernois. Songeons simplement ici à l'importance que revêtent l'espace de formation BEJUNE et la HE-Arc.

En référence à ces réalités et compte tenu de ce nouveau contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles sont ses intentions s'agissant de l'avenir de l'Assemblée interjurassienne ?
2. Que pense-t-il des propositions, pour l'heure informelles, de maintenir l'Assemblée interjurassienne afin de pérenniser les relations que certains estiment particulières et privilégiées entre le Jura bernois et le canton du Jura ?
3. N'estime-t-il pas que si l'Assemblée interjurassienne devait être maintenue, il conviendrait d'étendre son champ de réflexion et d'action à l'ensemble du territoire de l'Arc jurassien et donc de l'élargir au canton de Neuchâtel ?
4. N'estime-t-il pas que l'heure est venue pour le canton de Berne et le Jura bernois d'établir avec le canton de Neuchâtel des liens concrets et institutionnels parfaitement égaux en droit et en intensité à ceux qui continueront probablement d'exister entre le canton de Berne et le canton du Jura ?
5. N'estime-t-il pas que, dans un esprit de clarté et d'apaisement, il s'agit maintenant de rompre avec l'exclusivisme de certaines relations qui prévalent aujourd'hui entre le canton de Berne et le canton Jura ?

Réponse du Conseil-exécutif

Remarque préliminaire

L'Assemblée interjurassienne (AIJ) a été instituée en mars 1994. Elle est issue d'un accord entre trois partenaires : le Conseil fédéral, le canton de Berne, la République et Canton du Jura. Sa mission est de rapprocher les deux communautés jurassiennes, en développant des collaborations à tous les niveaux. Mais son objectif prioritaire est clair : régler politiquement le conflit jurassien.

Depuis 2006, l'AIJ a travaillé intensivement à l'étude du dossier institutionnel au sujet duquel elle a rédigé un Rapport final. Celui-ci a été publié en mai 2009.

A l'issue de ses travaux, l'AIJ a notamment proposé l'organisation d'un vote sur l'avenir institutionnel du Jura bernois et du canton du Jura comme une des solutions politiques possibles à la Question jurassienne.

Sur la base de la Déclaration d'intention du 20 février 2012 signée par le Conseil-exécutif du canton de Berne et le Gouvernement de la République et Canton du Jura, les gouvernements et parlements des deux cantons sont entrés en matière et ont préparé les bases légales permettant l'organisation d'un scrutin populaire dans les deux régions.

Le gouvernement bernois remercie l'AIJ pour avoir permis de construire une solution politique à la Question jurassienne, pour avoir inlassablement interpellé les gouvernements jurassien et bernois, les avoir invités à entrer en matière sur toute une série de réalités interjurassiennes et, ce faisant, les avoir formés à l'échange et au dialogue.

Sans le concours de l'AIJ, la Déclaration d'intention du 20 février 2012, de même que l'organisation du scrutin du 24 novembre 2013, auraient sans doute été impossibles.

Question 1

Selon l'article 11 de la Déclaration d'intention du 20 février 2012, le conflit jurassien au sens de l'Accord du 25 mars 1994 est considéré comme réglé lorsque les processus décrits dans ladite déclaration sont arrivés à leur terme. Cet article précise également que l'Accord du 25 mars 1994 devient alors caduc et que l'AIJ est dissoute.

Question 2

Dans le cadre de la Déclaration d'intention du 20 février 2012, les gouvernements des deux cantons se sont notamment engagés, si un nouveau canton devait ne pas voir le jour — ce qui est évident aujourd'hui — à maintenir des relations interjurassiennes dans un esprit confédéral et à poursuivre un dialogue de qualité.

Le Conseil-exécutif est d'avis que l'AIJ doit rester active pour un temps limité. Le but principal d'un tel maintien serait de permettre à cette institution de clore correctement ses dossiers en cours et, le cas échéant, de préparer leur transfert aux autorités compétentes des deux cantons.

Question 3

Nous partons du principe que l'Assemblée interjurassienne est appelée à être dissoute. Si, pour des raisons qui nous semblent peu évidentes aujourd'hui, elle devait être pérennisée, ses travaux devraient continuer à porter sur son mandat initial et se concentrer sur les thématiques interjurassiennes qui nécessiteraient sa présence.

La mise en place d'une Assemblée interjurassienne qui étende son champ d'action à l'ensemble de l'Arc jurassien nous paraît dès lors inappropriée.

La mise en place d'une structure institutionnelle nouvelle, qui étende son champ d'action à l'ensemble de l'Arc jurassien, n'est pas exclue mais elle devrait être précédée de demandes claires allant dans ce sens et émanant notamment des cantons, des communes et des institutions régionales actuellement en place ainsi que d'une réflexion approfondie sur la volonté et la nécessité d'aller au-delà de relations confédérales habituelles avec les cantons du Jura et de Neuchâtel. Il faut aussi se souvenir que l'Assemblée interjurassienne a été mise en place dans le cadre d'un

conflit, aujourd'hui heureusement résolu, et qu'à l'heure actuelle, ni les relations avec le canton du Jura, ni les relations avec le canton de Neuchâtel ne sont conflictuelles.

Question 4

Le dialogue interjurassien et les liens existants entre le canton de Berne, c'est-à-dire le Jura bernois, et la République et Canton du Jura, découlent avant tout de la volonté des gouvernements des deux cantons et du Conseil fédéral d'apporter une solution démocratique à la Question jurassienne. C'est aujourd'hui une chose pratiquement faite et les relations avec le Jura peuvent être envisagées comme s'inscrivant dans un esprit confédéral et devant être évidemment poursuivies. Dans ce même esprit, rien n'exclut que les relations privilégiées du canton de Berne avec la République et Canton du Jura soient étendues au canton de Neuchâtel pour les thématiques qui s'y prêtent et pour autant que les acteurs de la vie politique le souhaitent (cantons, communes, institutions régionales).

Question 5

Les relations existant actuellement entre les cantons de Berne et du Jura, de même que le rôle attribué au Conseil du Jura bernois en la matière, découlent d'une part de la volonté de rapprocher les deux communautés jurassiennes, en développant des collaborations à tous les niveaux, et d'autre part, de la loi du 13 septembre 2004 sur le statut particulier du Jura bernois et sur la minorité francophone du district bilingue de Bienne (loi sur le statut particulier, LStP). L'article 28 LStP spécifie en effet que le Conseil du Jura bernois est habilité à traiter directement avec le Gouvernement jurassien s'il s'agit d'affaires concernant des institutions communes aux cantons de Berne et du Jura.

Le cadre des relations futures entre le canton de Berne et celui du Jura, de même que le rôle attribué au Conseil du Jura bernois à cet effet, sont actuellement en discussion au sein du groupe de travail Statu quo+. Le rapport final du groupe de travail est attendu pour la fin 2014.

Affaire 2013.RRGR.11110

N° de l'intervention:	008-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	23.12.2013
Déposée par:	Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	863/2014 du 24.06.2014
Direction:	SAP

Concilier travail et famille: une tâche publique?

Le Conseil-exécutif est chargé de répondre aux questions suivantes concernant l'évolution des coûts ces cinq dernières années et les pronostics pour les cinq prochaines, tant pour le canton que pour les communes :

1. A combien s'élèvent les coûts effectifs (cantonaux et communaux) des programmes et des projets estampillés « Conciliation entre vie familiale et vie professionnelle » (décompte des coûts complets) ? Toutes les autorités et

- tous les offices devront être pris en compte, contributions aux associations et fondations comprises.
2. A combien se chiffre l'ensemble des subventions versées aux crèches et aux structures d'accueil de jour (inclure les aides de lancement, le salaire du personnel enseignant pour les heures d'encadrement, la part des repas non payée par les parents, les subventions directes aux associations privées, le transport, etc.) ?
 3. A combien se chiffrent les divers coûts (frais de personnel inclus) des projets visant à conjuguer travail et famille (publications, Internet, projets d'information et de sensibilisation à tous les niveaux, programmes de promotion pour l'économie, subventions aux services spécialisés, associations et fondations, etc.) ?
 4. A combien s'élèvent les frais d'infrastructure engagés à tous les niveaux pour les nouvelles constructions et les transformations de bâtiments destinés à l'accueil extra-familial et parascolaire (crèches, écoles à journée continue, cantines, encadrement périscolaire, horaire bloc, etc.) ?
 5. A combien se montent les pertes fiscales (communes et cantons) causées par les allègements d'impôt accordés au titre de la prise en charge des enfants ?

Réponse du Conseil-exécutif

En résumé, l'auteur de l'interpellation souhaite savoir combien d'argent le canton et les communes ont consacré ces cinq dernières années aux mesures permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle et combien ils vont y consacrer ces cinq prochaines années. Une enquête détaillée serait nécessaire pour répondre intégralement à cette question, avec les conséquences financières que cela implique, les données nécessaires se trouvant dans les communes et non au canton. Le Conseil-exécutif s'en tiendra donc à celles qui figurent dans ses services. Limite encore la présente réponse le fait que la saisie du temps de travail et les données financières cantonales ne sont pas conçues de sorte que les dépenses de personnel soient enregistrées par projet, si bien que ces coûts ne peuvent pas être présentés.

Si l'on réussit à concilier vie familiale et vie professionnelle, l'économie, la formation, la société et l'égalité y gagnent : p. ex. des forces de travail plus disponibles, des retours sur investissements dans la formation, des familles à même de gagner leur vie (un seul revenu n'y suffisant souvent pas), des dépenses sociales inférieures, des impôts supérieurs, l'encouragement de l'égalité des chances. Non seulement les mesures cantonales et communales qui permettent de concilier une activité professionnelle avec une tâche d'encadrement sont ancrées dans la Constitution du canton de Berne (art. 39), mais elles figurent encore dans les stratégies cantonales. Favoriser la santé et la sécurité sociale est ainsi une des priorités du Programme gouvernemental de législature 2011 à 2014 : « Le canton de Berne veille à l'assistance sanitaire intégrée de la population dans toutes les régions, dont il s'assure qu'elle soit de qualité et économiquement supportable. Il réduit la pauvreté et améliore la situation des familles. [...] Les conditions générales proposées aux familles doivent être améliorées » (Rapport du Conseil-exécutif du canton de Berne 2010, p. 2-3). L'un des

objectifs est que toute personne et toute famille puissent subvenir elles-mêmes à leur subsistance. Dans ce contexte importent les conditions générales qui permettent, par exemple, de conjuguer vie familiale et vie professionnelle. La Stratégie économique 2025 du canton de Berne (voir la Direction de l'économie 2011) souligne elle aussi l'importance de concilier vie familiale et vie professionnelle pour le développement du canton.

Les familles doivent être en mesure de choisir leur propre modèle familial et professionnel. Les considérations ci-dessus montrent qu'il est justifié du point de vue financier que le canton crée les conditions générales permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle.

Pour y parvenir, divers facteurs sont nécessaires. Il est important, par exemple, que les employeurs proposent des modèles de travail propices à la famille et que les familles puissent organiser l'accueil des enfants pendant que les parents travaillent. Le canton s'engage dans divers domaines, comme le montre la réponse aux questions de l'auteur de l'interpellation.

Questions 1 et 3

Le canton subventionne les projets et programmes suivants (il est répondu conjointement aux deux questions, car elles se recoupent largement) :

Projet Vérification de la conciliation pour les PME : entreprises et famille, un duo gagnant 2009/2011 : total 129 000 francs, 2012/2013 : total 26 287,20 francs.

La certification *UND* de l'administration cantonale a occasionné un coût total de 30 000 francs en 2008 et 2009.

La Chambre économique Bienne-Seeland a obtenu une subvention de 40 000 francs en 2012 (Confédération et canton) pour le projet *work&home* dans le cadre de la nouvelle politique régionale. Elle a mis au point une carte interactive qui recense toute l'offre d'accueil extrafamilial de la région. De plus, elle propose aux entreprises intéressées de faire le point sur leur politique de conciliation travail-famille.

L'association cantonale d'accueil extrafamilial a obtenu 200 000 francs par an ces cinq dernières années. Le même montant est prévu à l'avenir.

Coût de la plateforme Internet sur le thème de la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle : 150 000 francs au total en 2009 et 2010.

Projet Réalisez votre film à deux : 31 611 francs de 2009 à 2013.

Le canton prévoit des dépenses de 15 000 francs par an de 2014 à 2018 pour des mesures visant spécifiquement les entreprises, en particulier.

Question 2

Accueil extrafamilial

Le canton et les communes prévoient des dépenses de l'ordre de 57,6 millions de francs en 2014 pour le subventionnement des tarifs appliqués par les garderies et les parents de jour. Depuis l'adoption de la stratégie de politique familiale en 2009, 10 millions de francs ont été affectés à l'augmentation des places d'accueil extrafamilial subventionnées (2010 : 3 mio ; 2011 : 3 mio ; 2012 : 2 mio ; 2014 : 2 mio). Les besoins ne sont cependant pas couverts, comme le nombre de demandes au dernier jour du délai de dépôt l'a montré. Il n'existe pas d'aperçu des besoins de places subventionnées pour l'ensemble du canton, les communes n'étant pas tenues de les relever pour l'accueil

extrafamilial au contraire de l'accueil extrascolaire. Pour s'en rapprocher, la stratégie de politique familiale (2009) et la stratégie de développement de la petite enfance (2012) estiment qu'il faudrait subventionner des structures pour l'accueil de 30 pour cent des enfants d'âge scolaire 2 jours et demi par semaine. Pour y parvenir d'ici la fin de la décennie, une augmentation de l'offre subventionnée d'environ 2 millions de francs bruts par année est nécessaire.

Les coûts de l'accueil extrafamilial se basent sur les coûts normatifs par place ou par heure de prise en charge définis dans l'ordonnance sur les prestations d'insertion sociale (OPIS). Les parents paient des émoluments en fonction de leur capacité économique, soit 30 pour cent du coût total d'une place en moyenne. Le reste moins 20 pour cent de franchise de la commune-siège est financé à parts égales par le canton et l'ensemble des communes par le biais de la compensation des charges de l'aide sociale.

Les garderies et organisations d'accueil familial de jour du canton de Berne ont perçu 13,635 millions de l'Office fédéral des affaires sociales (OFAS) depuis l'entrée en vigueur de la loi fédérale en 2003 (seulement les demandes autorisées) au titre de l'aide allouée pour l'accueil extrafamilial.

Dans ce domaine, il n'existe pas d'autres subventions cantonales à l'accueil extrascolaire, ni de projets ou de services de transport, etc., que le subventionnement des tarifs parentaux.

Structures d'accueil extrafamilial et extrascolaire

Les subventions pour les structures de jour en faveur des enfants d'âge scolaire à partir de 2008/2009 sont énumérées dans le tableau ci-dessous. Elles ne comprennent pas les coûts assumés par les parents, tels que le prix des repas et leur part aux émoluments de garde des enfants.

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) a remis son offre d'école à journée continue à la Direction de l'instruction publique en août 2010. Celle-ci en finance donc l'ensemble depuis l'année scolaire 2010/2011. C'est également en août 2010 qu'a pris fin le délai des communes du canton pour introduire une offre d'école à journée continue. Depuis cette date, elles sont tenues de proposer des modules d'école à journée continue dès lors qu'il existe une demande ferme pour dix élèves au moins. Cela a induit une augmentation de dépenses pour l'année scolaire 2010/2011 supérieure à celles des années suivantes.

	Année scolaire 2008/2009	Année scolaire 2009/2010	Année scolaire 2010/2011	Année scolaire 2011/2012	Année scolaire 2012/2013	Prévision année scolaire 2013/2014 selon les indications des communes
Répartition des charges des traitements du corps enseignant, part du canton en CHF	1.5 mio	5.2 mio	13.4 mio	15.3 mio	17.6 mio	18.9 mio
Répartition des charges des traitements du corps enseignant, part des communes en CHF	0.6 mio	2.2 mio	5.8 mio	6.5 mio	7.5 mio	8.1 mio
Ecoles à journée continue SAP en CHF	4.7 mio	4.7 mio				
Total (canton et communes) en CHF	6.8 mio	12.1 mio	19.2 mio	21.8 mio	25.1 mio	27.0 mio

Il est difficile de faire des prévisions pour l'évolution de ces dépenses cantonales et communales. Durant la phase de croissance, d'août 2008 à août 2011, le nombre total d'heures de prise en charge a triplé ou doublé chaque année. Il n'augmente plus que de 5 à 8 pour cent par an depuis l'année scolaire 2012/2013. Nous présumons que leur nombre continuera d'augmenter légèrement à l'avenir.

La répartition des charges de traitements des enseignants est financée à raison de 70 pour cent par le canton et de 30 pour cent par les communes. Sont financés les coûts de traitements normatifs, censés couvrir les frais de personnel.

Les communes-sièges prennent en charge les coûts d'infrastructure et de transport de l'école à l'école à journée continue. Le canton ne dispose pas de données relatives à ces dépenses communales.

Outre ces versements à la compensation des charges, il n'existe pas d'autres subventions cantonales pour l'accueil extrascolaire, ni de projets ou de services de transport, etc. Les communes bernoises ont perçu environ 6,6 millions de francs de l'OFAS pour leur offre d'école à journée continue jusqu'à présent, selon l'aide financière prévue pour l'accueil extrafamilial.

Question 4

Comme les infrastructures pour les écoles et écoles à journée continue sont du ressort des communes, le canton ne dispose pas de chiffres relatifs aux dépenses des nouvelles constructions et des transformations. Il en va de même pour les crèches, dont les coûts normatifs sont censés couvrir les dépenses courantes d'infrastructure et de loyer.

Question 5

Les pertes fiscales causées par les allègements consentis aux parents pour l'accueil extrafamilial s'élèvent à 8,5 millions de francs pour le canton et 4,4 millions pour les communes selon les données de 2012. Ces montants sont constants ces dernières années ; leur évolution à l'avenir ne peut pas être évaluée. Cette diminution est à mettre en regard des recettes fiscales supplémentaires encaissées par le canton sur les revenus des deux parents qui travaillent.

pitalier de Bienne essaye d'obtenir le Label du bilinguisme et qu'il doit ainsi se donner les moyens financiers pour y parvenir ? Cela ne risque-t-il pas de mettre en péril l'aide de la Confédération ? Celle-ci a accordé en 2013 un soutien de 50 000 francs pour la dynamisation des mesures en faveur du bilinguisme au CHB, via la Loi fédérale sur les langues.

5. Le Conseil-exécutif ne pense-t-il pas que la suppression de financements en faveur du bilinguisme lui donnerait une image négative face à la population francophone du canton ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le bilinguisme est un élément central de l'identité du canton de Berne. Le Conseil-exécutif tient à le préserver et à le favoriser. La loi du 13 septembre 2004 sur le statut particulier du Jura bernois et sur la minorité francophone du district bilingue de Bienne (loi sur le statut particulier, LStP ; RSB 102.1) en témoigne qui fonde le Conseil du Jura bernois et le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne. De plus, le projet Statu quo + vise au développement du statut particulier. Le Conseil-exécutif attend les propositions dans ce sens d'ici à fin 2014.

Il n'est plus prévu de financement complémentaire pour le bilinguisme du centre hospitalier Bienne dès 2014, en effet. Cela vaut également pour la Clinique bernoise Montana. Mais cela ne signifie nullement que le Conseil-exécutif juge que ces deux institutions n'ont plus à fournir leurs prestations dans les deux langues. Il s'agit simplement de déterminer si le canton doit être seul à payer ces coûts ou si ceux-ci sont à prendre en charge en commun par l'Etat et les assureurs-maladie dans le cadre de la rémunération tarifaire.

Lors de la révision de la LAMal en 2012, de nouveaux mécanismes ont été mis en place pour le financement des hôpitaux. Le canton de Berne est alors passé du système de pilotage des charges à celui du financement des prestations. Dans ce contexte, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) a passé au crible les prestations relevant de la LAMal, à prendre en charge conjointement par le canton et les assureurs par le biais des tarifs, et les coûts à assumer uniquement par le canton sous forme de financement complémentaire. La SAP en a conclu que les frais supplémentaires dus au bilinguisme du CHB – à l'instar des frais d'interprétation de tous les hôpitaux – sont à rétribuer dans le cadre des tarifs, car les soins médicaux ne peuvent être prodigués qu'à condition que le personnel et la patientèle puissent se comprendre et que les processus internes à l'entreprise soient axés sur la langue officielle pratiquée. La SAP estime que les dépenses qui en résultent font partie des frais de traitement et non pas des prestations d'intérêt général. C'est la raison pour laquelle les projets de contrats de prestations 2012 ne prévoyaient aucun financement complémentaire ni pour le bilinguisme ni pour l'interprétation. Cependant, suite à la réaction des fournisseurs de prestations, il a été décidé de le réintroduire temporairement pour 2012 et 2013 au sens d'une disposition transitoire. Ces derniers ont été dûment avertis d'inclure ces dépenses à l'avenir dans les tarifs à négocier, ces frais faisant partie de plein droit de l'exploitation ordinaire. Le

Affaire 2014.RRGR.11108

N° de l'intervention: 037-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 22.01.2014
 Déposée par: Dunning Thierstein
 (Biel/Bienne, PS)
 (porte-parole)
 Morier-Genoud (Biel/Bienne, PS)
 Cosignataires: 5
 N° d'ACE: 877/2014 du 02.07.2014
 Direction: SAP

Financement du bilinguisme au Centre hospitalier de Bienne

Dans le crédit-cadre 2014-2015 concernant les autres contributions au sens de la loi sur les soins hospitaliers, nous avons pu constater que le soutien au bilinguisme a été supprimé. Ceci aura des conséquences importantes pour le Centre hospitalier de Bienne, qui mène depuis quelques années des efforts en termes de bilinguisme et qui se voit retirer environ 1,5 million de francs d'aide cantonale. D'autant plus que, pour rappel, la loi sur les soins hospitaliers a été récemment mise en place pour garantir aux patient-e-s les soins dans la ou les langues officielles de l'arrondissement administratif. Ainsi, nous nous permettons de poser un certain nombre de questions au Conseil-exécutif sur ce sujet :

1. Qui prend en charge les frais engendrés par les soins prodigués à des patient-e-s dans les langues officielles de l'arrondissement de Bienne ?
2. Que signifie, pour le Conseil-exécutif, « octroyer des soins » de manière bilingue ? Dans cette définition, la traduction de documents (destinés aux patients mais aussi à l'interne) et la formation du personnel sont-elles incluses ?
3. Dans la répartition des charges financières, qui finance une formation bilingue du personnel soignant ?
4. Le Conseil-exécutif considère-t-il comme opportun de retirer son aide au bilinguisme, alors que le Centre Hos-

canton devrait continuer de payer 55 pour cent de la facture, alors que les 45 pour cent restants seraient à la charge des assureurs-maladie.

Le Conseil-exécutif sait que ceux-ci sont réticents. Il se peut donc que la question du financement des coûts du bilinguisme soit tranchée en fin de compte par le Tribunal administratif fédéral. Le gouvernement comprend que la démarche soit considérée comme pesante par les hôpitaux. Mais il n'est pas admissible que le canton soit seul à assumer des dépenses pour la seule et simple raison qu'il est trop difficile d'éclaircir l'obligation de prise en charge par l'assurance obligatoire.

Question 1

Les frais sont assumés conjointement par le canton et les assureurs dans le cadre des tarifs LAMal.

Question 2

L'octroi bilingue des soins implique la traduction des documents et le perfectionnement du personnel.

Question 3

Il va de soi que le bilinguisme du CHB se répercute sur la formation du personnel soignant. Le gouvernement estime également que ces coûts sont à rétribuer selon le tarif LAMal par le canton et les assureurs.

Question 4

Le canton continue de financer le bilinguisme à raison de 55 pour cent de la rémunération tarifaire selon la LAMal. Que la Confédération ait octroyé au CHB une subvention pour la dynamisation des mesures en faveur du bilinguisme ne change rien au fait que le coût de celui-ci est à inclure dans le tarif LAMal.

Question 5

Nous l'avons dit en introduction, il n'est pas question de suppression du financement en faveur du bilinguisme mais de financement conforme à la loi sur l'assurance-maladie.

Un véritable espace romand de la formation a été mis en place. Il concerne avant tout la scolarité obligatoire et trouve son ancrage juridique dans la Convention scolaire romande du 21 juin 2007.

Cette convention déclare contraignante la coopération quant au début de la scolarisation, à la durée des degrés scolaires, à l'harmonisation des plans d'études et aux moyens d'enseignement didactiques. Notre canton a approuvé cette convention en 2009 afin de permettre aux écoles de sa partie francophone d'y participer pleinement. Ce fut une bonne et sage décision.

Des processus de coordination et même d'unification sont également en cours au niveau du degré secondaire II. La Confédération dispose ici de nombreuses compétences, notamment en matière de formation professionnelle et partiellement dans le domaine de la formation gymnasiale. Pour le degré secondaire II, la marge de manœuvre des cantons est donc réduite.

Il est toutefois hautement souhaitable que les écoles de la partie francophone du degré secondaire II puissent profiter le plus possible des quelques démarches d'harmonisation qui ont cours en Suisse romande à ce niveau.

Nous prions dès lors le Conseil-exécutif de répondre aux questions suivantes :

1. Quelles sont formellement les recommandations ou les textes légaux d'harmonisation du secondaire II qui concernent spécifiquement la Suisse romande ?
2. Si ces dispositions existent, le canton de Berne a-t-il adhéré à toutes ou à une partie d'entre elles ?
3. En cas de réponse affirmative à la question 2, dans quelle mesure le Gymnase français de Bienne, le Gymnase des Alpes de Bienne, le ceff (Centre de formation professionnelle Berne francophone), l'Ecole de maturité spécialisée de Moutier et l'Ecole supérieure de commerce de La Neuveville sont-ils soumis à ces dispositions et en profitent-ils ?

Affaire 2014.RRGR.46

N° de l'intervention: 019-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 15.01.2014
 Déposée par: Graber (La Neuveville, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 803/2014 du 18 juin 2014
 Direction: INS

Harmonisation du degré secondaire II de la partie francophone du canton de Berne avec la Suisse romande

Au cours des dernières années, notre pays a connu une grande harmonisation de la scolarité obligatoire. Dans ce domaine, nous assistons à un passage graduel du fédéralisme historique intrinsèque à un fédéralisme de coopération.

Ces efforts de convergence trouvent leur base légale dans l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire du 14 juin 2007 appelé aussi Concordat HarmoS. Parallèlement et en congruence avec le Concordat HarmoS, des démarches de coordination en Suisse romande ont déjà abouti à des réalisations concrètes.

Réponse du Conseil-exécutif

Le canton de Berne attache une grande importance à l'harmonisation intercantonale de la scolarité. C'est pourquoi il a adhéré au concordat HarmoS, qui s'applique à l'école obligatoire, a collaboré activement à l'élaboration du Plan d'études romand (PER) et participe à la conception du Lehrplan 21.

La situation au secondaire II est différente de celle à l'école obligatoire. L'harmonisation des formations proposées dans le cadre des écoles moyennes et de la formation professionnelle est une tradition déjà bien ancrée qui s'étend au-delà des frontières linguistiques. En effet, les filières de formation professionnelle, formations en école de commerce incluses, sont réglementées au niveau national par des ordonnances fédérales sur la formation. Les gymnases et les écoles de culture générale disposent, quant à eux, de plans d'études cadres et de règlements concernant la reconnaissance des diplômes, édictés par la CDIP. Ces documents assurent une harmonisation suffisante des objectifs de formation et de la conception formelle des filières d'études.

Etant donné que l'harmonisation du secondaire II est une affaire plutôt nationale que régionale, le canton de Berne

s'efforce d'unifier ses filières de formation non seulement avec les autres cantons, mais aussi entre les parties francophone et germanophone du canton. Cette uniformisation constitue une condition nécessaire à la gestion des formations bilingues, qui sont un modèle de réussite depuis des années dans les gymnases biennois. Elle donne également au canton de Berne la possibilité d'apporter sa contribution à la coordination au niveau national, en sa qualité de canton passerelle. Enfin, elle revêt une grande importance car elle permet d'accorder aux jeunes adultes une mobilité qui transcende les régions linguistiques lors du passage du degré secondaire II au degré tertiaire ou au monde du travail.

Le Conseil-exécutif apporte les réponses suivantes aux questions qui lui ont été posées :

1. Vu que les ordonnances sur la formation professionnelle (formation professionnelle, écoles de commerce incluses) ainsi que les plans d'études cadres et les règlements relatifs à la reconnaissance des diplômes (gymnases et écoles de culture générale) fixent de manière relativement stricte, à l'échelle nationale, les dispositions applicables au secondaire II, il n'existe aucun texte de loi concernant l'harmonisation du secondaire II qui s'applique uniquement à la Suisse romande. Au besoin, une coordination est mise en place entre les cantons. Ainsi, les cantons romands élaborent collectivement un plan d'études portant sur la mise en œuvre du plan d'études cadre pour la maturité professionnelle et des moyens d'enseignement destinés à la formation professionnelle initiale. En outre, des discussions sont régulièrement engagées au sein de la Conférence latine de l'enseignement post-obligatoire (CLPO) dans le but d'harmoniser le plus possible la mise en œuvre de la formation professionnelle. S'agissant de la maturité spécialisée, une concertation portant sur la conception des modules de formation a aussi lieu pour différents secteurs d'activités. Le canton de Berne participe à ces travaux de coordination mais veille également à ce que l'homogénéité entre les filières de formation francophones et les filières de formation germanophones n'en pâtisse pas.
2. Le canton de Berne prend part à l'élaboration du plan d'études intercantonal portant sur la mise en œuvre du plan d'études cadre national pour la maturité professionnelle, ainsi qu'à la création de moyens d'enseignement communs destinés à la formation professionnelle initiale. Il participe également aux travaux de coordination concernant la maturité spécialisée. Il a toutefois emprunté une voie quelque peu différente, qui a entre-temps fait ses preuves, dans le domaine de la maturité spécialisée option santé en incluant dans le module de maturité spécialisée davantage d'expérience pratique du monde du travail et moins d'éléments scolaires.
3. Le plan d'études intercantonal destiné à la mise en œuvre du plan d'études cadre national pour la maturité professionnelle régira également de manière contraignante les filières de formation proposées par les écoles professionnelles de la partie francophone du canton. Celles-ci ont aussi à leur disposition les moyens d'enseignement élaborés par l'ensemble des cantons

romands. S'agissant des écoles de culture générale, l'Ecole de maturité spécialisée de Moutier tire profit des travaux de coordination intercantonale pour la maturité spécialisée option travail social qui permettent entre autres d'entretenir de bons contacts avec la HES-SO. La coordination au niveau romand est également utile pour la maturité spécialisée option arts visuels, que le canton de Berne organise en collaboration avec le canton du Jura. Dans le domaine de la formation gymnasiale, les travaux d'harmonisation vont bon train à l'échelle nationale. Il n'existe donc pas, à l'heure actuelle, de dispositions spécifiques à la Suisse romande concernant les gymnases.

Affaire 2014.RRGR.73

N° de l'intervention:	036-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	21.01.2014
Déposée par:	Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) (porte-parole) Grimm (Berthoud, pvl)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	901/2014 du 2 juillet 2014
Direction:	INS

Conséquences financières du *Lehrplan 21*

Le *Lehrplan 21* a des conséquences non seulement pédagogiques mais aussi financières. La nature de ces conséquences financières pour le canton de Berne est encore dans le flou. C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Quel sera le coût total de la mise en œuvre du *Lehrplan 21* ? Quel budget annuel la Direction de l'instruction publique a-t-elle prévu pour ces prochaines années ?
2. Est-il prévu dans le canton de Berne d'adapter la grille horaire selon les propositions de la conférence alémanique des directeurs de l'instruction publique D-EDK ? Quelle sera l'ampleur de cette adaptation et quels en seront les frais ?
3. Combien de leçons en moins y a-t-il dans le canton de Berne par rapport à la moyenne des autres cantons alémaniques ?
4. Quel sera le cadre de la formation continue des enseignants et enseignantes (participation, étapes, ampleur) ?
5. Qui supportera la charge des coûts et dépenses de la formation continue ? La Direction de l'instruction publique, les écoles, les enseignants et enseignantes, ou les élèves ?
6. Comment la Direction prévoit-elle de proposer la formation continue ? A la HPBern, à l'institut de formation continue IWB, dans les écoles ou sur le marché libre ?
7. Par heure de formation continue, quelle sera la proportion d'enseignants et enseignantes ?

Réponse du Conseil-exécutif

Avec le *Lehrplan 21*, le canton de Berne s'acquitte des tâches découlant des articles 61 et 62 de la Constitution fédérale et de l'adhésion au concordat HarmoS.

Le *Lehrplan 21* est disponible à l'état de projet depuis l'été 2013. Au second semestre 2013, les cantons et les organes intercantonaux ont eu la possibilité de prendre position sur cette version. La Direction de l'instruction publique a invité les associations en lien avec l'école, la Haute école pédagogique, les Eglises et les partis politiques à participer à une consultation interne au canton. L'évaluation des réponses a montré que, dans les grandes lignes, le *Lehrplan 21* reçoit un accueil positif. Ses axes principaux, à savoir l'orientation sur les compétences, l'acquisition des compétences par paliers ainsi que le choix et la subdivision des domaines disciplinaires sont très bien acceptés. Dans sa prise de position à l'intention de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique de Suisse alémanique (D-EDK), la Direction de l'instruction publique a ainsi salué la modernité du *Lehrplan 21* en termes de conception de l'apprentissage et de l'enseignement. La Direction estime que le *Lehrplan 21* marque une évolution modérée et adéquate des plans d'études actuels pour la scolarité obligatoire (écoles enfantines incluses) du canton de Berne. Elle juge toutefois qu'il y a lieu de reconsidérer le volume et le degré de détail du plan d'études et également sa clarté. Dans sa prise de position, la Direction demande par ailleurs que les exigences minimales soient réexaminées et éventuellement revues à la baisse.

La D-EDK a évalué les résultats de la consultation et a formulé des directives pour remanier le plan d'études. Concrètement, il s'agira de réduire le volume et le degré de détail du *Lehrplan 21*, mais aussi d'examiner les exigences minimales et, éventuellement, les revoir à la baisse.

Le plan d'études devrait être transmis aux cantons d'ici fin 2014 pour être introduit. Les commentaires suivants se réfèrent à la version mise en consultation. Il est actuellement impossible de déterminer si les réponses seront également valables pour la version remaniée.

La Direction de l'instruction publique du canton de Berne a à cœur d'accorder suffisamment de temps aux écoles pour l'introduction du *Lehrplan 21*. Lors de la phase d'introduction, prévue pour la période 2015-2022 selon la planification actuelle, le *Lehrplan 21* constituera le pivot du développement de l'enseignement dans les écoles. Dans le canton de Berne, l'introduction du *Lehrplan 21* aura lieu à compter du 1^{er} août 2017 ou 2018. La Haute école pédagogique germanophone (PHBern) soutient les écoles par des offres de formation continue. Des séances d'information régionales auront lieu à partir d'août 2015 pour les directions d'école et de janvier 2016 pour les membres du corps enseignant. Entre août 2016 et juillet 2022, chaque école choisira une offre de formation continue interne à l'école ou régionale de l'*Institut für Weiterbildung* (IWB) de la PHBern dans chacun des trois domaines disciplinaires allemand, mathématiques et Natur-Mensch-Gesellschaft et dans un autre domaine disciplinaire au choix. Au cours de cette période, les écoles pourront consacrer environ 20 journées à la fréquentation d'offres de formation continue et au développement de l'enseignement sur la base du plan d'études. Ces 20 journées de formation auront lieu pour moitié en dehors des périodes de cours et pour moitié pendant le temps d'enseignement avec suppression des leçons (sans remplacement). Les offres de formation continue seront adaptées à la situation de chaque école et aux besoins des

enseignants et enseignantes. Il est prévu que les directions d'école décident des offres que suivront les différents enseignants et enseignantes. Par ailleurs, les inspecteurs et inspectrices scolaires conseilleront les écoles au cours du processus d'introduction.

Le Conseil-exécutif répond aux questions de l'auteur de l'interpellation comme suit :

Question 1 :

La Direction de l'instruction publique estime actuellement les coûts du plan d'études pour le canton de Berne comme suit :

- Coûts du projet : pour la période 2014-2017 (crédit d'engagement pluriannuel), ils s'élèvent à un total de CHF 856 000 (ACE 9/2014).
- Coûts de formation continue : séances d'information régionales pour les directions d'école (CHF 205 000) ; séances d'information régionales pour les enseignants et enseignantes (CHF 1 413 000); offres régionales, offres internes à l'école et offres spécifiques à la discipline pour les enseignants et enseignantes (CHF 3 000 000). Sur les 4,62 millions de francs dédiés aux formations continues, un total de 1,62 million est déjà contenu dans le mandat de prestations confié par la Direction de l'instruction publique à la PHBern (réduction de l'offre concernant les autres formations continues). La Direction de l'instruction publique déposera une demande de crédit auprès du Grand Conseil pour les trois millions manquants.
- Le Grand Conseil d'une part, dans le cadre de la Stratégie de la formation 2009, ainsi que les électeurs et électrices d'autre part, lors de la votation sur le concordat HarmoS, ont été informés du besoin en leçons supplémentaires. A l'époque, la Direction de l'instruction publique avait estimé les coûts supplémentaires à 22 millions de francs (bruts). Le montant des coûts supplémentaires effectifs n'est pas encore connu puisque la grille horaire n'a pas encore été élaborée.

Question 2 :

Le *Lehrplan 21* ne prévoit pas de grille horaire ; chaque canton devra élaborer la sienne. Toutefois, sur la base des données actuelles en termes de dotation en leçons, à savoir la moyenne dans les 21 cantons, mais aussi dans les cinq plus grands cantons (AG, BE, LU, SG, ZH), des hypothèses de planification⁶ ont été élaborées dans le projet de *Lehrplan 21*. Il s'agit de recommandations relatives au nombre d'heures d'enseignement par domaine disciplinaire et par cycle. Les plans d'études élaborés pour chaque domaine disciplinaire se basent sur ces recommandations.

En comparant les hypothèses de planification avec les grilles horaires en vigueur dans le canton de Berne, on constate que la dotation en leçons est actuellement trop faible, en particulier au degré primaire et dans les domaines disciplinaires de l'allemand et des mathématiques.

La Direction de l'instruction publique va élaborer la grille horaire prochainement. Il est important que celle-ci se rapproche le plus possible des hypothèses de planification. Comme évoqué précédemment, il est encore impossible

⁶ Cf. secrétariat des régions germanophones de la CDIP : bases conceptuelles du *Lehrplan 21* adoptées par l'assemblée plénière le 18 mars 2010.

d'évaluer précisément les coûts des leçons supplémentaires. Selon l'article 24, alinéa 1 de la loi sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC), les cantons prendront en charge 70 pour cent des coûts supplémentaires et les communes 30 pour cent.

Question 3 :

Dans le domaine de l'enseignement obligatoire, la différence par rapport à la valeur moyenne des cantons germanophones et plurilingues se chiffre à douze leçons (huit au degré primaire et quatre au degré secondaire I).⁷

Questions 4 et 6 :

La planification de la formation continue s'effectue en collaboration étroite entre la Direction de l'instruction publique et l'*Institut für Weiterbildung* (IWB) de la Haute école pédagogique germanophone (PHBern).

De 2015 à 2022, le *Lehrplan 21* fera partie intégrante du développement de l'enseignement dans les écoles, comme expliqué précédemment. L'IWB soutiendra les écoles dans le processus d'introduction par des offres de formation continue et du conseil. Des séances d'information régionales d'une journée auront lieu en collaboration avec la Direction de l'instruction publique à partir d'août 2015 pour les directions d'écoles et de janvier 2016 pour les enseignants et enseignantes.

Question 5 :

Entre 2016 et 2022, les écoles auront la possibilité, outre les séances d'information, de consacrer 20 journées à la fréquentation de formations continues et au développement de l'enseignement sur la base du plan d'études. Ces 20 journées auront lieu pour moitié en dehors des périodes de cours et pour moitié pendant le temps d'enseignement avec suppression des leçons (sans remplacement).

Sur les 4,62 millions de francs dédiés aux formations continues, un total de 1,62 million est déjà contenu dans le mandat de prestations confié par la Direction de l'instruction publique à la PHBern. Pour les trois millions manquants, un crédit d'engagement pluriannuel approuvé par le Grand Conseil sera nécessaire.

Question 7 :

Les membres du corps enseignant de l'*Institut für Weiterbildung* de la PHBern seront indemnisés selon les modalités habituelles de la PHBern : affectation aux classes de traitement 21 à 25 (selon le profil d'exigences).

Affaire 2014.RRGR.274

N° de l'intervention: 062-2014
Type d'intervention: Interpellation
Déposée le: 10.03.2014
Déposée par: Daetwyler (Saint-Imier, PS)
(porte-parole)

⁷ Dans la comparaison intercantonale, il convient également de souligner que la majorité des élèves du degré secondaire I du canton de Berne suivent, en plus de l'enseignement obligatoire, une offre d'enseignement facultative, à savoir « *Individuelle Lernförderung* » (formation autonome accompagnée) ou « *Mitelschulvorbereitung* » (préparation aux écoles moyennes), dans l'optique d'approfondir les contenus et les objectifs globaux de l'enseignement obligatoire dans les disciplines allemand, mathématiques, langues étrangères et *Natur-Mensch-Mitwelt*.

Cosignataires: 0
N° d'ACE: 902/2014 du 2 juillet 2014
Direction: INS

Conséquences de la votation du 9 février sur les écoles et instituts de formation bernoises

Suite à l'acceptation par le corps électoral de l'initiative « contre l'immigration de masse », l'Union européenne a annoncé que la participation de la Suisse à des programmes d'échanges d'étudiants (Erasmus) ou à des programmes européens de recherche serait remise en cause.

1. Quelle est la situation pour les instituts de formation bernois, notamment :
 - l'Université de Berne,
 - la Haute école spécialisée bernoise,
 - la HE-Arc et ses instituts de formation ?
2. Ces établissements sont-ils parties prenantes à des programmes de recherche européens et ont-ils des relations privilégiées avec des établissements similaires situés au sein de l'Union européenne ?
3. Si oui, de quels programmes s'agit-il ?
4. Peut-on déjà maintenant évaluer les conséquences négatives de la votation du 9 février 2014, compte tenu des informations données sur les premières réactions de l'Union européenne ?
5. Quelles mesures a pris ou entend prendre le Conseil-exécutif dans ce dossier ?

Réponse du Conseil-exécutif

Suite à l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse le 9 février 2014, l'Union européenne (UE) a stoppé les négociations entamées avec la Suisse concernant sa participation au programme Erasmus+⁸ et au programme-

⁸ Le programme Erasmus (*European Action Scheme for the Mobility of University Students*) a pour objectif de promouvoir la collaboration entre les hautes écoles en Europe ainsi que la mobilité des étudiants et étudiantes et des enseignants et enseignantes. Ses principales composantes sont la reconnaissance des études accomplies à l'étranger au moyen d'un système de crédits (*European Credit Transfer Systems [ECTS]*) et le versement de bourses aux étudiants et étudiantes participant à un échange. Le programme porte sur des voyages d'études, des stages à l'étranger effectués dans le cadre d'études, des missions d'enseignement de même que des formations continues pour les collaborateurs et collaboratrices des hautes écoles. Plus de 200 000 étudiants et étudiantes bénéficient de ce programme chaque année. Jusqu'à la fin de l'année 2013, celui-ci faisait partie du programme de l'UE pour l'éducation et la formation tout au long de la vie qui, outre la formation au degré tertiaire, encourageait la formation scolaire et professionnelle et la formation des adultes. A compter de l'année 2014-2015, l'ensemble de ces programmes seront rassemblés sous l'étiquette Erasmus+, qui comprend trois actions clés et toute une série de sous-programmes.

La première action clé concerne la mobilité des individus à tous les niveaux de la formation, qu'il s'agisse des étudiants et étudiantes, mais aussi des enseignants et enseignantes, des chercheurs et chercheuses ou des collaborateurs et collaboratrices des écoles. Elle porte également sur la mise en place de programmes d'études communs (masters). La deuxième action clé vise, quant à elle, à promouvoir la coopération entre les écoles en matière d'innovation tandis que la troisième soutient la réforme des politiques qui ont pour but de développer un espace européen de la formation.

cadre de recherche Horizon 2020⁹. S'agissant de ces deux programmes, la Suisse n'est d'ores et déjà plus traitée comme un pays participant mais comme un Etat tiers. Ce revirement inquiète le Conseil-exécutif. Les équipes de recherche comme les étudiants et étudiantes des hautes écoles bernoises sont aujourd'hui déjà directement touchés par cette décision de l'UE. Il est toutefois difficile, à l'heure actuelle, d'en évaluer les conséquences précises puisque ces dernières dépendront en grande partie de la suite des négociations politiques menées entre le Conseil fédéral et les représentants et représentantes de l'UE. Le Conseil-exécutif espère que les rencontres permettront de débloquer la situation et que la Suisse pourra de nouveau bientôt participer à part entière aux programmes cités.

Voici la position du Conseil-exécutif sur les différentes questions posées.

1.

Compte tenu de l'arrêt des négociations, les institutions de formation ne peuvent pas participer aux nouvelles actions clés d'Erasmus+.

L'Université de Berne, la Haute école spécialisée bernoise (HESB) et la HE-Arc ont dû trouver très rapidement une solution transitoire avec quelque 250 universités et 100 hautes écoles spécialisées de toute l'Europe. Elles ont été contraintes de conclure avec elles des contrats dans le cadre du *Swiss-European Mobility Programme* du Conseil fédéral ou des contrats individuels pour l'année 2014-2015, de manière à ce que leurs étudiants et étudiantes et leurs enseignants et enseignantes puissent continuer à bénéficier de programmes d'échange. Cinq universités de trois pays jusqu'ici partenaires de l'Université de Berne n'ont toutefois pas pu se résoudre à poursuivre leur collaboration avec elle dans les conditions proposées.

Bien que le Conseil fédéral ait décidé le 16 avril 2014 de consacrer les contributions initialement prévues pour la participation de la Suisse à Erasmus+ à la mise en place d'une solution transitoire favorisant la mobilité, les répercussions financières de cette exclusion des programmes européens n'ont pas été clarifiées en détail. A l'heure actuelle, les hautes écoles ne sont pas en mesure d'indiquer de manière sûre et certaine à leurs étudiants et étudiantes et à leurs partenaires le montant des subventions qu'ils vont toucher dans le cadre des échanges. Le montant de la contribution aux frais d'organisation (administration et conseil) n'a lui non plus pas encore été communiqué.

L'exclusion du programme Horizon 2020, qui associe les anciens programmes de recherche de l'UE, le programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation et les programmes de l'Institut européen d'Innovation et de Technologie, est encore plus grave. La participation de la Suisse à ce programme est très importante, non seulement pour la renommée scientifique des hautes écoles, mais aussi d'un point de vue strictement financier. Jusqu'à présent, la Suisse a en effet régulièrement reçu plus d'argent pour ses projets de recherche qu'elle n'en a mis dans le pot commun. D'après

les calculs du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation, les six programmes concernés ont permis à la Suisse d'obtenir, entre 2003 et 2006, près de 20 millions de francs de plus que ce qu'elle avait versé. S'agissant du 7^e programme-cadre encore en cours, les moyens qu'ont reçus les chercheurs et chercheuses suisses représentent pour l'heure une fois et demie ce que la Suisse a payé à l'UE. Les projets suisses, notamment ceux de l'Université de Berne, sont donc très prisés et permettent à leurs participants et participantes d'obtenir des subventions conséquentes.

Dans le contexte du 7^e programme-cadre, l'Université de Berne participe ainsi à 123 projets et à différentes autres initiatives en partie financées par des fonds européens. Les fonds de tiers obtenus se sont chiffrés à 62 millions d'euros pour ce programme. Actuellement, 60 demandes de participation au nouveau programme Horizon 2020 sont en préparation à l'Université de Berne ou ont déjà été déposées. Cette dernière joue à la fois le rôle de partenaire et de coordinatrice dans différentes actions du programme-cadre. Elle ne peut toutefois plus aujourd'hui prendre directement part à l'action du Conseil européen de la recherche. Une solution transitoire via le Fonds national suisse devrait malgré tout être trouvée dans ce cas. Les chercheurs et chercheuses suisses ne peuvent pas non plus prétendre à des bourses des actions Marie Skłodowska-Curie (bourses et COFund). La participation à des réseaux de doctorants axés sur l'innovation n'est pour l'heure permise à l'Université de Berne qu'avec le statut d'institution externe. Il n'est pas possible de dire dans quelle mesure ce changement aura un impact sur l'évaluation des demandes. Dès que le Conseil fédéral aura précisé le contenu des mesures transitoires et leurs modalités quant à la participation à Horizon 2020 (projets), le Conseil-exécutif pourra fournir des données plus détaillées concernant l'Université de Berne.

2. et 3.

A côté des programmes de recherche de l'UE, il existe d'autres programmes et d'autres institutions auxquels collaborent les hautes écoles du canton de Berne. Ainsi l'Université de Berne est-elle par exemple impliquée dans les programmes de recherche de l'Agence spatiale européenne ou encore dans le programme Atlas du CERN à Genève, pour ne citer que les principaux. Elle entretient en outre des coopérations de longue durée avec différentes universités et centres de recherche en Europe, dans le cadre de projets de grande ampleur comme de collaborations directes. Elle n'a cependant établi aucune liste de ses partenaires européens et des projets concernés.

La HESB participe également au programme-cadre de l'UE pour la compétitivité et l'innovation ainsi qu'à d'autres projets au moins en partie financés par des fonds de l'UE (p. ex. ERA-Net). Elle a par ailleurs noué des contacts avec des institutions homologues en Europe, c'est-à-dire avec des hautes écoles spécialisées, des universités et des instituts de recherche.

La participation de la HESB à des programmes de recherche de l'UE a jusqu'à présent été relativement modeste. Elle a toutefois la ferme intention d'accroître son implication à ce niveau dans le cadre d'Horizon 2020, d'autant plus que ce programme mise sur la recherche appliquée, l'innovation, l'application industrielle, le transfert de technologie et la

⁹ Horizon 2020 est le nouveau programme de soutien à la recherche et à l'innovation de l'UE pour les années 2014 à 2020. Il réunit les anciens programmes de recherche de l'UE, le programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation et les programmes de l'Institut européen d'Innovation et de Technologie.

collaboration avec les PME. La Confédération a chargé le réseau d'information suisse Euresearch de soutenir de manière spécifique les hautes écoles spécialisées et les PME dans ce domaine.

4.

Les effets négatifs sont aujourd'hui déjà clairement perceptibles (cf. point 1). Pour l'heure, les chercheurs et chercheuses suisses (hautes écoles, PME, etc.) ne peuvent s'associer à des consortiums internationaux dans le cadre de projets communs que si au moins trois pays membres de l'UE ou des Etats associés sont représentés parmi les participants et participantes.

L'exclusion définitive de la Suisse des partenariats institutionnalisés européens aurait, à moyen et long termes, de graves conséquences pour le pays en tant que pôle de formation et de recherche ainsi que sur son économie. Cela est d'autant plus préoccupant que les programmes de l'UE concernent de plus en plus de domaines et qu'ils seront de plus en plus importants pour les hautes écoles spécialisées et les PME.

L'étendue des répercussions pour la Suisse dépend néanmoins pour une large part encore de la suite des procédures en cours. Dans le pire des cas, l'Université de Berne, comme d'autres universités en Suisse, devra renoncer à certains domaines spécifiques qui lui permettent actuellement de se démarquer de ses concurrentes et verra ses recettes provenant des fonds de tiers fortement diminuer. La renommée de l'Université s'en trouvera réduite et ses meilleurs éléments (enseignants et enseignantes, étudiants et étudiantes) partiront à l'étranger en raison de cette perte de prestige. La HESB et les PME bernoises ne pourront plus prendre part aux nouveaux programmes de recherche européens. Les hautes écoles et les entreprises seront alors considérablement défavorisées par rapport à leurs concurrentes des pays de l'UE.

5.

Le Conseil fédéral a pris plusieurs mesures afin que les hautes écoles suisses puissent continuer à lancer des projets de recherche et que les échanges d'étudiants et étudiantes et d'enseignants et enseignantes ne soient pas bloqués. Les négociations entre la Suisse et l'UE sont pour l'heure en suspens. Il n'est pas question pour l'instant que les gouvernements cantonaux engagent des mesures à leur niveau.

Affaire 2013.RRGR.1257

N° de l'intervention: 332-2013
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 27.11.2013
 Déposée par: PS-JS-PSA (Wüthrich, Huttwil)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 4
 N° d'ACE: 663/2014 du 21 mai 2014
 Direction: ECO

Statut fiscal particulier appliqué à certaines entreprises

Pour encourager les entreprises à s'établir, des allègements fiscaux peuvent être accordés en application de l'arrêté Bonny ou de la loi sur les impôts. C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Combien d'entreprises ont profité chacune de ces dix dernières années d'allègements fiscaux ? (Données à séparer par base légale.)
2. Combien d'emplois ont été créés dans ces entreprises, par année ces dix dernières années et en comparaison des emplois créés dans les entreprises imposées de manière ordinaire ?
3. Quel est le montant total des allègements fiscaux accordés par année ces dix dernières années ?
4. Pour combien d'années les allègements fiscaux ont-ils été accordés à chaque fois et quel est le nombre des entreprises bénéficiaires ?
5. A quel barème d'impôt ces allègements reviennent-ils pour les entreprises bénéficiaires (réponse différenciée par dix groupes à un dixième) ?
6. Combien de ces entreprises ont à nouveau quitté le canton de Berne à l'expiration de la durée de validité des allègements ?
7. Est-il arrivé qu'une entreprise obtienne de nouveaux allègements une fois que la durée de validité des allègements accordés dans un premier temps avait expiré et que l'entreprise avait le cas échéant restructuré ? A Genève, en effet, une restructuration permet l'octroi de nouveaux allègements fiscaux, comme dans le cas de Procter et Gamble.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de l'interpellation demande des précisions sur la pratique des allègements fiscaux. Ces derniers font partie des instruments de promotion économique. Comme le Conseil-exécutif l'a expliqué dans les réponses communes aux motions Kast (M 264-2013) et Sutter (M 265-2013), les détails de cette promotion ne sont pas rendus publics. Publier trop d'informations à ce sujet entraîne en effet certains risques :

- La position du canton de Berne dans la concurrence entre sites d'implantation serait affaiblie. Des concurrents obtiendraient des informations sur la Promotion économique bernoise sans publier eux-mêmes des informations équivalentes.
- La communication des prestations accordées pousserait les auteurs de nouvelles demandes à considérer ces prestations comme étant la norme, ce qui, avec le temps, produirait un nivellement vers le haut.
- La communication des prestations d'encouragement octroyées ne dissuade pas seulement les « chasseurs de subventions », mais également les sociétés qui ont un intérêt légitime à la confidentialité.
- Les différents sites d'implantation se livrent une forte concurrence, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Les entreprises s'établissent ou réalisent leurs projets de développement dans les sites d'implantation où elles trouvent les meilleures conditions générales – dont notamment les procédures prévues pour les aides financières et les allègements fiscaux. Une des attentes fondamentales des entreprises à l'égard d'un organisme public de promotion économique est que celui-ci respecte la confidentialité dans chaque cas.
- La promotion permet, dans certains cas, de tirer des conclusions sur les activités des entreprises soutenues,

notamment quant à de nouveaux projets à un stade initial. Les entreprises ont elles aussi un droit juridiquement protégé à traiter le soutien dont elles font l'objet de manière confidentielle.

- Les données relatives aux allègements fiscaux sont soumises au secret fiscal¹⁰. Les entreprises soutenues doivent donner leur accord pour que leur nom soit publié.

Il est par conséquent impossible de révéler des chiffres aussi détaillés que ceux demandés par l'auteur de l'interpellation dans le cadre d'une réponse à une intervention parlementaire. La Promotion économique du canton de Berne publie toutefois chaque année des données sur ses activités, en veillant à respecter les principes susmentionnés. Les données 2013 ont été publiées le 21 février 2014 ; elles sont disponibles sur le site Internet du canton¹¹. Le bilan contient des informations sur le nombre de projets soutenus par catégorie (projets de développement d'entreprises bernoises, créations d'entreprises, implantations d'entreprises) et par région économique. De plus, la Direction de l'économie publique mène chaque année un entretien avec la section FIN/ECO de la Commission de haute surveillance (CHS), ce qui permet à cette dernière d'accéder à des informations précises. Le partenariat avec la CHS a fait ses preuves et tient compte de l'exigence, légitime, d'augmenter la transparence et de renforcer le contrôle parlementaire sans pour autant pénaliser le canton de Berne face à la concurrence.

La promotion économique peut prendre la forme de subventions ou d'allègements fiscaux. Les allègements accordés pour les impôts cantonaux et communaux sont régis par une seule base légale (art. 18 et 84 de la loi du 21 mai 2000 sur les impôts [RSB 661.11]). Les subventions sont octroyées en vertu de la loi du 12 mars 1997 sur le développement de l'économie (RSB 901.1). L'ordonnance du 28 novembre 2007 concernant l'octroi d'allègements fiscaux en application de la politique régionale (RS 901.022) a remplacé l'arrêté Bonny mentionné dans l'interpellation. Elle concerne exclusivement l'allègement de l'impôt fédéral.

Les rapports publiés par la Promotion économique du canton de Berne n'opèrent aucune distinction entre les différents instruments de promotion. Le nombre total de projets soutenus a évolué comme suit :

Année	Nombre
2005	60
2006	61
2007	53
2008	65
2009	41
2010	58
2011	39
2012	49
2013	37
Total	463

¹⁰ Article 153 de la loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI ; RSB 661.11)

¹¹ http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medien-mitteilungen.meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2014/02/-20140220_1656_innovationen_zumdurchbruchverhelfen

Dans ces rapports, les investissements et emplois prévus par les entreprises au moment où elles ont bénéficié de soutien sont comparés aux investissements et à la création d'emploi réels. Entre 1998 et 2010, 477 projets ont été réalisés avec l'aide de la Promotion économique (dont certains sont toujours en cours). Ces projets ont généré 12 400 nouveaux emplois ainsi que des investissements d'un montant de 4 990 millions de francs. Les analyses coût-utilité effectuées régulièrement ont montré que les instruments de promotion économique utilisés (subventions de financement et allègements fiscaux) permettaient de dégager des recettes nettes soulageant le budget cantonal.

Dans sa réponse aux motions susmentionnées, le Conseil-exécutif s'est déclaré prêt à examiner, sur la base du rapport 2013, si une adaptation de la pratique actuelle s'imposait. Les résultats de cet examen seront intégrés au rapport 2014 de la Promotion économique.

Affaire 2014.RRGR.20

N° de l'intervention: 014-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 08.01.2014
 Déposée par: Berger (Aeschi, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 829/2014 du 24.06.2014
 Direction: ECO

Adaptation de la législation cantonale à l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur le droit foncier rural

Les modifications de la loi fédérale sur le droit foncier rural décidées par le parlement entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2014. Elles portent sur quatre articles et touchent le champ d'application pour les immeubles de peu d'étendue, la réserve du droit cantonal pour les entreprises agricoles ainsi que la prise en considération dans le calcul des immeubles pris à ferme pour une certaine durée.

Selon le nouveau droit, les cantons peuvent soumettre aux dispositions sur les entreprises agricoles les exploitations agricoles présentant une unité de main d'œuvre standard (UMOS) de 0,6. Dans l'ancien droit, cette valeur était encore de 0,75. Jusqu'à présent, le canton de Berne n'a pas fait usage de sa compétence, si bien que l'on ne parle encore d'entreprise agricole qu'à partir de 0,75 UMOS. Il serait pourtant souhaitable d'y remédier, en particulier au vu de la structure des exploitations des régions de montagne.

Le Conseil-exécutif est prié donc de répondre aux questions suivantes :

1. D'ici à quand le canton de Berne prévoit-il d'adapter la législation cantonale à la nouvelle législation fédérale ?
2. Si telle n'est pas son intention, pourquoi ?

Réponse du Conseil exécutif

L'unité de main d'œuvre standard (UMOS) sert à saisir les besoins en travail de toute l'exploitation à l'aide de facteurs standardisés. Elle est employée pour le calcul et la détermination de diverses mesures et notions agricoles.

Aux termes de l'article 7, alinéa 1 de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR ; RS 211.412.11), on entend par entreprise agricole une unité composée d'immeubles, de bâtiments et d'installations agricoles qui sert de base à la production agricole et qui exige, dans les conditions d'exploitation usuelles dans le pays, au moins une unité de main-d'œuvre standard. L'article 5, lettre b, LDFR permet aux cantons de déroger à ce principe et de soumettre aux dispositions de la loi sur les entreprises agricoles des exploitations qui comptent moins d'UMOS. Avant la modification de la LDFR dans le cadre de la politique agricole 2014-2017 (PA 2014-17), les exploitations devaient, pour pouvoir être soumises à la loi, dépasser la taille minimale de 0,75 UMOS. Le canton de Berne a fait usage de cette faculté dans l'article 1, alinéa 1 de la loi sur le droit foncier rural et le bail à ferme agricole (LDFB; RSB 215.124.1) en fixant à 0,75 UMOS la taille minimale des entreprises agricoles dans les régions de montagne et de collines.

Le 1^{er} janvier 2014, la loi sur les impôts est entrée en vigueur dans sa version modifiée : elle prévoit désormais une imposition plus favorable des exploitations agricoles comptant jusqu'à 0,5 UMOS (art. 56, al. 2 LI ; RSB 661.11).

Le Conseil-exécutif a déjà indiqué dans ses réponses à des interventions antérieures que le changement structurel s'est poursuivi conformément aux prévisions¹². Dans le même temps, la productivité a nettement augmenté. Le Conseil-exécutif est dès lors d'avis de ne pas entraver inutilement les adaptations structurelles en marche dans l'agriculture.

Dans le cadre de la PA 2014-17, le Conseil fédéral entendait aligner au 1^{er} janvier 2014 les facteurs UMOS aux évolutions techniques connues par l'agriculture. Cette adaptation dans les calculs aurait eu pour conséquence d'empêcher des petites exploitations à l'activité extensive d'être qualifiées d'entreprises agricoles au sens de la LDFR. Le parlement fédéral a donc conféré aux cantons, par la révision de l'article 5, lettre a LDFR, la possibilité d'abaisser le seuil de qualification d'entreprise agricole jusqu'à 0,6 UMOS. Toutefois, le 8 mai 2013, peu avant le lancement de la consultation sur les dispositions d'exécution de la politique agricole 2014-2017, le chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) a décidé d'ajourner les modifications des facteurs UMOS jusqu'aux résultats du rapport réclamé par le postulat Leo Müller (12.3906). Ce postulat demandait au Conseil fédéral d'établir un rapport évaluant le système actuel de calcul des UMOS et y présentant des alternatives. Le Conseil fédéral a adopté ce rapport le 20 juin 2014 à l'attention du parlement et a commandé les travaux législatifs (loi et ordonnance).

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif ne voit pour le moment pas de modifications législatives à effectuer au niveau cantonal.

Déposée par: Aebi (Hellsau, UDC)
(porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 23.01.2014
N° d'ACE: 896/2014 du 02.07.2014
Direction: ECO

Contrôles dans l'agriculture

Dans le contexte de la mise en œuvre de la politique agricole et d'autres engagements imposés par la législation fédérale, le canton a la responsabilité d'assurer les contrôles nécessaires. J'admets cette nécessité et je ne remets pas les contrôles en question.

Cependant, ma propre expérience et celle des autres praticiens me permettent de constater que le volume de ces contrôles et donc le travail administratif qui y est lié pèsent toujours plus lourdement sur nombre de mes collègues. Certains de ces contrôles sont liés à des labels librement choisis et leur coordination relève de la responsabilité de l'agriculteur. Une partie non négligeable des contrôles relève cependant du domaine du droit public et la coordination est assurée par le canton. Outre le travail qui en résulte pour les agriculteurs, le travail administratif me paraît considérable. En période de graves difficultés financières, on peut se demander également s'il n'y a pas là un potentiel d'efficacité qui pourrait être exploité dans l'intérêt des deux parties.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes au Conseil-exécutif :

1. Dans quels domaines de l'agriculture le canton conduit-il lui-même des contrôles, par l'intermédiaire de quels services, et quelles sont les bases légales ?
2. Dans quels domaines de l'agriculture délègue-t-il les contrôles à des organismes tiers, et quelles sont les bases légales ?
3. Le canton effectue-t-il lui-même, et alors concrètement par l'intermédiaire de quels services, des contrôles dont la loi autorise la délégation à des organismes de contrôle ?
4. Quel est le coût administratif des activités de contrôle du canton, par service, les coûts étant ventilés en frais de personnel et autres coûts ?
5. Quel est le coût des activités de contrôle déléguées à des organismes tiers, les coûts étant ventilés en frais de personnel et autres coûts ?
6. Comment les différents contrôles sont-ils coordonnés, et l'administration juge-t-elle ce système satisfaisant ?

Réponse du Conseil-exécutif

Remarques générales

La crédibilité et l'efficacité de la politique agricole dépendent aussi de la transparence et de la simplicité avec lesquelles celle-ci est mise en œuvre. Dans le cadre de la procédure de consultation sur la Politique agricole 2014-2017 (PA 14-17), le Conseil-exécutif avait par conséquent déjà indiqué que la Confédération devrait s'assurer que le passage au nouveau système de paiements directs n'augmente pas le volume de travail administratif des exploitants et des cantons. En outre, dans sa prise de position rédigée pour

Affaire 2014.RRGR.71

N° de l'intervention: 035-2014
Type d'intervention: Interpellation
Déposée le: 20.01.2014

¹² Voir par exemple la [motion 272-2011](#) Graber (Horrenbach, UDC): Redéfinition de l'unité de main-d'œuvre standard.

l'audition relative au train d'ordonnances sur la PA 14-17, la Direction de l'économie publique avait signalé à la Confédération que les nouvelles conditions compliqueraient considérablement les travaux administratifs, notamment les contrôles, et lui avait demandé de procéder à des simplifications. Or, force est de constater que la Confédération n'a pas effectué de modifications essentielles en la matière.

Le canton de Berne a été le premier à séparer les contrôles de l'échelon administratif. Lorsqu'une délégation des contrôles est judicieuse et légale, il confie ces derniers à des organismes accrédités privés au moyen de conventions de prestations. En revanche, la haute surveillance prévue par la loi doit impérativement être effectuée par le canton. Les autorités d'exécution cantonales sont tenues de veiller au respect des dispositions contractuelles et des prescriptions fédérales relatives à l'exécution des contrôles. Les bases légales de tous les contrôles figurent dans l'ordonnance fédérale sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles (OCCEA ; RS 910.15).

Questions 1 et 3 :

Les contrôles portant sur l'hygiène dans la production primaire et l'hygiène du lait sont effectués par le Laboratoire cantonal (LC), tandis que les contrôles vétérinaires officiels concernant le trafic d'animaux, la santé animale, la sécurité alimentaire et les médicaments vétérinaires sont réalisés par le Service vétérinaire (SVét) de l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN). A quelques exceptions près, les contrôles de base sont tous délégués aux organismes de contrôle.

Le canton effectue lui-même les contrôles suivants bien que, selon les bases légales, il soit possible de les déléguer :

Domaines selon l'OCCEA	Contrôles effectués par
1.1 Hygiène dans la production primaire végétale	LC
1.2 Hygiène dans la production primaire animale	LC
1.3 Hygiène dans la production laitière	LC
1.4 Médicaments vétérinaires	SVét
1.5 Santé animale et épizooties	SVét
1.6 Trafic des animaux et effectifs de bovins	SVét

Question 2 :

Le canton délègue les contrôles portant sur la protection des eaux, la protection des animaux et les paiements directs à des organismes tiers accrédités. Les modalités de la collaboration sont réglées par contrat. L'autorité d'exécution cantonale est tenue de veiller au respect des dispositions du contrat et des prescriptions fédérales (haute surveillance).

Les contrôles suivants sont délégués :

Domaines selon l'OCCEA	Contrôles effectués par
1.7 Protection des animaux	Organismes de contrôle (SVét en cas de contrôles supplémentaires)
2.1 Protection des eaux dans l'agriculture	Organismes de contrôle
Tous les domaines de l'OCCEA concernant les paiements directs (3.1 à 3.17)	Organismes de contrôle

Question 4 :

Dans les conditions actuelles, les coûts des contrôles effectués par le canton s'élèvent à 800 000 francs, dont 200 000 relèvent du LC et 580 000 de l'OAN. A l'OAN, tous ces coûts concernent le Service vétérinaire. Les contrôles que ce dernier effectue lui-même requièrent une formation spécialisée supplémentaire. A ces coûts de contrôle directs s'ajoutent pour l'OAN 20 000 francs pour la haute surveillance dans les Services des paiements directs et de la promotion de la nature. Pour des raisons techniques, le canton de Berne ne peut pas indiquer séparément les frais de personnel et les autres coûts.

Question 5 :

Les contrôles délégués aux organismes compétents font l'objet d'une indemnisation forfaitaire. Il existe des synergies, entre autres, dans la coordination des contrôles. Il n'est donc pas possible de répartir les coûts de personnel et les autres coûts en fonction des services. Les organismes de contrôles étant de droit privé, ils répartissent comme ils le souhaitent les indemnisations en interne.

Les coûts de délégation des contrôles s'élèvent à 310 000 francs par an pour le canton de Berne.

Question 6 :

En vertu de l'article 7 OCCEA, chaque canton doit désigner un service de coordination chargé de coordonner les contrôles de base selon l'article 3. Dans le canton de Berne, ce service est rattaché à l'Etat-major de l'OAN. Il travaille en étroite collaboration avec les services spécialisés compétents et les organismes de contrôle afin de garantir la meilleure coordination possible.

Sur le plan technique, le canton de Berne dispose d'une solution informatique professionnelle lui permettant d'assurer une coordination très efficace et de grande qualité.

Malgré la complexité de la coordination des contrôles, les résultats sont pour l'essentiel satisfaisants.

Affaire 2014.RRGR.272

N° de l'intervention: 061-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 10.03.2014
 Déposée par: Klopfenstein (Corgémont, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 Urgence: refusée le 20.03.2014
 N° d'ACE: 827/2014 du 24.06.2014
 Direction: ECO

PA 2014-17: contributions pour paysages

Une nouvelle forme de contribution a été retenue pour la mise en place de la PA 2014-17, celle liée aux paysages.

Depuis 2011 différents projets pilotes ont été étudiés, dont un dans les Franches-Montagnes, qui se trouvent à la frontière entre les cantons de Berne et du Jura.

La Fondation Rurale Interjurassienne (FRI), dont un tiers du financement est assuré par le canton de Berne, a été choisie pour développer les outils nécessaires pour qualifier ce genre d'éléments ; au cours de cette étude, la FRI a aussi pu acquérir l'expérience qu'il faut pour définir ce type de recherche.

Le Jura bernois est une région qui ressemble de par ses paysages à celle étudiée par la FRI. Dernièrement nous avons appris que, pour le canton de Berne, seules les régions situées dans un Parc régional tel que celui du Chasseral pouvaient bénéficier en 2014 de ces nouvelles contributions ; cela fait que seule la moitié des exploitations agricoles du Jura bernois qui se trouvent dans le périmètre du Parc aura droit à cette aide en 2014, l'ancien district de Moutier étant exclu pour cette année.

L'auteur de l'interpellation pose les questions suivantes :

1. Alors que le canton de Berne est copropriétaire de la FRI, pourquoi n'a-t-il pas profité de cette expérience pour le Jura bernois afin que l'ensemble de la région puisse disposer en 2014 des contributions paysagères, sachant que toute la région a des paysages semblables et de grande qualité ?
2. Qu'est-ce que le canton entend entreprendre pour éviter cette inégalité de traitement dans le Jura bernois ?
3. Est-ce que le canton de Berne a encore des possibilités pour rattraper auprès de la Confédération les crédits qui correspondent ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les contributions à la qualité du paysage (CQP) ont été introduites dans le cadre de la Politique agricole 2014-2017 (PA 14-17). Elles visent à promouvoir les éléments caractéristiques du paysage créés ou entretenus par les agriculteurs.

Question 1

L'ordonnance sur les paiements directs (OPD) et ses différents programmes sont appliqués canton par canton. Le canton de Berne a donc privilégié une solution d'octroi des CQP valable pour l'ensemble de son territoire, notamment pour mieux exploiter le potentiel de synergie avec les bases, structures et programmes agroécologiques préexistants.

Incompatible avec ce souci d'uniformité, l'adoption de la « méthode jurassienne » aurait engendré des travaux et coûts administratifs considérables – notamment pour cartographier les unités paysagères du Jura bernois ainsi que programmer deux solutions et réaliser deux programmes de contrôle pour le système GELAN. Pour la « méthode bernoise », en revanche, le canton peut simplement reprendre la typologie des paysages établie par l'Office fédéral de l'aménagement du territoire (ARE).

Les conditions générales entourant cette nouvelle forme de contribution (prescriptions fédérales applicables aux CQP, montant des ressources allouées par la Confédération et date de mise à disposition de ces dernières) sont longtemps restées inconnues : l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a communiqué ses prescriptions définitives en novembre 2013 seulement alors que les projets pour 2014 devaient être soumis avant fin janvier 2014.

En raison de cette longue incertitude, les parcs naturels régionaux du Chasseral, du Gantrisch et du Diemtigtal ont été choisis comme régions pilotes. Ces parcs réunissaient en effet les trois conditions essentielles pour obtenir l'approbation de l'OFAG : des structures régionales fonctionnelles, un périmètre clair et une charte contenant des objectifs paysagers. L'OFAG a approuvé ces projets pilotes en avril 2014 sous certaines conditions.

Proportionnellement, les exploitations agricoles du Jura bernois sont les plus nombreuses à profiter des projets bernois de qualité du paysage lancés en 2014.

Question 2

Dès 2015, les CQP devraient pouvoir être demandées dans l'ensemble du canton. Les travaux préparatoires pour les projets touchant des régions hors des trois parcs naturels régionaux sont en cours depuis février 2014. Ils doivent être soumis à la Confédération d'ici au 31 octobre 2014.

Question 3

Non, plus aucun projet ne peut être soumis à la Confédération pour 2014. Les exploitations agricoles du Jura bernois sises dans des communes qui ne font pas partie du Parc régional Chasseral pourront demander des CQP dès 2015.

Affaire 2014.RRGR.69

N° de l'intervention: 034-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 20.01.2014
 Déposée par: Röstli (Kandersteg, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 810/2014 du 18 juin 2014
 Direction: ECO

Protection des troupeaux: le tonneau des Danaïdes?

La nouvelle ordonnance fédérale sur la chasse (OChP ; RS 922.01) est entrée en vigueur dans le contexte de la modification de l'ensemble d'ordonnances régissant la mise en œuvre de la politique agricole 2014-2017. De ce fait, de nouvelles règles régissent désormais la protection des troupeaux en ce qui concerne les moutons et les chèvres, et les conséquences pour les cantons sont considérables. L'Office

fédéral de l'environnement OFEV coordonne et promeut la mise en application de ces règles dans les cantons. Or ces derniers ont l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour la prévention des dommages causés par la faune sauvage, dans l'optique notamment de l'indemnisation de tels dommages. A partir de 2015, les cantons devront établir des plans de protection des troupeaux de moutons et de chèvres lors de l'estivage. Dans le canton de Berne, on compte quelque 190 alpages qui totalisent plus de 20 000 bêtes. La priorité doit être donnée aux chiens bergers.

C'est ce qui m'amène à poser les questions suivantes :

1. Comment le canton va-t-il faire cette planification des alpages et dans quel horizon-temps ?
2. Quels engagements les propriétaires des alpages et les exploitants devront-ils prendre ?
3. Quels seront les coûts externes et internes de la première planification dans le canton de Berne ?
4. Quels seront ensuite les coûts chaque année ?
5. Quelles mesures le canton pense-t-il prendre pour les régions dans lesquelles le tourisme empêche d'envisager le recours aux chiens bergers ?
6. Quelle stratégie le canton de Berne envisage-t-il pour protéger les troupeaux contre le loup ?

Réponse du Conseil-exécutif

La protection des troupeaux fait l'objet d'une nouvelle réglementation dans le cadre de la politique agricole 2014-2017 (PA 2014-17) et de la révision de la loi fédérale sur la chasse (LChP; RS 922.0) ainsi que de l'ordonnance sur la chasse (OChP, RS 922.01). Parallèlement, la répartition des tâches entre l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) d'une part, et entre la Confédération et les cantons d'autre part, a été modifiée. Cette nouvelle réglementation vise à soutenir une agriculture productive, basée sur les animaux de rente et pouvant continuer à fonctionner sans restrictions intolérables malgré la présence de grands prédateurs, mais aussi la garantie de l'exécution du mandat constitutionnel de protection des espèces.

Outre la planification de la protection des troupeaux de moutons et de chèvres mentionnée par l'auteur de l'interpellation, la Confédération exige des cantons une organisation adéquate de la protection des troupeaux. Il faut pour cela que la coordination des tâches soit confiée à une personne de contact dans l'administration et qu'une personne participant à la vulgarisation agricole soit chargée de la protection des troupeaux.

Le canton de Berne possède une expérience de plusieurs années en matière de planification de la protection des troupeaux, avec des résultats probants. L'implication des exploitants directement concernés a entre autres contribué au succès du système. L'expérience a montré qu'une planification précise avec les propriétaires de petit bétail dans des régions sans pression due aux grands prédateurs est peu efficace. Il faut également souligner l'importance du groupe de contact «Gestion du loup», mis sur pied en 2007, où sont représentés tous les milieux concernés et intéressés. Ce groupe doit continuer à pouvoir être consulté lors de la prise de décisions politiques et à soutenir la mise en œuvre de la protection des troupeaux, notamment contre

les loups. Le canton appliquera donc les nouvelles directives fédérales avec pragmatisme et sur la base des résultats positifs de ces dernières années.

Question 1:

L'aménagement du paysage exigé par l'OFEV, qui est cofinancé à 50 pour cent par la Confédération, se fonde uniquement sur l'article 38, alinéa 2 et sur l'annexe 2 de l'ordonnance sur les paiements directs (OPD; RS 910.13). L'OFEV exige désormais que l'examen des directives de l'OPD prenne en considération les mesures possibles de protection des troupeaux lors de l'estivage de petit bétail, ce qui est déjà le cas dans les périmètres de protection contre le loup du canton de Berne. Dans les autres régions, les bases essentielles (périmètres d'alpage, systèmes d'exploitation) existent, mais les mesures concrètes et envisageables de protection des troupeaux doivent encore y être définies. Comme par le passé, la planification définitive et l'examen des mesures de protection des troupeaux ne se feront qu'en cas de pression des grands prédateurs.

Question 2:

Bien que vivement recommandées, les mesures de protection des troupeaux demeurent facultatives pour les exploitants. Les conseils et le suivi de la mise en œuvre de ces mesures sont gratuits. Les coûts de formation des chiens bergers et de leurs détenteurs sont quant à eux couverts par la Confédération.

Questions 3 et 4:

Au vu des données actuellement disponibles, les coûts annuels (internes et externes) devraient s'élever à environ 50 000 francs durant la phase de mise en œuvre (2015-2020). La participation de l'OFEV devrait s'élever à 20 000 francs, celle du canton à 30 000 francs environ. Les dépenses peuvent être soumises à des fluctuations considérables en fonction de la pression des grands prédateurs.

Question 5:

L'expérience de ces dernières années dans le canton de Berne montre que l'évaluation des alpages doit se faire au cas par cas pour ce qui est de la protection des troupeaux. Les conflits potentiels peuvent être sensiblement réduits grâce à la surveillance des troupeaux, l'information des touristes et la collaboration avec l'Association des Chemins pédestres bernois ainsi qu'avec les organisations de tourisme locales. La planification des alpages permet d'identifier suffisamment tôt les sites où la protection des troupeaux peut se révéler difficile. Il faut chercher des solutions durables avec les personnes concernées, et notamment envisager le transfert d'animaux menacés vers un troupeau qui peut être protégé. L'article 10^{quater} de l'OChP définit désormais l'objectif de l'emploi des chiens de protection des troupeaux comme étant la surveillance quasi autonome des animaux de rente et la défense contre les animaux intrus. L'article 77 de l'ordonnance sur la protection des animaux (OPAn; RS 455.1) redéfinit la responsabilité des détenteurs et éducateurs de chiens.

Question 6:

Les mesures de protection des troupeaux concernent non seulement les loups solitaires, mais aussi les meutes : une stratégie spécifique à l'encontre de ces dernières n'est donc pas nécessaire. L'expérience réalisée dans le massif de Calanda (GR) montre que les meutes de loups peuvent subsister sans causer de dommages importants même dans

des zones de production agricole basée sur l'élevage d'animaux de rente. Le plan de gestion du loup dans sa teneur révisée est en consultation jusqu'au 5 septembre 2014. L'entrée en vigueur est prévue pour le printemps 2015.

Affaire 2014.RRGR.212

N° de l'intervention: 057-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 27.02.2014
 Déposée par: Schmid (Achseten, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 828/2014 du 24.06.2014
 Direction: ECO

Souffrances des chevreuils équipés d'émetteurs

La capture ainsi que le port de l'émetteur, excessivement encombrant, sont une torture pour les chevreuils. Les observations et les photos des chevreuils de l'Oberland montrent que les animaux équipés d'émetteurs souffrent en hiver. Le collier frotte sur le pelage et l'use, pas seulement sous l'émetteur, mais tout autour. Or, le pelage d'hiver protège l'animal du froid, du vent et du soleil. Un pelage épais est indispensable au bien-être et à la survie de l'animal en hiver. Les photos montrent également que la peau du cou des animaux est dans certains cas très irritée. Les plaies sont certainement douloureuses et pourraient être fatales si la température baisse la nuit ou si l'animal a d'autres blessures au cou. Le paysan qui attache sa vache trop serré à l'étable doit payer une amende.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. L'autorité cantonale qui a autorisé l'étude sait-elle que le port du collier émetteur nuit au bien-être des animaux ?
2. La loi sur la protection des animaux est-elle applicable aussi au gibier ou seulement aux bovins à l'étable ?
3. Le Ministère public est-il informé ?
4. Les chevreuils devront-ils encore subir l'exercice de survie l'hiver prochain ou bien seront-ils libérés de leurs souffrances à l'automne ?
5. Que pense faire le Conseil-exécutif ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif s'est déjà largement exprimé sur le projet d'étude des chevreuils de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et de l'Université de Zurich dans sa réponse commune à la motion Schmid (M 247-2013) et à l'interpellation Schmid (I 284-2013), ainsi que dans sa réponse à l'interpellation Röstli (I 309-2013).

Question 1

L'étude a été autorisée car la pose de colliers émetteurs sur les chevreuils, les cerfs, les bouquetins et les chamois dans le cadre de projets de recherche est une méthode couramment utilisée, avec de bons résultats jusqu'à présent.

Au début du projet, il y a trois ans, quelques chevreuils avaient été équipés de colliers émetteurs trop larges et aux

bords trop anguleux, dont le frottement sur le cou des animaux y avait entraîné l'usure partielle du pelage d'hiver. Le problème a été rapidement identifié et les colliers émetteurs de la « première génération » n'ont plus été utilisés. Les quelques chevreuils encore équipés de ces colliers sont régulièrement examinés. Ils sont généralement en bonne forme physique et ont un comportement normal.

Question 2

La loi sur la protection des animaux est applicable à tous les vertébrés. La réponse à la question 1 montre qu'il ne s'agit pas d'un problème relevant de la protection des animaux.

Question 3

Une enquête de police concernant la pose de colliers défectueux sur des faons est en cours. Les autorités de poursuite pénale devront décider de possibles sanctions et sont par conséquent informées du projet d'étude des chevreuils.

Question 4

Depuis le début du projet, les chevreuils munis d'émetteurs peuvent être tirés durant la chasse ordinaire au chevreuil. Ils peuvent donc être abattus lors de la chasse d'automne.

Question 5

Dans sa réponse commune à la motion Schmid (M 247-2013) et à l'interpellation Schmid (I 284-2013), le Conseil-exécutif a fait savoir qu'il avait été signifié aux responsables du projet que la capture d'animaux adultes à l'aide de filets et le placement de nouveaux émetteurs sur les faons devaient cesser immédiatement dans le canton de Berne. Le Conseil-exécutif tolère l'exploitation des données relatives aux chevreuils déjà munis d'émetteurs, puisqu'elle ne menace pas le bien-être des animaux.

Affaire 2014.RRGR.497

N° de l'intervention: 101-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 27.04.2014
 Déposée par: Imboden (Berne, Les Verts)
 (porte-parole)
 Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts)
 Cosignataires: 10
 Urgence accordée: le 05.06.2014
 N° d'ACE: 969/2014 du 13.08.2014
 Direction: JCE

Création des places nécessaires pour les gens du voyage

Les manifestations de gens du voyage à Berne et à Nidau/Bienne sont révélatrices d'un problème actuel. Travaux préliminaires, directives de la Confédération et interventions parlementaires n'y ont rien fait : il n'y a toujours pas assez d'aires de séjour et de transit dans le canton de Berne. D'après les mesures prises jusqu'à présent et les dernières déclarations du conseiller d'Etat en charge du dossier, les autorités ne semblent pas avoir bien saisi l'urgence de la situation. Prié d'expliquer pourquoi les travaux n'ont pas avancé, le conseiller d'Etat compétent a déclaré publique-

ment que dans le canton de Berne la place était limitée, que les terrains étaient rares et chers et que ceux qui s'y prêtaient étaient utilisés pour l'agriculture ou devaient être construits ou encore accueillir des parcs de stationnement. Il est vrai que le canton de Berne a intégré une fiche de mesures sur les gens du voyage au plan directeur lors des adaptations apportées en 2010, réglant ainsi la planification de nouveaux emplacements au niveau cantonal. La « Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne », élaborée entre-temps et parue en septembre 2013, décrit la procédure et présente les résultats de l'évaluation des sites. Il s'agissait de trouver au moins un emplacement adéquat dans le périmètre de chacune des six conférences régionales. La propriété foncière constituait un critère particulièrement important. L'évaluation a porté prioritairement sur les parcelles appartenant à la Confédération ou au canton. Sont entrées en considération comme aires de transit en Haute-Argovie, dans l'Emmental ainsi que dans l'agglomération de Bienne, outre des terrains de la Confédération et du canton, des parcelles appartenant à des communes et à des particuliers. En tout, 74 emplacements (parcelles) ont été étudiés dans le cadre du projet-pilote « Aires de transit ». Du point de vue de l'aménagement du territoire, 15 d'entre eux pourraient servir d'aires de transit. Sur l'ensemble du territoire cantonal, 50 parcelles appartenant à la Confédération ou au canton ont par ailleurs été étudiées, et douze d'entre elles ont été jugées adéquates sur le plan de l'aménagement du territoire. Le groupe de travail « Gens du voyage » avait décidé dans un premier temps de ne pas mener plus avant la stratégie.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Où en sont les deux projets-pilotes prioritaires selon la « Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne » de septembre 2013, à savoir la création d'une aire de séjour dans la région de Bienne et la réhabilitation de l'aire de transit de Thoune/Allmendigen ?
2. Quand disposera-t-on des bases réglementaires en matière d'aménagement et des moyens financiers nécessaires, et quand ces emplacements devraient-ils ouvrir ?
3. L'évaluation des sites a révélé l'existence de nombreux emplacements adaptés dans le canton de Berne (12 sur les 50 qui ont été évalués). Pour quelles raisons les autres pistes ont-elles été écartées ?
4. Pourquoi n'a-t-il pas été possible de définir un lieu approprié dans le périmètre de chacune des conférences régionales, comme prévu initialement ?
5. Pourquoi le groupe de travail « Gens du voyage » a-t-il décidé de s'en tenir là (il n'a pas contacté les communes concernées p. ex.) et pourquoi a-t-il (entre-temps) suspendu ses travaux alors qu'aucune solution n'avait encore été trouvée ?
6. Le Conseil-exécutif est-il conscient que le manque d'emplacements rend les conditions de vie des Yéniches considérablement plus difficiles et est-il prêt à rechercher rapidement des solutions avec l'ensemble des acteurs et des actrices (organisations yéniches, communes, conférences régionales, etc.) pour remédier à cette situation ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1:

Les deux projets pilotes de Bienne et de Thoune n'en sont actuellement pas au même stade.

La procédure relative à la réhabilitation de l'aire de transit (destinée aux gens du voyage suisses) d'Allmendigen a pu avancer. La ville de Thoune a mis au point un projet pour l'exécution des travaux d'assainissement, qu'elle a soumise à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire. La demande de subvention doit être traitée d'ici à l'été 2014 afin que l'assainissement puisse être réalisé rapidement.

Pour ce qui est de la création d'une aire de transit (pour les gens du voyage étrangers) dans la région de Bienne, il semblerait, selon les déclarations de la ville, que l'emplacement initialement prévu ne convienne pas à la réalisation d'un tel projet. Les services compétents de la ville de Bienne ont cherché mais n'ont malheureusement pas trouvé un autre emplacement approprié. C'est la raison pour laquelle le projet a dû être mis de côté.

Selon les informations fournies par la ville de Bienne, les expériences négatives avec des gens du voyage étrangers se sont entre-temps multipliées. Depuis environ deux ans, des gens du voyage séjournaient au Marais de Boujean de manière presque ininterrompue, de mai à octobre. En raison des nombreuses réclamations formulées par la population, la ville de Bienne a fermé cette aire. Elle n'est, à l'heure actuelle, plus disposée à offrir une solution à long terme pour les gens du voyage étrangers.

La ville de Bienne a mis l'aire du Marais de Boujean à la disposition des Yéniches suisses pour une durée déterminée, jusqu'à la fin d'août 2014. Il convient d'attendre la fin de cette expérience pour en tirer des conclusions. Il s'agira ensuite d'examiner si cet emplacement peut être mis à la disposition des Yéniches à long terme et s'il doit être garanti à titre d'aire de séjour dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Question 2:

S'agissant de l'assainissement de l'aire de Thoune, aucune autre garantie en matière d'aménagement du territoire n'est nécessaire. Le financement a en outre pu être assuré par l'Office des affaires communales et de l'aménagement du territoire et l'Office de la culture. Le dossier va donc pouvoir être traité rapidement et l'assainissement pourra sans doute commencer en automne 2014. L'emplacement de la région de Thoune pourra ainsi certainement être ouvert et mis à la disposition des Yéniches suisses pour la saison 2015.

Pour ce qui est de l'emplacement dans la région de Bienne, voir la réponse à la question 1.

Question 3:

L'évaluation des sites a porté sur 50 emplacements qui remplissaient les critères en matière d'aménagement du territoire. Douze de ces emplacements ont été considérés comme adaptés. Pour ces douze emplacements, il a tout d'abord fallu prendre contact avec les propriétaires fonciers concernés. Dans la plupart des cas, les propriétaires ont indiqué que la parcelle ne pouvait pas être mise à disposition, notamment à cause de contrats de bail à ferme de plusieurs années ou pour des raisons de sécurité. Lorsque

les propriétaires ont confirmé que la parcelle concernée pouvait en principe être mise à disposition, des pourparlers ont été engagés avec les communes concernées. A part Thoun, aucune commune n'était disposée à accepter un emplacement pour les gens du voyage sur son territoire; en outre, toutes les communes ont refusé l'édiction d'un plan communal d'affectation pour garantir la réalisation des aires dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Question 4:

Le Conseil-exécutif a pris connaissance de la stratégie de septembre 2013 relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne (ACE 1298/2013) et confirmé que, dans un premier temps, deux projets pilotes seraient réalisés; la mise à disposition d'autres emplacements devrait être étudiée dans un deuxième temps. C'est la raison pour laquelle aucune démarche n'a été entreprise pour les autres emplacements. L'objectif prioritaire de la stratégie approuvée par le Conseil-exécutif, à savoir définir un lieu approprié dans le périmètre de chacune des conférences régionales, reste toutefois d'actualité.

Question 5:

Du fait que le canton dépend de l'accord du propriétaire pour la réalisation d'une aire, des discussions n'ont été engagées avec les communes que lorsque les propriétaires concernés avaient indiqué que des emplacements se trouvant sur le territoire de ces dernières pouvaient être mis à disposition. Le groupe de travail «Gens du voyage» espérait que la réalisation des deux projets pilotes permettrait de faire des expériences positives, ce qui motiverait les communes à accepter une aire de séjour ou de transit sur leur territoire.

Des pourparlers bilatéraux ont été engagés avec les villes de Thoun et de Bienne concernant la réalisation des projets pilotes. Simultanément, la question du financement a dû être réglée avec l'Office de la culture. C'est la raison pour laquelle le groupe de travail «Gens du voyage» n'a pas été convoqué entre septembre 2012 et mai 2014. Ses membres ont toutefois été informés régulièrement des évolutions par courrier électronique.

Question 6:

Le Conseil-exécutif est conscient du fait que de nouvelles aires doivent être mises rapidement à la disposition des gens du voyage. Dès août 2014, une commission du groupe de travail «Gens du voyage» s'occupera de manière intensive de rechercher des solutions à moyen et long termes, en particulier pour les Yéniches suisses. L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire prévoit de garantir à long terme, dans le cadre de l'aménagement du territoire, trois à cinq nouvelles aires de séjour et de transit.

N° d'ACE:

812/2014 du 18 juin 2014

Direction:

JCE

Séparer clairement zones à bâtir et territoires non-constructibles

Depuis quelques années, des activités établies en zone agricole tout en étant étrangères à l'agriculture font les titres des journaux. Voici quelques exemples :

Un magasin de vélos et accessoires à Oberried, dans la commune de Köniz

Depuis les années 1990, cette entreprise de vente et de production s'étend et se développe en zone agricole. La commune et le canton laissent faire. Malgré le statut d'illégalité de l'entreprise, les autorités s'en sont même flattées. Dans l'intervalle, elle a en partie déménagé à Niederwangen ou à Huttwil pour s'établir dans une zone prévue à cet effet. Il reste à statuer sur le sort d'un projet de parc cycliste sur 3,2 ha de terre cultivable qu'il est prévu maintenant de légaliser au moyen d'un plan de quartier.

Un restaurant dans une grange désaffectée dans la commune de Kirchlindach

Depuis plus de dix ans, là aussi, une grange désaffectée a été convertie en établissement de restauration. Le Tribunal fédéral a fini par confirmer le refus du permis de construire dans une procédure menée après coup, et l'établissement a dû fermer. Toutes ces années, la commune de Kirchlindach a soutenu le projet et l'OACOT a laissé faire. Dans la révision du plan de zones, on s'efforce aujourd'hui de légaliser l'établissement en définissant les contours d'une micro-zone à construire que l'on nomme zone de culture.

Centre équestre à Biberen, commune de Ferenbalm

C'est sans autorisation que le centre équestre a été exploité toute l'année dans la zone agricole. Dans l'actuelle révision du plan d'aménagement local, il sera placé dans une zone de sport et de détente.

Entreprise de transport dans la commune de Gurzelen

15 personnes sont employées dans cette entreprise de machines de chantier et de camions établie dans la zone agricole. En été 2009, le Tribunal administratif a rejeté un recours déposé contre une décision de rétablissement de l'état légal. L'entreprise a cependant poursuivi ses activités, la commune craignant la perte des emplois et se refusant par conséquent à intervenir. Il semblerait que l'entreprise ait trouvé une solution avec la commune de Mühlethurnen.

Dans le même temps, les étals des maraîchers pour la vente directe sont bannis de la zone agricole et repoussés dans la zone à bâtir.

Le Conseil-exécutif est dès lors prié de répondre aux questions suivantes :

1. Les communes et le canton imposent-ils dans une mesure suffisante le respect des prescriptions de police des constructions dans la zone agricole ?
2. Qui porte la responsabilité des situations tolérées durant des années alors qu'elles sont en contradiction flagrante avec la législation sur l'aménagement du territoire ?
3. Comment fait-on pour assurer l'égalité de traitement des citoyens et citoyennes en ce qui concerne l'utilisation de la zone agricole ?
4. Est-il compatible avec la LAT que des entreprises sans autorisation et sans garantie d'existence soient dépla-

Affaire 2013.RRGR.1304

N° de l'intervention: 001-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 05.12.2013
 Déposée par: Schori (Spiegel, UDC)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0

cées de la zone agricole à une micro-zone à bâtir alors qu'elles sont incompatibles avec l'affectation de cette zone ?

5. Pourquoi l'OACOT favorise-t-il de telles évolutions ?

6. Que faut-il faire pour que les zones à bâtir et les territoires non-constructibles au sens du droit fédéral et de la LAT soient à nouveau systématiquement séparés ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

Oui. Les procédures dans le domaine de la police des constructions sont menées de manière correcte et dans le respect des délais.

Question 2

Selon la législation bernoise sur les constructions, la police des constructions est du ressort des communes et elle est soumise à la surveillance des préfets. Cette réglementation des compétences, qui est ancrée dans la loi cantonale sur les constructions, s'applique à tous les projets de construction, y compris hors des zones à bâtir.

Il faut relever que les états non conformes à la loi subsistent et doivent être tolérés parfois pendant longtemps parce que les décisions de rétablissement de l'état conforme à la loi sont souvent contestées par voie en recours si bien qu'il faut attendre des années avant qu'une décision exécutoire soit rendue.

Question 3

L'OACOT garantit l'égalité de traitement entre tous les citoyens et les citoyennes en ce qui concerne les constructions en zone agricole. Le service compétent de l'OACOT, à savoir le Service des constructions, délivre quelque 3000 autorisations de construire en zone agricole pour des projets conformes au plan de zones ou dérogations pour construire hors de la zone à bâtir. Pour ce faire, les inspectrices et les inspecteurs des constructions de l'OACOT se conforment aux prescriptions applicables de la législation fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT et OAT) ainsi qu'aux directives cantonales « Construire hors de la zone à bâtir » édictées par la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.

Le refus d'autoriser les étals de vente de produits agricoles évoqué par l'auteur de l'interpellation concerne la vente de produits qui ne sont pas une production propre ou l'installation des étals loin du centre de production. Accorder une autorisation dans ces deux cas est interdit par la législation fédérale.

Question 4

Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, la création de très petites zones à bâtir est répréhensible uniquement dans la mesure où elle tend à éluder le but de l'aménagement du territoire. Qui est de regrouper l'urbanisation dans les zones à bâtir, et à contourner l'interdiction d'implanter en ordre dispersé les constructions dont l'emplacement n'est pas imposé par leur destination¹³. Lorsque tel n'est pas le cas, les très petites zones à bâtir sont compatibles avec la LAT et l'OACOT accorde les permis de construire.

Question 5

L'OACOT ne favorise pas les constructions illégales, que ce soit activement ou passivement.

Le Service de l'aménagement local et régional de l'OACOT est tenu par le droit fédéral de procéder à l'examen préalable et à l'approbation des plans d'affectation communaux. Il doit vérifier avant tout que ces plans sont conformes à la législation. Ce sont les communes qui sont souveraines et qui détiennent le pouvoir d'appréciation en matière d'aménagement. Dès lors qu'un plan d'affectation soumis à l'OACOT est conforme à la législation, le canton n'a pas le droit d'exercer un pouvoir d'appréciation à la place de la commune.

Question 6

La LAT impose en principe une séparation stricte entre les zones à bâtir et les zones non constructibles. Mais elle précise également quels types de bâtiments peuvent être construits hors des zones à bâtir. Les révisions partielles de la législation sur l'aménagement du territoire qui se sont succédées ces dernières années ont élargi les possibilités de construire hors de la zone à bâtir sans lien direct avec la production agricole de denrées alimentaires. En outre, les exceptions prévues aux articles 24 et suivants ont été étendues.

Par conséquent, séparer encore plus systématiquement les zones à bâtir et les zones non constructibles comme le demande l'auteur de l'interpellation suppose une adaptation de la législation fédérale, par exemple pour supprimer ou restreindre les exceptions permettant de construire hors de la zone à bâtir ou pour priver les activités accessoires agricoles actuellement autorisées de leur statut de conformité à l'affectation de la zone agricole.

Affaire 2013.RRGR.1348

N° de l'intervention:	004-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	17.12.2013
Déposée par:	Riem (Iffwil, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	813/2014 du 18 juin 2014
Direction:	JCE

La bureaucratie et le potentiel des énergies renouvelables

L'article 34a, alinéa 1bis, lettre a de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT) dispose que les constructions et les installations nécessaires pour la production de chaleur à partir de biomasse ligneuse et la distribution de la chaleur produite peuvent être admises si :

a. les installations nécessaires sont placées dans des bâtiments centraux existant à l'intérieur de l'exploitation agricole et qui ne sont plus utilisés pour l'agriculture ; [...]

Aménager une installation dans un bâtiment existant nécessite toujours des travaux. Pour le bois énergie, ces travaux concernent surtout le stockage du combustible (bunker). Or le canton de Berne fait de cet article une interprétation restrictive, empêchant la construction de systèmes de stockage modernes, économiques et conformes à l'état actuel de la technique.

¹³ Lire à ce sujet l'ATF 124 II 391, qui a été publié.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif est-il conscient que la parcimonie dont il fait preuve dans l'octroi des autorisations empêche la réalisation d'installations de bois énergie décentralisées, pourtant judicieuses ?
2. Le Conseil-exécutif est-il lui aussi d'avis qu'il ne faudrait pas nuire inutilement au bois énergie, l'une des rares énergies renouvelables en ruban ?
3. Le Conseil-exécutif a-t-il conscience qu'il est intéressant d'aménager des installations de bois énergie dans des bâtiments agricoles désaffectés en termes de logistique (transport) et d'émissions ?
4. Le Conseil-exécutif est-il d'avis lui aussi que les bâtiments ajoutés, pour stocker le combustible par exemple, représentent un préjudice visuel nettement moindre que d'autres installations de production d'énergie montées, par exemple, sur l'enveloppe du bâtiment ?
5. Le Conseil-exécutif est-il d'avis lui aussi que la parcimonie dont fait preuve le canton de Berne dans l'octroi des autorisations relève de la libre appréciation cantonale et n'est pas dictée par l'article de la législation fédérale cité plus haut ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

Contrairement à ce qu'avance l'auteur de l'interpellation, l'autorité cantonale compétente pour délivrer les autorisations, à savoir l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT), n'a pas du tout une pratique restrictive en matière d'autorisation des bâtiments et installations de production et de distribution de chaleur à partir de biomasse ligneuse. Depuis l'entrée en vigueur de l'article 34a, alinéa 1^{bis} OAT¹⁴ le 1^{er} novembre 2012, l'OACOT n'a reçu que quatre demandes d'autorisation pour des installations de ce type. Elles ont toutes été acceptées. Dans la pratique, les projets de production et de distribution de chaleur produite à partir de biomasse ligneuse peuvent échouer parce qu'ils ne remplissent pas les conditions légales, en particulier en ce qui concerne l'efficacité énergétique (art. 34a, al. 1^{bis}, let. b OAT), l'origine des substrats utilisés (art. 34a, al. 2 OAT) et la subordination à l'exploitation agricole (art. 34a, al. 3 OAT).

Question 2

Oui.

Question 3

Oui.

Question 4

Non, le Conseil-exécutif ne partage pas de manière générale l'avis de l'auteur de l'interpellation. Les installations solaires intégrées avec soin dans l'enveloppe du bâtiment conformément aux directives « Installations de production d'énergies renouvelables non soumises au régime du permis de construire » sont visuellement discrètes et n'apparaissent pas comme des corps étrangers. Cela n'est en revanche pas toujours le cas des bâtiments ajoutés soumis à autorisation de construire.

Question 5

Comme évoqué plus haut, les quelques demandes de permis de construire présentées à ce jour à l'OACOT ont toutes été acceptées. L'OACOT ne prévoit pas d'avoir une pratique plus stricte que ce qu'imposent les conditions et prescriptions clairement définies dans la législation fédérale.

Affaire 2014.RRGR.91

N° de l'intervention:	043-2014
Type d'intervention:	Interpellation
Déposée le:	28.01.2014
Déposée par:	Imboden (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
N° d'ACE:	814/2014 du 18 juin 2014
Direction:	JCE

Protection des données: app pour Berne?

Dans le canton de Zurich, une application « datenschutz.ch [protection des données] » a été lancée afin de sensibiliser les utilisateurs et utilisatrices d'appareils électroniques à la protection des données. Cette app offre la possibilité de s'adresser directement à une personne chargée du traitement des données pour se renseigner sur la protection dont bénéficient ses données personnelles. Le contrôle du mot de passe est également proposé par ce moyen sur le téléphone portable.

Les utilisateurs et utilisatrices d'un téléphone intelligent accèdent par l'intermédiaire une application interactive à une aide sans complications pour la protection de leur sphère privée. Le délégué du canton de Zurich à la protection des données a lancé cette application le 27 janvier dernier, à la veille de la Journée européenne de la protection des données.

Nous sommes toujours plus surveillés au quotidien (caméras autour des magasins, des maisons individuelles, dans les transports publics etc.). Cette application permet d'obtenir de l'aide pour exercer ses droits à l'information. On entend une brève explication sur le droit de chacun et chacune de se renseigner auprès de n'importe quelle institution sur le traitement des données concernant sa propre personne. Une fonction interactive facilite la présentation d'une demande de renseignement directement au service chargé du traitement des données.

Le service dénommé « Datenschutz-Reporter » permet aux utilisateurs et utilisatrices de signaler directement au délégué à la protection des données les cas dans lesquels la protection de leurs données n'est pas garantie, ou de lui poser une question. Il est possible également de transmettre des photos, des vidéos ou des documents.

Les utilisateurs et utilisatrices de cette application peuvent prendre directement contact non seulement avec le délégué à la protection des données, mais aussi avec les autorités compétentes des cantons, des villes ou de la Confédération. En outre, l'app offre l'accès à une série de textes spécialisés sur les thèmes de la sécurité de l'information, de la surveillance vidéo, de la police et de la justice, de la gestion des ressources humaines, de la santé et de l'école.

¹⁴ Ordonnance du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT ; RS 700.1)

C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

Est-il prêt

1. à œuvrer pour l'introduction dans le canton de Berne d'une application interactive sur la protection des données ?
2. à s'appuyer pour l'élaboration de la version bernoise sur les travaux du délégué zurichois à la protection des données ?
3. à mettre à la disposition de la génération non-smartphone des moyens similaires pour la sensibiliser à la protection des données ?

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est favorable au principe d'une application interactive sur la protection des données dans le canton de Berne. Mais la fonction interactive permettant de présenter une demande de renseignements directement au service chargé du traitement des données ne va pas sans poser de problèmes. D'une part, il faut que l'identification de la personne qui demande les renseignements soit garantie pour le service chargé du traitement des données afin d'éviter que des tiers non habilités obtiennent des données de façon abusive. D'autre part, cette application entraîne nécessairement une augmentation de la charge de travail des services chargés du traitement des données et une mobilisation accrue des ressources techniques des services qui gèrent les demandes interactives. Enfin, les collectivités de droit communal du canton de Berne ont leurs propres services de surveillance de la protection des données et lorsque le traitement des données est assuré par des entreprises privées, la surveillance de la protection des données n'incombe pas au canton.

L'application évoquée est nécessairement reliée aux sites Internet correspondants. Il n'est donc pas possible de reprendre directement la version zurichoise. De plus, contrairement à cette dernière, la version bernoise devrait être bilingue. L'association des commissaires suisses à la protection des données *privatim* étudie à l'heure actuelle la possibilité de créer et financer une application pour l'ensemble de ses membres. Le financement proviendrait des cotisations ordinaires des membres de l'association. Le coût d'une application développée spécifiquement pour notre canton serait de l'ordre de 10 000 francs.

Une partie importante de la génération qui n'utilise pas de smartphones s'informe en accédant aux pages Internet du canton. Les personnes de cette génération qui n'ont pas d'accès à Internet ou qui ont besoin d'informations spécifiques s'adressent à l'administration par écrit ou par téléphone ; il leur est répondu par la même voie. La génération qui n'utilise pas de smartphones bénéficie ainsi d'outils non numériques qui lui assurent l'égalité de traitement. Il n'est actuellement pas possible de débloquer des ressources pour que le canton fasse davantage.

Déposée le:	08.01.2014
Déposée par:	Berger (Aeschi, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence:	refusée le 23.01.2014
N° d'ACE:	903/2014 du 02.07.2014
Direction:	FIN

Coûteuses stratégies

Nous constatons que l'administration cantonale bernoise continue de développer des stratégies dont la mise en œuvre génère des coûts plutôt que des économies. Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Pourquoi le canton de Berne continue-t-il de développer des stratégies coûteuses au mépris de sa situation financière ?
2. Pourquoi le Conseil-exécutif n'édicte-t-il pas des directives qui imposeraient à l'administration d'étudier le potentiel d'économies des stratégies lors de leur élaboration ?

Le Conseil-exécutif est également prié de répondre aux questions suivantes en relation avec la Stratégie de protection du patrimoine, actuellement en consultation :

3. Pourquoi le canton de Berne n'a-t-il pas le courage d'élaborer une Stratégie de protection du patrimoine qui se limiterait à la protection des sites archéologiques essentiels les plus importants, au lieu d'établir un inventaire d'innombrables petits sites enfouis sous le sol qui ne sont ni visibles, ni utiles, et sur lesquels on ne peut guère construire qu'en dépensant une fortune en mesures de protection ?
4. Sur quelles enquêtes le canton de Berne se base-t-il pour dire que sa politique de protection du patrimoine fait de lui un lieu de vie, une place économique et une destination touristique attirants, alors que le Service archéologique doit analyser les tendances et fait déjà figurer dans une annexe, sans les classer, les nouveaux bâtiments – édifiés à partir de 1990 – qui pourraient être portés à l'inventaire et leur impose des exigences de qualité élevées lors de rénovations, de modifications ou d'extensions ?

Réponse du Conseil-exécutif

Les stratégies ne sont pas une fin en soi mais jouent un rôle important pour une action ciblée de l'Etat dans l'accomplissement de ses tâches. Le champ d'activité du canton de Berne regroupe des tâches extrêmement variées. Selon les tâches, il doit, en vertu des bases légales, fournir diverses prestations et atteindre certains objectifs, les moyens nécessaires à cet effet étant mis à sa disposition. Les stratégies servent en règle générale à mettre en évidence les points sur lesquels il faut agir ou à esquisser des solutions pour atteindre des objectifs prescrits dans un champ d'activité donné. Les stratégies sont initiées par le droit supérieur, le Conseil-exécutif ou l'administration, voire souvent par le Grand Conseil.

Les stratégies relient les défis politiques aux orientations stratégiques et définissent des mesures pour la mise en

Affaire 2014.RRGR.19

N° de l'intervention: 015-2014
Type d'intervention: Interpellation

œuvre. Les priorités fixées dans le cadre d'une stratégie servent souvent de fondement à un processus législatif. Citons par exemple la Stratégie culturelle de 2009 sur laquelle s'est fondée la révision de la loi sur l'encouragement des activités culturelles.

Question 1:

Pour développer une stratégie, il faut respecter toute une série de conditions, dont notamment l'étendue des politiques publiques, leur qualité, voire le cas échéant le fait pour l'Etat d'y renoncer, mais également les ressources financières disponibles.

Il est primordial que les mesures définies le soient en harmonie les unes avec les autres et en fonction du but visé pour qu'elles puissent ainsi mener vers des solutions durables. En d'autres termes, les stratégies sont importantes, y compris parce qu'elles aident à affecter les ressources limitées aussi efficacement que possible.

Les stratégies n'ont pas les économies comme objectif premier, même si leur motivation résulte souvent de difficultés financières. Elles visent plutôt à désigner les priorités qu'il convient de fixer dans un champ d'activité donné et les mesures pour y parvenir les années suivantes.

Mais les principaux axes d'une stratégie peuvent aussi être en conflit avec la situation financière du canton à la même époque (p. ex. les mesures de lutte contre la pauvreté et de prévention de la pauvreté conformément au rapport social 2012, ou encore les mesures en faveur de la médecine de famille). Ce ne sont pourtant pas les stratégies elles-mêmes que l'on peut qualifier de "coûteuses"; les mesures découlant d'une stratégie et leurs éventuels coûts induits résultent bien davantage des tâches cantonales qui les fondent, plus précisément des développements attendus et des nouveaux défis (p. ex. l'évolution démographique, la mise en œuvre du droit fédéral) dans l'accomplissement de ces tâches cantonales.

Question 2:

Le Conseil-exécutif juge inadéquat d'édicter des directives qui imposeraient à l'administration d'étudier le potentiel d'économies des stratégies lors de leur élaboration. Vu le contexte budgétaire difficile, l'élaboration d'une stratégie s'accompagne, aujourd'hui déjà, d'un examen des possibilités d'économiser des coûts. Lorsqu'ils élaborent des stratégies, le Conseil-exécutif et l'administration sont tenus de respecter le principe de l'emploi efficient et économe des ressources prescrit par la législation financière cantonale.

Question 3:

La Stratégie de protection du patrimoine a explicitement été élaborée pour permettre d'agir de manière ciblée. Du fait des innombrables tâches qui, vu sa richesse historique, lui incombent en matière d'archéologie et de conservation des monuments historiques, le canton de Berne doit en permanence fixer des limites. Dans le domaine de la protection du patrimoine aussi, la stratégie doit donc davantage permettre de fixer des priorités, ce que n'autoriserait pas une réduction de l'inventaire. Il faut en effet qu'un inventaire soit le plus exhaustif possible pour permettre, par le biais d'une évaluation soigneuse de son contenu, d'établir clairement des priorités et d'optimiser les lieux de fouille.

La Stratégie de protection du patrimoine n'a pas pour but d'établir un inventaire du plus grand nombre possible de sites, mais d'instaurer un consensus sur les objectifs et les

méthodes de la protection du patrimoine. Le projet de Stratégie de protection du patrimoine du canton de Berne repose sur les principes suivants:

- Au départ, il s'agit d'identifier le bien culturel: on ne peut entretenir et conserver que ce qu'on connaît. Pour éviter que la réponse obéisse à des points de vue purement esthétiques ou pratiques, le bien culturel doit d'abord être examiné, identifié et enregistré (inventoriage). Les services cantonaux spécialisés compétents appliquent pour ce faire des principes scientifiques et établissent leur estimation et leur sélection en fonction de critères techniques reconnus. Pour être catégorisé et évalué objectivement, le bien culturel doit d'abord subir une préparation et une interprétation scientifiques.
- L'activité culturelle ne peut ni ne doit tout préserver, protéger ou déterrer: il vaut mieux que les découvertes archéologiques ou les lieux de découverte restent intacts dans le sol, sous l'eau ou dans la glace. On n'effectuera des fouilles que si le bien culturel est en danger. Les monuments historiques doivent être durablement maintenus par le biais d'une utilisation adaptée à l'époque contemporaine, qui réponde à la fois aux exigences des occupants et du monument.
- L'évaluation scientifique par les services spécialisés sert aux autorités délivrant le permis de construire de base de décision et facilite la pesée des intérêts en jeu par rapport aux avantages et aux inconvénients d'un projet de construction quant à l'utilisation, l'environnement, la sécurité, les dangers naturels, la substance archéologique ou de restauration des monuments historiques, etc.
- Les informations obtenues dans le cadre de la sauvegarde du patrimoine culturel doivent être documentées et publiées sous une forme adaptée.

Le Service archéologique doit, dans le cadre de son mandat légal, dresser un inventaire archéologique comprenant, au même titre qu'un inventaire indicatif, des sites archéologiques et historiques, des lieux de découvertes et des ruines avérés ou présumés (art. 10d, al. 1, lit. b LC). Cet inventaire comprend quelque 4100 lieux de découvertes répartis sur tout le territoire cantonal. Dans sa réponse à la motion Tromp (244-2012), le Conseil-exécutif a souligné qu'il était judicieux de recenser les lieux de découvertes présumés, une telle démarche permettant aux maîtres d'ouvrages de réaliser une planification fiable, exempte d'erreurs. Le nombre de demandes de permis de construire dans les centres urbanisés (densification du site bâti) a considérablement augmenté ces dernières années. Le recensement archéologique des sites archéologiques présumés s'est révélé être un instrument adapté et utile pour les maîtres d'ouvrages, qui peuvent ainsi planifier leurs projets de construction dans les moindres détails et, le cas échéant, les modifier en temps utile sans risquer une explosion des coûts.

Question 4:

La Stratégie de protection du patrimoine reconnaît que les paysages culturels variés, avec leurs monuments historiques et leurs sites archéologiques, représentent une partie importante de la qualité de vie du canton de Berne. Le territoire cantonal bernois regroupe, intégralement ou en partie, plus de 180 sites construits d'importance nationale, ainsi que, avec la vieille ville de Berne, les sites palafittiques

préhistoriques dans les Alpes et le site «Alpes suisses Jungfrau-Aletsch», trois des onze sites du patrimoine mondial de Suisse. Une étude réalisée en 2008 par l'Office fédéral de la statistique à propos des comportements culturels montre que les monuments et sites historiques ou archéologiques sont les deuxième institutions culturelles les plus fréquentées par les Suisses et les Suissesses après les concerts et spectacles musicaux. Ils jouent en outre un rôle important dans la mise en valeur touristique du canton et des régions, et contribuent ainsi - avec d'autres facteurs - à faire de lui un lieu de vie, une place économique et une destination touristique attrayants.

Affaire 2014.RRGR.63

N° de l'intervention: 028-2014
 Type d'intervention: Interpellation
 Déposée le: 20.01.2014
 Déposée par: Müller (Langenthal, PS)
 (porte-parole)
 Cosignataires: 0
 N° d'ACE: 816/2014 du 18 juin 2014
 Direction: FIN

Impôts impayés: comment le canton récupère-t-il son dû?

Le canton de Berne gère quelque 730 000 actes de défaut de biens portant sur des créances fiscales ou autres représentant un total d'environ 3,5 milliards de francs. Les bons de récupération représentent une part d'environ 50 millions. Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment les actes de défaut de biens et les bons de récupération ont-ils évolué ces cinq dernières années ?
2. Quelles sommes a-t-on réussi à encaisser sur les actes de défaut de biens ces cinq dernières années ?
3. Quelles sont, en pour-cent, les chances de récupération des actes de défaut de biens pour le canton ?
4. Quels critères le débiteur ou la débitrice doit-il ou doit-elle remplir pour pouvoir conclure une convention de bon de récupération ?
5. Comment, dans la procédure de bon de récupération, calcule-t-on la limite à partir de laquelle les impôts impayés sont remboursés ou non ?
6. Quelle est la limite moyenne dans les procédures de bon de récupération ?
7. Quelles sommes a-t-on réussi à récupérer ces cinq dernières années grâce aux bons de récupération ?
8. Quelles sont, en pour-cent, les chances d'encaissement des bons de récupération pour le canton ?
9. Au décès de la personne contribuable, ses héritiers ne répondent pas de ses impôts impayés si ceux-ci excèdent le patrimoine légué. La situation est différente pour les dettes privées qui restent dues par les héritiers à moins que ces derniers ne répudient la succession. Pourquoi la législation se montre-t-elle plus généreuse avec les dettes fiscales ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

Actuellement, le canton de Berne gère quelque 790 000 actes de défaut de biens et 42 bons de récupération portant sur des créances fiscales ou autres représentant un total d'environ 3,5 milliards de francs. Voici un tableau synoptique des actes de défaut de biens et des bons de récupération établis ces cinq dernières années:

Actes de défaut de biens et bons de récupération établis de 2009 à 2013

Année	Actes de défaut de biens	Bons de récupération
2009	63 522	1
2010	62 952	2
2011	80 965	3
2012	77 811	4
2013	71 766	2

Question 2

Voici les sommes encaissées sur les actes de défaut de biens ces cinq dernières années:

Recettes provenant d'actes de défaut de biens de 2009 à 2013

Année	Recettes provenant d'actes de défaut de biens (en mio de CHF)
2009	9,1
2010	12,8
2011	12,0
2012	13,9
2013	18,3

Question 3

L'acte de défaut de biens est l'acte prévu par la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP; RS 281.1) pour attester du montant restant dû à l'issue de la procédure de poursuite. Le créancier peut introduire une nouvelle poursuite uniquement si le débiteur est revenu à "meilleure fortune". Comme on peut s'y attendre, les chances de récupérer un acte de défaut de biens sont plutôt faibles.

Environ 70 000 actes de défaut de biens représentant un total de quelque 155 millions de francs sont établis chaque année depuis 2009, ce qui, mathématiquement, donne 8,4 pour cent de chance de récupération des montants impayés (100% : CHF 155 mio x CHF 13 mio).

Question 4

Le bon de récupération est un instrument qui a été utilisé pour la première fois pour les actes de défaut de biens de la société Dezennium-Finanz AG. Après la liquidation de cette société, l'Intendance des impôts a repris non seulement ses

actes de défaut de biens, mais aussi ses bons de récupération.

Le bon de récupération donne au débiteur la possibilité de racheter ses actes de défaut de biens. Lorsque le débiteur ou une personne de son entourage se déclare disposé à régler une partie de la créance établie par acte de défaut de biens avant d'être revenu à meilleure fortune, le solde de la créance initiale peut être remplacé par une créance conditionnelle qui ne peut être réactivée qu'à certaines conditions. Le débiteur a ainsi la possibilité de reprendre son activité commerciale.

Ces cinq dernières années, dix bons de récupération ont été établis lors du rachat d'actes de défaut de biens.

Dans le passé, des bons de récupération ont aussi été établis dans des cas isolés pour éviter une faillite qui, pour le canton, se serait soldée par une perte de la totalité de sa créance. Dans les cas en question, le débiteur ou une personne de son entourage s'était déclaré disposé à régler immédiatement une partie de la créance impayée et à payer le solde dû dès que certaines conditions seraient réunies. L'Intendance des impôts considérait qu'un bon de récupération était toujours profitable, sachant que, dans ce cas, le risque de perdre la totalité de son dû vu la faible chance de la réaliser ultérieurement était écarté et qu'une partie du montant était versée immédiatement. De surcroît, l'Intendance des impôts pouvait inclure dans le bon de récupération une clause l'autorisant à compenser ses créances avec les futures créances du débiteur (par exemple, une créance découlant d'une restitution de l'impôt anticipé), qu'il soit revenu à meilleure fortune ou non.

Ces cinq dernières années, deux bons de récupération ont été établis pour éviter une faillite.

Questions 5 et 6

Ainsi, les cas de bons de récupération établis pour éviter une faillite qui se solderait par la perte de la totalité de la créance pour l'Intendance des impôts sont peu nombreux. Sur les cinq cas de ce genre, la réactivation du solde de la dette a été subordonnée une seule fois à la condition que le solde comptable net des liquidités (ce que l'on appelle le cash-flow) atteigne un seuil précis. Il n'y a pas de règles générales en matière de calcul du cash-flow. Cela étant, le secret fiscal nous interdit de commenter le cas concret dont il est question ici.

Question 7

Actuellement, le canton de Berne gère en tout 42 bons de récupération représentant la somme d'environ 50 millions de francs. La plupart de ces bons de récupération proviennent de la Dezennium-Finanz AG. Ces cinq dernières années, ces bons de récupération ont permis de réaliser 110 000 francs par an.

Question 8

Depuis 2009, 12 bons de récupération représentant la somme de 9,3 millions de francs ont été établis. Les recettes réalisées ces cinq dernières années sur ces bons de récupération se montent à environ 550 000 francs, ce qui donne 5,9 pour cent de chance de récupération des montants impayés.

Ce chiffre doit toutefois être relativisé puisqu'il se rapporte à peu de cas et que presque toutes les recettes proviennent de créances initialement garanties par un acte de défaut de biens. Ce n'est que dans deux cas sur douze que l'on a

affaire à des bons de récupération établis dans le but d'éviter une perte de la totalité de la créance.

Question 9

Il est effectivement exact que les héritiers d'un contribuable décédé lui succèdent dans ses droits et ses obligations et qu'ils répondent solidairement des impôts dus par le défunt jusqu'à concurrence de leur part héréditaire, y compris les avancements d'hoirie ([art. 14, al. 1 LI](#)). La réglementation bernoise est identique à celle prévue par la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (LIFD; RS 642.11, cf. [art. 12 LIFD](#)).

Cette réglementation est objectivement adéquate: les dettes d'impôt ne doivent pas figurer dans l'inventaire successoral. Comme pour les autres dettes, il n'est en effet pas admissible que les héritiers répondent personnellement des impôts dus au-delà de leur part héréditaire. Par voie de conséquence, leur responsabilité est limitée à leur part héréditaire. De surcroît, les dettes d'impôt ne sont souvent pas encore arrêtées par taxation au moment de l'établissement de l'inventaire successoral. Cette limitation de la responsabilité des héritiers (alors qu'elle n'est pas limitée pour les dettes privées de la succession en l'absence d'inventaire successoral) est appropriée et ne peut pas être qualifiée de généreuse.

Annexe 2
Urgence des interventions parlementaires

169-2014 Motion Junker Burkhard (Lyss, PS) « Surveillance et contrôle des archives communales »

Le Bureau a accordé l'urgence aux interventions suivantes :

- 130-2014 Interpellation Machado Rebmann (Berne, LA-Verte) « Expo Vert 18: le mystère »
- 142-2014 Motion PBD (Luginbühl-Bachmann, Krattigen) « Révision du système DRG »
- 143-2014 Motion Knutti (Weissenburg, UDC) « Non au démantèlement des hôpitaux publics »
- 146-2014 Motion Zuber (Moutier, PSA) « Pour une institution psychiatrique commune au canton du Jura et à la partie francophone du canton de Berne »
- 149-2014 Motion Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) « Procédures de planification des parcs éoliens »
- 152-2014 Motion Guggisberg (Kirchlindach, UDC) « Interdiction des clubs sociaux cannabiques »
- 153-2014 Motion PS-JS-PSA (Aebersold, Berne) « Retards dans l'introduction du MCH 2 »
- 157-2014 Interpellation Knutti (Weissenburg, UDC) « Hôpital de Zweisimmen: questions en suspens »
- 158-2014 Interpellation Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) « Mise en œuvre des mesures EOS par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale »
- 160-2014 Interpellation Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC) « Coûts de l'expertise du professeur Rütsche sur l'initiative sur les sites hospitaliers »
- 163-2014 Interpellation Brand (Münchenbuchsee, UDC) « Impact de la révision de la LPP dans le canton de Berne »
- 164-2014 Motion Brand (Münchenbuchsee, UDC) « Conférences régionales : des décisions démocratiques ! »
- 168-2014 Interpellation Rudin (Lyss, pvl) « Rapport sur l'élevage des cochons: clarification de la situation »
- 170-2014 Motion Zryd (Macolin, PS) « Le canton entre en contradiction avec la loi fédérale sur l'encouragement du sport »

L'urgence a été refusée aux interventions suivantes :

- 138-2014 Interpellation Aeschlimann (Berthoud, PEV) « Forage de gaz de schiste à Ruppoldsried »
- 151-2014 Interpellation Guggisberg (Kirchlindach, UDC) « Révision de l'ordonnance sur les foyers : risque d'explosion des coûts »
- 154-2014 Interpellation Graber (La Neuveville, UDC) « Entretien et maintien des points de vue le long des routes cantonales »
- 156-2014 Motion PBD (Etter, Treiten) « Révision de la Stratégie énergétique »
- 161-2014 Interpellation Müller (Langenthal, PS) « Cause et effet de la suppression des emplois de courte durée dans le domaine de l'asile »
- 162-2014 Interpellation Müller (Langenthal, PS) « Réduction des primes de l'assurance-maladie : répercussion des coupes sur le taux d'aide sociale et sur les poursuites »
- 167-2014 Motion Guggisberg (Kirchlindach, UDC) « Apiculture : élevage des reines »

Affaires de Crédit

Affaires de Crédit de la session septembre 2014

Début de la session le 1^{er} septembre 2014

Directions	Page
Commission des finances	
Chancellerie d'Etat	1
Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie	2
Direction de la police et des affaires militaires	12
Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale . .	13
Direction de l'instruction publique.	14

Commission des finances

Chancellerie d'Etat

853 Programme «gestion des affaires et archivage électroniques» (GAE) Réalisation et introduction, crédit-cadre 2015–2022

1. Objet

Acquisition auprès de tiers de services de planification et de conseil et de services informatiques ainsi que de matériel et de logiciels pour la réalisation, l'introduction et la conclusion du programme «gestion des affaires et archivage électroniques».

La mise en œuvre de la gestion des affaires et de l'archivage électroniques marque l'introduction, dans l'administration centrale, de processus et de rôles minimaux dans tout le cycle de vie des documents (de leur création à leur archivage) au moyen d'un règlement à plusieurs niveaux. Ces exigences organisationnelles sont soutenues techniquement par l'acquisition et la mise en place d'un système central de gestion des affaires (BE-GEVER, FIN-OIO) et d'archives électroniques (eArchiv, CHA-AEB). Ces normes et cette infrastructure centrale sont indispensables tant pour satisfaire aux exigences d'une gestion des affaires conforme au droit et ordonnée que pour mettre en œuvre la loi sur l'archivage à l'heure du numérique.

2. Bases légales

- Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC, RSB 101.1)
- Loi du 2 novembre 1993 sur l'information du public (Lin, RSB 107.1)
- Loi du 31 mars 2009 sur l'archivage (LArch, RSB 108.1)
- Loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD, RSB 152.04)
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0)
- Ordonnance du 26 octobre 1994 sur l'information du public (OIn, RSB 107.111)
- Ordonnance du 4 novembre 2009 sur l'archivage (OArch, RSB 108.111)
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OPF, RSB 621.1)

- Ordonnance du 13 mars 2013 sur la classification, la publication et l'archivage des documents relatifs aux affaires du Conseil-exécutif (OCACE, RSB 152.17)
- ACE n° 1407 du 24 août 2011 et n° 0545 et n° 0546 du 1^{er} mai 2013

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Il s'agit de dépenses nouvelles et uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1, lettre a LFP.

4. Montant déterminant du crédit

Coût total	CHF	15 843 000
./. projet initial CHA 2011 (ACE 1407/2011)	CHF	180 000
./. frais d'étude FIN 2013 (ACE 0545/2013)	CHF	210 000

Montant du crédit à approuver CHF 15 453 000

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement.

5. Nature du crédit/Compte/Groupe de produits/Exercice

Il s'agit d'un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP sous forme de crédit-cadre au sens de l'article 53 LFP et de l'article 149 OFP pour les années 2015 à 2022.

Les montants doivent être versés comme suit:

Projets GAE centraux						
Année	Unité administrative	Type	Compte	N°	GP	Montant (en milliers de francs)
2015	CHA-AEB	Cpt. fonc.	318800	1014	02.10.9000	30
2015	CHA-AEB	Cpt. fonc.	318810	1014	02.10.9000	827
2015	FIN-OIO	Cpt. fonc.	318800	21368	07.60.9300	397
2016	CHA-AEB	Invest.	506800	1014	02.10.9000	300
2016	CHA-AEB	Cpt. fonc.	309800	1014	02.10.9000	10
2016	CHA-AEB	Cpt. fonc.	318800	1014	02.10.9000	624
2016	CHA-AEB	Cpt. fonc.	318810	1014	02.10.9000	801
2016	FIN-OIO	Cpt. fonc.	318800	21368	07.60.9300	366
2017	FIN-OIO	Cpt. fonc.	318800	21368	07.60.9300	218
2018	FIN-OIO	Cpt. fonc.	318800	21368	07.60.9300	628
2019	FIN-OIO	Cpt. fonc.	318800	21368	07.60.9300	894
2020	FIN-OIO	Cpt. fonc.	318800	21368	07.60.9300	691
2021	FIN-OIO	Cpt. fonc.	318800	21368	07.60.9300	531
2022	FIN-OIO	Cpt. fonc.	318800	21368	07.60.9300	650
Total 2015–2016: CHA-AEB investissements						300
Total 2015–2016: CHA-AEB compte de fonctionnement						2 292
Total 2015–2022: FIN-OIO compte de fonctionnement						4 375
Total projets GAE centraux						6 967

Lors des prochains cycles de planification financière, les Directions et la Chancellerie d'Etat devront mettre à jour les chiffres suivants dans les budgets et les PIMF conformément au présent crédit-cadre:

Mise en œuvre décentralisée DIR/CHA (administration centrale)						
Année	Unité administrative	Type	Compte	N°	GP	Montant (en milliers de francs)
2016	CHA	Invest.	506800	1014	02.10.9000	18
2016	CHA	Cpt. fonc.	318800	1014	02.10.9000	305
2017	FIN	Cpt. fonc.	318800	21368	07.60.9300	1 138
2018	JCE	Invest.	506800	3221	05.04.91030	60
2018	JCE	Cpt. fonc.	318800	3221	05.04.91030	669
2018	TTE	Invest.	506800	3335	09.01.9100	60
2018	TTE	Cpt. fonc.	318800	3335	09.01.9100	637
2018	INS	Invest.	506800	3231	08.12.9300	64
2018	INS	Cpt. fonc.	318800	3231	08.12.9300	332
2019	INS	Invest.	506800	3231	08.12.9300	128
2019	INS	Cpt. fonc.	318800	3231	08.12.9300	665
2019	POM	Invest.	506800	1298	–	111
2019	POM	Cpt. fonc.	318800	1298	–	580
2020	POM	Invest.	506800	1298	–	111
2020	POM	Cpt. fonc.	318800	1298	–	581
2020	ECO	Invest.	506800	1082	03.01.9101	72
2020	ECO	Cpt. fonc.	318800	1082	03.01.9101	806
2021	POCA	Invest.	506800	1311	police	147
2021	POCA	Cpt. fonc.	318800	1311	police	774
2022	SAP	Invest.	506800	1737	918502	30
2022	SAP	Cpt. fonc.	318800	1737	918502	277
2022	POCA	Invest.	506800	1311	police	147
2022	POCA	Cpt. fonc.	318800	1311	police	774
Total mise en œuvre décentralisée DIR/CHA (administration centrale)						8 486

Comme les données ci-dessus reflètent une situation momentanée, une réserve de 20 pour cent a été prévue dans les projets de mise en œuvre décentralisée.

Synthèse	Montant (en milliers de francs)
Total projets GAE centraux	6 967
Total mise en œuvre décentralisée DIR/CHA (administration centrale)	8 486
Montant du crédit à approuver pour les années 2015 à 2022	15 453

Les frais d'exploitation s'élèveront à environ 3 014 000 francs par an après l'achèvement de l'installation, c'est-à-dire vraisemblablement à partir de 2023, et seront inscrits le moment venu au budget et au PIMF des Directions et de la Chancellerie d'Etat. Ils ne font pas l'objet du présent arrêté.

Ces frais d'exploitation seront compensés par les économies de 400 000 francs par an que la liquidation de systèmes existants devrait permettre de réaliser. La longue durée du projet garantit un bon niveau de protection des investissements.

6. Compétence pour l'approbation du crédit-cadre

Conformément à l'article 76, lettre e en relation avec l'article 89, alinéa 2, lettre a (a contrario) et à l'article 62, alinéa 1, lettre c ConstC, l'approbation du présent crédit-cadre relève de la compétence du Grand Conseil, sous réserve de la votation populaire facultative.

7. Organe compétent

Le crédit-cadre est libéré par des arrêtés d'exécution. En vertu de l'article 53, alinéa 2, lettre a LFP, l'utilisation des montants alloués relève de la compétence des unités administratives désignées au chiffre 5.

Le Conseil-exécutif est compétent pour décider de l'éventuelle prolongation de la durée du crédit-cadre.

8. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation facultative conformément à l'article 62, alinéa 1, lettre c ConstC et doit être publié dans la Feuille officielle.

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

722 Office des eaux et des déchets (OED) Commune d'Innertkirchen, droit de force hydraulique n° 16101, Aar et ses affluents Projet 2013 – KWO Plus – Centrale Grimsel 1E, adaptation et extension de la concession globale du 12 janvier 1962

A Exposé des faits

1. Société requérante/concessionnaire

Forces Motrices d'Oberhasli SA (KWO), Grimselstrasse 19, 3862 Innertkirchen

2. Concession

Concession globale du 12 janvier 1962 des Forces Motrices d'Oberhasli SA (KWO) pour l'exploitation de la force hydraulique de l'Aar, de sa source à Innertkirchen, y compris de tous ses affluents de l'Oberhasli, Gadmerwasser inclus, dans les communes de Guttannen, Innertkirchen et Hasliberg (ci-après concession globale).

3. Demande

Adaptation et extension de la concession globale visant une extension de la centrale Grimsel 1 par l'installation hydraulique supplémentaire Grimsel 1E d'une puissance installée d'environ 150 MW, située entre le lac du Grimsel (bassin supérieur) et le lac de Räterichsboden (bassin inférieur).

4. Dossier de demande

Demande de concession du 10 octobre 2013

5. Projet d'aménagement

Nouvelle centrale hydroélectrique Grimsel 1E: ouvrage d'aménée et de déversement d'eau dans le lac du Grimsel, conduite forcée, chambre pour les dispositifs d'arrêt et puits blindé vers la centrale souterraine équipée d'un groupe turbo-alternateur (turbine-pompe et alternateur/moteur synchrone avec transformateur) ainsi que galerie souterraine avec ouvrage d'aménée et de déversement d'eau dans le lac de Räterichsboden. Différentes galeries pour les accès, l'approvisionnement et la logistique.

6. Publication

- Amtsblatt des Kantons Bern du 23 octobre 2013
- Anzeiger Oberhasli du 25 octobre 2013

7. Mise à l'enquête

Administration communale de Guttannen, 3864 Guttannen, du 23 octobre au 22 novembre 2013

8. Conclusions

Le présent projet n'a fait l'objet d'aucune opposition ni réserve de droit.

B Bases légales

1. Actes législatifs fédéraux

- Loi fédérale du 22 décembre 1916 sur l'utilisation des forces hydrauliques (LFH; RS 721.80)
- Loi fédérale du 26 juin 1998 sur l'énergie (LEne; RS 730.0)
- Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux; RS 814.20) et ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux; RS 814.201)
- Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (loi sur la protection de l'environnement, LPE; RS 814.01) et ordonnance du 19 octobre 1988 relative à l'étude de l'impact sur l'environnement (OEIE; RS 814.011)
- Loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700)
- Loi fédérale du 21 juin 1991 sur la pêche (LFSP; RS 923.0)
- Loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN; RS 451)
- Ordonnance du 10 août 1977 concernant l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (OIFP; RS 451.11), objet n° 1507 de l'IFP «Alpes bernoises et région Aletsch-Bietschhorn (partie nord)»

2. Actes législatifs cantonaux

- Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1)
- Loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA; RSB 155.21)
- Loi de coordination du 21 mars 1994 (LCoord; RSB 724.1)
- Loi du 23 novembre 1997 sur l'utilisation des eaux (LUE; RSB 752.41)
- Loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (loi sur l'aménagement des eaux, LAE; RSB 751.11)
- Loi cantonale sur l'énergie du 15 mai 2011 (LEn; RSB 741.1)
- Décret du 11 novembre 1996 sur les redevances dues pour l'utilisation des eaux (DRE; RSB 752.461)
- Ordonnance du 14 octobre 2009 relative à l'étude d'impact sur l'environnement (OCEIE; RSB 820.111)
- Ordonnance du 22 février 1995 fixant les émoluments de l'administration cantonale, modifiée le 9 novembre 2011 (OEmo; RSB 154.21)

3. Actes législatifs communaux

- Règlement sur les émoluments de la commune municipale de Guttannen du 31 août 2010

C Considérants

1. Procédure et compétences

L'utilisation des eaux publiques est subordonnée à une concession cantonale (art. 3, al. 2 et art. 9 LUE). Une concession peut être accordée si les conditions légales sont remplies et si aucun intérêt public prépondérant ne s'y oppose (art. 11 LUE). Il n'existe aucun droit à l'octroi d'une concession.

KWO ne bénéficie d'aucun droit d'utilisation pour la centrale Grimsel 1E. L'extension de la concession globale qui s'impose représente matériellement une nouvelle procédure d'octroi de concession. La conclusion d'une convention d'amortissement, qui ne fait toutefois pas l'objet du présent arrêté, a été proposée en même temps que la demande de concession.

D'une puissance installée de 150 MW, le projet est soumis à l'étude d'impact sur l'environnement (art. 1 OEIE). L'Office fédéral de l'environnement doit être consulté sur le projet (chiffre 21 de l'annexe à l'OEIE). Les usines hydroélectriques qui sont soumises à étude d'impact sur l'environnement (EIE) font l'objet d'une procédure en deux étapes (art. 19, al. 1 LUE).

Au sens d'une coordination formelle et matérielle, il faut décider, simultanément à l'octroi de l'autorisation, des autres autorisations qui seront nécessaires (art. 4 ss LCoord). Les décharges nécessaires à la réalisation du présent projet seront traitées à l'occasion d'une procédure distincte dans le cadre de l'établissement du plan de quartier de «Gerstenegg». L'objet de la présente procédure d'octroi d'une concession porte uniquement sur l'évaluation du plan de gestion des matériaux dans le cadre de l'étude d'impact sur l'environnement.

La concession est octroyée par le Grand Conseil pour les usines électriques d'une puissance installée supérieure à dix mégawatts (Art. 14, lit. d LUE).

2. Production d'énergie

L'Office fédéral de l'énergie (OFEN) approuve le projet sous l'angle de l'utilisation rationnelle des forces hydrauliques (art. 5 LFH). La souplesse qui caractérise la centrale Grimsel 1E permet d'apporter une contribution importante à la sécurité de l'approvisionnement en Suisse et à la stabilisation du réseau ainsi que d'améliorer l'offre en énergie de réglage ou en énergie de pointe (destinée à couvrir les pics de consommation). Il est ainsi possible de mieux prendre en compte les fluctuations incessantes entre l'offre et la demande. Le projet est intégré dans le complexe de centrales de KWO pour combler une lacune du système. Augmentant la souplesse et les possibilités d'utilisation des centrales déjà en place, il optimise dans le même temps l'ensemble du système de centrales du Grimsel. La réalisation des autres projets déjà prévus tels que la centrale à accumulation par pompage Grimsel 3 ou la surélévation du mur du barrage du Grimsel n'est pas compromise. Il reste donc possible de continuer à optimiser les installations de KWO.

L'Office de la coordination environnementale et de l'énergie du canton de Berne (OCEE) est d'avis que le projet est conforme aux objectifs de la législation cantonale sur l'énergie. En outre, l'amélioration de la sécurité d'approvisionnement et de la capacité pour l'énergie de réglage par le recours à une énergie renouvelable (force hydraulique) est parfaitement en adéquation avec la stratégie énergétique 2006 du canton de Berne. L'OCEE est tout à fait favorable à une production d'énergie supplémentaire de l'ordre de 15 à 30 GWh par an, énergie produite grâce à l'eau des débordements ainsi évités, et à l'amélioration du rendement du système sans nécessiter de nouveau captage ni de hauteur de chute supplémentaire.

3. Autorisation relevant du droit de la pêche

En vertu de l'article 8, alinéa 3 LFSP, l'utilisation des forces hydrauliques nécessite une autorisation relevant du droit de la pêche. Ce type d'autorisation est nécessaire, sauf si le projet requiert une autorisation pour un prélèvement d'eau au sens de l'article 29 LEaux.

Le prélèvement dans les deux lacs de retenue du Grimsel et de Räterichsboden n'a aucune influence sur les cours d'eau à débit permanent. Une autorisation au sens de l'article 29 LEaux n'est donc pas nécessaire.

Dans son rapport officiel du 29 novembre 2013, l'Inspection de la pêche (IP) demande l'octroi d'une autorisation relevant du droit de la pêche au sens de l'article 8 LFSP, assortie de conditions et de charges. Le projet est conforme aux exigences légales de la législation sur la pêche. Durant la phase d'exploitation, l'installation prévue n'aura pas de répercussions importantes sur le régime des eaux de l'Hasliaare et du lac de Räterichsboden, tous deux considérés comme importants pour la pêche. Etant donné qu'il faut s'attendre à ce que les abaissements du niveau des lacs portent atteinte aux eaux pendant la phase de construction, les

travaux devront faire l'objet d'un suivi portant sur les aspects liés à la pêche et à l'écologie des eaux.

L'IP ordonnera ses charges dans le cadre de la 2^e étape de la procédure d'étude d'impact sur l'environnement. Concernant les exigences formulées pour la 2^e étape de l'EIE compte tenu des aspects liés à la pêche, se reporter à l'évaluation globale de l'impact sur l'environnement de l'OCEE 14 avril 2014, qui fait partie intégrante de la présente concession (voir annexe).

4. Impact sur l'environnement

Il ressort des rapports officiels et techniques que l'ensemble des services compétents en matière de protection de l'environnement approuvent le projet et estiment que, assorti de conditions et charges, il est compatible avec l'environnement. L'OCEE y précise que les effets néfastes de l'octroi d'une concession au projet de centrale Grimsel 1E demeurent dans les limites de l'acceptable pour tous les domaines environnementaux. L'octroi de la concession ne contreviendra ainsi à aucune disposition du droit sur la protection de l'environnement.

L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) approuve le projet sous réserve d'un avis positif de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage (CFNP) selon l'article 6 LPN et de l'approbation globale des mesures de remise en état et de compensation par tous les services spécialisés compétents en matière de biosphère. Les atteintes portées à l'objet IFP no 1507 «Hautes Alpes bernoises et région Aletsch-Bietschhorn (partie nord)» se limitent aux décharges «Gerstenegg Nord» et «Gerstenegg Centre». La CFNP a été consultée dans le cadre de l'examen préalable portant sur la procédure distincte mentionnée au chiffre 1 du chapitre C. La condition posée par l'OACOT est donc remplie.

Selon le rapport de l'examen préalable du 20 septembre 2013 et l'évaluation globale de l'impact sur l'environnement du 18 septembre 2013, les services spécialisés compétents approuvent le plan de quartier de «Gerstenegg» et les décharges requises. Le plan de quartier peut donc être autorisé. Un permis de construire a déjà été octroyé pour la décharge de «Gerstenegg Nord» dans le cadre du programme d'investissement «KWO plus». Si le plan de quartier de «Gerstenegg» devait ne pas être établi, il faudrait intégrer la décharge prévue «Gerstenegg Centre» à la procédure d'octroi du permis de construire de la 2^e étape.

Des questions restent ouvertes dans la demande de concession déposée pour le projet «centrale Grimsel 1E». Conformément à la procédure, il importe de leur apporter des réponses lors de l'examen de la demande de permis de construire dans le cadre de la 2^e étape de l'EIE. Il s'agira également d'y concrétiser les mesures correspondantes. Au stade actuel, tout porte à croire que le projet pourra être réalisé dans le respect de l'environnement. L'OCEE conclut que le projet «centrale Grimsel 1E» est compatible avec l'environnement conformément à la 1^{re} étape de l'EIE et le sera probablement aussi lors de la 2^e étape.

L'adaptation et extension de la concession globale pour le projet de KWO «centrale Grimsel 1E» est compatible avec l'environnement. L'OCEE propose d'intégrer l'évaluation globale dans la décision globale.

4.1 Exigences relatives au projet de construction et à la 2^e étape de l'EIE

Les services spécialisés concernés ont formulé des prescriptions contraignantes pour la 2^e étape de l'EIE au point 8 de l'évaluation globale de l'impact sur l'environnement de l'OCEE du 14 avril 2014 (voir annexe). Les investigations exigées doivent être attestées dans le rapport d'impact sur l'environnement de la 2^e étape de l'EIE et, au besoin, mises en œuvre dans le cadre du projet de construction.

Par ailleurs, les services spécialisés compétents dans les domaines ouvrages d'accumulation, aménagement des eaux, protection du paysage et plan sectoriel EDT ont formulé des exigences qui sont intégrées à la présente décision à titre d'exigences relatives au projet de construction et à la 2^e étape de l'EIE.

5. Projet de construction hors de la zone à bâtir

Selon l'article 19, alinéa 2 LUE, l'autorité concédante statue dans l'acte de concession sur les éléments essentiels de l'utilisation des eaux et notamment sur les aspects importants ayant trait à l'aménagement du territoire. La dérogation pour la réalisation de constructions et d'installations en dehors de la zone à bâtir (art. 24 LAT) a certes un caractère absolu, mais dans le cas présent une importance secondaire par rapport à une autorisation de prélèvement d'eau. S'agissant de l'octroi de la concession, il doit être possible au minimum de laisser entrevoir une dérogation pour la construction hors de la zone à bâtir. Dans sa décision du 14 février 2014, l'OACOT indique cependant que la destination du projet implique l'implantation du site hors de la zone à bâtir et octroie la dérogation au sens de l'article 24 LAT, à condition qu'aucun autre intérêt opposé ne se présente au cours de la procédure en deux étapes et ne s'oppose à l'octroi de cette dérogation. La dérogation définitive pour la construction hors de la zone à bâtir sera accordée dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire. Vu l'évaluation globale de l'impact sur l'environnement, on peut estimer que rien ne s'oppose à l'octroi de la dérogation.

6. Sécurité des ouvrages d'accumulation

Les lacs de retenue du Grimsel et de Räterichsboden sont de grands ouvrages d'accumulation au sens de l'article 3, alinéa 2 de la loi fédérale du 1^{er} octobre 2010 sur les ouvrages d'accumulation (LOA; RS 721.101). Ils sont placés sous la surveillance directe de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) selon l'article 22, alinéa 2 LOA en relation avec l'article 29, alinéa 1 de l'ordonnance du 17 octobre 2012 sur les ouvrages d'accumulation (OSOA; RS 721.101.1). La prise de position sur la sécurité des ouvrages d'accumulation est donc du ressort de l'OFEN. La construction des installations souterraines qui relieront les lacs du Grimsel et de Räterichsboden ne devrait pas avoir de répercussions négatives sur les deux ouvrages d'accumulation. A raison, KWO prévoit de renforcer la surveillance des deux ouvrages pendant la phase de construction de la centrale Grimsel 1E. L'utilisation des ouvrages de retenue du Grimsel et de Räterichsboden comme bassins supérieur et inférieur pour la nouvelle centrale à accumulation par pompage Grimsel 1E modifie l'apport d'eau (eau pompée et turbinée). Aussi, la sécurité de ces ouvrages en cas de crue doit-elle être contrôlée dans le cadre du projet de construction.

7. Répercussions du projet et mesures

Le rapport d'impact sur l'environnement énumère les mesures à prendre par rapport aux répercussions attendues dans les différents domaines. La plupart d'entre elles ne pourront être fixées qu'une fois que le projet de construction sera connu, soit dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire.

Pour pouvoir traiter ensemble toutes les questions relevant de l'écologie des eaux dans l'Oberhasli et réaliser de manière optimale des synergies sur le plan écologique, un ensemble de mesures a été défini dans le cadre des travaux du groupe de suivi du programme d'investissement de KWO plus, lesquelles devront être prises pour l'assainissement des eaux et les projets d'extension. Dans le cadre de la présente décision d'octroi de concession, les mesures relevant de l'écologie des eaux pour la centrale Grimsel 1E sont ordonnées de manière impérative. Ces mesures ont été jugées positives par les services spécialisés et les offices.

Les mesures suivantes relevant de l'écologie des eaux, d'une valeur totale de 1,2 écopoint, doivent être réalisées:

Mesure n° 50 «Revalorisation de la zone alluviale Sytenwald» (0,5 écopoint):

Il s'agit de la revalorisation d'une zone alluviale d'importance nationale. Le déplacement (prolongement) du Hüsenbach favorisera la dynamique naturelle du cours d'eau et des espèces prioritaires que sont la truite de rivière, le chabot et le petit sylvain ainsi que de leurs biotopes.

Mesure n° 93 «Remise à ciel ouvert et revitalisation des eaux du Unterstock» (0,7 écopoint):

La remise à ciel ouvert concerne le Sytelibach et non pas le Soleggbach comme indiqué par erreur dans le dossier de projet. La mesure comprend aussi la revitalisation écologique du tronçon déjà à ciel ouvert du Sytelibach et de ses affluents (Wiesenbach-chaue), la réalisation d'une zone humide dont les rives doivent être aménagées pour être au plus proche de l'état naturel ainsi que la création, aux abords, de biotopes exempts de poissons destinés aux amphibiens.

8. Mise en balance des intérêts en présence

L'impact sur l'environnement du projet d'adaptation et d'extension de la concession globale demeure dans les limites de l'acceptable. Des mesures appropriées de protection, de remise en état et de compensation permettront d'en compenser suffisamment les atteintes. Si les charges ordonnées pour réduire au maximum et éviter les effets négatifs escomptés sont réalisées, les différents intérêts en matière de protection ne devraient être que faiblement touchés. Les impacts sur l'objet n° 1507 «Alpes bernoises et région Aletsch-Bietschhorn (partie nord)» se limitent aux décharges de Gerstenegg. L'installation entièrement souterraine sera réalisée dans la roche.

La sécurité de l'approvisionnement en électricité est le premier élément qui fait contrepoids aux intérêts de protection et de conservation. Le courant éolien et solaire a pour inconvénient de n'être produit que de manière irrégulière, c'est-à-dire qu'il n'est pas toujours disponible quand on en a besoin. Le recours à ce type d'énergie exige parallèlement la mise à disposition des capacités d'accumulation et de régulation requises. La possibilité la plus efficace pour mettre aujourd'hui ces capacités à disposition est d'avoir recours à des centrales d'accumulation par pompage comme celle de Grimsel 1E.

La nouvelle centrale Grimsel 1E, qui s'inscrit dans le programme d'aménagement des centrales Innertkirchen-Räterichsbodensee (projets KWO plus) jusqu'au lac du Grimsel viendra combler la lacune du système entre le lac du Grimsel et le lac de Räterichsboden. L'ensemble du système des installations du Grimsel s'en trouvera optimisé et valorisé.

Par ailleurs, la nouvelle centrale Grimsel 1E apportera une contribution non négligeable à l'amélioration de la protection contre les crues, en ce sens que la turbine-pompe peut résorber les apports d'eau dans le lac de Räterichsboden. Elle permettra non seulement d'éviter les débordements du lac de Räterichsboden et des captages lors d'apports importants et d'améliorer le rendement du système, mais aussi d'augmenter la production d'électricité de 15 à 30 GWh par an, soit jusqu'à dix pour cent de l'objectif de développement fixé dans la stratégie du canton de Berne.

La Stratégie d'utilisation de l'eau du canton de Berne prévoit de promouvoir l'optimisation et l'aménagement des installations dont la production d'énergie est optimale. Par ailleurs, la construction de centrales à accumulation par pompage à proximité des ouvrages de retenue existants est encouragée. La Stratégie d'utilisation de l'énergie hydraulique en Suisse publiée en 2008 par

l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) a notamment pour objectif d'exploiter la force hydraulique de manière durable; à cet effet, l'ensemble des potentiels de transformation et de développement seront mis à profit. Il faut donc, sur la base de cette orientation stratégique, accorder une grande importance à la réalisation de ce projet.

Outre les aspects liés à la gestion de l'énergie, l'économie de la région pèse également dans la balance: près de 75 pour cent de la valeur créée dans les communes d'Innertkirchen, Guttannen et Gadmen provient de KWO. La société emploie environ 530 personnes. La réalisation du programme d'investissement KWO plus générera pendant une très longue période d'importants chiffres d'affaires dans la région et permettra de créer des emplois supplémentaires dans la société et dans d'autres entreprises.

Globalement, les intérêts en faveur du projet ont plus de poids que les intérêts de protection auxquels il n'est que faiblement porté atteinte.

9. Redevances

9.1 Redevances annuelles (taxe d'eau)

9.1.1 Utilisation de la force hydraulique

Pour des installations d'une puissance brute moyenne supérieure à deux mégawatts, la taxe d'eau annuelle s'élève à 100 pour cent du taux maximal par kilowatt de puissance brute moyenne au sens du droit fédéral (art. 35, al. 2 LUE). La redevance maximale fixée selon la législation fédérale s'élève actuellement à 100 francs par kilowatt de puissance brute (art. 49, al. 1 LFH).

La taxe d'eau porte sur la puissance brute moyenne qui peut être atteinte grâce au volume d'eau capté. Si de l'eau est réacheminée au moyen de pompes vers un bassin de retenue en amont, cette eau est exempte de taxe et son volume peut être déduit du volume capté. La détermination des volumes d'eau et le calcul de la puissance brute éventuelle ne peuvent être effectués qu'après la mise en service de l'installation. A l'heure actuelle, on part du principe que les volumes d'eau prélevés s'annulent, qu'aucune prise d'eau supplémentaire ne sera nécessaire et qu'aucune puissance brute ne peut être imputée.

9.1.2 Accumulation par pompage

Pour l'utilisation de l'eau à des fins d'accumulation par pompage, la taxe d'eau est fixée à deux francs par kilowatt de capacité de pompage installée (art. 15, al. 2 DRE). La puissance installée étant en l'occurrence de 150 000 kilowatts, la taxe d'eau s'élève à 300 000 francs.

9.2 Redevances uniques de concession

9.2.1 Utilisation de la force hydraulique

La redevance unique correspond au double de la taxe d'eau annuelle, pour l'utilisation de la force hydraulique (art. 10, lit. a DRE).

Concernant cette utilisation, aucune puissance brute n'est imputable et par conséquent aucune redevance unique n'est due.

9.2.2 Accumulation par pompage

La redevance unique correspond au quintuple de la redevance annuelle de pompage, pour l'accumulation par pompage (art. 10, lit. b DRE).

Les taux susmentionnés s'appliquent à la détermination des redevances pour la durée maximale de concession, qui est de 80 ans. En cas de durée plus courte de la concession, la redevance unique est réduite en proportion (art. 9 DRE). Les redevances sont calculées pour la durée restant jusqu'à l'échéance de la concession globale le 31 décembre 2041, à savoir pour 27 des 80 ans.

10. Relation entre la présente décision d'octroi de concession et la concession globale

KWO ne demande pas de nouvelle concession pour une durée de 80 ans, mais uniquement une adaptation et extension de la concession globale du 12 janvier 1962 qui arrivera à échéance le 1^{er} janvier 2042. La présente décision est une extension du droit d'utilisation de la force hydraulique de l'Aar fixé dans la concession globale. Dans la mesure où la présente décision d'extension de concession ne prévoit pas de dispositions spécifiques, les conditions et dispositions de la concession globale s'appliquent également à la nouvelle centrale Grimsel 1E.

11. Voies de droit

Un recours de droit administratif peut être formé contre la présente décision (art. 46, al. 2 LUE). Le délai de recours commence à courir à compter de la notification formelle de la présente décision. Celle-ci entre en vigueur au terme du délai référendaire s'il n'est pas utilisé ou selon la décision populaire exécutoire.

12. Référendum

La présente décision est soumise au référendum facultatif (art. 62, al. 1, lit. d ConstC).

D Décision

1. Adaptation et extension de la concession globale

La présente décision est une adaptation et extension du droit d'utilisation de la force hydraulique de l'Aar et de ses affluents sur les tronçons définis dans la concession globale du 12 janvier 1962.

Elle inclut également l'autorisation relevant du droit de la pêche requise pour l'extension du droit d'utilisation selon l'article 8, alinéa 3, lettre a LFSP. Le droit d'utilisation pour la nouvelle centrale Grimsel 1E est décrit comme suit:

Utilisation de la force hydraulique de l'Aar et de ses affluents entre le lac du Grimsel (bassin supérieur) et le lac de Räterichsboden (bassin inférieur) avec un débit équipé de 100 m³/s et une puissance installée de 150 MW.

Les cotes des lacs fixées dans la concession restent inchangées, à savoir 1908,74 mètres pour le lac du Grimsel et 1767,0 mètres pour celui de Räterichsboden, soit une hauteur de chute brute exploitable moyenne de 141,7 mètres.

1.1 Dispositions concernant le droit d'utilisation

Demeurent réservées les charges résultant de la procédure d'octroi du permis de construire qui intervient ultérieurement (2^e étape de l'EIE).

2. Mesures relevant de l'écologie des eaux

Les mesures suivantes relevant de l'écologie des eaux, d'une valeur totale de 1,2 écopoint, doivent être réalisées:

Mesure n° 50 «Revalorisation de la zone alluviale Sytenwald: contribution financière au nouveau tracé du Hüsenbach» (0,5 écopoint)

Mesure n° 93 «Remise à ciel ouvert et revitalisation des eaux du Unterstock» (0,7 écopoint)

Si dans le cadre de l'établissement de la demande de permis de construire, il s'avérait qu'une mesure ne peut pas être mise en œuvre, une mesure de même nature de valeur équivalente devra être proposée.

3. Exigences à remplir dans le cadre du projet de construction et de 2^e étape de l'EIE

Lors du traitement du projet de construction et de la 2^e étape de l'étude d'impact sur l'environnement (EIE), il faudra tenir compte

des indications figurant au chiffre 8 de l'évaluation globale de l'impact sur l'environnement de l'Office de la coordination environnementale et de l'énergie du canton de Berne du 14 avril 2014 (annexe) intégrée à la présente décision. Les résultats des investigations et enquêtes requises par les services spécialisés devront figurer dans le rapport de la 2^e étape de l'EIE et seront, si nécessaire, intégrés dans le projet de construction.

Il faudra également respecter les exigences supplémentaires suivantes:

3.1 Aménagement des eaux

Le cahier des charges de la 2^e étape de l'EIE doit en particulier revenir sur les mesures relevant de l'écologie des eaux de l'Unterstock (thèmes: hydrologie, hydraulique, alluvions et protection contre les crues) et l'exécution des nouveaux ouvrages d'amenée et de déversement dans les lacs du Grimsel et de Räterichsboden.

3.2 Sécurité des ouvrages d'accumulation

Il faut vérifier, en cas de crues, la sécurité des ouvrages de retenue du Grimsel et de Räterichsboden comme bassin supérieur et inférieur de la nouvelle centrale à accumulation par pompage Grimsel 1E. Si elle s'avère insuffisante, il s'agira de concevoir des mesures d'amélioration.

3.3 Protection du paysage/Plan sectoriel EDT

Si le plan de quartier «Gerstenegg» devait finalement ne pas voir le jour, il faudrait intégrer la décharge «Gerstenegg Centre» prévue à la procédure d'octroi du permis de construire de la 2^e étape.

La prise de position écrite de la conférence régionale de l'Oberland-Est concernant le plan de gestion des matériaux doit être fournie au plus tard dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire comprenant une EIE (cahier des charges de la 2^e étape de l'EIE). Une coordination avec la région s'impose en particulier dans le cas de la décharge de Gerstenegg (volume et périmètre à combler, adaptation du plan directeur).

Outre les points soulevés «Abfälle/Materialbewirtschaftung (Verifizierung)», le cahier des charges de la 2^e étape de l'EIE devra être complété comme suit:

- Coordination du plan de gestion des matériaux (PGM) avec les projets de KWO «Revalorisation des centrales Handeck 2 et Innertkirchen 1» et «Grimsel 3» (décharge de Gerstenegg)
- Coordination du plan de gestion des matériaux (PGM) avec la conférence régionale de l'Oberland-Est
- Soumission du plan de gestion des matériaux (PGM) à la Commission cantonale EDT, préalablement convenu avec l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT).

4. Annexe à la décision globale

Evaluation globale de l'impact sur l'environnement de l'Office de la coordination environnementale et de l'énergie du canton de Berne (OCEE) du 14 avril 2014.

5. Référendum facultatif et publication conformément à l'article 20 OEIE

Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif (art. 62 ConstC) et doit faire l'objet d'une publication dans la Feuille officielle du Jura bernois et dans la Feuille officielle d'avis (art. 5, al. 1 OCEIE).

E Taxes et émoluments

1. Taxe d'eau (redevances annuelles)

La taxe d'eau annuelle est intégrée, après la mise en service de l'installation, dans le calcul pour la concession globale et fait l'objet d'une décision.

La redevance annuelle pour l'accumulation par pompage s'élève à 300 000 francs.

L'intérêt commence à courir à compter de la date de mise en service de l'installation qui a été fixée dans le procès-verbal de réception de l'ouvrage. Sont réservés de nouveaux calculs de la puissance brute, les modifications du taux de la taxe d'eau ou du mode de calcul en raison de l'évolution des conditions ou en vertu de modifications législatives.

2. Redevances uniques

Aucune redevance n'est due pour l'utilisation de la force hydraulique.

En vertu de l'article 34 LUE et des articles 9 et 10 DRE, la redevance unique pour l'accumulation par pompage s'élève à 506 250 francs.

La redevance doit être versée dans les 30 jours à compter de la notification de la présente décision (facturation par courrier séparé).

En cas de retard de paiement dans l'acquittement de la redevance, un intérêt moratoire correspondant au taux applicable à l'impôt cantonal direct sera dû en vertu de l'article 5, alinéa 2 DRE. Les émoluments administratifs pour la présente décision sont les suivants:

Etablissement de la décision d'octroi de concession	CHF 5 730.–
Evaluation de l'impact sur l'environnement	CHF 4 470.–
Etablissement des rapports officiels et techniques	CHF 4 400.–
Total	CHF 14 600.–

Le montant total sera exigible à l'entrée en force de la présente décision et sera facturé par courrier séparé.

F Notification et copies pour information

1. Notification

- Kraftwerke Oberhasli AG (KWO), Grimselstrasse 19, 3862 Innertkirchen
- Commune municipale d'Innertkirchen, 3862 Innertkirchen
- Commune municipale de Guttannen, 3864 Guttannen

2. Copies pour information

- Office des ponts et chaussées (OPC), arrondissement d'ingénieur en chef I, Thoune
- Office de l'agriculture et de la nature (OAN – IP, SPN, IC), Münsingen
- Office des forêts (OFOR – Domaine droit forestier et Division des dangers naturels), Berne et Interlaken
- Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT – Aménagement aux niveaux local et régional et Service des constructions), Berne
- beco Economie bernoise, Immissions, Berne
- Office fédéral de l'environnement (OFEV – Section EIE et organisation du territoire), Berne
- Office fédéral de l'énergie (OFEN – Force hydraulique, Barrages), Berne
- Office de la coordination environnementale et de l'énergie (OCEE – Energie et environnement), Berne
- Office des eaux et des déchets (OED – Service des autorisations et Section Force hydraulique), Berne

G. Voies de recours

La présente décision globale peut être attaquée dans les 30 jours à compter de sa notification auprès du Tribunal administratif du canton de Berne, Speichergasse, 3011 Berne. Le recours de droit administratif, présenté au moins en quatre exemplaires, doit comporter les conclusions, l'indication des faits, des moyens de

preuve et des motifs, et il doit être muni d'une signature valable. La décision attaquée et les moyens de preuve disponibles doivent être joints.

Annexe

- Evaluation globale de l'impact sur l'environnement du 14 avril 2014

EIE: Evaluation globale de l'impact sur l'environnement

1. Description du projet et procédure

1.1 Description du projet

Le projet KWO plus «Centrale Grimsel 1E» s'inscrit dans le programme d'aménagement de conduites d'eau parallèles, tel qu'il est actuellement en cours de réalisation sur le tronçon Lac de Räterichsboden–Handeck–Innertkirchen (projet Tandem). La centrale Grimsel 1E sera raccordée aux deux lacs de retenue du Grimsel et de Räterichsboden. Il n'y a aucun lien avec un éventuel agrandissement du lac du Grimsel.

Pour la réalisation de cet ouvrage entièrement souterrain, il sera possible d'utiliser des infrastructures déjà en place (galeries d'accès et lignes à haute tension pour le transport de l'énergie). Seront construits les conduites d'eau, la centrale proprement dite ainsi que les raccordements aux galeries d'accès existantes. Les quelque 220 000 m³ de matériaux d'excavation compacts nécessiteront un volume de décharge d'environ 330 000 m³.

La nouvelle installation destinée à l'accumulation par pompage permettra d'éliminer le goulet d'étranglement au niveau de la centrale en place entre le lac du Grimsel et le lac de Räterichsboden et donc d'optimiser l'utilisation de l'eau de ces deux ouvrages de retenue. La pompe de la centrale Grimsel 1E pourra résorber la charge due à des apports d'eau importants dans le lac de Räterichsboden, dont la contenance est relativement faible. L'eau des débordements qui pourront être ainsi évités et l'amélioration du rendement du système permettront de produire environ 30 GWh d'énergie supplémentaire dans la centrale Grimsel 1E. La puissance prévue de la machine est de 150 MW. Les frais d'investissement se monteront à quelque 155 millions de francs. La durée des travaux sera de quatre ans.

Le projet de concession «Grimsel 1E» n'a pas fait l'objet d'une enquête préliminaire avec cahier des charges en prévision de l'enquête proprement dite. Le présent rapport de la 1^{re} étape de l'EIE inclut le cahier des charges de la 2^e étape de l'EIE.

2. Evaluation de l'impact sur l'environnement du projet de concession

Nous résumons ci-après les indications et conclusions des rapports officiels et spécialisés des services compétents (joints en annexe), en les assortissant au besoin d'un commentaire. Sur la base de ces données et de ces considérations, nous établissons une évaluation globale de l'impact sur l'environnement (point 4).

2.1 Dangers naturels

Compétente en matière d'avalanches et de mouvements de terrain, la *Division des dangers naturels de l'Office des forêts* (5) constate que l'évaluation de l'importance de ces phénomènes ne concerne cependant que les parties qui se trouvent en surface (installations de chantier, décharges). Des mesures de protection appropriées permettent de parer les risques et les conflits prévisibles. La Division des dangers naturels approuve sans réserve l'octroi de la concession.

L'arrondissement d'ingénieur en chef I de l'Office des ponts et chaussées (4) compétent en matière de risques liés aux eaux

(inondations, laves torrentielles, etc.) observe que l'ensemble des dangers ont été consignés. Il approuve le projet sous réserve de l'élaboration d'un plan d'alarme et de sauvetage pour la phase de construction (cf. point 8).

2.2 Protection contre les immissions (protection de l'air, contre le bruit et les vibrations)

La Protection contre les immissions du beco (1) fait observer que, du point de vue de la protection de l'air et de la protection contre le bruit et les vibrations, rien ne s'oppose à l'octroi de la concession dans le cadre de la 1^{re} étape de l'EIE (procédure d'octroi d'une concession). Seule la pollution de l'air engendrée par les transports sur le chantier est pertinente lors de la 2^e étape de l'EIE (cf. point 8).

2.3 Conservation de la forêt

L'Etat-major de l'Office des forêts (OFOR) (2) constate que le projet utilise en partie une zone forestière. La majorité des constructions étant cependant souterraines, les zones en surface ne seront utilisées que temporairement pendant la phase de construction. Pratiquement aucun défrichement supplémentaire n'est nécessaire, car les emplacements requis pour les installations de chantier et les décharges se situent exclusivement sur des surfaces déjà défrichées dans le cadre d'autres projets. Du point de vue de la conservation de la forêt, les impacts du projet sont minimes. Mais cet aspect ne pourra être évalué et examiné définitivement que dans le cadre de la 2^e étape de l'EIE, et ce sur la base d'une demande de défrichement détaillée avec des compensations (délais), du projet de construction et des demandes d'autres dérogations (non-respect de la distance à la forêt). L'OFOR peut envisager d'accorder la dérogation de défrichement (surfaces déjà défrichées) et de reboisement de compensation (reboisement retardé) conformément à la présente étape de l'EIE. Cela vaut également pour la dérogation portant sur la réduction de la distance par rapport à la forêt (exception selon l'art. 26, al. 1 LCFo). Du point de vue de la conservation de la forêt, le projet est compatible avec l'environnement au terme de la 1^{re} étape de l'EIE.

2.4 Pêche et écologie des eaux

L'Inspection de la pêche (3) est d'avis que, dans la phase d'exploitation, le présent projet n'entraîne aucune modification importante du régime des eaux concernées. Les éventuelles répercussions pendant sa phase de construction peuvent être réduites au minimum grâce à des mesures appropriées. L'Inspection de la pêche salue les mesures de compensation prévues relevant de l'écologie des eaux et estime que le projet ne pose pas de problèmes dans son domaine de compétence. Elle considère que le projet remplit les exigences de la législation sur la pêche et qu'il est donc compatible avec l'environnement, assorti de conditions et charges.

Commentaire de l'OCEE: Nous avons renoncé à inclure les conditions, les charges et les indications de l'Inspection de la pêche dans notre évaluation globale car elles concernent la procédure d'octroi du permis de construire, qui intervient ultérieurement. Elles devront le cas échéant être complétées et précisées au cours de la 2^e étape de l'EIE.

2.5 Faune, flore et habitats naturels

Le Service de la promotion de la nature (SPN) de l'OAN (6) déclare pouvoir en principe reprendre à son compte les constats du rapport de l'EIE. Il ne peut cependant pas exclure que la construction et l'éventuel assainissement des installations souterraines puissent se traduire par un drainage des biotopes marécageux et des eaux de surface. Le SPN évalue le projet comme étant compatible avec l'environnement par rapport à la faune et à la flore conformément à la présente étape de l'EIE, mais ce unique-

ment à condition qu'il ne porte pas atteinte au régime des eaux de surface du site marécageux. Il faudra prouver que cette condition est remplie au cours de la 2^e étape de l'EIE (cf. point 8).

2.6 Protection du gibier (oiseaux et faune)

L'Inspection de la chasse (7) constate que le projet n'a qu'une influence minime sur la faune et les oiseaux. Elle approuve le projet de concession assorti d'une demande pour la phase de construction (cf. point 8).

2.7 Protection des eaux et déchets

Dans son rapport officiel, l'Office des eaux et des déchets (OED) (8) se prononce sur les aspects suivants: protection des eaux dans l'industrie et l'artisanat, élimination des déchets et matières premières, protection du sol et écologie des eaux. Dans l'ensemble, il conclut que le projet est compatible avec l'environnement conformément à la 1^{re} étape. Il formule cependant diverses exigences qui concernent le projet de construction, c'est-à-dire le rapport de la 2^e étape de l'EIE (cf. point 8).

2.8 Protection des paysages et plan sectoriel EDT

L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) (9) constate que le projet produira quelque 330 000 m³ de matériaux provenant d'excavations, lesquels seront déposés dans la décharge de Gerstenegg. Mais comme cette décharge est trop petite pour accueillir l'intégralité de ces matériaux, l'OACOT considère que l'octroi de la concession n'est pas compatible avec l'environnement en matière de protection des paysages et de plan sectoriel EDT. L'OACOT ne pourrait rendre un avis favorable que si un plan de gestion des matériaux actualisé prouvait qu'un volume de décharge supplémentaire suffisant était à disposition (présentation d'un projet alternatif).

Commentaire de l'OCEE: Dans sa lettre du 21 janvier 2014, KWO confirme qu'il y a suffisamment de volume dans la décharge pour les matériaux d'excavation provenant du projet «Centrale Grimsel 1E». Ces derniers seront déposés dans les décharges Gerstenegg Nord et Centre prévues pour le projet de Centrale d'accumulation par pompage Grimsel 3 qui a été mis en suspens. En cas d'exploitation ultérieure de la concession de cette dernière, KWO devra montrer comment entreposer les matériaux d'excavation de manière compatible avec l'environnement. Par la suite, l'OACOT a approuvé la réalisation du projet «Centrale Grimsel 1E» par son courriel du 29 janvier 2014 (9a), et ce sous réserve d'un avis positif au sens de l'article 6 LPN et de l'approbation globale des mesures de rétablissement de l'état conforme et de compensation par tous les services spécialisés compétents en matière de biosphère. Par conséquent, les charges formulées par l'OACOT (9) concernant le plan de gestion des matériaux actualisé sont superflues.

2.9 Consultation de l'OFEV

Nous avons transmis le projet de la présente évaluation globale, avec les avis des divers services cantonaux spécialisés, pour consultation à l'OFEV.

L'OFEV (10) relève que le site marécageux et le bas-marais d'importance nationale doivent être conservés intacts. Il s'agira de le démontrer lors de la 2^e étape de l'EIE. Sinon, il n'a ni objection ni réserve à formuler concernant le projet. L'OFEV soutient les propositions des différents services spécialisés cantonaux. Les demandes qu'il a exprimées pour la 2^e étape de l'EIE figurent au point 8.

3. Coordination avec d'autres procédures d'autorisation

Pour que la concession globale du 12 janvier 1962 puisse être adaptée, le projet requiert une autorisation relevant du droit de la

pêche selon l'article 8 de la loi fédérale sur la pêche (LFSP), une autorisation de défrichement au sens de l'article 5 de la loi fédérale sur les forêts (LFo) et une dérogation pour la réalisation de constructions et d'installations en dehors de la zone à bâtir au sens de l'article 24 de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT). L'Inspection de la pêche accepte en principe que cette autorisation soit octroyée moyennant le respect de certaines conditions et charges découlant de la 2^e étape de l'EIE (procédure d'octroi du permis). L'OFOR peut envisager d'octroyer une dérogation pour les défrichements nécessaires et les reboisements compensatoires ainsi que pour la réduction de la distance par rapport à la forêt selon l'article 26, alinéa 1 LCFo. Doivent toutefois demeurer réservées les éventuelles charges découlant de la 2^e étape de l'EIE.

La dérogation pour la réalisation de constructions et d'installations en dehors de la zone à bâtir au sens de l'article 24 LAT sera requise ultérieurement avec d'éventuelles autres autorisations spéciales ou dérogations dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire (2^e étape de l'EIE).

4. Evaluation globale de l'impact sur l'environnement

Selon les évaluations auxquels les divers services spécialisés ont procédé dans leurs domaines respectifs, les effets néfastes de l'octroi d'une concession au projet «Centrale Grimsel 1E» demeurent dans les limites de l'acceptable pour tous les domaines environnementaux. Nous rejoignons l'avis des services spécialisés selon lequel l'octroi de la concession ne contreviendra probablement à aucune disposition du droit sur la protection de l'environnement.

Pour ce faire, il est indispensable que les constructions ne portent pas atteinte au régime des eaux de surface du site marécageux et des biotopes. Il s'agira de le démontrer lors de la 2^e étape de l'EIE. Le projet «Centrale Grimsel 1E» tel qu'il a été présenté en vue de l'octroi d'une nouvelle concession laisse néanmoins des questions ouvertes, auxquelles il conviendra de répondre dans le cadre de la 2^e étape de l'EIE. C'est à ce moment-là qu'il conviendra également de préciser les mesures ordonnées. Au stade actuel, tout porte à croire que le projet pourra être réalisé dans le respect de l'environnement. Nous pouvons dès lors conclure qu'au terme de la 1^{re} étape de l'EIE le projet «Centrale Grimsel 1E» est compatible avec la protection de l'environnement et le sera probablement lors de la 2^e étape de l'EIE.

5. Proposition au sens de l'article 13, alinéa 3 OEIE

La nouvelle concession demandée pour le projet «Centrale Grimsel 1E» de KWO est compatible avec la protection de l'environnement. Nous proposons à l'autorité directrice d'inclure les conditions et charges ci-après (points 6 et 7) dans sa décision.

6. Conditions

Aucune.

7. Charges

1. Les indications contenues dans les rapports officiels et spécialisés des services compétents concernant la 2^e étape de l'EIE seront prises en compte dans l'étude de projet détaillée et lors de l'établissement du rapport de la 2^e étape de l'EIE (cf. point 8).
2. Demeurent réservées les charges résultant de la procédure d'octroi du permis de construire qui intervient ultérieurement ainsi que les autorisations spéciales requises pour la 2^e étape de l'EIE.

8. Exigences relatives au projet de construction et à la 2^e étape de l'EIE

Les services spécialisés impliqués approuvent en principe le cahier des charges proposé dans le rapport de la 1^{re} étape de l'EIE pour les études environnementales de la 2^e étape de l'EIE (procédure d'octroi du permis de construire). Il importe de prendre en compte les indications suivantes qui découlent du cahier des charges ou du projet de construction.

1. Généralités: Les investigations et enquêtes demandées seront menées en temps voulu. Il faudra faire appel à un spécialiste de la protection de l'environnement. Leurs résultats devront figurer dans le rapport de la 2^e étape de l'EIE et ils seront, le cas échéant, intégrés dans le projet de construction (mesures de protection contre les dangers naturels, p. ex.). La concessionnaire clarifiera à temps les éventuelles imprécisions après avoir consulté les services spécialisés compétents.
2. Mesures d'ordre général: Toutes les mesures prévues dans le rapport d'impact de la 1^{re} étape devront être examinées et éventuellement être décrites en détail dans la 2^e étape de l'EIE. Les mesures de protection, de rétablissement de l'état conforme et de compensation éventuellement nécessaires sont à prévoir.
3. Plan de sécurité contre les dangers naturels: Un plan de sécurité sera élaboré, qui contiendra des mesures portant sur l'organisation et la technique de construction, afin de garantir la sécurité des ouvriers pendant toute la durée des travaux (plan d'alarme et de sauvetage).
4. Drainage des marais: Il importe de clarifier s'il y a un risque de modification du régime des eaux qui pourrait porter atteinte au site marécageux et à ses biotopes. Si ce risque existe, il faut faire appel à Monsieur Roland Hab, spécialiste reconnu dans le domaine des marais, pour une expertise, en tirer les conclusions qui s'imposent et prévoir les mesures nécessaires.
5. Protection de l'air durant la phase de construction et les prestations de transport: L'ampleur et les conséquences des prestations de transports sur l'hygiène de l'air ainsi que les mesures éventuelles à prendre seront présentées dans le rapport de la 2^e étape de l'EIE.
6. Pour les installations utilisant des liquides de nature à polluer les eaux (huile hydraulique, p. ex.), il convient de fournir un schéma de l'installation et des mesures de sécurité prévues afin d'assurer la rétention des liquides dangereux en cas d'accident.
7. La requérante devra prouver que, lors de la vidange des machines et des systèmes hydrauliques, aucune huile ne pourra se déverser (voir aussi rapport technique, page 11).
8. Les possibles zones de fuite d'eau en contact avec de l'huile doivent être spécifiées, de même que les systèmes d'évacuation des eaux correspondants (voir aussi rapport de la 1^{re} étape de l'EIE, page 22).
9. Les systèmes auxiliaires équipant la centrale destinés à l'alimentation des machines en huile de lubrification, en eau de refroidissement et en eau d'extinction sont à documenter.
10. La requérante devra prouver qu'en cas d'accident les liquides de nature à polluer les eaux seront retenus sur place dans la centrale.
11. Plan d'évacuation des eaux: Il convient d'élaborer un plan détaillé d'évacuation des eaux en tenant compte des autres mesures éventuellement exigées. Il contiendra également le

traitement des eaux de chantier en matière de substances non dissoutes totales, pH, hydrocarbures et éventuellement de nitrite.

12. Concernant le nitrite (avancement à l'explosif pour creuser les galeries), il faudra indiquer les quantités qui pourraient s'échapper dans l'environnement, le système de surveillance et les mesures qui seront mises en œuvre en cas de dépassement des conditions de restitution.
13. Les indications concernant la protection de l'air figurant dans le rapport de la Protection contre les immissions du beco (1) sont à prendre en considération dans les travaux ultérieurs.
14. Protection du gibier: Les éventuelles interventions de transport par hélicoptère (lieux survolés, heures de la journée) doivent être déterminées suffisamment tôt avec le garde-faune compétent (Rudolf Rohrbach, 079 222 40 04).
15. La demande de défrichement doit être établie conformément aux directives de l'Etat-major de l'Office des forêts (OFOR) (2) et de l'OFEV (10). Indication importante: les surfaces qui seront utilisées pour les installations de chantier et les décharges pendant la phase de construction étaient à l'origine en partie recouvertes de forêt. Etant donné que ces surfaces sont actuellement occupées pour des projets en cours et que le défrichement a donc déjà été opéré, les travaux auront pour unique conséquence le retardement du reboisement. Il est par conséquent approprié, dans la matrice d'identification des impacts du rapport de la 1^{re} étape de l'EIE, de faire figurer la mention «effets possibles» sous les conséquences de la construction pour la forêt et de clarifier les détails dans le rapport de la 2^e étape de l'EIE. Puisqu'il s'agit d'un nouveau projet de construction, il n'est pas possible, comme mentionné dans le rapport de la 1^{re} étape de l'EIE (point 3.14.2, page 25), d'approuver tout simplement la prolongation de l'autorisation de défricher et de l'échéance du reboisement de compensation. Il reste à apporter la preuve des conditions préalables au défrichement pour ce projet concret et de la nécessité d'utiliser l'ensemble de ces surfaces. L'OFOR octroie une nouvelle autorisation de défricher dans le cadre du permis de construire (2^e étape de l'EIE). Le cahier des charges de la 2^e étape de l'EIE indique que la forêt est un domaine spécialisé qui doit encore être traité (point 4.2.5, page 32). Ce traitement ne peut cependant pas uniquement prendre la forme d'une demande de défrichement. Il convient de démontrer que l'emplacement de la centrale est imposé par sa destination et qu'il est nécessaire de défricher sur ce site.
16. Une dérogation pour non-respect de la distance à la forêt doit être établie (art. 17 LCFor).
17. Un plan de gestion et d'élimination des matériaux aussi détaillé que possible doit être établi suffisamment tôt, compte tenu de l'endroit isolé du chantier, des longs trajets de transport et des grandes quantités de matériaux. Si l'ensemble des matériaux d'excavation devaient être entreposés, il convient d'expliquer en détail les raisons pour lesquelles ils ne peuvent être valorisés de manière économique.

9. Remarques finales

9.1 Emoluments

En application de l'ordonnance du 22 février 1995 sur les émoluments de l'administration cantonale, un émolument est perçu pour nos travaux. Dans le cas présent, cet émolument se monte à CHF 4470.- (27 heures à CHF 170.- et 2 heures à CHF 90.-). Nous envoyons la facture à l'autorité directrice par courrier séparé.

9.2 Communication de l'évaluation globale et de la décision concernant l'EIE

Nous signalons à l'autorité directrice que la décision concernant l'EIE doit être publiée dans la Feuille officielle cantonale et dans la Feuille officielle d'avis, avec indication de l'endroit où les documents peuvent être consultés (art. 15 OEIE).

Nous prions l'autorité directrice de faire parvenir en temps voulu une copie de la décision de concession aux services de la protection de l'environnement ayant pris part à l'évaluation, y compris l'OFEV.

Annexe

Evaluations partielles des services compétents en matière de protection de l'environnement

- (1) beco, Protection contre les immissions
Rapport spécialisé du 4 novembre 2013
- (2) Office des forêts, Etat-major
Rapport spécialisé du 29 novembre 2013
- (3) OAN/Inspection de la pêche
Rapport officiel du 29 novembre 2013
- (4) Office des ponts et chaussées
Arrondissement d'ingénieur en chef I
Rapport spécialisé du 11 novembre 2013
- (5) Office des forêts, Division des dangers naturels
Rapport spécialisé du 12 novembre 2013
- (6) OAN/Promotion de la nature
Rapport spécialisé du 12 décembre 2013
- (7) OAN/Inspection de la chasse
Prise de position du 17 décembre 2013
- (8) Office des eaux et des déchets
Rapport officiel du 14 janvier 2014
- (9) Office des affaires communales et de l'organisation du territoire, Service de l'aménagement local et régional
Rapport spécialisé du 14 janvier 2014
Courriel du 29 janvier 2014 (9a)
- (10) OFEV, section EIE et organisation du territoire
Prise de position du 11 avril 2014

723 Convention d'amortissement entre les Forces motrices de l'Oberhasli SA et le canton de Berne concernant la construction de la centrale Grimsel 1E; autorisation de signer la convention

1. Objet

Parallèlement à l'adaptation et à l'extension de la concession globale du 12 janvier 1962 pour une nouvelle centrale Grimsel 1E entre le lac du Grimsel et celui de Räterichsboden, il s'agit de conclure, entre les Forces motrices de l'Oberhasli SA et le canton de Berne, une convention d'amortissement réglant les détails d'une indemnité à verser par ce dernier à la concessionnaire s'il fait valoir son droit de rachat des installations avant l'expiration de la concession ou ne renouvelle pas la concession après la durée restante de 22 ans.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 22 décembre 1916 sur l'utilisation des forces hydrauliques (loi sur les forces hydrauliques, LFH; RS 721.80), article 67, alinéa 4

- Loi du 23 novembre 1997 sur l'utilisation des eaux (LUE; RSB 752.41)

3. Approbation et autorisation de signer la convention

- 3.1 Le Grand Conseil prend connaissance du rapport.
- 3.2 La convention d'amortissement est approuvée dans la version présentée le 5 décembre 2013.
- 3.2 Le Conseil-exécutif est autorisé à signer la convention.

770 Barrage de Port: remplacement du système de commande et adaptation des installations électriques et mécaniques; crédit d'engagement pluriannuel

1. Objet

Le crédit brut demandé, de 3 090 000 francs, doit permettre de remplacer le système de commande du barrage de Port, mis en place il y a vingt ans. Dans le cadre de ce projet, de nombreuses adaptations des installations électriques et mécaniques sont également prévues.

2. Bases légales

- Loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (loi sur l'aménagement des eaux, LAE; RSB 751.11), article 4, alinéa 3
- Ordonnance du 15 novembre 1989 sur l'aménagement des eaux (OAE; RSB 751.111.1), article 2a, alinéa 1
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (OO TTE; RSB 152.221.191), article 10
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFF; RSB 621.1), articles 136 ss
- Convention intercantonale de 1985 concernant la 2^e correction des eaux du Jura (RS 721.61), articles 1 et 9

3. Coûts, nouvelles dépenses

Niveau des prix: janvier 2014

<i>Coût total (y c. TVA de 8%)</i>	CHF 3 500 000.–
se décomposant comme suit:	
– Avant-projets	CHF 300 000.–
– Transformation des éléments du système d'entraînement du pertuis 5	CHF 110 000.–
– Réalisation des installations de remplacement et adaptations	CHF 2 675 320.–
– Réserve, imprévus (15% des coûts de réalisation)	CHF 414 680.–
<i>Montant déterminant en matière d'autorisation de dépenses selon l'article 143 OFF</i>	CHF 3 500 000.–
<i>./. Dépenses pour les avant-projets (approuvées par ACE n° 511/2012)</i>	– CHF 300 000.–
<i>Crédit à approuver (montant brut)</i>	CHF 3 200 000.–

Il s'agit de dépenses nouvelles uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

Le présent arrêté autorise également les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFF).

4. Type de crédit/compte/exercice

Crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP. Il est en principe relayé par les paiements suivants, inscrits au budget et au plan financier:

Groupe de produits: 09.17.9100 Eaux et déchets

Compte	Unité d'imputation	Exercice	Montant
503900	910020200 Installations de régulation	jusqu'ici	CHF 410 000.–
503900	910020200 Installations de régulation	2014	CHF 309 000.–
503900	910030950 II ^e CEJ	2014	CHF 309 000.–
503900	910020200 Installations de régulation	2015	CHF 927 000.–
503900	910030950 II ^e CEJ	2015	CHF 927 000.–
503900	910020200 Installations de régulation	2016	CHF 309 000.–
503900	910030950 II ^e CEJ	2016	CHF 309 000.–
<i>Total</i>			<i>CHF 3 500 000.–</i>

5. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire facultative.

768 Université de Berne Remise en état, Mittelstrasse 43 Crédit d'engagement pluriannuel pour la réalisation

1. Objet

Par arrêté du 9 juin 2011, le Grand Conseil a approuvé l'achat de deux bâtiments appartenant aux Chemins de fer fédéraux (CFF) à Berne pour les affecter à l'Université de Berne, à condition que les dépenses relatives à leur rénovation et à leur mise à disposition ne dépassent pas 54 millions de francs. Idéalement situés dans le quartier de la Länggasse, les deux bâtiments administratifs se trouvent à proximité de la plupart des locaux actuels de l'Université. Les profits et risques seront transférés au canton le 31 décembre 2014.

Le crédit demandé, d'un montant de 39 450 000 francs (crédit total de CHF 45 600 000.–, desquels sont déduits les coûts des études préliminaires et d'étude déjà approuvés de CHF 6 150 000.–, doit permettre de réaliser les travaux de rénovation.

L'investissement global (achat et rénovation) sera subventionné par la Confédération à hauteur de 5 250 180 francs pour l'achat et en principe à hauteur de 6 300 000 francs pour la rénovation. Ces montants pourront être déduits des dépenses à autoriser.

2. Bases légales

- Loi fédérale du 8 octobre 1999 sur l'aide aux universités et la coopération dans le domaine des hautes écoles (LAU; RS 414.20)
- Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni; RSB 436.11), articles 62 et 63
- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (LOCA; RSB 152.01), article 33
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (OO TTE; RSB 152.221.191), article 14
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFF; RSB 621.1), articles 136 ss

3. Coûts; dépenses nouvelles

Niveau des prix au 1^{er} avril 2011 (au moment de l'approbation de l'achat par le Grand Conseil), indice des prix de la construction dans l'Espace Mittelland = 124,5 points.

<i>Coût total</i>	<i>CHF 45 600 000.–</i>		
Comprenant:			
Mesures de construction	CHF 15 150 000.–		
Mesures énergétiques	CHF 7 650 000.–		
Renforcement parasismique	CHF 970 000.–		
Protection contre le feu	CHF 1 350 000.–		
Installations techniques du bâtiment	CHF 13 240 000.–		
Travaux d'aménagement extérieurs	CHF 760 000.–		
Equipements d'exploitation/aménagement	CHF 1 280 000.–	CHF 40 400 000.–	
Total intermédiaire des travaux de base		CHF 40 400 000.–	
En sus:			
Réserve direction technique générale 3%	+ CHF 1 200 000.–		
Réserve OIC 3%	+ CHF 1 200 000.–		
Réserve TTE 7%	+ CHF 2 800 000.–		
./.. dépenses déjà approuvées pour des études préliminaires (crédit OIC du 29 février 2012 et ACE n°1831/2012)	– CHF 970 000.–		
<i>Montant du crédit déterminant pour l'autorisation de dépenses conformément à l'article 143 OFP</i>		<i>CHF 44 630 000.–</i>	
./.. dépenses déjà approuvées pour l'étude de projet (AGC du 23 janvier 2013)	– CHF 5 180 000.–		
<i>Crédit à approuver</i>		<i>CHF 39 450 000.–</i>	

Il s'agit de dépenses nouvelles et uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

Le présent arrêté autorise les coûts supplémentaires liés au renchérissement (art. 54, al. 3 LFP et art. 151 OFP).

Des subventions fédérales seront allouées pour l'investissement global (achat et rénovation). Le Département fédéral de l'intérieur (DFI) a, par décision du 21 décembre 2012, octroyé un montant de 5 250 180 francs pour l'achat. Quant à la remise en état, on peut tabler sur un montant évalué à 6 300 000 francs compte tenu de la confirmation du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) du 7 avril 2014.

4. Nature du crédit/compte/exercice

Groupe de produits: Evolution du parc immobilier (n° 09.15.9120)

Il s'agit d'un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP.

Il sera relayé en principe par les paiements ci-après, sous réserve de l'approbation des budgets, qui sont inscrits au budget et dans le plan intégré mission-financement de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie:

Compte	Exercice/Montant		
4980 503100 Office des immeubles et des constructions	2012/13	CHF	1 300 000.–
Transformation de biens-fonds du patrimoine administratif	2014	CHF	2 500 000.–
	2015	CHF	3 500 000.–
	2016	CHF	18 000 000.–
	2017	CHF	19 200 000.–
	2018	CHF	1 100 000.–

5. Conditions

Les mesures supplémentaires mentionnées au point 3.3.3 du rapport peuvent être réalisées aux conditions suivantes:

- Elles peuvent être financées par des économies réalisées sur les travaux de base.
- Elles peuvent être financées par des réserves non utilisées de la direction technique générale ou de l'OIC.
- Elles ne peuvent pas être financées par la réserve TTE qui sert uniquement à couvrir les risques liés au projet ou les imprévus et non pas des mesures supplémentaires.

6. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire facultative.

Direction de la police et des affaires militaires

780 Office de la population et des migrations (OPM); hébergement et encadrement des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA) dans le canton de Berne

Crédits d'engagement pluriannuels allant de 2015 à 2019; autorisations de dépenses; crédits d'objet pour l'hébergement des RMNA et pour l'institution de curatelles de représentation et de tutelles en leur faveur (arrêté collectif)

1. Objet

En raison des exigences de la protection et du bien de l'enfant, les RMNA doivent bénéficier d'un hébergement et d'un encadrement, indépendamment du déroulement de leur procédure d'asile. Se fondant sur les travaux du groupe de travail interdirectionnel sur l'hébergement spécial, le Conseil-exécutif a redéfini l'organisation et les compétences de ce domaine (ACE 746/2014).

Ainsi, dès 2015, l'OPM devra assurer la gestion d'un hébergement collectif pour RMNA. Selon l'option «spécialisée», choisie par le Conseil-exécutif, l'exploitant de la structure d'hébergement devra gérer un réseau d'organisations et de familles d'accueil à même d'offrir un hébergement et un encadrement aux RMNA ayant des besoins particuliers. Pour l'Etat, cette solution est la plus économique permettant de garantir le bien et la protection de l'enfant, ainsi que le prévoit la Constitution. Dès 2015, l'institution de curatelles de représentation et de tutelles en faveur des RMNA incombera à l'autorité cantonale de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA).

Le Conseil-exécutif propose donc au Grand Conseil d'accorder, pour les années 2015 à 2019, un premier crédit d'engagement pluriannuel (crédit A) pour l'hébergement des RMNA dans le canton de Berne, ainsi qu'un deuxième crédit d'engagement pluriannuel (crédit B) pour l'institution et la gestion de curatelles de représentation et de tutelles en faveur de ces personnes.

2. Bases légales

- Constitution cantonale du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1), articles 62, alinéa 1, lettre c, 76, lettre e, et 89, alinéa 2, lettre b
- Loi du 26 juin 1998 sur l'asile (LAsi; RS 142.31), articles 17, alinéa 3, 28, alinéa 2, et 80 ss
- Loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20), article 3, alinéa 1
- Ordonnance du 14 octobre 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (OILFAE; RSB 122.201), article 7, alinéa 1
- Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC; RS 210), articles 306 ss, 327 ass, 404 et 440
- Loi du 1^{er} février 2012 sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA; RSB 213.316), articles 2, alinéa 1, et 40 ss
- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01), articles 29 et 30
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires

(ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 11

- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (ordonnance d'organisation JCE, OO JCE; RSB 152.221.131), article 1
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 43 ss, 47, 48, alinéa 1, lettre a, et 50, alinéa 3
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 136, 139, 146 et 152

3. Nature de la dépense et qualification juridique

L'hébergement des RMNA (crédit A), ainsi que l'institution et la gestion de tutelles et de curatelles de représentation en leur faveur (crédit B), constituent des dépenses périodiques nouvelles (art. 47 et 48, al. 1, lit. a LFP).

4. Montants déterminants

Crédit à autoriser A	Hébergement des RMNA (nouveau, périodique)	CHF	3 600 000.–
Crédit à autoriser B	Institution de curatelles de représentation et de tutelles pour les RMNA (nouveau, périodique)	CHF	350 000.–
	Total	CHF	3 950 000.–

5. Nature des crédits, comptes, groupes de produits et exercices comptables

Crédits d'engagement pluriannuels pour les années 2015 à 2019 (crédits d'objet)

Groupe de produits 06.10.9104 Population et immigration	
Compte COFI 318000	
Prestations de services de tiers (crédit A)	CHF 3 600 000.–
Groupe de produits 05.17.9101 Autorité cantonale de protection de l'enfant et de l'adulte	
Compte COFI 319900	
Autres biens, services et marchandises (crédit B)	CHF 350 000.–

Ces dépenses sont inscrites au budget 2015 et dans le plan intégré mission-financement pour la période 2016 à 2018.

6. Coûts induits

Aucun

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif et sera publié dans la Feuille officielle.

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

769 Autonomisation des institutions psychiatriques cantonales: projet et crédit d'engagement pluriannuel

1. Objet

L'autonomisation des institutions psychiatriques cantonales sera mise en œuvre dans le délai exigé par la loi sur les soins hospitaliers, soit d'ici au 1^{er} janvier 2017. Les trois établissements (SPU, CPM et SPJBB) sont détachés de l'administration cantonale et externalisés sous une forme juridique appropriée, avec pour directive une coopération obligatoire avec des établissements de soins aigus somatiques de la même région. Plusieurs solutions

sont envisageables: de l'alliance immédiate avec un établissement partenaire à une externalisation en société anonyme distincte comme solution intermédiaire. Les stratégies spécifiques à l'institution et à la région ainsi que les solutions structurelles sont élaborées au cours de la phase A *Stratégie* du projet. Elles s'appuient sur les axes principaux des stratégies régionales ainsi que sur les directives de la planification des soins 2011–14 (réduction du nombre de places hospitalières au profit de prestations dans le secteur ambulatoire et des cliniques de jour et de prestations décentralisées par une intégration de la psychiatrie dans les hôpitaux de soins somatiques régionaux). La phase B porte sur la mise en œuvre des stratégies prévue au 1^{er} janvier 2017.

Afin de limiter le risque pour les établissements psychiatriques et les frais d'externalisation pour le canton, le projet d'autonomisation prévoit que celui-ci reste propriétaire des biens immobiliers et qu'il cherche, avec le concours des institutions, des solutions appropriées pour disposer d'un apport financier supplémentaire: location ou droit de superficie. Par ailleurs, les établissements devraient rester à la Caisse de pension bernoise au moins jusqu'à la date de l'autonomisation.

Le présent arrêté a pour but de débloquer le crédit de financement de l'expertise externe, des frais de consultants et du travail temporaire pour les phases A *Stratégie* et B *Mise en œuvre* d'ici le début 2017. Les coûts pour le canton s'élèvent à 2,95 millions de francs et se composent

- des charges pour la phase A de l'automne 2014 à fin 2015 se montant à 1,7 million de francs et
- des frais approximatifs de 1,25 million de francs pour la mise au concours du mandat en matière de soutien concernant la phase B dès l'automne 2015.

2. Bases légales

Loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH), articles 32 et 148

Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (LOCA), article 37, alinéa 1

Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP), article 46, article 48, alinéa 2 et article 50, alinéa 3

Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP), article 148

3. Type de dépense et qualification juridique de la dépense

Dépense nouvelle unique, articles 46 et 48 LFP.

4. Montant du crédit déterminant

CHF 2 950 000.–

5. Nature du crédit/compte/groupe de produits/exercice

Crédit d'engagement pluriannuel

Compte 318010 (prestations de services de tiers/conseils et honoraires)/SG/OJ/OPHC (domaine fonctionnel SG)

Groupe de produits Soutien de la Direction et Autres prestations de services

Exercices: 2014–2016

Le crédit d'engagement pluriannuel sera vraisemblablement versé comme suit:

2014: CHF 100 000.–

2015: CHF 1 600 000.–

2016: CHF 1 250 000.–

Le montant est inscrit au budget des années de planification 2014–2016.

6. Motif

En vertu de l'article 148 de la LSH, les cliniques psychiatriques cantonales sont autonomisées dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de ladite loi (1^{er} janvier 2014).

Direction de l'instruction publique

776 Fondation bernoise de design. Subventions cantonales 2015 à 2018. Crédit d'objet

1. Objet

La Fondation bernoise de design a pour but de promouvoir le design contemporain dans le canton de Berne et de gérer la collection cantonale des arts appliqués. Celle-ci compte des objets de grande valeur créés entre 1869 et nos jours. Au moment de la création de la fondation, en 1995, le canton de Berne a délégué ses activités de collecte et d'encouragement dans ce domaine à la nouvelle fondation. Depuis, il soutient cette dernière au moyen d'une subvention annuelle.

L'Office de la culture a conclu avec la Fondation bernoise de design un contrat de prestations portant sur les trois priorités suivantes: encourager, présenter et collectionner. La fondation s'attache ainsi à promouvoir le design contemporain et l'artisanat d'art à l'aide de contributions financières et de prix, à présenter les œuvres lors d'expositions et d'événements, ainsi qu'à gérer et étoffer la collection des arts appliqués du canton de Berne.

Durant sa session de septembre 2012, le Grand Conseil a autorisé l'octroi de la subvention cantonale 2013 à 2014 à la Fondation bernoise de design, tout en chargeant l'organe compétent de trouver une solution pour remplacer la fondation. Tenant compte de la loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles, qui prévoit l'encouragement du design et des arts appliqués, la Direction de l'instruction publique a alors examiné les activités de la fondation et cherché des moyens de s'acquitter des activités de collecte et d'encouragement à moindre coût. Ce faisant, elle a constaté que la fondation s'acquittait des tâches qui lui sont confiées de manière extrêmement efficace et qu'une dissolution de la fondation n'entraînerait pas d'économies durables.

Le modèle de la Fondation bernoise de design est maintenu. La seule possibilité pour les pouvoirs publics de réaliser des économies est d'augmenter la participation financière de la fondation qui devra rechercher de nouveaux fonds auprès de tiers. Par conséquent, la subvention cantonale passe de 360 000 francs à 330 000 francs.

2. Bases légales

- Articles 4, 5, 7, 12, alinéa 1, 13, 14, alinéa 2, lettre b, 15, alinéa 3, 31 et 32 de la loi cantonale du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC; RSB 423.11)
- Articles 43, 47, 48, alinéa 2, lettre a, 50, alinéa 3, et 52 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0)
- Articles 148 et 152 de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1)

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Dépense nouvelle périodique (art. 47 et 48, al. 2, lit. a, LFP)

4. Montant déterminant du crédit

Subventions cantonales 2015 à 2018: **330 000 francs par an**

5. Nature du crédit/compte/groupe de produits/ exercice

Crédit d'engagement pluriannuel (crédit d'objet)

Exercices 2015 à 2018: 210 000 francs par an
Compte 365900

Produit 8.11.9100 Culture, produit Encouragement des activités culturelles

Le crédit est inscrit au plan intégré mission-financement à partir de 2015.

Exercices 2015 à 2018: 120 000 francs par an
Compte 206000 (Fonds d'encouragement des activités culturelles)

La subvention peut être financée à l'aide des moyens annuels crédités sur le Fonds d'encouragement des activités culturelles.

6. Conditions

- L'Office de la culture conclut avec la Fondation bernoise de design un contrat de prestations pour la période 2015 à 2018.
- Le contrat de prestations stipule que les résultats annuels présentés par la Fondation bernoise de design doivent être équilibrés et ne plus entamer le capital de la fondation. Le canton ne participera à aucun déficit accumulé.

Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission des finances pour la seconde lecture



Loi sur l’aide sociale (LASoc) (Modification)

Proposition du Conseil-exécutif	
Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification)	860.1
Le Grand Conseil du canton de Berne, sur proposition du Conseil-exécutif, arrête:	
I. La loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc) est modifiée comme suit:	
Art. 33 Abrogé.	
Art. 80g ^{1 à 6)} Inchangés. 7 Abrogé.	
II. Les textes suivants sont abrogés:	
1. décret du 16 février 1971 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste (décret sur les allocations, DALloc) (RSB 866.1),	
2. ordonnance du 22 avril 1988 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste (ordonnance sur les allocations, OALloc) (RSB 866.12).	
III. La présente modification entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 2016.	
Berne, le 5 mars 2014	Au nom du Conseil-exécutif, le président: Neuhaus le chancelier: Auer
Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.	

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission des finances	
Loi sur l'aide sociale (LASoc) (Modification)	860.1
Le Grand Conseil du canton de Berne, sur proposition du Conseil-exécutif, arrête:	
I. La loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc) est modifiée comme suit:	
Art. 33 Abrogé.	
Art. 80g ^{1 à 6)} Inchangés. 7 Abrogé.	
II. Les textes suivants sont abrogés:	
1. décret du 16 février 1971 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste (décret sur les allocations, DALloc) (RSB 866.1),	
2. ordonnance du 22 avril 1988 concernant les allocations spéciales en faveur des personnes de condition modeste (ordonnance sur les allocations, OALloc) (RSB 866.12).	
III. La présente modification entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 2016.	
Berne, le 30 avril 2014	Au nom du Conseil-exécutif, le président: Neuhaus le chancelier: Auer
Berne, le 24 mars 2014	Au nom de la Commission des finances, le président: Iseli
Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.	

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.
La loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc) est modifiée comme
suit:

Art. 33 Abrogé.

Art. 80g ^{1 à 6}Inchangés.
₇ Abrogé.

II.
Les textes suivants sont abrogés:

1. décret du 16 février 1971 concernant les allocations spéciales en
faveur des personnes de condition modeste (décret sur les alloca-
tions, DALloc) (RSB 866.1),

2. ordonnance du 22 avril 1998 concernant les allocations spéciales en
faveur des personnes de condition modeste (ordonnance sur les al-
locations, OALloc) (RSB 866.12).

III.
La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Berne, le 10 juin 2014	Au nom du Grand Conseil, la présidente: <i>Struchen</i> le secrétaire général: <i>Trees</i>
------------------------	---

III.
La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Berne, le 13 août 2014	Au nom du Conseil-exécutif, la présidente: <i>Egger-Jenzer</i> le chancelier: <i>Auer</i>
Berne, le 26 juin 2014	Au nom de la Commission des finances, le président: <i>Iseli</i>

Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission de la formation



Loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) (Modification)

Table des matières

	pages
1. Synthèse	3
2. Contexte	3
3. Commentaire des articles	3
3.1 Modifications de la loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP; RSB 436.91)	3
3.2 Modifications indirectes	5
4. Répercussions financières	6
5. Répercussions sur le personnel et l'organisation	6
6. Répercussions sur l'économie	6
7. Résultat de la procédure de consultation	6
7.1 Evaluation globale du projet	6
7.2 Evaluation point par point	6
7.3 Conséquences des résultats de la procédure de consultation sur le projet	7
8. Proposition	7

Rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la modification de la loi sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP)

1. Synthèse

La loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP; RSB 436.91) est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2005. Depuis lors, elle n'a subi qu'une révision (indirecte) importante le 3 juin 2010 dans le cadre de la révision de la loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni; RSB 436.11).

Le renforcement de l'harmonisation du paysage suisse de l'enseignement supérieur, à la lumière notamment de l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE), nécessite d'adapter la LHEP aux prescriptions fédérales dans le domaine des conditions d'admission.

En outre, certaines dispositions de la loi se sont révélées difficiles à appliquer après la création de la Haute école pédagogique germanophone (PHBern). Il convient de les supprimer dans le cadre de la présente révision. Ces difficultés concernant aussi en partie l'Université de Berne et la Haute école spécialisée bernoise, les lois correspondantes font l'objet de modifications indirectes.

2. Contexte

Le 21 mai 2006, le peuple suisse et l'ensemble des cantons ont dit oui aux nouvelles dispositions constitutionnelles sur la formation. Les nouveaux articles constitutionnels sur la formation chargent la Confédération et les cantons de veiller ensemble à la qualité et à la perméabilité de l'espace suisse de formation (art. 61a, al. 1 Cst.). Les hautes écoles font par ailleurs l'objet d'un nouvel article (art. 63a) prévoyant que la Confédération et les cantons veillent ensemble à la coordination et à la garantie de l'assurance de la qualité dans l'espace suisse des hautes écoles. Pour accomplir leurs tâches, la Confédération et les cantons concluent des accords et délèguent certaines compétences à des organes communs. La LEHE, approuvée par les Chambres fédérales lors de la session d'automne 2011, définit les compétences qui peuvent être déléguées à ces organes et fixe les principes applicables à l'organisation et à la procédure en matière de coordination. Les hautes écoles pédagogiques doivent donc se plier à certaines règles du droit fédéral. Les dispositions de la LEHE sur l'admission dans les filières du premier cycle d'études des hautes écoles pédagogiques revêtent un caractère impératif, elles doivent être mises en œuvre dans la législation cantonale.

Outre les modifications rendues nécessaires par le nouveau cadre juridique évoqué précédemment, d'autres adaptations mineures résultant des difficultés rencontrées ces dernières années dans l'application de la loi s'imposent. C'est surtout dans le domaine du droit du personnel qu'il est apparu que les dispositions de la législation sur le personnel en matière d'indemnisation financière des soldes de vacances et des soldes horaires ainsi qu'en matière de comptes épargne-temps ne répondaient pas aux besoins de la PHBern. Il convient par conséquent d'étendre la compétence dérogatoire du Conseil-exécutif à ces domaines. Il y a également lieu d'étendre le champ d'application de l'article concerné à d'autres membres du personnel comme les responsables d'instituts. Ce problème concerne les trois hautes écoles au même titre. Les dispositions correspondantes de la LUni et de la loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB; RSB 435.411) doivent par conséquent faire l'objet d'une modification indirecte.

3. Commentaire des articles

3.1 Modifications de la loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP; RSB 436.91)

Article 4 et article 5, alinéa 7

Le 1^{er} août 2012, la PHBern a inauguré l'Institut de recherche, développement et évaluation, qui reprend les tâches du Centre d'évaluation de la formation et du Centre de recherche et de développement. Il s'agit d'élargir la notion de «recherche» utilisée jusqu'à présent dans les dispositions de la LHEP à modifier, afin de mieux refléter l'étendue des tâches de la PHBern liées à ce domaine. L'expression «recherche» est ainsi remplacée par «recherche et développement» (R&D).

Article 19

L'article 19, alinéa 2 LHEP continue à énumérer de manière exhaustive les catégories de personnel des hautes écoles pour lesquelles le Conseil-exécutif peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel. Le champ des personnes auxquelles l'article s'applique repose désormais sur l'article 18, alinéa 3 LUni et inclut donc toutes les personnes exerçant des activités d'enseignement ou de recherche. Là aussi, l'expression «recherche» est remplacée par «recherche et développement» (cf. commentaire de l'art. 4 et de l'art. 5, al. 7). Etant donné qu'à la PHBern, les responsables d'instituts ainsi que le recteur ou la rectrice n'exercent généralement pas d'activités ayant un lien direct avec l'enseignement et la recherche, il est précisé que des réglementations dérogatoires peuvent aussi être appliquées aux membres de la direction de l'école.

Le champ des domaines auxquels s'applique l'article 19, alinéa 2 a été étendu pour inclure les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires ainsi qu'aux comptes épargne-temps. Cela permet au Conseil-exécutif de pouvoir tenir compte des besoins particuliers des collaborateurs et collaboratrices exerçant des activités de recherche et d'enseignement et des membres de la direction. On pense là notamment aux enseignants et enseignantes dont le temps de

travail peut sensiblement dépasser le temps de travail réglementaire, de sorte qu'ils peuvent accumuler en peu de temps un nombre élevé d'heures supplémentaires et de jours de congé qu'il est en pratique difficile de compenser ou d'indemniser financièrement. Le temps de travail de ces collaborateurs et collaboratrices est aujourd'hui déjà défini sur la base des tâches à effectuer (cette règle concerne le recteur, les responsables d'instituts et le corps enseignant). Ainsi, l'éventail de tâches assignées à un collaborateur ou à une collaboratrice (p. ex. un nombre donné de leçons à enseigner) détermine le temps de travail final. Les éventuelles heures supplémentaires ne sont pas indemnisées (comme c'est le cas pour les enseignants et enseignants bernois de façon générale). Cette pratique est pour l'instant fondée sur l'article 128, alinéa 2 de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur le personnel (OPers, RSB 153.011.1) en corrélation avec l'article 2, alinéa 6 du même texte. Or, le degré d'interprétation possible de la notion de «types d'horaire de travail» n'étant pas très clair, il est apparu nécessaire de créer une base légale solide pour encadrer la pratique actuelle. La modification de l'article 19 n'entraîne de ce fait aucun changement majeur pour les collaborateurs et collaboratrices.

Article 25

L'article 24 LEHE règle l'admission dans les filières de bachelors des hautes écoles pédagogiques. Contrairement aux règlements de la CDIP sur la reconnaissance des diplômes d'enseignement, qui définissent des conditions minimales à satisfaire pour permettre la reconnaissance de ces diplômes, l'article 24 LEHE et ses dispositions d'exécution revêtent un caractère impératif lié à la force dérogatoire du droit fédéral. Il est donc formellement nécessaire de reprendre dans le droit cantonal les conditions d'admission fixées à l'article 24 LEHE.

A la PHBern, les filières concernées par ces nouvelles conditions d'admission posées par le droit fédéral sont la filière formant aux degrés préscolaire et primaire («Vorschulstufe und Primarstufe») (sanctionnée par un bachelors) et la filière formant au degré secondaire I («Sekundarstufe I») (sanctionnée par un master). En vertu de l'article 24, alinéa 1 LEHE, l'admission au premier cycle d'études (jusqu'au bachelors) dans une haute école pédagogique requiert une maturité gymnasiale. Le terme de «maturité gymnasiale» recouvre les certificats de maturité gymnasiale reconnus sur le plan suisse, à savoir les certificats de maturité cantonaux et les certificats de maturité gymnasiale reconnus par les cantons ainsi que les certificats de maturité délivrés en lien avec l'examen suisse de maturité. L'admission au premier cycle d'études pour la formation des enseignants et enseignants des degrés préscolaire et primaire requiert une maturité gymnasiale ou une maturité spécialisée option pédagogie, ou encore, à certaines conditions fixées par le Conseil des hautes écoles, une maturité professionnelle. Les titulaires d'une maturité spécialisée option pédagogie peuvent ainsi désormais accéder sans examen aux filières formant aux degrés préscolaire et primaire, ce que ne permet pas la réglementation actuelle.

Les hautes écoles pédagogiques peuvent prévoir la possibilité d'une admission sur la base d'une formation antérieure jugée équivalente. En vertu de la convention de coopération conclue entre la Confédération et les cantons, le Conseil des hautes

écoles édicte des directives concernant les équivalences afin d'assurer la qualité. Ces directives s'adressent aux hautes écoles et ont pour but de promouvoir l'harmonisation nationale en la matière.

Comme le précise le message du Conseil fédéral relatif à la LEHE, il est prévu de maintenir les dispositions régissant la reconnaissance des certificats de maturité professionnelle associés à un certificat de réussite à l'examen complémentaire pour l'admission dans les hautes écoles universitaires (passerelle Dubs). Le Conseil-exécutif s'engagera dans le cadre de ses possibilités pour que les titulaires d'une maturité professionnelle ne soient pas défavorisés par rapport aux titulaires d'une maturité spécialisée option pédagogie.

Etant donné qu'une révision ultérieure des conditions d'admission fixées dans la LEHE impliquerait nécessairement une révision de la LHEP et que les directives du Conseil des hautes écoles concernant les équivalences devront être appliquées, le projet de modification de la LHEP contient des renvois dynamiques à la LEHE et à ses dispositions d'exécution.

Article 39

Il est apparu que l'actuelle disposition, qui prévoit que le recteur ou la rectrice nomme, à l'exception des responsables d'instituts, tous les collaborateurs et collaboratrices de la PHBern sur proposition de leurs supérieurs respectifs, était difficilement applicable. Il ne peut pas relever des attributions du recteur ou de la rectrice d'être informée de chaque engagement à la PHBern ni de statuer de manière exclusive sur chacun d'entre eux. Il serait plus judicieux de confier l'engagement du personnel aux responsables des instituts et au directeur administratif ou à la directrice administrative en prévoyant l'intégration d'une clause de délégation correspondante dans la loi. En revanche, la fixation des traitements doit rester du ressort de l'administration de la PHBern tout comme la planification des postes doit demeurer une compétence non déléguable du recteur ou de la rectrice. La clause de délégation se base sur une formulation potestative prévoyant que le recteur ou la rectrice peut régler les dispositions de détail dans un règlement. Bien que du fait de cette disposition, différents organes de la PHBern deviennent des autorités d'engagement, l'unité formée des voies de droit reste garantie. L'article 64, alinéa 2 LHEP, qui fixe les voies de recours notamment contre les décisions rendues par les membres de la direction de l'école, ne s'applique pas en matière de droit du personnel, dans la mesure où, conformément au renvoi contenu dans l'article 19, alinéa 1 LHEP, les voies de droit définies dans la législation sur le personnel sont déterminantes (cf. commentaire de l'art. 64).

Il est également apparu à l'usage qu'il fallait donner aux responsables des instituts la compétence de délivrer certains diplômes, certificats ou attestations. Une formulation potestative a donc aussi été introduite dans ce domaine: celle-ci permet au recteur ou à la rectrice de définir par voie de règlement les diplômes, certificats et attestations qui peuvent être délivrés par les responsables d'instituts. La compétence de délivrer des documents inclut également celle de les retirer à leurs titulaires dans les cas cités à l'article 3, alinéa 2. Le nouveau pouvoir de délégation du

recteur ou de la rectrice se limite aux diplômes de formation continue, aux certificats et autres attestations. L'octroi et le retrait de diplômes de bachelors et de masters ainsi que de diplômes d'enseignement reste de la compétence exclusive du recteur ou de la rectrice.

Article 64

En vertu de l'article 2, alinéa 1 de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers; RSB 153.01) et de l'article 19, alinéa 1 LHEP, les voies de droit pour les questions relevant du droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel. Celle-ci renvoie elle-même à la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA; RSB 155.21), laquelle précise, à l'article 62, alinéa 1, lettre a, que la Direction compétente en la matière connaît des recours formés contre des décisions rendues par des organes de l'administration qui lui sont subordonnés (offices, divisions, services). Aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence, il est incontesté que les «organes de l'administration qui lui sont subordonnés» comprennent aussi les organes d'institutions de droit public tels que ceux de la PHBern. Par conséquent, les recours contre des décisions relevant du droit du personnel rendues par des organes de la PHBern doivent être formés auprès de la Direction de l'instruction publique.

Actuellement, seuls le recteur et le conseil d'école peuvent agir en tant qu'autorités d'engagement. L'article 64, alinéa 1 LHEP désignant de toute façon la Direction de l'instruction publique comme instance de recours, toute mauvaise interprétation de la loi était exclue. Avec la modification prévue à l'article 39 LHEP, d'autres organes de la PHBern seront autorisés à engager des collaborateurs et collaboratrices, ce qui conduirait les éventuels recourants et recourantes à se fonder sur l'article 64, alinéa 2 LHEP et donc à déposer leur recours auprès de la commission de recours. L'alinéa 4, qui a été ajouté, a un caractère déclaratoire et explicite le fait que la Direction de l'instruction publique est l'instance de recours dans les affaires relevant du droit du personnel, et ce, quel que soit l'organe de la PHBern ayant rendu la décision.

Article 71

La lettre b de l'article 37, alinéa 1 LHEP a été précisée à l'occasion de la révision indirecte du 3 juin 2010 de la LHEP en perspective de la mise en place du nouveau système de subventionnement: font aussi partie des règlements qui concernent la Haute école pédagogique dans son ensemble et qui doivent être édictés par le conseil de l'école les règlements qui relèvent des domaines des finances et de l'organisation. Dans un souci de cohérence terminologique, la même précision avait été reprise à l'article 71, alinéa 2, lettre a LHEP, qui prévoit que les règlements concernant la Haute école pédagogique dans son ensemble, notamment dans les domaines des finances et de l'organisation, sont applicables aux prestations convenues des institutions du corps enseignant régies par le droit privé. Cette adaptation s'est révélée inadéquate car les institutions du corps enseignant régies par le droit privé présentent, par nature, des structures différentes de celles de la PHBern sur les plans financier et organisationnel. La nouvelle teneur de l'article 71, alinéa 2, lettre a

en tient compte dans la mesure où elle exclut expressément les règlements concernant la PHBern dans les domaines des finances et de l'organisation.

3.2 Modifications indirectes

3.2.1 Article 21 de la loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM; RSB 433.12)

La modification indirecte de l'alinéa 1 résulte de la réglementation dans la LEHE de l'admission des personnes titulaires d'une maturité spécialisée option pédagogie dans les hautes écoles pédagogiques. Elle résulte par ailleurs de l'article 2, alinéa 2 LEHE, qui définit de manière explicite les trois types de hautes écoles (hautes écoles universitaires, hautes écoles spécialisées et hautes écoles pédagogiques).

3.2.2 Loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB; RSB 435.411)

Article 18

Le champ des personnes et des domaines auxquels s'applique l'article 18, alinéa 2 LHESB a été étendu dans le sens de la modification pratiquée dans la LHEP car les deux écoles ont des besoins similaires s'agissant du personnel exerçant des activités de recherche et d'enseignement et doivent pouvoir déroger dans une même mesure aux dispositions de la législation générale sur le personnel. Pour la HESB également, cette modification vise à créer une base légale solide pour asseoir la pratique actuelle. Les réglementations particulières internes en vigueur concernent les collaborateurs et collaboratrices scientifiques ayant des activités d'enseignement et les assistants et assistantes. Là aussi, l'expression «recherche» est remplacée par «recherche et développement» (cf. commentaire de l'art. 4 et de l'art. 5, al. 7).

Aujourd'hui, le Conseil-exécutif règle les compétences en matière d'engagement dans l'ordonnance du 5 mai 2004 sur la Haute école spécialisée bernoise (OHESB; RSB 436.811). Selon l'article 13 OHESB, le conseil de l'école, le recteur ou la rectrice et les responsables de département constituent ainsi des autorités d'engagement. Désormais, le Conseil-exécutif doit pouvoir déléguer par voie d'ordonnance au conseil de l'école la compétence de régler les compétences en matière d'engagement (al. 3). S'il fait usage de cette possibilité, le conseil de l'école pourra décider de déléguer aux unités qui leur sont subordonnées les compétences assignées au recteur ou à la rectrice et aux responsables de département. La HESB bénéficie ainsi d'une plus grande flexibilité. Le recteur ou la rectrice ainsi que les responsables de département n'ont pas nécessairement à statuer sur chaque engagement (p. ex. personnel de nettoyage, de restauration, etc.). Les explications relatives à la fixation des traitements et aux voies de droit figurant dans le commentaire de l'article 39 LHEP valent aussi pour la HESB.

Article 60

L'alinéa 4 de cet article, comme l'article 64, alinéa 4 LHEP, précise à titre déclaratoire que les voies de droit pour les questions relevant du droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

3.2.3 Article 18 de la loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni; RSB 436.11)

Les dispositions de la législation sur le personnel s'appliquant au personnel de l'Université exerçant des activités de recherche et d'enseignement ne répondent pas, comme c'est le cas pour la PHBern et pour la HESB, à tous les besoins pratiques de l'Université ou renferment certaines difficultés d'interprétation. Par conséquent, le champ des domaines de l'article 18, alinéa 3 LUni a été étendu dans la même mesure que celui de l'article correspondant de la LHEP et de la LHESB. Contrairement à la PHBern et à la HESB, il n'est pas nécessaire, pour l'Université, d'étendre le champ des personnes auxquelles l'article 18, alinéa 3 s'applique car la notion de «personnel exerçant des activités de recherche et d'enseignement» comprend aussi les doyens et les doyennes ainsi que les membres de la direction de l'Université désignés. La modification pratiquée a à encore pour vocation première de créer une base légale claire pour encadrer une pratique déjà en place. Actuellement, les prescriptions particulières dans les domaines visés par la modification s'adressent au corps enseignant, aux assistants et assistantes et aux assistants et assistantes auxiliaires.

4. Répercussions financières

Le présent projet n'a aucune incidence financière sur le budget cantonal.

5. Répercussions sur le personnel et l'organisation

L'article 19, alinéa 2 LHEP, l'article 18, alinéa 3 LUni et l'article 18, alinéa 2 LHESB élargissent les domaines dans lesquels le Conseil-exécutif peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel. En outre, les catégories de personnel pour lesquelles des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel peuvent être prévues sont étendues à la PHBern et à la HESB. Ces modifications ont des répercussions directes sur les conditions d'engagement des personnes concernées dès que le Conseil-exécutif fait usage de sa compétence réglementaire élargie.

La modification de l'article 39 LHEP a des répercussions sur le personnel de la PHBern dans la mesure où les responsables d'instituts ainsi que le directeur administratif ou la directrice administrative peuvent engager directement leurs collaborateurs et collaboratrices si cette tâche leur a été déléguée par le recteur ou la rectrice.

6. Répercussions sur l'économie

Les conditions d'admission prescrites par la LEHE prévoient expressément l'admission sans examen des titulaires d'une maturité spécialisée option pédagogie dans la filière formant aux degrés préscolaire et primaire. Ce changement pourrait permettre une augmentation du nombre d'étudiants et étudiantes dans cette filière.

7. Résultat de la procédure de consultation

7.1 Evaluation globale du projet

38 des 103 personnes et entités interrogées dans le cadre de la procédure de consultation se sont exprimées sur le projet, parmi lesquelles 25 ont soit renoncé à une prise de position sur le fond (15), soit renvoyé à la deuxième procédure de corapport (2), soit manifesté leur accord avec les dispositions du projet sans les commenter (8). Sur les 13 partenaires ayant adressé des observations et des critiques, cinq se sont expressément opposés à un ou plusieurs points du projet.

7.2 Evaluation point par point

7.2.1 Droit du personnel

L'extension prévue de la compétence permettant au Conseil-exécutif d'édicter pour les collaborateurs et collaboratrices des hautes écoles des dispositions dérogeant à la législation générale sur le personnel a été relativement peu commentée ou a été saluée. Seuls le PEV, l'UDC, Les Verts et le syndicat Enseignantes et Enseignants Berne (LEBE) ont émis des doutes. Leurs critiques ont pour l'essentiel porté sur le fait que des mesures appropriées n'ont pas été prises pour éviter aux collaborateurs et collaboratrices (plus précisément les enseignants et enseignantes) d'accumuler des heures supplémentaires et que ces heures supplémentaires ont été tout simplement supprimées sans compensation avec l'introduction du temps de travail basé sur la confiance.

7.2.2 Reprise dans le droit cantonal des conditions d'admission fixées dans le droit fédéral

La majorité des participants et participantes à la procédure de consultation ont reconnu la nécessité de reprendre dans le droit cantonal les conditions d'admission qui figureront bientôt dans le droit fédéral. Des craintes et des remarques ont toutefois été émises sur le fond. La principale critique concerne l'admission sans examen des titulaires de la maturité spécialisée option pédagogie dans la filière formant aux degrés préscolaire et primaire.

Le PS, l'Union des enseignants et enseignantes de la PHBern (VD PH Bern) et la section bernoise du Syndicat suisse des services publics (vpoD bern) ont indiqué que ces nouvelles conditions d'admission pourraient accentuer les inégalités (y compris salariales) entre les enseignants et enseignantes des degrés préscolaire et

primaire et ceux du degré secondaire I. Dans ce contexte, le PS et vpod bern ont également déploré que les étudiants et étudiantes titulaires de la maturité spécialisée option pédagogie ne bénéficieraient pas d'un accès aisé à la filière formant au degré secondaire I. La Commission cantonale de l'égalité et le PS craignent en outre que ce changement ne fasse encore progresser la part des femmes dans la filière formant aux degrés préscolaire et primaire.

Le PS, Les Verts, la commune municipale de Berne, la VD PH Bern et LEBE se sont dits d'une manière générale inquiets quant à la renommée de la filière formant aux degrés préscolaire et primaire et attendent des mesures permettant de la préserver. Le PS, la VD PH Bern, vpod bern et LEBE estiment par ailleurs que la culture générale des titulaires d'une maturité spécialisée option pédagogie n'est pas suffisante pour entreprendre la formation d'enseignant et d'enseignante.

Le PS, le PEV, le PBD et la Commission cantonale de l'égalité demandent au Conseil-exécutif de s'engager pour que l'ensemble des titulaires d'une maturité, en particulier donc les titulaires d'une maturité professionnelle, soient admis sans examen dans la filière formant aux degrés préscolaire et primaire. Le PEV demande que ce soit également le cas pour les filières formant au degré secondaire I.

7.2.3 Assouplissement des conditions d'admission dans la filière formant à l'enseignement spécialisé

L'UDC, le PS, LEBE et vpod bern ont refusé la modification prévue dans la version soumise à la consultation. Alors que l'UDC a estimé que l'article 17 de la loi sur l'école obligatoire devait être adapté et qu'il n'était pas nécessaire de former plus d'enseignants et enseignantes spécialisés, les autres participants et participantes à la procédure de consultation cités ont avancé que les enseignants et enseignantes spécialisés devaient absolument être familiarisés à l'enseignement dans une classe régulière. A cet égard, LEBE demande au Conseil-exécutif de faire en sorte que davantage d'enseignants et enseignantes de classes régulières suivent cette formation. Les Verts se sont dans l'ensemble montrés soucieux du niveau de compétence des futurs enseignants et enseignantes spécialisés et attendent que des mesures soient engagées pour le maintenir.

7.2.4 Délégation de la compétence d'engagement de personnel aux responsables d'instituts

Le PBD a exprimé des craintes quant à ce changement sans les expliquer plus avant.

7.3 Conséquences des résultats de la procédure de consultation sur le projet

Malgré quelques voix critiques, l'extension prévue de la compétence permettant au Conseil-exécutif d'édicter pour les collaborateurs et collaboratrices des hautes écoles des dispositions dérogeant à la législation générale sur le personnel a été conservée dans le projet. Le traitement particulier réservé à certaines catégories de personnel des hautes écoles ne répond pas seulement à un besoin matériel concret,

il correspond également à une pratique de longue date en place dans les hautes écoles. Contrairement à ce qu'ont affirmé certains détracteurs, cette modification n'entraîne donc pas de détérioration des conditions d'engagement, mais adapte simplement le cadre légal à la situation effective.

De même, les conditions d'admission prescrites à l'article 24 LEBE sont reprises comme telles dans le projet cantonal car il n'existe là aucune marge de manœuvre du point de vue juridique. Le Conseil-exécutif prend toutefois note des critiques émises et s'engagera, dans le cadre de ses possibilités, pour que les titulaires d'une maturité professionnelle ne soient pas défavorisés par rapport aux titulaires d'une maturité spécialisée option pédagogie.

Les dispositions visant à assouplir les conditions d'admission dans la filière formant à l'enseignement spécialisé ont quant à elles été purement et simplement retirées du projet en raison du large rejet exprimé.

8. Proposition

Compte tenu des résultats de la procédure de consultation, le Conseil-exécutif propose l'adoption du projet.

Berne, le 23 avril 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi
sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP)
(Modification)

436.91

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.
La loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) est modifiée comme suit:

Art. 4 La Haute école pédagogique développe la qualité de la formation et accroît le potentiel de création de valeur ajoutée dans le canton grâce aux formations qu'elle propose, à ses activités de recherche et développement ainsi qu'à ses prestations de services.

Art. 5 ^{1 à 6}Inchangés.

⁷ Elle apporte une contribution efficace au développement durable grâce à ses tâches fondamentales dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et développement ainsi que des services.

Art. 19 ¹Inchangé.

² Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités d'enseignement ou de recherche et développement ainsi que pour les membres de la direction, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour

- a la durée des rapports de travail,
- b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
- c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
- d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
- e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
- f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

Proposition commune du Conseil-exécutif
et de la Commission de la formation

Loi
sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP)
(Modification)

436.91

Le Grand Conseil du canton de Berne,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

I.
La loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP) est modifiée comme suit:

Art. 4 La Haute école pédagogique développe la qualité de la formation et accroît le potentiel de création de valeur ajoutée dans le canton grâce aux formations qu'elle propose, à ses activités de recherche et développement ainsi qu'à ses prestations de services.

Art. 5 ^{1 à 6}Inchangés.

⁷ Elle apporte une contribution efficace au développement durable grâce à ses tâches fondamentales dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et développement ainsi que des services.

Art. 19 ¹Inchangé.

² Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités d'enseignement ou de recherche et développement ainsi que pour les membres de la direction, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour

- a la durée des rapports de travail,
- b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
- c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
- d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
- e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
- f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

Art. 25 ¹Est admis aux études quiconque remplit les conditions prévues par la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE)¹⁾ ainsi que par les dispositions d'exécution de celle-ci.

² Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

Art. 39 ¹Le recteur ou la rectrice

a à i inchangées;

k délivre et retire les titres de bachelor et de master ainsi que les diplômes de formation initiale;

l délivre et retire les diplômes de formation continue ainsi que les certificats et les autres attestations;

m et *n* anciennes lettres *l* et *m*.

² Il ou elle peut, par voie de règlement, déléguer aux membres de la direction d'école compétents en la matière tout ou partie de la compétence prévue à l'alinéa 1, lettres *f* et *l*.

³ Ancien alinéa 2.

Art. 64 ¹Recours peut être formé auprès de la Direction de l'instruction publique contre les décisions émanant du conseil de l'école, de la direction de l'école ou du recteur ou de la rectrice. L'alinéa 4 est réservé.

² Recours peut être formé auprès de la commission de recours de la Haute école pédagogique contre les décisions rendues par d'autres organes de la Haute école pédagogique en vertu de la présente loi. L'alinéa 4 est réservé.

³ Inchangé.

⁴ Les voies de recours contre les décisions concernant des questions de droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

⁵ Ancien alinéa 4.

Art. 71 ¹Inchangé.

² Les directives et actes suivants du conseil de l'école sont applicables aux prestations convenues des institutions affiliées de formation du corps enseignant:

a règlements concernant la Haute école pédagogique dans son ensemble, à l'exception de ceux concernant les domaines des finances et de l'organisation,

b à d inchangées.

¹⁾ RS ■■■

Art. 25 ¹Est admis aux études quiconque remplit les conditions prévues par la loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE)¹⁾ ainsi que par les dispositions d'exécution de celle-ci.

² Le Conseil-exécutif règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

Art. 39 ¹Le recteur ou la rectrice

a à i inchangées;

k délivre et retire les titres de bachelor et de master ainsi que les diplômes de formation initiale;

l délivre et retire les diplômes de formation continue ainsi que les certificats et les autres attestations;

m et *n* anciennes lettres *l* et *m*.

² Il ou elle peut, par voie de règlement, déléguer aux membres de la direction d'école compétents en la matière tout ou partie de la compétence prévue à l'alinéa 1, lettres *f* et *l*.

³ Ancien alinéa 2.

Art. 64 ¹Recours peut être formé auprès de la Direction de l'instruction publique contre les décisions émanant du conseil de l'école, de la direction de l'école ou du recteur ou de la rectrice. L'alinéa 4 est réservé.

² Recours peut être formé auprès de la commission de recours de la Haute école pédagogique contre les décisions rendues par d'autres organes de la Haute école pédagogique en vertu de la présente loi. L'alinéa 4 est réservé.

³ Inchangé.

⁴ Les voies de recours contre les décisions concernant des questions de droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

⁵ Ancien alinéa 4.

Art. 71 ¹Inchangé.

² Les directives et actes suivants du conseil de l'école sont applicables aux prestations convenues des institutions affiliées de formation du corps enseignant:

a règlements concernant la Haute école pédagogique dans son ensemble, à l'exception de ceux concernant les domaines des finances et de l'organisation,

b à d inchangées.

¹⁾ RS ■■■

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM):

Art. 21 ¹«en haute école spécialisée ou en école supérieure» est remplacé par «en haute école spécialisée, en haute école pédagogique ou en école supérieure».

^{2 à 4}Inchangés.

2. Loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB):

Art. 18 ¹Inchangé.

² Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités d'enseignement ou de recherche et développement ainsi que pour les membres de la direction, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour

- a la durée des rapports de travail,
- b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
- c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
- d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
- e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
- f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

- ³ Il peut déléguer au conseil de l'école la compétence de régler les compétences en matière d'engagement.

Art. 60 ¹Recours peut être formé auprès de la Direction de l'instruction publique contre les décisions émanant du conseil de l'école, de la direction de l'école ou du recteur ou de la rectrice. L'alinéa 4 est réservé.

- ² Recours peut être formé auprès de la commission de recours de la Haute école spécialisée bernoise contre les autres décisions rendues en vertu de la présente loi. L'alinéa 4 est réservé.

³ Inchangé.

- ⁴ Les voies de recours contre les décisions concernant des questions de droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

^{5 et 6}Anciens alinéas 4 et 5.

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM):

Art. 21 ¹«en haute école spécialisée ou en école supérieure» est remplacé par «en haute école spécialisée, en haute école pédagogique ou en école supérieure».

^{2 à 4}Inchangés.

2. Loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB):

Art. 18 ¹Inchangé.

² Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités d'enseignement ou de recherche et développement ainsi que pour les membres de la direction, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour

- a la durée des rapports de travail,
- b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
- c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
- d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
- e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
- f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

- ³ Il peut déléguer au conseil de l'école la compétence de régler les compétences en matière d'engagement.

Art. 60 ¹Recours peut être formé auprès de la Direction de l'instruction publique contre les décisions émanant du conseil de l'école, de la direction de l'école ou du recteur ou de la rectrice. L'alinéa 4 est réservé.

- ² Recours peut être formé auprès de la commission de recours de la Haute école spécialisée bernoise contre les autres décisions rendues en vertu de la présente loi. L'alinéa 4 est réservé.

³ Inchangé.

- ⁴ Les voies de recours contre les décisions concernant des questions de droit du personnel sont régies par la législation sur le personnel.

^{5 et 6}Anciens alinéas 4 et 5.

3. Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni):

Art. 18 ^{1^{er} 2} Inchangés.

³ Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités de recherche et d'enseignement, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour

- a la durée des rapports de travail,
- b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
- c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
- d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
- e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
- f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

III.

1. La présente modification entre en vigueur le 1^{er} août 2015 sous réserve du chiffre 2.
2. La modification de l'article 25 LHEP entre en vigueur en même temps que la LEHE, au plus tôt toutefois le 1^{er} août 2015.

Berne, le 23 avril 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

3. Loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni):

Art. 18 ^{1^{er} 2} Inchangés.

³ Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance les modalités de détail concernant les traitements et l'engagement ainsi que les compétences. Pour le personnel exerçant des activités de recherche et d'enseignement, il peut prévoir des réglementations dérogeant à la législation sur le personnel; cela vaut pour

- a la durée des rapports de travail,
- b le montant du traitement dans le cadre des plafonds légaux,
- c les termes et les délais de résiliation des rapports de travail,
- d les conséquences de la résiliation des rapports de travail,
- e les règles applicables à l'indemnisation des soldes de vacances et soldes horaires,
- f les règles applicables aux comptes épargne-temps.

III.

1. La présente modification entre en vigueur le 1^{er} août 2015 sous réserve du chiffre 2.
2. La modification de l'article 25 LHEP entre en vigueur en même temps que la LEHE, au plus tôt toutefois le 1^{er} août 2015.

Berne, le 13 août 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
la présidente: *Egger-Jenzer*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 17 juin 2014

Au nom de la Commission de la formation,
la présidente: *Zäch*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.



Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (Concordat sur les hautes écoles)

Table des matières

	pages
1. Synthèse	3
2. Contexte	3
2.1 Mise en œuvre du mandat constitutionnel	3
2.2 Principes de la future coordination des hautes écoles	4
3. Contenu du concordat sur les hautes écoles	5
4. Commentaire des dispositions du concordat sur les hautes écoles	5
5. Commentaire des dispositions de l'arrêté portant adhésion	11
6. Place du projet dans le programme gouvernemental de législation et dans d'autres planifications importantes	12
7. Conséquences d'une non-adhésion du canton de Berne au concordat sur les hautes écoles	12
8. Répercussions sur les finances	12
9. Répercussions sur le personnel et l'organisation	13
10. Répercussions sur les communes	13
11. Répercussions sur l'économie	13
12. Résultat de la procédure de consultation	13
13. Proposition	14

Rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil relatif à l'arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles)

1. Synthèse

En vertu de l'article 63a de la Constitution fédérale, la Confédération et les cantons veillent ensemble à la coordination et à la garantie de l'assurance de la qualité dans l'espace suisse des hautes écoles. Lorsqu'elle a été intégrée dans la Constitution fédérale en 2006, cette disposition représentait une innovation dans le droit public et dans la politique de la formation. En plus d'offrir une base constitutionnelle en matière de coordination dans le domaine des hautes écoles, cette disposition a permis à ce domaine d'être perçu comme un ensemble. Elle prévoit que les universités, les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques soient gérées au niveau fédéral selon des critères uniformes. Cela permettra de poursuivre les efforts de coordination entrepris au cours des dernières décennies par les cantons dans le domaine des hautes écoles, en partie avec la Confédération et en partie entre eux.

Trois nouveaux actes législatifs sont nécessaires pour mettre en œuvre ce mandat constitutionnel:

Il convient dans un premier temps d'élaborer une loi fédérale énonçant les principes de la coordination des hautes écoles dans le respect de la Constitution fédérale. Cette première étape a déjà été franchie, puisque les Chambres fédérales ont adopté le 30 septembre 2011 la loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles, LEHE), dont l'entrée en vigueur est prévue le 1^{er} janvier 2015.

De plus, pour permettre la mise en œuvre de la loi, un concordat intercantonal sur les hautes écoles, basé sur cette loi, est requis. Ce texte intercantonal permettra de déléguer les compétences décrites à l'article 63a Cst. à la Conférence suisse des hautes écoles, qui est l'organe commun de la Confédération et des cantons. La délégation de ces compétences (compétence d'édicter des prescriptions sur les niveaux d'enseignement et le passage de l'un à l'autre, sur la formation continue, sur la reconnaissance des institutions et des diplômes, sur le financement et la répartition des tâches dans les domaines particulièrement onéreux) permet ainsi au canton de Berne de s'acquitter de ce volet du mandat constitutionnel.

Le 20 juin 2013, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a adopté l'accord intercantonal sur le domaine des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles) et l'a transmis aux cantons en vue des procédures

d'adhésion. Chaque canton est libre d'adhérer ou non à ce concordat. Le concordat sur les hautes écoles entre en vigueur dès que 14 cantons y ont adhéré.

La troisième étape du processus de mise en œuvre du mandat constitutionnel est la conclusion d'une convention de coopération, qui crée les organes communs dans le domaine de la coordination des hautes écoles. Toutefois, cette convention ne pourra être signée qu'à l'entrée en vigueur de la LEHE et du concordat sur les hautes écoles.

Ces trois nouveaux actes législatifs remplaceront les bases légales actuellement en vigueur au niveau fédéral, à savoir la loi sur l'aide aux universités et la loi sur les hautes écoles spécialisées.

Dans le canton de Berne, l'adhésion au concordat sur les hautes écoles relève de la compétence du Grand Conseil. Conformément à l'article 74, alinéa 2, lit. b de la Constitution du canton de Berne (ConstC)¹⁾, le Grand Conseil est chargé d'approuver les traités intercantonaux qui ne ressortissent pas exclusivement au Conseil-exécutif. Ce dernier approuve quant à lui les traités intercantonaux dénonçables à court terme dont l'importance est mineure ou qui se situent dans le cadre de ses compétences législatives (art. 88, al. 4 ConstC). Le délai de résiliation du concordat sur les hautes écoles est de trois ans et relève donc de la compétence du Grand Conseil.

L'adoption du projet devrait permettre une économie de 100 000 francs environ.

2. Contexte

2.1 Mise en œuvre du mandat constitutionnel

L'article 63a, intégré dans la Constitution fédérale en 2006, prévoit une nouvelle organisation du domaine des hautes écoles à l'échelle fédérale. La Confédération et les cantons veillent ensemble à la coordination et à la garantie de l'assurance de la qualité dans l'espace suisse des hautes écoles. La mise en œuvre de cette disposition requiert d'une part une loi fédérale énonçant les principes de la coordination dans le domaine des hautes écoles et d'autre part un concordat intercantonal correspondant. Enfin, pour faire le lien entre ces deux actes législatifs, il convient d'élaborer une convention de coopération entre la Confédération et les cantons ayant adhéré au concordat sur les hautes écoles (Conférence des cantons concordataires) qui crée les organes communs. Ces trois éléments sont nécessaires pour mettre sur pied les organes communs de la Confédération et des cantons, à savoir la nouvelle Conférence suisse des hautes écoles.

Les Chambres fédérales ont édicté la LEHE le 30 septembre 2011. Suite à cela, l'Assemblée plénière de la CDIP a lancé, le 21 juin 2012, la procédure de consultation relative au projet d'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles). Dans le même temps, la CDIP a demandé aux partenaires de la consultation de prendre également position sur le projet de

¹⁾ RSB 101.1

convention entre la Confédération et les cantons sur la coopération dans le domaine des hautes écoles (convention de coopération), projet qui avait été développé conjointement avec la Confédération.

Dans sa prise de position, le Conseil-exécutif du canton de Berne s'est dit favorable au concordat sur les hautes écoles dans son ensemble. Il a toutefois émis des réserves sur certains points; il a notamment souligné que la Confédération et les cantons responsables d'une haute école devaient absolument bénéficier de droits de participation équilibrés pour gérer les futures affaires politiques dans le domaine des hautes écoles, et ce d'autant plus que le concordat s'accompagnerait d'un vaste transfert de compétences entre les cantons et la Conférence des hautes écoles, au profit de cette dernière. Plus concrètement, le Conseil-exécutif a exprimé des réticences envers la composition du Conseil des hautes écoles telle qu'elle est envisagée (art. 6) et envers la disposition selon laquelle quatre autres cantons universitaires, désignés par la Conférence des cantons concordataires, doivent siéger au Conseil des hautes écoles en plus des dix cantons ayant adhéré au concordat intercantonal de coordination universitaire²⁾. A ce sujet, le Conseil-exécutif a indiqué que la conférence régionale n'avait aucune dimension politique dans le domaine des hautes écoles et que la solution proposée n'était pas convaincante car les cantons responsables d'une haute école et les cantons regroupant le plus grand nombre d'étudiants et d'étudiantes ne pesaient pas assez lourd dans la balance. Il a donc proposé que siègent au Conseil des hautes écoles les directeurs et directrices de l'instruction publique des quatorze cantons concordataires comptant le plus grand nombre d'étudiants et d'étudiantes en Suisse.

De plus, le Conseil-exécutif a fait valoir dans sa prise de position que l'entrée en vigueur du concordat devait passer par l'adhésion de tous les cantons universitaires. Il estime insatisfaisante la proposition du projet de faire entrer le concordat en vigueur dès l'adhésion de 14 cantons (dont au moins sept cantons universitaires).

A l'occasion de sa séance plénière du 20 juin 2013, la CDIP a adopté à l'unanimité (avec une abstention) le concordat sur les hautes écoles et l'a transmis aux cantons en vue des procédures d'adhésion. Les compromis qui ont été faits suite à la procédure de consultation tiennent en partie compte du point de vue du canton de Berne. Ainsi est-il désormais prévu dans le projet que le Conseil des hautes écoles soit composé des représentants des dix cantons ayant adhéré au concordat intercantonal de coordination universitaire (cantons universitaires) ainsi que de quatre autres représentants de cantons responsables d'une haute école, élus par la Conférence des cantons concordataires. Quant au quorum à respecter pour faire entrer le concordat en vigueur, une disposition a été adoptée qui, si elle ne correspond pas à la proposition du Conseil-exécutif, est acceptable pour le canton de Berne: au moins 14 cantons doivent avoir adhéré au concordat, dont au moins huit cantons signataires du concordat intercantonal de coordination universitaire.

²⁾ Arrêté du Grand Conseil du 7 juin 2000 concernant l'adhésion au Concordat intercantonal de coordination universitaire du 9 décembre 1999; RSB 439.25

2.2 Principes de la future coordination des hautes écoles

La LEHE est une loi de coordination et d'encouragement. Elle concerne le niveau de la coordination nationale et ne statue donc pas sur des questions concrètes relatives à l'organisation des formations ou des offres des hautes écoles, etc. Les hautes écoles et les cantons qui en ont la charge restent autonomes. Il ne s'agit donc ni d'une loi-cadre ni d'une loi suisse sur les hautes écoles.

La LEHE définit les objectifs et les principes de la coordination que la Confédération et les cantons exerceront conjointement et précise les modalités d'organisation et la procédure. Les cantons se sont déclarés dans l'ensemble d'accord avec les grandes lignes du projet de loi lors de la consultation. Les principes majeurs sont les suivants:

- *Le domaine des hautes écoles pris comme un tout:* toutes les hautes écoles, qu'elles soient universitaires, spécialisées ou pédagogiques, sont pour la première fois coordonnées selon des critères communs. Toutefois, les spécificités de chaque type de haute école demeurent: les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques restent davantage axées sur les aspects professionnels et sur l'application des connaissances, les universités gardent une vocation scientifique plus marquée.
- *Simplifications:* les deux lois fédérales régissant actuellement les universités (loi fédérale du 8 octobre 1999 sur l'aide aux universités et la coopération dans le domaine des hautes écoles [loi sur l'aide aux universités; LAU]³⁾ et les hautes écoles spécialisées (loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées [LHES]⁴⁾) seront remplacées par une loi fédérale unique. La structure organisationnelle s'en trouvera elle aussi considérablement simplifiée: il n'y aura plus qu'une Conférence des hautes écoles, un Conseil d'accréditation et une Conférence des recteurs.
- *Participation de tous les cantons:* à l'heure actuelle, tous les cantons endossent ou partagent la responsabilité d'une haute école et versent des contributions dans le cadre de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 (AIU)⁵⁾ et de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES)⁶⁾. C'est pourquoi la Constitution prévoit d'associer la totalité des cantons à la coordination du domaine des hautes écoles. La nouvelle Conférence suisse des hautes écoles connaît ainsi deux configurations: en tant que Conférence plénière, elle permet la participation de tous les cantons; en tant que Conseil des hautes écoles, elle assure aux cantons responsables d'une haute école une juste influence.

³⁾ RS 414.20

⁴⁾ RS 414.71

⁵⁾ Arrêté du Grand Conseil du 17 juin 1997 concernant l'adhésion du canton de Berne à l'Accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 (AIU; RSB 439.20)

⁶⁾ Arrêté du Grand Conseil du 23 novembre 2004 concernant l'adhésion du canton de Berne à l'Accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES; RSB 439.21)

- *Transparence du financement*: la LEHE crée les bases légales permettant une meilleure transparence dans le financement des hautes écoles. A l'avenir, le financement des hautes écoles – le financement de base de la collectivité dont elles dépendent ainsi que les contributions intercantionales et fédérales – devra se référer au modèle des coûts de référence.
- *Solidité du financement de base par la Confédération*: les taux du financement assuré par la Confédération aux hautes écoles sont fixés dans la loi. Ils sont de 30% pour les hautes écoles spécialisées et de 20% pour les universités cantonales. Le financement des hautes écoles pédagogiques reste du ressort des cantons.
- *Autonomie préservée*: les hautes écoles ainsi que les cantons qui en sont responsables conservent leur autonomie. Seule exception: les «domaines particulièrement onéreux» (tels que la médecine ou la recherche de pointe en sciences expérimentales, par exemple), sur lesquels la Conférence suisse des hautes écoles pourra fixer des règles.

3. Contenu du concordat sur les hautes écoles

Le concordat sur les hautes écoles a été essentiellement rédigé sur la base de la LEHE et contient donc de nombreuses références à cette loi. Ainsi, il reprend à son compte la liste des objectifs définie dans la LEHE, son champ d'application est le même et il se réfère aux organes communs prévus par la LEHE. Par conséquent, en adhérant au concordat, les cantons approuvent une grande partie des dispositions contenues dans la LEHE. Mais surtout, ils créent par leur adhésion les bases légales permettant d'agir dans le cadre des organes communs, en particulier au sein de la Conférence suisse des hautes écoles. La création d'organes communs doit permettre à la Confédération et aux cantons de garantir une qualité élevée en matière d'enseignement et de recherche, d'améliorer la concertation relative aux offres proposées et de contribuer à la préservation des spécificités des différents types de hautes écoles, tout cela à l'échelle suisse.

Tous les contenus du concordat sur les hautes écoles ne sont toutefois pas issus de la LEHE. Certaines dispositions sont propres au concordat:

- *Composition du Conseil des hautes écoles*: le nombre de cantons représentés au Conseil des hautes écoles (14) est fixé par la LEHE. En revanche, c'est le concordat qui détermine quels sont ces cantons. L'article 6, alinéa 3 du concordat stipule que les dix cantons siégeant au Conseil des hautes écoles sont les cantons ayant adhéré au concordat universitaire, à savoir: Zurich, Berne, Vaud, Genève, Fribourg, Saint-Gall, Bâle-Ville, Lucerne, Tessin et Neuchâtel. En outre, quatre autres cantons responsables d'une haute école seront élus par la Conférence des cantons concordataires pour siéger au Conseil des hautes écoles pour une durée de quatre ans.
- *Pondération des voix pour les décisions du Conseil des hautes écoles*: la majeure partie des décisions prises au Conseil des hautes écoles doivent réunir deux tiers des voix des cantons représentés ainsi que la voix de la Confédération, mais aus-

si la majorité simple des points attribués par le concordat aux représentations des cantons en fonction du nombre d'étudiants et étudiantes immatriculés dans leurs hautes écoles. Par exemple, le canton de Zurich possède 42 points, le canton de Berne 22, celui de Vaud 19 et le Tessin 6.

- *Clé de financement pour la participation financière des cantons aux organes communs*: la moitié des coûts est prise en charge par la Confédération, l'autre moitié par les cantons. Les coûts mis à la charge des cantons pour la Conférence suisse des hautes écoles sont définis à 50 pour cent au prorata de la population et à 50 pour cent au prorata du nombre d'étudiants et étudiantes représentés. Les cantons responsables d'une haute école assument les coûts de la Conférence des recteurs au prorata du nombre d'étudiants et étudiantes qu'ils représentent, dans la mesure où ces coûts résultent de l'accomplissement des tâches prévues par la LEHE. Les cantons prennent également en charge les coûts du Conseil d'accréditation et de son agence, pour autant qu'ils ne soient pas couverts par les émoluments.
- *Maintien de l'AIU et de l'AHES*: les contributions versées par un canton pour ses étudiants et étudiantes qui étudient en dehors du canton continuent d'être régies par les accords de financement et de libre circulation existants, c'est-à-dire l'AIU et l'AHES.
- *Protection des titres*: la poursuite pénale d'une personne qui porte un titre protégé sans posséder le diplôme correspondant est du ressort des cantons. De plus, le concordat sur les hautes écoles contient différentes dispositions d'exécution portant sur la Conférence des cantons concordataires (art. 9), l'exécution du concordat et le secrétariat (art. 13), le règlement des différends (art. 14), l'adhésion (art. 15), la résiliation (art. 16) et l'entrée en vigueur (art. 17).
- *Entrée en vigueur*: le Comité de la CDIP peut fixer la date d'entrée en vigueur du concordat sur les hautes écoles dès que 14 cantons y ont adhéré, parmi lesquels au moins huit cantons ayant adhéré au concordat intercantonal de coordination universitaire (Zurich, Berne, Vaud, Genève, Fribourg, Saint-Gall, Bâle-Ville, Lucerne, Tessin et Neuchâtel).

La loi fédérale et le concordat sur les hautes écoles habilite le Conseil fédéral et la conférence des cantons ayant adhéré au concordat (Conférence des cantons concordataires) à conclure une convention de coopération. Celle-ci crée les organes communs, mais ne peut être conclue qu'à l'entrée en vigueur de la loi fédérale et du concordat sur les hautes écoles.

4. Commentaire des dispositions du concordat sur les hautes écoles

Préambule:

Pour autoriser la conclusion d'une convention de coopération avec la Confédération, les cantons ont besoin d'une base légale sous la forme d'un nouveau concordat. Le concordat sur les hautes écoles est une convention intercantonale fixant des règles de droit au sens de l'article 48 Cst. Il a formellement le même statut juridique que le

concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire (concordat scolaire de 1970)⁷⁾, que l'accord intercantonal de 1993 sur la reconnaissance des diplômes⁸⁾ ou que les accords de financement des hautes écoles (AIU et AHES).

Si les cantons n'adhèrent pas tous au concordat, la Confédération a la possibilité, sur demande présentée par 18 cantons au moins, de déclencher la procédure de déclaration de force obligatoire générale du concordat sur les hautes écoles conformément à l'article 14 PFCC (art. 48a Cst., art. 68 LEHE).

Article 1

Le concordat sur les hautes écoles crée pour les cantons la base légale leur permettant de déléguer dans le cadre de la convention de coopération certaines tâches de coordination et d'assurance de la qualité dans le domaine suisse des hautes écoles à des organes communs, en particulier à la Conférence suisse des hautes écoles. Conformément à l'article 63a Cst., la LEHE définit les modalités de la coordination et de l'assurance de la qualité. La loi fédérale constitue donc non seulement le cadre dans lequel cette tâche est réalisée, mais elle détermine également la teneur des réglementations du concordat sur les hautes écoles. L'accord des cantons souscrit par le concordat est nécessaire à la concrétisation et au fonctionnement des organes communs.

Conformément à l'article 63a Cst., la LEHE définit les modalités de la coordination et de l'assurance de la qualité. La loi fédérale constitue donc non seulement le cadre dans lequel cette tâche est réalisée, mais elle détermine également la teneur des réglementations du concordat sur les hautes écoles. L'accord des cantons souscrit par le concordat est nécessaire à la concrétisation et au fonctionnement des organes communs.

Cet article consacré au but est le reflet de l'article 1 de la loi fédérale: l'article 1 du concordat sur les hautes écoles reprend le but principal de la LEHE, à savoir la création d'un espace suisse des hautes écoles coordonné, compétitif et d'un haut niveau de qualité. Comme la loi fédérale, le concordat exprime donc clairement qu'il a pour objet le domaine des hautes écoles à l'échelle suisse et non la réglementation des hautes écoles, qui reste une compétence des collectivités qui en ont la charge. De cette définition du but, qui se rapporte à l'ensemble du système des hautes écoles, découlent dans le même temps les principaux objectifs de l'action commune de la Confédération et des cantons: les cantons se déclarent par cet article prêts à veiller avec la Confédération à la coordination, à la qualité et à la compétitivité du domaine suisse des hautes écoles, à garantir la qualité à travers l'accréditation institutionnelle des hautes écoles et à assurer la répartition des tâches dans les domaines particulièrement onéreux.

⁷⁾ Arrêté du Grand Conseil du 22 novembre 1988 concernant l'adhésion du canton de Berne au concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire (RSB 439.13)

⁸⁾ Arrêté du Grand Conseil du 31 janvier 2007 concernant l'adhésion du canton de Berne à l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (Accord sur la reconnaissance des diplômes; RSB 439.18)

En renvoyant en outre à l'article 3 de la loi fédérale, le concordat reprend également à son compte la liste des objectifs qui y est définie, à savoir:

- créer un environnement favorable à un enseignement et à une recherche de qualité;
- créer un espace suisse d'enseignement supérieur comprenant des types différents de hautes écoles, mais de même niveau;
- encourager le développement des profils des hautes écoles et la concurrence entre ces dernières, notamment dans le domaine de la recherche;
- définir une politique nationale des hautes écoles cohérente et compatible avec la politique d'encouragement de la recherche et de l'innovation de la Confédération;
- favoriser la perméabilité et la mobilité entre les hautes écoles;
- harmoniser la structure des études, les cycles d'études et le passage d'un cycle à l'autre ainsi que la reconnaissance mutuelle des diplômes;
- financer les hautes écoles selon des critères uniformes et axés sur les prestations;
- établir une coordination de la politique des hautes écoles à l'échelle nationale et une répartition des tâches dans les domaines particulièrement onéreux;
- prévenir les distorsions de la concurrence entre les prestations de services et les offres de formation continue proposées par les institutions du domaine des hautes écoles et celles proposées par les prestataires de la formation professionnelle supérieure.

La liste d'objectifs définie dans la LEHE précise la finalité générale. Il s'agit des objectifs que la Confédération et les cantons considèrent comme les plus importants pour l'espace suisse des hautes écoles et qu'ils poursuivent ensemble dans le cadre de leur collaboration, à travers les compétences de coordination qu'ils assument dans leurs organes communs, notamment la Conférence suisse des hautes écoles. Les objectifs sont par conséquent également en relation avec les compétences des organes communs. Le degré de réalisation de ces objectifs politiques permettra de mesurer la réussite de l'espace suisse des hautes écoles. La Constitution fédérale accorde en effet à la Confédération une compétence subsidiaire pour le cas où les objectifs ne devaient pas être atteints. Si la coordination de l'espace suisse de formation voulue par la Constitution n'aboutit pas ou pas suffisamment, alors la Confédération, et c'est une innovation fondamentale, se verra attribuer des compétences subsidiaires, avec des limites concrètes et différentes d'un niveau de formation à l'autre. Car l'article 63a, alinéa 5 Cst. réapplique au domaine des hautes écoles le système des compétences fédérales subsidiaires limitées prévues par l'article 62, alinéa 4 (instruction publique).

L'interprétation plus précise des objectifs communs est du ressort des organes communs, en particulier de la Conférence suisse des hautes écoles. Leur formulation ne permet encore en effet ni de déduire l'une ou l'autre compétence décisionnelle directe des organes communs, ni l'un ou l'autre droit que pourraient revendiquer les hautes écoles. Mais elle donne les grandes lignes de l'action commune de la Confédération et des cantons, par exemple en la limitant à la création d'un environnement favorable à un enseignement et à une recherche de qualité ou en la

focalisant sur l'encouragement des profils des hautes écoles et de la concurrence entre elles, en l'axant sur la création de pôles et la concentration des offres ou en exigeant la plus grande cohérence possible dans la politique des hautes écoles, de la recherche et de l'innovation. Ces objectifs ont à leur tour un rapport direct avec l'orientation de la planification de la politique des hautes écoles à l'échelle nationale qui est définie à l'article 36 LEHE. La mise en avant de la perméabilité et de la mobilité dans et entre les hautes écoles est l'expression de l'obligation constitutionnelle de rendre perméable l'ensemble de l'espace suisse de formation (art. 61a Cst.). Il importe dans le même temps d'éviter les distorsions de la concurrence entre le tertiaire A et le tertiaire B.

Article 2

Le concordat sur les hautes écoles définit les cantons concordataires d'après leurs différentes fonctions. Tous les cantons ayant adhéré à l'accord sont dans leur fonction en tant que cantons concordataires membres de la Conférence suisse des hautes écoles. Les cantons qui sont collectivement responsables ou coresponsables d'une haute école reconnue ou d'une institution dispensant un enseignement de niveau haute école, active dans le domaine de la formation initiale et reconnue par la Confédération comme ayant droit aux contributions, sont en outre couverts par la définition de canton ayant une haute école.

L'*alinéa 1* porte sur le rôle que la Constitution et la LEHE attribuent aux cantons à l'échelon national, à savoir la coordination commune et la garantie de l'assurance de la qualité dans le domaine des hautes écoles. Par conséquent, tous les cantons peuvent adhérer au présent concordat, qu'ils aient ou non la responsabilité d'une haute école. Ce n'était pas le cas du concordat intercantonal de coordination universitaire, auquel seuls les cantons universitaires ont pu adhérer.

L'*alinéa 2* porte sur la seconde fonction des cantons: la responsabilité des hautes écoles. Aujourd'hui, tous les cantons font partie d'une façon ou d'une autre d'une collectivité responsable d'une haute école, que ce soit seuls ou dans le cadre d'un accord avec d'autres cantons. Pour représenter les collectivités responsables des hautes écoles, 14 cantons siègeront dans le Conseil des hautes écoles (art. 12 LEHE). Les critères s'appliquant à cette représentation sont définis par le concordat sur les hautes écoles, à l'article 6, alinéa 3.

Article 3

La coordination et l'assurance de la qualité que les cantons doivent garantir avec la Confédération au sein de la Conférence suisse des hautes écoles s'étendent aux universités, hautes écoles spécialisées et hautes écoles pédagogiques cantonales et intercantionales, de même qu'aux institutions cantonales ou intercantionales qui dispensent un enseignement de niveau haute école, sont actives dans le domaine de la formation initiale et qui sont reconnues par la Confédération comme ayant droit aux contributions.

Article 4

La Confédération, sur la base de la LEHE, et les cantons, sur la base du concordat sur les hautes écoles, vont conclure une convention de coopération qui leur permettra de créer les organes communs.

L'*alinéa 1* renvoie à ce sujet à l'article 6 LEHE, qui porte sur la réglementation relative à la convention (fonction, contenu, statut, instance signataire). Pour les cantons, la convention de coopération est conclue par la Conférence des cantons concordataires, conformément à l'article 10. C'est aussi la Conférence des cantons concordataires qui approuve les modifications à apporter à la convention de coopération. Comme il est concevable que d'autres conventions se révèlent nécessaires à l'exécution de l'une ou l'autre affaire, la Conférence des cantons concordataires se voit confier à l'*alinéa 2* la compétence de conclure de nouvelles conventions, pour autant qu'elles soient requises pour réaliser les objectifs définis à l'article 1. A l'heure actuelle, aucun élément concret n'a été identifié qui nécessiterait une réglementation via de telles conventions. A titre d'exemples de contenus nécessitant ce type de réglementation, on peut citer celui que couvre la Convention entre la Confédération et les cantons sur la création de filières d'études master dans les hautes écoles spécialisées (convention master HES; RS 414.713.1), ou encore celui de la Convention entre le Département fédéral de l'économie et la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique sur la délégation à des tiers de l'examen et de l'accréditation des hautes écoles spécialisées et de leurs filières d'études (Convention sur l'accréditation des HES; RS 414.713.2).

Si la convention de coopération devait ne pas voir le jour, soit parce qu'elle n'aurait pas été signée par la Confédération et par la Conférence des cantons concordataires, soit parce qu'elle aura été abrogée, la voie imposée de la coordination commune aurait dès lors échoué. Ce serait alors en principe un cas d'application de la compétence fédérale subsidiaire prévue à l'article 63a, alinéa 5 Cst. Dans cette éventualité, l'*alinéa 3* offre aux cantons concordataires une base légale les autorisant à prendre les mesures qui s'imposent pour coordonner leur politique en matière de hautes écoles. La coordination dans le domaine des hautes écoles, pour autant qu'elle relève de la compétence des cantons, est ainsi garantie du moins jusqu'à ce que la réglementation fédérale prioritaire prenne effet.

Article 5

Cette disposition forme, pour les cantons, la base légale les autorisant à créer avec la Confédération les organes communs dont la liste exhaustive figure dans la LEHE. Le concordat sur les hautes écoles précise certes les organes communs, mais renvoie à la LEHE et à la convention de coopération pour ce qui concerne leurs compétences, leur organisation et leur procédure de décision. Conformément à l'article 63a, alinéa 4 Cst., la LEHE définit en effet les compétences qui peuvent être déléguées aux organes communs et fixe les principes applicables à l'organisation et à la procédure en matière de coordination. La convention de coopération ne peut de ce fait pas servir à créer de nouvelles compétences et peut statuer uniquement sur des questions secondaires d'organisation ou de procédure.

Article 6

Cette disposition reprend la définition de la Conférence suisse des hautes écoles donnée aux articles 10 ss LEHE et renvoie directement à la LEHE pour ce qui concerne ses compétences et ses procédures (formes de réunion, composition, compétences et procédures décisionnelles respectives de la Conférence plénière et du Conseil des hautes écoles).

L'*alinéa 2* définit la délégation des cantons au sein de la Conférence plénière de la même manière que l'article 11, alinéa 1, lettre *b* LEHE, selon lequel la personne déléguée en l'espèce par chaque canton doit être membre du gouvernement. Le concordat précise que les directeurs et directrices de l'instruction publique des cantons concordataires sont membres de la Conférence suisse des hautes écoles en tant que Conférence plénière.

Selon l'article 11, alinéa 1, lettre *b* LEHE, la Conférence plénière de la Conférence suisse des hautes écoles se compose d'un membre du gouvernement de chaque canton, tandis que d'après les termes de l'*alinéa 2* sont membres de la Conférence plénière les directeurs et directrices de l'instruction publique des cantons concordataires. Une interprétation du sens de la norme juridique et de la documentation qui s'y rapporte permet de conclure que «chaque canton» ne peut signifier autre chose que «chaque canton concordataire».

D'après l'article 12, alinéa 1, lettre *b* LEHE, 14 membres des gouvernements des cantons responsables d'une université, d'une haute école spécialisée ou d'une haute école pédagogique représentent les cantons au Conseil des hautes écoles. L'*alinéa 3* précise la délégation des cantons au Conseil.

Siègent au Conseil des hautes écoles tout d'abord les dix directeurs ou directrices de l'instruction publique des cantons universitaires qui ont adhéré au concordat intercantonal de coordination universitaire. Le texte renvoie au concordat universitaire du fait que le nouveau concordat sur les hautes écoles vient remplacer celui-ci. Par conséquent, la future structure édictée sur la base de la LEHE reproduit la représentation que connaît actuellement la Conférence universitaire suisse (CUS). Pour les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques, par contre, il n'y a pas de semblable base légale ni d'organes à remplacer directement. C'est en raison de leur adhésion au concordat universitaire que les cantons de Zurich, Berne, Vaud, Genève, Fribourg, Saint-Gall, Bâle-Ville, Lucerne, Tessin et Neuchâtel ont donc un membre au Conseil. En tant que collectivités responsables, ces cantons représentent chacun leur université, leur haute école spécialisée, pour autant qu'ils en aient une, leur haute école pédagogique, pour autant qu'ils en aient une, et également, en cas de participation à des hautes écoles intercantionales, les établissements membres sis sur le territoire de leur canton.

La répartition des hautes écoles intercantionales sur plusieurs cantons permet aux cantons de pouvoir représenter les étudiantes et étudiants qui relèvent de leur territoire dans le calcul des points servant à la pondération des voix (cf. commentaire de l'art. 7).

La représentation de la Haute école de pédagogie spécialisée de Zurich (HFH), qui repose sur un concordat signé par 13 cantons (AG, AI, AR, GL, GR, OW, SG, SH, SO, SZ, TG, ZG, ZH) et par la principauté du Liechtenstein, est donc assurée par le canton de Zurich, où elle est implantée.

Outre les dix sièges correspondant aux cantons universitaires, il reste quatre sièges à attribuer au sein du Conseil des hautes écoles. Ces sièges sont occupés par quatre directeurs ou directrices de l'instruction publique élus pour quatre ans par la Conférence des cantons concordataires parmi les autres cantons responsables d'une haute école.

La manière dont les hautes écoles sont représentées par les membres du Conseil est indiquée dans une annexe au concordat.

Article 7

La procédure de décision du Conseil des hautes écoles est plus détaillée que celle de la Conférence plénière. Suivant l'article 17 LEHE, la majeure partie des décisions doivent obtenir non seulement la majorité qualifiée des deux tiers des voix des membres présents ainsi que la voix de la Confédération, mais aussi la majorité simple des points attribués par le concordat aux représentations des cantons en fonction du nombre de leurs étudiantes et étudiants. Cette réglementation permet de préserver d'une part la capacité d'agir du Conseil des hautes écoles et, d'autre part, la portée générale et la large représentativité de ses décisions. Le nombre de points attribués se mesure à l'effectif étudiant des hautes écoles que représente en l'occurrence le canton et, le cas échéant, des établissements membres de hautes écoles intercantionales sis sur son territoire.

Le nombre de points sera recalculé tous les deux ans sur la base des effectifs étudiants les plus récents et réparti entre les cantons ayant adhéré au concordat (cf. commentaire de l'art. 10). La répartition est indiquée dans l'annexe du concordat. Le calcul des points a été effectué sur la base des données concernant le nombre d'étudiantes et étudiants fournies par l'Office fédéral de la statistique (OFS), plus précisément celles des années 2010–2011 et 2011–2012, sans la formation continue et sans les cours de spécialisation ou les cours postuniversitaires. La formation continue n'a pas été prise en considération parce qu'elle n'est pas financée par les pouvoirs publics (les coûts sont en principe entièrement couverts par les personnes participant aux cours).

Les points sont répartis proportionnellement à l'effectif étudiant qui représente chaque canton. Le principe est le suivant: les collectivités responsables reçoivent un point pour mille étudiants et étudiantes (valeurs ≤ 499 arrondies au millier inférieur, ≥ 500 au millier supérieur). Sur la base des répartitions effectuées, le canton qui représente l'effectif le plus nombreux se voit attribuer 42 points, tandis que le canton représentant l'effectif le plus bas reçoit au moins 1 point (le nombre d'étudiants et étudiantes des hautes écoles pédagogiques de Schwyz et de Zoug réunies est actuellement inférieur à 500). Le nombre total de points attribués actuellement est de 170 points; ce nombre devra être corrigé vers le haut ou vers le bas en fonction de l'évolution des effectifs.

Les points sont calculés tous les deux ans sur la base des moyennes des années précédentes. La Conférence des cantons signataires publie le résultat de ce calcul en actualisant l'annexe à l'accord. Les points figurant dans le tableau de l'annexe sont basés sur la moyenne des effectifs étudiants 2010-2011 et 2011-2012 (source: OFS) et sur les indications fournies par les cantons (étudiantes et étudiants des hautes écoles spécialisées et hautes écoles pédagogiques intercantionales sur le territoire du canton).

Article 8

Cette disposition définit la participation des cantons concordataires aux coûts de la Conférence suisse des hautes écoles.

Suivant l'article 9 LEHE, la Confédération prend en charge les coûts de la gestion des affaires de la Conférence suisse des hautes écoles, puisqu'elle lui incombe. Il s'agit des frais généraux et de personnel affectés à la préparation et au suivi des décisions de ladite Conférence et qui sont imputables au département fédéral chargé du dossier. Cela peut couvrir par exemple le calcul des besoins financiers, les travaux préparatoires nécessaires à la définition des coûts de référence, la rédaction de dispositions concernant les cycles d'études et la réglementation du passage de l'un à l'autre, ou encore la préparation des décisions d'allocation des contributions liées à des projets. La prise en charge par la Confédération des coûts liés à ces domaines d'activité est objectivement justifiée d'une part par le rôle directeur joué par la Confédération au sein de la Conférence suisse des hautes écoles et d'autre part par le fait qu'une partie considérable des travaux administratifs récurrents relève de compétences centrales de la Confédération (notamment l'allocation des contributions de base ou l'évaluation prévisionnelle des contributions liées à des projets). Au Secrétariat général de la CDIP, les ressources actuelles de l'Unité de coordination Hautes écoles suffiront pour collaborer avec la Confédération dans le cadre de la gestion des affaires de la Conférence suisse des hautes écoles.

Pour les coûts de la Conférence suisse des hautes écoles qui ne relèvent pas de l'administration au sens strict, en revanche, la LEHE prévoit un autre financement. Ces coûts seront pris en charge pour moitié par la Confédération et pour moitié par les cantons. Il s'agit par exemple des coûts liés à des mandats (expertises, rapports, etc.), des coûts structurels des commissions permanentes et non permanentes de la Conférence suisse des hautes écoles ou des coûts de séance de la Conférence (location de salles, hébergement, etc.). L'alinéa 1 reprend le contenu de l'article 9, alinéa 2 LEHE de manière à garantir que les cantons participent pour un maximum de 50 pour cent à ces coûts.

L'alinéa 2 porte sur un objet qui ne relève que des cantons: la répartition entre les cantons des coûts pris en charge en partage avec la Confédération. Compte tenu des deux formes de réunion de la Conférence suisse des hautes écoles, Conférence plénière et Conseil des hautes écoles, et de leurs compétences, et vu que l'activité des organes communs a pour origine l'encouragement et la coordination des hautes écoles, la disposition prévoit une clé de répartition à deux niveaux.

Comme la coordination et l'encouragement des hautes écoles profitent à tous les cantons concordataires, que tous ont droit de participer aux décisions de la Conférence plénière et que tous se partagent la responsabilité de l'ensemble du domaine des hautes écoles, la lettre *a* stipule que la moitié des coûts qui sont à leur charge est à répartir entre les cantons concordataires en fonction de leur population.

Comme la coordination et l'encouragement des hautes écoles profitent aux hautes écoles elles-mêmes, il est juste qu'une partie de la répartition des coûts soit définie par la taille de ces institutions, mesurée à leur nombre d'étudiants et étudiantes: puisque les voix au Conseil des hautes écoles sont différemment pondérées, la lettre *b* stipule que l'autre moitié des coûts à la charge des cantons est à répartir entre les cantons responsables d'une haute école proportionnellement au poids de leur voix (c'est-à-dire au nombre de leurs étudiants et étudiantes). Les collectivités intercantionales définissent entre elles, pour leur haute école, la manière dont les coûts qui leur sont imputés sur la base de leur représentation au Conseil doivent être répartis entre les cantons concernés.

L'alinéa 3 fixe la participation maximale (50%) des cantons à la prise en charge des coûts de la Conférence des recteurs, du Conseil d'accréditation et de son agence. Il incombe aux cantons responsables des hautes écoles, vu leurs compétences au sein du Conseil des hautes écoles et le poids de leurs voix, de prendre en charge lesdits coûts proportionnellement à l'effectif étudiant qu'ils représentent. Le projet de convention de coopération prévoit à l'article 8 que la Confédération et les cantons signataires du concordat sur les hautes écoles participent pour moitié à ces coûts tels que définis. Cette même disposition précise que la Confédération et les cantons prennent ensemble à leur charge les coûts de la Conférence des recteurs «résultant de l'accomplissement des tâches prévues par la LEHE» et ceux du Conseil d'accréditation et de son agence, «pour autant qu'ils ne soient pas couverts par les émoluments prévus à l'article 35, alinéa 1 LEHE». La LEHE prévoit en effet que les coûts d'exploitation et de personnel du Conseil d'accréditation et de son agence sont si possible couverts par les émoluments prélevés lors des procédures d'accréditation. Ces émoluments, prélevés auprès des hautes écoles pour la réalisation des accréditations demandées et pour les décisions auxquelles elles aboutissent, sont par conséquent payés sur le budget des hautes écoles. La prise en charge de coûts par la Confédération et les cantons porte sur le solde qu'il pourrait rester après déduction des émoluments prélevés pour les frais généraux destinés à assurer l'exploitation et pour les dépenses occasionnées par les tâches permanentes de développement.

La prise en charge des coûts des «autres organes communs» doit, selon l'article 9, alinéa 3 LEHE, être régie par la Conférence plénière en se fondant sur la convention de coopération. L'alinéa 3 reprend cette disposition en ce qui concerne le financement de la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses et celui du Conseil d'accréditation et de son agence. Cette dernière s'organise elle-même: elle sera probablement financée en grande partie, comme aujourd'hui, par les contributions de ses membres, donc sur le budget des hautes écoles. Pour les tâches permanentes qui lui seront confiées par la convention de coopération ainsi que pour les mandats que lui délivrera la Conférence suisse des hautes écoles, elle sera proba-

blement indemnisée par une contribution de la Confédération et des cantons. Cela étant, il faut également s'attendre à une part de financement à la charge des cantons, répartie entre eux selon le système prévu à l'*alinéa* 2. Mais l'organisation concrète de la prise en charge des coûts de la Conférence des recteurs sera décidée, rappelons-le, par la Conférence plénière en se fondant sur la convention de coopération.

D'après les travaux préparatoires menés par un groupe de travail de la Confédération et des cantons (SER, OFFT, SG CUS, SG CDIP), les coûts de la Conférence suisse des hautes écoles, de la Conférence des recteurs, du Conseil d'accréditation et de son agence induits par la LEHE sont à financer en commun et devraient être de 5 à 6 millions de francs par an. Si ces coûts sont financés en parts égales entre la Confédération et les cantons, alors il y aura 2,5 à 3 millions de francs à répartir chaque année entre les cantons. Les bases légales, les tâches et les sources de financement sont trop différentes pour que l'on puisse comparer directement le coût des organes actuels à celui des futurs organes. On peut néanmoins escompter que la contribution financière des cantons à la coordination des hautes écoles sera moins élevée qu'aujourd'hui; du moins, la répartition entre les cantons ne sera plus la même.

Article 9

La Conférence des cantons concordataires se compose des directeurs et directrices de l'instruction publique des cantons qui ont adhéré au concordat sur les hautes écoles. Bien que l'article 63a Cst., qui prévoit un pilotage commun du domaine suisse des hautes écoles par la Confédération et les cantons, parte implicitement du principe que tous les cantons participent à la coordination et à la garantie de l'assurance de la qualité dans le domaine des hautes écoles, les cantons restent bien entendu libres d'adhérer au concordat.

Article 10

L'*alinéa* 1 confère à la Conférence des cantons concordataires une compétence générale pour l'exécution de l'accord. En tant que telle, elle a compétence pour conclure les conventions évoquées à l'*article* 4 et, par conséquent, pour conclure également la convention de coopération entre la Confédération et les cantons. Elle fixe en outre tous les deux ans, sous forme de confirmation des calculs effectués, les points permettant de pondérer les voix au Conseil des hautes écoles et les inscrit dans l'annexe de l'accord.

Selon l'*alinéa* 2, la Conférence des cantons concordataires a également compétence pour proposer à la Conférence plénière deux directeurs ou directrices de l'instruction publique parmi ses membres pour l'élection à la vice-présidence de la Conférence suisse des hautes écoles.

Article 11

Cette disposition prévoit explicitement que les contributions intercantionales aux hautes écoles resteront versées sur la base des deux accords de financement et de libre circulation existants, l'AIU et l'AHES.

Le financement des hautes écoles pédagogiques s'inscrit dans le cadre d'application de l'AHES.

Article 12

Cette disposition définit au niveau intercantonal la protection des appellations des institutions de type haute école: les institutions qui ne bénéficient pas d'une accréditation institutionnelle n'ont pas le droit de porter le nom université, haute école spécialisée ou haute école pédagogique, ni aucun dérivé de ces appellations, pas plus que leurs équivalents en anglais: *University, University of Applied Sciences* ou *University of Teacher Education*. La formulation de la protection des appellations s'en tient à la disposition de la LEHE à ce sujet (art. 62).

La LEHE prévoit que la protection des titres décernés aux diplômés et diplômées des hautes écoles est assurée selon les bases légales des institutions. Pour éviter des différences dans les réglementations cantonales, l'*alinéa* 2 définit la protection des titres au niveau intercantonal. La poursuite pénale incombe néanmoins aux cantons.

Article 13

Suivant l'*alinéa* 1, dans le cadre de l'exécution du concordat sur les hautes écoles, le Secrétariat général de la CDIP effectue en association avec les chefs et cheffes des services cantonaux concernés les travaux courants de la Conférence des cantons concordataires, notamment le travail de préparation des affaires de ladite Conférence, traite les autres dossiers politiques de la CDIP en matière de hautes écoles et collabore avec l'office fédéral chargé de la gestion des affaires de la Conférence suisse des hautes écoles (art. 14 LEHE). Une collaboration continue au niveau administratif est nécessaire afin de faire intervenir efficacement le point de vue et les instruments des cantons au moment des travaux préparatoires déjà, puis lors de l'exécution. Cela concerne en l'occurrence des travaux que fournit déjà le Secrétariat général de la CDIP (en application du droit actuel au sein du Conseil suisse des HES, dans le cadre de la collaboration avec la Conférence universitaire suisse et avec le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche [DEFR]).

L'*alinéa* 2 règle la collaboration avec l'office fédéral concerné en ce qui concerne la gestion des affaires du Conseil des hautes écoles. Du côté des cantons, participent à cette collaboration les chefs et cheffes de service des cantons représentés au Conseil des hautes écoles ainsi qu'une personne appartenant au Secrétariat général de la CDIP.

L'*alinéa* 3 prévoit une répartition entre les cantons concordataires, au prorata de leur population, des coûts générés par l'exécution de l'accord et qui ne sont pas couverts sur la base de l'article 8 du concordat. Il s'agit en l'occurrence de coûts déjà existants, qui résultent de l'application du concordat scolaire de 1970, pour les activités menées dans le cadre de la collaboration intercantonale dans le domaine des hautes écoles, pour autant qu'elles ne soient pas couvertes par l'AIU et par l'AHES.

Article 14

S'agissant des dispositions du concordat relatives à la composition du Conseil des hautes écoles et à la pondération des voix au sein dudit Conseil, il apparaît judicieux et légitime d'appliquer la procédure définie par l'Accord-cadre du 24 juin 2005 pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (Accord-cadre, ACI)⁹⁾ en cas de litige résultant de l'exécution du concordat, raison pour laquelle le concordat renvoie à ladite procédure. Ce n'est que si une telle procédure n'aboutit pas que le Tribunal fédéral peut être saisi en vertu de l'article 120, alinéa 1, lettre b de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF)¹⁰⁾.

Article 15

La procédure de ratification menée dans chaque canton se conforme au droit cantonal. Le gouvernement cantonal communique l'adhésion au Comité de la CDIP.

Article 16

Un canton qui a adhéré au concordat a également le droit, selon l'alinéa 1, de résilier l'accord en communiquant sa décision au Comité de la CDIP. Le délai de résiliation est de trois années civiles entières. Pour les autres cantons concordataires, l'accord reste intégralement en vigueur.

L'alinéa 2 prévoit que lorsqu'un canton résilie l'accord, il résilie ce faisant implicitement toutes les autres conventions conclues sur la base de l'article 4.

Article 17

Cette disposition est semblable à l'article 12 du concordat intercantonal de coordination universitaire qui stipulait qu'il fallait rassembler «plus de la moitié des cantons universitaires» (soit au moins 6 cantons universitaires) pour pouvoir prononcer l'entrée en vigueur du texte. De même, suivant l'alinéa 1, le Comité de la CDIP décide de l'entrée en vigueur de l'accord dès qu'au moins 14 cantons (la moitié des cantons + 1) y ont adhéré et, condition supplémentaire, dès que sur ces cantons, huit au moins font partie des cantons signataires du concordat intercantonal de coordination universitaire (ce qui correspond à quatre cinquièmes de ces derniers). Le texte renvoie au concordat universitaire du fait que le nouveau concordat sur les hautes écoles vient remplacer celui-ci. Exiger à la fois la majorité de cantons et la majorité des quatre cinquièmes des cantons universitaires, c'est-à-dire membres de l'actuel concordat universitaire qui devra être dissous, permettra une prompte mise en œuvre du mandat constitutionnel qui a été défini par l'article 63a Cst. et que la promulgation de la LEHE a concrétisé.

⁹⁾ Arrêté du Grand Conseil du 28 novembre 2006 concernant l'adhésion à l'Accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (Accord-cadre, ACI; RSB 632.1)

¹⁰⁾ RS 173.110

L'entrée en vigueur formelle de l'accord nécessite une décision du Comité de la CDIP. Conformément à l'article 48, alinéa 3 Cst., elle doit être portée à la connaissance de la Confédération.

5. Commentaire des dispositions de l'arrêté portant adhésion

Préambule

Dans le canton de Berne, l'adhésion au concordat sur les hautes écoles relève de la compétence du Grand Conseil. Conformément à l'article 74, alinéa 2, lettre b de la Constitution du canton de Berne, le Grand Conseil est chargé d'approuver les traités intercantonaux qui ne ressortissent pas exclusivement au Conseil-exécutif. Ce dernier approuve quant à lui les traités intercantonaux dénonçables à court terme dont l'importance est mineure ou qui se situent dans le cadre de ses compétences législatives (art. 88, al. 4 ConstC). Le concordat sur les hautes écoles n'étant résiliable qu'après un délai de préavis de trois ans et son contenu n'étant pas d'une importance mineure, la compétence concernant l'adhésion revient au Grand Conseil.

Chiffre 1

L'article 63a de la Constitution fédérale stipule que la Confédération et les cantons veillent ensemble à la coordination et à la garantie de l'assurance de la qualité dans l'espace suisse des hautes écoles. La coordination des hautes écoles dont il est question dans le concordat constitue également un mandat légal de la loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni)¹¹⁾ (art. 6 et 7), de la loi du 8 septembre 2004 sur la Haute école pédagogique germanophone (LHEP)¹²⁾ (art. 7) et de la loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise (LHESB)¹³⁾ (art. 5 et 6).

La mise en œuvre de ce mandat constitutionnel nécessite tout d'abord l'élaboration d'une loi fédérale énonçant les principes de la coordination des hautes écoles dans le respect de la Constitution fédérale. Cette première étape a déjà été franchie puisque les Chambres fédérales ont adopté le 30 septembre 2011 la LEHE, dont l'entrée en vigueur est prévue le 1^{er} janvier 2015.

De plus, pour permettre l'entrée en vigueur de la loi, un concordat intercantonal sur les hautes écoles, basé sur cette loi, est requis. Ce texte intercantonal permettra de déléguer les compétences décrites à l'article 63a Cst. à la Confédération suisse des hautes écoles, qui est l'organe commun de la Confédération et des cantons. La délégation de ces compétences (compétence d'édicter des prescriptions sur les niveaux d'enseignement et le passage de l'un à l'autre, sur la formation continue, sur la reconnaissance des institutions et des diplômes, sur le financement et la répartition des tâches dans les domaines particulièrement onéreux) permet ainsi au canton de Berne de s'acquitter de ce volet du mandat constitutionnel.

¹¹⁾ RSB 436.11

¹²⁾ RSB 436.91

¹³⁾ RSB 432.411

Chiffres 2 et 3

Le concordat sur les hautes écoles n'étant résiliable qu'après un délai de préavis de trois ans (art. 16), l'adhésion au concordat relève de la compétence du Grand Conseil et non du Conseil-exécutif (voir les explications du préambule). Toutefois, selon la pratique en vigueur, le Conseil-exécutif est habilité à approuver les modifications du concordat portant sur des changements mineurs et à résilier le concordat (voir également à ce sujet les Directives sur la technique législative [DTL], module 3, ch. 3.2.3). Quoi qu'il en soit, si la résiliation du concordat était envisagée par le Conseil-exécutif, celui-ci en informerait en temps opportun le Grand Conseil car une telle démarche aurait une grande importance pour le domaine des hautes écoles.

Chiffre 4

Le concordat universitaire en vigueur actuellement sera remplacé par le nouveau concordat sur les hautes écoles. Néanmoins, ce dernier ne prévoit pas d'abrogation automatique du concordat universitaire. Les cantons qui adhèrent au concordat sur les hautes écoles devront par conséquent procéder à une résiliation formelle du concordat universitaire.

Chiffre 5

A l'occasion de sa séance plénière du 20 juin 2013, la CDIP a, en plus de l'adoption du concordat sur les hautes écoles, pris connaissance du projet de convention de coopération et exprimé son approbation. Cette convention, qui crée les organes communs de la Confédération et des cantons pour la coordination des hautes écoles, pourra être conclue entre les cantons concordataires et la Confédération après l'entrée en vigueur du concordat, prévue le 1^{er} janvier 2015. Elle remplacera la convention de coopération du 1^{er} novembre 2000 actuellement en vigueur. Etant donné que la résiliation de cette dernière est soumise à un délai de préavis de trois ans pour la fin d'année civile, le canton de Berne doit déjà procéder à sa résiliation.

Chiffre 6

Aucune remarque.

Chiffre 7

Les contrats intercantonaux approuvés par le Grand Conseil sont soumis à la votation facultative si leur contenu porte sur un objet qui, dans le canton, est soumis à la votation facultative, qui doit donc par exemple être réglementé au niveau de la loi (voir également à ce sujet les Directives sur la technique législative [DTL], module 3, ch. 3.1).

6. Place du projet dans le programme gouvernemental de législation et dans d'autres planifications importantes

L'adhésion au concordat sur les hautes écoles entre dans le cadre du programme gouvernemental de législation.

7. Conséquences d'une non-adhésion du canton de Berne au concordat sur les hautes écoles

La mise en vigueur du concordat sur les hautes écoles devient possible dès lors que 14 cantons y ont adhéré, dont huit cantons signataires du concordat intercantonal de coordination universitaire. C'est alors la CDIP qui statue sur l'entrée en vigueur effective du concordat, en fondant sa décision sur des éléments politiques, parmi lesquels l'adhésion ou non des cantons universitaires, élément déterminant. De fait, une éventuelle non-adhésion du canton de Berne serait lourde de conséquences. Dans l'éventualité où le concordat ne se concrétiserait finalement pas, l'objectif constitutionnel de créer un espace des hautes écoles commun dans toute la Suisse ne pourrait être atteint. En effet, le pilotage commun du domaine des hautes écoles, conformément au mandat constitutionnel, n'est envisageable et réalisable qu'avec l'entrée en vigueur des trois nouveaux actes législatifs complémentaires (LEHE, concordat sur les hautes écoles et convention de coopération). Dans une telle éventualité, la Confédération pourrait prendre des mesures légales dans le cadre de ses compétences subsidiaires, compétences dotées de limites concrètes et différenciées d'un niveau de formation à l'autre (art. 63a, al. 5 Cst.).

L'entrée en vigueur du concordat est néanmoins possible même sans l'adhésion du canton de Berne. Si les cantons n'adhèrent pas tous au concordat, la Confédération a la possibilité, sur demande présentée par 18 cantons au moins, de déclencher la procédure de déclaration de force obligatoire générale du concordat sur les hautes écoles (art. 48a Cst. et art. 68 LEHE). Ainsi, même si le canton de Berne décidait de ne pas ratifier la convention, le concordat pourrait entrer en vigueur. En revanche, sa non-adhésion le priverait des avantages dont bénéficient les cantons concordataires: il ne serait ni membre de la Conférence plénière, ni membre du Conseil des hautes écoles. Par conséquent, il n'aurait pas un grand pouvoir de décision ni d'action dans le domaine suisse des hautes écoles. Il ne pourrait par exemple pas participer à l'élection des membres du Conseil d'accréditation ni aux prises de décisions relatives à la concrétisation des conditions de l'accréditation institutionnelle (art. 21, al. 2 et art. 30, al. 2 LEHE). Mais surtout, il n'aurait aucune prise sur la coordination de la politique des hautes écoles à l'échelle nationale et la répartition des tâches dans les domaines particulièrement onéreux (art. 39 LEHE). Il serait privé de parole lorsque le Conseil des hautes écoles statuerait sur l'allocation de contributions liées à des projets (art. 61 LEHE).

8. Répercussions sur les finances

Les travaux du Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), du Secrétariat général de la CDIP et du Secrétariat général de la CUS ont permis d'estimer les coûts liés aux futurs organes communs à 5 à 6 millions de francs environ. La moitié de ces coûts reviendra aux cantons, l'autre à la Confédération. La moitié des coûts mis à la charge des cantons pour la Conférence suisse des hautes écoles sera définie au prorata de la population et l'autre moitié au prorata du nombre d'étudiants et étudiants représentés. Les cantons responsables d'une haute école assument les coûts de la Conférence des recteurs ainsi que du Conseil

d'accréditation et de son agence au prorata du nombre d'étudiants et étudiantes qu'ils représentent, pour autant que ces coûts ne soient pas couverts par les émoluments. Les calculs des coûts réalisés par la CDIP se fondent sur l'hypothèse que tous les cantons vont adhérer au concordat sur les hautes écoles. La répartition des coûts détaillée canton par canton est présentée en annexe au présent rapport.

Sur la base des moyennes des années 2010–2011 et 2011–2012, l'estimation des coûts qui seront mis à la charge du canton de Berne est la suivante:

Coûts de la Conférence des recteurs et du Conseil suisse d'accréditation et de son agence d'accréditation	CHF 340 469.–
Coûts de la Conférence suisse des hautes écoles	CHF 50 885.–
Coûts totaux conformément à l'art. 8 du concordat sur les hautes écoles	CHF 391 354.–

Actuellement, les dépenses du canton de Berne liées à la coordination intercantonale dans le domaine des hautes écoles se chiffrent comme suit:

Coûts de l'Organe d'accréditation et d'assurance qualité des hautes écoles suisses (OAQ)	CHF 154 000.–
Coûts de la Conférence universitaire suisse (CUS)	CHF 80 000.–
Coûts de la Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS)	CHF 51 000.–
Coûts du Conseil des hautes écoles (COHEP)	CHF 95 000.–
Coûts de la Conférence des recteurs des hautes écoles spécialisées suisses (CSHES)	CHF 117 699.–
Coûts totaux	CHF 497 699.–

Auparavant, les coûts de la CRUS et du COHEP étaient intégrés au budget de la Direction de l'instruction publique. Seuls les coûts de la CSHES étaient pris en compte dans le budget de la Haute école spécialisée bernoise; celle-ci bénéficiait en contrepartie d'une contribution cantonale. A l'avenir, les coûts de la Conférence des recteurs doivent être inclus dans le budget de la Direction de l'instruction publique pour les trois hautes écoles.

Conformément aux données des deux tableaux, on peut donc estimer à environ 100 000 francs par an les économies qui seront réalisées suite à l'adhésion au concordat sur les hautes écoles.

Il convient en outre de prendre en compte les coûts liés aux activités menées dans le cadre de la collaboration intercantonale dans le domaine des hautes écoles; ces coûts déjà existants résultent de l'application du concordat scolaire de 1970 (voir en page 13 les explications relatives à l'article 13, alinéa 3 du concordat sur les hautes écoles). Ils représentent une charge de 1,026 million de francs pour le canton de Berne pour l'année 2014.

Concernant les contributions cantonales qui seront versées aux organes communs, le canton ne disposera d'aucune marge de manœuvre décisionnelle après l'adhésion au concordat. Il s'agira de dépenses liées dont l'autorisation relèvera de la compétence du Conseil-exécutif.

9. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Aucune.

10. Répercussions sur les communes

Aucune.

11. Répercussions sur l'économie

La mise en œuvre du mandat constitutionnel décrit à l'article 63a Cst. vise avant tout à garantir la qualité des hautes écoles suisses. Cela peut avoir des répercussions très positives sur l'économie du canton de Berne, en particulier si cette mise en œuvre permet de donner une plus-value aux hautes écoles du canton de Berne et de leur offrir une place de choix parmi les hautes écoles de Suisse et du monde grâce à une qualité particulièrement élevée. Etant donné que les entreprises suisses s'intéressent de près aux personnes ayant suivi une formation de qualité dans une haute école suisse, le concordat sur les hautes écoles, de même que la LEHE, peuvent avoir des conséquences directes sur l'économie bernoise.

12. Résultat de la procédure de consultation

Dans l'ensemble, l'adhésion au concordat est saluée par les partis politiques et par les institutions qui ont été consultées.

La PHBern et l'Université de Berne saluent expressément l'adhésion du canton. L'Université souligne que si le concordat devait entrer en vigueur sans que le canton de Berne n'y ait adhéré, la place de ce dernier dans le paysage suisse des hautes écoles pourrait en être considérablement affaiblie. Elle est convaincue qu'une telle adhésion ne comporte aucun inconvénient, même si le concordat aurait pu être plus avantageux pour elle et pour le canton.

Certains partenaires de la consultation (Verts, AEG, PS) remettent en question certains objectifs du concordat sur les hautes écoles. Selon eux, les objectifs «veiller à la compétitivité» et «assurer la répartition des tâches dans les domaines particulièrement onéreux» présentent le risque que certaines filières d'études ne soient plus proposées que dans certaines hautes écoles, ce qui pourrait, à moyen terme, affaiblir la position de la Suisse dans le domaine des hautes écoles.

L'AEB et les Verts déplorent le fait que le concordat n'octroie aucun droit de vote aux membres des hautes écoles, en particulier aux étudiants et étudiantes. Selon eux, il est toutefois nécessaire que ces derniers soient impliqués de manière signifi-

cative dans le processus décisionnel. Les deux partis demandent au canton de Berne la prise en compte de leurs critiques dans la poursuite des travaux.

L'UDC rejette expressément l'adhésion du canton de Berne. Elle estime que le concordat va entraîner un pilotage trop centralisé des hautes écoles aux dépens de leur autonomie et de la compétitivité entre elles. Elle critique en outre le fait que les deux actes législatifs (LEHE et concordat sur les hautes écoles) aillent à l'encontre de l'autonomie des cantons en tant qu'autorités responsables des hautes écoles. L'UCI formule une critique similaire mais ne se dit pas expressément contre l'adhésion du canton. Selon elle, les actes législatifs sont trop axés sur des éléments de planification financière et pas assez sur des considérations liées à la compétitivité.

Le Conseil du Jura bernois déplore le fait que l'annexe au concordat sur les hautes écoles ne mentionne pas le site de la HES situé à Saint-Imier parmi les hautes écoles du canton de Berne. De même, le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne regrette l'absence du site bernois de la HE-Arc dans cette même liste.

13. Proposition

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver l'adhésion du canton de Berne à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles).

Berne, le 23 avril 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: *Neuhaus*
le chancelier: *Auer*

Annexe

Calculs de la CDIP concernant les coûts de la Conférence suisse des hautes écoles

1. Coûts de la Conférence suisse des hautes écoles à la charge des cantons concordataires selon l'article 8, alinéa 2 du concordat

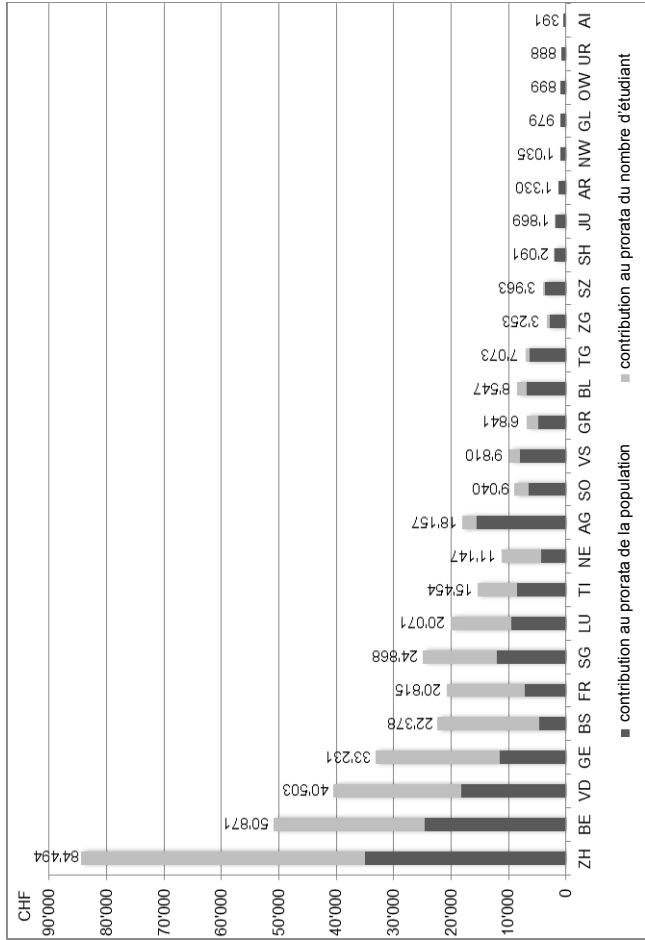


Illustration 1

Explications: les coûts à la charge des cantons concordataires se calculent pour moitié sur la base de la population (état: 31 janvier 2012; source: Office fédéral de la statistique, 2013) et pour moitié sur la base du nombre d'étudiants et étudiantes représentés par les cantons responsables des hautes écoles (moyenne additionnelle des années 2010–2011 et 2011–2012; source: Office fédéral de la statistique; effectifs pris en compte: étudiantes et étudiants des cycles licence/diplôme, bachelor, master et doctorat, sans formation continue/spécialisations).

2. Coûts de la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses, du Conseil suisse d'accréditation et de son agence à la charge des cantons (collectivités responsables d'une haute école) selon l'article 8, alinéa 3 du concordat

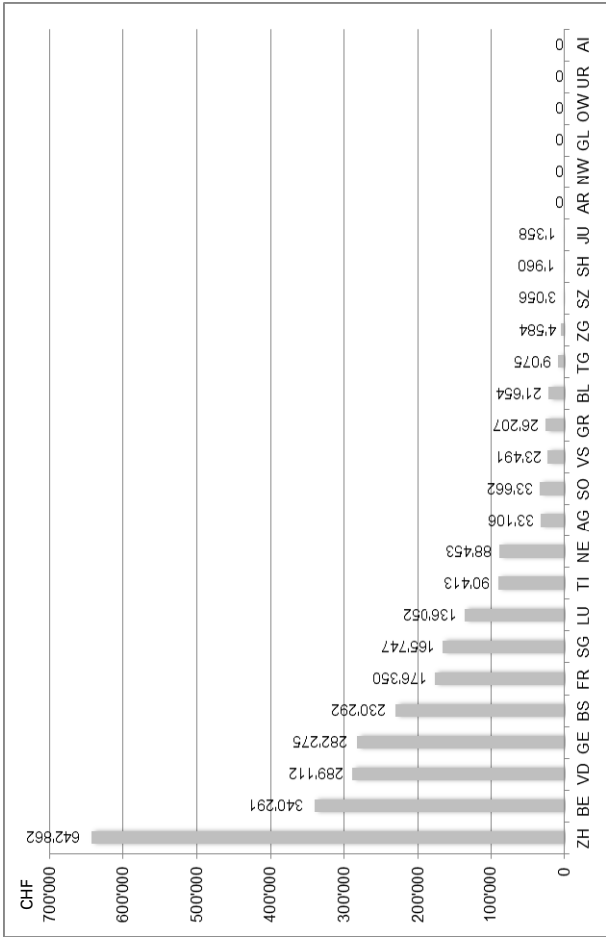


Illustration 2

Explications: les coûts à la charge des cantons (collectivités responsables d'une haute école) se calculent sur la base du nombre d'étudiants et étudiantes représentés par les cantons responsables des hautes écoles (moyenne additionnelle des années 2010–2011 et 2011–2012; source: Office fédéral de la statistique; effectifs pris en compte: étudiantes et étudiants des cycles licence/diplôme, bachelor, master et doctorat, sans formation continue/spécialisations).

3. Coûts de la Conférence suisse des hautes écoles, de la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses, du Conseil suisse d'accréditation et de son agence à la charge des cantons (cantons concordataires, collectivités responsables d'une haute école) selon l'article 8, alinéas 2 et 3 du concordat

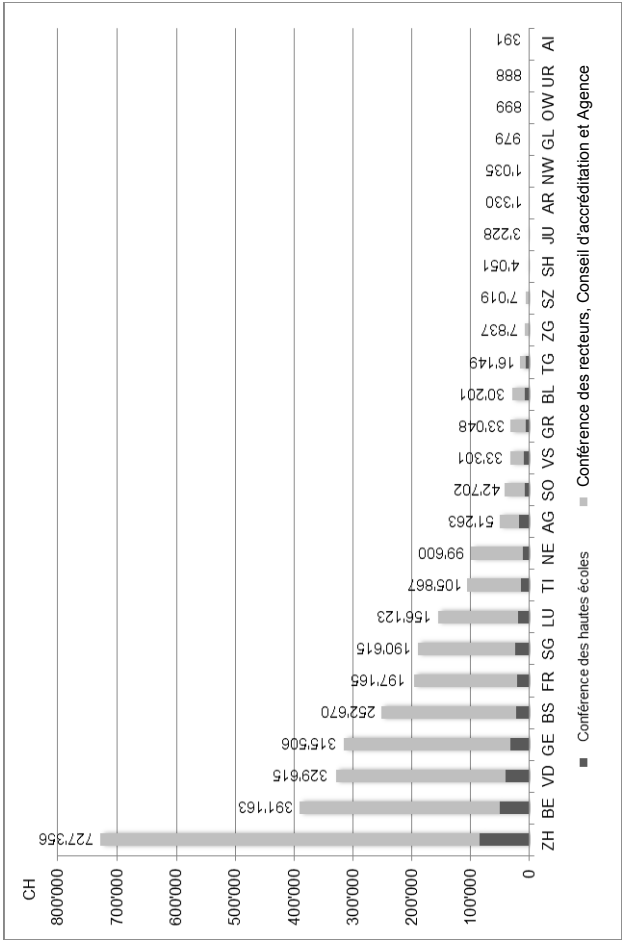


Illustration 3: combinaison des illustrations 1 et 2

Voir explications des illustrations 1 et 2

Proposition du Conseil-exécutif

Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion du canton de Berne à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (Concordat sur les hautes écoles)

Le Grand Conseil du canton de Berne,
vu l'article 74, alinéa 2, lettre b de la Constitution du canton de Berne¹⁾,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

1. Le canton de Berne adhère à l'accord intercantonal du 20 juin 2013 sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles), dont le texte figure en annexe.
2. Le Conseil-exécutif est habilité à approuver les modifications du concordat sur les hautes écoles pour autant qu'elles portent sur des changements mineurs de la procédure ou de l'organisation.
3. Le Conseil-exécutif est habilité à résilier le concordat sur les hautes écoles conformément à l'article 16 de celui-ci.
4. Le concordat intercantonal de coordination universitaire du 9 décembre 1999 est dénoncé au 31 décembre 2018. A cette date, l'arrêté du Grand Conseil du 7 juin 2000 concernant l'adhésion au Concordat intercantonal de coordination universitaire sera retiré du Recueil systématique des lois bernoises (RSB 439.25).
5. La convention du 14 décembre 2000 entre la Confédération et les cantons universitaires sur la coopération dans le domaine des hautes écoles universitaires est dénoncée au 31 décembre 2018. A cette date, l'arrêté du Conseil-exécutif du 1^{er} novembre 2000 concernant l'approbation de la convention entre la Confédération et les cantons universitaires sur la coopération dans le domaine des hautes écoles universitaires sera retiré du Recueil systématique des lois bernoises (RSB 439.26).

¹⁾ RSB 101.1

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission de la formation

Arrêté du Grand Conseil concernant l'adhésion du canton de Berne à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (Concordat sur les hautes écoles)

Le Grand Conseil du canton de Berne,
vu l'article 74, alinéa 2, lettre b de la Constitution du canton de Berne¹⁾,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

1. Le canton de Berne adhère à l'accord intercantonal du 20 juin 2013 sur le domaine suisse des hautes écoles (concordat sur les hautes écoles), dont le texte figure en annexe.
2. Le Conseil-exécutif est habilité à approuver les modifications du concordat sur les hautes écoles pour autant qu'elles portent sur des changements mineurs de la procédure ou de l'organisation.
3. Le Conseil-exécutif est habilité à résilier le concordat sur les hautes écoles conformément à l'article 16 de celui-ci.
4. Le concordat intercantonal de coordination universitaire du 9 décembre 1999 est dénoncé au 31 décembre 2018. A cette date, l'arrêté du Grand Conseil du 7 juin 2000 concernant l'adhésion au Concordat intercantonal de coordination universitaire sera retiré du Recueil systématique des lois bernoises (RSB 439.25).
5. La convention du 14 décembre 2000 entre la Confédération et les cantons universitaires sur la coopération dans le domaine des hautes écoles universitaires est dénoncée au 31 décembre 2018. A cette date, l'arrêté du Conseil-exécutif du 1^{er} novembre 2000 concernant l'approbation de la convention entre la Confédération et les cantons universitaires sur la coopération dans le domaine des hautes écoles universitaires sera retiré du Recueil systématique des lois bernoises (RSB 439.26).

¹⁾ RSB 101.1

Proposition du Conseil-exécutif	Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission	17
6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 2015.	6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 2015.	
7. Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.	7. Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.	
Berne, le 23 avril 2014	Berne, le 13 août 2014	Au nom du Conseil-exécutif, la présidente: <i>Egger-Jenzer</i> le chancelier: <i>Auer</i>
	Berne, le 17 juin 2014	Au nom de la Commission de la formation, la présidente: <i>Zäch</i>

Annexe

Accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (Concordat sur les hautes écoles) du 20 juin 2013

La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), vu l'Art. 63a, al. 3 et 4, de la Constitution fédérale (Cst.), arrête:

I. Dispositions générales

Art. 1 L'accord règle la collaboration des cantons concordataires entre eux et avec la Confédération pour la coordination qu'ils exercent dans le domaine suisse des hautes écoles. Il crée en particulier les bases nécessaires à la réalisation, avec la Confédération, des tâches communes définies dans la loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE), à savoir:

- a. veiller à la coordination, à la qualité et à la compétitivité du domaine suisse des hautes écoles, en particulier en instituant des organes communs;
- b. réglementer l'assurance de la qualité et l'accréditation;
- c. assurer la répartition des tâches dans les domaines particulièrement onéreux;
- d. mettre en œuvre les objectifs définis à l'art. 3 LEHE.

But

Cantons concordataires

Art. 2 ¹ Les cantons concordataires sont membres de la Conférence suisse des hautes écoles et participent de ce fait à la coordination exercée avec la Confédération dans le domaine des hautes écoles.

² Un canton est considéré comme canton ayant une haute école du moment qu'il est collectivité responsable d'une haute école reconnue ou d'une institution concernée par l'art. 3, lit. d.

Champ d'application

Art. 3 L'accord s'applique aux

- a. universités cantonales et intercantionales,
- b. hautes écoles spécialisées (HES) cantonales et intercantionales,
- c. hautes écoles pédagogiques (HEP) cantonales et intercantionales et
- d. institutions cantonales dispensant un enseignement de niveau haute école, actives dans le domaine de la formation initiale et reconnues par la Confédération comme ayant droit aux contributions.

Collaboration avec la Confédération

Art. 4 ¹ Afin de réaliser les tâches communes, les cantons concordataires concluent avec la Confédération une convention de coopération conformément à l'art. 6 LEHE.

² La Conférence des cantons concordataires peut conclure avec la Confédération d'autres conventions d'exécution pour remplir le but décrit à l'art. 1.

³ En cas de non-conclusion ou d'abrogation de la convention de coopération, les cantons concordataires prennent les mesures nécessaires pour coordonner leur politique des hautes écoles.

II. Organes communs

Principe

Art. 5 ¹ Par leur convention de coopération, les cantons concordataires et la Confédération créent les organes prévus par la LEHE pour la coordination qu'ils exercent ensemble dans le domaine suisse des hautes écoles.

² La Conférence suisse des hautes écoles est l'organe commun de la Confédération et des cantons.

³ Les autres organes communs sont les suivants:

- a. la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses;
- b. le Conseil suisse d'accréditation et l'Agence suisse d'accréditation et d'assurance de la qualité.

⁴ Les compétences, l'organisation et les procédures de décision des organes communs sont réglées par la LEHE et la convention de coopération.

Conférence suisse des hautes écoles

Art. 6 ¹ La Conférence suisse des hautes écoles est l'organe politique supérieur des hautes écoles. Qu'elle siège en Conférence plénière ou en Conseil des hautes écoles, elle veille à la coordination exercée par la Confédération et les cantons dans le domaine suisse des hautes écoles, dans les limites des compétences et procédures définies par la LEHE.

² Les directeurs et directrices de l'instruction publique des cantons concordataires sont membres de la Conférence suisse des hautes écoles en tant que Conférence plénière.

³ Les dix directeurs ou directrices de l'instruction publique des cantons universitaires qui ont adhéré au concordat intercantonal de coordination universitaire du 9 décembre 1999 siègent dans le Conseil des hautes écoles. La Conférence des cantons concordataires élit pour quatre ans, parmi les autres cantons responsables d'une haute école, les quatre directeurs ou directrices de l'instruction publique appelés à siéger également au Conseil. Les hautes écoles représentées par les membres du Conseil ainsi que le nombre de points qui leur est attribué sont indiqués dans l'annexe.

⁴ Les directeurs et directrices de l'instruction publique exercent leur mandat personnellement. En cas d'empêchement et pour autant que les circonstances l'exigent, ils peuvent cependant se faire remplacer par une personne qui dispose alors du droit de vote.

Art. 7 Afin de pondérer les voix pour les décisions du Conseil des hautes écoles conformément à l'art. 17 LEHE, chaque membre cantonal du Conseil des hautes écoles se voit attribuer un nombre de points proportionnel au nombre d'étudiantes et étudiants immatriculés dans les hautes écoles de son canton et dans les hautes écoles intercantionales ou leurs établissements membres qui sont sis sur le territoire de son canton. Les membres du Conseil obtiennent au minimum un point. L'attribution des points figure dans l'annexe.

Art. 8 Les cantons concordataires participent pour une hauteur maximale de 50% aux coûts de la Conférence suisse des hautes écoles, conformément à l'art. 9, al. 2, LEHE.

² La participation prévue à l'al. 1 est financée par les cantons concordataires selon la clé de répartition suivante:

- a. une moitié au prorata de leur population;
- b. l'autre moitié par les collectivités responsables d'une haute école, au prorata du nombre d'étudiantes et étudiants qu'elles représentent.

³ Les collectivités responsables d'une haute école participent pour une hauteur maximale de 50%, au prorata du nombre d'étudiantes et étudiants qu'elles représentent

- a. aux coûts de la Conférence des recteurs résultant de l'accomplissement des tâches prévues par la LEHE,
- b. et aux coûts du Conseil suisse d'accréditation et de l'Agence d'accréditation, pour autant qu'ils ne soient pas couverts par les émoluments prévus à l'art. 35, al. 1, LEHE.

⁴ Les collectivités intercantionales définissent librement la manière dont ces coûts sont répartis entre les cantons concernés.

⁵ Les principes selon lesquels la Conférence suisse des hautes écoles règle la prise en charge des coûts de la Conférence des recteurs sont inscrits dans la convention de coopération.

III. Conférence des cantons concordataires

Art. 9 ¹La Conférence des cantons concordataires se compose des directeurs et directrices de l'instruction publique des cantons qui ont adhéré à l'accord. Elle se constitue elle-même.

² Elle prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents.

Tâches et compétences

Art. 10 ¹La Conférence des cantons concordataires est responsable de l'exécution de l'accord. Elle a en particulier compétence pour conclure des conventions au sens de l'art. 4, al. 1 et 2, pour décider des mesures à prendre au sens de l'art. 4, al. 3, et pour fixer tous les deux ans les points servant à la pondération des voix au sein du Conseil des hautes écoles conformément à l'art. 7.

² Elle propose à la Conférence plénière deux directeurs ou directrices de l'instruction publique pour l'élection à la vice-présidence de la Conférence suisse des hautes écoles.

IV. Financement intercantonal des hautes écoles

Art. 11 Les contributions intercantionales aux hautes écoles sont versées sur la base de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 (AIU) et de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES).

Contributions intercantionales aux hautes écoles

V. Protection des titres

Art. 12 ¹La protection de l'appellation haute école est assurée conformément à l'art. 62 LEHE.

Protection des appellations et des titres

² Toute personne qui porte un titre protégé par le droit cantonal ou intercantonal sans posséder le diplôme reconnu conférant ce titre ou qui se sert d'un titre laissant accroire qu'elle a obtenu un diplôme reconnu est punie de l'amende. La négligence est punissable. La poursuite pénale est du ressort des cantons.

VI. Dispositions finales

Art. 13 ¹Le Secrétariat général de la CDIP assure la gestion des affaires relevant de l'exécution de l'accord. En association avec les cheffes et chefs des services cantonaux concernés, il traite les affaires courantes de la Conférence des cantons concordataires ainsi que les autres dossiers de la CDIP relevant de la politique des hautes écoles en l'absence de compétence distincte et collabore avec l'office fédéral compétent.

Exécution

² La collaboration avec ledit office fédéral pour la gestion des affaires du Conseil des hautes écoles est assurée par les cheffes et chefs de service des cantons représentés au Conseil et par une personne appartenant au Secrétariat général de la CDIP.

³ Les coûts occasionnés par l'exécution de l'accord sont répartis entre les cantons concordataires en fonction de leur population, sous réserve de l'art. 8.

Pondération des voix pour les décisions du Conseil des hautes écoles

Financement des organes communs

Composition et organisation

Règlement
des différends

Art. 14 ¹Les différends issus du présent accord se règlent selon la procédure prévue dans l'accord-cadre du 24 juin 2005 pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI).

² Si le différend ne peut se régler, le Tribunal fédéral tranche par voie d'action en application de l'art. 120, al. 1, let. b, de la loi sur le Tribunal fédéral¹⁾.

Adhésion

Art. 15 L'adhésion au présent accord se fait par déclaration au Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).

Résiliation

Art. 16 ¹La résiliation de l'accord doit se faire par déclaration au Comité de la CDIP. Elle prend effet à la fin de la troisième année civile qui suit ladite déclaration.

² Toutes les conventions au sens de l'art. 4 sont également dénoncées par la résiliation de l'accord, avec effet à la même date.

Entrée en vigueur

Art. 17 ¹Le Comité de la CDIP décide de l'entrée en vigueur de l'accord dès que ce dernier a reçu l'adhésion d'au moins 14 cantons, dont au moins huit cantons signataires du concordat intercantonal de coordination universitaire du 9 décembre 1999. L'entrée en vigueur de l'accord prend cependant effet au plus tôt à la date d'entrée en vigueur de la LEHE.

² La Confédération est informée de cette entrée en vigueur.

Berne, le 20 juin 2013 Au nom de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
La présidente: *Isabelle Chassot*
Le secrétaire général: *Hans Ambühl*

Annexe au concordat sur les hautes écoles

Représentation au Conseil des hautes écoles conformément à l'art. 6 et attribution des points servant à pondérer les voix pour les décisions dudit Conseil conformément à l'art. 7

Les points sont calculés tous les deux ans sur la base des moyennes des années précédentes. La Conférence des cantons concordataires publie le résultat de ce calcul en actualisant la présente annexe. Les points figurant ci-après sont basés sur la moyenne des effectifs étudiants 2010/2011 et 2011/2012 (source: Office fédéral de la statistique) et sur les indications fournies par les cantons.

Représentation au Conseil des hautes écoles et attribution des points

1. Représentation des cantons universitaires	Points
Zurich: Université de Zurich, Haute école spécialisée zurichoise, Haute école pédagogique de Zurich, Haute école intercantonale de pédagogie spécialisée	42
Berne: Université de Berne, Haute école spécialisée bernoise, Haute école pédagogique de Berne (alémanique), sites de la Haute école pédagogique BEJUNE sis dans le canton de Berne	22
Vaud: Université de Lausanne, Haute école pédagogique du canton de Vaud, sites de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale sis dans le canton de Vaud	19
Genève: Université de Genève, sites de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale sis dans le canton de Genève	18
Bâle-Ville: Université de Bâle, sites de la Haute école spécialisée de Suisse nord-occidentale sis dans le canton de Bâle-Ville	15
Fribourg: Université de Fribourg, Haute école pédagogique fribourgeoise, sites de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale sis dans le canton de Fribourg	11
Saint-Gall: Université de Saint-Gall, Haute école pédagogique du canton de Saint-Gall, sites de la Haute école spécialisée de Suisse orientale sis dans le canton de Saint-Gall	11
Lucerne: Université de Lucerne, sites de la Haute école spécialisée de Suisse centrale sis dans le canton de Lucerne (Haute école de Lucerne), Haute école pédagogique de Lucerne (à partir de 2013)	9
Neuchâtel: Université de Neuchâtel, sites de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale sis dans le canton de Neuchâtel, sites de la Haute école pédagogique BEJUNE sis dans le canton de Neuchâtel	6
Tessin: Université de la Suisse italienne, Haute école spécialisée de la Suisse italienne	6

¹⁾ Loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF); RS 173.110

2. Autres représentations conformément à l'article 6, alinéa 3

L'article 6, al. 3, prévoit que la Conférence des cantons concordataires élit pour quatre ans, parmi les autres cantons responsables d'une haute école, les quatre directeurs ou directrices de l'instruction publique appelés à siéger également au Conseil. Conformément à cette disposition, peuvent être élus au Conseil les directeurs ou directrices de l'instruction publique des cantons responsables des hautes écoles suivantes:

- Haute école pédagogique du Valais
- Haute école pédagogique des Grisons
- Haute école pédagogique de Thurgovie
- Haute école pédagogique de Schaffhouse
- Haute école pédagogique de Schwyz (à partir de 2013)
- Haute école pédagogique de Zoug (à partir de 2013)
- Sites de la Haute école pédagogique BEJUNE sis dans le canton du Jura
- Sites de la Haute école spécialisée de Suisse nord-occidentale sis dans les cantons d'Argovie, de Bâle-Campagne et de Soleure
- Sites de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale sis dans les cantons du Valais et du Jura
- Sites de la Haute école spécialisée de Suisse orientale sis dans le canton des Grisons

Le nombre des étudiantes et étudiants de l'ensemble des hautes écoles correspond à un total de 170 points, dont 11 reviennent aux hautes écoles mentionnées au chiffre 2 de l'annexe.

Proposition du Conseil-exécutif



Arrêté du Grand Conseil sur le nombre de postes d'ecclésiastique rémunérés par le canton

Table des matières

	pages
1. Contexte	3
2. Répartition actuelle des postes d’ecclésiastique entre les Eglises nationales	3
3. Future répartition des postes d’ecclésiastique entre les Eglises nationales	3
4. Commentaire des articles	3
5. Répercussions sur les finances, le personnel et l’organisation	4
5.1 Répercussions sur les finances	4
5.2 Répercussions sur le personnel	5
5.3 Répercussions sur l’organisation	5
6. Répercussions sur les paroisses	5
7. Résultat de la consultation	5
8. Proposition	5

**Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant
l'arrêté du Grand Conseil sur le nombre de postes
d'ecclésiastique rémunérés par le canton**

1. Contexte

Conformément à l'article 19, alinéa 1 de la loi du 6 mai 1945 sur les Eglises nationales bernoises (LEgl; RSB 410.11), le Grand Conseil fixe par voie d'arrêté, pour chaque Eglise nationale, le nombre de postes d'ecclésiastique rémunérés par le canton dans les paroisses et pour les ministères spéciaux. Il l'a fait pour la dernière fois dans le cadre de son arrêté du 28 mars 2012 concernant la fixation des postes d'ecclésiastique des Eglises nationales bernoises (RSB 412.11).

Au cours du débat qui s'est tenu lors de la session de novembre 2013 au sujet du budget 2014, du plan intégré «mission-financement» 2015 à 2017 ainsi que de l'examen des offres et des structures 2014, le Grand Conseil a décidé que la marge contributive III du groupe de produits 6.3.11 «Dotation des paroisses en ecclésiastiques et suivi des ministères pastoraux et presbytéraux, relations entre l'Eglise et l'Etat» devait être réduite de deux millions de francs dans le budget 2014 pour atteindre 73 431 798 francs. Il a par ailleurs adopté une déclaration de planification prévoyant qu'entre 2015 et 2017, un million de francs supplémentaires soit économisé chaque année dans le même groupe de produits, afin qu'à partir de 2017, la réduction totale corresponde à cinq millions de francs par an (base: chiffres du budget 2014 et du plan intégré mission-financement 2015 à 2017 du 21 août 2013).

Etant donné que le groupe de produits est presque exclusivement destiné aux charges de personnel, seule une réduction des postes peut permettre d'effectuer des économies. Il convient par conséquent de modifier l'arrêté du Grand Conseil du 28 mars 2012. Par son arrêté n° 174/2014, le Conseil-exécutif a décidé d'appliquer la déclaration de planification du Grand Conseil dans son intégralité et sans retard.

2. Répartition actuelle des postes d'ecclésiastique entre les Eglises nationales

Le 28 mars 2012, lorsqu'il a fixé pour la dernière fois les postes d'ecclésiastique des trois Eglises nationales, le Grand Conseil a prévu les dotations suivantes:

Date	Eglise nationale réformée évangélique	Eglise nationale catholique romaine	Eglise nationale catholique chrétienne
Dès le 1 ^{er} janvier 2014	360,5 postes	77,5 postes	2,7 postes

Ainsi, depuis l'an 2000, le canton a économisé un total de 34,6 postes à plein temps dans la dotation des paroisses des Eglises nationales.

3. Future répartition des postes d'ecclésiastique entre les Eglises nationales

Le groupe de produits 6.3.11 est destiné de manière presque exclusive aux charges de personnel. Toute économie réalisée dans ce groupe passe donc nécessairement par une réduction des postes. L'économie de cinq millions de francs par an visée pour 2017 correspond en principe à 27,5 postes.

A l'heure actuelle, l'Eglise réformée évangélique dispose de 6,5 postes non pourvus, réservés à des innovations dans le domaine des foyers, des handicapés ou de la jeunesse par exemple ou alors destinés à l'offre temporaire de places de formation. Ces 6,5 postes ne seront plus pourvus. La réduction effective concerne ainsi 21 postes et se répartira, en tenant compte de l'évolution du nombre de paroissiens ainsi que des structures des paroisses des Eglises nationales, de la manière suivante:

- Eglise nationale réformée évangélique: 18,4 postes d'ecclésiastique
- Eglise nationale catholique romaine: 2,5 postes d'ecclésiastique
- Eglise nationale catholique chrétienne: 0,1 poste d'ecclésiastique.

4. Commentaire des articles

Articles 1 à 4

Ces dispositions correspondent à la mise en œuvre de l'article 19 LEgl et de la déclaration de planification du Grand Conseil. A chaque Eglise nationale et à chaque année correspondent un nombre précis de postes rémunérés par le canton pour la dotation des paroisses en ecclésiastiques et pour les ministères spéciaux. Un poste équivaut à une occupation à plein temps.

Dorénavant, comme le prévoit l'article 19 LEgl, les ministères spéciaux sont présentés séparément. Ce terme recouvre avant tout, pour l'Eglise nationale réformée évangélique, les postes d'aumôniers dans des foyers et des cliniques ainsi que les postes de pasteurs de région et de formation. Dans l'Eglise catholique romaine, il s'agit de postes au sein du vicariat épiscopal Sainte-Vérène et dans des ministères particuliers mais aussi de pourcentages consacrés à des tâches de direction.

Jusqu'à maintenant, les paroisses avaient trois ans pour appliquer les décisions d'allègement budgétaire du Grand Conseil (un an de délai de réflexion pour la paroisse et deux ans de délai de résiliation pour l'ecclésiastique: voir art. 12, al. 3 et 13, al. 1 de l'ordonnance concernant l'attribution des postes d'ecclésiastique réformé évangélique rémunérés par le canton, RSB 412.111). Si l'on veut parvenir au but visé en termes d'économies pour 2015, ce délai doit impérativement être réduit. Le Conseil-exécutif peut l'avancer au 1^{er} avril 2015 au plus tôt, car les modifications des

ordonnances doivent pouvoir être soumises au Synode d'hiver de l'Eglise nationale réformée évangélique (art. 66, al. 2 LEgl), qui aura lieu les 2 et 3 décembre 2014.

Contrairement à ce qui s'applique au délai de réflexion pour les paroisses, il n'est pas possible de réduire à volonté le délai de licenciement des ecclésiastiques. Selon une expertise demandée par la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques au professeur Tomas Poledna¹⁾, l'abrégement du délai doit respecter les principes de l'égalité de droit, du caractère non arbitraire et de la proportionnalité et être fixé en tenant compte de la situation particulière des ecclésiastiques sur le marché du travail. Sachant que

- le Conseil-exécutif avait confirmé explicitement le délai de résiliation de deux ans lors de la révision du 19 octobre 2011 de l'ordonnance concernant l'attribution des postes d'ecclésiastique réformé évangélique rémunérés par le canton;
 - l'ordonnance sur le statut du corps enseignant (RSB 430.251.0) envisage un délai d'annonce d'un an lors de la résiliation des rapports de travail du personnel enseignant suite à une réorganisation (art. 12, al. 3) et que
 - de nombreux ecclésiastiques sont soumis à une obligation de résidence,
- le Conseil-exécutif propose que les paroisses qui doivent prononcer des licenciements disposent d'une année encore pour mettre en œuvre le mandat d'économies du Grand Conseil. Par conséquent, aucun poste ne pourra être supprimé en 2015.

Le professeur Poledna a en outre relevé que les paroisses qui ont fusionné avant 2014 disposent jusqu'à fin 2018 d'un droit acquis pour les pourcentages de poste qui étaient déjà rémunérés avant la fusion (art. 14 de l'ordonnance concernant l'attribution des postes d'ecclésiastique réformé évangélique rémunérés par le canton). Sont ici concernées les quatre paroisses de Bienne, Roudchâtel, Schwarzenburg et Pilgerweg-Bielersee, pour un total de 440 pour cent de poste. Il est inutile de supprimer ces pourcentages durant les trois prochaines années et de devoir à nouveau les gérer dès 2019. Le projet du Conseil-exécutif prévoit par conséquent la suppression de ces pourcentages au 1^{er} janvier 2019 seulement.

Article 5

La répartition des postes d'ecclésiastique entre les paroisses et les ministères spéciaux s'est déroulée dans le cadre de discussions avec les Eglises nationales. Il doit cependant être possible d'y déroger pour gérer les postes d'ecclésiastique, comme cela se fait déjà actuellement, en accord avec ces mêmes Eglises, afin de tenir compte de nouvelles conditions le cas échéant.

Article 6

L'arrêté du Grand Conseil du 28 mars 2012 concernant la fixation des postes d'ecclésiastique des Eglises nationales bernoises est abrogé à la date de l'entrée en vigueur du nouvel arrêté.

¹⁾ Tomas Poledna, Philipp do Canto, Samuel Schweizer, *Gutachten zur Klärung von personal- und kirchenrechtlichen Fragen für die Umsetzung des Sparauftrages bei der pfarramtlichen Versorgung*, Zurich, 28 avril 2014.

Article 7

L'arrêté du Grand Conseil modifié doit impérativement entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2015 pour que le Conseil-exécutif puisse adapter pour avril 2015 les prescriptions sur la gestion des postes d'ecclésiastique.

5. Répercussions sur les finances, le personnel et l'organisation

5.1 Répercussions sur les finances

De manière générale, la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques va chercher à supprimer 21 postes grâce aux fluctuations naturelles du personnel et à la recherche de solutions avec des paroisses voisines. On peut cependant partir du principe que la démarche ne se fera pas sans licenciements ni réductions des temps de travail. Des rentes de raccordement ou des indemnités de départ devront vraisemblablement être versées aux personnes concernées. Il est impossible de procéder à des estimations tant que les dispositions d'exécution n'auront pas été élaborées par le Conseil-exécutif et que l'on ne sait pas encore quelles paroisses et quels ecclésiastiques seront touchés, ni dans quelle mesure.

2014: étant donné que les économies réalisées dans le groupe de produits 6.3.11 nécessitent une modification préalable de l'arrêté du Grand Conseil sur le nombre de postes d'ecclésiastique rémunérés par le canton, la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques ne peut prononcer aucun licenciement en 2014. Elle va donc tenter, dans la mesure du possible, de compenser la diminution du budget 2014 en réduisant le poste des biens, services et marchandises.

2015: la réduction des postes suppose une modification des deux ordonnances concernant l'attribution des postes d'ecclésiastique rémunérés par le canton (RSB 412.111 et 412.112). Comme mentionné ci-dessus, celles-ci ne peuvent entrer en vigueur qu'au 1^{er} avril 2015 au plus tôt. C'est à partir de cette date seulement que des licenciements pourront être prononcés, vraisemblablement pour le 1^{er} mai 2016. Il est donc impossible de réaliser l'économie de trois millions de francs qui est demandée pour 2015.

2016: au mois de mai 2016, l'Eglise réformée évangélique doit disposer de 7,5 postes d'ecclésiastique en moins contre un demi-poste en moins pour l'Eglise catholique romaine. Cette réduction correspond à un potentiel d'économies d'un million de francs environ et s'éloigne de quelque trois millions de francs de la prescription de la déclaration de planification.

2017: en 2017, cinq autres postes seront supprimés dans l'Eglise nationale réformée évangélique et un dans l'Eglise nationale catholique romaine, soit un potentiel d'économies de 2,5 millions de francs environ. Il manque environ la moitié du montant qui devait être économisé selon la déclaration de planification.

2018: huit postes dans l'Eglise nationale réformée évangélique et un poste dans l'Eglise nationale catholique romaine seront encore supprimés en 2018, tandis que

8. Proposition

Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver l'arrêté sur le nombre de postes d'ecclésiastique rémunérés par le canton et sur leur réduction.

Berne, le 18 juin 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
la présidente: *Egger-Jenzer*
le chancelier: *Auer*

L'Eglise catholique chrétienne subira une réduction de dix pour cent de poste. Les économies prévues correspondent à 4,2 millions de francs environ, soit quelque 800 000 francs de moins que ce qui figure dans la déclaration de planification.

2019: cette année-là, les 4,4 postes des paroisses de Bienne, Rondchâtel, Schwarzenburg et Pilgerweg-Bielersee, qui sont issues de fusions, seront supprimés. Le but de cinq millions de francs d'économie visé est ainsi atteint.

Les chiffres présentés ne tiennent pas compte d'éventuelles indemnités de départ et rentes de rattachement, ni de gains de rotation. La possibilité que moins de pourcentages de poste que prévu ne doivent être attribués au vu de la baisse du nombre de paroissiens n'a pas été envisagée non plus.

5.2 Répercussions sur le personnel

Des licenciements et une réduction des temps de travail sont inévitables. La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques soutiendra les personnes concernées conformément aux principes de l'ordonnance sur le placement du personnel (OPlac; RSB 153.011.2).

5.3 Répercussions sur l'organisation

Ce sont avant tout les paroisses et les Eglises nationales, mais aussi les foyers et les cliniques qui vont subir des répercussions sur leur organisation. Elles devront réfléchir à la nécessité et à la possibilité de compenser la réduction de la desserte pastorale.

6. Répercussions sur les paroisses

Les mesures d'économie du canton impliquent que de nombreuses paroisses devront soit réduire le temps de travail de leurs ecclésiastiques, soit financer elles-mêmes la perte subie, ce qu'elles ne pourront pas toutes faire. Il faudra donc prévoir une limitation des prestations des Eglises. Par ailleurs, toutes les paroisses ne seront vraisemblablement pas en mesure de se conformer à l'obligation de résidence. Enfin, la réduction du délai de réflexion en particulier devrait poser un réel problème aux conseils de paroisse.

7. Résultat de la consultation

La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques a lancé une consultation, du 19 mai au 9 juin 2014, auprès des trois Eglises nationales, des communautés israélites, de l'Association des paroisses et de la Société pastorale. Les participants à la consultation soutiennent les mesures d'économie préconisées et se prononcent en faveur du projet.

Proposition du Conseil-exécutif

Arrêté du Grand Conseil
sur le nombre de postes d'ecclésiastique rémunérés
par le canton

Le Grand Conseil du canton de Berne,
vu l'article 19, alinéa 1 de la loi du 6 mai 1945 sur les Eglises nationales bernoises (loi sur les Eglises, LEGl)¹⁾,
sur proposition du Conseil-exécutif,
arrête:

Postes d'ecclésiastique rémunérés 1. A partir du 1 ^{er} janvier 2016	Art. 1 Le canton rémunère à partir du 1 ^{er} janvier 2016 les postes d'ecclésiastique suivants:	
	1. Eglise nationale réformée évangélique	327,10 postes
	Paroisses	25,90 postes
	Ministères spéciaux	69,40 postes
2. A partir du 1 ^{er} janvier 2017	2. Eglise nationale catholique romaine	7,60 postes
	Paroisses	2,70 postes
	Ministères spéciaux	
	3. Eglise nationale catholique chrétienne	
3. A partir du 1 ^{er} janvier 2018	Art. 2 Le canton rémunère à partir du 1 ^{er} janvier 2017 les postes d'ecclésiastique suivants:	
	1. Eglise nationale réformée évangélique	322,10 postes
	Paroisses	25,90 postes
	Ministères spéciaux	68,40 postes
	2. Eglise nationale catholique romaine	7,60 postes
	Paroisses	2,70 postes
	Ministères spéciaux	
	3. Eglise nationale catholique chrétienne	
	Art. 3 Le canton rémunère à partir du 1 ^{er} janvier 2018 les postes d'ecclésiastique suivants:	
	1. Eglise nationale réformée évangélique	314,10 postes
	Paroisses	25,90 postes
	Ministères spéciaux	

¹⁾ RSB 410.11

- | | |
|---|--------------|
| 2. Eglise nationale catholique romaine | |
| Paroisses | 67,40 postes |
| Ministères spéciaux | 7,60 postes |
| 3. Eglise nationale catholique chrétienne | |
| Paroisses | 2,60 postes |

4. A partir du
1^{er} janvier 2019

Art. 4 Le canton rémunère à partir du 1^{er} janvier 2019 les postes d'ecclésiastique suivants:

- | | |
|---|---------------|
| 1. Eglise nationale réformée évangélique | |
| Paroisses | 309,70 postes |
| Ministères spéciaux | 25,90 postes |
| 2. Eglise nationale catholique romaine | |
| Paroisses | 67,40 postes |
| Ministères spéciaux | 7,60 postes |
| 3. Eglise nationale catholique chrétienne | |
| Paroisses | 2,60 postes |

Gestion

Art. 5 Dans le cadre de la gestion des postes d'ecclésiastique, la répartition entre les paroisses et les ministères spéciaux peut être modifiée en accord avec l'Eglise nationale concernée.

Abrogation d'un
acte législatif

Art. 6 L'arrêté du Grand Conseil du 28 mars 2012 concernant la fixation des postes d'ecclésiastique des Eglises nationales bernoises (RSB 412.11) est abrogé.

Entrée en vigueur

Art. 7 Le présent arrêté du Grand Conseil entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Berne, le 18 juin 2014

Au nom du Conseil-exécutif,
la présidente: *Egger-Jenzer*
le chancelier: *Auer*